

**UNION POSTALE UNIVERSELLE**

# **DOCUMENTS DU CONGRÈS DE HAMBURG 1984**

**TOME COMPLÉMENTAIRE**

**DOCUMENTATION DIVERSE**

**Note. — Ce volume ne fait pas partie des Documents officiels (tomes I à III)  
du Congrès de Hamburg 1984**

**BERNE 1985**

**BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**



## DOCUMENTATION DIVERSE

Note. - Le présent volume contient la documentation diverse du Congrès de Hamburg 1984 qui n'a pas été reproduite dans le tome I, deuxième volume, des Documents de ce Congrès.

### I. "Congrès - Doc" qui n'ont pas été reproduits dans le tome I, deuxième volume

Numéro du document	Objet
12	Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977-1981
26	Distribution de la documentation du Congrès
29	Langues de délibération pendant le Congrès
29/Add 1	
30	Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports
48	Liste des propositions d'ordre rédactionnel
53	Discours et interventions préparés à l'avance par écrit
55	Composition du Secrétariat du XIXe Congrès
59	Communication de la Mauritanie concernant différentes propositions
70	Calendrier des séances du jeudi 28 juin au vendredi 6 juillet 1984
75	Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes adoptées par le Congrès de Hamburg 1984
75/Corr 1	
75/Add 1	
75/Add 2	
75/Add 3	
78	Calendrier des séances du lundi 9 juillet au mercredi 18 juillet 1984
78/Corr 1	
78/Corr 2	Calendrier des séances du mardi 17 juillet et du mercredi 18 juillet 1984
81/Rev 1	Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes soumises au Congrès de Hamburg 1984
81/Rev 1/Add 1	
81/Rev 1/Add 1/Corr 1	
81/Rev 1/Add 2	
81/Rev 1/Add 3/Rev 1	
84	Avis aux membres des Commissions 3 et 6
93	Langues des délibérations choisies pour l'interprétation simultanée pendant le Congrès
93/Corr 1	
102	Calendrier des séances du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984
106	Signature des Actes

## II. "Congrès - Doc" qui ont été remplacés par une édition révisée

Numéro du document	Objet
37	Ordre du jour de la Commission 3
37/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 3
37/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 3
38	Ordre du jour de la Commission 4 (première partie)
38/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 4 (première partie)
38/Add 1	Ordre du jour de la Commission 4 (deuxième partie)
38/Add 1/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 4 (deuxième partie)
39	Ordre du jour de la Commission 5 (première partie)
39/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 5 (première partie)
39/Add 2	Ordre du jour de la Commission 5 (deuxième partie)
39/Add 2/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 5 (deuxième partie)
40	Ordre du jour de la Commission 6
41	Ordre du jour de la Commission 7
41/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 7
41/Rev 2/Add 1	Ordre du jour de la Commission 7
43	Ordre du jour de la Commission 9
50	Liste des Congrès - Doc
50/Rev 1	Liste des Congrès - Doc
50/Rev 2	Liste des Congrès - Doc
68	Election du Directeur général du Bureau international - Communication de la délégation de l'Espagne
81	Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes soumises au Congrès de Hamburg 1984
81/Rev 1/Add 3	Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes soumises au Congrès de Hamburg 1984
88	Ordre du jour des séances plénières du 13 juillet 1984
101	Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux
108	Réserves non examinées pendant les séances de la Commission 4

## III. Documents du Bureau du Congrès

Numéro du document	Objet
1	Composition du Bureau du Congrès
2/Rev 1, 4, 8, 11	Ordre du jour provisoire
3, 5, 9	Calendrier provisoire des séances



Numéro du document	Objet
6, 10, 12	Ordre du jour des séances plénières
7	Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales
PV 1 à 4	Procès-verbaux des séances 1 à 4 du Bureau du Congrès

#### IV. Pièces de la Commission 1

Numéro du document	Objet
1	Ordre du jour
2	Première liste des pouvoirs soumis pour examen à la Commission 1
3	Note du Secrétariat de la Commission
4	Deuxième liste des pouvoirs soumis pour examen à la Commission 1
4/Add 1	Modifications à apporter à la liste des pouvoirs

#### V. Pièces de la Commission 10

Numéro du document	Objet
1	Méthode de travail de la Commission
2 à 31	Propositions à examiner



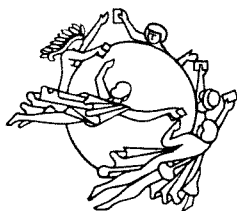
C o n g r è s - D o c

qui n'ont pas été reproduits dans le tome I, deuxième volume

=====







UNION POSTALE UNIVERSELLE

XIXe Congrès

Hamburg 1984

Congrès — Doc 12

---

# Rapport quinquennal sur le développement des services postaux

## 1977—1981

---

Rapport du Bureau international

en collaboration avec le Maroc

Berne 1984

Bureau international de l'Union postale universelle

---



### Avant-propos

Le présent document est établi en tant que complément à l'étude 501 du Conseil consultatif des études postales "L'avenir des services postaux" qui a le Maroc comme pays rapporteur. Il répond également à la résolution CCEP 2/1983 par laquelle le Bureau international a été chargé "de poursuivre l'élaboration du Rapport sur la situation des services postaux dans les délais prescrits comme suit:

- 1983 - Rapport sur la période quinquennale 1977-1981
- 1986 - Rapport sur la période triennale 1982-1984
- 1988 - Rapport sur la période quinquennale 1982-1986
- 1991 - Rapport sur la période triennale 1987-1989

et ainsi de suite, étant entendu que les rapports quinquennaux doivent être élaborés d'une façon assez circonstanciée pour pouvoir servir de base à un rapport concernant le développement postal devant être présenté à chaque Congrès".

Le Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977-1981 est publié par le Bureau international comme suite à la série de Rapports sur la situation des services postaux 1975, 1976, 1977 et 1978, ainsi qu'à la brochure "Le service postal dans le monde", concernant l'année 1979, publiée en vue de l'Année mondiale des communications. A cette occasion, le Directeur général du Bureau international avait souligné que:

"La notion même de civilisation est notamment liée à celle du développement des communications. Il est bien évident que, parmi les diverses catégories de communications, celles qui consistent à transmettre des messages déterminent le niveau culturel d'un certain type de société à une époque donnée. La poste, qui a toujours tenu son rôle dans le passé, se présente à l'heure actuelle et dans une perspective d'avenir comme un élément fondamental du développement économique, social et culturel susceptible d'agir sur l'évolution des individus et des pays. En effet, grâce à la vaste gamme de ses prestations, la poste couvre des réalités diverses et répond à des besoins particuliers. En donnant une illustration de l'infrastructure mise en place et du volume du trafic postal, la présente brochure est éditée par l'UPU à l'occasion de l'Année mondiale des communications (1983) dans l'intention de faire mieux percevoir l'impact de la poste à travers le monde et de stimuler notamment des actions de nature à améliorer le service postal dans les pays."

Ces propos restent toujours valables. Le présent rapport comprend des analyses de différents domaines de la poste, portant sur cinq ans. Les renseignements y relatifs sont assez détaillés pour permettre aux autorités nationales et aux responsables pour les projets de coopération technique de les utiliser comme source de référence pour la planification du développement des services postaux.

# Table des matières

	Page
Avant-propos	1
I. <u>Introduction</u>	
A. But de l'étude	3
B. Portée de l'étude et critères adoptés	3
II. <u>Evolution de la situation des services postaux 1977-1981</u>	
A. Observations générales	6
B. Le trafic postal - volume et tendances	10
C. Réseau des bureaux de poste	78
D. Effectif du personnel postal	89
E. Autres éléments de l'infrastructure postale	98
F. Services financiers postaux	125
G. Recettes postales et dépenses de personnel	161
H. Relations entre différents indicateurs postaux, sociaux et démographiques	169
I. Conclusions	177
Annexe 1: Classification des Pays-membres de l'UPU	182
Annexe 2: Tableaux concernant le développement postal	190



## I. Introduction

### A. But de l'étude

1. La présente étude a pour but de fournir au Congrès les indications les plus actuelles concernant les principaux domaines postaux et relatives à la tendance générale du développement postal. Les tableaux présentés sont fondés sur les données de la statistique des services postaux traitées par l'ordinateur du Bureau international. Ces données font l'objet d'une constante actualisation, selon un échange permanent de correspondances avec les Administrations postales ainsi que des corrections et des renseignements complémentaires découlant des constatations faites sur place par les experts et les consultants ainsi que par les fonctionnaires du Bureau international.
2. La mise au point progressive du système statistique du Bureau international au cours des dernières années et l'acquisition d'un nouvel ordinateur ont rendu possibles des analyses plus approfondies et plus complètes de la situation de la poste dans le monde que lors des études précédentes.
3. La présentation envisagée pour le présent rapport comprend une analyse globale de la situation des services postaux au cours des cinq dernières années (1977 à 1981), de manière à permettre des comparaisons en ce qui concerne les différents niveaux de développement postal de tous les Pays-membres de l'Union, tout en tenant compte de la situation géographique des pays en voie de développement.

### B. Portée de l'étude et critères adoptés

4. La présente étude est basée sur des renseignements portant souvent sur la totalité des pays considérés comme développés (36 pays) ainsi que sur un maximum de 106 pays parmi les 133 pays en développement, ce qui donne un total maximum de 142 pays ayant fourni des renseignements dans lesquels vivent plus de 94 % des habitants de la planète.

5. Le niveau de 85 envois de la poste aux lettres déposés par habitant en 1981 a été retenu comme "frontière" entre les pays considérés comme développés et les pays considérés comme étant en voie de développement dans le domaine postal; cette classification coïncide avec les classifications généralement adoptées, basées sur des critères économiques et sociaux.

6. Les analyses concernant les pays développés se fondent sur une classification en deux grands groupes:

PIEM - Pays industrialisés à économie de marché (28 pays);

PIEP - Pays industrialisés à économie planifiée (8 pays).

7. L'ensemble de ces pays est traité sous la dénomination générale de pays industrialisés (PI). Les pays en développement (PED) ont été classés suivant les cinq régions que le Programme des Nations Unies pour le développement a retenues pour les projets de coopération technique, à savoir;

Afrique	43 pays
Amériques	33 pays
Asie - Pacifique	30 pays
Pays arabes	19 pays
Europe	8 pays

8. Dans les régions des PED il n'est pas fait de distinction entre pays à économie de marché et pays à économie planifiée. En outre, dans les pays en développement sont compris les trois n'ayant pas encore réglé leur situation vis-à-vis de l'UPU en 1983, ce qui porte le total des pays à 169.

9. Les territoires ont été classés dans le même groupe de pays dont ils dépendent. Selon ce critère, le Pays-membre "Territoires d'outre-mer du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord" est pris en compte dans le groupe des PIEM; il en est de même pour les territoires français d'outre-mer et les territoires d'autres PIEM.

10. Les données postales, de population et de superficie des territoires ont été ajoutées, pour les besoins des calculs effectués, aux données de même nature du pays dont ces territoires dépendent. Exception a été faite aux données de superficie des territoires antarctiques et du Groënland, qui auraient faussé les ratios "par km<sup>2</sup>" qui ont été établis.

11. Une liste des Pays-membres, classés par groupe ou région, selon les critères retenus, est publiée ci-après comme annexe 1. Le but de cette liste est de permettre de situer chaque pays dans le cadre des analyses effectuées, de façon à rendre possibles les comparaisons des situations individuelles aux valeurs moyennes présentées. De telles comparaisons peuvent présenter de l'intérêt notamment pour fixer des objectifs de développement postal dans le proche avenir d'un pays en développement donné, lorsqu'il devient possible de comparer sa situation dans chaque domaine à la situation moyenne correspondante de sa région ou d'autres régions, ainsi qu'à la situation moyenne des pays industrialisés ou même aux moyennes mondiales. La présente étude acquiert ainsi un caractère complémentaire de sources de références pour la planification du développement des services postaux dans chaque pays par les autorités nationales et dans le cadre des projets de coopération technique.
12. Des estimations pour l'ensemble des Pays-membres de l'Union sont présentées à chaque fois que cela s'est avéré possible. Ces estimations s'appuient sur les taux "par habitant" des données des pays retenus dans chaque domaine concerné. Ainsi, si la représentativité en population des pays retenus est assez élevée (supérieure à 84 %, dans la présente étude), le taux "par habitant" des données de l'ensemble des pays retenus dans chaque région ou groupe de pays est considéré comme valable pour toute la région ou groupe de pays.
13. Une telle méthode permet de procéder à des analyses comparatives de la participation de chaque région ou groupe de pays dans le total mondial de chacun des domaines analysés, ce qui ne serait pas possible à partir d'une analyse basée exclusivement sur des données partielles ou sur des indices.
14. Les données financières analysées sont celles fournies en francs-or ou en monnaie locale par les Administrations. Quand une conversion a été effectuée par le BI, le taux de change transmis par l'Administration lors de la collecte statistique de l'année concernée a été utilisé.

## II. Evolution de la situation des services postaux 1977-1981

### A. Observations générales

#### La poste dans le contexte socio-économique

15. L'étude sur le développement postal soumise au Congrès de Rio de Janeiro (Congrès - Doc 17e) faisait état d'une prise de conscience au cours des années 70, de l'interdépendance des pays et de la recherche d'une action commune en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international.
16. Si l'adoption de la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement a constitué une étape importante dans la promotion de la coopération technique, il faut reconnaître que les buts et objectifs de cette stratégie n'ont été que partiellement atteints.
17. On peut cependant se féliciter de la volonté des autorités gouvernementales des pays en développement d'éveiller l'attention de la communauté internationale sur les principaux obstacles et de proposer collectivement des mesures propres à y remédier. Parmi ces mesures, il faut signaler l'adoption des stratégies et programmes de la Décennie des Nations Unies pour le transport et les communications en Afrique et en Asie ainsi que la proclamation de l'Année mondiale des communications. La réalisation des projets d'amélioration et de développement identifiés dans ces domaines par les Gouvernements intéressés auront pour effet d'accroître les moyens de communications et de réduire sinon de supprimer les difficultés d'accès à certaines zones isolées encore nombreuses dans les pays en développement.
18. Les efforts pour enrayer l'analphabétisme sont remarquables, même si, dans certaines régions du monde en développement, le taux d'alphabétisation reste encore assez bas. Les taux d'alphabétisation sont de 34,5 % en Afrique, 79 % pour l'Amérique latine et les Antilles, 59,6 % pour l'Asie/Pacifique, 39,1 % pour les pays arabes et 79,6 % pour les pays d'Europe en développement.<sup>1)</sup>
19. Les niveaux des activités économiques et les revenus stagnent comme le montre l'évolution du produit intérieur brut (PIB); en effet, de 6 % et 5,1 % pour les pays en développement et les pays industrialisés respectivement pour la période 1960-1973, la croissance annuelle est tombée à 1,9 % et 0,4 % pour ces deux groupes de pays en 1980-1982<sup>2)</sup>. Un certain nombre de facteurs socio-

1) Annexe 2, Tableau III.

2) Rapport sur le développement dans le monde - Publication de la Banque mondiale.

économiques qui influent sur le niveau des services postaux semblent se vérifier. On sait notamment que lorsque la part de chacun des secteurs "industries" et "services" dans le PIB d'un pays est grande, la consommation postale est relativement importante; une relation peut être établie entre le taux d'alphabétisation et la consommation postale; à un produit national par habitant élevé (PIB/hab.) correspond une importante consommation postale.

20. Les tendances négatives actuelles de l'économie mondiale ont gravement affecté la situation des pays en développement. Mais les difficultés actuelles n'ont pas empêché la communauté mondiale de poursuivre ses efforts en vue d'une restructuration des relations économiques internationales et d'adopter une stratégie pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement au cours des années 80.

#### L'évolution des services postaux

21. Au plan postal, il paraît utile de formuler les observations ci-après, fondées d'une part sur les résultats des activités entreprises dans les secteurs prioritaires, dans le cadre de la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro et d'autre part sur les enquêtes menées dans les pays ainsi que sur les missions effectuées sur place.
22. En matière de gestion, un certain nombre de pays sont parvenus à transformer le statut de leur Administration dans le sens d'une plus grande autonomie; néanmoins, les moyens financiers dont disposent les Administrations restent très limités; leurs dépenses d'exploitation sont supérieures aux recettes en raison du ralentissement de la croissance du trafic et d'importantes charges de personnel.
23. Grâce à une prise de conscience générale des Administrations des pays du Tiers monde et au concours de l'UPU, on note une plus grande intégration du développement postal dans l'ensemble national. Un nombre de plus en plus important de pays de ce groupe dispose chacun d'un plan sectoriel de développement et d'un service chargé du contrôle de sa réalisation. A noter cependant que ces pays ne maîtrisent pas encore convenablement l'outil statistique indispensable à la gestion efficace d'une entreprise. A cet égard, l'UPU s'attache à fournir d'importants concours aux pays les plus défavorisés notamment pour former leurs cadres et les aider à asseoir une structure adéquate dans ce domaine.

24. De façon générale, on a enregistré une augmentation du nombre de bureaux de poste sédentaires; elle est de 2,32 % par an pour la période de 1977-1981 en ce qui concerne l'ensemble des pays en développement alors qu'on note une diminution de l'ordre de - 0,26 % par an s'agissant des pays industrialisés; il en est de même des bureaux de poste automobiles routiers, fluviaux desservant les usagers dans les localités rurales (+ 8,16 % par an pour le groupe de pays en développement; - 0,73 % par an pour celui des pays industrialisés à économie de marché; + 9,13 % par an pour le groupe des pays industrialisés à économie planifiée). Il faut en déduire, s'agissant des pays en développement qui ont grandement besoin d'étendre leurs réseaux de bureaux de poste que ceux-ci se sont efforcés de réaliser, quoi que très partiellement, l'un des objectifs de la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro concernant l'augmentation du nombre d'établissements postaux.
25. Quant à l'amélioration de la distribution qui constitue l'autre élément de l'objectif considéré, il paraît difficile de donner une appréciation précise de la qualité des services offerts mais on relève qu'environ 4,4 % des populations en Afrique, 76 % en Amérique latine, 96,3 % en Asie/Pacifique, 96,9 % en Europe/Méditerranée, 61,8 % dans les pays Arabes, 96,6 % de l'ensemble des populations des pays industrialisés bénéficient d'un service de distribution à domicile. Si la distribution à domicile est considérée comme un élément d'appréciation de la qualité de service, on peut déplorer qu'un faible pourcentage des populations africaines bénéficient de cette prestation.
26. En matière d'acheminement, on sait que de nombreuses initiatives sont prises ou sont en cours dans les pays en développement pour améliorer la qualité des prestations dans ce domaine qui constitue la fonction de base de la poste.
27. Un nombre de plus en plus élevé d'Administrations, aussi bien de pays industrialisés que de pays en développement (actuellement plus de 50 pays) participent au service du courrier accéléré international. C'est assurément un des moyens de lutte contre la concurrence des entreprises privées de transport et de distribution du courrier.
28. Si l'on se réfère aux indicateurs de tendance, il est permis de signaler qu'en matière de services financiers la situation a très peu évolué depuis 10 ans, malgré les efforts entrepris par certains pays pour améliorer la qualité des services fournis dans ce domaine et pour offrir de nouveaux produits. En effet, si le service des mandats de poste du régime intérieur est

largement répandu (143 pays, soit 84,6 % des Pays-membres de l'Union), la croissance annuelle moyenne du trafic mondial est nulle (- 0,54 %), alors que pour l'ensemble des pays en développement, elle représente 5,74 %. Le service des chèques postaux n'existe que dans environ 32 % des Pays-membres de l'Union et 23 % des pays en développement; en Afrique où ce service semble relativement mieux connu (plus de 48 % des pays) son implantation reste limitée du fait des problèmes de gestion et d'équipement; en revanche, pour l'ensemble des pays où ce service existe, on enregistre une croissance annuelle moyenne en nombre de comptes pour la période 1977-1981 (près de 4 % pour les pays industrialisés, près de 15 % pour les pays en développement). En matière de caisse d'épargne postale, la situation ne semble pas avoir évolué depuis cinq ans; si environ 42 % de Pays-membres de l'Union participent au service, la croissance annuelle moyenne, en terme de nombre de comptes est presque nulle pour ce qui concerne les pays industrialisés (0,40 %), tandis qu'elle avoisine 6 % pour l'ensemble des pays en développement. On peut en déduire que la caisse d'épargne postale est loin de représenter une part significative du marché financier, bien qu'il n'existe pas de données pour mesurer celle-ci.

29. Il ressort des constatations ci-dessus concernant les services financiers que les objectifs de la résolution C 37 déjà cités ont eu peu d'impact dans l'évolution de ces services dans les pays en développement.

B. Le trafic postal - volume et tendances (annexe 2, tableaux XIV à XXIV)

30. Le trafic postal fait l'objet d'analyses détaillées suivant le caractère du service (intérieur ou international d'expédition) et les catégories d'objets (LC, AO, colis postaux), ainsi que pour certains services spéciaux (recommandés, franchise postale). Ces analyses se font pour la période 1977-1981 et portent sur chacune des régions selon lesquelles les pays en développement sont classés, ainsi que sur l'ensemble des PED, des PIEM et des PIEP. La totalisation des trois grands groupes permet la présentation de chiffres mondiaux.

Le trafic LC du service intérieur (annexe 2, tableau XIV)

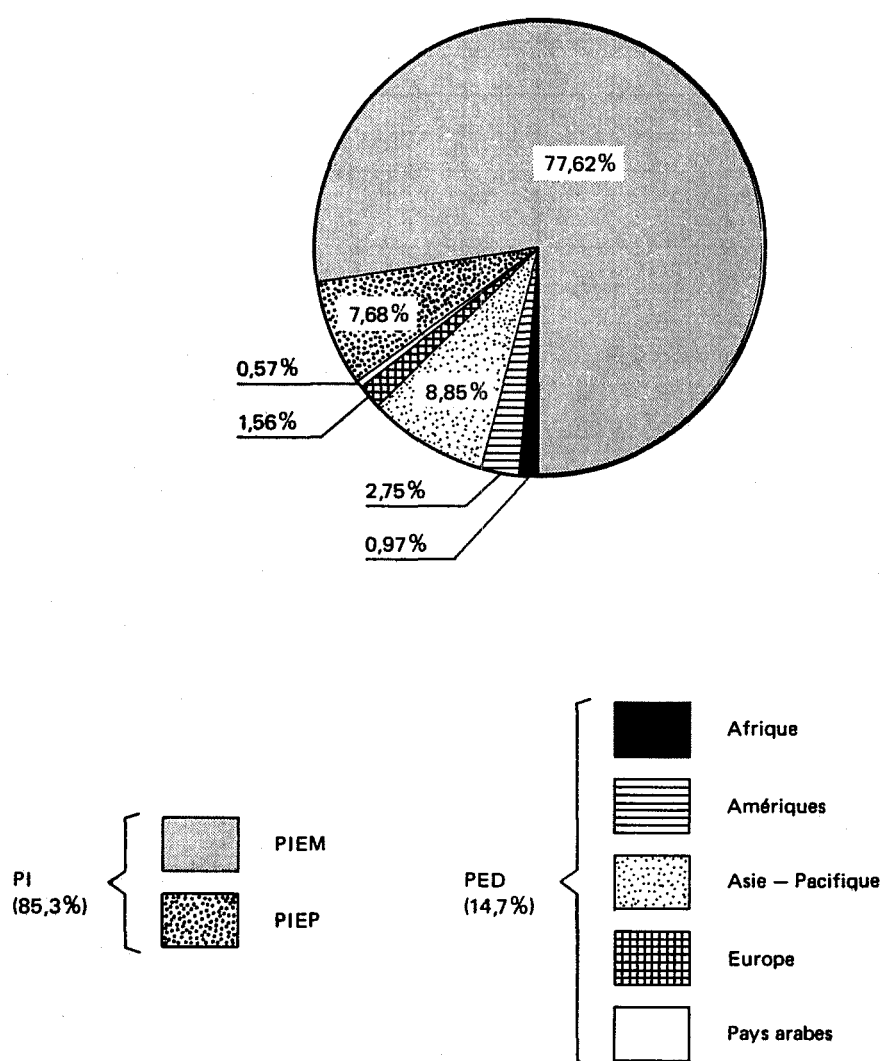
Situation mondiale en 1981

31. Les données fournies par 132 pays correspondent à un trafic total de 155,371 milliards d'envois LC du service intérieur en 1981. Sur la base de ce chiffre, il a été possible d'estimer le trafic total mondial LC du service intérieur (169 pays) en 1981 à environ 157 milliards d'envois.
32. La répartition de ces 157 milliards d'envois entre les différentes régions des pays en développement, ainsi qu'entre les deux groupes des pays industrialisés, se présente comme suit:

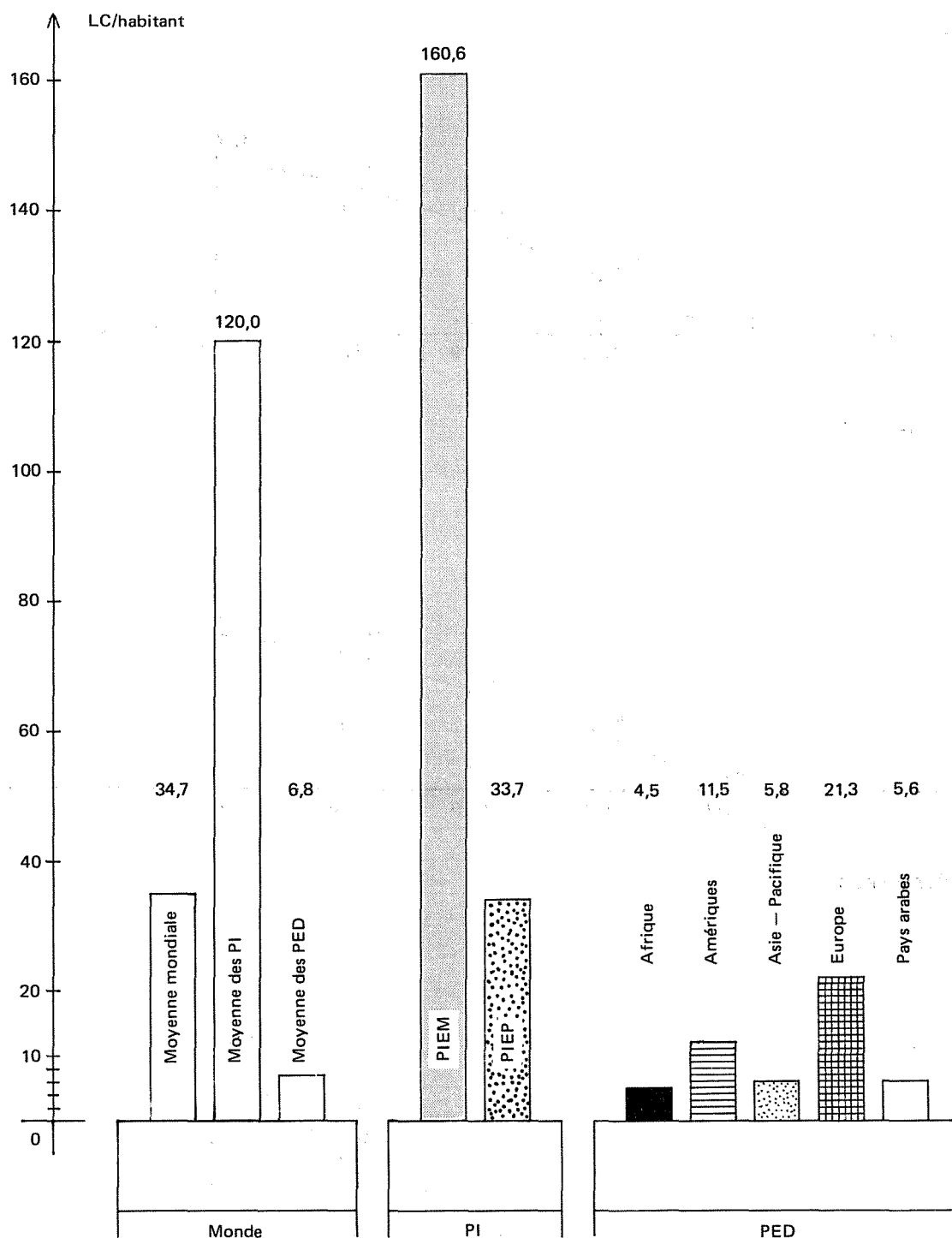


Trafic postal LC - service intérieur en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'envois (millions)	Pourcentage du total (%)	Nombre moyen d'envois par habitant
Monde	Total mondial	169	157 000	100	34,7
	PI	36	133 880	85,3	120,0
	PED	133	23 120	14,7	6,8
Pays industrialisés	Total des PI	36	133 880	100,0	120,0
	PIEM	28	121 810	91,0	160,6
	PIEP	8	12 070	9,0	33,7
Pays en développement	Total des PED	133	23 120	100,0	6,8
	Afrique	43	1 530	6,6	4,5
	Amériques	33	4 320	18,7	11,5
	Asie - Pacifique	30	13 920	60,2	5,8
	Europe	8	2 450	10,6	21,3
	Pays arabes	19	900	3,9	5,6

33. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition du trafic LC du service intérieur dans le monde en 1981.

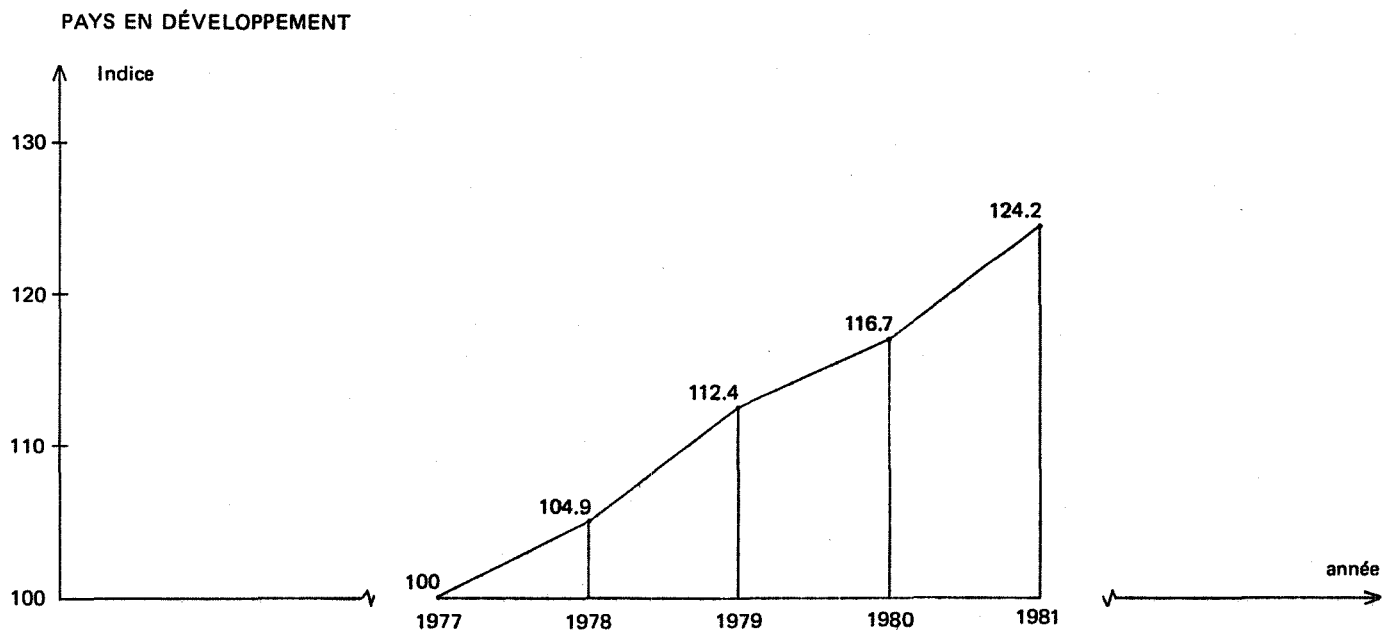
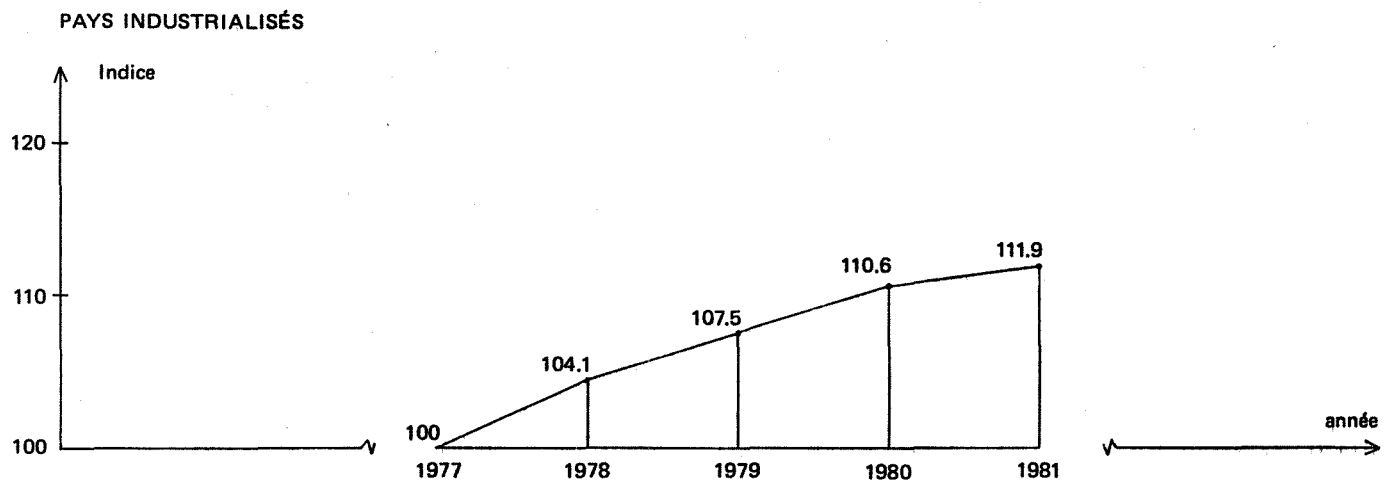
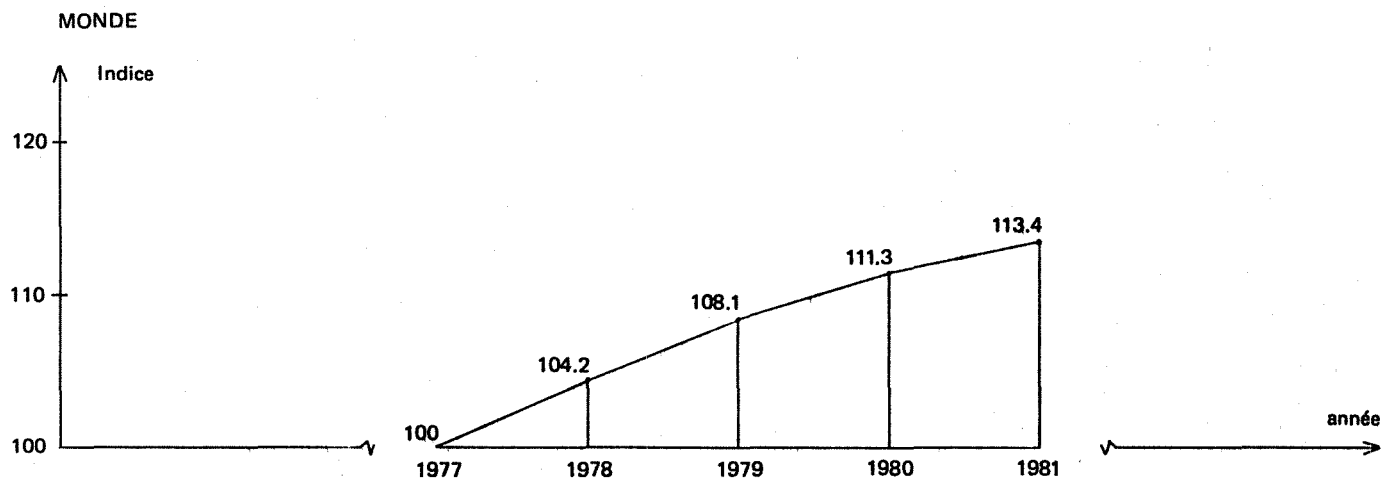


34. En ce qui concerne le nombre d'envois LC du service intérieur déposés par habitant en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays, aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:



- Evolution entre 1977 et 1981

35. Les indices d'évolution du trafic LC du service intérieur entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:



36. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du trafic LC du service intérieur entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XIV.
37. Des graphiques ci-avant, il est à remarquer que, tandis que le trafic LC - service intérieur présente une tendance plus ou moins régulière à une croissance accentuée (supérieure à 5 % par an, en moyenne) dans l'ensemble des pays en développement, la croissance de ce trafic dans l'ensemble des pays industrialisés s'affaiblit régulièrement au cours de la période analysée (passant d'environ 4,1 % entre 1977 et 1978 à 1,1 % entre 1980 et 1981).

Le trafic AO du service intérieur (annexe 2, tableau XV)

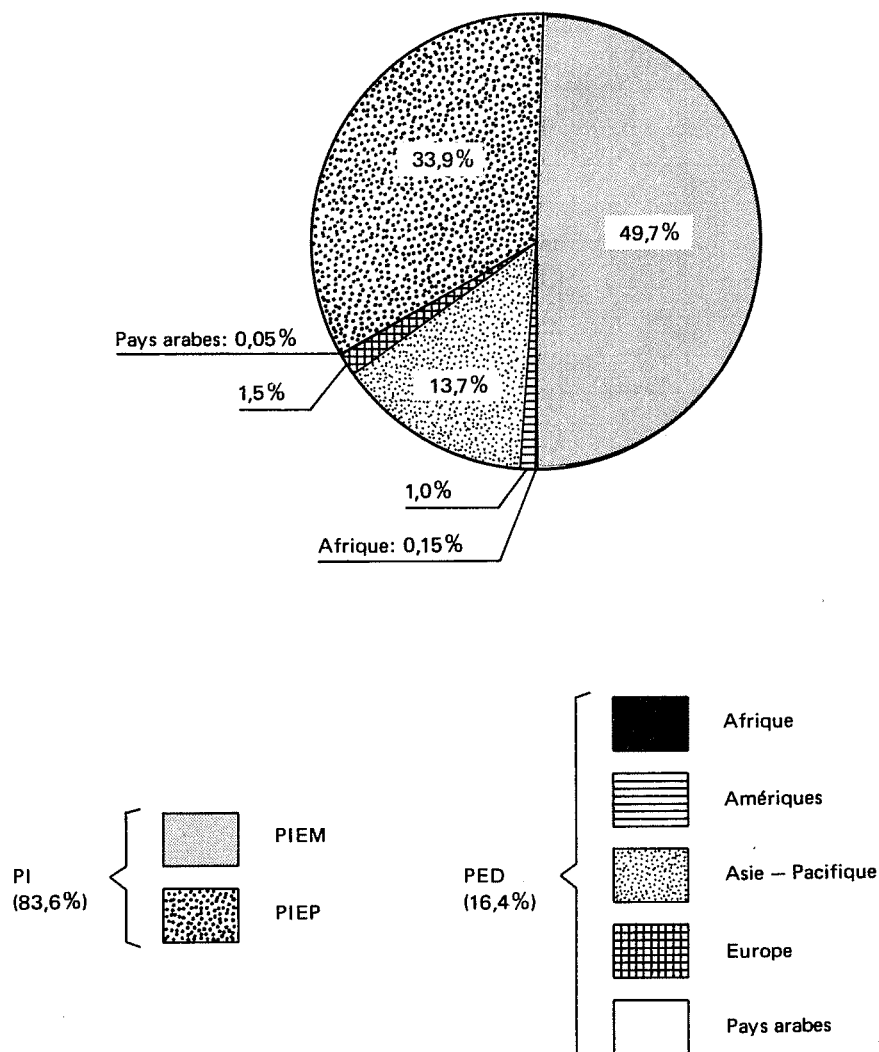
- Situation mondiale en 1981

38. Les données fournies par 132 pays correspondent à un trafic total de 157,427 milliards d'envois AO du service intérieur en 1981. Dans ce chiffre sont compris tous les journaux délivrés par la poste des pays qui ont fournis des renseignements sur un tel service. Sur la base de ce chiffre, il a été possible d'estimer le trafic total mondial des AO (imprimés et petits paquets) du service intérieur (169 pays) en 1981 à environ 157,8 milliards d'envois.
39. La répartition de ces 157,8 milliards d'envois entre les différentes régions des pays en développement, ainsi qu'entre les deux groupes de pays industrialisés, se présente comme suit:

Trafic postal AO - service intérieur en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'envois (millions)	Pourcentage du total (%)	Nombre moyen d'envois par habitant
Monde	Total mondial	169	157 800	100	34,9
	PI	36	131 900	83,6	118,2
	PED	133	25 900	16,4	7,6
Pays industrialisés	Total des PI	36	131 900	100	118,2
	PIEM	28	78 320	59,4	103,3
	PIEP	8	53 580	40,6	149,8
Pays en développement	Total des PED	133	25 900	100	7,6
	Afrique	43	260	1,0	0,8
	Amériques	33	1 570	6,1	4,2
	Asie - Pacifique*	30	21 610	83,4	8,9
	Europe	8	2 370	9,2	20,6
	Pays arabes	19	90	0,3	0,6

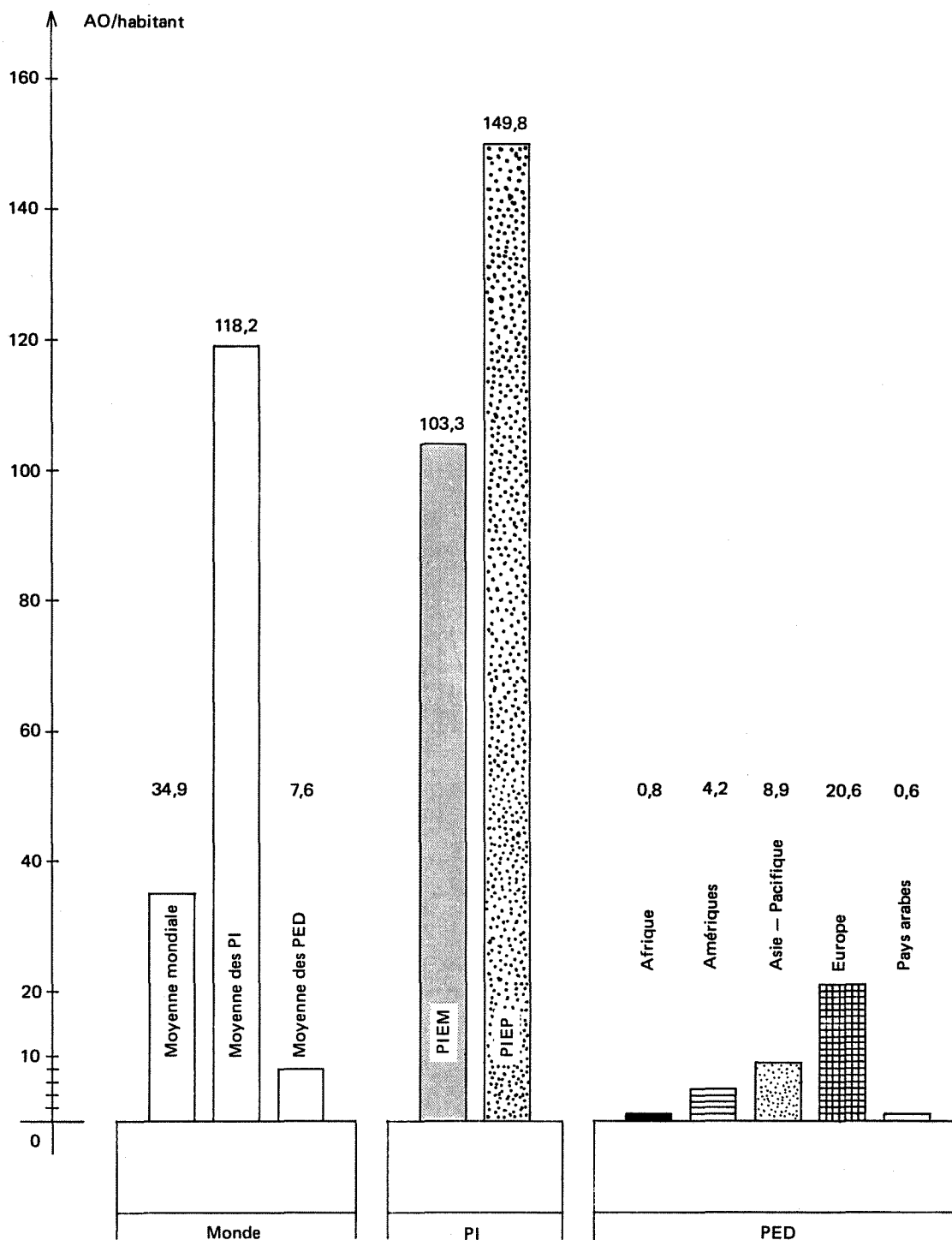
\* Les chiffres de la région "Asie - Pacifique" des PED sont fortement influencés par la Chine (Rép. pop.), qui a un fort trafic intérieur de journaux délivrés par la poste.

40. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition du trafic AO du service intérieur dans le monde en 1981:



Observation: Le changement des proportions du trafic AO du service intérieur des PED par rapport aux analyses précédentes publiées par le Bureau international est dû surtout à l'inclusion dans la présente analyse du trafic de journaux de la Chine (Rép. pop.) dans le trafic AO de la région "Asie - Pacifique".

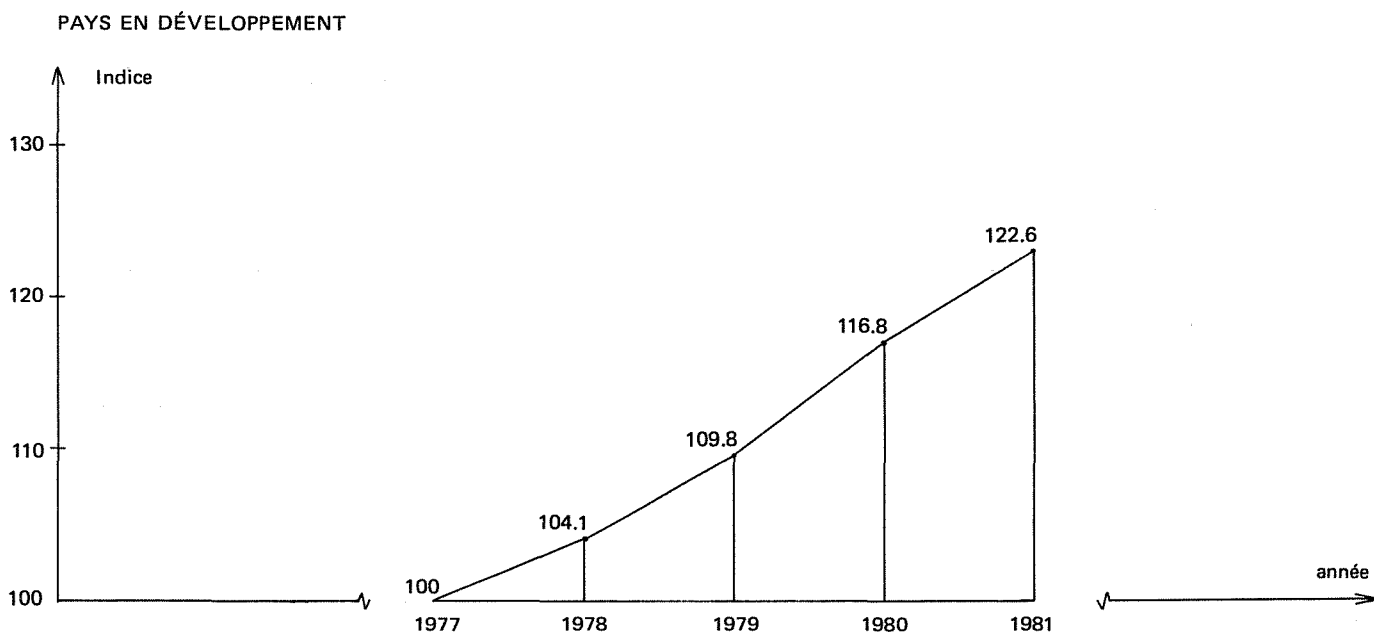
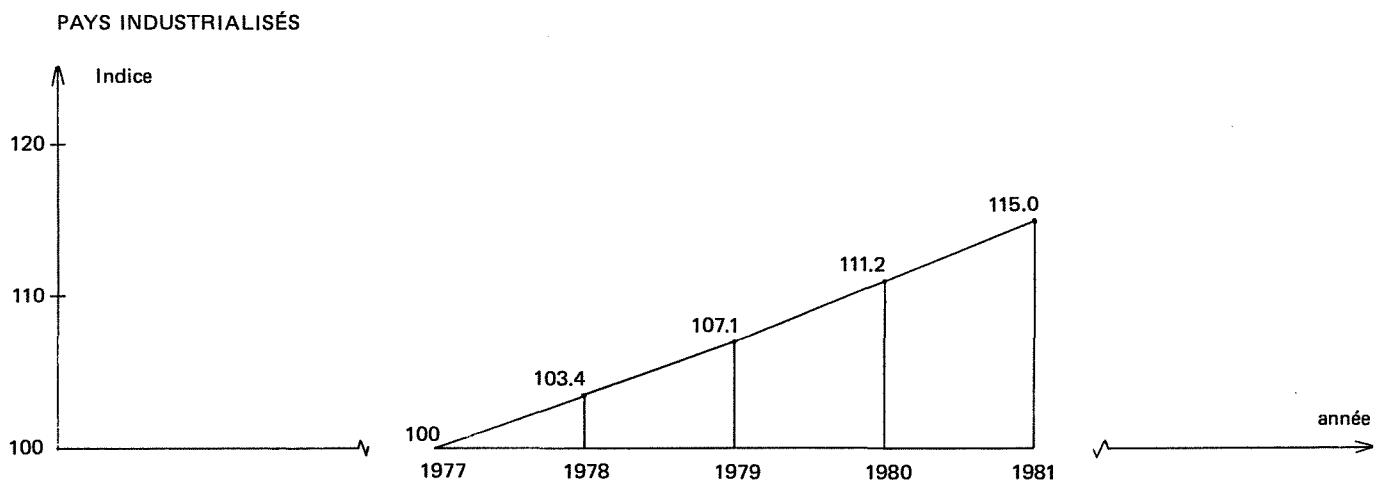
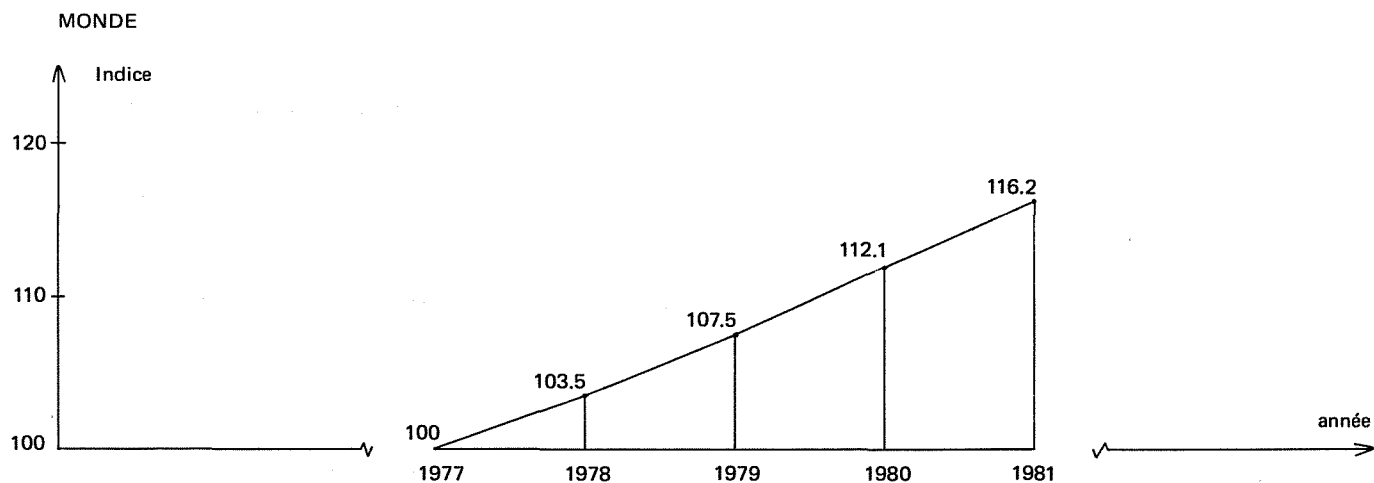
41. En ce qui concerne le nombre d'envois AO du service intérieur déposés par habitant en 1981, la représentation graphique qui suit donne une idée du taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays, ainsi que du taux moyen mondial:





- Evolution entre 1977 et 1981

42. Les indices d'évolution du trafic AO du service intérieur entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:



43. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du trafic AO du service intérieur entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XV.

44. Des graphiques ci-avant, il est à remarquer entre autres, les tendances suivantes:

- la croissance du trafic AO du service intérieur est plus accentuée dans l'ensemble des pays en développement que dans l'ensemble des pays industrialisés (une exception à cette observation est la région "Afrique" des PED; en effet, à l'annexe 2, tableau XV, il ressort que le volume du trafic AO du service intérieur de la région Afrique fléchit chaque année tout au long de la période 1977 à 1981);
- dans les deux grands groupes de pays, le taux annuel de croissance du trafic AO du service intérieur se réduit à la dernière année analysée (1981); en effet, la croissance annuelle de ce trafic passe de plus de 6 % entre 1979 et 1980 à moins de 5 % entre 1980 et 1981, dans l'ensemble des pays en développement; de même, ce taux de croissance passe de 3,8 % entre 1979 et 1980 à 3,4 % entre 1980 et 1981, dans l'ensemble des pays industrialisés.

Le trafic d'ensemble de la poste aux lettres du service intérieur et proportions des LC et des AO dans ce trafic

- Situation mondiale en 1981

45. La totalisation des chiffres relatifs aux volumes du trafic LC et AO du service intérieur donne comme résultat un trafic total de 312,798 milliards d'envois de la poste aux lettres du service intérieur de 132 pays en 1981 (y compris le trafic postal des journaux).

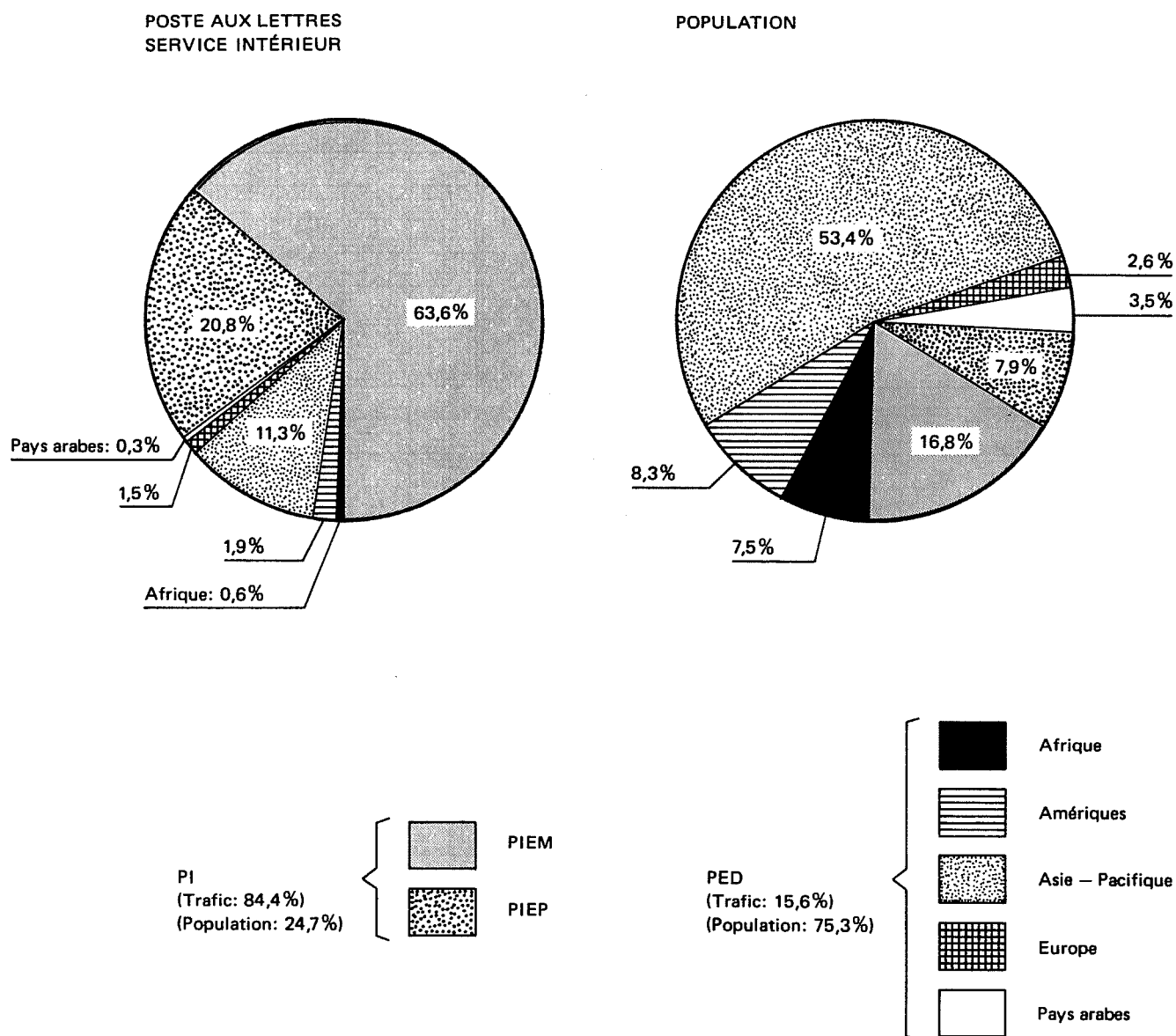
46. De même, le résultat de l'estimation de ce trafic correspondant à l'ensemble des 169 pays analysés dans la présente étude est de 314,8 milliards d'envois de la poste aux lettres du service intérieur dans le monde en 1981.

47. La répartition de ces 314,8 milliards d'envois entre les différentes régions des pays en développement, ainsi qu'entre les deux groupes de pays industrialisés se présente comme suit:

Trafic d'ensemble de la poste aux lettres - service intérieur en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'envois (millions)	Pourcentage du total (% d'envois)	Répartition de la population (% d'habitants)
Monde	Total mondial	169	314 800	100	100
	PI	36	265 780	84,4	24,7
	PED	133	49 020	15,6	75,3
Pays industrialisés	Total des PI	36	265 780	100	100
	PIEM	28	200 130	75,3	68,0
	PIEP	8	65 650	24,7	32,0
Pays en développement	Total des PED	133	49 020	100	100
	Afrique	43	1 790	3,7	10,0
	Amériques	33	5 890	12,0	11,0
	Asie - Pacifique	30	35 530	72,5	70,9
	Europe	8	4 820	9,8	3,4
	Pays arabes	19	990	2,0	4,7

48. Il est à remarquer que le rapport entre le trafic total des PED et celui des PI est d'environ 1 : 5,4, tandis que le rapport entre les populations de ces deux grands groupes de pays est d'environ 3 : 1.

49. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition du trafic de la poste aux lettres du service intérieur dans le monde en 1981, comparée à la répartition de la population mondiale entre les mêmes régions et groupes de pays.



50. Le nombre d'envois de la poste aux lettres par habitant en 1981 dans chaque région et dans chaque groupe de pays, ainsi que les proportions des envois LC et AO contenus dans ce nombre, sont présentés dans le tableau qui suit:

Trafic d'ensemble de la poste aux lettres - service intérieur en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre moyen d'envois par habitant	Proportion des LC (%)	Proportion des AO (%)
Monde	Moyenne mondiale	169	69,6	49,9	50,1
	PI	36	238,2	50,4	49,6
	PED	133	14,4	47,2	52,8
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36	238,2	50,4	49,6
	PIEM	28	263,9	60,9	39,1
	PIEP	8	183,5	18,4	81,6
Pays en développement	Moyenne des PED	133	14,4	47,2	52,8
	Afrique	43	5,3	85,5	14,5
	Amériques	33	15,7	73,3	26,7
	Asie - Pacifique*	30	14,7	39,2	60,8
	Europe	8	41,9	50,8	49,2
	Pays arabes	19	6,2	90,9	9,1

\* La proportion des AO dans le trafic de la région "Asie - Pacifique" des PED est fortement influencée par le trafic important de journaux dans le service intérieur de la Chine (Rép. pop.).

51. Le tableau ci-avant présente, par région des PED ainsi que par groupe de pays, le nombre d'envois de la poste aux lettres par habitant en 1981 et les proportions des envois LC et AO contenus dans ce nombre.
52. Dans les pages 8 à 18 du présent rapport, une analyse détaillée pour les deux différents trafics (LC et AO) qui composent la poste aux lettres a été faite. Ainsi, aux pages 11 et 16, qui concernent respectivement les LC et les AO du service intérieur, une représentation graphique illustre les dénivellements qui existent entre le nombre d'envois par habitant en 1981 dans chacune des régions des pays en développement et le nombre d'envois par habitant dans chacun des deux grands groupes de pays industrialisés à la même année. Une telle représentation graphique pour l'ensemble de la poste aux lettres serait superflue, étant donné qu'elle ne serait que l'addition des deux graphiques cités précédemment (graphiques aux pages 11 et 16).
53. Des chiffres du tableau ci-avant il est en outre à remarquer que le nombre moyen d'envois par habitant par an dans l'ensemble des pays industrialisés est de plus de 16 fois le nombre moyen d'envois de la poste aux lettres du service intérieur déposés par habitant dans l'ensemble des pays en développement.
54. En ce qui concerne les proportions des LC et des AO dans le trafic total de la poste aux lettres du service intérieur en 1981, il existe un certain équilibre entre le volume des LC et celui des AO dans chacun des deux grands groupes de pays (PI et PED) et, par conséquent, dans l'ensemble des pays du monde.
55. Une analyse plus fine fait cependant remarquer qu'il y a, en effet, des tendances opposées qui s'annulent au sein des deux grands groupes de pays: ainsi, la proportion des AO est supérieure à celle des LC (environ 81,5 % et 18,5 %, respectivement) dans l'ensemble des PIEP, tandis que ces mêmes proportions sont d'environ 39 % et 61 %, respectivement, dans l'ensemble des PIEM.
56. Il en est de même en ce qui concerne la région Asie-Pacifique des PED (trafic AO = 61 % et trafic LC = 39 %) et les autres régions des PED (en moyenne, trafic AO = 32 % et trafic LC = 68 % du trafic total de la poste aux lettres). Encore une fois, c'est le trafic intérieur important des journaux de la Chine (Rép. pop.) qui influence les proportions de la région Asie-Pacifique.

- Evolution entre 1977 et 1981

57. Les indices d'évolution du trafic LC et du trafic AO du service intérieur entre 1977 et 1981 sont présentés à l'annexe 2, tableaux XIV et XV, ainsi que, sous forme graphique, aux pages 12 et 17 du présent rapport. Il serait encore une fois superflu de représenter sous forme graphique l'évolution de l'ensemble du trafic de la poste aux lettres, étant donné que les indices d'évolution de la poste aux lettres ne sont qu'une moyenne pondérée des indices d'évolution des éléments qui la composent (LC et AO) et que l'évolution de ces deux composantes se fait d'une manière assez similaire, comme il ressort des graphiques aux pages 12 et 17 et des commentaires qui les suivent.
58. La tendance générale de l'évolution du trafic de la poste aux lettres dans le monde marque une réduction du taux de croissance à la dernière année de la période analysée - ce taux passe d'environ 3,6 % entre 1979 et 1980 à environ 2,8 % entre 1980 et 1981. La plus grande influence sur ce taux moyen mondial est exercée par l'ensemble des pays industrialisés, où le taux moyen d'évolution du trafic de la poste aux lettres du service intérieur passe d'environ 3,3 % entre 1979 et 1980 à environ 2,3 % entre 1980 et 1981. Dans l'ensemble des pays en développement, la tendance est plutôt au maintien de la croissance, le taux moyen d'évolution passant d'environ 5,3 % entre 1979 et 1980 à environ 5,4 % entre 1980 et 1981.
59. Dans toute la période quinquennale analysée (1977 à 1981), le volume du trafic de la poste aux lettres du service intérieur a augmenté, dans le monde, d'environ 14,9 % (moyenne de 3,5 % par an). Cette croissance a été d'environ 13,5 % dans l'ensemble des pays industrialisés (moyenne de 3,2 % par an) et de 23,0 % dans l'ensemble des pays en développement (moyenne de 5,2 % par an).
60. Si l'on considère le trafic moyen par habitant d'envois de la poste aux lettres du service intérieur, son évolution entre 1977 et 1981 a été comme suit:

- dans l'ensemble des pays du monde  
croissance 1977/1981: 6,9 %  
croissance annuelle moyenne: 1,7 %
- dans l'ensemble des pays industrialisés  
croissance 1977/1981: 10,3 %  
croissance annuelle moyenne: 2,5 %
- dans l'ensemble des pays en développement  
croissance 1977/1981: 12,7 %  
croissance annuelle moyenne: 3,0 %

61. Les chiffres indiqués dans l'analyse précédente, ne présentent pas, bien entendu, la situation fort variable d'une région à l'autre, et, à l'intérieur d'une même région ou groupe de pays, les variations d'un pays à l'autre.
62. L'examen plus détaillé des informations des tableaux II, XIV et XV permet cependant de présenter le tableau qui suit, dans lequel la croissance annuelle moyenne de la population (nombre d'habitants), du trafic de la poste aux lettres du service intérieur (nombre d'envois) ainsi que du trafic postal par habitant entre 1977 et 1981 est indiquée pour chaque région des PED et pour chaque groupe de pays analysé:



Poste aux lettres - service intérieur Evolution du service entre 1977 et 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Croissance annuelle moyenne de la population (%)	Croissance annuelle moyenne du trafic postal (%)	Croissance an- nuelle moyenne du trafic postal par habitant (%)
Monde	Moyenne mondiale	169	1,8 %	3,5 %	1,7 %
	PI	36	0,7 %	3,2 %	2,5 %
	PED	133	2,2 %	5,2 %	3,0 %
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36	0,7 %	3,2 %	2,5 %
	PIEM	28	0,65 %	3,80 %	3,15 %
	PIEP	8	0,9 %	1,5 %	0,6 %
Pays en développement	Moyenne des PED	133	2,2 %	5,2 %	3,0 %
	Afrique	43	3,0 %	1,5 %	- 1,5 %
	Amériques	33	2,7 %	10,6 %	7,9 %
	Asie - Pacifique	30	2,0 %	5,1 %	3,1 %
	Europe	8	1,55 %	2,55 %	1,00 %
	Pays arabes	19	3,1 %	5,9 %	2,8 %

Les envois recommandés du service intérieur (annexe 2, tableau XVI)

- Situation mondiale en 1981 et évolution entre 1977 et 1981

63. Etant donné que des renseignements sur le trafic intérieur des recommandés ne sont disponibles que pour un nombre limité de pays (123 pays, où habitent les 70,7 % de la population du monde), l'analyse des proportions du trafic des recommandés dans l'ensemble du trafic de la poste aux lettres du régime intérieur concerne seulement ces 123 pays-membres de l'Union, dont le trafic total de la poste aux lettres du service intérieur était, en 1981, de 290,020 milliards d'envois (environ 92 % du trafic mondial de la poste aux lettres du service intérieur estimé pour l'année 1981).
64. Le trafic global des envois recommandés dans le régime intérieur de ces 123 pays était, en 1981, d'environ 2,795 millions d'envois, soit 1,04 % du trafic total de la poste aux lettres du service intérieur de ces mêmes pays.
65. Parmi les 123 pays ayant fourni des renseignements sur leur trafic intérieur des recommandés, il y a 88 pays en développement et 35 pays industrialisés.
66. La proportion moyenne des envois recommandés dans le trafic total de la poste aux lettres du service intérieur en 1981 était, dans l'ensemble des 88 pays en développement, d'environ six fois celle vérifiée dans l'ensemble des 35 pays industrialisés. En effet, cette proportion moyenne était de 4,33 % dans l'ensemble des PED et de 0,72 % dans l'ensemble des PI.
67. La ventilation du trafic des recommandés par régions et groupes de pays analysés, ainsi que l'évolution de ce trafic entre 1977 et 1981 sont présentées en détails à l'annexe 2, tableau XVI. Une analyse de l'évolution de la proportion des envois recommandés dans le trafic de la poste aux lettres du service intérieur dans chacune des régions des PED ou dans chacun des groupes de pays considérés dans la présente étude est présentée dans le tableau qui suit:

Proportion des envois recommandés dans le trafic de la poste aux lettres du service intérieur					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Proportion des envois recommandés (%)		
			1977	1979	1981
Monde	Moyenne mondiale	123	1,10 %	1,06 %	1,04 %
	PI	35	0,79 %	0,74 %	0,72 %
	PED	88	4,63 %	4,52 %	4,33 %
Pays industrialisés	Moyenne des PI	35	0,79 %	0,74 %	0,72 %
	PIEM	28	0,68 %	0,65 %	0,64 %
	PIEP	7	1,09 %	1,01 %	0,96 %
Pays en développement	Moyenne des PED	88	4,63 %	4,52 %	4,33 %
	Afrique	26	2,33 %	2,31 %	2,28 %
	Amériques	20	6,48 %	4,87 %	4,39 %
	Asie - Pacifique	19*	3,06 %	3,31 %	3,23 %
	Europe	7	6,97 %	7,02 %	7,12 %
	Pays arabes	16	9,52 %	9,53 %	9,10 %

\* Les données sur le trafic de recommandés de la Chine (Rép. pop.), qui pourraient influencer sensiblement les proportions calculées pour la région "Asie - Pacifique", ne sont pas disponibles.

68. Du tableau ci-avant il ressort que la proportion moyenne des envois recommandés dans le trafic de la poste aux lettres du service intérieur de l'ensemble des pays de chacun des deux grands groupes considérés (PI et PED) diminue tout au long de la période 1977 à 1981. En effet, cette proportion moyenne passe de 0,79 % en 1977 à 0,72 % en 1981 dans l'ensemble des 35 pays industrialisés et de 4,63 % en 1977 à 4,33 % en 1981 dans l'ensemble des 88 pays en développement.
69. Ce phénomène peut refléter les résultats d'une augmentation plus ou moins généralisée des tarifs du service "recommandé"; il peut aussi traduire une amélioration de la qualité des services postaux, suivie d'une augmentation de la confiance des usagers à l'égard de la poste.

Les envois en franchise postale dans le service intérieur (annexe 2, tableau XVII)

- Situation mondiale en 1981 et évolution entre 1977 et 1981

70. Pour le trafic des envois en franchise postale dans le service intérieur, les renseignements ne sont disponibles que pour un nombre restreint de pays. Ainsi, l'analyse qui suit concerne un total de 107 pays, où habitent seulement 49 % de la population mondiale. Il s'agit donc d'une analyse assez limitée, dont les résultats ne peuvent pas être considérés comme représentatifs du contexte régional ou de chacun des groupes de pays étudiés. Le trafic total de la poste aux lettres du service intérieur des 107 pays ayant fourni des renseignements sur leur trafic intérieur en franchise postale était en 1981 de 261,415 milliards d'envois (environ 83 % du trafic mondial de la poste aux lettres du service intérieur estimé pour l'année 1981).
71. Le trafic global des envois en franchise postale dans le régime intérieur de ces 107 pays était en 1981, d'environ 6,456 millions d'envois, soit 2,47 % du trafic total de la poste aux lettres du service intérieur de ces mêmes pays.

72. Parmi les 107 pays ayant fourni des renseignements sur leur trafic intérieur des envois en franchise postale, il y a 76 pays en développement et 31 pays industrialisés.
73. La proportion moyenne des envois en franchise postale dans le trafic total de la poste aux lettres du service intérieur en 1981 dans l'ensemble des 76 pays en développement était d'environ 1,8 fois celle vérifiée dans l'ensemble des 31 pays industrialisés. En effet, cette proportion était de 4,38 % dans l'ensemble des PED et de 2,38 % dans l'ensemble des PI.
74. La ventilation du trafic des envois en franchise postale par régions et groupes de pays analysés, ainsi que l'évolution de ce trafic entre 1977 et 1981 sont présentés en détail à l'annexe 2, tableau XVI. Une analyse de l'évolution de la proportion des envois en franchise postale dans le trafic de la poste aux lettres du service intérieur dans chacune des régions des PED et dans chacun des groupes de pays considérés dans la présente étude est présentée dans le tableau qui suit:

Proportion des envois en franchise postale dans le trafic de la poste aux lettres du service intérieur					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Proportion des envois en franchise postale (%)		
			1977	1979	1981
Monde	moyenne mondiale	107	2,59 %	2,51 %	2,47 %
	PI	31	2,46 %	2,39 %	2,38 %
	PED	76	5,70 %	4,95 %	4,38 %
Pays industrialisés	moyenne des PI	31	2,46 %	2,39 %	2,38 %
	PIEM	24	2,62 %	2,55 %	2,55 %
	PIEP	7	2,02 %	1,94 %	1,84 %
Pays en développement	moyenne des PED	76	5,70 %	4,95 %	4,38 %
	Afrique	19	5,75 %	6,61 %	6,01 %
	Amériques	19	2,11 %	1,53 %	1,34 %
	Asie - Pacifique	17	7,04 %	6,74 %	7,30 %
	Europe *	6	4,80 %	4,63 %	1,94 %
	Pays arabes	15	15,10 %	13,46 %	12,23 %

\* La chute de la proportion des envois en franchise par rapport au trafic de la poste aux lettres du service intérieur de la région "Europe" des PED entre 1979 et 1981 est due surtout aux chiffres de la Grèce.

75. Du tableau ci-avant, il ressort que la proportion moyenne des envois en franchise postale dans le trafic de la poste aux lettres du service intérieur de l'ensemble des pays de chacun des deux grands groupes considérés (PI et PED) diminue tout au long de la période 1977 à 1981. En effet, cette proportion moyenne passe de 2,46 % à 2,38 % dans l'ensemble des 31 pays industrialisés et de 5,70 % à 4,38 % dans l'ensemble des 76 pays en développement. Cependant cette proportion s'est stabilisée à 2,55 % entre 1979 et 1981 dans le groupe "Pays industrialisés à économie de marché (PIEM) "
76. La diminution de la proportion des envois en franchise dans le trafic total peut refléter la généralisation d'une politique de gestion plus économique et rationnelle de la poste, en réduisant les facilités accordées notamment à divers organismes d'Etat, selon lesquelles les Administrations postales ne reçoivent pas toujours des montants adéquats en contrepartie des services rendus.

Le trafic LC du service international (annexe 2, tableaux XVIII et XX)

Situation mondiale en 1981

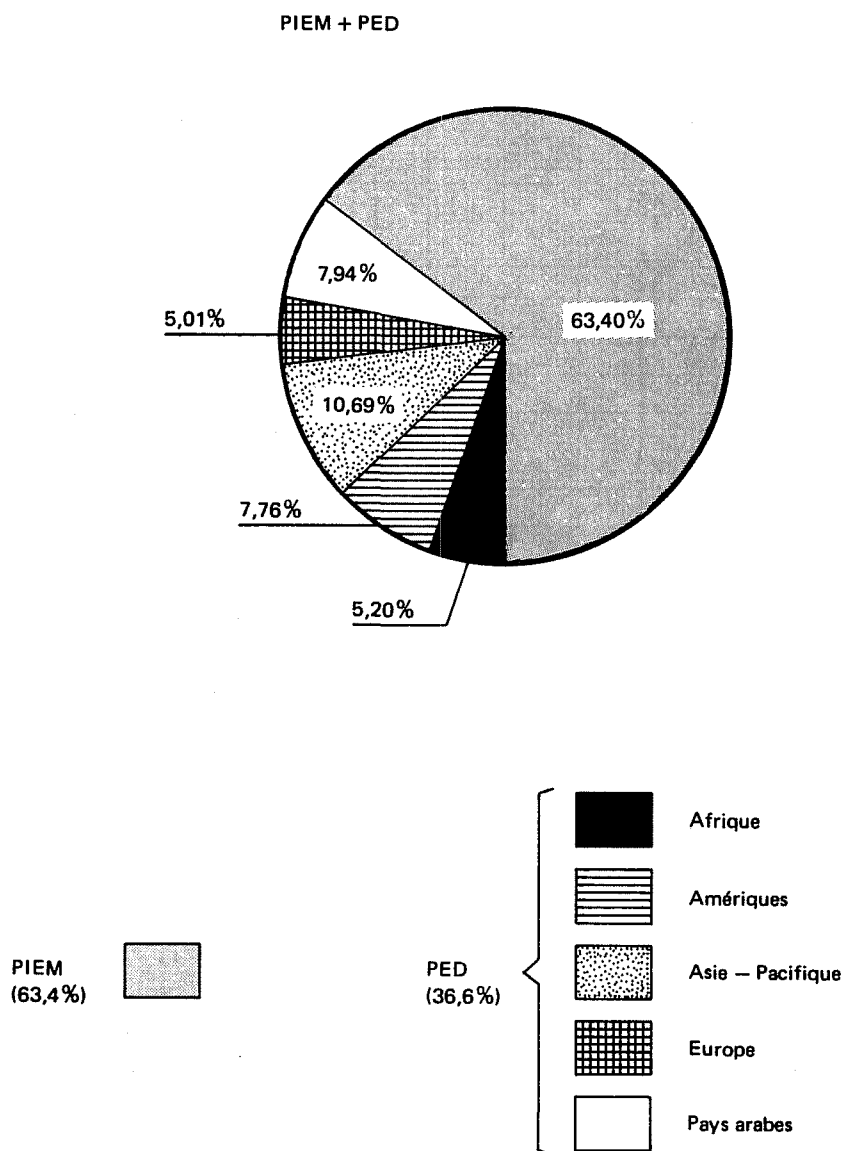
77. Les données fournies par 130 pays correspondent à un trafic total de 6,354 milliards d'envois LC du service international - expédition en 1981. Sur la base de ce chiffre, il a été possible d'estimer le trafic total LC du service international expédition de 166 pays en 1981 à environ 6,54 milliards d'envois. Etant donné l'importance de l'URSS, de l'Ukraine et de la Biélorussie dans le contexte des pays industrialisés à économie planifiée et compte tenu de l'absence de renseignements sur le trafic international de ces trois pays-membres, ces derniers ne sont pas inclus dans les parties de la présente étude qui concernent le trafic postal international. Aussi pour cette raison, il n'a pas été possible de procéder à une analyse globale de la ventilation du trafic mondial international - expédition par groupe de pays.
78. Les 6,54 milliards d'envois proviennent pour 6,18 milliards de l'ensemble des PIEM + PED et pour 0,36 milliard des 5 PIEP ayant fourni des renseignements.
79. La répartition de ces envois entre les différentes régions des PED ainsi qu'entre les PIEM et les 5 PIEP considérés, se présente comme suit:



Trafic postal LC - service international - expédition en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'envois (millions)	Pourcentage du total (%)	Nombre d'envois par habitant
PIEM + PED	Total des PIEM + PED	161	6 180	100	1,48
	PIEM	28	3 920	63,4	5,17
	PED	133	2 260	36,6	0,66
Pays industrialisés	Total des PIEM + 5PIEP	33*	4 280	-	5,05
	PIEM	28	3 920	-	5,17
	PIEP	5*	360	-	4,07
Pays en développement	Total des PED	133	2 260	100	0,66
	Afrique	43	320	14,2	0,94
	Amériques	33	480	21,2	1,30
	Asie - Pacifique	30	660	29,2	0,27
	Europe	8	310	13,7	2,70
	Pays arabes	19	490	21,7	3,04

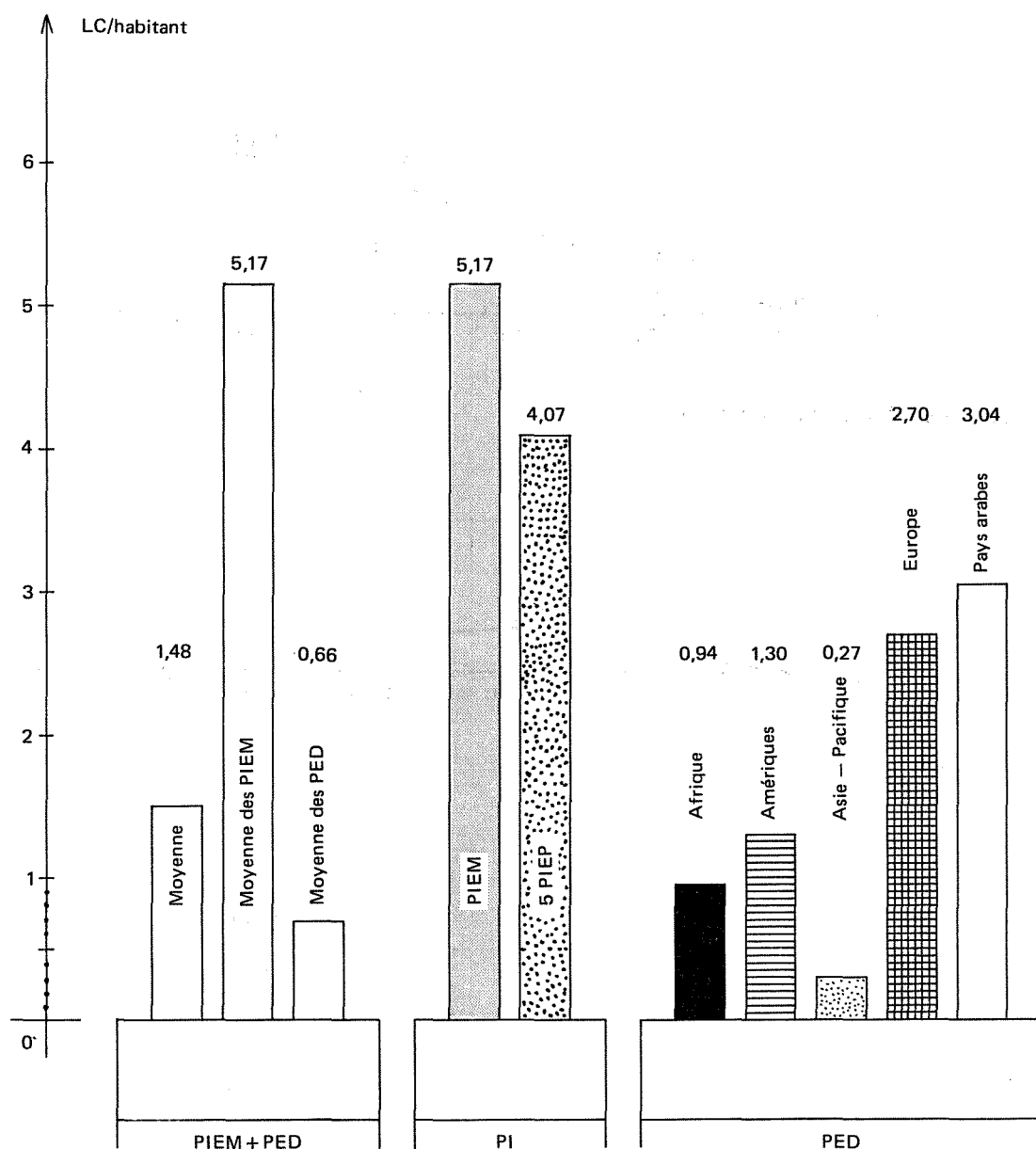
\* Sans l'URSS, l'Ukraine et la Biélorussie

80. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition du trafic LC du service international-expédition entre les pays industrialisés à économie de marché (PIEM) et les pays en développement (PED), classés par région\*.



\* Les pays industrialisés à économie planifiée (PIEP) ne sont pas compris dans le graphique, étant donné l'impossibilité d'établir des estimations pour l'ensemble de ce groupe de pays.

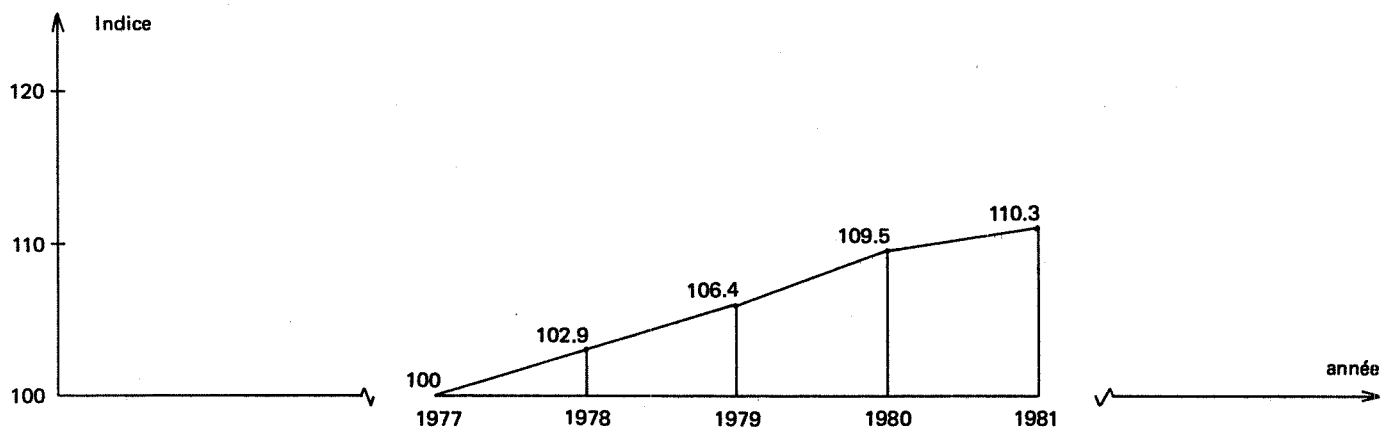
81. En ce qui concerne le nombre d'envois LC du service international-expédition déposés par habitant en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays, aux taux moyens de l'ensemble des PED et des PIEM, ainsi qu'aux taux moyens de l'ensemble "PIEM + PED":



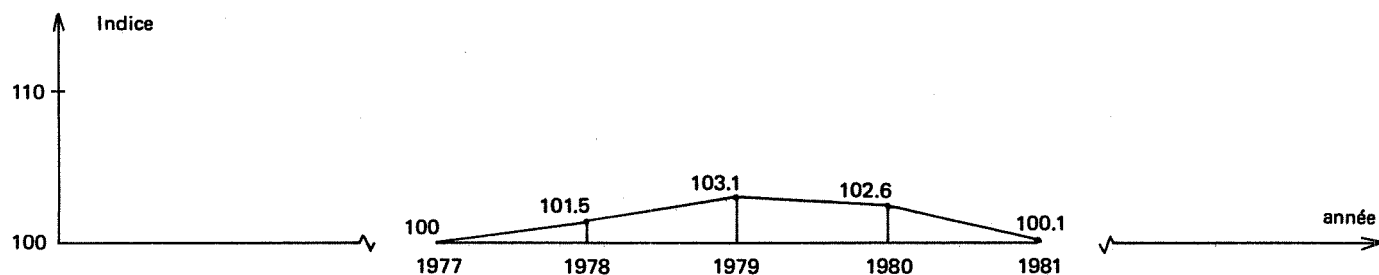
### Evolution entre 1977 et 1981

82. Les indices d'évolution du trafic LC du service international-expédition entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

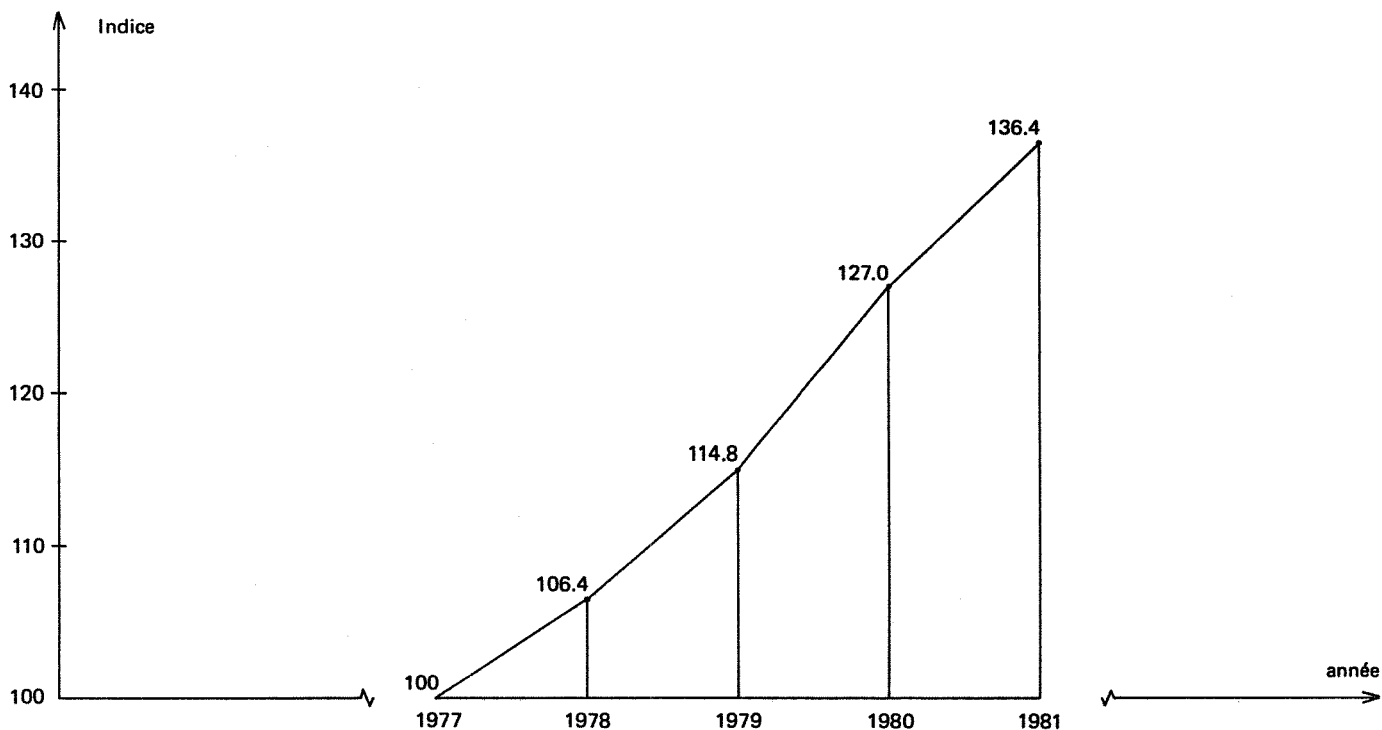
PIEM+PED



PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



83. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du trafic LC du service international-expédition entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XVIII. Des graphiques ci-avant, il est à remarquer que, tandis que le trafic LC du service international-expédition de l'ensemble des pays en développement présente une tendance plus ou moins régulière à une croissance accentuée (moyenne de 8 % par an, environ), le volume de ce trafic dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché augmente faiblement entre 1977 et 1979 (1,5 % par an, environ) pour retomber à partir de 1980 et atteindre, en 1981, les mêmes niveaux qu'en 1977.

- Le trafic LC du service international: le volume de trafic-réception

84. Si le volume du trafic postal à la réception de tous les pays-membres était connu ou s'il pouvait au moins être estimé, il serait possible de procéder à une étude des flux du trafic postal du service international entre les différentes régions des pays en développement, ainsi qu'entre les groupes de pays qui font l'objet des analyses de la présente étude. Malheureusement, le manque d'informations dans ce domaine de la "Statistique des services postaux" n'a pas permis au Bureau international de faire de telles analyses. Le nombre restreint de renseignements disponibles sur le trafic LC international-réception est présenté, groupé par région et par groupe de pays, à l'annexe 2, tableau XX.
85. Ce tableau, présenté à titre d'information, doit être considéré avec beaucoup de prudence. Les comparaisons avec les chiffres relatifs au trafic LC international-expédition doivent être évitées, étant donné que plusieurs pays à population et trafic postal très importants dans leur région ou groupe de pays n'ont pas fourni de renseignements sur le trafic postal international qu'ils reçoivent de l'étranger. Les indices et taux de croissance présentés à l'annexe 2, tableau XX ne concernent ainsi qu'un nombre restreint de pays et ne peuvent pas être considérés comme représentatifs des réalités régionales ou des groupes de pays analysés.
86. En outre, une telle analyse des flux du trafic international exigerait l'établissement du volume mondial du trafic international-expédition (des LC, ainsi que des AO). Le chiffre représentatif de ce volume serait le même chiffre obtenu lors de l'établissement du volume mondial du trafic

international-réception (des LC ainsi que des AO). Or, les chiffres partiels obtenus de la statistique des services postaux pour le trafic international-réception semblent parfois exagérés par rapport aux chiffres représentatifs du trafic international-expédition de la poste aux lettres.

87. Une telle distorsion (plus sensible en ce qui concerne les envois AO) fait douter de la fiabilité des chiffres fournis par les pays sur leur trafic postal international. Ce problème pourrait être résolu à l'avenir par la généralisation de méthodes statistiques fiables pour la détermination du volume du trafic postal international à l'expédition et à la réception, ainsi que par la participation généralisée des pays-membres de l'Union à la partie de la consultation annuelle, par voie de questionnaire, sur la "Statistique des services postaux".

Le trafic AO du service international (annexe 2, tableaux XIX et XXI)

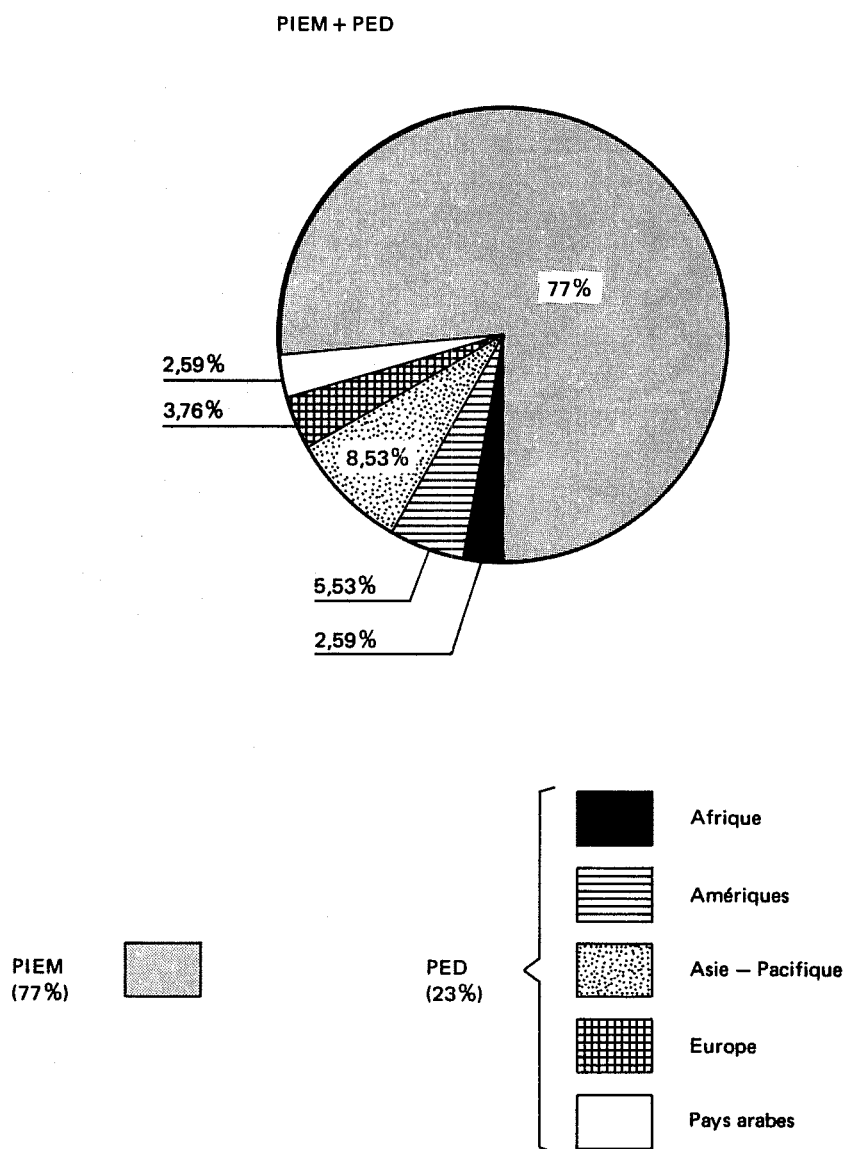
- Situation mondiale en 1981

88. Les données fournies par 130 pays correspondent à un trafic total de 1,791 milliards d'envois AO du service international-expédition (y compris les journaux) en 1981. Sur la base de ce chiffre, il a été possible d'estimer le trafic total LC du service international-expédition de 166 pays en 1981 à environ 1,82 milliard d'envois. A l'instar de l'estimation faite pour le trafic LC international-expédition, ce total de pays ne comprend pas l'URSS, l'Ukraine et la Biélorussie, étant donné l'importance de ces pays dans le contexte des pays industrialisés à économie planifiée et compte tenu de l'absence de renseignements sur leur trafic international. Compte tenu de ces faits, il n'a pas été possible de procéder à une analyse globale de la ventilation du trafic mondial international-expédition par groupes de pays.
89. Les 1,82 milliard d'envois proviennent pour 1,70 milliard de l'ensemble des PIEM + PED et pour 0,12 milliard des 5 PIEP ayant fourni des renseignements.
90. La répartition de ces envois entre les différentes régions des PED ainsi qu'entre les PIEM et les 5 PIEP considérés, se présente comme suit:

Trafic postal AO - service international-expédition en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'envois (millions)	Pourcentage du total (%)	Nombre d'envois par habitant
PIEM + PED	Total des PIEM + PED	161	1 700	100	0,41
	PIEM	28	1 309	77	1,73
	PED	133	391	23	0,11
Pays industrialisés	Total des PIEM + 5 PIEP	33*	1 429	-	1,69
	PIEM	28	1 309	-	1,73
	PIEP	5*	120	-	1,36
Pays en développement	Total des PED	133	391	100	0,11
	Afrique	43	44	11,25	0,13
	Amériques	33	64	16,35	0,17
	Asie - Pacifique	30	145	37,10	0,06
	Europe	8	94	24,05	0,82
	Pays arabes	19	44	11,25	0,27

\* Sans l'URSS, l'Ukraine et la Bielorussie

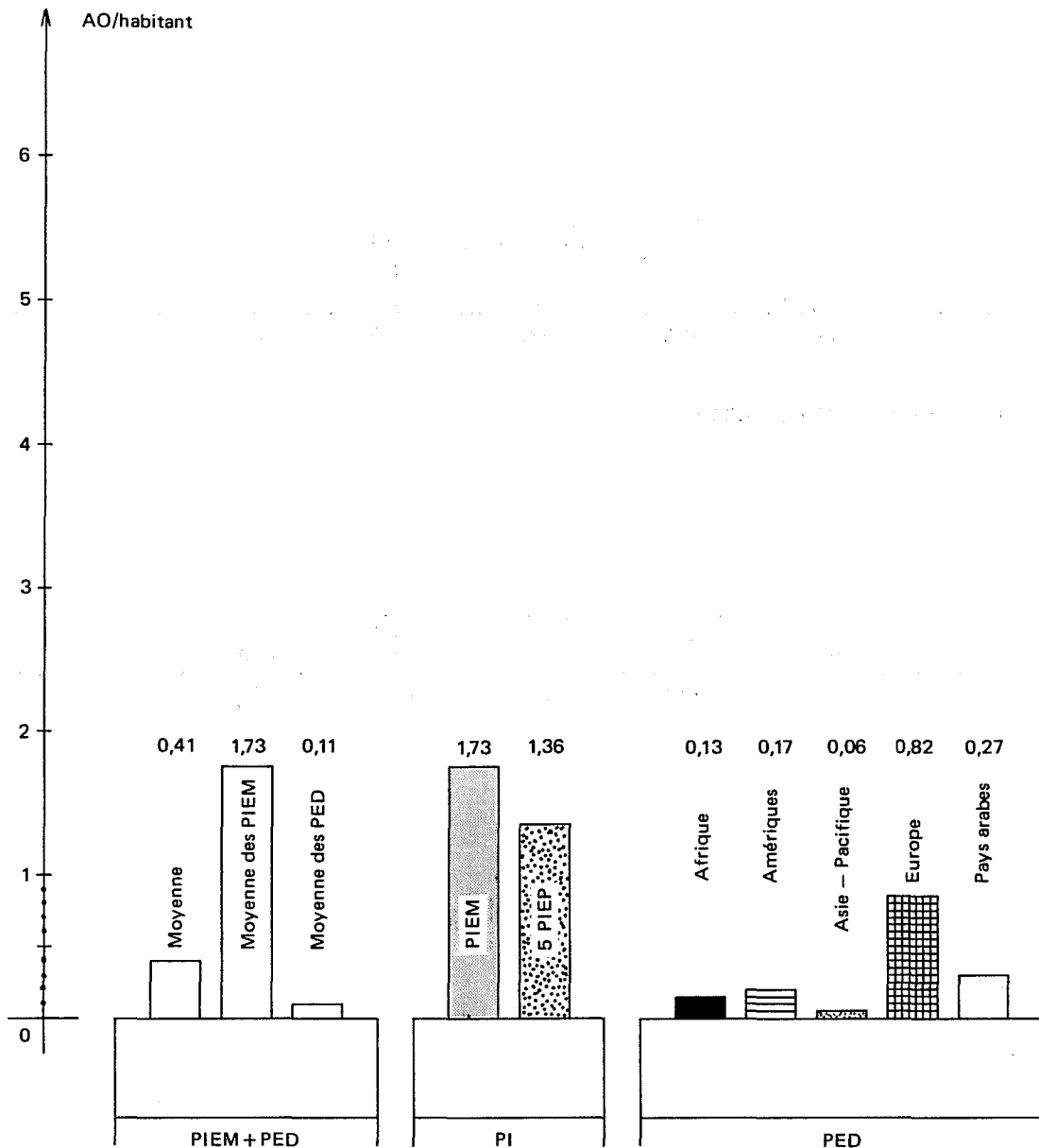
91. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition du trafic AO du service international-expédition entre les pays industrialisés à économie de marché (PIEM) et les pays en développement (PED), classés par région\*



\* Les pays industrialisés à économie planifiée (PIEP) ne sont pas compris dans le graphique, étant donné l'impossibilité d'établir des estimations pour l'ensemble de ce groupe de pays.

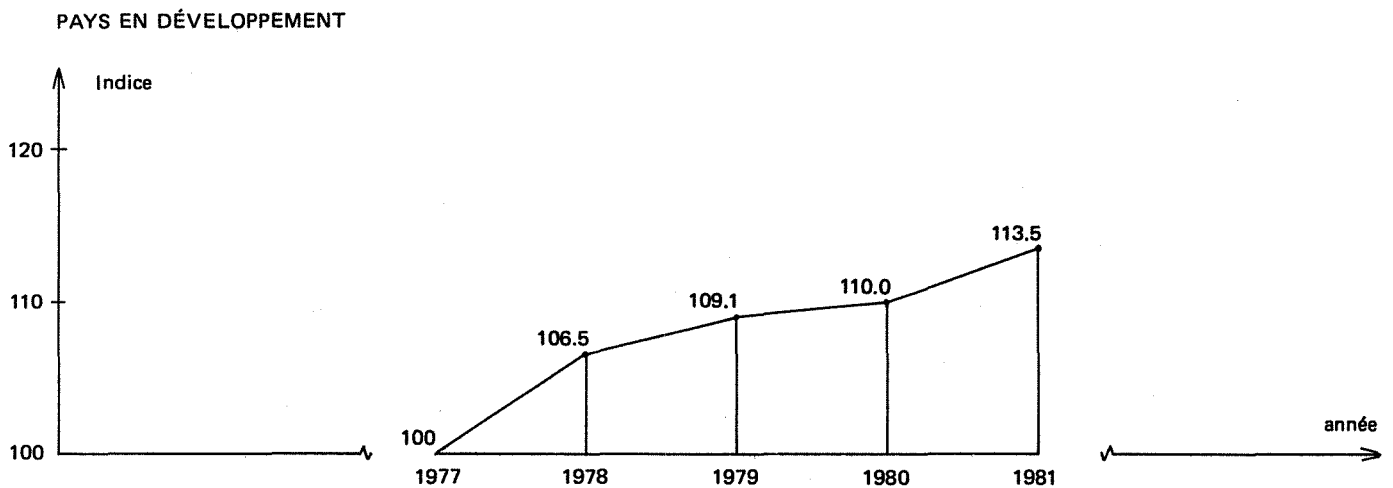
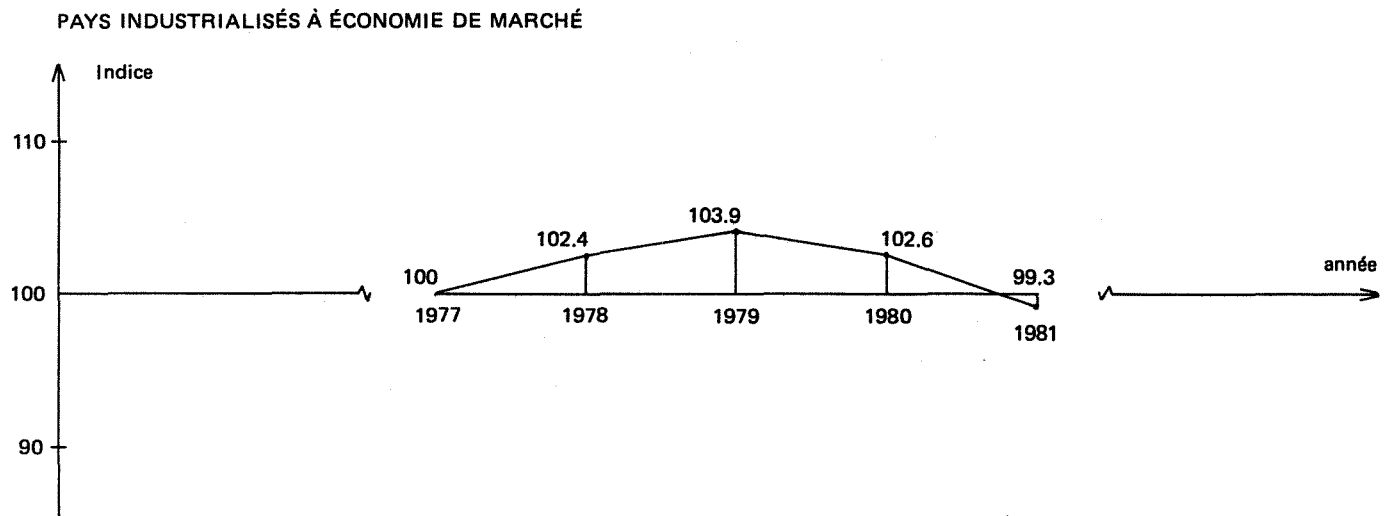
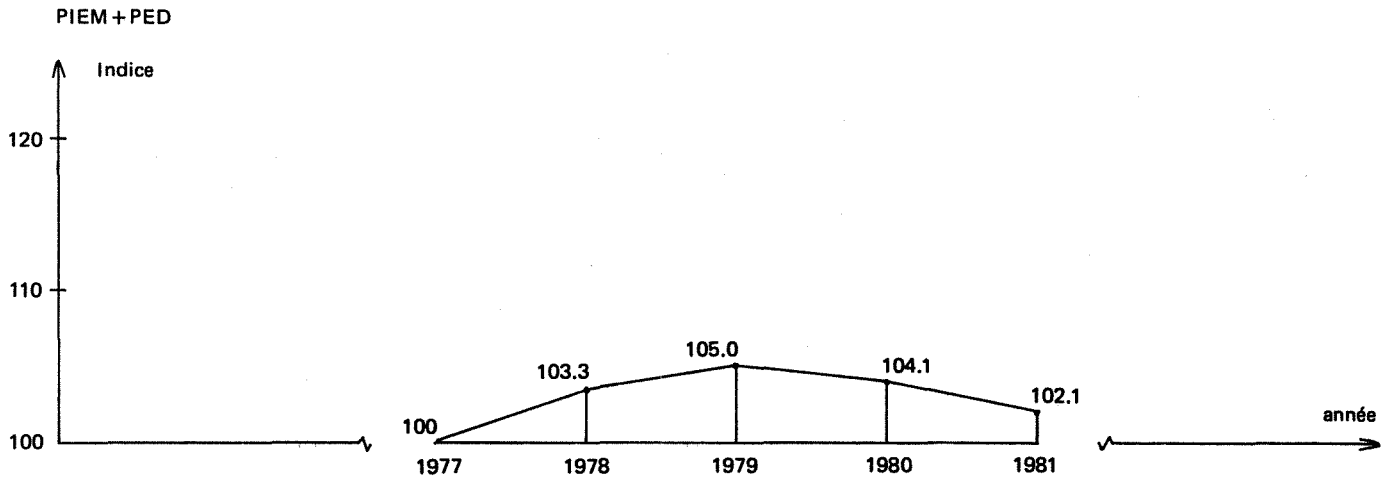


92. En ce qui concerne le nombre d'envois A0 du service international-expédition déposés par habitant en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays, aux taux moyens de l'ensemble des PED et des PIEM, ainsi qu'aux taux moyens de l'ensemble "PIEM + PED":



- Evolution entre 1977 et 1981

93. Les indices d'évolution du trafic AO du service international-expédition entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:



94. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du trafic AO du service international-expédition entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XIX. Des graphiques ci-avant, il est à remarquer que, tandis que le trafic AO du service international-expédition de l'ensemble des pays en développement présente une tendance plus ou moins régulière à une croissance (moyenne de 3,2 % par an, environ), le volume de ce trafic dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché augmente faiblement entre 1977 et 1979 (1,9 % par an, environ), pour, à l'exemple du trafic LC international-expédition, retomber à partir de 1980 et atteindre, en 1981, un niveau qui était même inférieur à celui de 1977.

- Le trafic AO du service international: le volume du trafic-réception

95. Le nombre restreint de renseignements disponibles sur le trafic AO international-réception est présenté, groupé par région et par groupe de pays, à l'annexe 2, tableau XXI.
96. Ce tableau, présenté à titre d'information, doit être considéré avec beaucoup de prudence. A l'exemple du trafic LC, les comparaisons avec les chiffres relatifs au trafic AO international-expédition doivent être évitées, étant donné que plusieurs pays à population et trafic postal très importants dans leur région ou groupe de pays n'ont pas fourni de renseignements sur le trafic postal international qu'ils reçoivent de l'étranger. Les indices et taux de croissance présentés à l'annexe 2, tableau XXI ne concernent ainsi qu'un nombre restreint de pays et ne peuvent pas être considérés comme représentatifs des réalités régionales ou des groupes de pays analysés.
97. En outre et d'une manière encore plus sensible que lors de l'examen des chiffres relatifs au trafic LC international-réception, les chiffres partiels obtenus de la statistique des services postaux pour le trafic AO international-réception semblent parfois exagérés par rapport au total des chiffres représentatifs du trafic AO international-expédition.
98. Le volume mondial réel du trafic international de la poste aux lettres du service international-réception ou expédition ne sera connu avec précision que lorsque des renseignements fiables sur le trafic de l'ensemble des Pays-membres de l'Union pourront être obtenus.

Le trafic d'ensemble de la poste aux lettres du service international  
et les proportions des LC et des AO dans ce trafic

- Situation mondiale en 1981

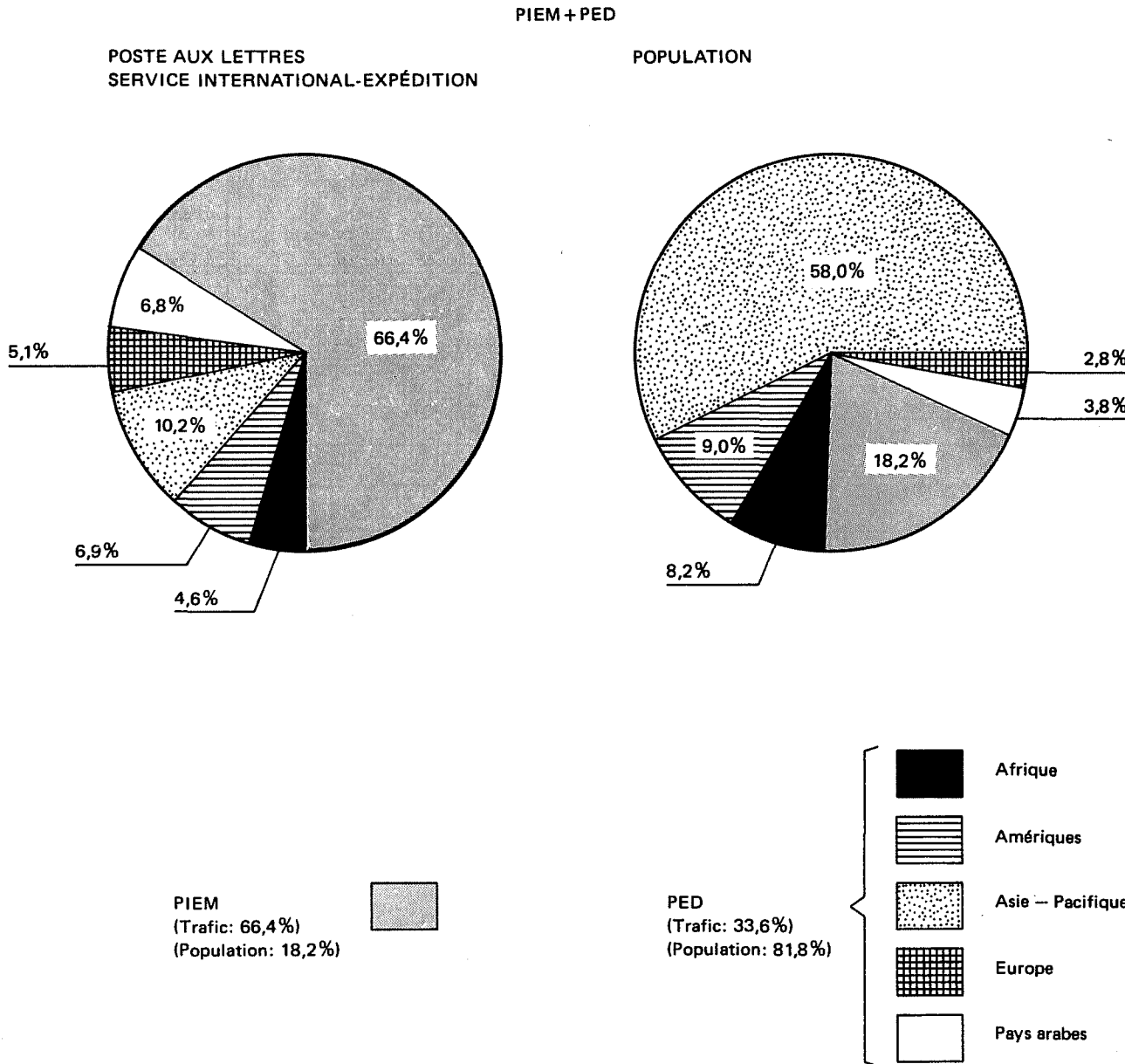
99. La totalisation des chiffres relatifs aux volumes du trafic LC et AO du service international-expédition donne comme résultat un trafic total de 8,145 milliards d'envois de la poste aux lettres du service international expédiés par 130 pays en 1981 (y compris le trafic postal des journaux).
100. De même, le résultat de l'estimation de ce trafic correspondant à un total de 166 pays qui ont pu être considérés dans cette partie de l'étude est de 8,36 milliards d'envois de la poste aux lettres du service international en 1981
101. Les 8,36 milliards d'envois proviennent pour 7,88 milliards de l'ensemble des PIEM + PED et pour 0,48 milliard des 5 PIEP ayant fourni des renseignements.
102. La répartition de ces envois entre les différentes régions des PED ainsi qu'entre les PIEM et les 5 PIEP considérés, se présente comme suit:

Trafic d'ensemble de la poste aux lettres - service international-expédition en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'envois (millions)	Pourcentage du total (% d'envois)	Répartition de la population (% d'habitants)
PIEM + PED	Total des PIEM + PED	161	7 880	100	100
	PIEM	28	5 229	66,4	18,2
	PED	133	2 651	33,6	81,8
Pays industrialisés	Total des PIEM * 5 PIEP	33*	5 709	-	-
	PIEM	28	5 229	-	-
	PIEP	5*	480	-	-
Pays en développement	Total des PED	133	2 651	100	100
	Afrique	43	364	13,7	10,0
	Amériques	33	544	20,5	11,0
	Asie - Pacifique	30	805	30,4	70,9
	Europe	8	404	15,2	3,4
	Pays arabes	19	534	20,2	4,7

\* Sans l'URSS, l'Ukraine et la Biélorussie.

103. Il est à noter que le rapport entre le trafic total international des PED et celui des PIEM est d'environ 1:2, tandis que le rapport entre les populations de ces groupes de pays est d'environ 4,5:1.

104. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition du trafic de la poste aux lettres du service international-expédition entre les pays industrialisés à économie de marché (PIEM) et les pays en développement (PED), classés par région\* en 1981, comparée à la répartition de la population mondiale entre les mêmes régions et groupes de pays.



\* Les pays industrialisés à économie planifiée (PIEP) ne sont pas compris dans le graphique, étant donné l'impossibilité d'établir des estimations pour l'ensemble de ce groupe de pays.

105. Le nombre d'envois de la poste aux lettres du service international-expédition par habitant en 1981 dans chaque région des pays en développement, dans l'ensemble des PIEM et dans les 5 PIEP considérés, ainsi que les proportions des envois LC et AO contenus dans ce nombre sont présentés dans le tableau qui suit:

Trafic d'ensemble de la poste aux lettres - service international-expédition en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre moyen d'envois par habitant	Proportion des LC (%)	Proportion des AO (%)
PIEM + PED	Moyenne des PIEM + PED	161	1,89	78,3	21,7
	PIEM	28	6,90	74,9	25,1
	PED	133	0,77	85,7	14,3
Pays industrialisés	Moyenne des PIEM + 5 PIEP	33*	6,74	-	-
	PIEM	28	6,90	74,9	25,1
	PIEP	5*	5,43	74,9	25,1
Pays en développement	Moyenne des PED	133	0,77	85,7	14,3
	Afrique	43	1,07	87,8	12,2
	Amériques	33	1,47	88,4	11,6
	Asie - Pacifique	30	0,33	81,8	18,2
	Europe	8	3,52	76,7	23,3
	Pays arabes	19	3,31	91,8	8,2

\* Sans l'URSS, l'Ukraine et la Biélorussie.

106. Le tableau ci-avant présente, par région des PED ainsi que par groupe de pays, le nombre d'envois dans le service international-expédition de la poste aux lettres par habitant en 1981 et les proportions des envois LC et AO contenus dans ce nombre.
107. Dans les pages 32 à 43 du présent rapport, une analyse détaillée du service international-expédition pour les deux différents trafics (LC et AO) qui composent la poste aux lettres a été faite. Ainsi, aux pages 35 et 41, qui concernent respectivement les LC et les AO du service international-expédition, une représentation graphique illustre les dénivellements qui existent entre le nombre d'envois par habitant en 1981 dans chacune des régions des pays en développement et le nombre d'envois par habitant dans chacun des deux grands groupes de pays industrialisés à la même année. Une telle représentation graphique pour l'ensemble de la poste aux lettres serait superflue, étant donné qu'elle ne serait que l'addition de deux graphiques cités précédemment (graphiques aux pages 35 et 41).
108. Des chiffres du tableau ci-avant, il est en outre à remarquer que le nombre moyen d'envois de la poste aux lettres du service international-expédition par habitant par an dans l'ensemble des pays industrialisés est de presque neuf fois le nombre d'envois de la poste aux lettres internationale déposés en moyenne par habitant dans l'ensemble des pays en développement.
109. En ce qui concerne les proportions des LC et des AO dans le trafic total de la poste aux lettres du service intérieur en 1981, il est à noter que le trafic AO international à l'expédition des pays industrialisés à économie de marché représente en moyenne  $\frac{1}{4}$  du trafic international-expédition de la poste aux lettres, le trafic LC représentant, par conséquent, les  $\frac{3}{4}$  du trafic total.
110. Dans l'ensemble des pays en développement, cette disproportion est encore plus accentuée, le trafic AO international à l'expédition ne représentant en moyenne que le  $\frac{1}{7}$  du total de la poste aux lettres, le trafic LC représentant, par conséquent, les  $\frac{6}{7}$  du trafic international total expédié.
111. Une proportion plus importante des envois LC dans le trafic total international de la poste aux lettres expédié se confirme dans toutes les régions des PED: la proportion moins élevée des LC est vérifiée dans la région "Europe" des PED (trafic LC = 76,7 % de la poste aux lettres internationale expédiée). La disproportion la plus extrême est vérifiée dans la région "Pays arabes", où le trafic LC représente plus de 90 % du trafic total de la poste aux lettres internationale à l'expédition.



- Evolution entre 1977 et 1981

112. Les indices d'évolution du trafic LC et du trafic AO du service international-expédition entre 1977 et 1981 sont présentés à l'annexe 2, tableaux XVIII et XIX, ainsi que, sous forme graphique, aux pages 36 et 42 du présent rapport. Il serait encore une fois superflu de représenter sous forme graphique l'évolution de l'ensemble du trafic de la poste aux lettres, étant donné que les indices d'évolution de la poste aux lettres ne sont qu'une moyenne pondérée des indices d'évolution des éléments qui la composent (LC et AO) et que l'évolution de ces deux composantes se fait d'une manière assez similaire, comme il ressort des graphiques aux pages 36 et 42 et des commentaires qui les suivent.
113. La tendance générale de l'évolution du trafic international-expédition de la poste aux lettres dans l'ensemble des PIEM et des PED marque une réduction de la croissance à partir de 1980, cette réduction s'accroissant substantiellement en 1981.
114. En effet, à la suite d'une période de croissance annuelle moyenne autour de 3 % entre 1977 et 1979, le taux de croissance du trafic international-expédition de la poste aux lettres passe à 2,2 % entre 1979 et 1980, pour tomber à un niveau autour de 0,3 % entre 1980 et 1981. La plus grande influence sur ce taux moyen de 161 pays est exercée par l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché, où une reversion de la tendance d'évolution du trafic international de la poste aux lettres à l'expédition se vérifie à partir de 1979. En effet, à la suite d'une période de croissance moyenne d'environ 1,7 % entre 1977 et 1979, le volume total du trafic de ce groupe de pays commence à fléchir (- 0,7 % entre 1979 et 1980), cette tendance s'accroissant entre 1980 et 1981, quand le taux d'évolution a été autour de - 2,6 %. Dans l'ensemble des pays en développement, la tendance est plutôt au maintien d'une croissance annuelle moyenne autour de 7 % tout au long de la période 1977 à 1981.
115. Dans toute la période analysée (1977 à 1981), le volume du trafic international-expédition de la poste aux lettres a augmenté, dans l'ensemble des PIEM + PED (161 pays), d'environ 8,9 % (moyenne de 2,2 % par an). Le volume de ce trafic a diminué d'environ - 0,1 % dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché, tandis qu'il a augmenté de plus de 32 % dans l'ensemble des pays en développement (moyenne de 7,3 % par an).

116. Si l'on considère le trafic moyen par habitant d'envois de la poste aux lettres du service international-expédition, son évolution entre 1977 et 1981 a été comme suit:

- dans l'ensemble des PIEM + PED

croissance 1977/1981: 1,07 %

croissance annuelle moyenne: 0,3 %

- dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché

évolution 1977/1981: - 2,55 %

évolution annuelle moyenne: - 0,67 %

- dans l'ensemble des pays en développement

croissance 1977/1981: 21,9 %

croissance annuelle moyenne: 5,1 %

117. Les chiffres indiqués dans l'analyse précédente, ne présentent pas, bien entendu, la situation fort variable d'une région à l'autre, et, à l'intérieur d'une même région ou groupe de pays, les variations d'un pays à l'autre.

118. L'examen plus détaillé des informations des tableaux II, XVIII et XIX à l'annexe 2 permet cependant de présenter le tableau qui suit, dans lequel la croissance annuelle moyenne de la population (nombre d'habitants), du trafic de la poste aux lettres du service international-expédition (nombre d'envois) ainsi que du trafic postal par habitant entre 1977 et 1981 est indiquée pour chaque région des PED et pour chaque groupe de pays analysé:

Poste aux lettres - service international-expédition					
Evolution du service entre 1977 et 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Croissance annuelle moyenne de la population (%)	Evolution annuelle moyenne du trafic postal (%)	Evolution annuelle moyenne du trafic postal par habitant (%)
PIEM + PED	Moyenne des PIEM + PED	161	1,9 %	2,2 %	0,3 %
	PIEM	28	0,65 %	- 0,02 %	- 0,67 %
	PED	133	2,2 %	7,3 %	5,1 %
Pays industrialisés	Moyenne des PI	33*	-	-	-
	PIEM	28	0,65 %	- 0,02 %	- 0,67 %
	PIEP	5*	0,65 %	- 5,85 %	- 6,50 %
Pays en développement	Moyenne des PED	133	2,2 %	7,3 %	5,1 %
	Afrique	43	3,0 %	3,5 %	0,5 %
	Amériques	33	2,7 %	8,5 %	5,8 %
	Asie - Pacifique	30	2,0 %	9,0 %	7,0 %
	Europe	8	1,55 %	2,8 %	1,25 %
	Pays arabes	19	3,1 %	10,1 %	7,0 %

\* Sans l'URSS, l'Ukraine et la Bielorussie

Relations de proportionnalité entre le trafic international-expédition et le trafic du service intérieur de la poste aux lettres

119. Le volume total du trafic international de la poste aux lettres à l'expédition a été estimé pour l'ensemble des pays de deux grands groupes: les pays industrialisés à économie de marché (PIEM) et les pays en développement (PED). Le volume total de la poste aux lettres déposé en 1981 (trafic de la poste aux lettres-dépôt) de ces deux groupes de pays se compose comme suit:

Poste aux lettres en 1981	Trafic (millions d'envois)			Trafic par habitant		
	PIEM + + PED	PIEM	PED	PIEM + + PED	PIEM	PED
Dépôt	257 030	205 359	51 671	61,74	270,8	15,17
Service intérieur	249 150	200 130	49 020	59,85	263,9	14,40
Service international-expédition	7 880	5 229	2 651	1,89	6,9	0,77

120. Il est à remarquer que le trafic total de la poste aux lettres de l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché (28 pays) est d'environ 4 fois le trafic total de l'ensemble des pays en développement (133 pays) tandis que le rapport entre les population des deux groupes est de 1:4,5.

121. Le tableau qui suit donne une idée du nombre total d'envois de la poste aux lettres déposé par habitant en 1981 dans chaque région des pays en développement, dans l'ensemble des PIEM et dans les 5 PIEP qui ont fourni des renseignements sur leur trafic international. En outre, ce tableau présente les proportions du trafic intérieur et du trafic international-expédition de la poste aux lettres contenues dans le trafic total déposé dans chacune des régions des PED et dans chacun des groupes de pays considérés:

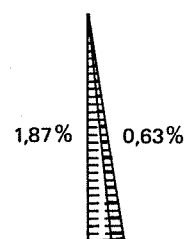
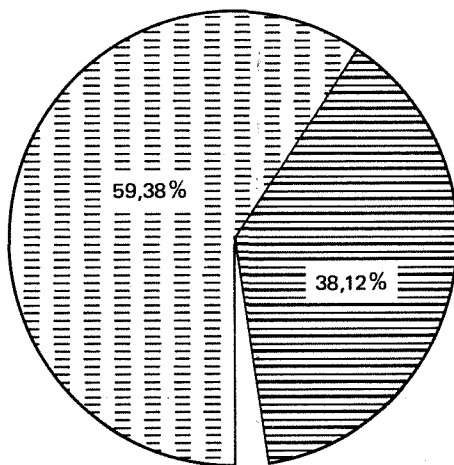
Poste aux lettres - dépôt: Nombre moyen d'envois par habitant et composition du trafic en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre moyen d'envois de la poste aux lettres - dépôt par habitant	Proportion du trafic intérieur (%)	Proportion du trafic international-expédition(%)
PIEM + PED	Moyenne des PIEM + PED	161	61,74	96,9 %	3,1 %
	PIEM	28	270,80	97,5 %	2,5 %
	PED	133	15,17	94,9 %	5,1 %
Pays industrialisés	Moyenne des PI	33*	-	-	-
	PIEM	28	270,80	97,5 %	2,5 %
	PIEP	5*	131,77	95,9 %	4,1 %
Pays en développement	Moyenne des PED	133	15,17	94,9 %	5,1 %
	Afrique	43	6,37	83,1 %	16,9 %
	Amériques	33	17,17	91,5 %	8,5 %
	Asie - Pacifique	30	15,03	97,8 %	2,2 %
	Europe	8	45,42	92,3 %	7,7 %
	Pays arabes	19	9,51	65,0 %	35,0 %

\* Sans l'URSS, l'Ukraine et la Biélorussie

122. Du tableau ci-avant il est à remarquer que la proportion moyenne du trafic international de la poste aux lettres à l'expédition de l'ensemble des pays en développement par rapport à leur trafic total est le double de la même proportion moyenne calculée pour l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché. En effet, la proportion moyenne du trafic international-expédition dans le trafic total déposé dans l'ensemble des PED est de 5,1 %, tandis que cette proportion est en moyenne de 2,5 % du trafic de la poste aux lettres déposé dans l'ensemble des PIEM.
123. Du même tableau, il ressort que la proportion du trafic international à l'expédition par rapport au trafic total déposé varie beaucoup entre les différentes régions des PED (de 35 % dans la région "Pays-arabes" à 2,2 % dans la région "Asie-Pacifique"; il est cependant à remarquer que la proportion calculée pour la région "Asie-Pacifique" est fortement influencée par le trafic intérieur de journaux de la Chine (Rép. Pop.).
124. Aussi du tableau à la page 53, il ressort que le nombre moyen d'envois de la poste aux lettres déposés par habitant par an dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché est presque 18 fois le nombre moyen d'envois de la poste aux lettres déposés par habitant par an dans l'ensemble des pays en développement.
125. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la composition du trafic total de la poste aux lettres (dépôt), selon la modalité du service (intérieur ou international-expédition), et la catégorie des envois (LC ou AO):

## POSTE AUX LETTRES-DÉPÔT

PIEM

Service intérieur  
(97,5%)Service international-expédition  
(2,5%)

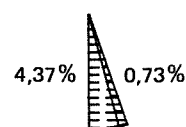
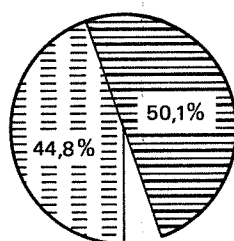
LC



AO



PED

Service intérieur  
(94,9%)Service international-expédition  
(5,1%)

126. En ce qui concerne la croissance annuelle moyenne entre 1977 et 1981 de l'ensemble du trafic de la poste aux lettres-dépôt, ce taux a été calculé à 3,7 % pour l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché et à 5,3 % pour l'ensemble des pays en développement.
127. Une analyse de l'évolution entre 1977 et 1981 de la proportion des envois du service international-expédition dans le trafic total de la poste aux lettres déposé dans chacune des régions des PED ainsi que dans chacun des groupes de pays considérés dans cette partie de l'étude est présentée dans le tableau qui suit:

Evolution entre 1977 et 1981 de la proportion des envois de la poste aux lettres du service international-expédition dans l'ensemble de la poste aux lettres-dépôt					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Proportion des envois de la poste aux lettres service international - expédition (%)		
			1977	1979	1981
PIEM + PED	Moyenne des PIEM + PED	161	3,3 %	3,2 %	3,1 %
	PIEM	28	2,9 %	2,8 %	2,5 %
	PED	133	4,8 %	4,9 %	5,1 %
Pays industrialisés	Moyenne des PI	33*	-	-	-
	PIEM	28	2,9 %	2,8 %	2,5 %
	PIEP	5*	5,2 %	4,5 %	4,1 %
Pays en développement	Moyenne des PED	133	4,8 %	4,9 %	5,1 %
	Afrique	43	15,6 %	16,3 %	16,9 %
	Amériques	33	9,0 %	8,4 %	8,5 %
	Asie - Pacifique	30	1,9 %	2,1 %	2,2 %
	Europe	8	7,6 %	7,5 %	7,7 %
	Pays arabes	19	31,7 %	33,1 %	35,0 %

\* Sans l'URSS, l'Ukraine et la Biélorussie



128. Du tableau ci-avant, il ressort que la proportion moyenne des envois du service international-expédition dans l'ensemble du trafic de la poste aux lettres déposé dans l'ensemble des 161 pays industrialisés à économie de marché et pays en développement analysés diminue tout au long de la période 1977 à 1981 (3,3 % en 1977 à 3,1 % en 1981).

129. Cette tendance est dictée surtout par l'ensemble des PIEM, où cette proportion moyenne passe de 2,9 % en 1977 à 2,5 % en 1981. Dans l'ensemble des PED, la proportion du nombre d'envois du service international-expédition dans le trafic total de la poste aux lettres déposé augmente tout au long de la période, passant de 4,8 % en 1977 à 5,1 % en 1981.

Analyse partielle du trafic de la poste aux lettres reçu de l'étranger, par région des PED et par groupe de pays, selon les données fournies par un nombre restreint de pays

130. Pour les raisons évoquées aux pages 37 et 43, le volume insuffisant d'informations ne permet pas une analyse d'ensemble du trafic international de la poste aux lettres à la réception de l'ensemble des pays qui composent chaque région des pays en développement, ou chaque groupe de pays analysé dans la présente étude.

131. Le tableau qui suit présente certains indicateurs applicables à ce trafic, qui ne sont valables que pour le nombre restreint de pays ayant fourni des renseignements sur le trafic international de la poste aux lettres qu'ils reçoivent de l'étranger (ce nombre de pays dans chaque région et dans chaque groupe est le premier chiffre de la colonne "représentativité - en nombre de pays"):

Analyse restreinte du trafic de la poste aux lettres-réception en 1981						
Région ou groupe de pays		Représentativité		Nombre moyen d'envois reçus par habitant en 1981	Rapport du trafic $\frac{\text{réception}}{\text{expédition}}$	Croissance annuelle moyenne du trafic-réception entre 1977 et 1981 (%)
		En nombre de pays	En population (%)			
Pays industrialisés	Total des PI	$\frac{29}{36}$	53,4%	*	*	*
	PIEM	$\frac{26}{28}$	70,0%	8,29	1,01	0,86 %
	PIEP	$\frac{3}{8}$	17,90%	5,44	0,87	-5,62 %
Pays en développement	Total des PED	$\frac{94}{133}$	56,30%	*	*	*
	Afrique	$\frac{29}{43}$	86,00%	1,71	1,62	3,37 %
	Amériques	$\frac{23}{33}$	49,90%	2,96	1,40	5,59 %
	Asie - Pacifique	$\frac{17}{30}$	48,50%	0,70	1,50	6,93 %
	Europe	$\frac{7}{8}$	97,60%	2,60	0,74	-3,17 %
	Pays arabes	$\frac{18}{19}$	97,90%	4,46	1,34	10,44 %

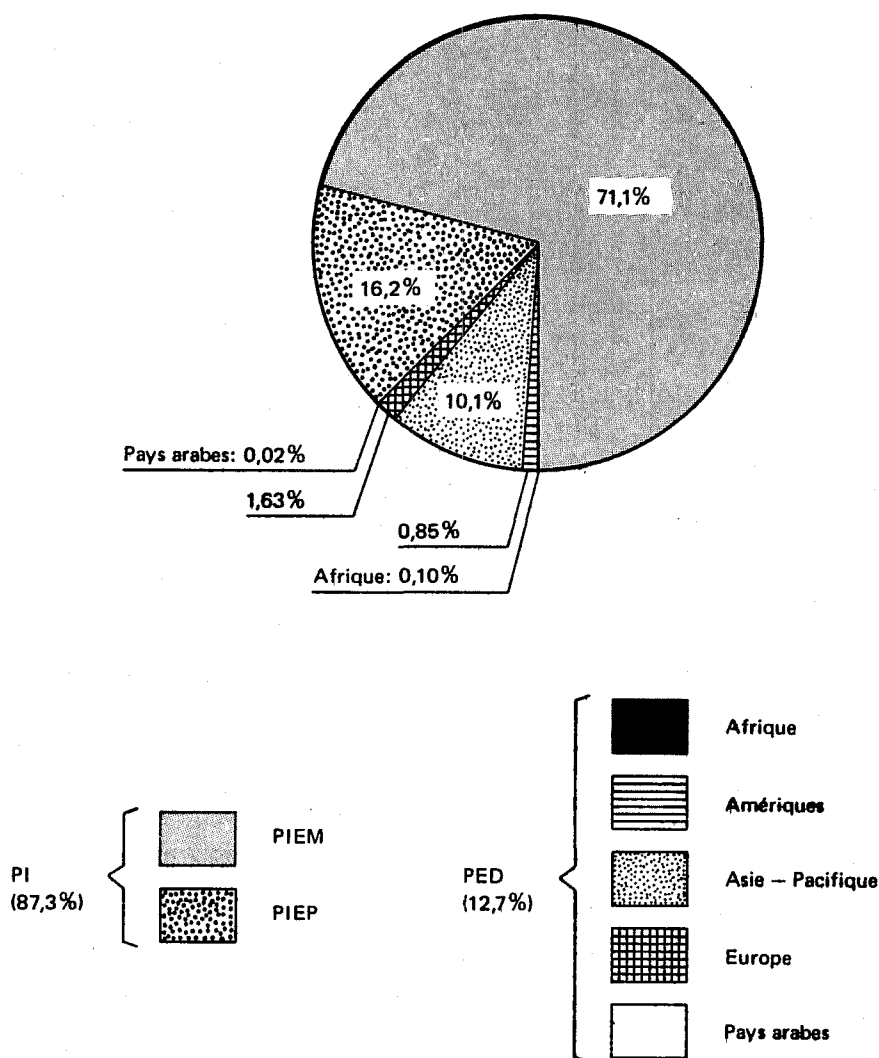
\* Données non publiées car non significatives, du fait de la représentativité insuffisante des informations disponibles.

Les colis postaux du service intérieur (annexe 2, tableau XXII)

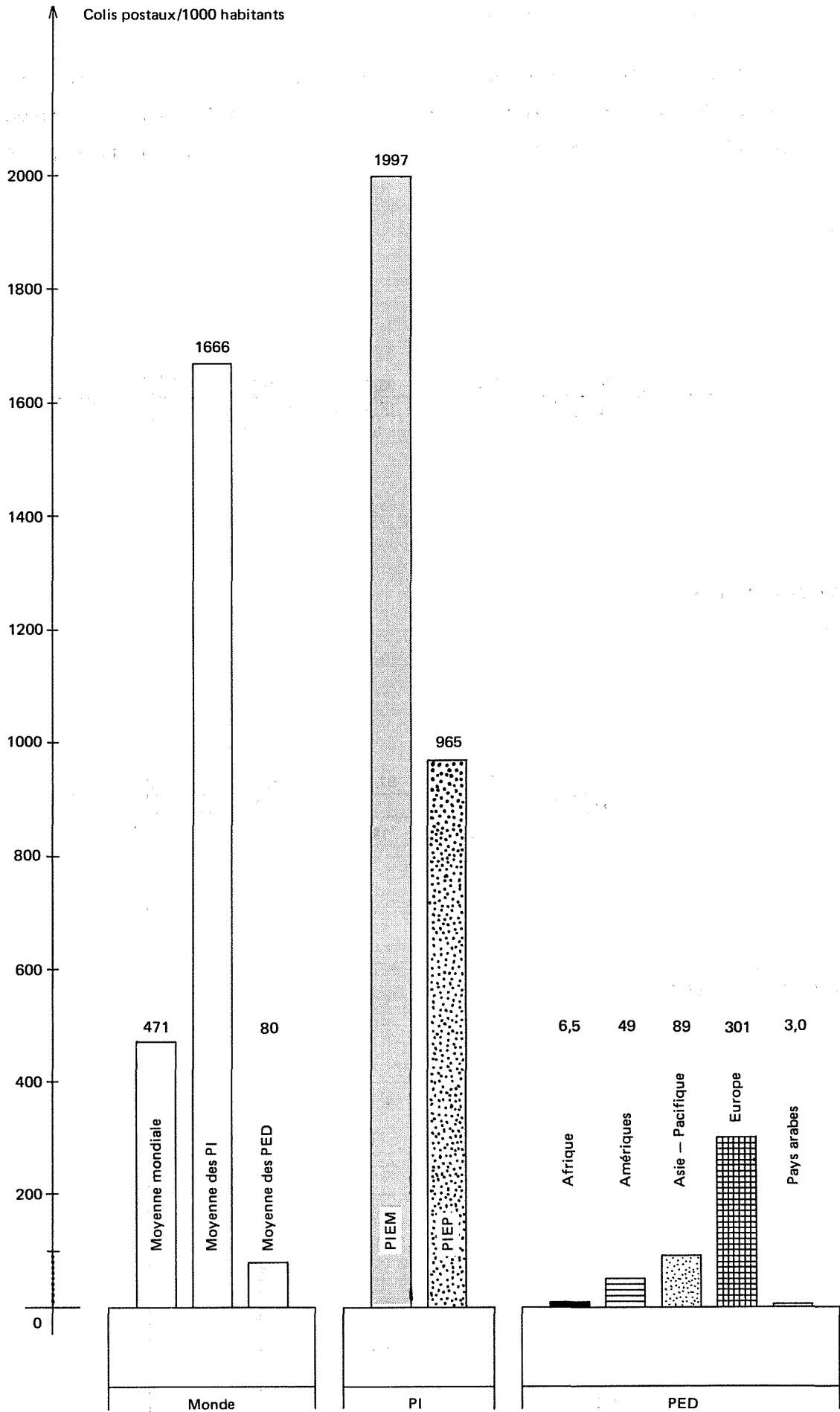
132. Les données fournies par 132 pays correspondent à un trafic total de 2114,818 millions de colis postaux du service intérieur en 1981. Sur la base de ce chiffre, il a été possible d'estimer le trafic total mondial (169 pays) des colis postaux du service intérieur (ordinaires et avec valeur déclarée) en 1981 à environ 2,130 milliards de colis.
133. La répartition de ces 2,130 milliards de colis entre les différentes régions des pays en développement, ainsi qu'entre les deux groupes de pays industrialisés, se présente comme suit:

Trafic des colis postaux du service intérieur en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de colis (millions)	Pourcentage du total (%)	Nombre moyen de colis par 1000 habitants
Monde	Total mondial	169	2 130	100	471
	PI	36	1 859	87,3	1 666
	PED	133	271	12,7	80
Pays industrialisés	Total des PI	36	1 859	100	1 666
	PIEM	28	1 514	81,4	1 997
	PIEP	8	345	18,6	965
Pays en développement	Total des PED	133	271	100	80
	Afrique	43	2,2	0,8	6,5
	Amériques	33	18,3	6,7	49,0
	Asie - Pacifique	30	215,4	79,5	89,0
	Europe	8	34,6	12,8	301,0
	Pays arabes	19	0,5	0,2	3,0

134. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition du trafic des colis postaux du service intérieur dans le monde en 1981:

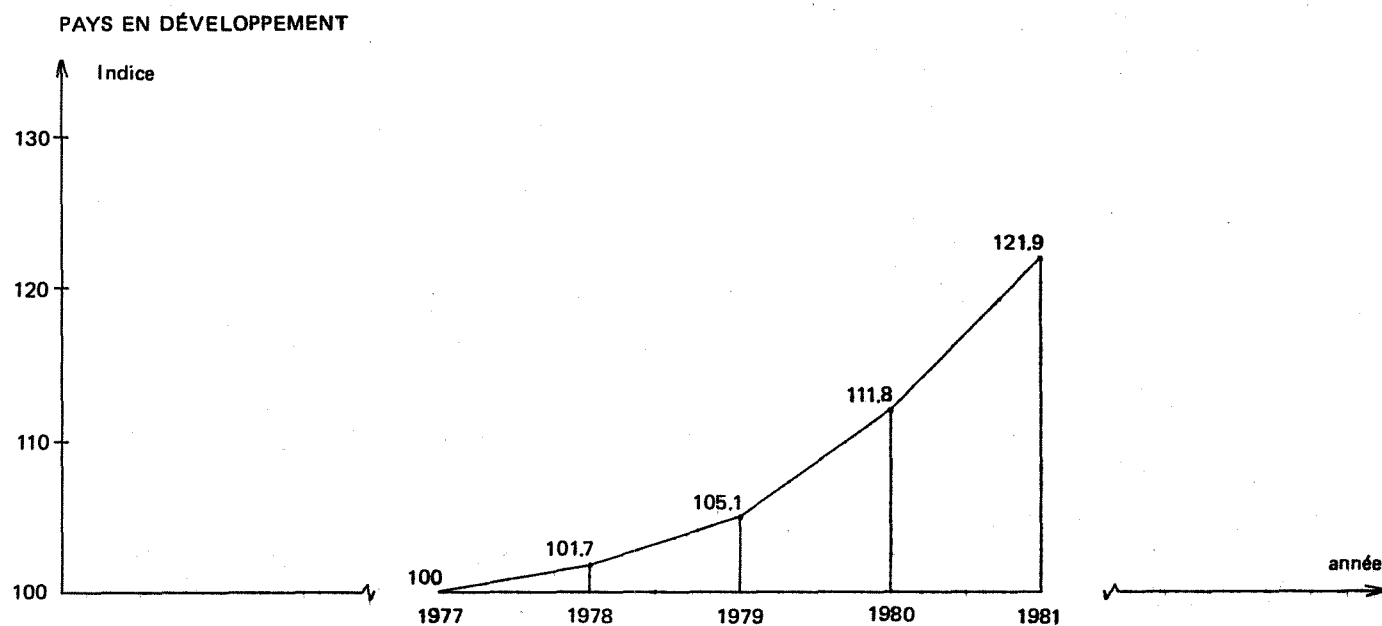
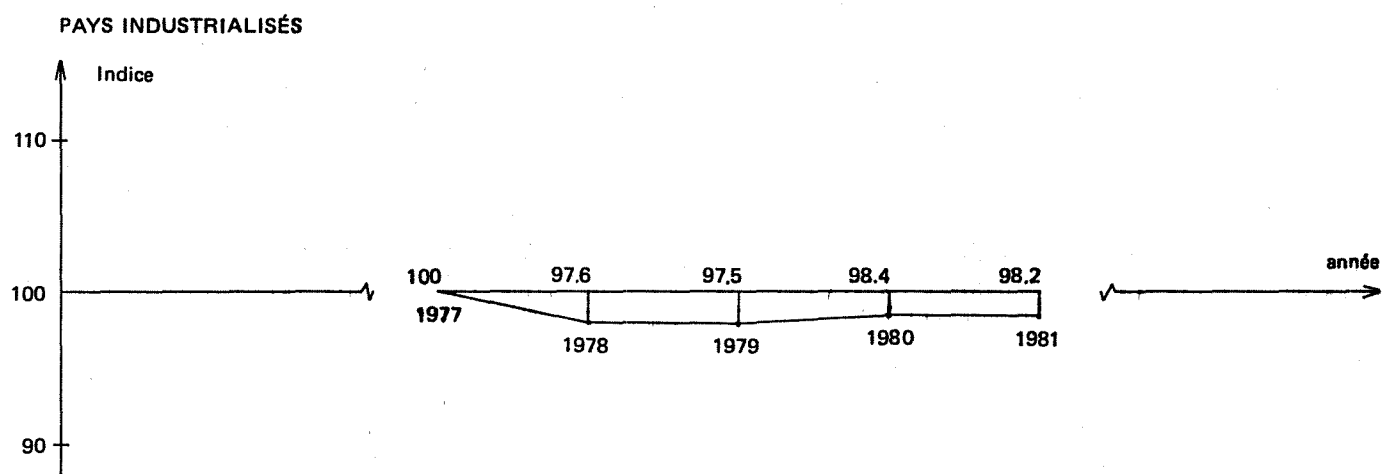
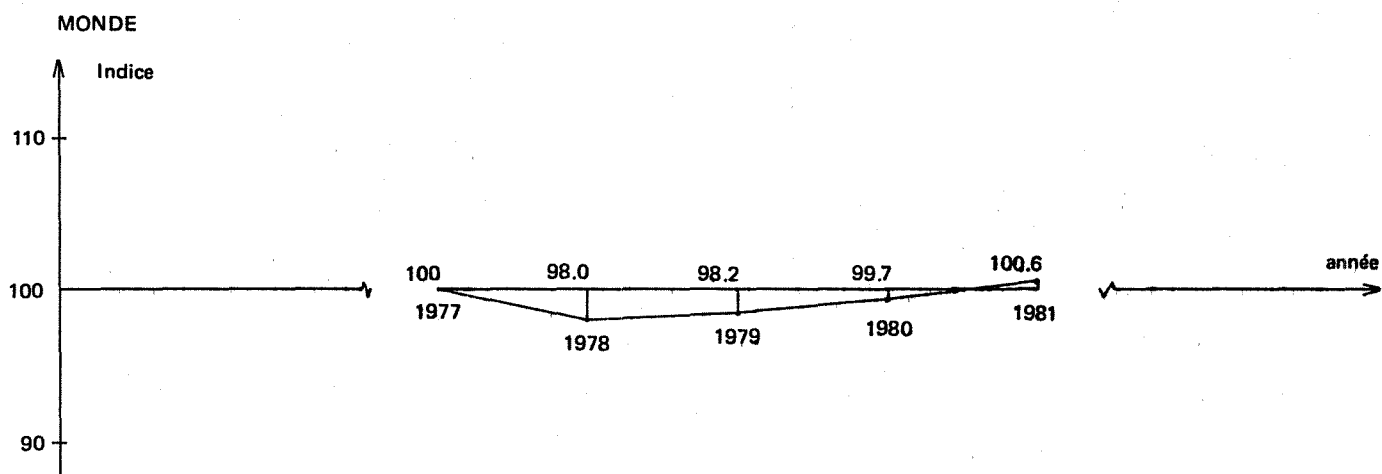


135. En ce qui concerne le nombre de colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée du service intérieur déposés par 1000 habitants en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:



- Evolution entre 1977 et 1981

136. Les indices d'évolution du trafic des colis postaux du service intérieur entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:



137. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du trafic des colis postaux du service intérieur entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XXII.

138. Des graphiques ci-avant, il est à remarquer:

- le volume du trafic de l'ensemble des pays industrialisés a subi une baisse entre 1977 et 1978 pour se stabiliser autour de 97,5 % du trafic de 1977 et remonter légèrement par la suite, sans que le niveau de 1977 soit atteint. Cette tendance est dictée par l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché, étant donné que le trafic des colis postaux du service intérieur de l'ensemble des pays industrialisés à économie planifiée était en 1981 supérieur d'environ 6,5 % au trafic de ce groupe de pays en 1977;
- le volume du trafic est en constante augmentation dans l'ensemble des pays en développement, le taux de croissance s'accroissant chaque année, passant de 2,2 % entre 1977 et 1978 à 8,9 % entre 1980 et 1981, la croissance annuelle moyenne de toute la période quinquennale se situant autour de 5,1 %;
- le trafic total des colis postaux du service intérieur dans l'ensemble des pays du monde était, en 1981, plus ou moins aux mêmes niveaux qu'en 1977, après avoir subi une réduction d'environ 1,9 % entre 1977 et 1978 et avoir remonté lentement par la suite.

139. Si l'on considère le trafic moyen par habitant des colis postaux du service intérieur, son évolution entre 1977 et 1981 a été comme suit:

- dans l'ensemble des pays du monde:
  - évolution 1977/1981 : - 6,3 %
  - évolution annuelle moyenne : - 1,62 %
- dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché:
  - évolution 1977/1981 : - 5,9 %
  - évolution annuelle moyenne: - 1,52 %
- dans l'ensemble des pays industrialisés à économie planifiée:
  - évolution 1977/1981 : 2,8 %
  - évolution annuelle moyenne : 0,7 %
- dans l'ensemble des pays en développement:
  - évolution 1977/1981 : 12,2 %
  - évolution annuelle moyenne : 2,92 %

140. Les chiffres indiqués dans l'analyse précédente, ne présentent pas, bien entendu, la situation parfois fort variable d'une région à l'autre, et, à l'intérieur d'une même région ou groupe de pays, les variations d'un pays à l'autre.

141. L'examen plus détaillé des informations des tableaux II et XXII permet cependant de présenter le tableau qui suit, dans lequel la croissance annuelle moyenne de la population (nombre d'habitants), du trafic de la poste aux lettres du service intérieur (nombre d'envois) ainsi que du trafic des colis postaux par habitant entre 1977 et 1981 est indiquée pour chaque région des PED et pour chaque groupe de pays analysé:

Colis postaux - service intérieur Evolution du service entre 1977 et 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Croissance annuelle moyenne de la population (%)	Croissance annuelle moyenne du trafic des colis postaux (%)	Croissance annuelle moyenne du trafic des colis postaux par habitant (%)
Monde	Moyenne mondiale	169	1,8 %	0,18 %	- 1,62 %
	PI	36	0,7 %	- 0,44 %	- 1,14 %
	PED	133	2,2 %	5,12 %	2,92 %
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36	0,7 %	- 0,44 %	- 1,14 %
	PIEM	28	0,65 %	- 0,87 %	- 1,52 %
	PIEP	8	0,9 %	1,60 %	0,7 %
Pays en développement	Moyenne des PED	133	2,2 %	5,12 %	2,92 %
	Afrique	43	3,0 %	2,64 %	- 0,36 %
	Amériques	33	2,7 %	10,36 %	7,66 %
	Asie - Pacifique	30	2,0 %	5,46 %	3,46 %
	Europe	8	1,55 %	1,20 %	- 0,35 %
	Pays arabes	19	3,1 %	1,01 %	- 2,09 %



Les colis postaux du service international (annexe 2, tableaux XXIII et XXIV)

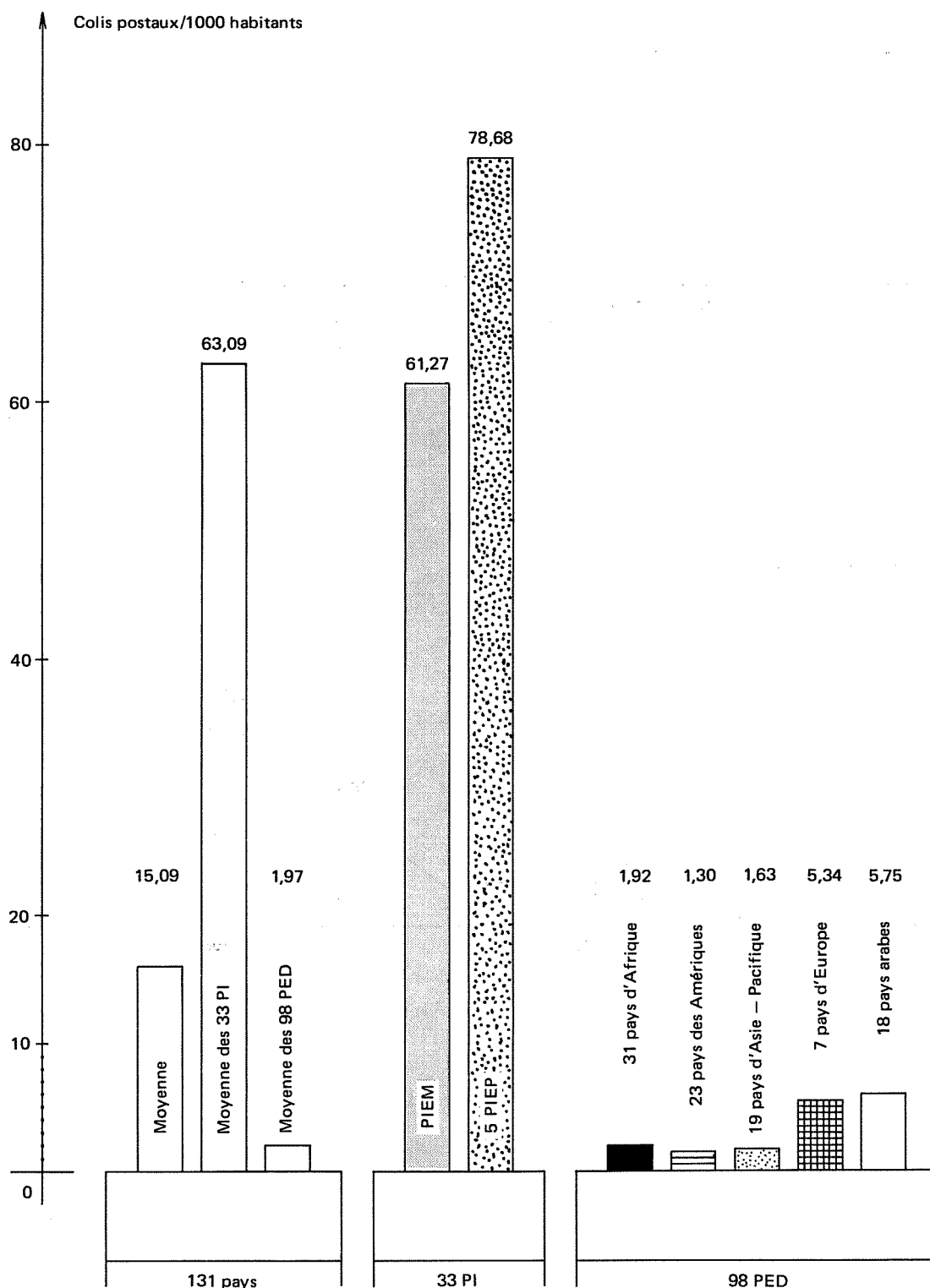
Situation mondiale en 1981

142. Les données fournies par 131 pays correspondent à un trafic total de 59,522 millions de colis postaux du service international-expédition en 1981. Etant donné l'importance de l'URSS, de l'Ukraine et de la Biélorussie dans le contexte des pays industrialisés à économie planifiée et compte tenu de l'absence de renseignements sur le trafic international des colis postaux de ces trois pays-membres, ces derniers ne sont pas inclus dans les parties de la présente étude qui concernent le trafic postal international.
143. En outre, d'autres pays de trafic ou population important, parmi lesquels l'Amérique (Etats-Unis) et la Chine (Rép. pop.), n'ont pas fourni de renseignements sur leur trafic international-réception des colis postaux.
144. Des estimations du trafic de l'ensemble des autres pays-membres de l'Union ainsi que la ventilation du trafic mondial international-expédition par groupe de pays ne sont pas présentées, étant donné que les totaux obtenus pour le trafic international-expédition et réception de l'ensemble des pays ayant fourni des renseignements ne semblent pas tout à fait compatibles (annexe 2, tableaux XXIII et XXIV), ce qui met en doute la fiabilité des chiffres disponibles sur leur trafic international des colis postaux. Une amélioration de la qualité des chiffres fournis en réponse à la consultation annuelle concernant la "Statistique des services postaux" permettra, à l'avenir, que des analyses plus profondes et fiables sur le trafic international des colis postaux soient effectuées.
145. Le tableau qui suit présente la distribution du trafic international-expédition des colis postaux des 131 pays ayant fourni des renseignements entre les différentes régions des pays en développement, ainsi qu'entre les deux groupes de pays industrialisés. Sur ce tableau sont aussi présentés le nombre moyen de colis postaux du service international déposés par habitant dans l'ensemble des pays ayant fourni des renseignements dans chaque région ou groupe de pays, ainsi que le taux moyen annuel d'évolution de ce trafic international-expédition entre 1977 et 1981:

Colis postaux - service international-expédition en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de colis (millions)	Nombre moyen de colis par 1000 habitants	Croissance annuelle moyenne du trafic des colis postaux (%)
Monde	Total des 131 pays	131	59,522	15,09	0,44 %
	PI	33	53,410	63,09	0,07 %
	PED	98	6,112	1,97	3,95 %
Pays industrialisés	Total des PI	33	53,410	63,09	0,007 %
	PIEM	28	46,460	61,27	0,34 %
	PIEP	5	6,950 *	78,68 *	-1,62 %
Pays en développement	Total des PED	98	6,112	1,97	3,95 %
	Afrique	31	0,571	1,92	1,99 %
	Amériques	23	0,400	1,30	7,27 %
	Asie - Pacifique	19	3,634	1,63	5,04 %
	Europe	7	0,598	5,34	0,05 %
	Pays arabes	18	0,909	5,75	2,56 %

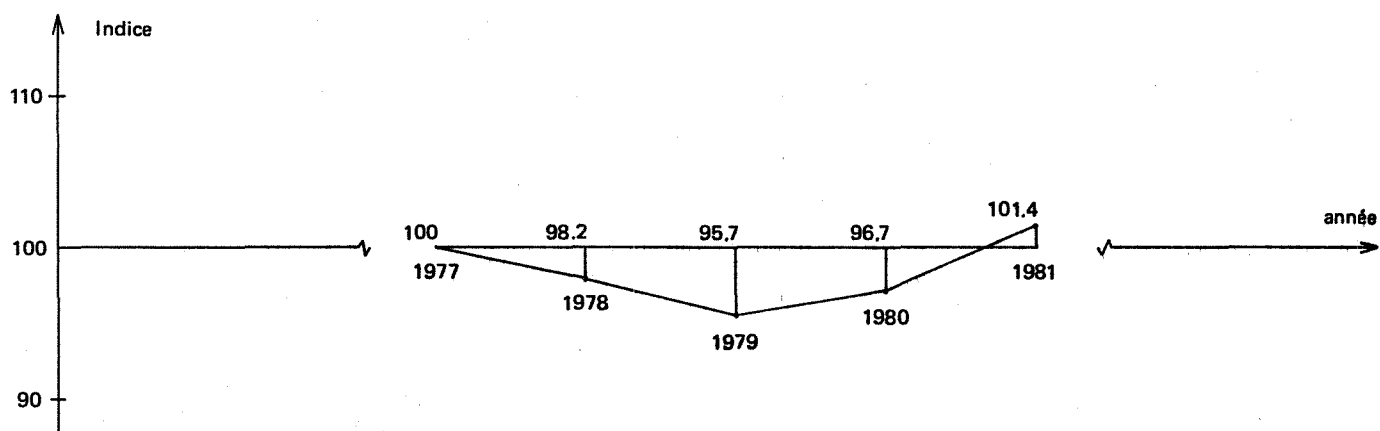
\* Les chiffres des 5 PIEP sont fortement influencés par le trafic de la République démocratique allemande (la Bielorussie, l'URSS et l'Ukraine n'ont pas fourni de renseignements).

146. En ce qui concerne le nombre de colis postaux du service international-expédition déposés par 1000 habitants en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de l'ensemble des PIEM aux taux moyens calculés pour l'ensemble des pays ayant fourni des renseignements dans chaque région et dans chaque groupe de pays. Le changement des chiffres par rapport aux analyses précédentes publiées par le Bureau international est dû en partie à l'inclusion des colis avec valeur déclarée dans la présente étude:

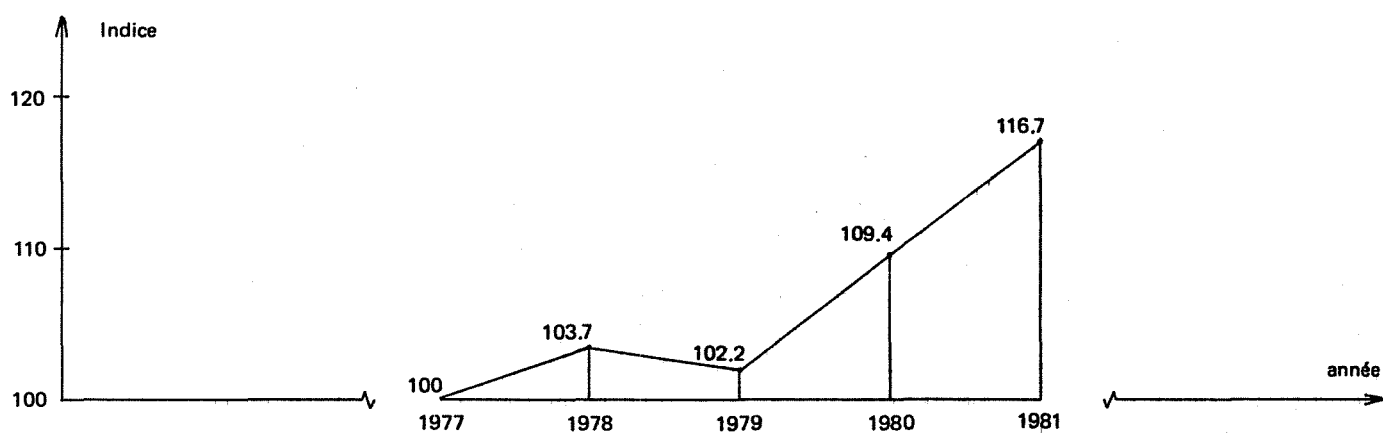


147. Les indices d'évolution du trafic des colis postaux du service international entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

**PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ**



**98 PAYS EN DÉVELOPPEMENT**



148. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du trafic des colis postaux du service international-expédition de l'ensemble des pays retenus entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XXIII.
149. Des graphiques ci-avant, il est à remarquer:
- le volume du trafic de l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché a subi une baisse de 4,3 % entre 1977 et 1979 pour remonter par la suite jusqu'à 1981, à un niveau légèrement supérieur à celui de 1977;
  - le volume du trafic de l'ensemble des 98 pays en développement ayant fourni des renseignements a augmenté de 3,7 % entre 1977 et 1978, pour se réduire de - 1,5 % entre 1978 et 1979 et remonter jusqu'en 1981 à un niveau supérieur en 16,7 % à celui de 1977.
150. Si l'on considère le trafic moyen par habitant des colis postaux du service international-expédition des pays retenus, son évolution entre 1977 et 1981 a été comme suit:
- dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché:  
 évolution 1977/1981: - 1,23 %  
 évolution annuelle moyenne: - 0,31 %
  - dans l'ensemble des 98 pays en développement considérés:  
 évolution 1977/1981: 7,19 %  
 évolution annuelle moyenne: 1,75 %
  - dans l'ensemble des 5 PIEP ayant fourni des renseignements:  
 évolution 1977/1981: - 8,78 %  
 évolution annuelle moyenne: - 2,27 %
151. Les chiffres indiqués dans l'analyse précédente, ne présentent pas, bien entendu, la situation fort variable d'une région à l'autre, et, à l'intérieur d'une même région ou groupe de pays, les variations d'un pays à l'autre.
152. L'examen plus détaillé des informations des tableaux II et XXIII à l'annexe 2 permet cependant de présenter le tableau qui suit, dans lequel la croissance annuelle moyenne de la population (nombre d'habitants), du trafic des colis postaux du service international-expédition (nombre d'envois) ainsi que du nombre de colis postaux par habitant des pays retenus entre 1977 et 1981 est indiquée pour chaque région des PED:

Colis postaux - service international-expédition Evolution du service entre 1977 et 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Croissance annuelle moyenne de la population	Evolution annuelle moyenne du trafic des colis postaux(%)	Evolution annuelle moyenne du trafic des colis postaux par habitant (%)
Pays en développement	Moyenne des PED	98	2,2 %	3,95 %	1,75 %
	Afrique	31	3,0 %	1,99 %	-1,01 %
	Amériques	23	2,7 %	7,27 %	4,57 %
	Asie - Pacifique	19	2,0 %	5,04 %	3,04 %
	Europe	7	1,55 %	-0,05 %	-1,6 %
	Pays arabes	18	3,1 %	2,56 %	-0,54 %

Relations de proportionnalité entre le trafic international-expédition et le trafic du service intérieur des colis postaux

153. Un total de 127 pays ont fourni des renseignements sur leur trafic des colis postaux aussi bien de leur service intérieur que de leur service international-expédition. Les analyses qui suivent concerneront ainsi ces 127 pays où vivent 87,1 % de la population mondiale.
154. Le tableau qui suit donne une idée du nombre total de colis postaux déposés par habitant en 1981 dans chaque région des pays en développement (94 pays), dans l'ensemble des PIEM et dans les 5 PIEP qui ont fourni des renseignements sur leur trafic international. En outre, ce tableau présente la proportion du trafic international-expédition de la poste aux lettres contenue dans le trafic total déposé dans chacune des régions des PED (94 pays), dans l'ensemble des PIEM et dans 5 PIEP:

Colis postaux - dépôt: Nombre d'envois par habitant et composition du trafic en 1981						
Région ou groupe de pays		Représentativité		Trafic dépôt des colis postaux (millions)	Nombre moyen de colis postaux déposés par 1000 habitants	Proportion du trafic international-expédition (%)
		En nombre de pays	En population (%)			
Monde	Moyenne de 127 pays	127/169	87,1	1 926,66	489	3,1 %
	33 PI	33/36	76,0	1 662,13	1 963	3,2 %
	94 PED	94/133	90,9	264,53	85,5	2,3 %
Pays industrialisés	Moyenne de 33 PI	33/36	76,0	1 662,13	1 963	3,2 %
	PIEM	28/28	100	1 560,46	2 058	3,0 %
	PIEP	5/8*	24,8*	103,87	1 176	6,7 %
Pays en développement	Moyenne de 94 PED	94/133	90,9	264,53	85,5	2,3 %
	Afrique	13/43	87,5	2,47	8,3	23,1 %
	Amériques	22/33	81,8	15,91	52,0	2,5 %
	Asie - Pacifique	19/30	92,2	210,55	94,6	1,7 %
	Europe	7/8	97,6	34,26	305,7	1,7 %
	Pays arabes	15/19	93,8	1,34	8,8	62,2 %

\* Sans l'URSS, l'Ukraine et la Biélorussie.

155. Il est à noter que le nombre moyen de colis postaux déposés par habitant par an dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché est d'environ 24 fois le nombre moyen de colis postaux déposés par habitant par an dans l'ensemble des 94 pays en développement considérés.

156. Du tableau ci-avant il est à remarquer que la proportion moyenne du trafic international des colis postaux à l'expédition de l'ensemble des 94 pays en développement par rapport à leur trafic total (2,3 %) est inférieure à la même proportion moyenne calculée pour l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché (3,0 %).
157. Du même tableau, il ressort que la proportion du trafic international à l'expédition par rapport au trafic total déposé varie beaucoup entre les différentes régions des PED (de 62 % dans la région "Pays arabes" à 23 % dans la région "Afrique", passant à 2,5 % dans les "Amériques" et à 1,7 % dans les deux autres régions).
158. En ce qui concerne l'évolution annuelle moyenne entre 1977 et 1981 de l'ensemble du trafic dépôt des colis postaux, ce taux a été calculé à environ - 0,8 % pour l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché et à environ 5 % pour l'ensemble des 94 pays en développement analysés dans cette partie du rapport.
159. Une analyse de l'évolution entre 1977 et 1981 de la proportion des envois du service international-expédition dans le trafic total des colis postaux déposés dans chacune des régions des PED ainsi que dans chacun des groupes de pays considérés dans cette partie de l'étude est présentée dans le tableau qui suit:



Evolution entre 1977 et 1981 de la proportion des colis postaux du service international-expédition dans l'ensemble du trafic dépôt des colis					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Proportion du trafic international-expédition des colis postaux		
			1977	1979	1981
Monde	Moyenne de 127 pays	127	3,0 %	2,95 %	3,1 %
	33 PI	33	3,1 %	3,05 %	3,2 %
	94 PED	94	2,4 %	2,3 %	2,3 %
Pays industrialisés	Moyenne de 33 PI	33	3,1 %	3,05 %	3,2 %
	PIEM	28	2,85 %	2,85 %	3,0 %
	5 PIEP	5	6,9 %	6,2 %	6,7 %
Pays en développement	Moyenne de 94 PED	94	2,4 %	2,3 %	2,3 %
	Afrique	31	23,4 %	23,8 %	23,1 %
	Amériques	22	3,0 %	2,25 %	2,5 %
	Asie - Pacifique	19	1,7 %	1,7 %	1,7 %
	Europe	7	1,8 %	1,75 %	1,7 %
	Pays arabes	15	62,1 %	61,5 %	62,2 %

160. Du tableau ci-avant, il ressort que la proportion moyenne, dans l'ensemble du trafic des colis postaux dépôt, des colis postaux internationaux à l'expédition de l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché a augmenté à la fin de la période analysée, passant de 2,85 % à 3,0 %. Cette augmentation n'est pas due à une augmentation du trafic international, mais à la diminution du trafic intérieur des colis postaux dans les PIEM (voir pages 62 à 64). Dans l'ensemble des 94 pays en développement concernés, le trafic international-expédition des colis postaux représente, pendant toute la période analysée, une proportion plus ou moins constante du trafic total des colis postaux déposés.

Analyse partielle du trafic des colis postaux reçus de l'étranger, par région des PED et par groupe de pays, selon les données fournies par un nombre restreint de pays

161. L'absence de renseignements d'un grand nombre de pays, parmi lesquels se trouvent des pays ayant une population et un trafic postal importants, ne permet pas une analyse d'ensemble du trafic international des colis postaux à la réception de l'ensemble des pays qui composent chaque région des pays en développement ou chaque groupe de pays considéré dans la présente étude.
162. Le tableau qui suit présente certains indicateurs applicables à ce trafic, qui ne sont valables que pour le nombre restreint de pays ayant fourni des renseignements sur le trafic international de colis postaux qu'ils reçoivent de l'étranger (ce nombre de pays dans chaque région et dans chaque groupe est le premier chiffre de la colonne "représentativité - en nombre de pays"):

Analyse restreinte du trafic des colis postaux - réception en 1981						
Région ou groupe de pays		Représentativité		Nombre moyen de colis reçus par 1000 habitants en 1981	Rapport du trafic: $\frac{\text{réception}}{\text{expédition}}$	Croissance annuelle moyenne du trafic-réception entre 1977 et 1981 (%)
		En nombre de pays	En population (%)			
Pays industrialisés	Total des PI	$\frac{31}{36}$	55,6	*	*	*
	PIEM	$\frac{26}{28}$	70,0	62,7	0,85	- 0,04 %
	PIEP	$\frac{5}{8}$	24,8	300,8	3,82	2,59 %
Pays en développement	Total des PED	$\frac{96}{133}$	61,2	*	*	*
	Afrique	$\frac{31}{43}$	87,5	12,8	6,66	15,4 %
	Amériques	$\frac{22}{33}$	81,8	4,3	3,35	1,84 %
	Asie-Pacifique	$\frac{18}{30}$	50,3	2,9	1,14	4,15 %
	Europe	$\frac{7}{8}$	97,6	14,0	2,26	0,52 %
	Pays arabes	$\frac{18}{19}$	97,9	11,6	2,02	0,71 %

\* Données non publiées car non significatives, du fait de la représentativité insuffisante des informations disponibles.

C. Réseau des bureaux de poste (annexe 2, tableaux IV, VI, VII et VIII)

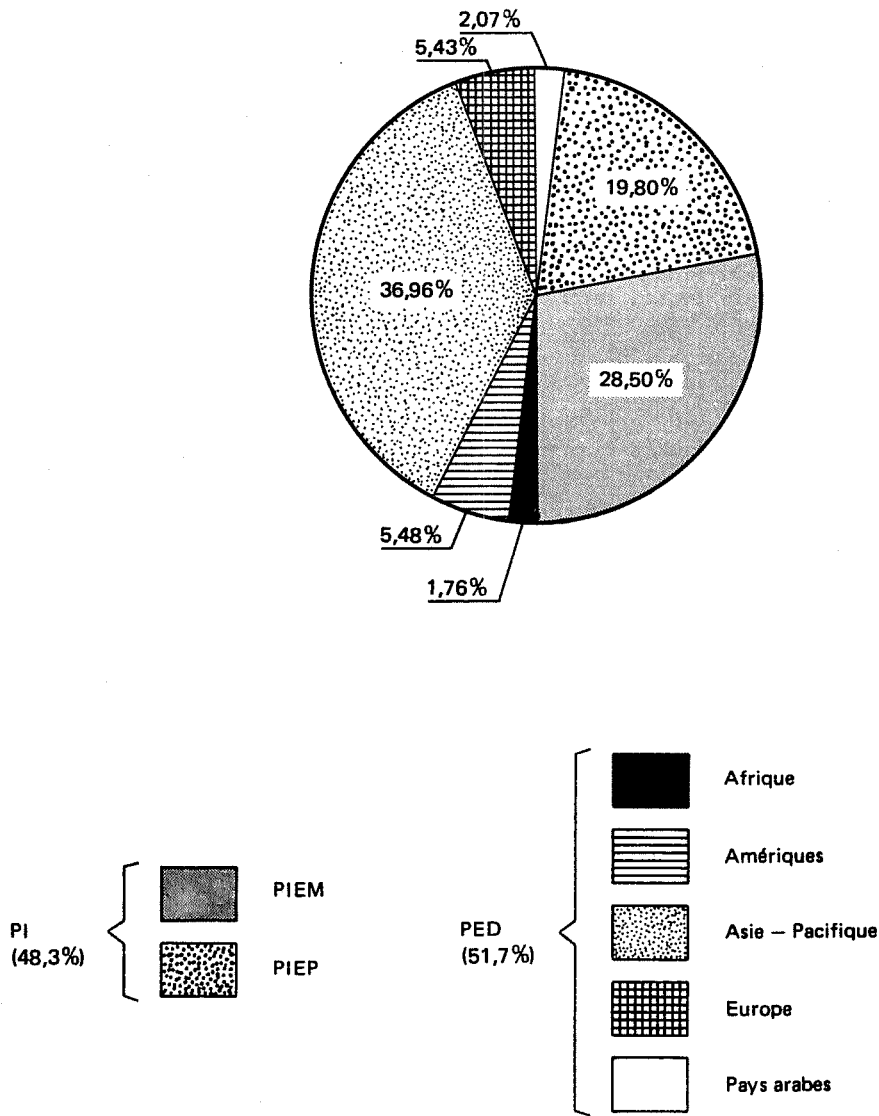
163. L'analyse du réseau mondial des bureaux de poste se fait selon les renseignements obtenus de la "Statistique des services postaux" pour la période 1977-1981 et porte sur chacune des régions des pays en développement, ainsi que sur l'ensemble des PED, des PIEM et des PIEP. Dans ce chapitre sont analysés les bureaux de poste sédentaires, les bureaux de poste mobiles et les facteurs ruraux assurant des prestations analogues à celles des bureaux de poste. Les proportions de la population qui bénéficie d'une distribution à domicile dans chaque région et dans chaque groupe de pays sont présentées comme complément.

Les bureaux de poste sédentaires et la desserte postale (annexe 2, tableaux IV et VI)

164. Les données fournies par 142 pays correspondent à un nombre total de 620 637 bureaux de poste sédentaires en 1981, ce qui conduit à un nombre total estimé d'environ 640 000 bureaux de poste sédentaires dans le monde (169 pays).
165. La répartition de ces 640 000 bureaux de poste entre les différentes régions des pays en développement, ainsi qu'entre les deux groupes de pays industrialisés est présentée dans le tableau qui suit:

Bureaux de poste sédentaires en 1981				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de bureaux de poste	Pourcentage du total (%)
Monde	Total mondial	169	640 000	100
	PI	36	309 000	48,3
	PED	133	331 000	51,7
Pays industrialisés	Total des PI	36	309 000	100
	PIEM	28	182 500	59,0
	PIEP	8	126 500	41,0
Pays en développement	Total des PED	133	331 000	100
	Afrique	43	11 200	3,4
	Amériques	33	35 000	10,6
	Asie - Pacifique	30	236 700	71,5
	Europe	8	34 800	10,5
	Pays arabes	19	13 300	4,0

166. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition des bureaux de poste sédentaires dans le monde en 1981.



167. Le nombre moyen d'habitants et la superficie desservis par bureau de poste sédentaire sont présentés dans le tableau ci-dessous. Le pourcentage de la population bénéficiant d'une distribution à domicile y est également indiqué.

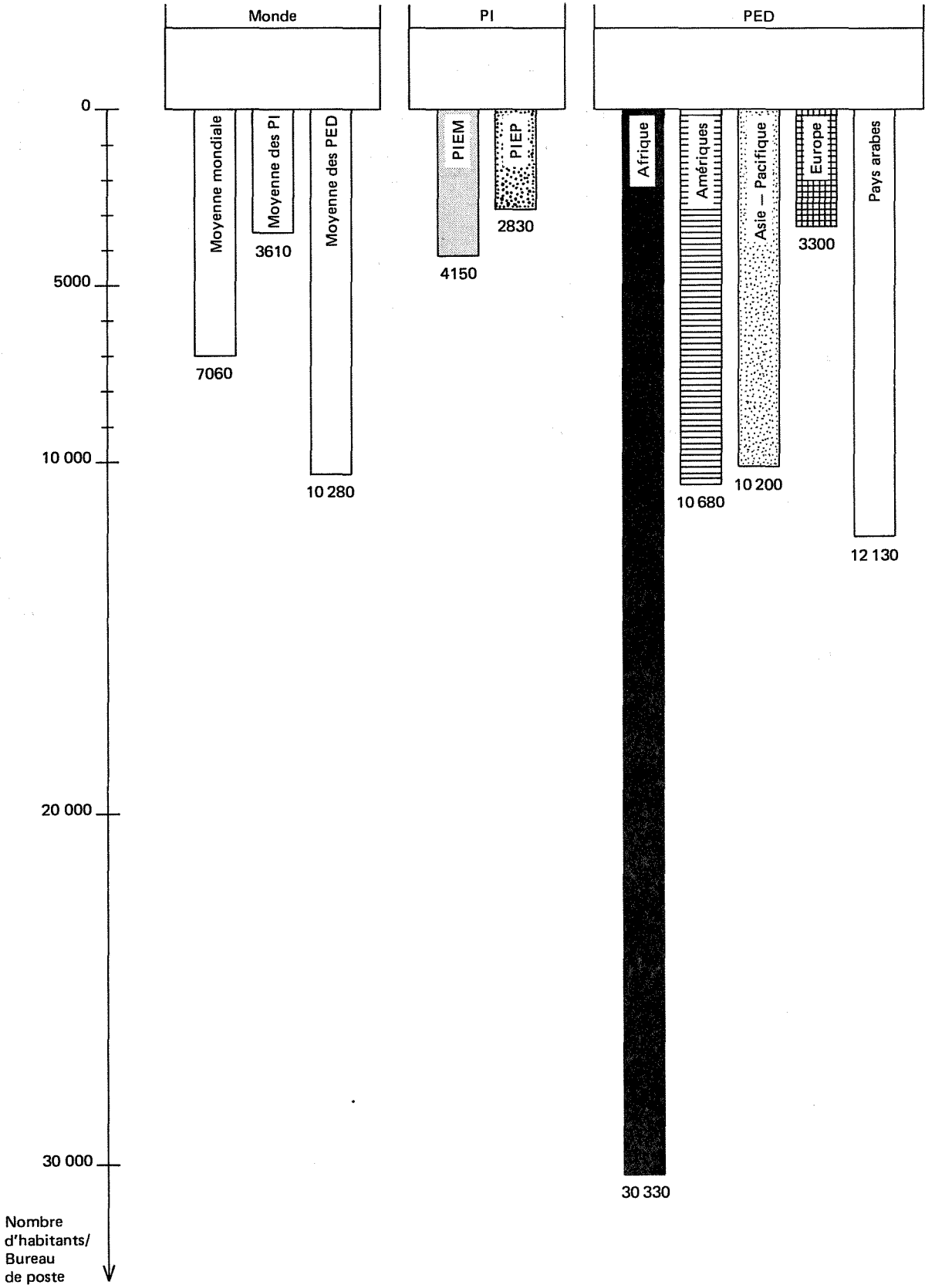
Bureaux de poste sédentaires et desserte postale en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'habitants desservis par un bureau de poste sédentaire	Superficie (km <sup>2</sup> ) desservie par un bureau de poste sédentaire	Proportion de la population bénéficiant d'un distribution à domicile(%)
Monde	Moyenne mondiale	169	7 060	208	87,0 %
	PI	36	3 610	182	96,6 %
	PED	133	10 280	232	83,1 %
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36	3 610	182	96,6 %
	PIEM	28	4 150	180	93,8 %
	PIEP	8	2 830	190	99,8 %
Pays en développement	Moyenne des PED	133	10 280*	232*	83,1 %
	Afrique	43	30 330	1 760	4,4 %
	Amériques	33	10 680	580	76,0 %
	Asie-Pacifique	30	10 200*	100*	96,3 %
	Europe	8	3 300*	45*	96,9 %
	Pays arabes	19	12 130	900	61,8 %

\* Les chiffres de la région "Asie-Pacifique" sont fortement influencés par le nombre important de bureaux de poste sédentaires existant en Inde; le même phénomène se vérifie dans la région "Europe", dû aux chiffres du Portugal.

168. Le tableau qui précède ne tient pas compte des bureaux de poste mobiles ni des facteurs ruraux exécutant des opérations analogues à celles des bureaux de poste, étant donné que ces données ne sont disponibles que pour un nombre restreint de pays. Les données concernant ces deux éléments de l'infrastructure postale sont indiquées dans l'annexe 2, tableaux VII et VIII.
169. Les graphiques qui suivent donnent une idée plus claire des proportions relatives du nombre d'habitants et de la superficie desservis par bureau de poste sédentaire dans les différentes régions des PED et dans chacun des groupes de pays industrialisés:

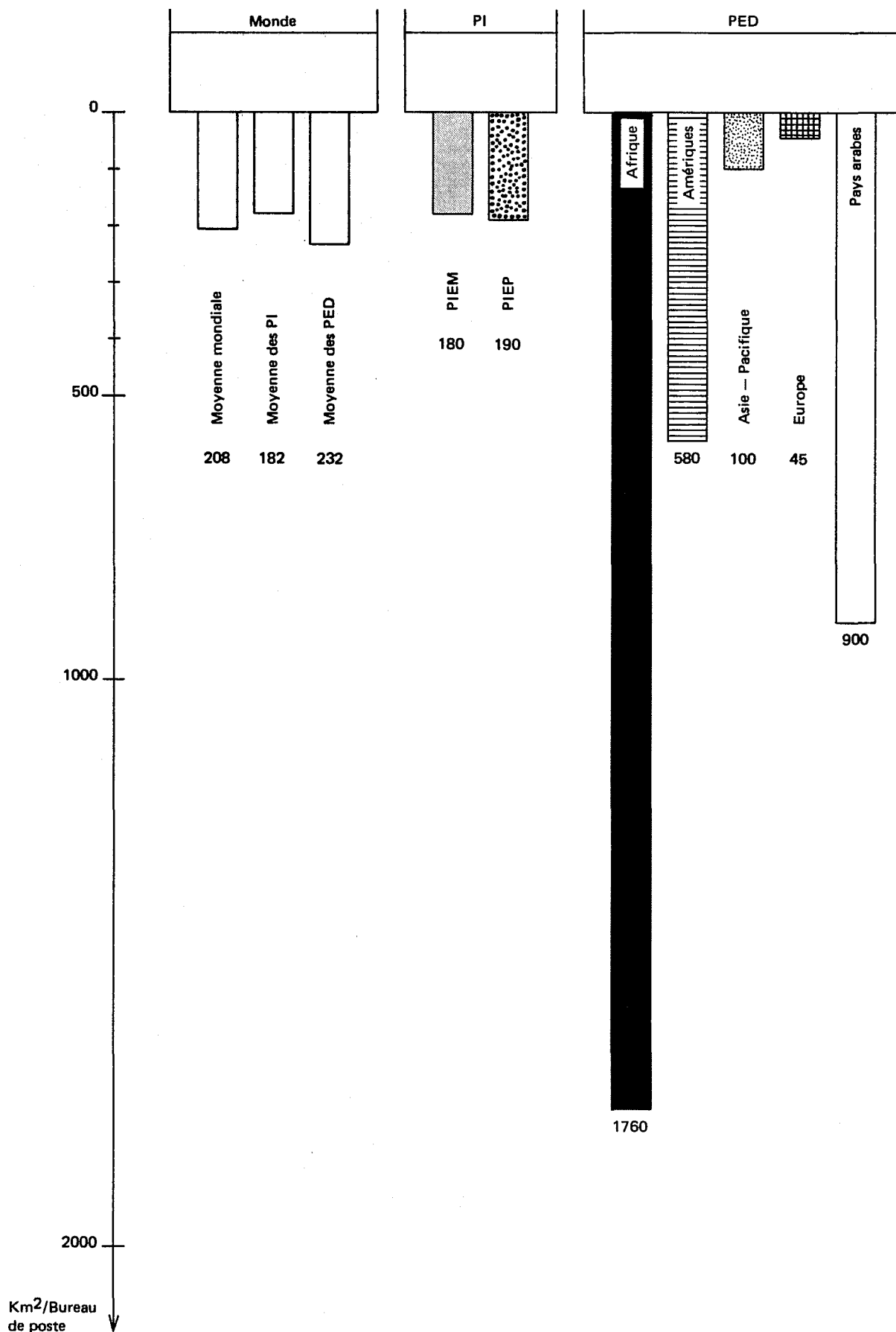


Nombre d'habitants desservis par bureau de poste sédentaire en 1981\*



\* Il est à remarquer que, dans ce graphique, les situations les plus défavorables sont celles qui concernent les plus grands nombres d'habitants desservis par 1 bureau de poste.

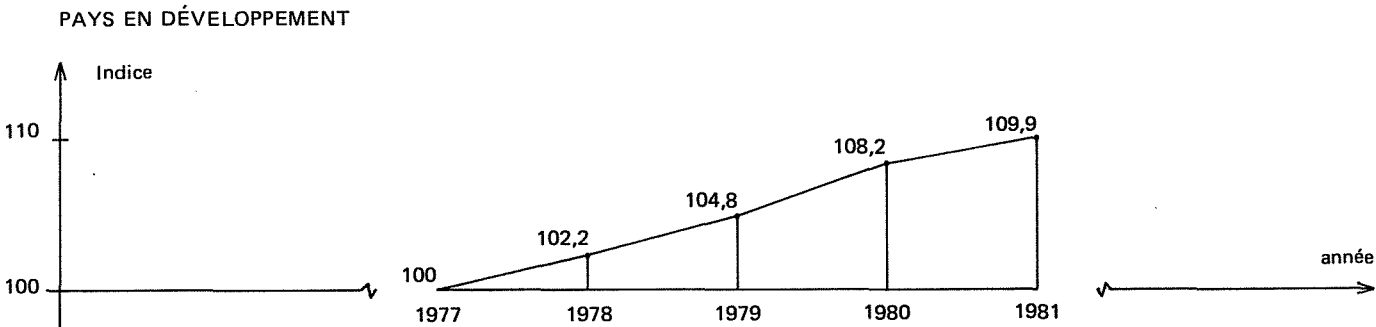
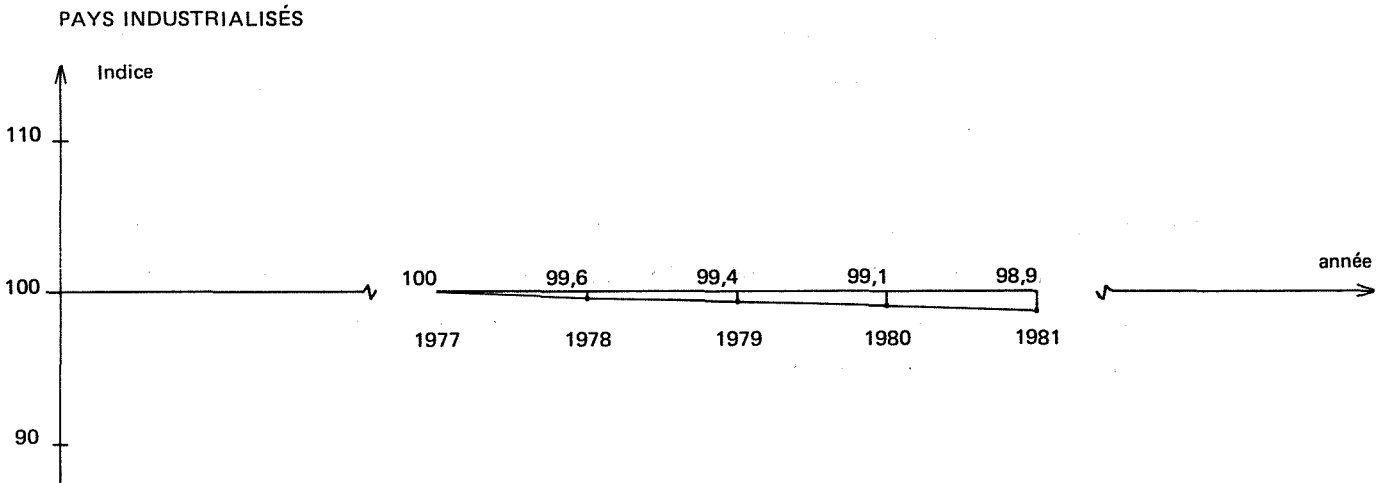
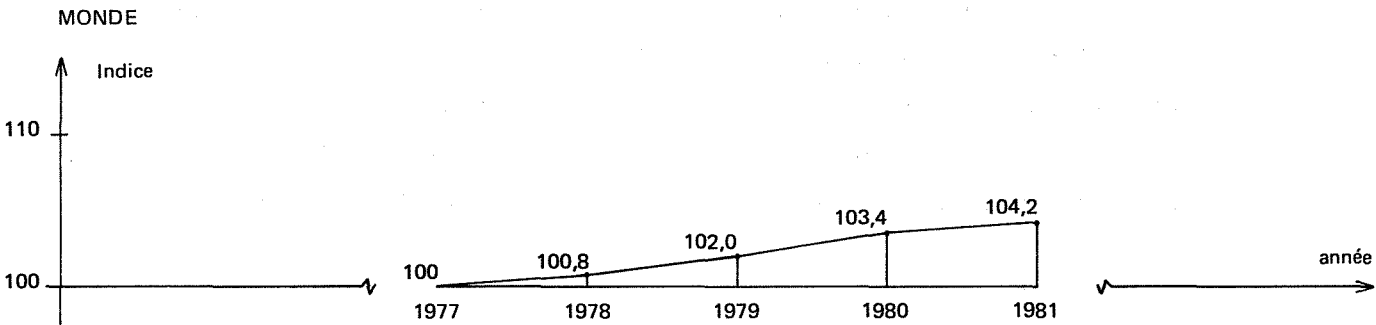
Superficie desservie par un bureau de poste sédentaire en 1981\*



\* Il est à remarquer que, dans ce graphique, les situations les plus défavorables sont celles qui concernent les plus grandes superficies desservies par 1 bureau de poste.

Evolution entre 1977 et 1981

170. Les indices d'évolution du nombre de bureaux de poste sédentaires entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (nombre de bureaux de poste sédentaires en 1977 = 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:



171. La tendance générale de l'évolution du nombre de bureau de poste dans le monde va dans le sens d'une croissance plus ou moins régulière et faible, étant donné que l'augmentation de leur nombre dans l'ensemble des pays en développement est en partie compensée par la baisse existant dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché. Le nombre de bureaux dans l'ensemble des pays industrialisés à économie planifiée est resté plus ou moins stable pendant la période analysée. Durant toute la période quinquennale analysée (1977 à 1981), le nombre de bureaux de poste sédentaires dans le monde a augmenté d'environ 4,2 % (moyenne de 1,03 % par an). La réduction de ce nombre dans l'ensemble des pays industrialisés pendant la même période a été de - 1,1 % (moyenne de - 0,26 % par an). La croissance quinquennale de ce nombre dans l'ensemble des pays en développement a été de 9,9 % (moyenne de 2,32 % par an).
172. La superficie desservie par un bureau de poste sédentaire varie en raison inverse de la variation du nombre de bureaux de poste sédentaires. Par exemple, au cours de la période considérée, la superficie moyenne desservie par un bureau de poste dans le monde a diminué de  $(\frac{1}{1,042} - 1) \times 100 \%$ , soit - 4 % en 5 ans ou - 1,02 % par an.
173. La variation annuelle moyenne de la superficie desservie par un bureau de poste sédentaire pendant la période quinquennale analysée, pour chaque région des pays en développement et pour chaque groupe de pays industrialisés, est présentée dans le tableau qui suit:

Bureaux de poste sédentaires Evolution entre 1977 et 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Croissance annuelle moyenne du nombre de bureaux de poste sédentaires (%)	Variation annuelle moyenne de la super- ficie desservie par un bureau de poste sédentaire	Variation annuelle moyenne de la popu- lation desservie par un bureau de poste sédentaire
Monde	Moyenne mondiale	169	+ 1,03 %	- 1,02 %	+ 0,78 %
	PI	36	- 0,26 %	+ 0,26 %	+ 0,99 %
	PED	133	+ 2,32 %	- 2,27 %	- 0,12 %
Pays industrialisés	Total des PI	36	- 0,26 %	+ 0,26 %	+ 0,99 %
	PIEM	28	- 0,58 %	+ 0,58 %	+ 1,23 %
	PIEP	8	+ 0,20 %	- 0,20 %	+ 0,69 %
Pays en développement	Total des PED	133	+ 2,32 %	- 2,27 %	- 0,12 %
	Afrique	43	+ 4,69 %	- 4,48 %	- 1,61 %
	Amériques	33	- 0,03 %	+ 0,03 %	+ 2,72 %
	Asie- Pacifique	30	+ 2,38 %	- 2,32 %	- 0,39 %
	Europe	8	+ 3,16 %	- 3,06 %	- 1,57 %
	Pays arabes	19	+ 3,83 %	- 3,69 %	- 0,74 %

174. Il est à remarquer que la superficie moyenne desservie par un bureau de poste sédentaire est plus importante en 1981 qu'elle ne l'était en 1979, seulement dans le groupe des pays industrialisés à économie de marché et dans la région "Amériques" des pays en développement.

175. Pour ce qui est de la population moyenne desservie par bureau de poste sédentaire, le tableau ci-avant révèle qu'il y a eu croissance réelle du nombre de ces bureaux par rapport à la population dans toutes les régions des pays en développement, à l'exception des Amériques. Cependant, l'augmentation d'environ 4 % du nombre d'habitants desservis par un bureau de poste dans l'ensemble des pays industrialisés influence assez fortement la situation mondiale. Ainsi, la population moyenne desservie par un bureau de poste sédentaire a augmenté, dans le monde, entre 1977 et 1981, d'environ 3,16 %, soit de 0,78 % par an.

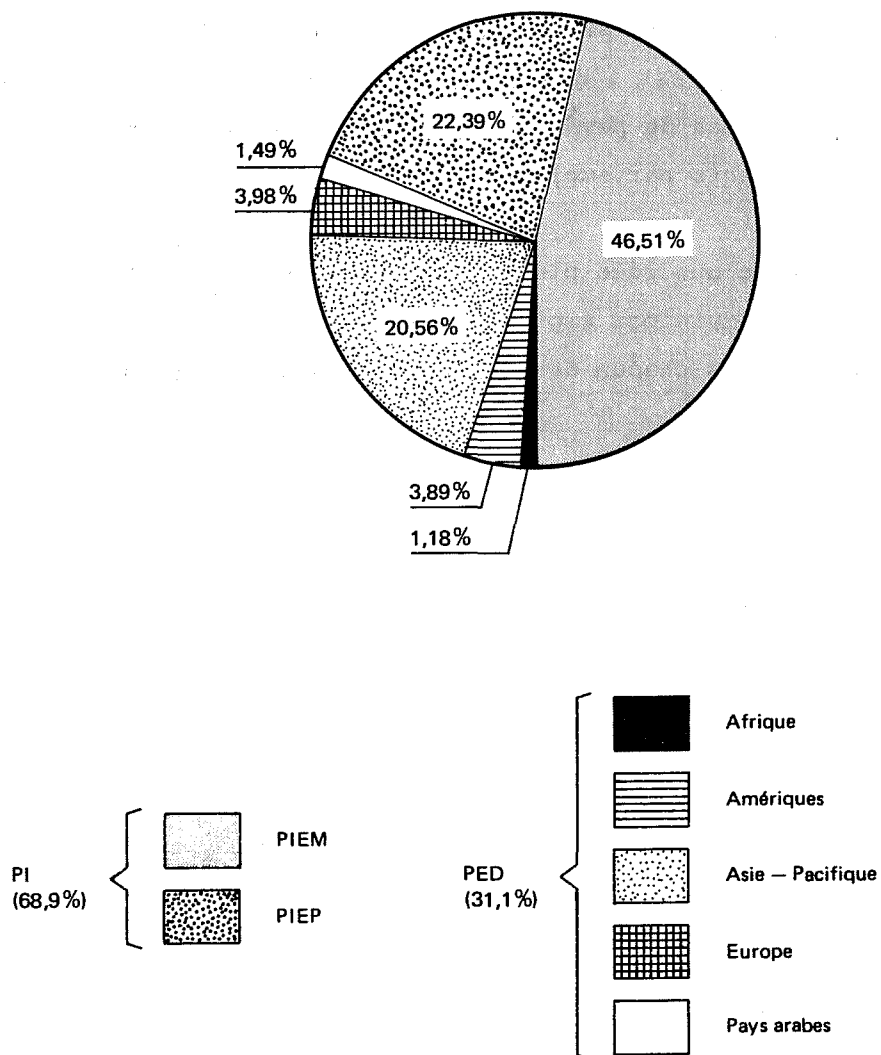
D. Effectif du personnel postal (annexe 2, tableau V)

176. L'analyse mondiale de l'effectif du personnel postal se fonde sur les renseignements obtenus dans la "Statistique des services postaux" pour la période 1977-1981 et porte sur chacune des régions des pays en développement, ainsi que sur l'ensemble des PED, des PIEM et des PIEP. Pour les besoins de l'étude, les postes de travail occupés par du personnel à temps partiel ont été convertis en postes de travail à plein temps. Etant donné que de nombreuses Administrations postales, de par leur structure, ne sont pas en mesure de fournir des données postales séparées de celles des télécommunications, en ce qui concerne les effectifs du personnel, l'analyse qui suit comprend la partie du personnel des télécommunications des pays qui ne fournissent pas de renseignements sur le personnel exclusivement postal.
177. Les données de 137 pays correspondent à un nombre total de 4 619 911 employés en 1981, ce qui conduit à un nombre total estimé d'environ 4 810 000 employés dans le monde (169 pays). La répartition de ces 4 810 000 employés entre les différentes régions des pays en développement, ainsi qu'entre les deux groupes de pays industrialisés est présentée dans le tableau qui suit:

Effectif du personnel postal en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'employés	Pourcentage du total (%)	Nombre moyen d'habitants desservis par employé
Monde	Total mondial	169	4 810 000	100	940
	PI	36	3 312 000	68,9	337
	PED	133	1 498 000	31,1	2 273
Pays industrialisés	Total des PI	36	3 312 000	100	337
	PIEM	28	2 237 100	67,5	339
	PIEP	8	1 074 900	32,5	333
Pays en développement	Total des PED	133	1 498 000	100	2 273
	Afrique	43	57 050	3,8	5 955
	Amériques	33	187 550	12,5	1 994
	Asie-Pacifique	30	989 950	66,1	2 439
	Europe	8	191 250	12,8	600
	Pays arabes	19	72 200	4,8	2 234

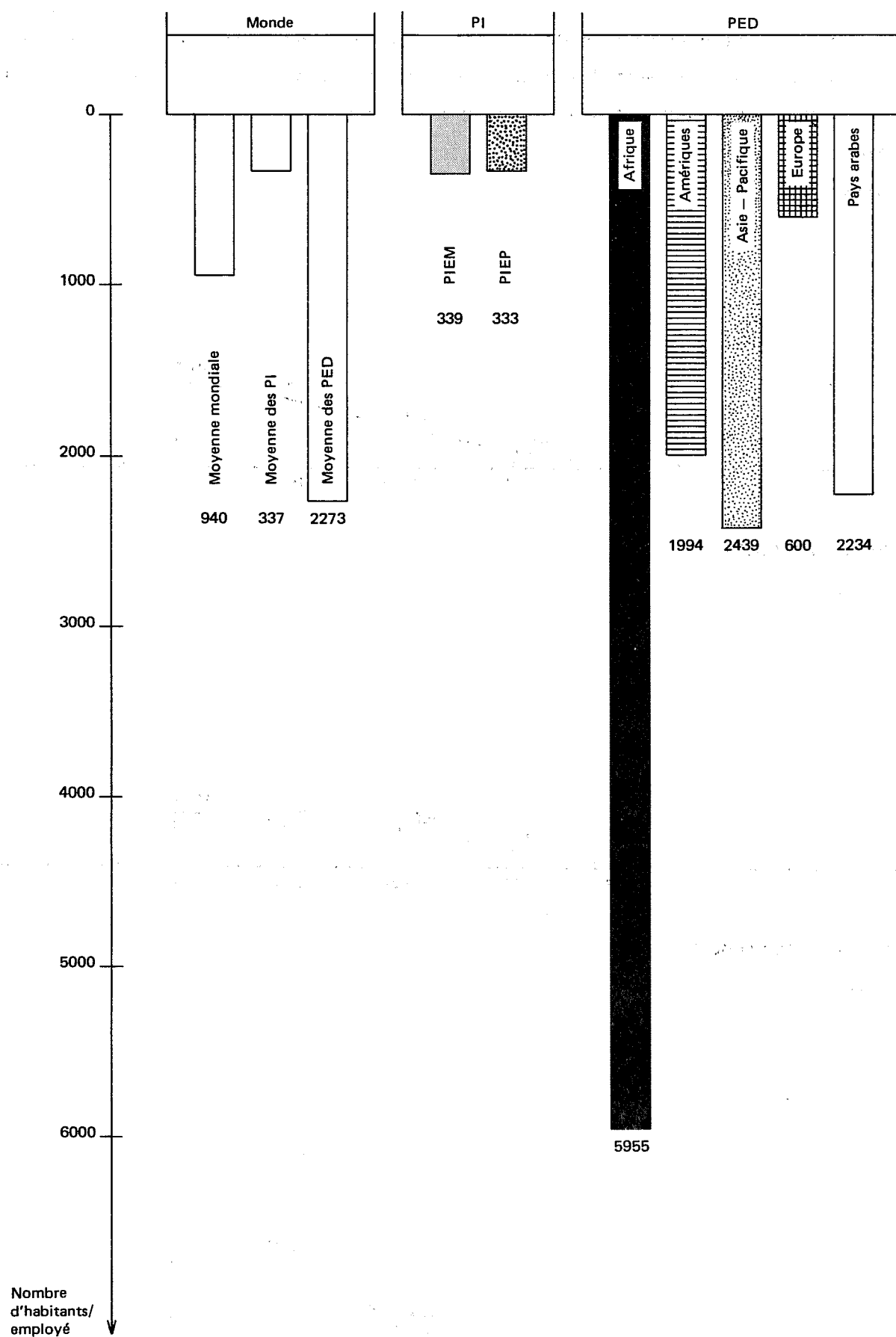


178. La représentation graphique qui suit donne une idée plus claire de la répartition du personnel postal dans le monde en 1981:



179. Selon les notions admises à titre indicatif par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, on estime que, pour les Administrations postales ayant atteint un niveau moyen d'organisation, les effectifs devraient être d'un employé pour 1000 habitants (chiffre qui correspond environ à la moyenne mondiale).
180. Dans l'ensemble des pays en développement, le nombre moyen d'habitants desservis par un employé est de 2273. La seule région des pays en développement où ce nombre est inférieur à 1000 est l'Europe où l'on compte 600 habitants par employé. Dans les deux groupes de pays industrialisés, ce nombre moyen se trouve autour de 337 habitants par employé.
181. Le graphique qui suit donne une idée plus claire des proportions relatives du nombre d'habitants desservis par employé dans les différentes régions des pays en développement et dans chacun des groupes de pays industrialisés.

Nombre d'habitants desservis par employé en 1981\*

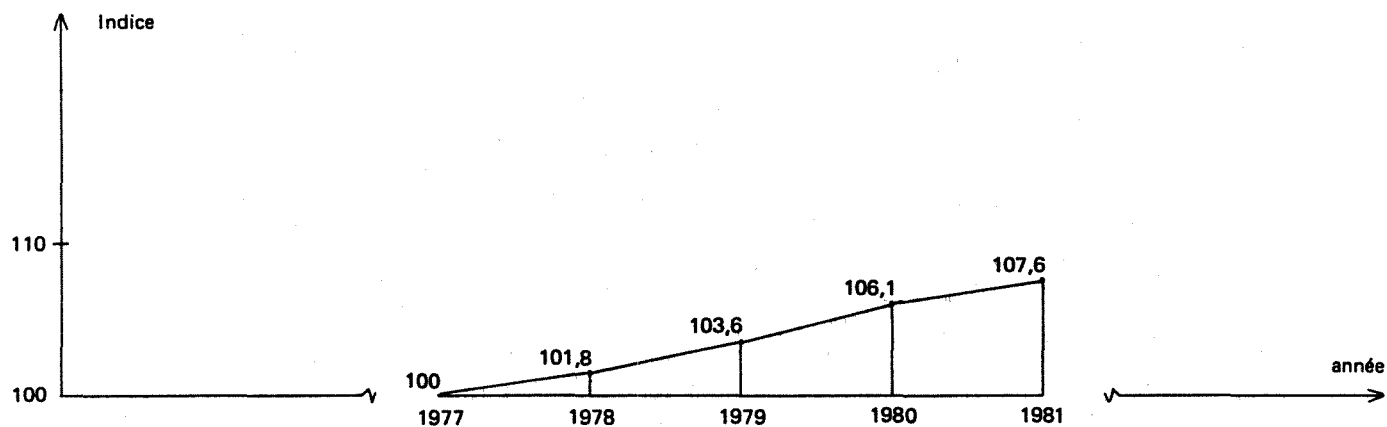


\* Il est à remarquer que, dans ce graphique, les situations les plus défavorables sont celles qui concernent les plus grands nombres d'habitants desservis par employé.

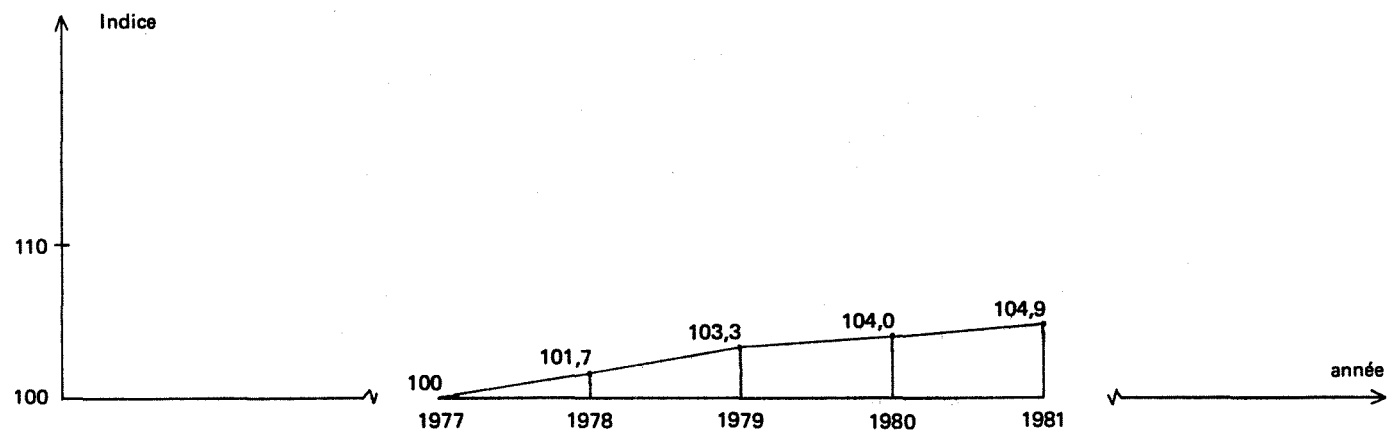
- Evolution entre 1977 et 1981

182. Les indices d'évolution des effectifs du personnel postal entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

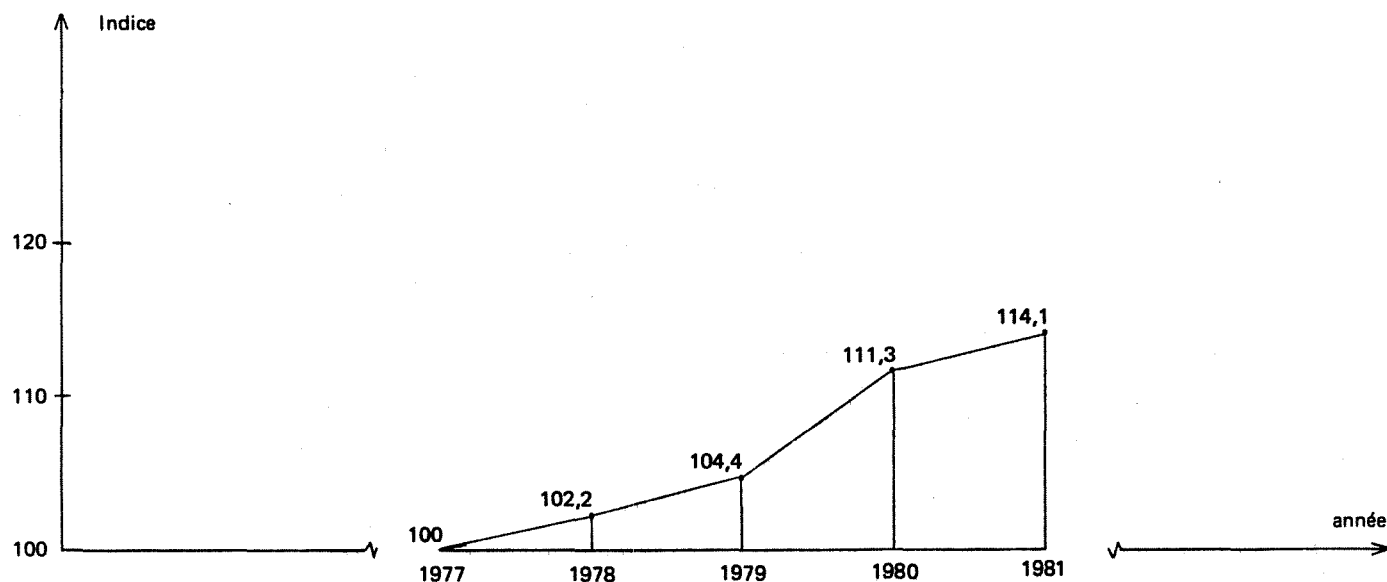
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



183. La tendance générale moyenne de l'évolution des effectifs postaux dans le monde va dans le sens d'une croissance plus ou moins régulière, autour de 1,83 % par an, tout au long de la période analysée. La croissance des effectifs du personnel est plus faible dans l'ensemble des pays industrialisés (moyenne de 1,70 % par an entre 1977 et 1979 et de 0,75 % par an entre 1979 et 1981). Dans l'ensemble des pays en développement, la croissance annuelle moyenne varie entre 2,0 % et 2,4 % dans 3 des 4 paires d'années analysées. Seulement entre 1979 et 1980, une croissance moyenne de 6,2 % a été constatée. Cette croissance est due surtout à l'influence d'une forte augmentation des effectifs du personnel postal en Chine (Rép. pop.) et en Inde, entre 1979 et 1980.

184. Entre 1977 et 1981, le nombre total d'employés postaux dans le monde a augmenté de 7,5 %. Cette augmentation quinquennale a été de 4,9 % dans l'ensemble des pays industrialisés et de 14,1 % dans l'ensemble des pays en développement. La croissance annuelle moyenne du nombre d'employés et la variation annuelle moyenne de la population desservie par employé, pendant la période quinquennale analysée, pour chaque région des pays en développement, ainsi que pour chaque groupe des pays industrialisés, sont présentées dans le tableau qui suit:

Effectif du personnel postal Evolution entre 1977 et 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Croissance annuelle moyenne de la popu- lation (%)	Croissance annuelle moyenne des effec- tifs du personnel postal (%)	Variation annuelle moyenne de la popu- lation desservie par employé (%)
Monde	Moyenne mondiale	169	1,82 %	1,83 %	- 0,01 %
	PI	36	0,72 %	1,22 %	- 0,50 %
	PED	133	2,19 %	3,23 %	- 1,04 %
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36	0,72 %	1,22 %	- 0,50 %
	PIEM	28	0,63 %	1,11 %	- 0,48 %
	PIEP	8	0,89 %	1,48 %	- 0,59 %
Pays en développement	Moyenne des PED	133	2,19 %	3,23 %	- 1,03 %
	Afrique	43	3,00 %	1,93 %	+ 1,07 %
	Amériques	33	2,69 %	- 0,49 %	+ 3,18 %
	Asie- Pacifique	30	1,98 %	4,21 % *	- 2,23 % *
	Europe	8	1,54 %	2,46 %	- 0,92 %
	Pays arabes	19	2,06 %	3,90 %	- 0,84 %

\* Chiffres fortement influencés par l'augmentation des effectifs du personnel postal en Chine (Rép. pop.) et en Inde entre 1979 et 1980.

185. Il est à remarquer que les Amériques constituent la seule région des pays en développement où une réduction des effectifs du personnel postal en chiffres absolus s'est vérifiée entre 1977 et 1981. Si l'on considère la variation de la population desservie par employé, seulement en Afrique et dans les Amériques il y a eu une diminution réelle des effectifs du personnel postal par rapport à la population desservie, entre 1977 et 1981. Au niveau mondial, la croissance annuelle moyenne des effectifs du personnel postal (1,83 %) a pratiquement accompagné la croissance annuelle moyenne de la population mondiale (1,82 %).

E. Autres éléments de l'infrastructure postale (annexe 2, tableaux IX à XIII)

Les boîtes aux lettres (annexe 2, tableau IX)

186. Le nombre de boîtes aux lettres a augmenté partout dans le monde, sauf dans les PIEP où seulement une baisse légère s'est produite: 0,09 % en moyenne, du fait d'une baisse survenue depuis 1980.

187. L'accroissement maximum est observable dans la région Asie-Pacifique.

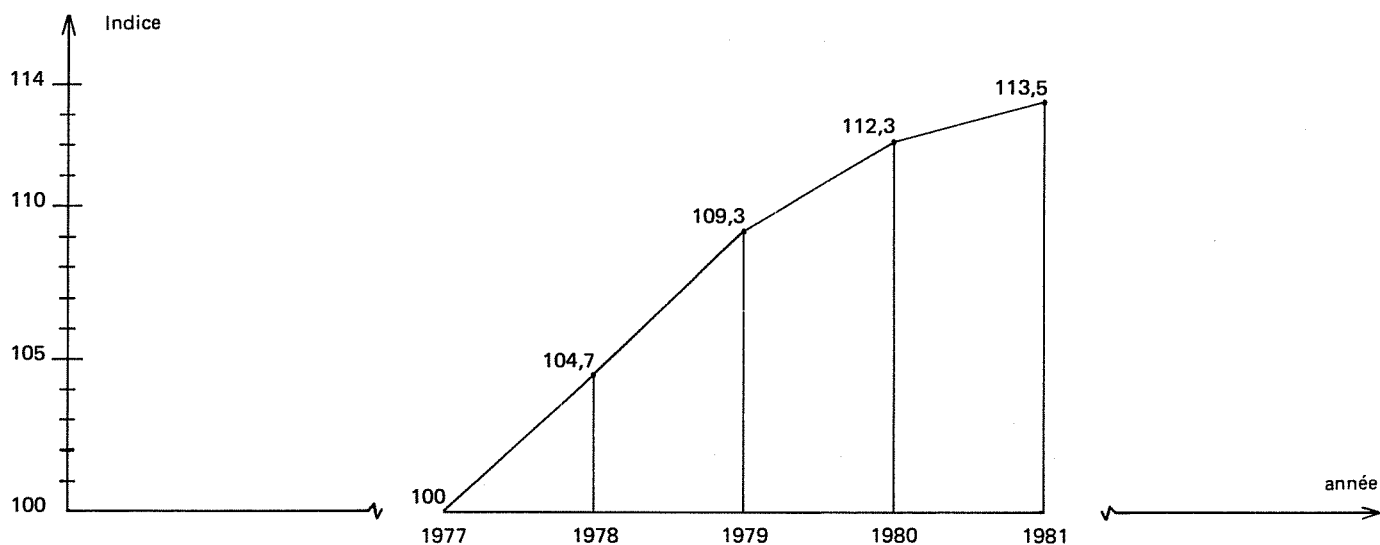
Nombre de boîtes aux lettres				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de boîtes aux lettres en 1981	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
Monde	Total mondial	137	2 725 879	2,99
	PI	35	1 719 198	0,79
	PED	102	1 006 681	8,16
Pays industrialisés	Total des PI	35	1 719 198	0,79
	PIEM	27	881 580	1,41
	PIEP	8	837 618	- 0,09
Pays en développement	Total des PED	102	1 006 681	8,16
	Afrique	32	11 529	4,64
	Amériques	23	60 232	0,98
	Asie-Pacifique	22	778 951	10,26
	Europe	7	139 294	2,65
	Pays arabes	18	16 675	5,78



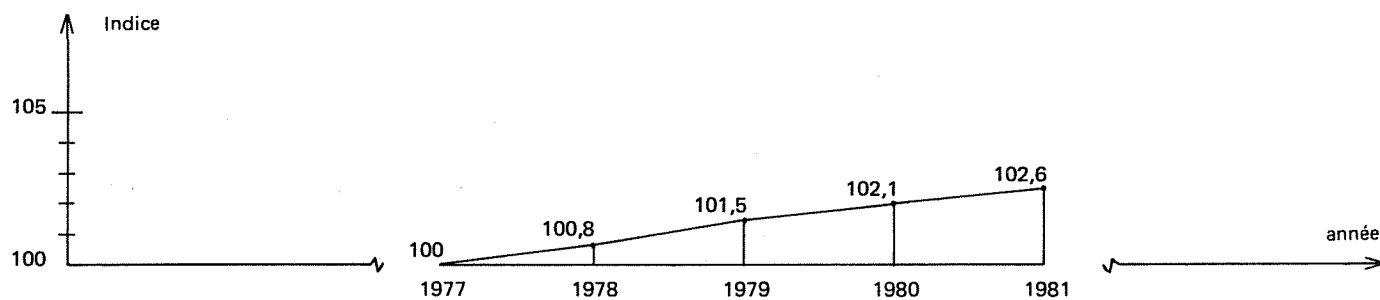
- Evolution entre 1977 et 1981

188. Les indices d'évolution du nombre de boîtes aux lettres entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (données de 1977 = 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

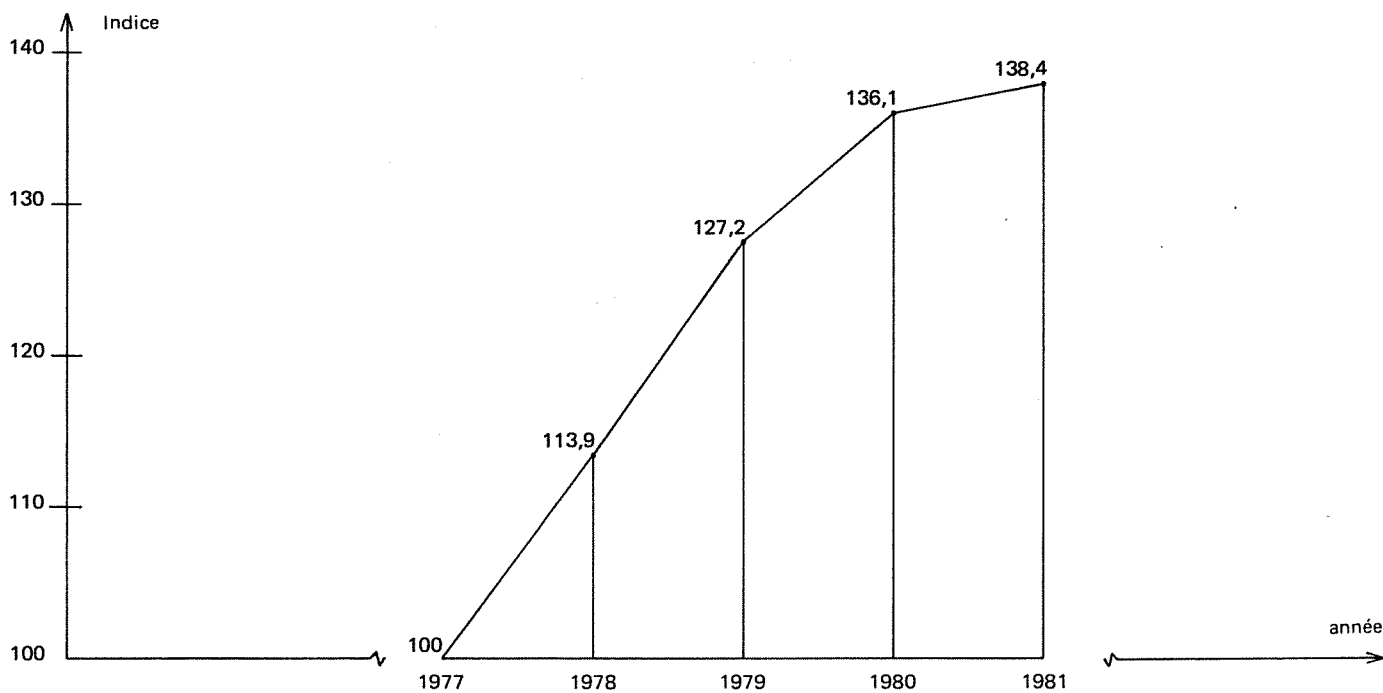
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT

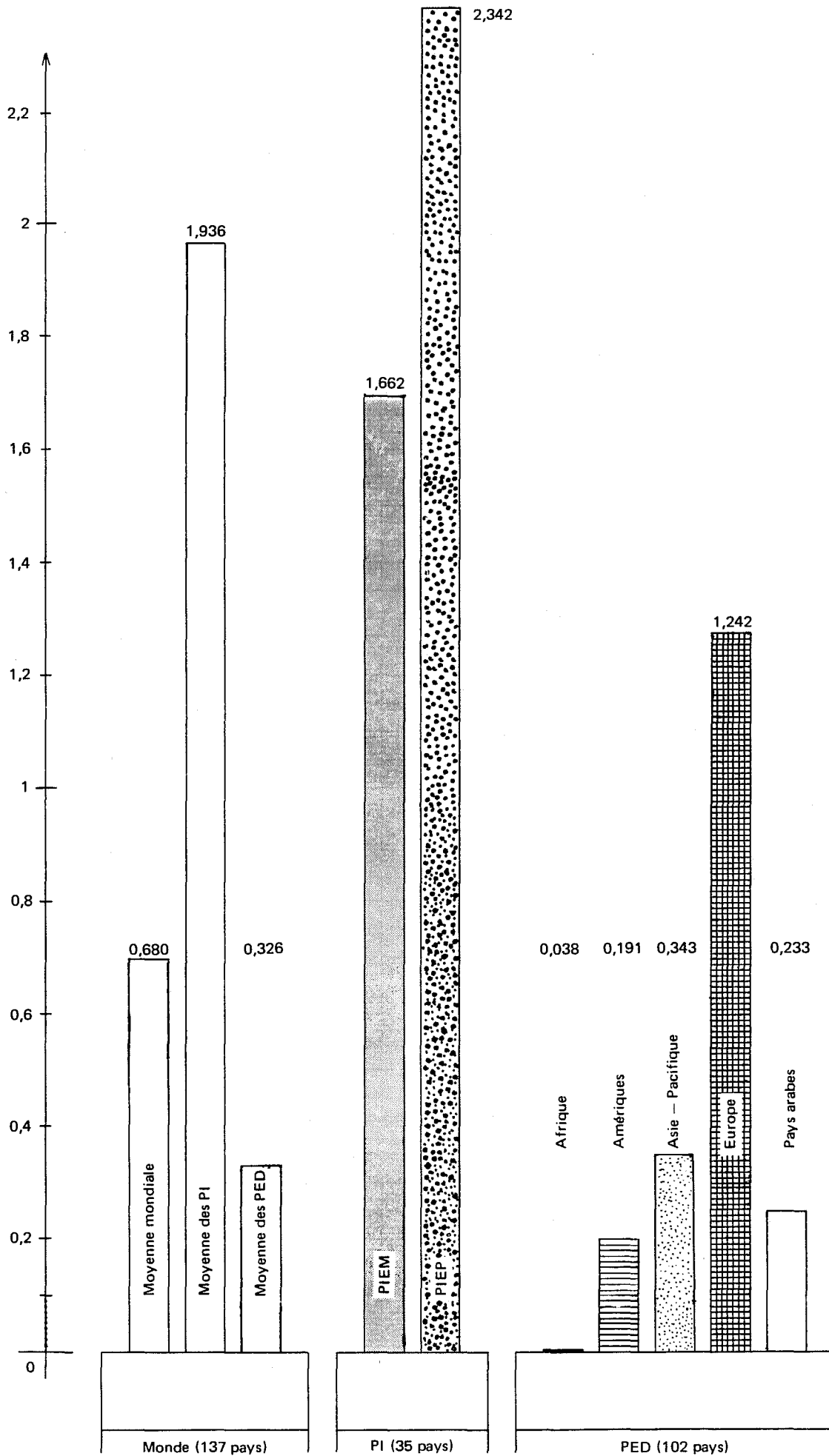


189. On peut remarquer que la croissance des boîtes aux lettres dans les PI est faible mais régulière; par contre, la forte croissance observable dans les PED se ralentit dès 1979, ralentissement qui ne fait que s'accroître en 1980.
190. Si l'on s'intéresse à la proportion de boîtes aux lettres par habitant, on peut noter les deux densités extrêmes rencontrées dans les pays pour lesquels le Bureau international possède une information: 3 pour 1 000 000 d'habitants et 6 pour 1000 habitants.
191. Pour l'ensemble des pays, les valeurs seront les suivantes (d'après les renseignements communiqués par les pays comptabilisés dans le tableau indiquant les valeurs absolues):

Nombre de boîtes aux lettres pour 1000 habitants				
Région ou groupe de pays		En 1977	En 1981	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
Monde	Total mondial	0,645	0,680	1,32
	PI	1,938	1,936	- 0,02
	PED	0,258	0,326	6,02
Pays industrialisés	Total des PI	1,938	1,936	- 0,02
	PIEM	1,606	1,662	0,86
	PIEP	2,436	2,342	- 0,97
Pays en développement	Total des PED	0,258	0,326	6,02
	Afrique	0,036	0,038	1,36
	Amériques	0,202	0,191	- 1,39
	Asie-Pacifique	0,249	0,343	8,33
	Europe	1,188	1,242	1,11
	Pays arabes	0,219	0,233	1,56

192. En ce qui concerne le nombre de boîtes aux lettres par 1000 habitants en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

En 1981: Nombre de boîtes aux lettres par 1000 habitants



193. On constate que pour les Amériques, l'augmentation moyenne de 0,98 % du nombre de boîtes aux lettres n'a pas été suffisante pour compenser l'évolution de la population. En effet, on passe de 0,202 à 0,191 boîte aux lettres pour 1000 habitants dans cette région.
194. Pour tous les autres PED, la croissance de cet équipement a été plus forte que celle de la population puisque le nombre de boîtes aux lettres pour 1000 habitants continue d'augmenter. A part l'Europe, dont la densité de boîtes aux lettres est proche de celle observable dans les PIEM, toutes les régions des PED ont, en 1981, entre 0,038 et 0,343 boîte pour 1000 habitants en 1981.
195. Dans le tableau ci-après, on peut constater l'écart qui existe entre les pays d'une même région si l'on compare le nombre de boîtes aux lettres pour 10 000 km<sup>2</sup> (soit un carré de 100 km de côté):

En 1981: Pour les pays d'une superficie supérieure à 100 000 km <sup>2</sup> répartition des pays selon le nombre de boîtes aux lettres par 10 000 km <sup>2</sup>					
Région ou groupe de pays		Nombre et pourcentage de pays avec un			Nombre maximum de boîtes <sup>2</sup> par 10 000 km <sup>2</sup>
		nombre de boîtes plus petit que 10	nombre de boîtes compris entre 10 et 49	nombre de boîtes plus grand que 50	
Pays indus- trialisés	PIEM	0 ( 0 % )	3 (20 %)	12 (80 %)	4 510
	PIEP	0 ( 0 % )	0 ( 0 % )	15 (100 %)	3 420
Pays en développement	Afrique	21 (73 %)	7 (24 %)	1 ( 3 %)	60
	Amériques	9 (50 %)	7 (32 %)	2 (11 %)	340
	Asie- Pacifique	9 (50 %)	1 ( 6 %)	8 (44 %)	1 500
	Europe	0 ( 0 % )	0 ( 0 % )	4 (100 %)	2 170
	Pays arabes	5 (42 %)	5 (42 %)	2 (16 %)	220

196. Dans le tableau ci-dessus n'ont été pris en compte que les pays dont la superficie est supérieure à 100 000 km<sup>2</sup>. L'Afrique est la moins bien équipée puisque presque les trois quarts des pays d'une superficie supérieure à 100 000 km<sup>2</sup> ont moins de 10 boîtes postales par 10 000 km<sup>2</sup>; de plus, la densité maximum n'est que de 60 boîtes par 10 000 km<sup>2</sup>.

197. Finalement, dans les PED, mise à part la région Europe, les autres régions ont environ un pays sur deux avec seulement moins de 10 boîtes aux lettres pour 10 000 km<sup>2</sup>.

Les boîtes postales (annexe 2, tableau X)

198. Les boîtes postales peuvent soit aider à la distribution (quand il n'y a pas de distribution à domicile), soit permettre aux usagers qui acceptent de se déplacer jusqu'au bureau de poste, d'obtenir leurs correspondances avant le passage des agents de distribution. De ce fait, elles sont présentées dans les pays dotés d'une faible infrastructure postale mais également dans les pays à fort trafic où elles permettent une distribution plus rapide des correspondances. Une augmentation du nombre de boîtes postales est vérifiable dans toutes les régions et groupes de pays, comme il apparaît dans le tableau suivant:

Boîtes postales				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de boîtes postales en 1981 (milliers)	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
Monde	Total mondial	131	20 310	5,15
	PI	33	17 542	4,63
	PED	98	2 768	8,78
Pays industrialisés	Total des PI	33	17 542	4,63
	PIEM	28	17 296	4,69
	PIEP	5	246	1,02
Pays en développement	Total des PED	98	2 768	8,78
	Afrique	30	956	11,03
	Amériques	24	882	4,98
	Asie-Pacifique	20	246	5,73
	Europe	6	175	7,78
	Pays arabes	18	509	14,57

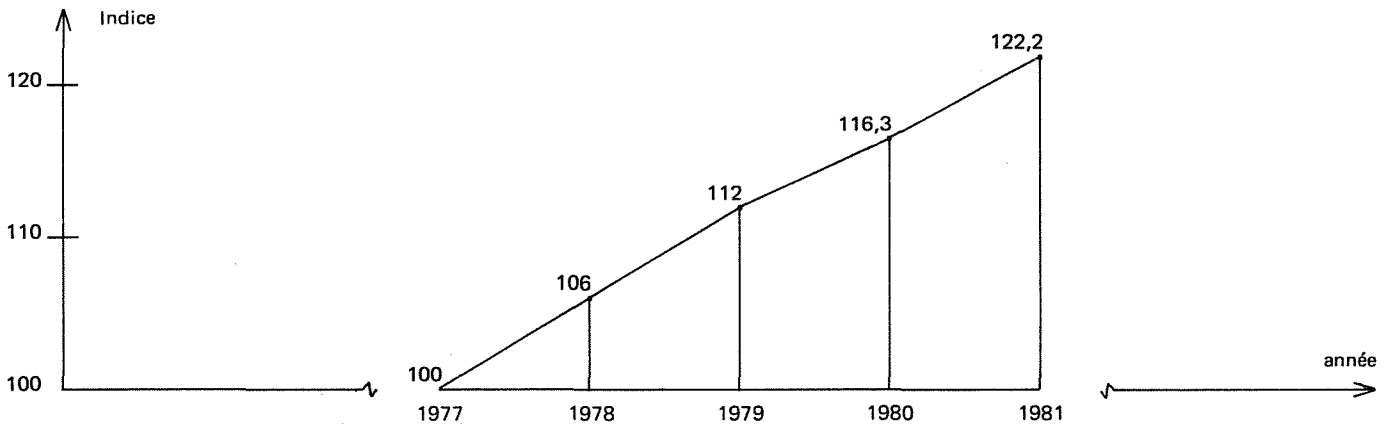
199. Le plus fort taux de croissance peut être remarqué dans les pays arabes, puis en Afrique.

200. Il faut cependant noter que le plus grand nombre de boîtes postales se trouve installé dans les PIEM (17 295 667 pour un nombre mondial de 20 310 443, soit 85,2 %).

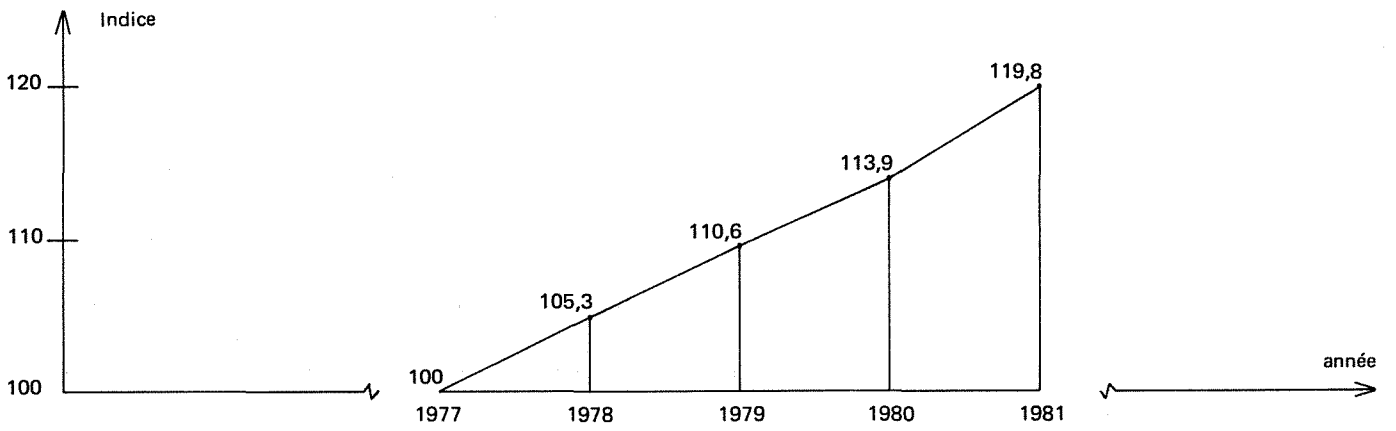
- Evolution entre 1977 et 1981

201. Les indices d'évolution du nombre des boîtes postales entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (données de 1977 = 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

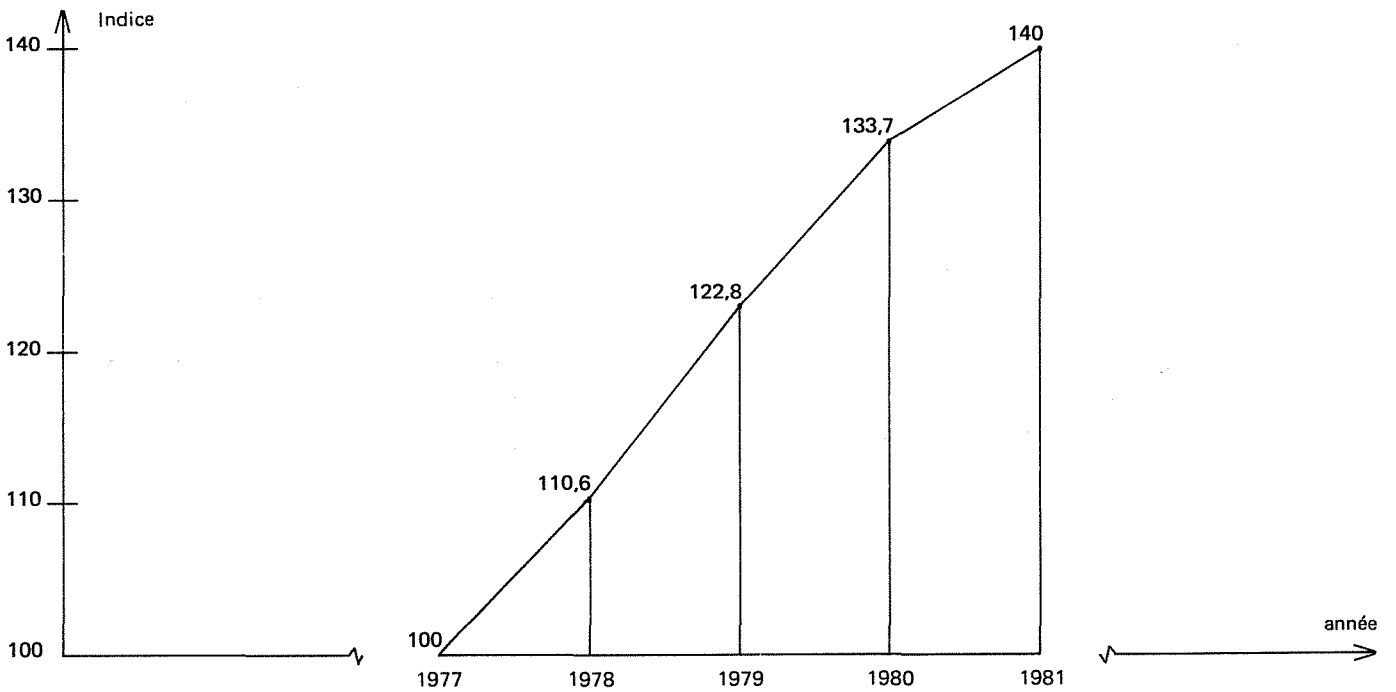
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



202. On peut remarquer que la croissance faiblit entre 1979 et 1980 pour les PI, puis reprend entre 1980 et 1981.

203. La phase de faiblissement ne s'est produite qu'entre 1980-1981 dans les PED.

La croissance moyenne de cet équipement est cependant le double dans les PED par rapport aux PI (8,78 %, 4,63 %).

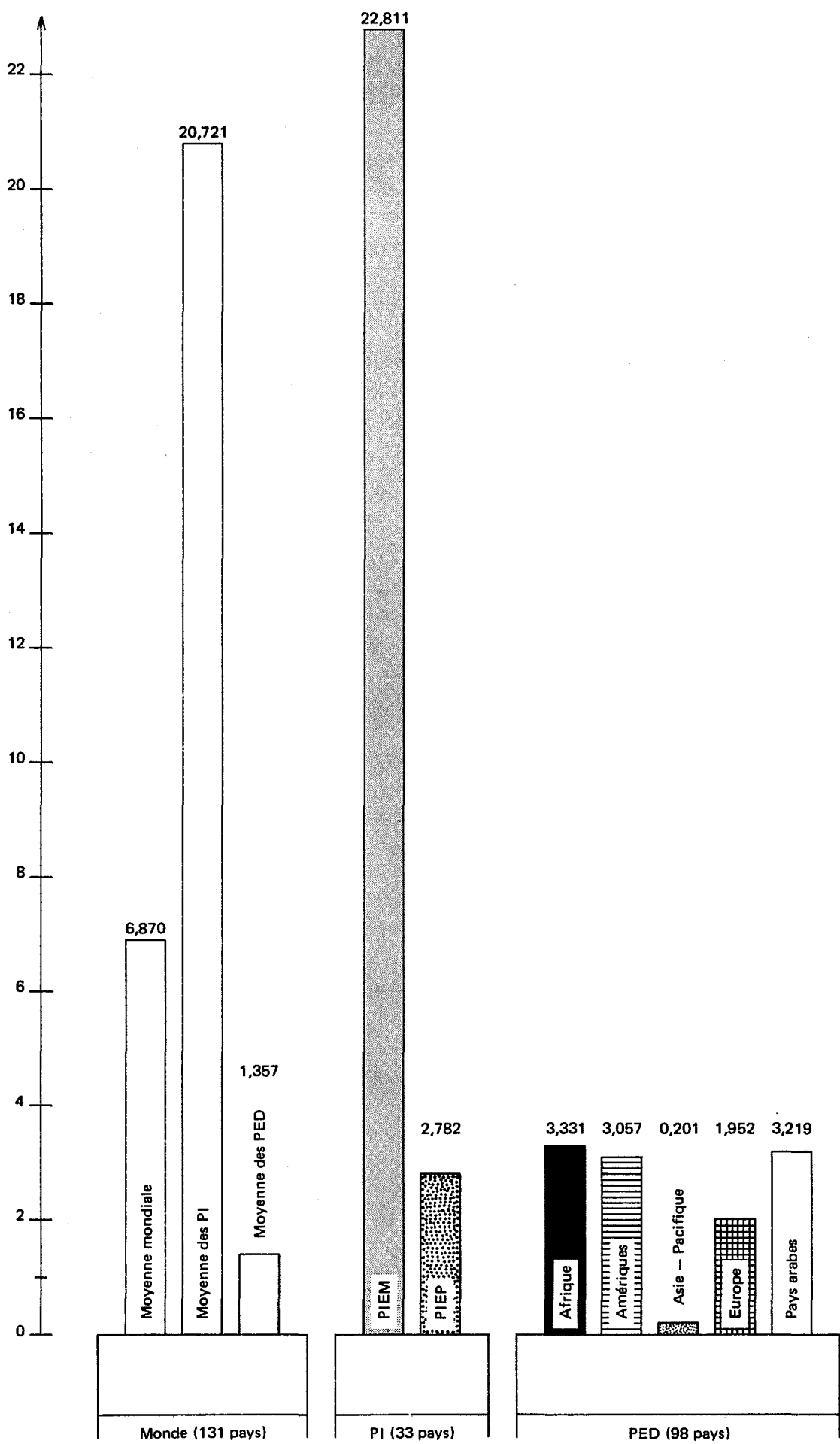
204. Si l'on s'intéresse au nombre de boîtes postales pour 1000 habitants, les chiffres calculés figurent dans le tableau ci-après (d'après les renseignements communiqués par les pays comptabilisés dans le tableau en valeur absolue):

Nombre de boîtes postales pour 1000 habitants				
Région ou groupe de pays		En 1977	En 1981	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
Monde	Total mondial	6,061	6,870	3,18
	PI	17,734	20,721	3,96
	PED	1,046	1,357	6,72
Pays industrialisés	Total des PI	17,734	20,721	3,96
	PIEM	19,479	22,811	4,02
	PIEP	2,743	2,782	0,35
Pays en développement	Total des PED	1,046	1,357	6,72
	Afrique	2,460	3,331	7,87
	Amériques	2,596	3,057	4,17
	Asie-Pacifique	0,175	0,201	3,52
	Europe	1,545	1,952	6,02
	Pays arabes	2,109	3,219	11,15



205. Les pays arabes et l'Afrique ont toujours un très fort taux de croissance, mais inférieur à celui constaté sur le nombre absolu de boîtes. Le développement de cet équipement ne suit donc pas la croissance de la population; il en est de même pour toutes les autres régions des PED, à l'exception des Amériques dont les deux taux de croissance sont très proches (4,98 % et 4,17 %).
206. En ce qui concerne le nombre de boîtes postales par 1000 habitants en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

En 1981: Nombre de boîtes postales pour 1000 habitants



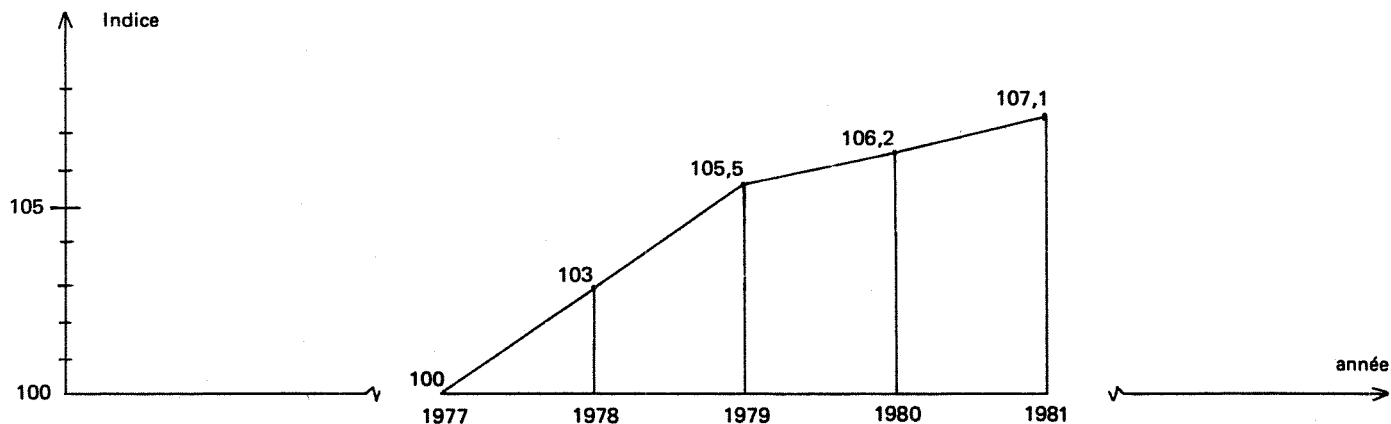
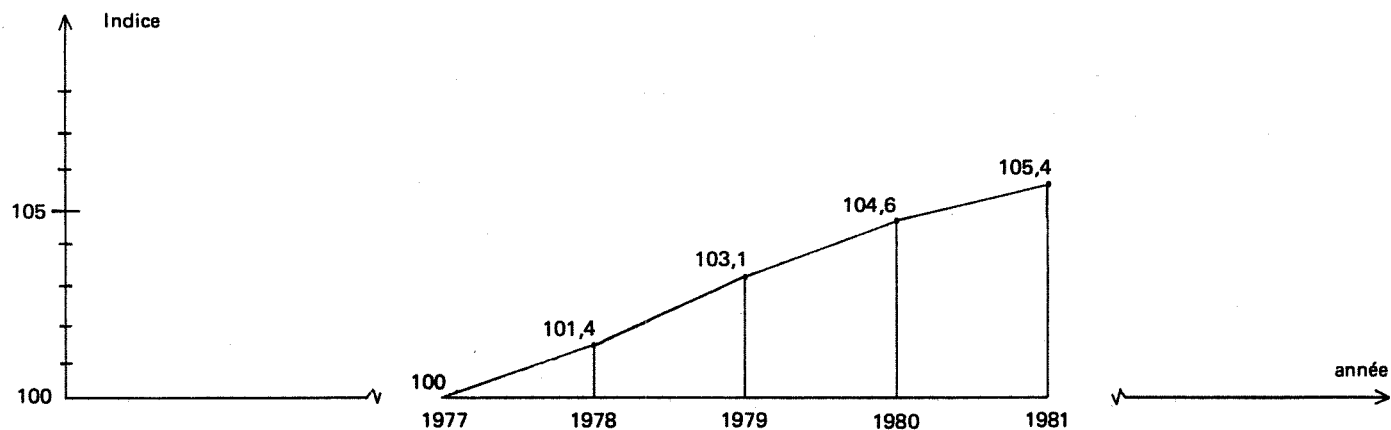
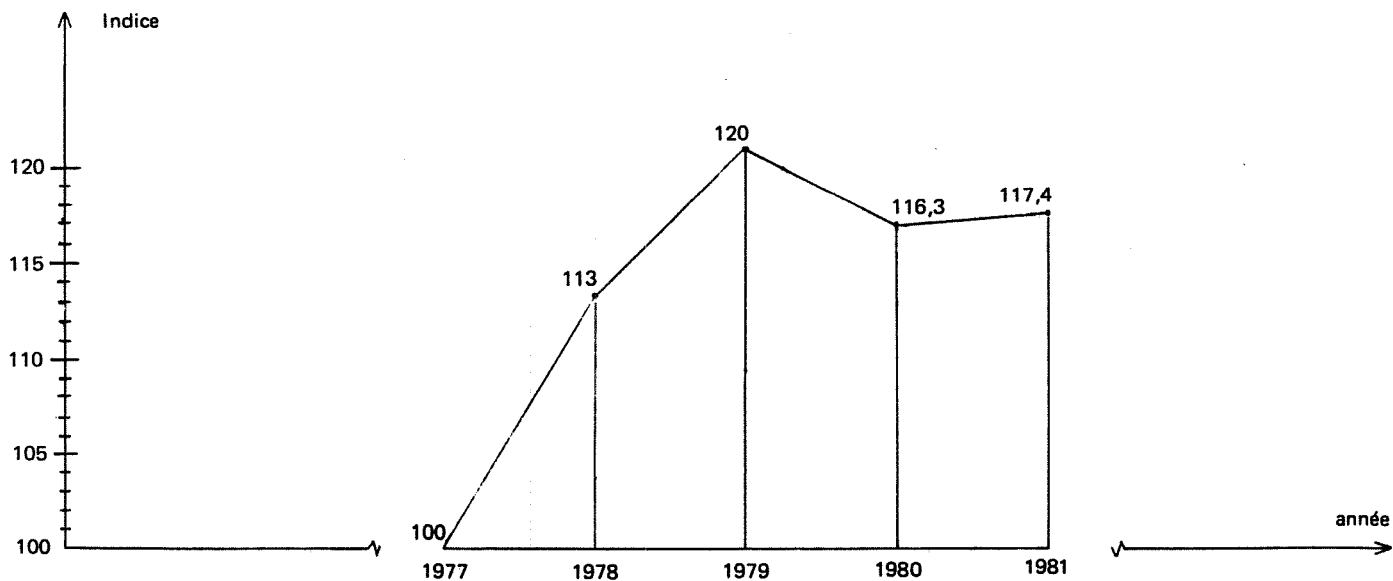
Les véhicules à moteur (annexe 2, tableau XI)

207. Le nombre de véhicules à moteur est en hausse dans toutes les régions et groupes de pays du monde.
208. On peut cependant constater dans le tableau XI de l'annexe 2 une variation non régulière de la croissance pour l'Afrique, l'Asie-Pacifique et l'Europe. Ce phénomène provient de corrections statistiques effectuées par certains pays concernant le nombre de véhicules afin de tenir compte de ceux devenus hors d'usage, corrections qui n'avaient pas été faites les années précédentes.
209. Le nombre de véhicules en service et la variation annuelle moyenne depuis 1977 sont mentionnés dans le tableau ci-après:

Véhicules à moteur utilisés par la poste				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de véhicules à moteur en service en 1981	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
Monde	Total mondial	136	501 196	1,73
	PI	34	423 490	1,33
	PED	102	77 806	4,09
Pays industrialisés	Total des PI	34	423 490	1,33
	PIEM	28	370 145	1,33
	PIEP	6	53 345	1,33
Pays en développement	Total des PED	102	77 806	4,09
	Afrique	33	2 162	2,36
	Amériques	23	10 520	3,61
	Asie-Pacifique	22	51 603	4,47
	Europe	6	9 695	1,26
	Pays arabes	18	3 826	9,82

- Evolution entre 1977 et 1981

210. Les indices d'évolution du nombre de véhicules à moteur utilisés par la poste entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (données de 1977 = 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

**MONDE****PAYS INDUSTRIALISÉS****PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

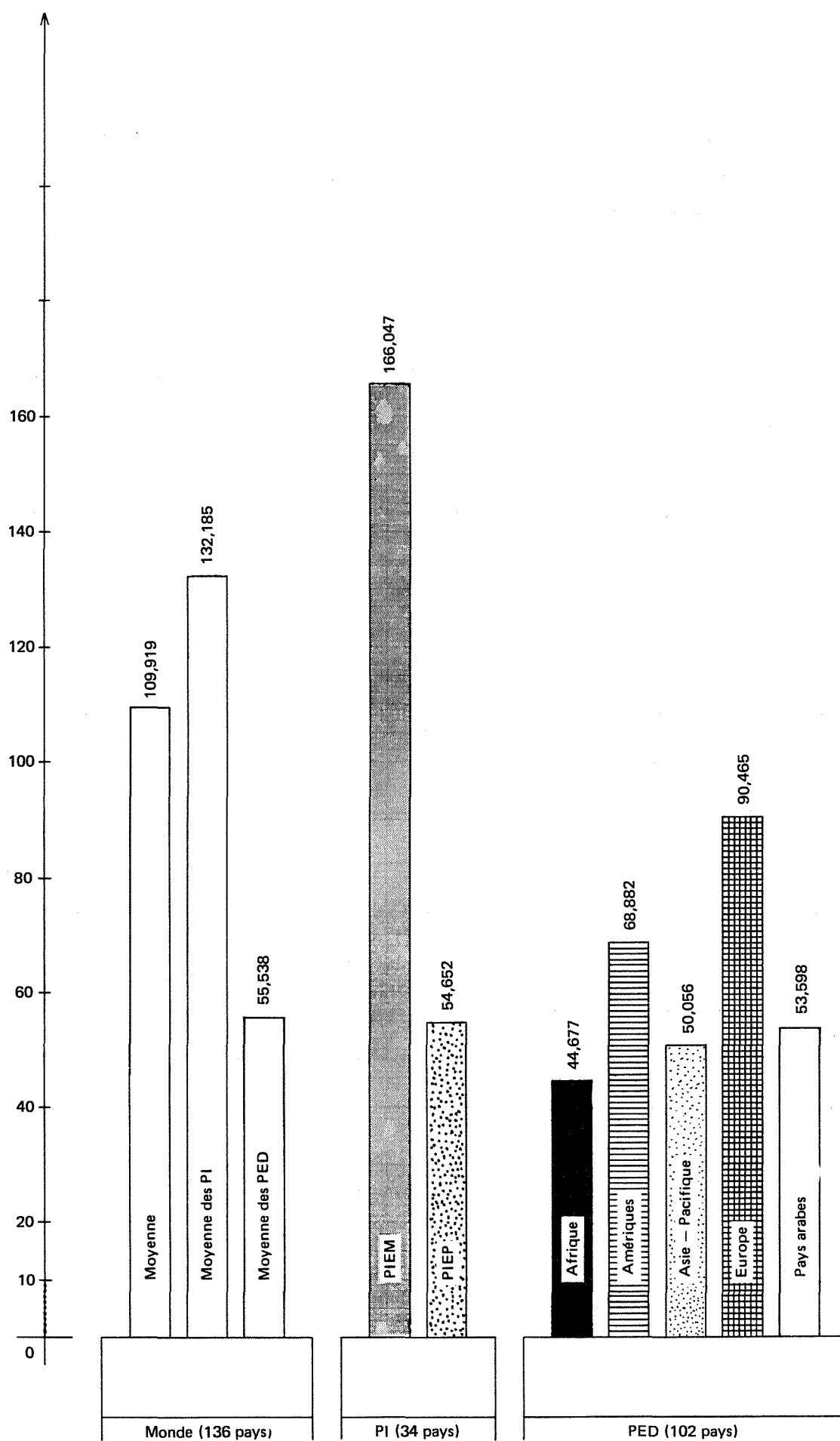
211. Bien entendu, les PED ont un fort taux de croissance car ces pays sont peu équipés.
212. En réalité, le taux est certainement incorrect car il aurait fallu étaler sur les années antérieures les corrections concernant les véhicules retirés du service. Ce sont ces corrections qui ont provoqué la baisse intervenue entre 1979 et 1980.
213. Les PI augmentent régulièrement le nombre de leurs véhicules, mais on peut constater un ralentissement de la croissance à partir de 1979.
214. Si l'on calcule, en 1981, le nombre de véhicules à moteur pour 1000 agents du service postal (voir tableau ci-après), on constate que le nombre de véhicules pour 1000 agents n'est, dans les PED, que 2,3 fois inférieur à celui que l'on constate dans les PI, alors que le nombre absolu était de 5,4 fois inférieur.

(D'après les renseignements communiqués par les pays comptabilisés dans le tableau indiquant les valeurs absolues.)

Nombre de véhicules à moteur pour 1000 agents du service postal				
Région ou groupe de pays		En 1977	En 1981	Croissance annuelle moyenne 1977/1981
Monde	Total mondial	110,792	109,919	- 0,19
	PI	131,306	132,185	0,16
	PED	56,117	55,538	- 0,25
Pays industrialisés	Total des PI	131,306	132,185	0,16
	PIEM	164,165	166,047	0,28
	PIEP	54,961	54,652	- 0,14
Pays en développement	Total des PED	56,117	55,538	- 0,25
	Afrique	44,150	44,677	0,29
	Amériques	58,196	68,882	4,30
	Asie-Pacifique	52,543	50,056	- 1,20
	Europe	95,684	90,465	- 1,39
	Pays arabes	43,306	54,598	5,47

215. L'équipement est donc assez adapté au nombre d'agents du service postal.  
A l'avenir la croissance de l'un et de l'autre doit se poursuivre de manière harmonieuse sous peine d'aboutir à un suréquipement.
216. Il convient de tenir compte, lors de l'achat de véhicules, des frais à prévoir pour leur entretien, sous peine de voir le parc postal se détériorer rapidement.
217. En ce qui concerne le nombre de véhicules à moteur pour 1000 agents du service postal en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

En 1981, nombre de véhicules à moteur pour 1000 agents du service postal:



Équipements pour le tri automatique (annexe 2, tableau XII)

218. Ont été comptabilisées sous ce titre les machines à séparer et à redresser les envois, les machines à trier les lettres et à trier les colis.

219. Le parc de ces équipements continue à croître fortement, sauf en Afrique. Selon les réponses fournies au Bureau international par 161 Administrations, il existait 4392 installations dans le monde en 1981, réparties de la manière suivante:

Équipements de tri automatique				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre d'équipements de tri automatique en 1981	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
Monde	Total mondial	161	4 392	5,70
	PI	35	4 169	5,49
	PED	126	223	10,05
Pays industrialisés	Total des PI	35	4 169	5,49
	PIEM	28	3 779	5,47
	PIEP	7	390	5,73
Pays en développement	Total des PED	126	223	10,05
	Afrique	42	1	0
	Amériques	31	45	19,59
	Asie-Pacifique	27	131	7,25
	Europe	8	20	22,09
	Pays arabes	18	26	4,26

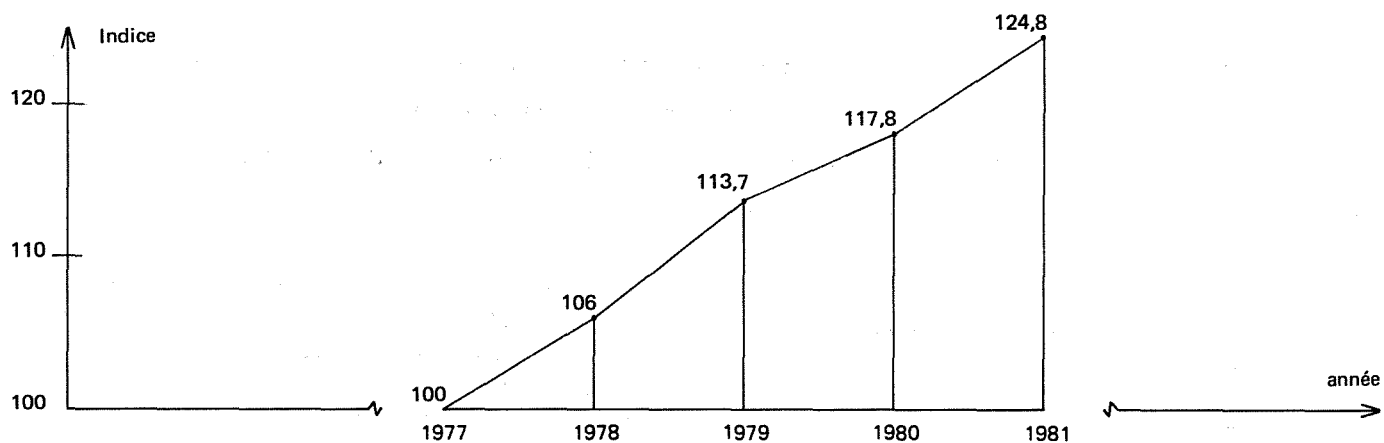
220. Les PED augmentent leurs équipements assez rapidement: en 1977, les PED possédaient 4,32 % du parc mondial et en 1981, 5,08 %.



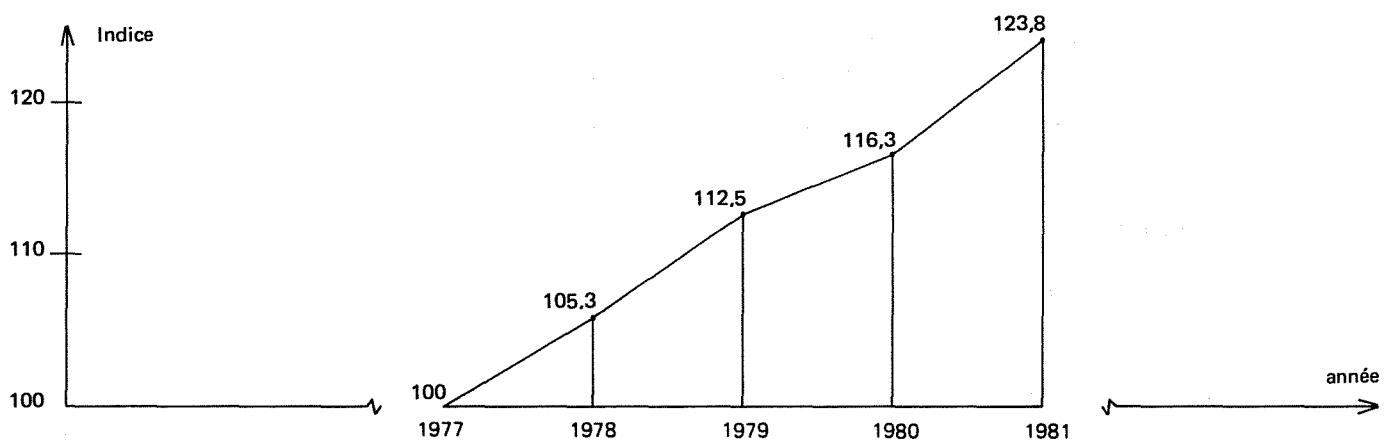
- Evolution entre 1977 et 1981

221. Les indices d'évolution des équipements pour tri automatique existants entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (données de 1977 = 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

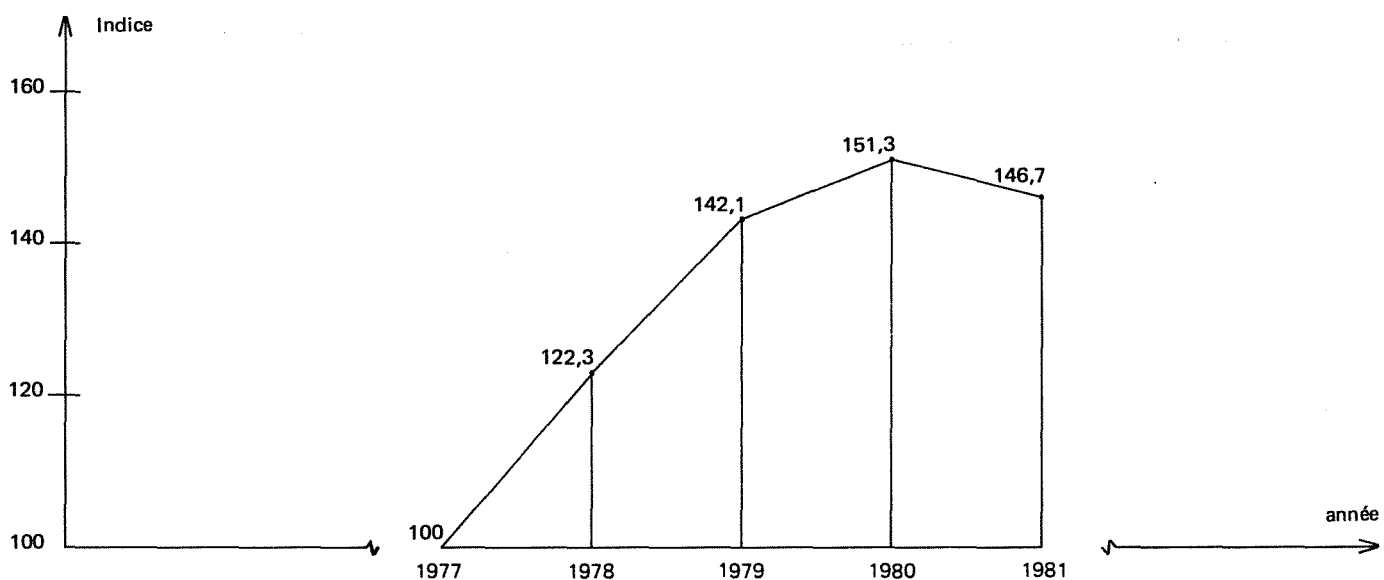
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



222. Dans les PED, un ralentissement de la croissance du nombre d'équipements est apparue en 1979, puis, en 1980, une baisse est survenue du fait de la diminution du nombre de machines de tri en Asie-Pacifique (- 12,09 %) qui faisait suite, dans cette même région, à une augmentation de 10,37 %. Il n'est pas impossible que le chiffre de 1980 ait comptabilisé des machines en cours de remplacement car dépassées techniquement.
223. Si l'on calcule le nombre de machines par milliard d'envois du service intérieur, on peut constater que la répartition de l'équipement n'est pas trop déséquilibrée. En effet, le parc des machines de tri automatique peut être représenté de la manière suivante:

Région ou groupe de pays	Nombre d'équipements existant en 1981 par milliards d'envois du service intérieur
Monde	14
Pays industrialisés (PI)	15
Pays en développement (PED)	6
PI à économie de marché (PIEM)	18
PI à économie planifiée (PIEP)	6
Afrique	0
Amériques	8
Asie-Pacifique	5
Europe	13
Pays arabes	94

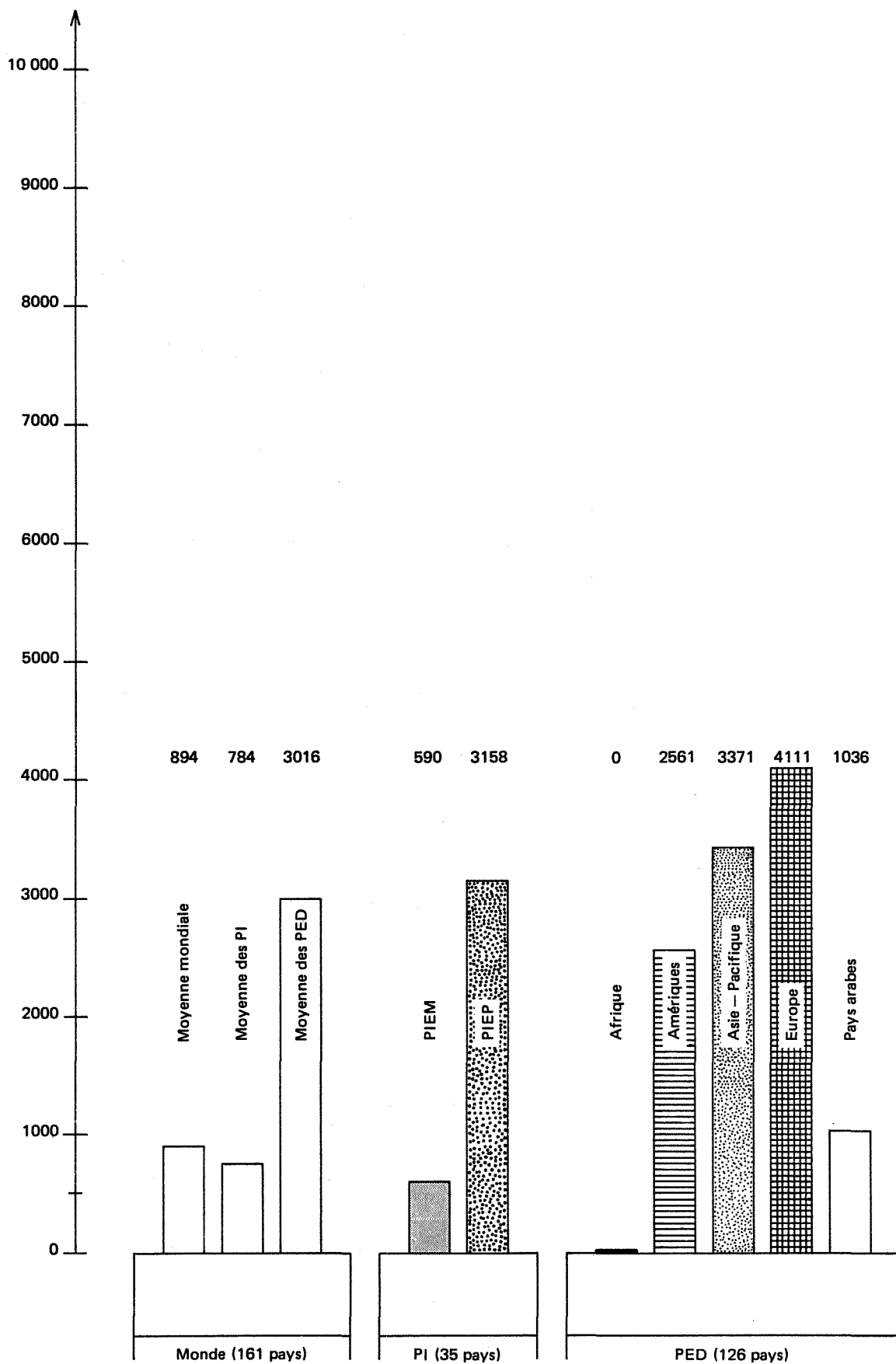
224. On peut également calculer le ratio "Nombre d'agents postaux pour un équipement de tri automatique". Les résultats obtenus sont les suivants:

(D'après les renseignements communiqués par les pays retenus.)

Nombre d'agents postaux par équipement de tri automatique					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays possédant un équipement en 1977 et 1981	Nombre d'agents par équipement de tri automatique		Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
			En 1977	En 1981	
Monde	Total mondial	36	1 047	894	- 3,87
	PI	26	926	784	- 4,07
	PED	10	3 675	3 016	- 4,82
Pays industrialisés	Total des PI	26	926	784	- 4,07
	PIEM	22	699	590	- 4,13
	PIEP	4	3 787	3 158	- 4,44
Pays en développement	Total des PED	10	3 675	3 016	- 4,82
	Afrique	0	0	0	0
	Amériques	3	5 300	2 561	- 16,61
	Asie - Pacifique	3	3 530	3 371	- 1,14
	Europe	2	8 029	4 111	- 15,41
	Pays arabes	2	918	1 036	3,05

225. Il y a presque partout baisse du nombre d'agents par machine, la mécanisation des équipements de tri se poursuivant.
226. En ce qui concerne le nombre d'agents par équipement de tri automatique en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

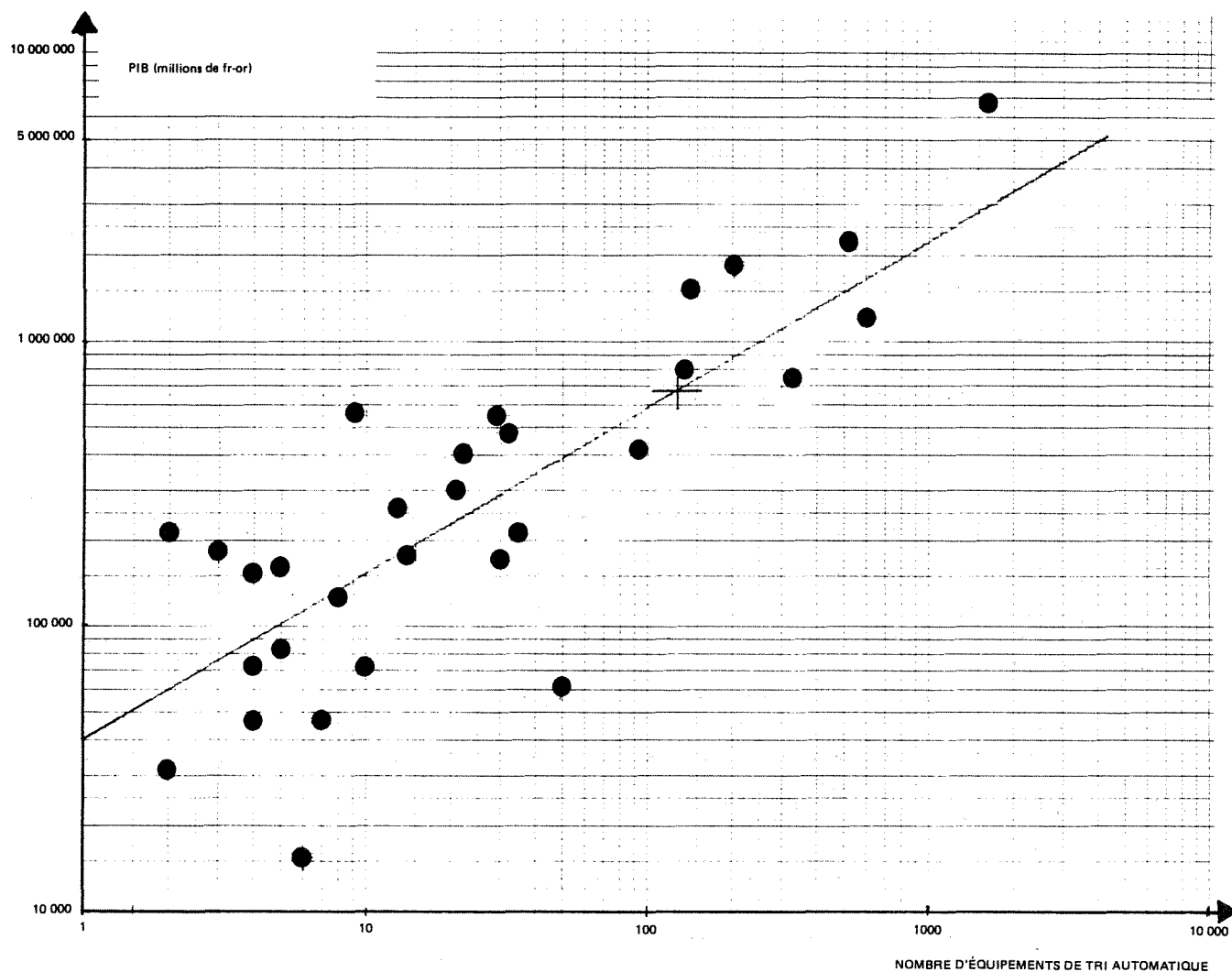
En 1981: Nombre d'agents du service postal pour un équipement de tri automatique existant



227. Si l'on s'intéresse à présent aux équipements de tri automatique en fonction du PIB, on peut tracer sur un diagramme dont les axes portent des échelles logarithmiques, des points correspondants au nombre d'équipements et au PIB en 1981 des pays pour lesquels on disposait des deux informations.

228. Le résultat qui apparaît sur le graphique ci-après montre une certaine relation entre les deux variables.

Nombre d'équipements de tri automatique et PIB (1981) dans le monde\*



\* Graphique établi selon une échelle logarithmique sur les deux axes.

Machines à oblitérer (annexe 2, tableau XIII)

229. Il s'agit d'un des premiers dispositifs mécaniques dont est équipé un grand bureau de poste ou un centre de tri.

230. Ces machines existent donc partout, mais comme pour les véhicules à moteur, les statistiques enregistrent parfois brutalement le fait que certains équipements ont cessé de fonctionner; il peut donc en résulter une baisse de tendance: c'est d'ailleurs ce qui se passe en Afrique où, ces dernières années, une vingtaine de machines n'ont pas été remplacées.

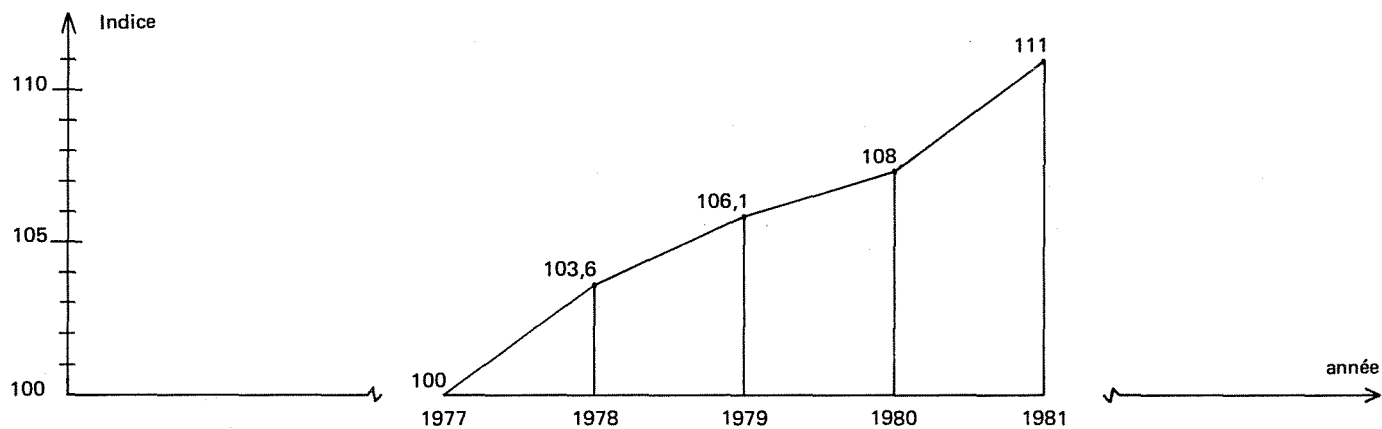
231. En 1981, la situation dans le monde se présente comme suit:

Machines à oblitérer				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de machines à oblitérer en 1981	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
Monde	Total mondial	137	41 867	2,65
	PI	34	38 075	2,63
	PED	103	3 792	2,90
Pays industrialisés	Total des PI	34	38 075	2,63
	PIEM	27	25 389	3,48
	PIEP	7	12 686	1,02
Pays en développement	Total des PED	103	3 792	2,90
	Afrique	35	280	- 1,71
	Amériques	23	613	3,50
	Asie-Pacifique	21	948	2,43
	Europe	6	1 203	3,80
	Pays arabes	18	748	3,53

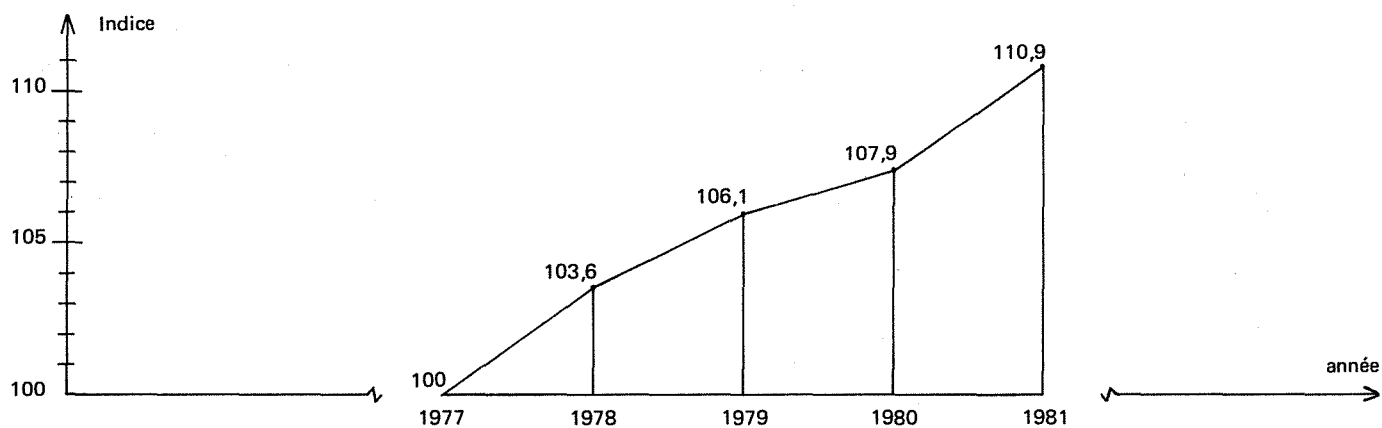
- Evolution entre 1977 et 1981

232. Les indices d'évolution du nombre de machines à oblitérer en service entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (données de 1977 = 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

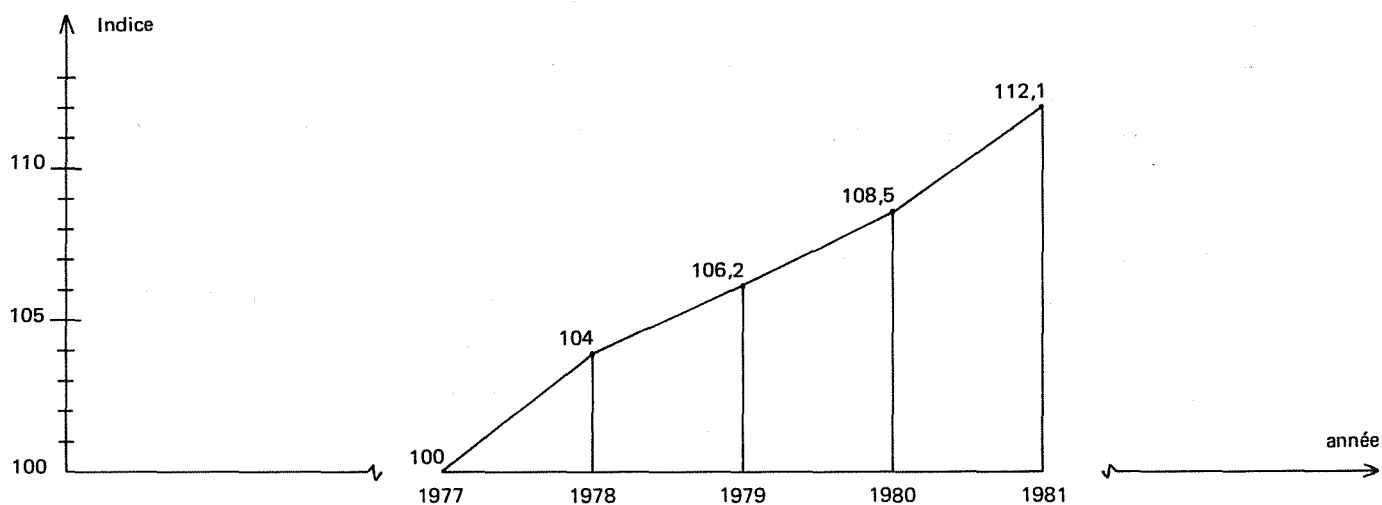
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



233. La croissance a toujours été assez régulière aussi bien dans les PED que les PI. Dans ces deux groupes de pays, on peut même noter une croissance plus forte entre 1980 et 1981.

234. Si l'on calcule le nombre de machines à oblitérer pour 1000 bureaux de poste, on obtient les informations suivantes:

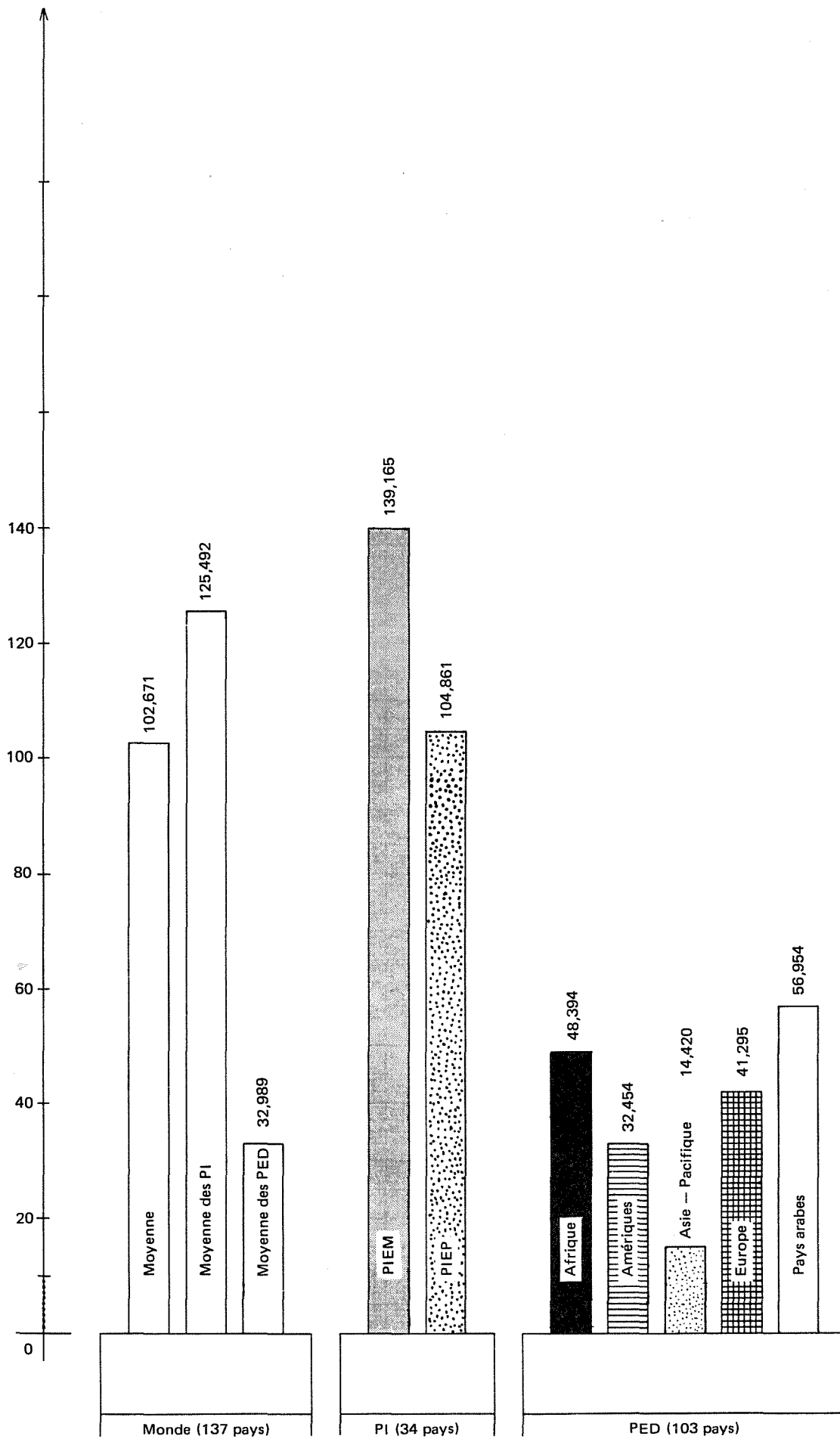
(D'après les renseignements communiqués par les pays retenus.)

Nombre de machines à oblitérer par 1000 bureaux de poste				
Région ou groupe de pays		En 1977	En 1981	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
Monde	Total mondial	93,326	102,671	2,41
	PI	111,720	125,492	2,94
	PED	31,594	32,989	1,08
Pays industrialisés	Total des PI	111,720	125,492	2,94
	PIEM	118,485	139,165	4,10
	PIEP	101,185	104,861	0,89
Pays en développement	Total des PED	31,594	32,989	1,08
	Afrique	55,670	48,394	- 3,44
	Amériques	28,062	32,454	3,70
	Asie-Pacifique	13,623	14,420	1,43
	Europe	41,258	41,295	0,02
	Pays arabes	57,717	56,954	- 0,33

235. En ce qui concerne le nombre de machines à oblitérer pour 1000 bureaux de poste sédentaires existant en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:



En 1981: Nombre de machines à oblitérer pour 1000 bureaux de poste



236. On peut constater que la baisse en valeur absolue s'accroît en Afrique et qu'une légère baisse apparaît dans les pays arabes. Mais ceci peut simplement provenir du fait que l'augmentation du nombre des bureaux de poste dans les PED, qui est surtout le fait de petits bureaux dans lesquels on n'installe pas une machine à oblitérer.
237. Il ressort de ce tableau que la région Asie-Pacifique est la plus mal équipée. Cependant, l'écart qui existe entre les différentes régions ou groupes de pays n'est pas aussi important que le tableau de données absolues le laissait supposer.

# F. Services financiers postaux (annexe 2, tableaux XXV à XXX)

## Les mandats de poste dans le service intérieur (annexe 2, tableaux XXV et XXVI)

### Existence du service

238. Les mandats de poste du régime intérieur sont à la disposition des usagers du service postal dans un grand nombre de pays. En effet, ce service existe dans plus de 80 % des Administrations postales comme il est indiqué dans le tableau suivant:

Existence du service des mandats de poste dans le régime intérieur					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de pays avec le service des mandats dans le régime intérieur	Soit un pourcentage de (%)	Soit un pourcentage de la population desservie de (%)
Monde	Total mondial	169	143	84,6	96,5
	PI	36	36	100	100
	PED	133	107	80,5	95,3
Pays industrialisés	Total des PI	36	36	100	100
	PIEM	28	28	100	100
	PJEP	8	8	100	100
Pays en développement	Total des PED	133	107	80,5	95,3
	Afrique	43	38	88,4	87,3
	Amériques	33	21	63,6	84,8
	Asie - Pacifique	30	25	83,3	97,5
	Europe	8	8	100	100
	Pays arabes	19	15	78,9	98,7

239. Dans le monde, 96,5 % de la population dans 84,6 % des pays peut donc faire usage de ce service.

240. Dans les PED, la région dans laquelle la plus faible proportion des pays offre le service des mandats (63,3 %) est celle des Amériques, bien que 84,8 % des habitants de cette région aient accès à ce service.

#### Nombre de mandats émis

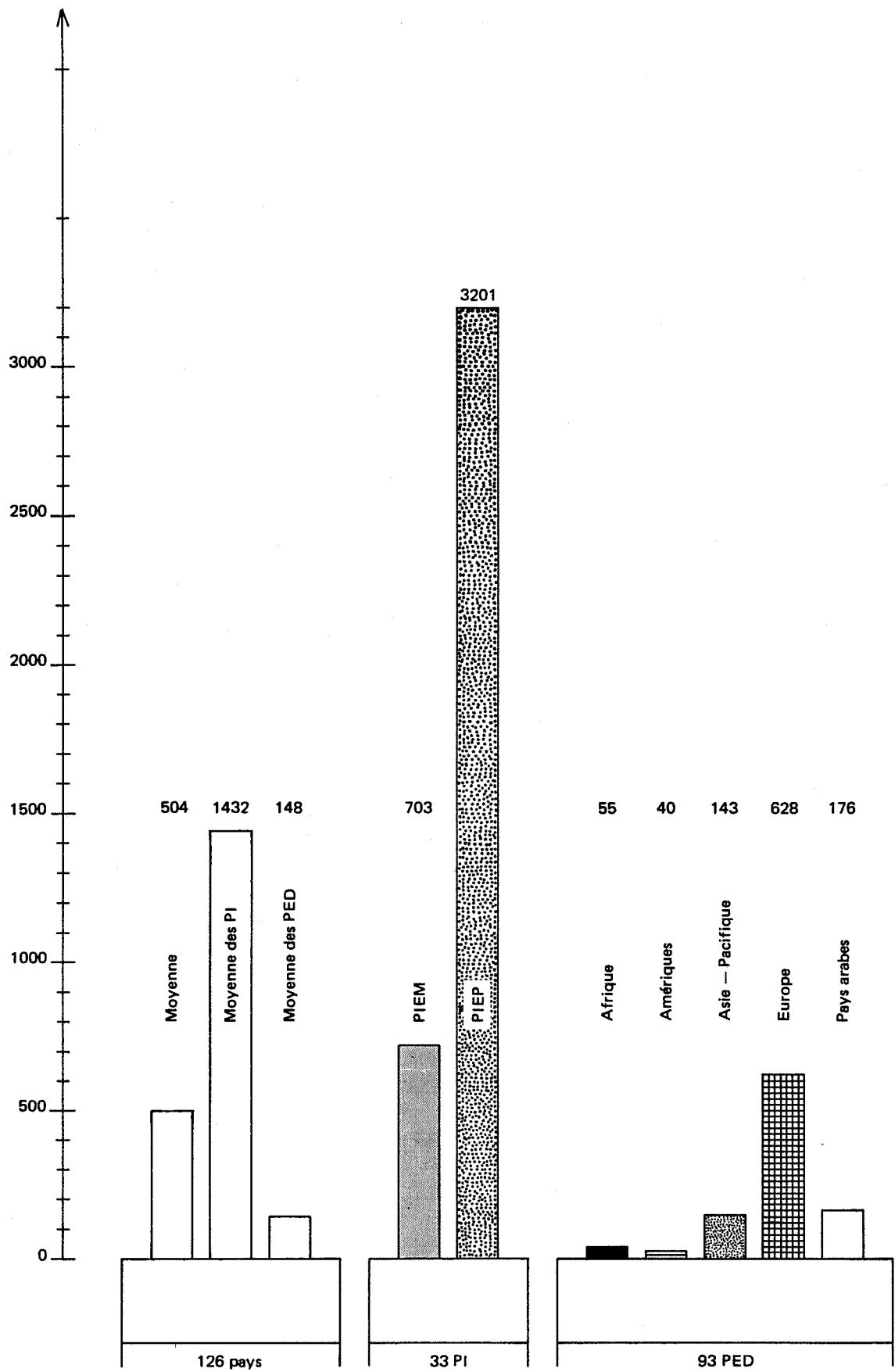
241. Les données fournies par 126 pays (soit 74,6 % des pays représentant 90,6 % de la population mondiale) indiquent qu'en 1981, ont été émis, dans le service intérieur de ces pays, 1,9 milliard de mandats, soit (pour ces pays) un mandat pour deux habitants.
242. La répartition des mandats émis entre les différentes régions et groupes de pays se présente comme suit:

Mandats de poste (émis dans le service intérieur) en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Nombre de mandats (milliers)	Pourcentage du total (%)	Nombre moyen de mandats émis par 1000 habitants
Monde	Total de 126 pays	126*	1 949 680	100	504
	PI	33	1 533 680	78,7	1 432
	PED	93	416 000	21,3	148
Pays industrialisés	Total de 33 PI	33	1 533 680	100	1 432
	PIEM	28	533 648	34,8	703
	PIEP	5	1 000 032	65,2	3 201
Pays en développement	Total de 93 PED	93	416 000	100	148
	Afrique	26	11 176	2,7	55
	Amériques	21	6 979	1,7	40
	Asie - Pacifique	22	317 266	76,2	143
	Europe	6	56 182	13,5	628
	Pays arabes	18	24 397	5,9	176

\* Parmi ces 126 pays, 26 n'avaient pas de service de mandats, mais ne représentent que 3,5 % de la population mondiale.

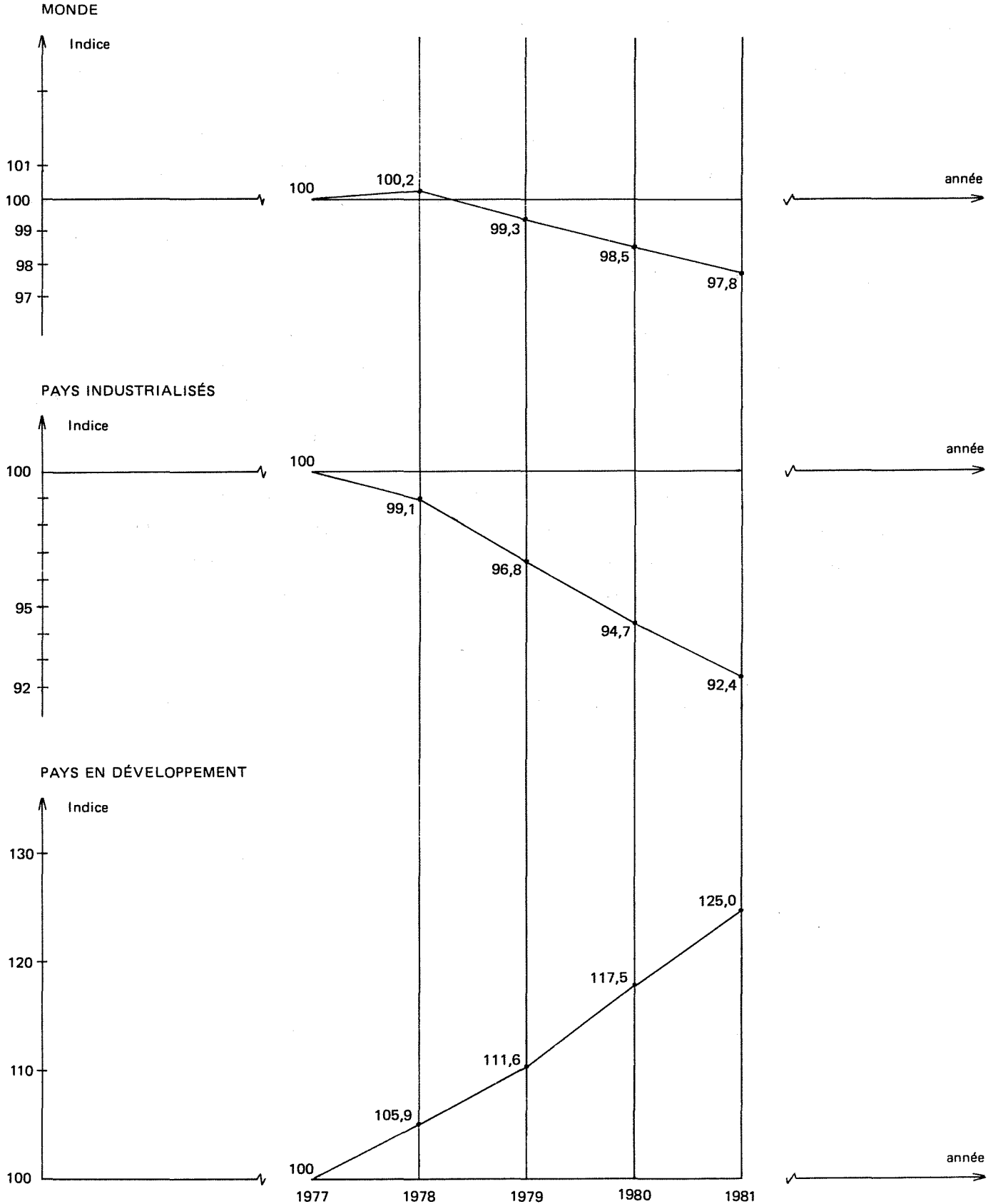
243. On peut remarquer que les PED émettent dix fois moins de mandats de poste par habitant que les PI.
244. En ce qui concerne le nombre de mandats émis par 1000 habitants en 1981, la représentation graphique suivante permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

En 1981: Nombre de mandats émis par 1000 habitants



- Evolution entre 1977 et 1981

245. Les indices d'évolution du trafic des mandats de poste du service intérieur entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:



246. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du trafic des mandats postaux du service intérieur entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XXV.

247. Il est à remarquer que:

- le nombre de mandats émis dans le service intérieur continue de décroître dans les pays industrialisés; cependant, au sein des PI, on peut constater le fait suivant: alors que les PIEM subissent une baisse très forte du nombre de ces mandats (- 6,67 % par an), dans les PIEP, on constate une légère croissance de 1,12 % durant la même période (1977-1981). Si la baisse continue à ce même rythme dans les PIEM, en 1987 le nombre de mandats émis sera la moitié de celui émis en 1977;
- la croissance du nombre de mandats dans les PED (5,74 %) est surtout influencée par les résultats de la région Asie-Pacifique qui, en 1981, émettait les trois quarts des mandats des PED. La croissance de cette région est assez forte (6,15 % en moyenne) de 1977 à 1981;
- si l'on considère le nombre de mandats émis par 1000 habitants, la baisse constatée dans les PIEM est de 7,3 %. Elle est loin d'être compensée par la hausse de 0,24 % observable dans les PIEP. Par contre, dans l'ensemble des PED, la hausse est de 3,69 % (la région Asie-Pacifique accuse une croissance moyenne de 4,05 %).

248. Des renseignements plus détaillés apparaissent dans le tableau suivant:



Mandats de poste - service intérieur Evolution du service entre 1977 et 1981				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Croissance annuelle moyenne du trafic des mandats (%)	Croissance annuelle moyenne du trafic des mandats par 1000 habitants (%)
Monde	Moyenne de 126 pays	126	- 0,54	- 2,16
	PI	33	- 1,95	- 2,66
	PED	93	5,74	3,69
Pays industrialisés	Moyenne de 33 PI	33	- 1,95	- 2,66
	PIEM	28	- 6,67	- 7,30
	PIEP	5	1,12	0,24
Pays en développement	Moyenne de 93 PED	93	5,74	3,69
	Afrique	26	- 9,59*	- 12,54*
	Amériques	21	2,81	0,63
	Asie- Pacifique	22	6,15	4,05
	Europe	6	9,80	7,97
	Pays arabes	18	3,49	0,43

\* Influence du Nigéria.

Sommes transférées par mandat de poste dans le service intérieur

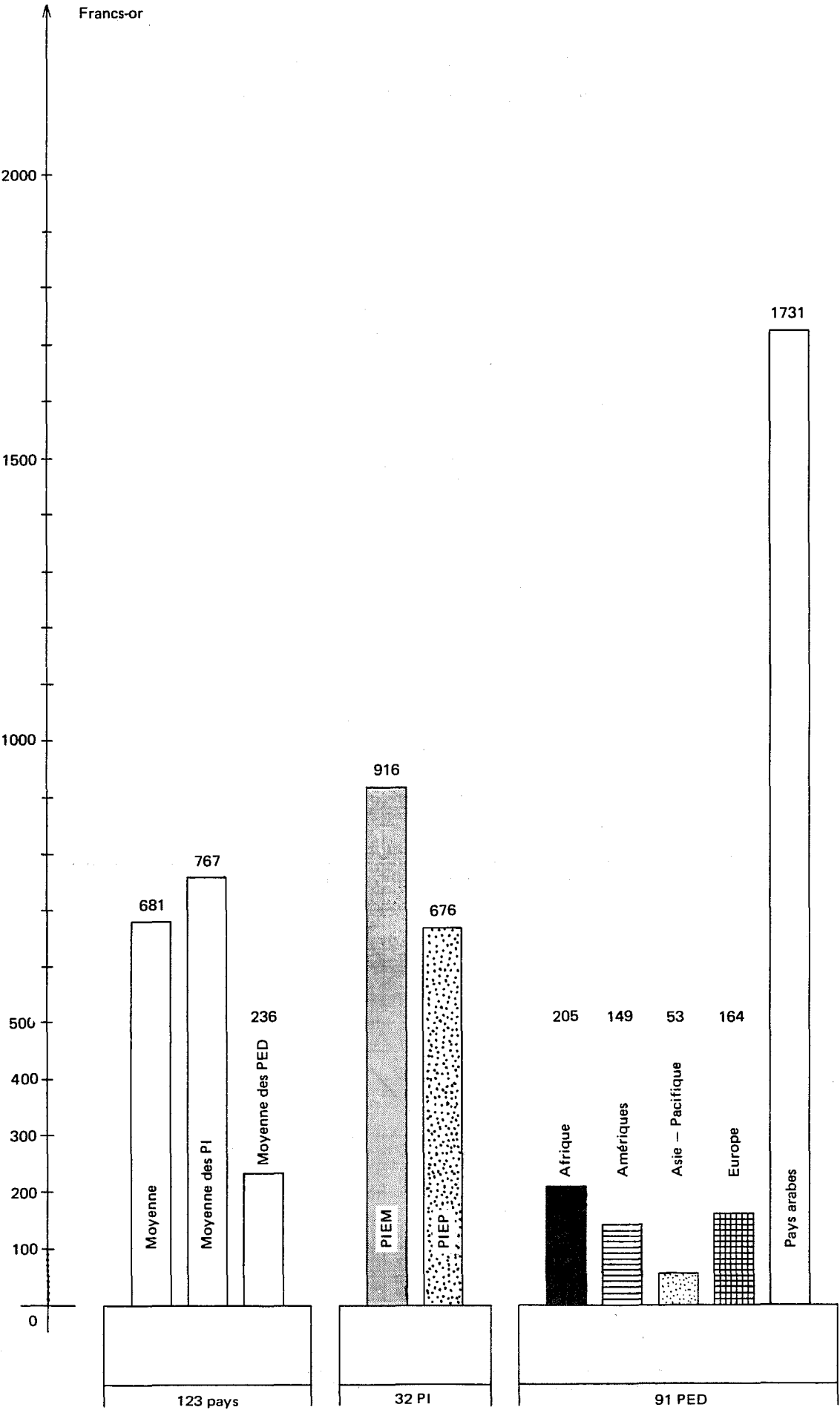
249. Les données fournies par 123 pays (soit 72,8 % des pays comprenant 66,4 % de la population mondiale) indiquent qu'en 1981, le service intérieur des mandats a permis de transférer 1130,2 milliards de francs-or.

Sommes transférées par mandats de poste du service intérieur en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Sommes transférées en 1981 en millions de francs-or	Pourcentage du total %	Valeur moyenne d'un mandat en francs-or
Monde	Total de 123 pays	123*	1 130 281	100	681
	PI	32	1 067 107	94,4	767
	PED	91	63 174	5,6	236
Pays industrialisés	Total de 32 PI	32	1 067 107	100	767
	PIEM	27	484 226	45,4	916
	PIEP	5	582 881	54,6	676
Pays en développement	Total de 91 PED	91	63 174	100	236
	Afrique	25	2 249	3,6	205
	Amériques	21	1 044	1,6	149
	Asie - Pacifique	21	8 311	13,2	53
	Europe	6	9 298	14,7	164
	Pays arabes	18	42 272	66,9	1 731

\* 26 de ces pays n'avaient pas de service de mandats (mais ils ne représentent que 3,5 % de la population mondiale).

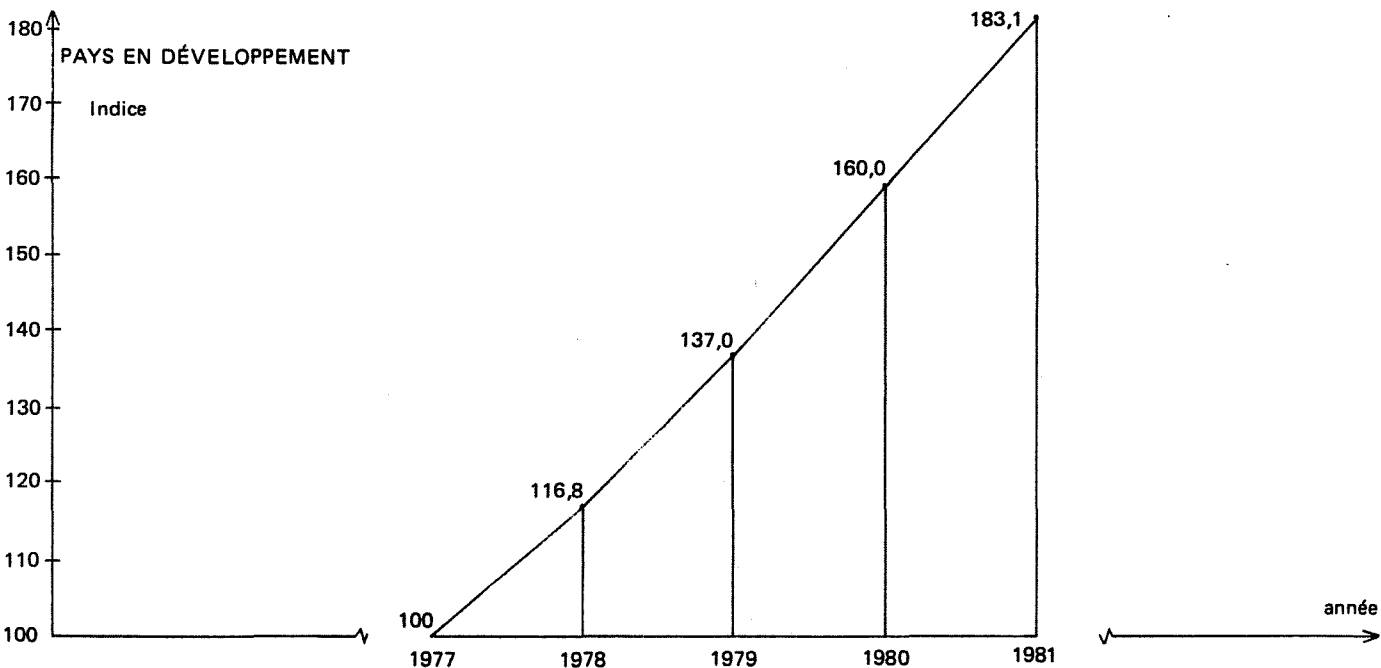
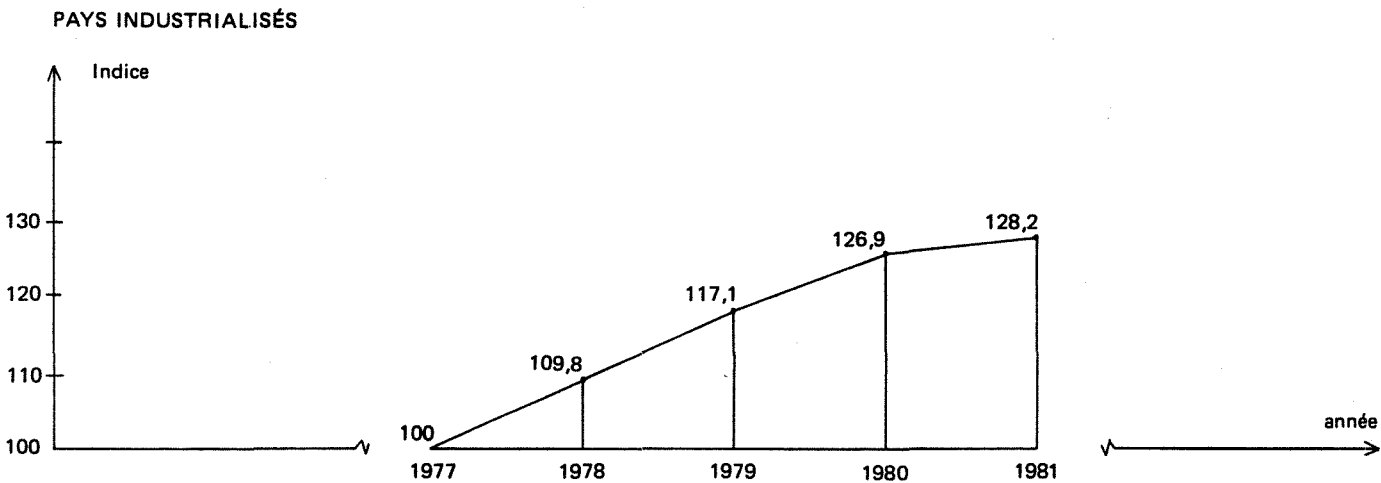
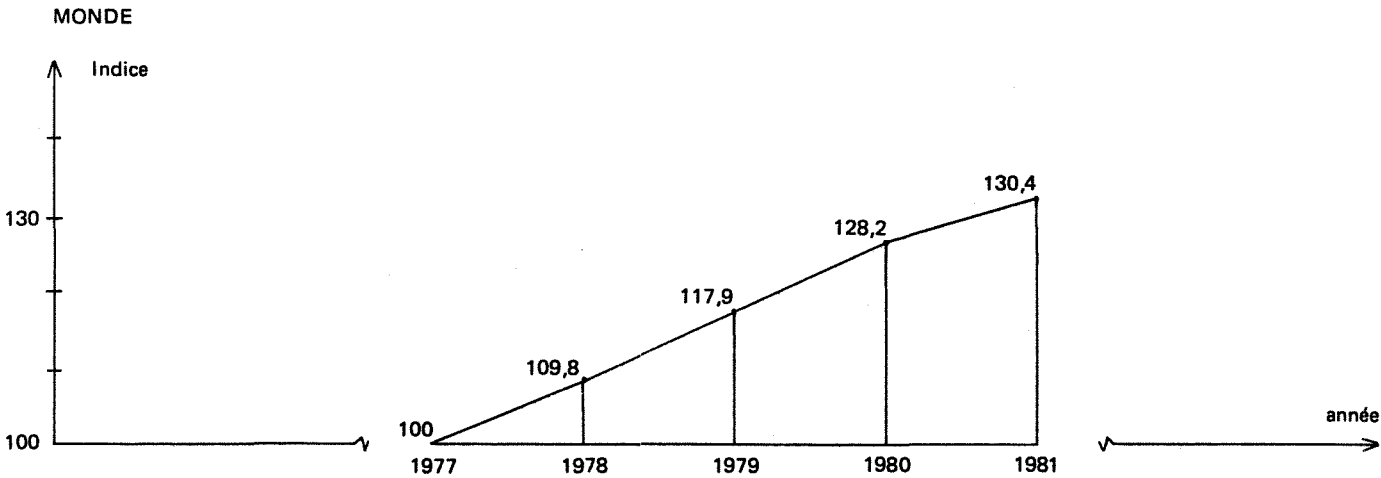
250. La représentation graphique suivante permet de comparer la valeur moyenne d'un mandat de poste de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

En 1981: Valeur moyenne d'un mandat du service intérieur en francs-or



- Evolution entre 1977 et 1981

251. Les indices d'évolution des sommes transférées par mandat du service intérieur, entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:



252. Le montant des sommes transférées par mandat augmente donc partout dans le monde, avec un taux de croissance annuel assez élevé pour les PED (16,33 % de 1977 à 1981).
253. Dans les PI, les sommes transférées par mandat augmentent aussi (6,42 % par an en moyenne de 1977 à 1981). La forte augmentation de la valeur moyenne du mandat (17,16 %) est simultanée à une baisse du nombre total de mandats émis.
254. Dans le tableau ci-après figurent l'évolution annuelle moyenne des sommes transférées et celle de la valeur moyenne d'un mandat:

Evolution annuelle moyenne des sommes transférées par mandat du service intérieur et de la valeur moyenne d'un mandat				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Croissance annuelle moyenne des sommes transférées %	Croissance annuelle moyenne du montant moyen d'un mandat %
Monde	Moyenne de 123 pays	123*	6,87	8,41
	PI	32	6,42	8,81
	PED	91	16,33	12,75
Pays industrialisés	Moyenne de 32 PI	32	6,42	8,81
	PIEM	27	9,38	17,16
	PIEP	5	4,24	3,02
Pays en développement	Moyenne de 91 PED	91	16,33	12,75
	Afrique	25	5,60	14,80
	Amériques	21	24,07	20,35
	Asie-Pacifique	21	5,75	4,17
	Europe	6	13,73	3,48
	Pays arabes	18	20,50	16,46

\* Parmi ces pays, 26 n'avaient pas de service de mandats, mais ils ne représentent que 3,5 % de la population mondiale.

255. Les différents taux de croissance annuelle pour les sommes transférées et pour le montant moyen d'un mandat figurent à l'annexe 2, tableau XXVI.

Les comptes de chèques postaux (annexe 2, tableaux XXVII et XXVIII)

Existence du service

256. Les comptes de chèques postaux ne sont à la disposition des usagers du service postal que dans un nombre restreint de pays. En effet, seulement une sur trois des Administrations postales proposent ce service, qui est présent dans le monde comme indiqué dans le tableau suivant:

Existence du service des chèques postaux					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de pays ayant un service de chèques postaux	Soit un pourcentage de (%)	Soit un pourcentage de la population desservie de (%)
Monde	Total mondial	169	54	31,9	24,6
	PI	36	23	63,9	45,8
	PED	133	31	23,3	17,4
Pays industrialisés	Total des PI	36	23	63,9	45,8
	PIEM	28	21	75,0	60,4
	PIEP	8	2	25,0	14,9
Pays en développement	Total des PED	133	31	23,3	17,4
	Afrique	43	21	48,8	56,8
	Amériques	33	0	0	0
	Asie - Pacifique	30	5	16,7	11,1
	Europe	8	1	12,5	40,0
	Pays arabes	19	4	21,1	55,8

257. Ainsi, seulement 24,6 % de la population mondiale peut accéder à ce service dans les bureaux de poste. Si l'on excepte la région des Amériques, où aucun service de ce genre n'existe, la région Asie-Pacifique où 11,1 % au moins de la population peut utiliser ce service, dans les autres groupes ou régions, c'est environ un habitant sur deux qui peut utiliser, s'il le désire, un compte de chèque postal.

Nombre de comptes de chèques postaux en service

258. Les données fournies par 38 pays sur 54 possédant ce service (soit 70,4 %) indiquent qu'en 1981 il existait dans le monde 25,8 millions de comptes de chèques postaux.

259. Ces comptes se répartissaient entre les différentes régions et groupes de pays de la manière suivante:

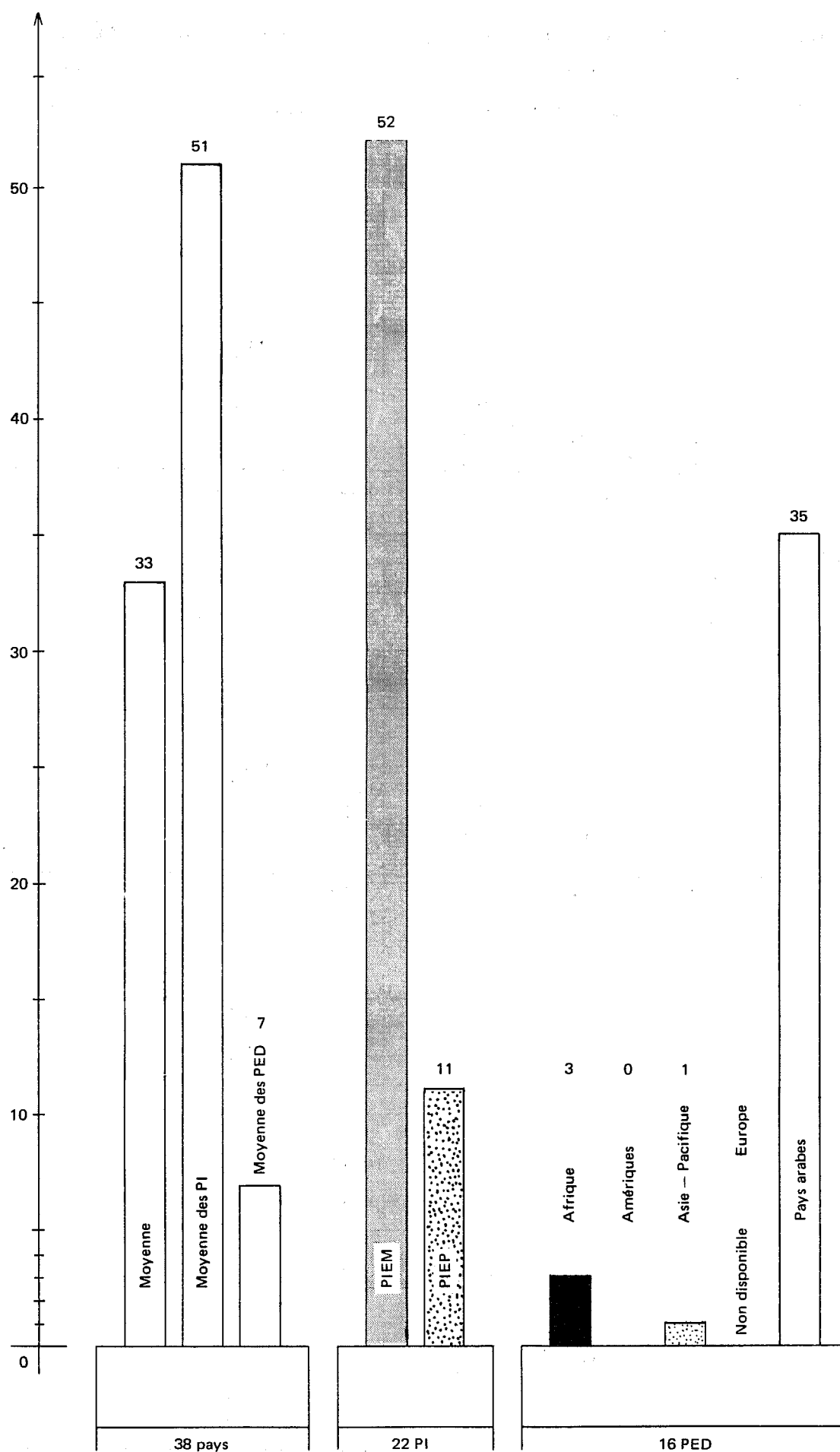
Comptes de chèques postaux en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Nombre de comptes de chèques postaux *	Pourcentage du total* (%)	Nombre moyen de comptes par 1000 habitants
Monde	Total de 38 pays	38	25 797 525	100*	33
	PI	22	23 686 483	91,8	51
	PED	16	2 111 042	8,2	7
Pays industrialisés	Total de 22 PI	22	23 686 483	100	51
	PIEM	21	23 497 483	99,2	52
	PIEP	1	189 000	0,8	11
Pays en développement	Total de 16 PED	16	2 111 042	100	7
	Afrique	11	209 542	9,9	3
	Amériques	0	0	0	0
	Asie - Pacifique	2	280 400	13,3	1
	Europe	0	Non disponible	Non disponible	Non disponible
	Pays arabes	3	1 621 100	76,8	35

\* Non compris la région Europe.

260. Le nombre de comptes est concentré à 90 % dans les PI et en fait dans les PIEM (les PED ont sept fois moins de comptes de chèques postaux par 1000 habitants que les PI). On peut également remarquer le nombre important de comptes par 1000 habitants des pays arabes (35) qui dépasse légèrement la valeur moyenne mondiale (33).
261. En ce qui concerne, en 1981, le nombre de chèques postaux par 1000 habitants, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:



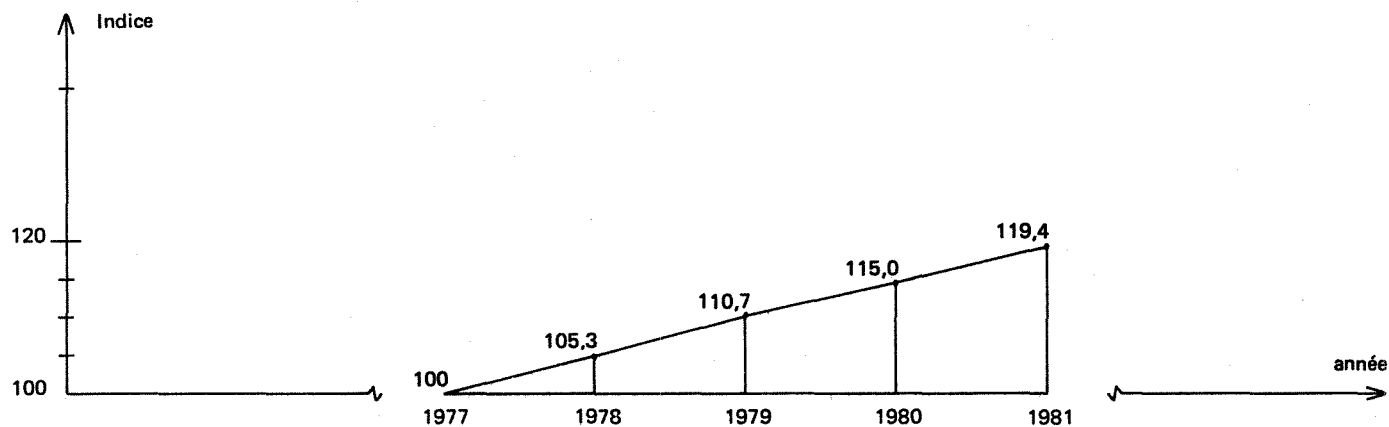
En 1981: Nombre de comptes de chèques postaux par 1000 habitants



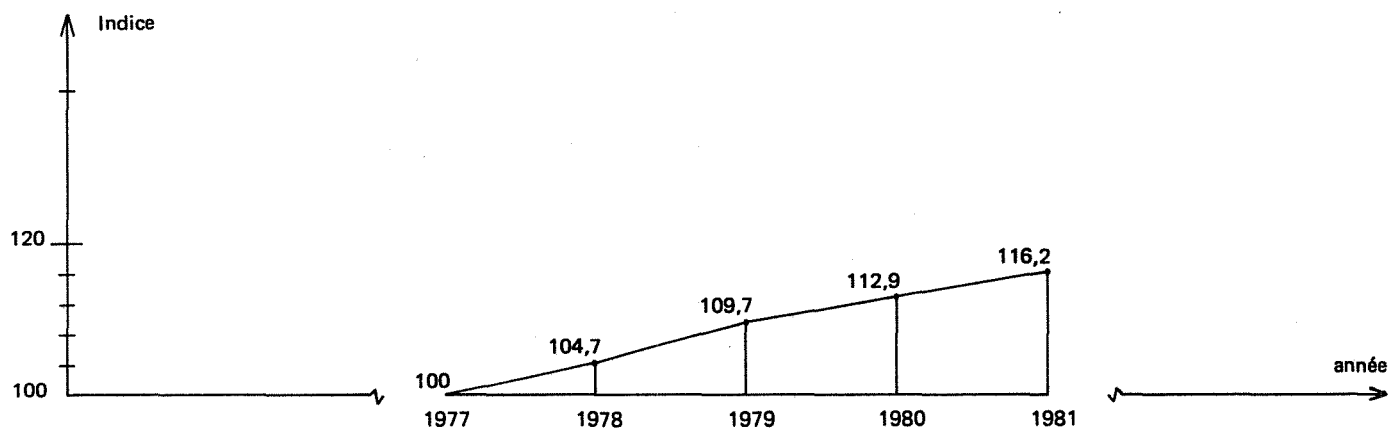
- Evolution entre 1977 et 1981

262. Les indices d'évolution du nombre de comptes de chèques postaux entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays ayant fourni des renseignements (1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

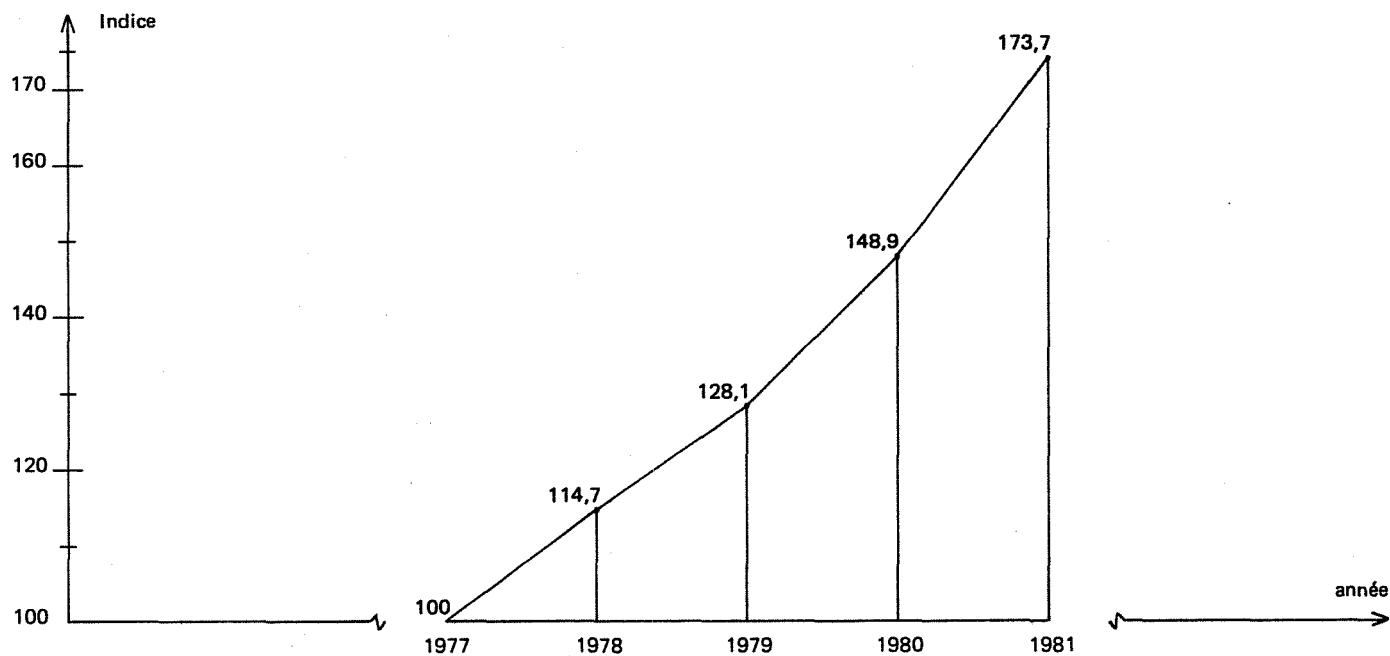
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



263. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du nombre de comptes de chèques postaux entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XXVII.
264. Une croissance annuelle moyenne existe aussi bien dans les PI (3,83 %) que dans les PED (14,81 %). Celle des PED est même très forte, le marché étant en plein développement dans des pays où souvent le système bancaire est moins bien implanté que le service postal (en dehors de la capitale notamment).
265. Cette croissance existe de manière presque identique si l'on considère l'évolution du nombre de comptes de chèques postaux par habitant.

Comptes de chèques postaux Evolution entre 1977 et 1981				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Croissance annuelle moyenne du nombre de comptes (%)	Croissance annuelle moyenne du nombre de comptes par 1000 habitants (%)
Monde	Moyenne de 38 pays	38	4,55	3,33
	PI	22	3,83	3,50
	PED	16	14,81	12,00
Pays industrialisés	Moyenne de 22 PI	22	3,83	3,50
	PIEM	21	3,88	3,54
	PIEP	1	- 1,19	- 1,25
Pays en développement	Moyenne de 16 PED	16	14,81	12,00
	Afrique	1	3,21	0,35
	Amériques	0	-	-
	Asie-Pacifique	2	53,63*	50,42*
	Europe	0	Non disponible	Non disponible
	Pays arabes	3	13,41	9,79

\* Influence de la Corée (Rép.).

Avoirs en dépôt sur les comptes de chèques postaux

266. Les données fournies par 35 pays sur les 54 possédant un service de chèques postaux indiquent que 230,8 milliards de francs-or étaient déposés sur les comptes existants en 1981.

Sommes en dépôt sur les comptes de chèques postaux en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Sommes en dépôt en 1981 en millions de francs-or	Pourcentage du total* (%)	Dépôt moyen sur un compte de chèques postal en francs-or
Monde	Total de 35 pays	35	230 799	100*	8 951
	PI	21	206 145	89,3	8 703
	PED	14	24 654	10,7	11 746
Pays industrialisés	Total de 21 pays	21	206 145	100*	8 703
	PIEM	20	204 141	99,03	8 687
	PIEP	1	2 004	0,97	10 606
Pays en développement	Total de 14 pays	14	24 654	100	11 746
	Afrique	9	1 009	4,1	5 247**
	Amériques	0	0	0	0
	Asie - Pacifique	2	528	2,1	1 884
	Europe	0	Non disponible	Non disponible	Non disponible
	Pays arabes	3	23 117	93,8	14 259

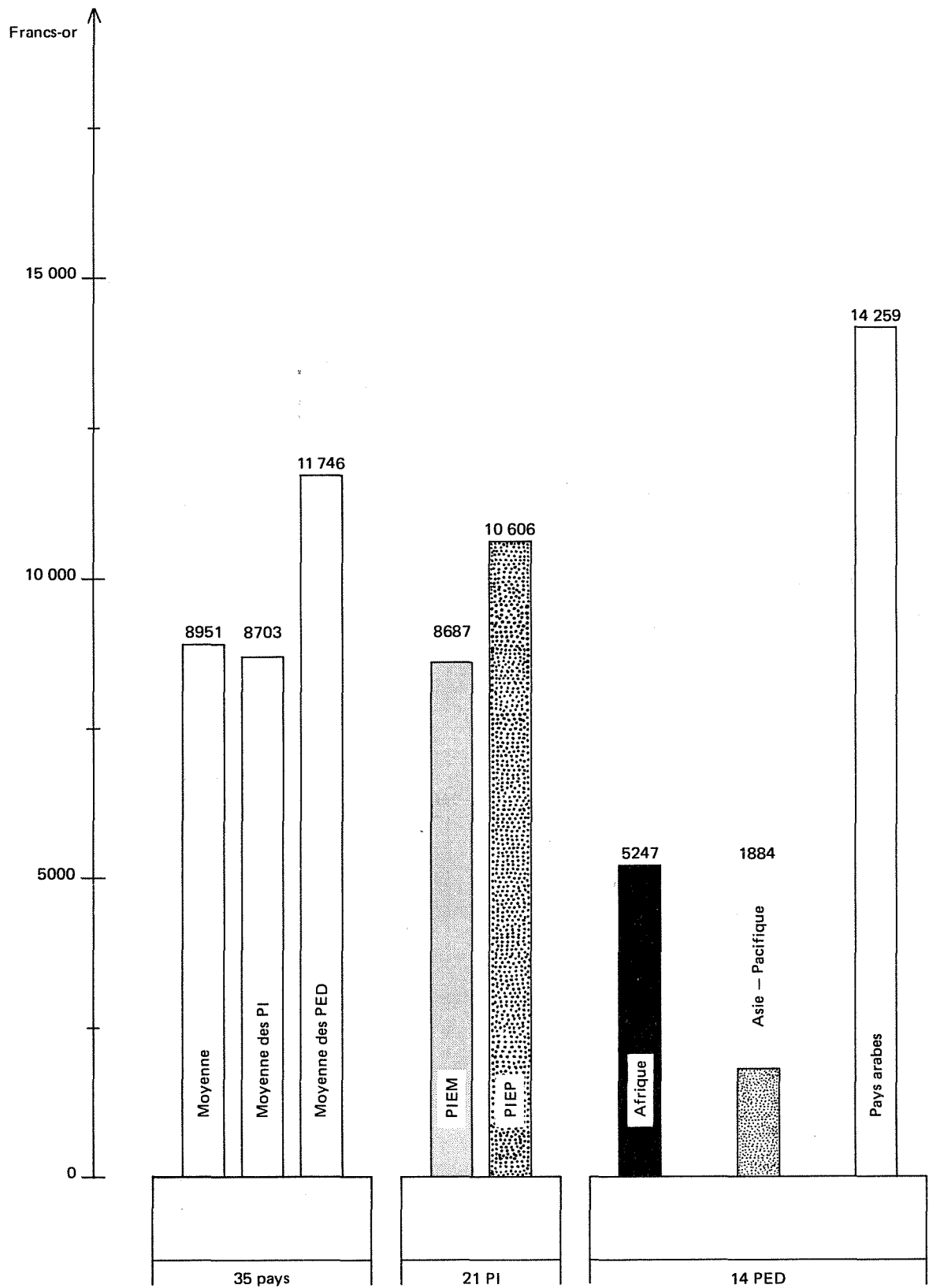
\* Non compris la région Europe.

\*\* Influence de Madagascar.

267. Comme pour le nombre de comptes, 90 % des dépôts sont concentrés dans les pays industrialisés.

268. La représentation graphique qui suit permet de comparer la valeur moyenne d'un dépôt sur un compte de chèque postal dans chaque région et dans chaque groupe de pays aux dépôts moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

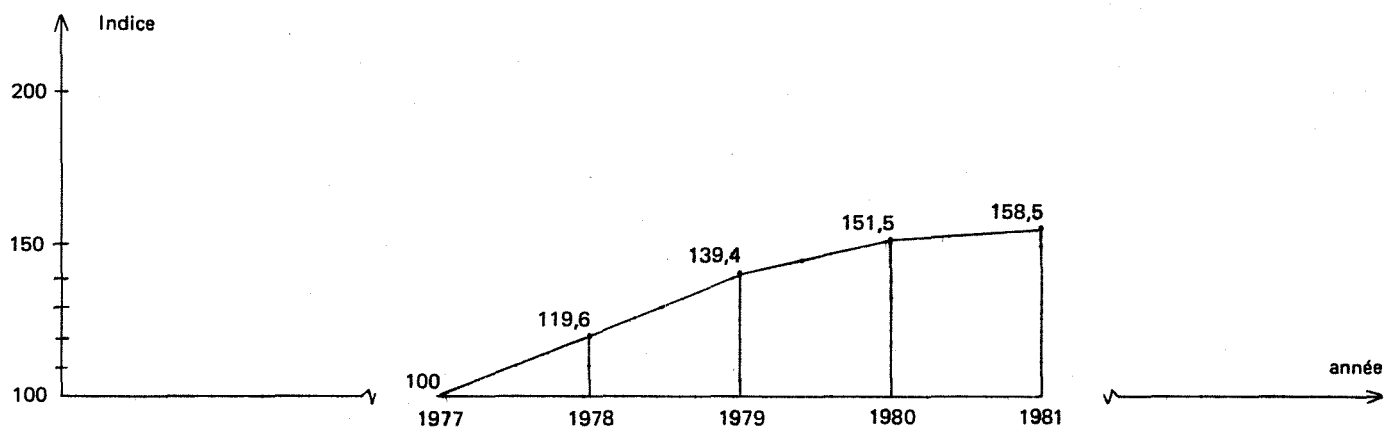
En 1981: Valeur moyenne déposée sur un compte de chèque postal en francs-or



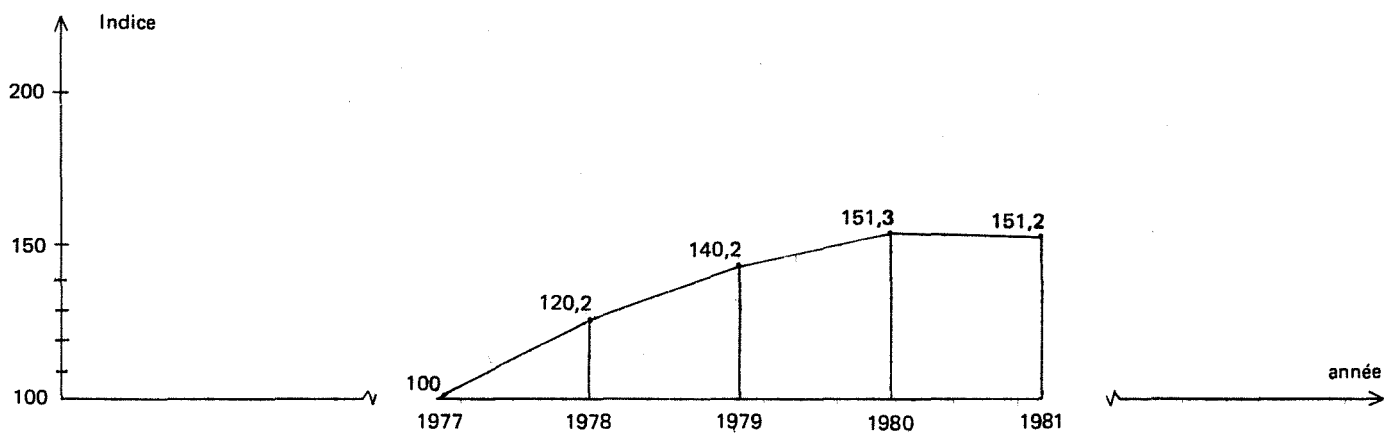
- Evolution entre 1977 et 1981

269. Les indices d'évolution des sommes déposées sur les comptes de chèques postaux entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays ayant fourni des renseignements (trafic 1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

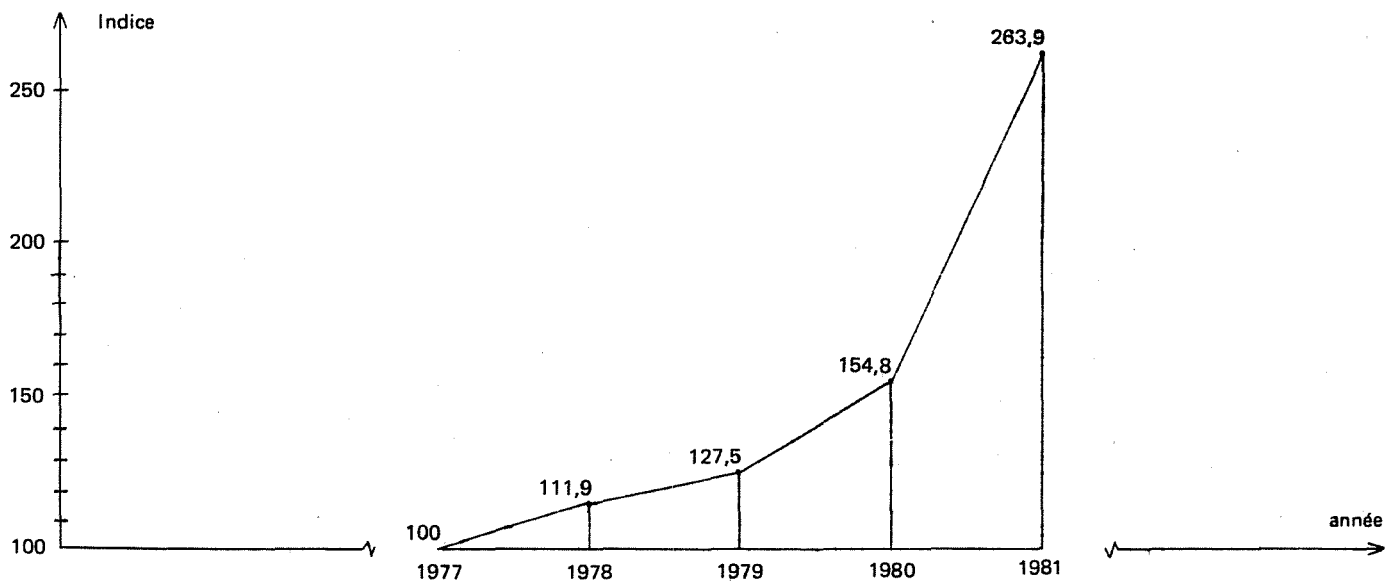
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



270. Les dépôts sur les comptes de chèques postaux augmentent donc partout dans le monde, avec un taux de croissance annuel assez élevé pour les PED (27,46 % de 1977 à 1981).
271. Dans les PI, les sommes totales déposées sur l'ensemble des comptes n'ont plus augmenté entre 1980 et 1981, malgré l'augmentation du nombre de comptes.
272. Par contre, on constate une hausse quasi générale du dépôt moyen sur l'ensemble des comptes de chaque groupe de pays entre les années extrêmes de la période analysée.
273. On peut aussi remarquer que la croissance annuelle moyenne des dépôts moyens par compte est plus faible que celle du total des dépôts entre 1977 et 1981.
274. Deux explications peuvent être suggérées:
- le nombre de titulaires de comptes augmente, mais les derniers recrutés font des dépôts plus faibles, ce qui fait baisser la valeur moyenne du compte;
  - il y a retrait sur un grand nombre de comptes pour satisfaire des besoins allant croissants d'année en année.
275. Dans le tableau suivant figurent l'évolution annuelle moyenne des sommes en dépôt et celle de la valeur moyenne d'un dépôt sur un compte de chèque postal.

Evolution annuelle moyenne des sommes déposées sur un compte de chèque postal et de la valeur moyenne du dépôt sur un compte				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Croissance annuelle moyenne des dépôts (%)	Croissance annuelle moyenne du montant moyen d'un compte (%)
Monde	Moyenne de 35 pays	35	12,20	7,31
	PI	21	10,90	6,80
	PED	14	27,46	10,78
Pays industrialisés	Moyenne de 21 PI	21	10,90	6,80
	PIEM	20	10,93	6,79
	PIEP	1	7,57	8,87
Pays en développement	Moyenne de 14 PED	14	27,46	10,78
	Afrique	9	15,55	9,55
	Amériques	0	0	0
	Asie-Pacifique	2	48,94*	3,04
	Europe	0	Non disponible	Non disponible
	Pays arabes	3	27,79	12,68

\* Influence de la Corée (Rép.).

#### Les comptes de caisse d'épargne (annexe 2, tableaux XXIX et XXX)

##### Existence du service

276. Un service de caisse d'épargne géré par la poste n'existe que dans un nombre restreint de pays (42 %), soit légèrement plus que pour le service des chèques postaux (31,9 %). Par contre, la caisse d'épargne est à la disposition de 44,3 % de la population mondiale, alors que le service des chèques postaux n'atteint que 24,6 % de cette population. La présence de ce service dans le monde est indiquée dans le tableau suivant:



Existence du service de caisse d'épargne postale géré par la poste					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Nombre de pays possédant une caisse d'épargne postale	Soit un pourcentage de (%)	Soit un pourcentage de la population desservie de (%)
Monde	Total mondial	169	70	41,4	44,3
	PI	36	21	58,3	48,0
	PED	133	49	36,8	43,0
Pays industrialisés	Total des PI	36	21	58,3	48,0
	PIEM	28	18	64,3	62,3
	PIEP	8	3	37,5	17,5
Pays en développement	Total des PED	133	49	36,8	43,0
	Afrique	43	27	62,8	64,5
	Amériques	33	4	12,1	0,7
	Asie - Pacifique	30	8	26,8	44,8
	Europe	8	2	25,0	28,9
	Pays arabes	19	8	42,1	79,2

277. Dans les PED, la région dans laquelle le service est le moins diffusé est celle des Amériques, où seulement 0,7 % des habitants ont accès à ce service. Les pays arabes permettent à 79,2 % de la population de déposer leur épargne à la poste.

278. La caisse d'épargne est mieux implantée dans les PED que les comptes de chèques postaux puisque 43 % de la population peut avoir accès à ce service (17,1 % pour les comptes de chèques postaux).

### Nombre de comptes de caisse d'épargne

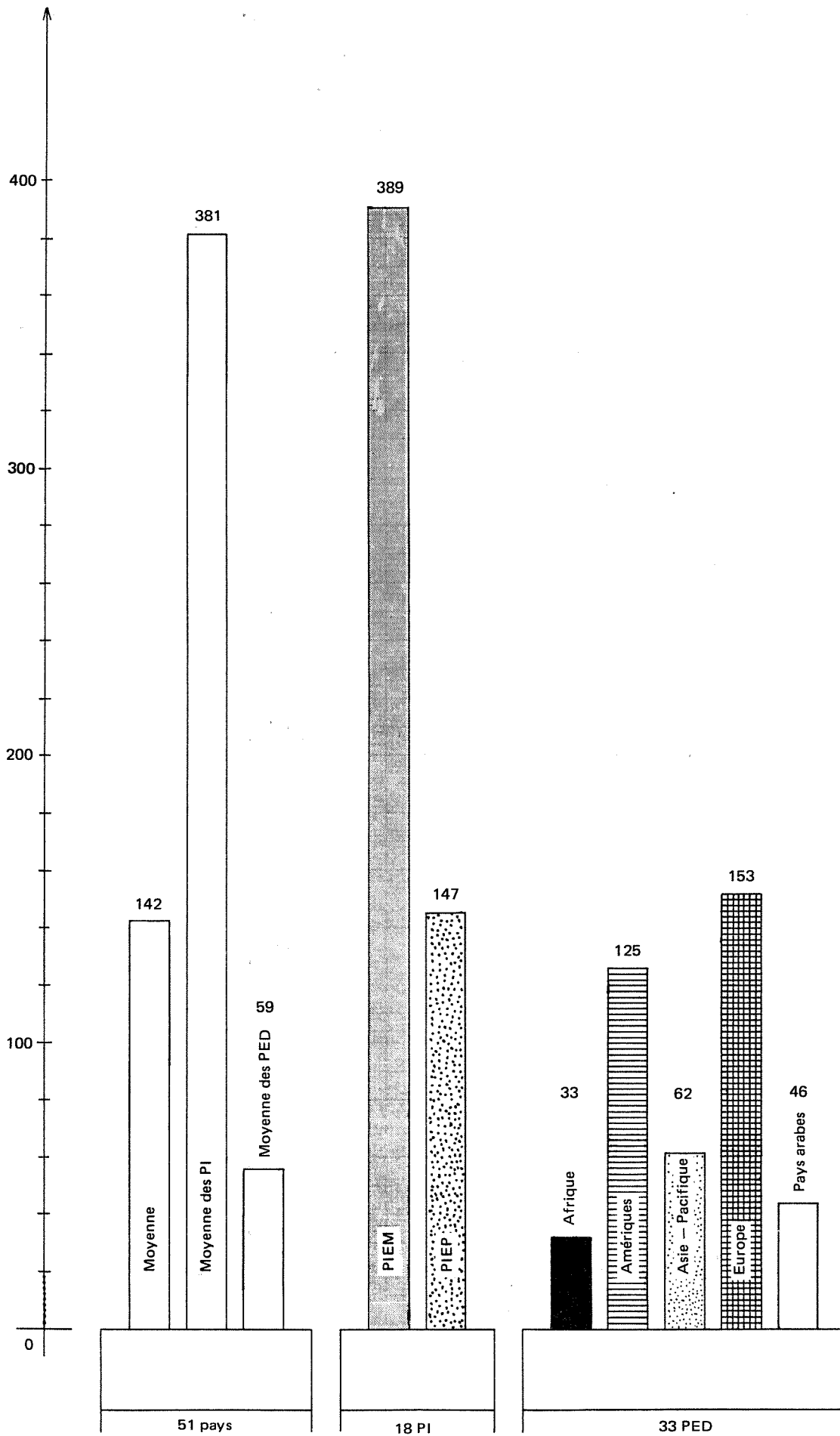
279. Les données fournies par 51 pays sur les 70 pays possédant ce service (soit 72,8 % des pays analysés) indiquent qu'en 1981, il existait 264,659 millions de comptes de caisse d'épargne ouverts dans les bureaux de poste.

280. La répartition des comptes dans les différentes régions et groupes de pays se présente comme suit:

Comptes de caisse d'épargne en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Nombre de comptes de caisse d'épargne	Pourcentage du total (%)	Nombre de comptes de caisse d'épargne par 1000 habitants
Monde	Total de 51 pays	51	264 659 469	100	141,6
	PI	18	181 982 600	68,8	380,7
	PED	33	82 676 869	31,2	59,4
Pays industrialisés	Total de 18 PI	18	181 982 600	100	380,7
	PIEM	17	179 496 600	98,6	389,2
	PIEP	1	2 486 000	1,4	147,4
Pays en développement	Total de 33 PED	33	82 676 869	100	59,4
	Afrique	15	5 741 273	6,9	33,1
	Amériques	3	207 624	0,3	125,2
	Asie - Pacifique	5	65 902 310	79,7	62,4
	Europe	2	4 959 048	6,0	152,8
	Pays arabes	8	5 866 614	7,1	46,0

281. En ce qui concerne le nombre de comptes de caisse d'épargne par 1000 habitants en 1981, la représentation graphique qui suit permet de comparer le taux moyen de chaque région et de chaque groupe de pays aux taux moyens de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

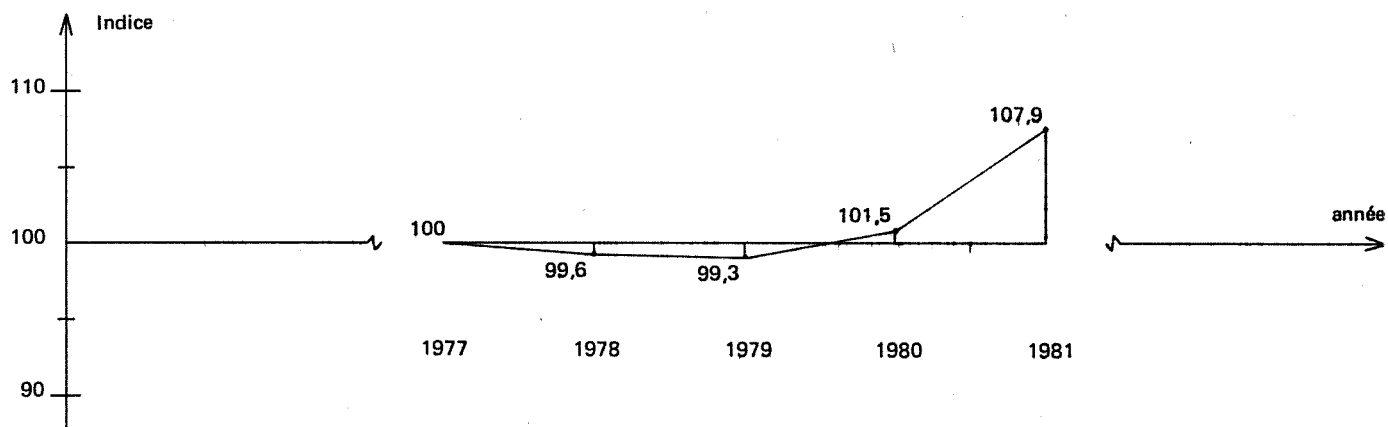
En 1981: Nombre de comptes de caisse d'épargne pour 1000 habitants



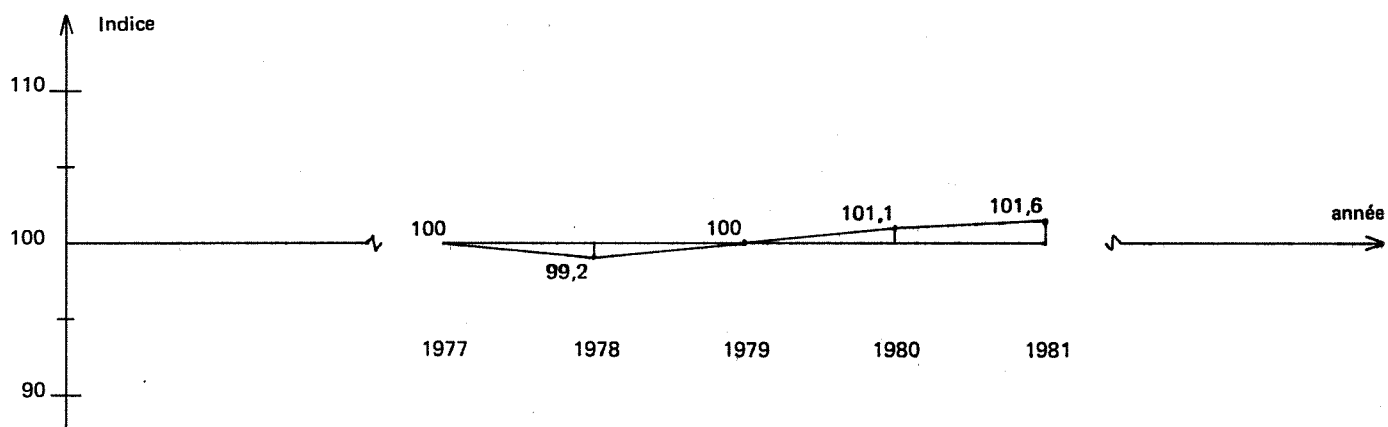
- Evolution entre 1977 et 1981

282. Les indices d'évolution du nombre de comptes de caisse d'épargne entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays retenus (1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

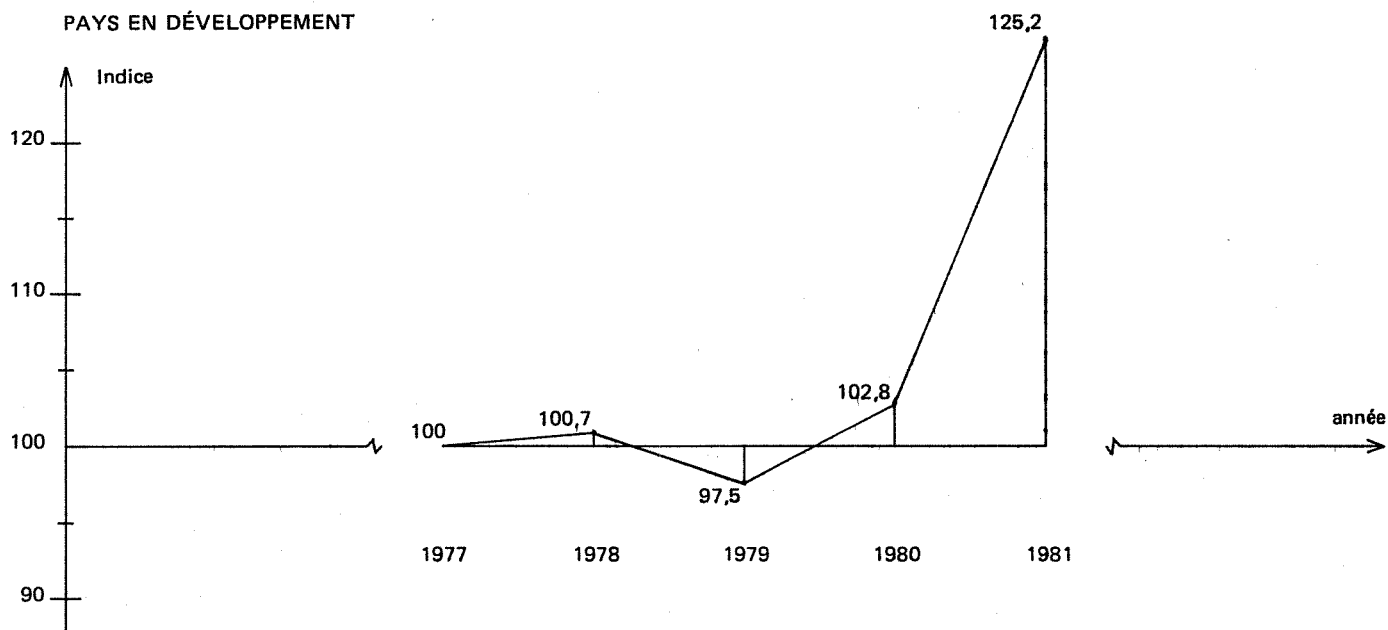
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



283. Les différents taux de croissance annuelle et les indices d'évolution du nombre de comptes de caisse d'épargne entre 1977 et 1981, dans chacune des régions des pays en développement ainsi que dans chacun des deux groupes de pays industrialisés se trouvent à l'annexe 2, tableau XXIX.

284. On peut remarquer:

- une stagnation du nombre de comptes de caisse d'épargne depuis 1977, sauf en ce qui concerne les PED entre 1980 et 1981. L'année 1977-1978 a été défavorable pour les PI, pour ce qui est de l'évolution du nombre de comptes, alors que pour les PED, la période la moins favorable a été 1978-1979; la reprise de l'ouverture du nombre de comptes s'est seulement produite dans les PED (due essentiellement à la région Asie-Pacifique);
- bien que le nombre de comptes ait augmenté dans le monde, le nombre par 1000 habitants a baissé. Il y a donc eu un développement moins rapide du nombre de comptes que celui de la population. Ceci est également vrai dans les PED.

285. Des renseignements plus détaillés apparaissent dans le tableau suivant:

Comptes de caisse d'épargne Evolution du service entre 1977 et 1981				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Croissance annuelle moyenne du nombre de comptes (%)	Croissance annuelle moyenne du nombre de comptes par 1000 habitants (%)
Monde	Moyenne de 51 pays	51	1,93	- 0,06
	PI	18	0,40	- 0,06
	PED	33	5,78	3,13
Pays industrialisés	Moyenne de 18 PI	18	0,40	- 0,06
	PIEM	17	0,41	- 0,07
	PIEP	1	- 0,23	- 0,28
Pays en développement	Moyenne de 33 PED	33	5,78	3,13
	Afrique	15	12,52	8,99
	Amériques	3	0,33	- 1,06
	Asie-Pacifique	5	5,54	3,01
	Europe	2	3,09	2,19
	Pays arabes	8	5,46	2,37

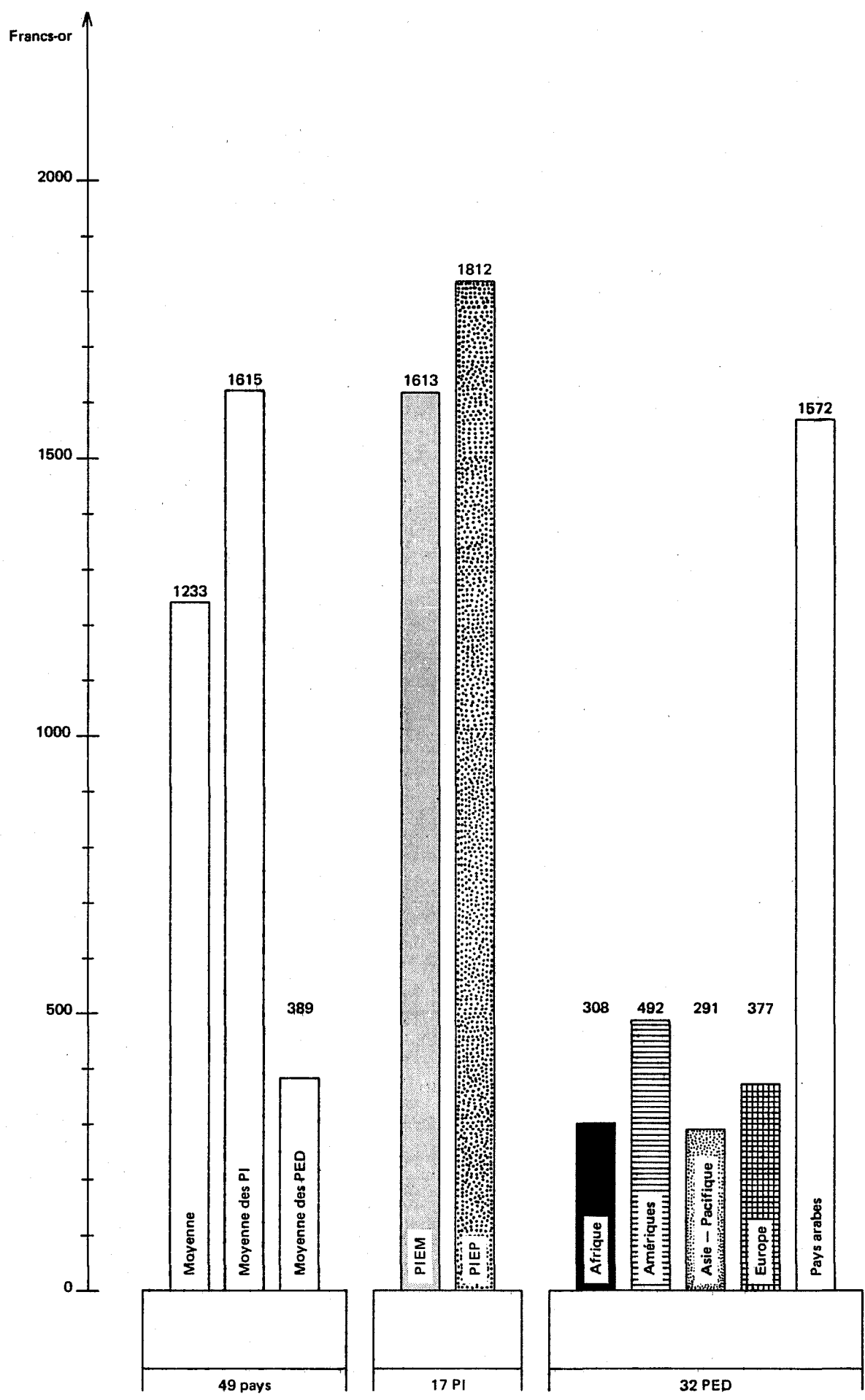
Sommes déposées sur les comptes de caisse d'épargne

286. Les données fournies par 49 pays sur les 70 possédant une caisse d'épargne indiquent qu'en 1981, 320,7 milliards de francs-or étaient en dépôt sur les comptes.

Sommes en dépôt sur les comptes de caisse d'épargne en 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Sommes en dépôt en 1981 (en millions de francs-or)	Pourcentage du total %	Dépôt moyen sur un compte (en francs-or)
Monde	Total de 49 pays	49	320 680	100	1 233
	PI	17	288 511	89,9	1 615
	PED	32	32 169	10,1	389
Pays industrialisés	Total de 17 PI	17	288 511	100	1 615
	PIEM	16	284 005	98,4	1 613
	PIEP	1	4 506	1,6	1 812
Pays en développement	Total de 32 PED	32	32 169	100	389
	Afrique	15	1 775	5,5	308
	Amériques	2	32	0,1	492
	Asie - Pacifique	5	19 264	59,9	291
	Europe	2	1 870	5,8	377
	Pays arabes	8	9 228	28,7	1 572

287. La représentation graphique qui suit permet de comparer la valeur moyenne déposée sur un compte de chaque région et de chaque groupe de pays à la valeur moyenne de l'ensemble des PED, des PI et du monde:

En 1981: Avoir moyen en francs-or déposé sur un compte de caisse d'épargne

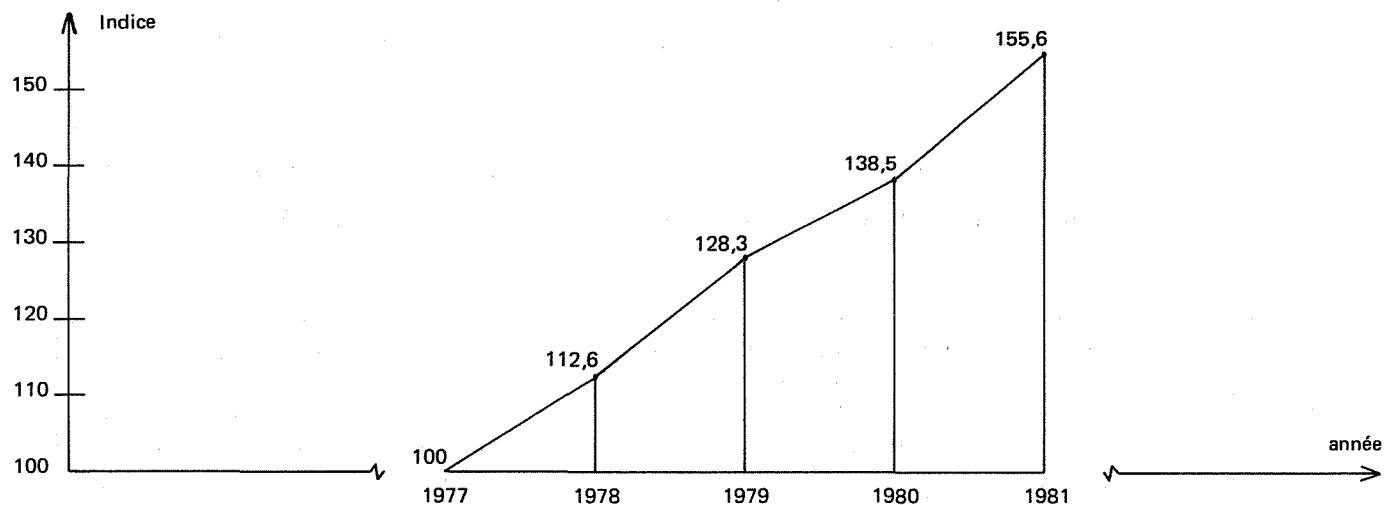




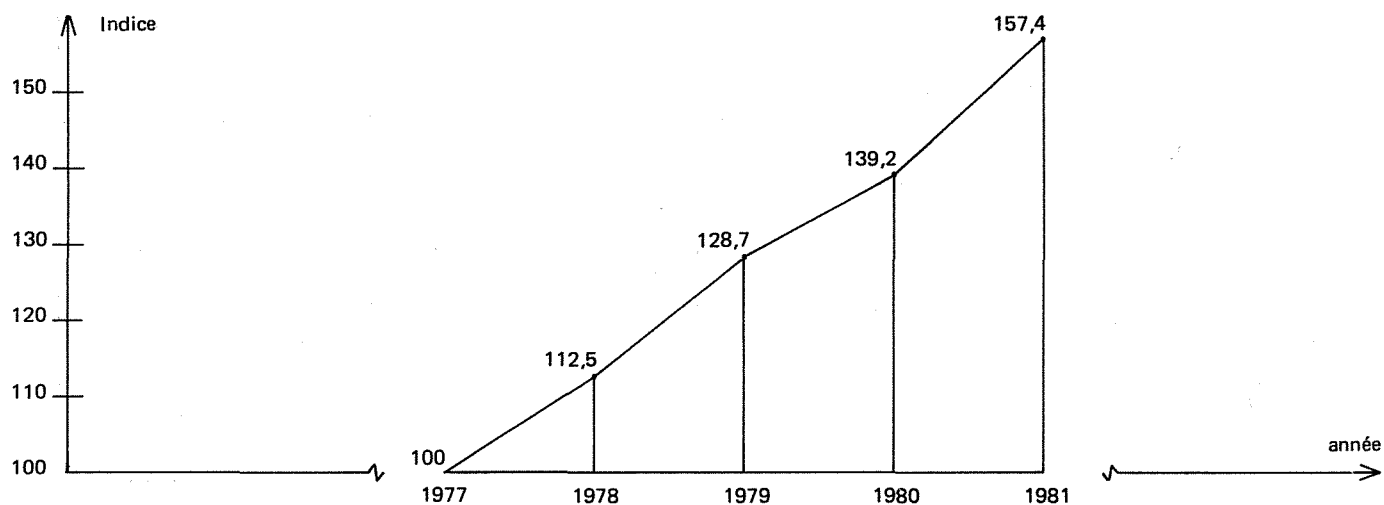
- Evolution entre 1977 et 1981

288. Les indices d'évolution des dépôts sur les comptes de caisse d'épargne entre 1977 et 1981, calculés sur la base des données des pays ayant fourni des renseignements (1977 = base 100) sont représentés dans les graphiques qui suivent:

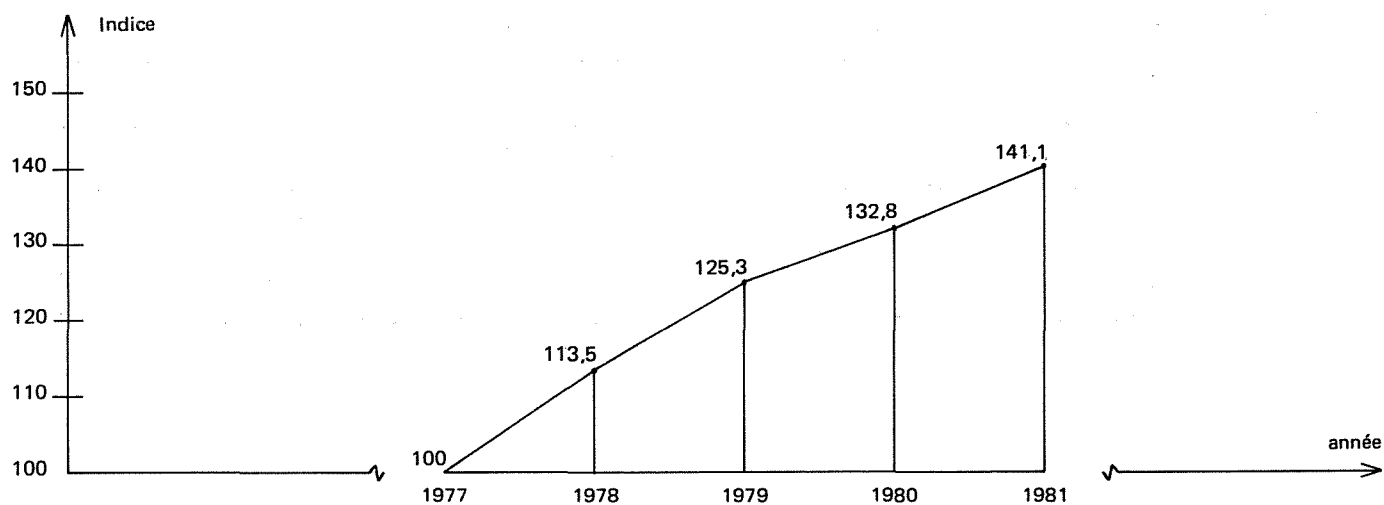
MONDE



PAYS INDUSTRIALISÉS



PAYS EN DÉVELOPPEMENT



289. Les sommes déposées sur les comptes de caisse d'épargne augmentent dans toutes les régions et groupes de pays durant les cinq années 1977-1981. La croissance annuelle moyenne la plus importante est intervenue dans les pays arabes (30,41 %).
290. La croissance du dépôt moyen d'un compte est légèrement inférieure dans les PI et plus faible dans les PED, car négative dans trois régions: Afrique, Asie-Pacifique et Europe où il y a une baisse des avoirs moyens sur les comptes.
291. Dans le tableau suivant figurent l'évolution moyenne des sommes déposées sur un compte de caisse d'épargne et celle de la valeur moyenne d'un compte.

Evolution annuelle moyenne des sommes déposées sur un compte de caisse d'épargne et de la valeur moyenne d'un compte				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	Croissance annuelle moyenne des sommes déposées (%)	Croissance annuelle moyenne du montant moyen d'un compte (%)
Monde	Moyenne de 49 pays	49	11,69	8,46
	PI	17	12,01	10,27
	PED	32	8,99	3,04
Pays industrialisés	Moyenne de 17 PI	17	12,01	10,27
	PIEM	16	12,18	10,42
	PIEP	1	3,18	3,41
Pays en développement	Moyenne de 32 PED	32	8,99	3,04
	Afrique	15	11,18	- 1,18
	Amériques	2	4,25	4,28
	Asie-Pacifique	5	3,68	- 1,80
	Europe	2	1,74	- 1,22
	Pays arabes	8	30,41	23,67

## Conclusions sur l'évolution des services financiers entre 1977 et 1981

### Existence

292. Le nombre de pays offrant les trois services est resté stable durant la période quinquennale analysée. En effet, des informations obtenues, il n'apparaît pas que de nouveaux pays aient implanté un de ces services entre 1977 et 1981.
293. Le service le mieux implanté est celui des mandats (à la disposition de 96,5 % de la population mondiale), puis celui de la Caisse d'épargne (44,3 % de la population mondiale desservie) et enfin le service des chèques postaux (à la disposition de seulement 24,6 % de la population mondiale).

### Tendances

294. Les tendances d'évolution des trois services à la hausse (↗) ou à la baisse (↘) sur la période 1977-1981 sont représentées dans le tableau ci-après.

Région ou groupe de pays		MANDATS DE POSTE				CHEQUES POSTAUX				CAISSE D'EPARGNE			
		Nombre de mandats émis	Nombre de mandats par 1000 habitants	Sommes transférée	Somme moyenne transférée par mandat	Nombre de comptes	Nombre de comptes par 1000 habitants	Dépôts en fr-or donnés	Dépôt moyen sur un compte	Nombre de comptes	Nombre de comptes par 1000	Dépôts en fr-or donnés	Dépôt moyen sur un compte
Monde	Total mondial	↘	↘	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↘	↗	↗
	PI	↘	↘	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↘	↗	↗
	PED	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗
Pays industrialisés	Total des PI	↘	↘	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↘	↗	↗
	PIEM	↘	↘	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↘	↗	↗
	PIEP	↗	↗	↗	↗	↘	↘	↗	↗	↘	↘	↗	↗
Pays en développement	Total des PED	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗
	Afrique	↘	↘	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↘
	Amériques	↗	↗	↗	↗	0	0	0	0	↗	↘	↗	↗
	Asie - Pacifique	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↘	↗	↗	↗	↘
	Europe	↗	↗	↗	↗	ND	ND	ND	ND	↗	↗	↗	↘
	Pays arabes	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗
		Existence du service dans le monde: 143/169 pays				Existence du service dans le monde: 54/169 pays				Existence du service dans le monde: 70/169 pays			
		Population desservie: 96,5 %				Population desservie: 24,6 %				Population desservie: 44,3 %			
						ND : Non disponible							

Rapport entre les dépôts sur les comptes de chèques postaux et de caisse d'épargne et la valeur du PIB

295. Les renseignements disponibles ne concernent que 73 pays.

296. Comme il apparaît dans le tableau ci-après, une grande diversité de situations peut être observée. Le ratio calculé varie de 0,001 à 6,845, c'est-à-dire dans un rapport de 1 à 6845. De plus, si l'on excepte l'Afrique où le ratio a augmenté entre 1977 et 1981 (mais du fait de deux pays seulement ayant fortement développé leurs chèques postaux; les six autres ayant un ratio en baisse), partout ailleurs dans le monde, la tendance est également à la baisse.

Evolution du rapport existant entre les dépôts des chèques postaux et des caisses d'épargne et le PIB						
Région ou groupe de pays		Nombre de pays analysés	En 1981: % des dépôts de caisse d'épargne et chèques postaux par rapport au PIB			Croissance annuelle moyenne du pourcentage moyen entre 1977 et 1981 (%)
			Minimum	Maximum	Moyen	
Monde	Moyenne de 73 pays	73	0,001	6,845	0,949	- 0,10
	PI	23	0,003	6,845	1,098	- 0,09
	PED	50	0,001	3,609	0,132	- 0,56
Pays industrialisés	Moyenne de 23 PI	23	0,003	6,845	1,098	- 0,09
	PIEM	23	0,003	6,845	1,098	- 0,09
	PIEP	0	Non disponible	Non disponible	Non disponible	Non disponible
Pays en développement	Moyenne de 50 PED	50	0,001	3,609	0,132	- 0,56
	Afrique	8	0,033	3,411	0,312	1,84
	Amériques	19	0,010	0,146	0,017	- 8,26
	Asie-Pacifique	12	0,008	0,295	0,152	- 0,32
	Europe	3	0,008	0,016	0,010	- 12,42
	Pays arabes	8	0,001	3,609	0,723	- 3,18

297. Les objectifs fixés par l'UPU pour la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement, à savoir l'instauration généralisée des services financiers dans les PED afin que le rapport entre les avoirs des services de caisse d'épargne et de chèques postaux et le PIB soit de 5 à 10 %, est donc loin d'être atteint. En effet, pour les 50 PED analysés, aucun ne dépasse 3,6 %. D'ailleurs, dans les PI seulement 3 pays sur 23 dépassent ce ratio de 5 %. On constate une baisse des pourcentages moyens dans le tableau ci-avant et une augmentation du PIB dans tous les pays analysés sauf un. On peut donc en conclure que la valeur des dépôts n'augmente plus sur les comptes, soit du fait de la crise économique, soit parce que les dépôts des liquidités existantes se font dans d'autres établissements financiers.

G. Recettes postales et dépenses de personnel

298. Les données transmises par les Administrations ne sont pas suffisantes pour prendre en considération les recettes et dépenses totales et analyser le déficit ou l'excédent réalisé. En effet, il n'est pas rare qu'une rubrique concernant les recettes ou les dépenses soit non disponible dans la statistique d'un pays. La valeur totale des recettes ou des dépenses reste alors inconnue.
299. Si l'on se réfère à la dernière année traitée par le Bureau international (1981), pour 115 questionnaires-réponses reçus, 45 (soit 39 %) ne portaient pas d'informations suffisantes pour déterminer le résultat financier des Administrations. Pour les 70 restants, 36 avaient une gestion excédentaire et 34 une gestion déficitaire.
300. Parmi les différentes rubriques financières de gestion, le Bureau international a donc seulement analysé les recettes postales et les dépenses de personnel.

Les recettes postales (annexe 2, tableau XXXI)

301. Les renseignements obtenus ont une représentativité assez faible, surtout pour certaines régions des PED. On ne peut donc pas déterminer une tendance générale car elle pourrait être démentie par la prise en compte d'informations plus nombreuses. La représentativité des PIEM est par contre suffisante.

Evolution des recettes postales de 1977 à 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Représentativité		Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
			Nombre de pays ayant fourni des renseignements de 1977 à 1981	Pourcentage de population concernée (%)	
Monde	Moyenne mondiale	169	86	42,3	*
	PI	36	31	92,9	11,10
	PED	133	55	25,2	*
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36	31	92,9	11,10
	PIEM	28	27	99,9	11,51
	PIEP	8	4	78,2	5,77
Pays en développement	Moyenne des PED	133	55	25,2	*
	Afrique	43	13	29,6	*
	Amériques	33	10	14,3	*
	Asie - Pacifique	30	14	20,1	*
	Europe	8	6	77,5	10,77
	Pays arabes	19	12	81,2	12,11

\* Donnée non représentative de la région ou du groupe de pays, compte tenu du faible nombre de pays ayant fourni des renseignements sur les recettes.

302. On constate que dans les PI, les recettes ont augmenté en moyenne de 11,1 % (soit du fait d'augmentation de taxes, soit du fait de la croissance du trafic).
303. Si l'on calcule la recette moyenne par envoi déposé dans le service intérieur et international), on obtient les informations suivantes:



En 1981: Recette moyenne par envoi déposé dans le service intérieur et international-expédition (en franc-or)						
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Représentativité		Recettes moyennes par envoi en 1981 (en franc-or)	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
			Nombre de pays retenus	Pourcentage de population concernée (%)		
Pays industrialisés	Total des PI	36	31	93,0	0,55	7,62
	PIEM	28	27	99,0	0,65	7,51
	PIEP <sup>1)</sup>	8	4	78,2	0,16	4,03
Pays en développement	Total des PED	133	58	46,4	*	*
	Afrique	43	13	29,6	*	*
	Amériques	33	10	14,3	*	*
	Asie-Pacifique	30	15	49,3	*	*
	Europe	8	6	77,5	0,39	8,01
	Pays arabes	19	14	88,7	0,47	4,86

\* Donnée non représentative de la région ou du groupe de pays, compte tenu du faible nombre de pays ayant fourni des renseignements sur les recettes.

1) Que pour le service intérieur.

304. Si l'on examine seulement les données où la représentativité est suffisante, on constate que les recettes moyennes par envoi sont comprises entre 0,39 et 0,65 franc-or. Elles varient donc du simple au double.

305. Dans les pays industrialisés, la croissance moyenne des recettes moyennes par envoi entre 1977 et 1981 était d'environ 7,6 % par an. Pour les PED, dont la représentativité est suffisante, cette croissance a été de 8 % dans la région Europe et d'environ 4,9 % dans les pays arabes.

#### Les dépenses de personnel (annexe 2, tableau XXXII)

306. Comme pour les recettes postales, les renseignements ont une assez faible représentativité pour certaines régions. Les réserves déjà faites s'appliquent donc également aux dépenses de personnel.

307. Les renseignements disponibles sont les suivants:

Evolution des dépenses de personnel de 1977 à 1981					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Représentativité		Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
			Nombre de pays ayant fourni des renseignements de 1977 à 1981	Pourcentage de population concernée (%)	
Monde	Moyenne mondiale	169	90	58,9	*
	PI	36	31	93,0	9,98
	PED	133	59	47,4	*
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36	31	93,0	9,98
	PIEM	28	27	99,9	10,53
	PIEP	8	4	78,2	2,46
Pays en développement	Moyenne des PED	133	59	47,4	*
	Afrique	43	15	43,4	*
	Amériques	33	9	11,2	*
	Asie - Pacifique	30	15	49,3	*
	Europe	8	6	77,5	8,83
	Pays arabes	19	14	88,7	18,58

\* Donnée non représentative de la région ou du groupe de pays, compte tenu du faible nombre de pays ayant fourni des renseignements sur les dépenses de personnel.

308. Dans les PIEM, le taux de croissance des dépenses de personnel reste élevé (10 %). Dans les PIEP, il est seulement de 2,46 %. Pour ce qui est des régions des PED, on peut remarquer un ralentissement de la croissance des dépenses de personnel en Europe et une accélération de cette croissance dans les pays arabes. Certains de ces pays ont probablement dû ajuster les salaires du personnel postal (des ajustements plus importants auraient eu lieu durant les années 1978 et 1981).

309. Les augmentations des dépenses de personnel sont dues soit à des augmentations de salaire, soit à une augmentation des effectifs du personnel postal. Comme cette dernière (voir tableau V) ne dépasse jamais 5 %, la plupart de la différence est due à des ajustements de salaire.

310. D'après les renseignements disponibles, le Bureau international a calculé, pour 1981, la dépense moyenne pour un agent du personnel postal, mais la base de données qui fait entrer en ligne de compte des paires d'informations est plus réduite que celle utilisée pour les calculs dont les résultats figurent dans le tableau précédent.

311. Les résultats obtenus sont indiqués ci-après:

Dépense par agent du service postal en 1981 (En francs-or)					
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Représentativité		En 1981: dépenses par agent (francs-or)
			Nombre de pays retenus	Pourcentage de population concernée (%)	
Pays industrialisés	Total des PI	36	31	93,0	40 000
	PIEM	28	27	99,0	51 000
	PIEP	8	4	78,2	8 000
Pays en développement	Total des PED	133	54	42,3	*
	Afrique	43	14	34,8	*
	Amériques	33	10	11,3	*
	Asie-Pacifique	30	10	43,3	*
	Europe	8	6	77,5	10 000
	Pays arabes	19	14	88,7	13 000

\* Donnée non représentative de la région ou du groupe de pays, compte tenu de la faible participation des pays.

312. En comparant les PI avec les régions des PED, dont la représentativité est suffisante, on peut remarquer que le coût moyen d'un agent du service postal en 1981 est environ quatre fois plus élevé dans les PI que dans les PED d'Europe et des pays arabes.

313. Si l'on calcule le rapport entre les dépenses de personnel et les recettes postales, les calculs donnent les résultats figurant dans le tableau suivant:

Etude du rapport		Dépenses de personnel				
		Recettes postales				
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Représentativité		Valeur en 1981 (%)	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
			Nombre de pays retenus	Pourcentage de population concernée (%)		
Pays industrialisés	Total des PI	36	31	93,0	87,0	- 1,01
	PIEM	28	27	99,9	87,5	- 0,87
	PIEP	8	4	78,2	79,4	- 3,13
Pays en développement	Total des PED	133	57	46,0	*	*
	Afrique	43	13	29,6	*	*
	Amériques	33	9	11,2	*	*
	Asie-Pacifique	30	15	49,3	*	*
	Europe	8	6	77,5	109	- 1,75
	Pays arabes	19	14	88,7	147	5,43

\* Donnée non représentative de la région ou du groupe de pays, compte tenu de la faible participation des pays.

314. Les PIEM, les PIEP et la région Europe ont réussi, au cours des cinq dernières années, à réduire la part des dépenses de personnel par rapport aux recettes postales.

315. Dans la région des pays arabes, les dépenses de personnel sont souvent supérieures aux recettes postales (dans 14 pays retenus, cela est vrai pour 9), en partie pour des raisons sociales. Il est aussi vrai que, dans cette région, le volume du trafic postal se montre faible par rapport à l'infrastructure et au personnel disponibles.

316. Le Bureau international a finalement calculé la valeur de la dépense de personnel que l'on peut imputer à un envoi traité par une Administration dans le service intérieur et le service international-expédition. Cela figure dans le tableau ci-après:

En 1981: dépenses de personnel réparties par envoi déposé dans le service intérieur et international (en franc-or)						
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Représentativité		Dépenses par envoi (franc-or)	Croissance annuelle moyenne 1977/1981 (%)
			Nombre de pays retenus	Pourcentage de population concernée		
Pays industrialisés	Total des PI	36	31	93,0	0,48	6,51
	PIEM	28	27	99,9	0,57	6,56
	PIEP**	8	4	78,2	0,13	0,81
Pays en développement	Total des PED	133	59	47,4	*	*
	Afrique	43	15	43,4	*	*
	Amériques	33	9	11,2	*	*
	Asie-Pacifique	30	15	49,3	*	*
	Europe	8	6	77,5	0,43	6,20
	Pays arabes	19	14	88,7	0,69	11,15

\* Donnée non représentative de la région ou du groupe de pays, compte tenu de la faible participation des pays.

\*\* Seulement service intérieur.

317. C'est dans les pays arabes que les frais de personnel par envoi sont les plus importants (43 % plus chers que dans l'ensemble des PI) et que la croissance de ces frais depuis 1977 est la plus forte.

318. Si l'on compare les recettes et les dépenses par envoi déposé, pour les régions ou groupes de pays dont les informations disponibles sont assez représentatives, on a:

En 1981 (en fr-or)	Recette par envoi déposé	Croissance annuelle moyenne 1977/1981	Dépense de personnel par envoi déposé	Croissance annuelle moyenne 1977/1981
Total des PI	0,55	(7,62)	0,48	(6,51)
Total des PIEM	0,65	(7,51)	0,57	(6,56)
Total des PIEP*	0,16	(4,03)	0,13	(0,81)
Europe	0,39	(8,01)	0,43	(6,20)
Pays arabes	0,47	(4,86)	0,69	(11,15)

\* Seulement service intérieur.

319. Du tableau ci-avant, il ressort que, dans les deux régions des PED pour lesquelles les réponses sont représentatives, les dépenses de personnel par envoi sont supérieures aux recettes d'affranchissement par envoi, ce qui doit conduire à un déficit (sauf si les autres recettes ou rémunérations des Administrations étrangères - frais de transit et frais terminaux - ne compensent cet état de fait).

#### H. Relations entre différents indicateurs postaux, sociaux et démographiques

320. Dans ce chapitre, une brève analyse comparative de certains indicateurs est tentée. Ces indicateurs, obtenus des chapitres précédents et des tableaux I à VI, XIV, XV, XVIII, XIX et XXII concernent des éléments de l'infrastructure et du trafic postal, ainsi que la superficie, la population et le taux d'alphabétisation des régions et des groupes de pays qui ont fait l'objet des analyses dans le cadre de cette étude sur le développement des services postaux.
321. Les éléments postaux qui font l'objet des analyses globales ci-après sont ceux pour lesquels il a été possible de procéder à des estimations concernant la totalité des pays compris dans l'étude, à savoir 169 pays. Une exception à cette règle est faite pour les données du trafic international-expédition de la poste aux lettres. Dans ce domaine, les analyses comparatives sont faites pour deux groupes de pays seulement - les pays en développement (133 pays) et les pays industrialisés à économie de marché (28 pays) - étant donné qu'il n'a été possible de procéder à des estimations que pour la totalité des pays de ces deux groupes.
322. Dans les tableaux qui suivent, les indicateurs dont il est question sont présentés de manière à permettre leur comparaison relative.

Répartition de la population, de la superficie, des effectifs du personnel postal, des bureaux de poste sédentaires et du trafic de la poste aux lettres (services intérieur et international-expédition)									
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Population (%)	Superficie (%)	Effectif du personnel postal (%)	Bureaux de poste sédentaires (%)	Trafic de la poste aux lettres - service intérieur (%)	Trafic de la poste aux lettres - service international-expédition (%)	
Monde	Total mondial	169	100	100	100	100	100	PIEM + PED	100
	PI	36	24,7	42,2	68,9	48,3	84,4	28 PIEM	63,4
	PED	133	75,3	57,8	31,1	51,7	15,6	133 PED	36,6
Pays industrialisés	Total des PI	36	100	100	100	100	100	-	
	PIEM	28	68,0	57,4	67,5	59,0	75,3	-	
	PIEP	8	32,0	42,6	32,5	41,0	24,7	-	
Pays en développement	Total des PED	133	100	100	100	100	100	100	
	Afrique	43	10,0	25,6	3,8	3,4	3,7	14,2	
	Amériques	33	11,0	26,5	12,5	10,6	12,0	21,2	
	Asie-Pacifique	30	70,9	30,3	66,1	71,5	72,5	29,2	
	Europe	8	3,4	2,0	12,8	10,5	9,8	13,7	
	Pays arabes	19	4,7	15,6	4,8	4,0	2,0	21,7	



Relations entre différents indicateurs postaux, sociaux et démographiques en 1981								
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Densité démographique (habitants/km <sup>2</sup> )	Taux moyen d'alphabétisation	Proportion de la population bénéficiant d'une distribution à domicile	Nombre moyen d'envois de la poste aux lettres déposés par habitant (serv. intérieur)	Effectif du personnel Bureaux de poste sédentaires	Nombre d'habitants desservis par bureau de poste sédentaire
Monde	Moyenne mondiale	169	33,9	68,7 %	87,0 %	69,6	7,5	7 060
	PI	36	19,8	97,7 %	96,6 %	238,2	10,7	3 610
	PED	133	44,2	95,0 %	83,1 %	14,4	4,5	10 280
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36	19,8	97,7 %	96,6 %	238,2	10,7	3 610
	PIEM	28	23,4	97,5 %	93,8 %	263,9	12,25	4 150
	PIEP	8	14,9	98,2 %	99,8 %	183,5	8,5	2 830
Pays en développement	Moyenne des PED	133	44,2	59,0 %	83,1 %	14,4	4,5	10 280
	Afrique	43	17,2	34,5 %	4,4 %	5,3	5,1	30 330
	Amériques	33	18,3	79,0 %	76,0 %	15,7	5,4	10 680
	Asie-Pacifique	30	103,7	59,6 %	96,3 %	14,7	4,2	10 200
	Europe	8	74,3	79,6 %	96,9 %	41,9	5,5	3 300
	Pays arabes	19	13,4	39,1 %	61,8 %	6,2	5,4	12 130

Relations entre différents indicateurs du trafic postal en 1981								
Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Poste aux lettres - Services intérieur + international-expédition			Colis postaux - Service intérieur		
			Nombre moyen d'envois déposés par habitant	Nombre moyen d'envois dépo- sés par bureau de poste sédentaire	Trafic postal Effectif du personnel	Nombre moyen de colis déposés par habitant	Nombre moyen de colis déposés par bureau de poste séden- taire	Trafic de colis Effectif du personnel
PIEM + PED	Moyenne PIEM + PED	161	62	500 000	68 800	0,4	3 500	480
	PIEM	28	271	1 125 000	91 800	2,0	8 300	680
	PED	133	15	156 000	34 500	0,08	820	180
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36 <sup>1)</sup>	-	-	-	1,7	6 000	560
	PIEM	28	271	1 125 000	91 800	2,0	8 300	680
	PIEP	5 <sup>2)</sup>	132	350 000	33 800	1,1	2 900	280
Pays en développement	Moyenne des PED	133	15,2	156 000	34 500	0,080	820	180
	Afrique	43	6,4	192 100	37 700	0,007	200	39
	Amériques	33	17,2	183 800	34 300	0,050	520	98
	Asie-Pacifique	30	15,0	153 300	36 700	0,090	910	218
	Europe	8	45,4	150 000	27 300	0,300	1 000	181
	Pays arabes	19	9,5	114 400	21 100	0,003	40	7

1) Avec l'URSS, la Biélorussie et l'Ukraine - seulement service intérieur.

2) Sans l'URSS, la Biélorussie et l'Ukraine.

Proportions des services intérieur et international-expédition de la poste aux lettres, selon le nombre d'envois LC et AO, dans le trafic total de la poste aux lettres - en 1981

Région ou groupe de pays		Nombre de pays	Poste aux lettres service intérieur (%)	LC service intérieur (%)	AO service intérieur (%)	Poste aux lettres service inter- national- expédition (%)	LC service inter- national- expédition (%)	AO service international- expédition (%)
PIEM + PED	Moyenne des PIEM + PED	161	96,9 100	58,17	41,83	3,1 100	78,39	21,61
	PIEM	28	97,5 100	60,90	39,10	2,5 100	74,80	25,20
	PED	133	94,9 100	47,21	52,79	5,1 100	85,69	14,31
Pays industrialisés	Moyenne des PI	36 <sup>1)</sup>	100	50,4	49,6	-	-	-
	PIEM	28	97,5 100	60,90	39,10	2,5 100	74,80	25,20
	PIEP	5 <sup>2)</sup>	95,9 100	28,44	71,56	4,1 100	74,88	25,12
Pays en développement	Moyenne des PED	133	94,9 100	47,21	52,79	5,1 100	85,69	14,31
	Afrique	43	83,1 100	85,50	14,50	16,9 100	87,81	12,19
	Amériques	33	91,5 100	73,30	26,70	8,5 100	88,35	11,65
	Asie-Pacifique	30	97,8 100	39,20	60,80	2,2 100	81,82	18,18
	Europe	8	92,3 100	50,80	49,20	7,7 100	76,62	23,38
	Pays arabes	19	65,0 100	90,90	9,10	35,0 100	91,80	8,20

1) Avec l'URSS, la Biélorussie et l'Ukraine - seulement service intérieur.

2) Sans l'URSS, la Biélorussie et l'Ukraine.

323. De nombreuses constatations peuvent se fonder sur plusieurs sortes d'analyses des chiffres présentés dans les tableaux ci-avant. Les paragraphes qui suivent comportent quelques observations sur les indicateurs présentés.

324. Tableaux pages 170 et 171

- Au niveau des pays industrialisés, la répartition des bureaux de poste sédentaires entre les PIEM et les PIEP (59 % et 41 %, respectivement) présente une certaine proportionnalité par rapport à la répartition de la superficie totale de ces deux groupes de pays (57,4 % et 42,6 %). La superficie moyenne desservie par bureau de poste dans ces deux groupes de pays est d'environ 182 km<sup>2</sup>. A l'intérieur du groupe des PED, cette proportionnalité se vérifie plutôt entre la répartition des bureaux de poste sédentaires et la répartition de la population, pour 3 des 5 régions analysées. (Nombre moyen d'habitants desservis par bureau de poste sédentaire: Amériques, 10680; Asie-Pacifique, 10200; Pays arabes, 12130). Au niveau mondial, les proportions du nombre total de bureaux de poste sédentaires dans les PI et dans les PED par rapport au nombre total mondial sont de 48,3 % et 51,7 %, respectivement; la répartition de la superficie totale mondiale entre ces deux grands groupes de pays se fait selon les proportions de 42,2 % et 57,8 %. La densité moyenne des bureaux de poste par km<sup>2</sup> dans l'ensemble des pays industrialisés (0,0055) est, par conséquent, supérieure à celle de l'ensemble des pays en développement (0,0043 - chiffre fortement influencé par le grand nombre de bureaux de poste sédentaires par rapport à la superficie de l'Inde, en Asie-Pacifique, et du Portugal, en Europe).
- Pour ce qui est de la répartition du personnel postal, une certaine proportionnalité avec la répartition de la population se vérifie entre les PIEM et les PIEP (nombre moyen d'habitants desservis par employé: 337), ainsi qu'entre trois des cinq régions des PED analysées (nombre moyen d'habitants desservis par employé: Amériques, 1994; Asie-Pacifique, 2439; Pays arabes, 2234). Dans les deux autres régions, à savoir, l'Afrique et l'Europe, le nombre d'habitants desservis par employé est respectivement trois fois supérieur et le tiers, environ, du nombre moyen d'habitants desservis par employé postal de l'ensemble des trois autres régions. Au niveau mondial, le nombre d'habitants desservis par employé postal dans l'ensemble des PED est d'environ 6,7 fois le chiffre correspondant de l'ensemble des PI.

- Pour ce qui est de l'ensemble du trafic de la poste aux lettres (intérieur + international-expédition) déposé dans chacune des cinq régions des PED, une certaine relation de proportionnalité se vérifie entre la répartition de ce trafic, des bureaux de poste sédentaires et des effectifs du personnel postal entre ces cinq régions. Au niveau mondial, le nombre d'envois de la poste aux lettres du service intérieur déposé par bureau de poste sédentaire dans l'ensemble des PI est d'environ 5,8 fois le chiffre correspondant dans l'ensemble des PED. En outre, la relation entre le nombre total d'envois de la poste aux lettres du service intérieur et l'effectif total du personnel postal dans l'ensemble des PI correspond à environ 2,5 fois la même relation établie pour l'ensemble des PED.

### 325. Tableaux pages 172 et 173

- Le nombre moyen d'envois de la poste aux lettres (service intérieur + international-expédition) déposé par habitant dans l'ensemble des PIEM en 1981 a été supérieur 18 fois au nombre d'envois de la poste aux lettres déposé par habitant dans l'ensemble des PED dans la même année. La relation entre les nombres d'envois de la poste aux lettres déposés par bureau de poste sédentaire dans ces deux groupes de pays est de 7,2:1. Le rapport entre le trafic postal par employé dans les mêmes groupes de pays est de 2,66:1. Le trafic moyen de la poste aux lettres par habitant dans les pays en développement en 1981 a été plus faible en Afrique et dans les Pays arabes. Apparemment ce sont les Pays arabes qui disposent de l'infrastructure la plus importante, en bureaux de poste et en personnel, par rapport au volume du trafic postal.
- La même analyse s'applique au trafic intérieur des colis postaux. Le rapport entre le trafic moyen par habitant des colis dans l'ensemble des PIEM et ce ratio dans l'ensemble des PED est de 21:1. La relation entre les nombres de colis déposés par bureau de poste sédentaire dans ces deux groupes de pays est de 10,1:1. Le rapport entre le trafic des colis du service intérieur par employé dans les mêmes groupes de pays est de 3,78:1. Le trafic moyen des colis postaux du service intérieur dans les Pays arabes s'est montré extrêmement faible jusqu'à 1981, par rapport au nombre d'habitants, d'employés postaux et des bureaux de poste de la région.
- Les proportions relatives des LC et des AO dans le trafic de la poste aux lettres, ainsi que les proportions des services intérieur et international-expédition dans le trafic total, méritent une analyse à part. Ainsi, le

trafic international-expédition représente en moyenne, dans l'ensemble des PED, les 5,1 % du trafic total de la poste aux lettres. (Les proportions les plus importantes se vérifient dans les Pays arabes (35 %) et en Afrique (16,9 %), et la plus faible en Asie-Pacifique (2,2 %)). Dans l'ensemble des PIEM, cette proportion moyenne n'est que de 2,5 %. Dans les PED, le trafic international-expédition des LC représente en moyenne environ 85,7 % du trafic international-expédition de la poste aux lettres de ce groupe de pays (la proportion la plus importante se vérifie dans les Pays arabes (91,8 %) et la plus faible dans les PED de l'Europe (76,6 %)). Dans l'ensemble des PIEM, cette proportion est de 74,8 %. Cependant, le volume du trafic international-expédition de la poste aux lettres dans l'ensemble des PIEM est le double du volume total du trafic international de la poste aux lettres expédié par l'ensemble des PED, selon les données de 1981.

## I. Conclusions

326. En 1981, plus de 640 000 bureaux de poste sédentaires et un effectif total du personnel de plus de 4 800 000 employés ont assuré la livraison, dans le monde entier, de plus de 323 milliards d'envois de la poste aux lettres, dont 163,5 milliards de lettres et cartes postales et 159,5 milliards d'imprimés et petits paquets, à une population de plus de 4,5 milliards d'habitants. De ce trafic total mondial estimé, plus de 8,36 milliards d'envois, dont 6,17 milliards de lettres et cartes postales et 1,83 milliard d'imprimés et petits paquets ont été expédiés par 166 pays dans le cadre du service international de la poste aux lettres. De ces 8,36 milliards d'envois, 5,23 milliards ont été expédiés par l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché et 2,65 milliards par l'ensemble des pays en développement analysés. Pour ce qui est du trafic de la poste aux lettres dans le service intérieur des pays, plus de 314,8 milliards d'envois, dont à peu près la moitié était constituée de lettres et de cartes postales, ont été traités dans l'ensemble des pays du monde en 1981. De ce total, environ 84,4 % ont été déposés dans les pays industrialisés et 15,6 % dans les pays en développement. Environ 1,1 % de ces envois étaient recommandés (0,72 % du trafic intérieur des pays industrialisés et 4,33 % du trafic intérieur des PED) et à peu près 2,5 % étaient en franchise postale (2,4 % du trafic intérieur des pays industrialisés et 4,4 % du trafic intérieur des PED).

327. L'évolution de ces chiffres entre 1977 à 1981 se présente comme suit:

- le nombre total de bureaux de poste sédentaires dans le monde a augmenté de 4,2 %, chiffre inférieur à la croissance de la population mondiale de 1977 à 1981. Ce nombre a diminué dans l'ensemble des PIEM (- 2,3 %), a augmenté légèrement dans l'ensemble des PIEP (0,8 %) et a augmenté dans les pays en développement selon un rythme moyen (2,32 % par an) plus élevé que celui de l'augmentation de la population dans l'ensemble des pays de ce groupe;
- la croissance des effectifs du personnel postal de 1977 à 1981 a été plus forte que celle de la population dans l'ensemble des PED (14,1 %), dans l'ensemble des PIEP (6,0 %) et dans l'ensemble des PIEM (4,5 %);
- le trafic LC du service intérieur a augmenté de 11,9 % dans l'ensemble des pays industrialisés et de 24,2 % dans l'ensemble des pays en développement, ce qui donne une croissance moyenne mondiale de 13,4 % entre 1977 et 1981;
- le trafic AO du service intérieur a augmenté de 15,0 % dans l'ensemble des pays industrialisés et de 22,6 % dans l'ensemble des pays en développement, ce qui donne une croissance moyenne mondiale de 16,2 % entre 1977 et 1981;
- la participation des envois recommandés dans le trafic de la poste aux lettres du service intérieur est en baisse dans tous les groupes de pays (moyenne mondiale de 1,1 % en 1977 et de 1,04 % en 1981). Il en est de même pour les envois en franchise postale (2,6 % en 1977 et 2,5 % en 1981);

- le trafic LC du service international-expédition est en baisse dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché, depuis 1979. Il a atteint en 1981 le même niveau qu'en 1977. Par contre, dans l'ensemble des pays en développement, ce trafic a connu une croissance de 36,4 % (moyenne d'environ 8 % par an!) entre 1977 et 1981;
- le trafic AO du service international-expédition a aussi connu une baisse, plus accentuée que celle vérifiée dans le trafic LC, dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché, depuis 1979. Le niveau atteint en 1981 était inférieur de 0,7 % à celui de 1977. Dans l'ensemble des pays en développement, ce trafic a connu une croissance de 13,5 % entre 1977 et 1981.

328. Une conclusion à tirer des tendances d'évolution du trafic de la poste aux lettres - si ces tendances se confirment après 1981 - est la suivante: la participation de l'ensemble des pays en développement dans le trafic total mondial de la poste aux lettres du service intérieur augmente légèrement (14,5 % en 1977 et 15,6 % en 1981). De même, le rapport entre le trafic international total de la poste aux lettres expédié par l'ensemble des PED et celui expédié dans l'ensemble des PIEM (environ 1:2,61 en 1977 et 1:1,98 en 1981) tend à augmenter. Si le trafic international de la poste aux lettres à l'expédition de l'ensemble des pays en développement continuait à croître et si le trafic postal international à l'expédition de l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché continuait à fléchir au même rythme vérifié entre 1979 et 1981, le volume du trafic postal international des PED dépasserait celui des PIEM vers 1989. Une autre information résultant de l'analyse est que la participation globale du trafic postal international dans l'ensemble du trafic mondial de la poste aux lettres (intérieur + international-expédition) a diminué (de 3,3 % en 1977 à 3,1 % en 1981).
329. Plus de 2,1 milliards de colis postaux du service intérieur ont été déposés dans l'ensemble des pays du monde en 1981. En outre, plus de 59,5 millions de colis postaux du service international ont été expédiés par 131 pays au cours de la même année. De ce dernier total, plus de 46,4 millions de colis ont été expédiés par l'ensemble des PIEM, plus de 6,9 millions par 5 PIEP et plus de 6,1 millions par 98 PED. Le trafic des colis postaux du service intérieur, au niveau mondial, a subi une baisse entre 1977 et 1979, influencée par la chute du trafic vérifiée dans l'ensemble des PIEM. A partir de 1978, ce trafic est resté plus ou moins stable dans l'ensemble des pays industrialisés et a connu une croissance accélérée dans l'ensemble des pays en développement, atteignant en 1981 un niveau de 22 % supérieur à celui de 1977. Le



trafic international-expédition des colis postaux a connu, entre 1977 et 1981, une croissance de 16,7 % dans 98 PED et une réduction de - 6,4 % dans les 5 PIEP ayant fourni des renseignements. Dans l'ensemble des PIEM, une baisse de - 4,3 %, vérifiée entre 1977 et 1979, a été suivie d'une hausse de presque 5,9 % entre 1979 et 1981.

330. Plus de 1,65 milliard de mandats de poste du service intérieur, d'un montant total de plus de 1130 milliards de francs-or, ont été émis en 1981 dans les services de 123 pays du monde (42,9 % du montant total dans 27 PIEM, 51,5 % dans 5 PIEP et 5,6 % dans 91 PED). La valeur moyenne d'un mandat en 1981 a été de 916 francs-or dans les PIEM, de 676 francs-or dans les PIEP et de 236 francs-or dans les PED. La valeur moyenne par mandat la plus basse et la plus élevée dans les régions des PED ont été calculées respectivement à 53 francs-or pour 21 pays d'Asie-Pacifique et à 1731 francs-or pour 18 pays arabes. La tendance d'évolution du nombre annuel de mandats émis entre 1977 et 1981 a été à la baisse (moyenne de presque - 6,7 % par an) dans les PIEM et à la hausse dans les 5 PIEP (moyenne d'environ 1,1 % par an) et dans les PED analysés (moyenne d'environ 5,7 % par an).
331. Dans un total de 38 pays possédant le service et ayant fourni des renseignements, il y avait, à fin 1981, plus de 25,7 millions de comptes de chèques postaux sur lesquels il y avait un montant total en dépôt de plus de 230 milliards de francs-or. Environ 91 % du nombre de comptes et plus de 88 % du montant correspondant se trouvaient dans les 20 PIEM possédant le service, pour lesquels des renseignements étaient disponibles. Le dépôt moyen par compte courant postal, dans l'ensemble des 38 pays retenus, était, à fin 1981, d'environ 8951 francs-or. Le dépôt moyen par compte dans l'ensemble des 20 PIEM retenus était d'environ 8687 francs-or à la fin de la même année. Le dépôt moyen par compte le plus élevé parmi les régions des PED était d'environ 14 260 francs-or pour les 3 pays arabes ayant fourni des renseignements. La tendance d'évolution du nombre de comptes de chèques postaux dans l'ensemble des pays analysés a été à la hausse (moyenne d'environ 4,5 % par an) entre 1977 et 1981.
332. Dans un total de 49 pays possédant le service et ayant fourni des renseignements, il y avait, à fin 1981, plus de 260 millions de comptes d'épargne postale, sur lesquels un montant total de plus de 320 milliards de francs-or était déposé. Près de 68 % de ce nombre de comptes et plus de 88 % du montant correspondant se trouvaient dans les 16 PIEM possédant le service et pour lesquels des renseignements étaient disponibles. Le dépôt moyen par compte

d'épargne postale dans l'ensemble des 49 pays retenus était, à fin 1981, d'environ 1230 francs-or. Le dépôt moyen par compte dans l'ensemble des 16 PIEM retenus était d'environ 1610 francs-or à la fin de la même année. Le dépôt moyen par compte le plus élevé parmi les régions des PED était d'environ 1570 francs-or dans les 8 pays arabes retenus. La tendance d'évolution du nombre de comptes d'épargne postale dans l'ensemble des pays analysés a été à la hausse (moyenne d'environ 1,9 % par an) entre 1977 et 1981.

333. D'autres éléments de l'infrastructure postale pour lesquels un nombre de renseignements assez important était disponible sont les suivants:

- boîtes aux lettres: plus de 2,7 millions dans 137 pays en 1981, avec un taux moyen de croissance de presque 3 % par an entre 1977 et 1981 (croissance annuelle moyenne dans l'ensemble de 102 PED d'environ 8,1 %);
- boîtes postales: plus de 20,3 millions dans 131 pays en 1981, avec un taux moyen de croissance de plus de 5 % par an, entre 1977 et 1981 (croissance annuelle moyenne dans l'ensemble de 98 PED d'environ 8,8 %;
- véhicules à moteur: plus de 500 000 dans 136 pays en 1981, avec un taux moyen de croissance de plus de 1,7 % par an, entre 1977 et 1981 (croissance annuelle moyenne dans l'ensemble de 102 PED de 4 % environ);
- équipements pour le tri automatique (machines à séparer et à redresser les envois, machines à trier les lettres et machines à trier les colis): presque 4400 dans 41 pays en 1981, dont seulement 223 dans 14 pays en développement (croissance moyenne du nombre total de machines entre 1977 et 1981 d'environ 5,7 % par an);
- machines à oblitérer: plus de 41 800 dans 137 pays, dont environ 3800 dans 103 pays en développement (croissance moyenne du nombre total de machines d'environ 2,6 % par an entre 1977 et 1981).

334. Le réseau de bureaux de poste dans le monde était complété, en 1981, par au moins 2900 bureaux de poste automobiles routiers ou fluviaux et par le travail d'au moins 74 000 facteurs ruraux fournissant des prestations analogues à celles d'un bureau de poste sédentaire. Ces ressources sont employées par plusieurs pays industrialisés et en développement dans toutes les régions du monde, pour améliorer la qualité des prestations postales.

335. Les données sur les recettes et les dépenses postales n'ont pas été obtenues à partir d'un nombre suffisamment élevé de pays pour permettre une analyse valable sur le plan mondial. Des données obtenues, il a été possible d'établir un rapport de 87,6 % entre les dépenses de personnel et les recettes du service postal (non compris les services financiers) de 94 pays (27 PIEM, 4 PIEP et 63 PED) en 1981. Dans l'ensemble des pays industrialisés analysés, ce rapport était d'environ 87,5 %. Dans les deux régions des PED pour lesquelles un nombre de renseignements plus ou moins représentatif a pu être obtenu (Europe et Pays arabes), les dépenses de personnel étaient supérieures aux recettes du service postal en 1981, la différence entre les deux montants étant assez importante dans l'ensemble des Pays arabes ayant fourni des renseignements (les dépenses de personnel des 15 Pays arabes concernés représentaient, en 1981, presque 1,5 fois le total des recettes postales, l'écart entre les deux montants ayant augmenté au cours de la période analysée). Au niveau mondial, à titre indicatif, le montant total des recettes postales selon les renseignements concernant l'année 1981, qui ont pu être obtenus de 94 pays, était d'environ 146,67 milliards de francs-or, dont 142,89 milliards de francs-or dans 31 pays industrialisés, dans lesquels vivent à peu près 23 % de la population mondiale (93 % de la population totale des PI) et 3,78 milliards de francs-or dans 63 PED, dans lesquels vit presque la moitié des habitants de cet ensemble de pays. De même, le montant total des dépenses de personnel postal des pays en question, dans la même année, était d'environ 128,46 milliards de francs-or (124,27 milliards de francs-or dans 31 PI et 4,19 milliards de francs-or dans 63 PED).

Berne, le 8 mai 1984

Le Secrétaire général,  
M.I. SOBHI

Classification des Pays-membres de l'UPU (août 1983)PAYS :

Pays en développement: 133 pays, y compris 3 pays dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée

Pays industrialisés: 36 pays

- à économie de marché: (28 pays, y compris le Pays-membre "Territoires d'outre-mer du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord")

- à économie planifiée: (8 pays )

TOTAL DES PAYS : 169 pays

REGION:   AFRIQUE           (43 pays en développement)

PAYS :

ANGOLA  
BENIN  
BOTSWANA  
BURUNDI  
CAMEROUN  
CAP-VERT  
CENTRAFRIQUE  
COMORES  
CONGO (REP.POP.)  
COTE D'IVOIRE  
ETHIOPIE  
GABON  
GAMBIE  
GHANA  
GUINEE  
GUINEE-BISSAU  
GUINEE EQUATORIALE  
HAUTE-VOLTA  
KENYA  
LESOTHO  
LIBERIA  
MADAGASCAR  
MALAWI  
MALI  
MAURICE  
MAURITANIE  
MOZAMBIQUE  
NIGER  
NIGERIA  
OUGANDA  
RWANDA  
SAO TOME-ET-PRINCIPE  
SENEGAL  
SEYCHELLES  
SIERRA LEONE  
SOMALIE  
SWAZILAND  
TANZANIE (REP.UNIE)  
TCHAD  
TOGO  
ZAIRE  
ZAMBIE  
ZIMBABWE

REGION: AMERIQUES (33 pays en développement, y compris 1 pays dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée)

PAYS :

ARGENTINE  
BAHAMAS  
BARBADE  
BELIZE  
BOLIVIE  
BRESIL  
CHILI  
COLOMBIE  
COSTA-RICA  
CUBA  
DOMINICAINE (REP.)  
DOMINIQUE  
EL SALVADOR  
EQUATEUR  
GRENADÉ  
GUATEMALA  
GUYANE  
HAITI  
HONDURAS  
JAMAÏQUE  
MEXIQUE  
NICARAGUA  
PANAMA  
PARAGUAY  
ANTILLES NEERLANDAISES  
PEROU  
SAINTE-LUCIE  
SAINT-VINCENT-ET-GRENADINES  
SURINAME  
TRINITE-ET-TOBAGO  
URUGUAY  
VENEZUELA

Pays dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée:

Antigua-et-Barbuda

REGION: ASIE ET PACIFIQUE (30 pays en développement, y compris 2 pays dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée)

PAYS:

AFGHANISTAN  
BANGLADESH  
BIRMANIE  
BHOUTAN  
CHINE (REP. POP.)  
COREE (REP.)  
FIDJI  
INDE  
INDONESIE  
IRAN  
KAMPUCHEA DEM.  
LAO (REP. DEM. POP.)  
MALAISIE  
MALDIVES  
MONGOLIE (REP. POP.)  
NAURU  
NEPAL  
PAKISTAN  
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE  
PHILIPPINES  
REP. POP. DEM. DE COREE  
SINGAPOUR  
SRI-LANKA  
THAILANDE  
TONGA  
TUVALU  
VANUATU  
VIET-NAM

Pays dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée:

Kiribati  
Iles Salomon

REGION: EUROPE (8 pays en développement)

PAYS:

ALBANIE

CHYPRE

GRECE

MALTE

PORTUGAL

ROUMANIE

TURQUIE

YUGOSLAVIE



REGION: PAYS ARABES (19 pays en développement)

PAYS:

ALGERIE

ARABIE SAOUDITE

BAHRAIN

DJIBOUTI

EGYPTE

EMIRATS ARABES UNIS

IRAQ

JAMAHIRIYA LIBYENNE

JORDANIE

KUWAIT

LIBAN

MAROC

OMAN

QATAR

SOUDAN

SYRIENNE (REP. ARABE)

TUNISIE

YEMEN (REP. ARABE)

YEMEN (REP. DEM. POP.)

## PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE (28 pays)

PAYS :

AFRIQUE DU SUD

ALLEMAGNE, REP. FED. D'

AMERIQUE (ETATS-UNIS) et TERRITOIRES

AUSTRALIE (+ NORFOLK + CHRISTMAS + COCOS)

AUTRICHE

BELGIQUE

CANADA

DANEMARK et GROENLAND + ILES FEROE

ESPAGNE

FINLANDE

FRANCE, DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER et TERRITOIRES D'OUTRE-MER

GRANDE-BRETAGNE et ILES ANGLO-NORMANDES

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE et  
D'IRLANDE DU NORD)

IRLANDE

ISLANDE

ISRAEL

ITALIE

JAPON

LIECHTENSTEIN

LUXEMBOURG

MONACO (voir FRANCE)

NORVEGE

NOUVELLE-ZELANDE + ILES COOK + SAMOA OCCIDENTAL

PAYS-BAS

SAINT-MARIN (voir ITALIE)

SUEDE

SUISSE

VATICAN

## PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE (8 pays)

PAYS:

BIELORUSSIE (voir URSS)

BULGARIE

HONGRIE (REP. POP.)

POLOGNE

REP. DEM. ALLEMANDE

TCHECOSLOVAQUIE

UKRAINE (voir URSS)

URSS

## Tableaux concernant le développement postal

### I. Explication des tableaux

1. Les tableaux relatifs à chaque domaine analysé présentent dans l'ordre qui suit la situation des 5 régions des pays en développement, des pays industrialisés à économie de marché, des pays industrialisés à économie planifiée, de l'ensemble des pays en développement, de l'ensemble des pays industrialisés et de l'ensemble des pays du monde.
2. Chacune de ces parties des tableaux suit un même modèle, selon l'exemple ci-après (repris de la fin du tableau V "Effectif total du personnel"):

#### TOTAL MONDE

===== Représentativité: En nombre de pays (retenus/lus): 137/169 \*En population (base 1979):93,70%

ANNEE	DONNEES CUMULEES ET INDICES		ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE(%)		NON APPLICABLE/ NON DISPONIBLE	
				Pour données estimées		NA	ND
1977	4 292 782	100,00	4 473 043	77/81 = 1,83		Nb.pays 0	32
1978	4 372 763	101,80	4 557 837	77/78 = 1,80		% pays 0,00	18,90
1979	4 450 876	103,60	4 638 382	78/79 = 1,70			
1980	4 557 064	106,10	4 746 389	79/80 = 2,30	77/79 = 1,83	% POP 0,00	6,20
1981	4 619 911	107,60	4 810 110	80/81 = 1,30	79/81 = 1,83		

3. Dans les paragraphes qui suivent, les éléments de l'en-tête ainsi que le titre de chaque colonne des tableaux sont définis.

### Représentativité

#### - En nombre de pays (retenus/lus)

4. Le chiffre indiqué (dans l'exemple: 137/169) représente le rapport entre le nombre total de pays ayant fourni des renseignements (pays retenus) et le nombre total des pays considérés dans l'étude (pays lus). Ce dernier chiffre (nombre de pays lus) est toujours 169, dans l'en-tête du tableau "TOTAL MONDE", sauf dans les deux tableaux relatifs au trafic international-expédition des LC et des AO, dans lesquels des estimations ont été faites pour un total de 166 pays (les trois pays de trafic important exclus de ces deux tableaux par manque de renseignements sur leur trafic international-expédition sont la Bielorussie, l'Ukraine et l'URSS).

#### - En population (base 1979)

5. Le chiffre indiqué (dans l'exemple: 93,70 % à l'en-tête du tableau "TOTAL MONDE") représente, en pourcentage, le rapport entre la population de l'ensemble des pays ayant fourni des renseignements et la population de l'ensemble des pays considérés dans l'étude (v. paragraphe précédent).
6. Etant donné que seulement des séries complètes de renseignements pour les 5 ans ont été considérées, les pays retenus sont les mêmes pour chacune des 5 années objet de l'étude. Par conséquent, le chiffre indicatif de la représentativité en population subit seulement des petites fluctuations d'une année à l'autre. Compte tenu de cela, la population de 1979 (année médiane de la période analysée) a été prise comme base pour l'établissement des taux de représentativité en population.

### Année

7. Dans cette colonne sont indiquées les années de la période quinquennale auxquelles correspondent les chiffres des trois colonnes suivantes.

### Données cumulées

8. Ces données sont les chiffres correspondant à l'ensemble des pays retenus (v. paragraphe 21) pour chaque année, dans chaque tableau.

### Indices

9. Dans cette colonne sont indiqués les indices annuels d'évolution des données cumulées pendant la période quinquennale, ayant comme base 100 l'année 1977.

### Estimations

10. Comme il a été expliqué dans l'introduction, des estimations des chiffres de chaque année de l'ensemble des pays considérés dans l'étude sont présentées aussi souvent que cela s'est avéré possible. Ainsi, des estimations pour chaque région des PED, pour les PIEM et pour les PIEP concernant un total mondial de 169 pays, sont présentées pour les domaines suivants:
- Effectif du personnel postal
  - Bureaux de poste sédentaires
  - Poste aux lettres (LC et AO) - service intérieur
  - Colis postaux - service intérieur.
11. En outre, des estimations concernant un total de 166 pays (tous les pays lus à l'exclusion de la Bielorussie, de l'Ukraine et de l'URSS) sont présentées pour le trafic international - expédition de la poste aux lettres (LC et AO).
12. Les estimations faites portent sur des domaines pour lesquels il y a une représentativité élevée de la population des pays retenus par rapport à la population des pays lus (voir paragraphes 21 et 22). Cette représentativité élevée permet de partir de ratios "nombre de .... par habitant par an" pour procéder à des estimations des totaux régionaux ou des groupes de pays, en considérant les ratios obtenus pour l'ensemble des pays retenus dans chaque région (ou groupe de pays) comme valables pour la totalité de la région (ou du groupe de pays).
13. Les estimations pour l'ensemble des pays en développement sont obtenues par l'addition des estimations faites pour chaque région des PED. De même, les estimations pour l'ensemble des pays industrialisés sont obtenues par l'addition des estimations faites pour les PIEM et pour les PIEP.

Croissance annuelle moyenne (%)

14. Dans cette partie des tableaux sont présentés les taux de croissance de l'élément analysé pendant la période quinquennale, et en particulier les taux de croissance dans chaque année, ainsi que la croissance annuelle moyenne de 1977 à 1979 et de 1979 à 1981. Finalement, le taux de croissance annuelle moyen pour toute la période quinquennale (1977 à 1981) peut être trouvé dans cette partie du tableau.
15. S'il a été procédé à des estimations pour l'ensemble de pays de l'élément analysé, les taux de croissance sont calculés d'après les chiffres estimés. Si, par contre, seulement les données cumulées sont présentées dans le tableau, les taux de croissance sont calculés sur la base de ces données cumulées. Cela est indiqué sur les tableaux par l'adjonction des mots "pour données estimées" ou "pour données cumulées" sous le titre de la colonne "Croissance annuelle moyenne (%)"

Non applicable / Non disponible

NA

ND

16. Dans cette colonne sont fournis le nombre, le pourcentage par rapport au nombre total de pays lus (v. paragraphe 21), et le pourcentage en population par rapport à la population des pays lus, des pays pour lesquels les données correspondant à l'élément analyse sont non disponibles, ou bien dans lesquels ledit élément n'existe pas (non applicable). Ces informations présentent de l'intérêt surtout lors de l'analyse des services qui existent dans un nombre restreint de pays (chèques postaux et caisse d'épargne postale, par exemple).

## II. Index des tableaux

Tableaux	Rubrique de la statistique des services postaux	N <sup>o</sup> du tableau
- Superficie en km <sup>2</sup> (annuaires statistiques de l'ONU)	1.1	I
- Population (nombre d'habitants) (annuaires statistiques de l'ONU)	1.2	II
- Taux moyen d'alphabétisation (renseignements: UNESCO, Banque mondiale, UPU)	-	III
- Pourcentage de la population bénéficiant de la distribution à domicile	4.3.3	IV
- Total de l'effectif du personnel postal	2.1	V
- Bureaux de poste sédentaires	2.3	VI
- Bureaux de poste automobiles routiers, fluviaux, desservant les usagers dans les localités rurales, les quartiers urbains, etc.	2.4.1	VII
- Facteurs ruraux fournissant au public des prestations analogues à celles d'un bureau sédentaire	2.4.2	VIII
- Boîtes aux lettres	2.8.1	IX
- Boîtes postales	2.8.2	XI
- Véhicules à moteur	2.8.3	XI
- Equipements de tri automatique	2.9.2 + 2.9.3 + 2.9.5 + 2.9.6	XII
- Machines à oblitérer	2.9.4	XIII
Poste aux lettres - Service intérieur		
- lettres et cartes postales (LC)	5.2.1 + 5.3.1	XIV
- imprimés et petits-paquets (AO)	5.4.1 + 5.5.1	XV
- envois recommandés	6.2.1	XVI
- envois admis en franchise postale	6.1.1	XVII
Poste aux lettres - Service international - Expédition		
- lettres et cartes postales (LC)	5.2.2 + 5.3.2	XVIII
- imprimés et petits-paquets (AO)	5.4.2 + 5.5.2	XIX



Tableaux	Rubrique de la statistique des services postaux	N° du tableau
Poste aux lettres - Service international - Réception		
- lettres et cartes postales (LC)	5.2.3 + 5.3.3	XX
- imprimés et petits-paquets (AO)	5.4.3 + 5.5.3	XXI
Colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée (y compris les colis-remboursement)		
- service intérieur	7.1.1 + 7.2.1	XXII
- service international-expédition	7.1.2 + 7.2.2	XXIII
- service international-réception	7.1.3 + 7.2.3	XXIV
Services financiers postaux		
- nombre de mandats de poste émis dans le service intérieur	9.1.1.1	XXV
- montant des mandats émis dans le service intérieur	9.1.1.2	XXVI
- nombre de comptes de chèques postaux	9.4	XXVII
- avoirs déposés sur le compte de chèques postaux	9.5	XXVIII
- nombre de comptes de caisse d'épargne	9.6.1.1	XXIX
- avoirs déposés sur les comptes de caisse d'épargne	9.6.1.2	XXX
Recettes et dépenses de personnel		
- Recettes postales	3.1.1	XXXI
- Dépenses de personnel	3.1.2	XXXII

RUR: SUPERFICIE en Km2

\*NE\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 43/ 43 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	19 736 296		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 33/ 33 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	20 435 631		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 30/ 30 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	23 285 882		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	1 546 621		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## REGION PAYS APARES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 19/ 19 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	12 012 102		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	32 336 788		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	23 966 166		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 133/133 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	77 016 532		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 36/ 36 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	56 302 954		80/81 =	% POP 0.00 0.00

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 169/169 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Inutile (non-significatif)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/81 =	
1978			77/78 =	Nb.pays 0 0
1979			78/79 =	
1980			79/80 =	% pays 0.00 0.00
1981	133 319 486		80/81 =	% POP 0.00 0.00

RI/UPU/B1: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RESULTATS PAR REGION OU PAR GROUPE DE PAYS

TABLEAU II

RUB: POPULATION (MILLIONS D'HABITANTS)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

#### REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 43/ 43 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	301.741	100.00		77/78 = 2.90	77/81 = 3.00	Nb.pays	0
1978	310.696	102.90		78/79 = 2.90		% pays	0.00
1979	320.007	106.00		79/80 = 3.00	77/79 = 2.98	% Pop	0.00
1980	329.679	109.20		80/81 = 3.00	79/81 = 3.03		0.00
1981	339.744	112.50					

#### REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 33/ 33 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	336.228	100.00		77/78 = 2.60	77/81 = 2.69	Nb.pays	0
1978	345.066	102.60		78/79 = 2.70		% pays	0.00
1979	354.427	105.40		79/80 = 2.70	77/79 = 2.67	% Pop	0.00
1980	364.039	108.20		80/81 = 2.70	79/81 = 2.71		0.00
1981	373.904	111.20					

#### REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 30/ 30 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	2 232.337	100.00		77/78 = 2.00	77/81 = 1.98	Nb.pays	0
1978	2 277.428	102.00		78/79 = 1.90		% pays	0.00
1979	2 321.820	104.00		79/80 = 1.90	77/79 = 1.98	% Pop	0.00
1980	2 366.862	106.00		80/81 = 2.00	79/81 = 1.97		0.00
1981	2 414.579	108.10					

#### REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	108.042	100.00		77/78 = 1.50	77/81 = 1.54	Nb.pays	0
1978	109.717	101.50		78/79 = 1.50		% pays	0.00
1979	111.414	103.10		79/80 = 1.50	77/79 = 1.54	% Pop	0.00
1980	113.127	104.70		80/81 = 1.50	79/81 = 1.53		0.00
1981	114.857	106.30					

#### REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 19/ 19 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	142.967	100.00		77/78 = 3.00	77/81 = 3.06	Nb.pays	0
1978	147.357	103.00		78/79 = 3.00		% pays	0.00
1979	151.896	106.20		79/80 = 3.00	77/79 = 3.07	% Pop	0.00
1980	156.558	109.50		80/81 = 3.00	79/81 = 3.05		0.00
1981	161.323	112.80					

#### \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	739.204	100.00		77/78 = .60	77/81 = .63	Nb.pays	0
1978	743.828	100.60		78/79 = .60		% pays	0.00
1979	748.567	101.20		79/80 = .60	77/79 = .63	% Pop	0.00
1980	753.376	101.90		80/81 = .60	79/81 = .64		0.00
1981	758.290	102.50					

#### \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	345.089	100.00		77/78 = .80	77/81 = .89	Nb.pays	0
1978	348.168	100.80		78/79 = .80		% pays	0.00
1979	351.301	101.80		79/80 = .80	77/79 = .89	% Pop	0.00
1980	354.439	102.70		80/81 = .80	79/81 = .88		0.00
1981	357.571	103.60					

#### TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 133/133 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	3 121.315	100.00		77/78 = 2.20	77/81 = 2.19	Nb.pays	0
1978	3 190.264	102.20		78/79 = 2.10		% pays	0.00
1979	3 259.564	104.40		79/80 = 2.10	77/79 = 2.19	% Pop	0.00
1980	3 330.265	106.60		80/81 = 2.20	79/81 = 2.19		0.00
1981	3 404.407	109.00					

#### TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 36/ 36 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	1 084.293	100.00		77/78 = .70	77/81 = .72	Nb.pays	0
1978	1 091.796	100.70		78/79 = .70		% pays	0.00
1979	1 099.870	101.40		79/80 = .70	77/79 = .71	% Pop	0.00
1980	1 107.815	102.10		80/81 = .70	79/81 = .72		0.00
1981	1 115.861	102.50					

#### TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 169/169 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA	ND	
1977	4 205.608	100.00		77/78 = 1.80	77/81 = 1.82	Nb.pays	0
1978	4 282.260	101.80		78/79 = 1.80		% pays	0.00
1979	4 359.434	103.60		79/80 = 1.80	77/79 = 1.81	% Pop	0.00
1980	4 438.080	105.50		80/81 = 1.80	79/81 = 1.82		0.00
1981	4 520.268	107.40					

RUE: % POPULATION ALPHABÉTISÉE

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITÉ INSUFFISANTE OU CAS SPÉCIAUX, AUCUNE DONNÉE ESTIMÉE N'EST INDICUÉE

## REGION AFRIQUE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 43/ 43 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	34.500		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## REGION AMÉRIQUE LATINE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 33/ 33 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	79.000		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 30/ 30 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	59.600		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## REGION EUROPE MÉDITERRANÉE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	79.600		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## REGION PAYS ARABES

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 19/ 19 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	39.100		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	97.500		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	98.200		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## TOTAL DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 133/133 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	59.000		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISÉS y compris territoires

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 36/ 36 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	97.700		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

## TOTAL M O N D E

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 169/169 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 = 77/81 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 0
1979	68.700		77/79 =	% pays 0.00 0.00
1980			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 0.00
1981			80/81 =	

BI/UPU/BI: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RÉSULTATS PAR RÉGION OU PAR GROUPE DE PAYS

TABLEAU IV

RUB: % POPULATION BÉNÉFICIAIRE D'UNE DISTRIBUTION À DOMICILE

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITÉ INSUFFISANTE OU CAS SPÉCIAUX, AUCUNE DONNÉE ESTIMÉE N'EST INDICUÉE

#### RÉGION AFRIQUE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 25/ 43 \*En population (base 1979): 49.40% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 18
1979	4.400		79/80 =	% pays 0.00 41.80
1980			80/81 =	% POP 0.00 50.50
1981				

#### RÉGION AMÉRIQUE LATINE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 \*En population (base 1979): 83.20% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 10
1979	76.000		79/80 =	% pays 0.00 30.30
1980			80/81 =	% POP 0.00 16.70
1981				

#### RÉGION ASIE PACIFIQUE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 20/ 30 \*En population (base 1979): 50.50% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 10
1979	96.300		79/80 =	% pays 0.00 33.30
1980			80/81 =	% POP 0.00 49.40
1981				

#### RÉGION EUROPE MÉDITERRANÉE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 6/ 8 \*En population (base 1979): 77.70% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 2
1979	96.900		79/80 =	% pays 0.00 25.00
1980			80/81 =	% POP 0.00 22.20
1981				

#### RÉGION PAYS ARABES

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 15/ 19 \*En population (base 1979): 66.00% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 4
1979	61.800		79/80 =	% pays 0.00 21.00
1980			80/81 =	% POP 0.00 33.90
1981				

#### \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 24/ 28 \*En population (base 1979): 53.60% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 4
1979	93.800		79/80 =	% pays 0.00 14.20
1980			80/81 =	% POP 0.00 46.30
1981				

#### \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.40% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 1
1979	99.800		79/80 =	% pays 0.00 12.50
1980			80/81 =	% POP 0.00 2.50
1981				

#### TOTAL DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 89/133 \*En population (base 1979): 55.60% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 44
1979	83.100		79/80 =	% pays 0.00 33.00
1980			80/81 =	% POP 0.00 44.30
1981				

#### TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISÉS y compris territoires

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 31/ 36 \*En population (base 1979): 67.60% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 5
1979	96.600		79/80 =	% pays 0.00 13.80
1980			80/81 =	% POP 0.00 32.30
1981				

#### TOTAL MONDE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 120/169 \*En population (base 1979): 58.60% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977			77/78 =	
1978			78/79 =	Nb.pays 0 49
1979	87.000		79/80 =	% pays 0.00 28.90
1980			80/81 =	% POP 0.00 41.30
1981				

PUB: 2.1 (TOTAL DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL POSTAL)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 32/ 43 \*En population (base 1979): 86.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	44 597	100.00	52 864	
1978	45 622	102.20	54 078	77/78 = 2.20 77/81 = 1.93
1979	47 495	106.40	56 152	78/79 = 3.80
1980	48 602	108.90	57 398	79/80 = 2.20 77/79 = 3.06
1981	48 482	108.70	57 070	80/81 = -0.60 79/81 = .81
				Nb.pays 0 11
				% pays 0.00 25.50
				% POP 0.00 13.00

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 24/ 33 \*En population (base 1979): 85.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	159 355	100.00	191 313	
1978	159 616	100.10	191 363	77/78 = -1.49
1979	157 217	98.90	188 541	78/79 = -1.50
1980	155 988	97.80	186 223	79/80 = -1.30 77/79 = -2.72
1981	157 148	98.60	187 546	80/81 = -0.70 79/81 = -2.26
				Nb.pays 0 0
				% pays 0.00 27.20
				% POP 0.00 14.70

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 22/ 30 \*En population (base 1979): 93.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	800 081	100.00	839 346	
1978	816 312	102.00	856 722	77/78 = 2.00 77/81 = 4.21
1979	834 753	104.30	876 095	78/79 = 2.20
1980	914 179	114.20	957 531	79/80 = 6.20 77/79 = 2.16
1981	945 871	118.20	989 951	80/81 = 3.30 79/81 = 6.20
				Nb.pays 0 8
				% pays 0.00 26.60
				% POP 0.00 6.10

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	169 350	100.00	173 514	
1978	175 677	103.70	179 996	77/78 = 3.70 77/81 = 2.46
1979	182 460	107.70	186 946	78/79 = 3.80
1980	185 353	109.40	189 910	79/80 = 1.50 77/79 = 3.79
1981	186 667	110.20	191 257	80/81 = .70 79/81 = 1.14
				Nb.pays 0 1
				% pays 0.00 12.50
				% POP 0.00 2.30

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	60 730	100.00	61 944	
1978	64 243	105.70	65 550	77/78 = 5.80 77/81 = 3.90
1979	66 823	110.00	68 187	78/79 = 4.00
1980	67 840	115.00	71 249	79/80 = 4.40 77/79 = 4.91
1981	70 789	116.50	72 196	80/81 = 1.30 79/81 = 2.89
				Nb.pays 0 1
				% pays 0.00 5.20
				% POP 0.00 2.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	2 138 323	100.00	2 140 463	
1978	2 157 174	100.80	2 159 333	77/78 = .80 77/81 = 1.11
1979	2 188 080	102.30	2 190 270	78/79 = 1.40
1980	2 208 345	103.20	2 210 556	79/80 = .90 77/79 = 1.15
1981	2 234 881	104.50	2 237 118	80/81 = 1.20 79/81 = 1.06
				Nb.pays 0 0
				% pays 0.00 0.00
				% POP 0.00 0.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 6/ 8 \*En population (base 1979): 90.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	920 346	100.00	1 013 596	
1978	954 119	103.60	1 050 791	77/78 = 3.60 77/81 = 1.48
1979	973 548	105.70	1 072 189	78/79 = 2.00
1980	974 757	105.80	1 072 520	79/80 = .10 77/79 = 2.84
1981	976 073	106.00	1 074 970	80/81 = .10 79/81 = .12
				Nb.pays 0 2
				% pays 0.00 25.00
				% POP 0.00 9.10

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 103/ 133 \*En population (base 1979): 92.50% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	1 234 113	100.00	1 318 982	
1978	1 261 470	102.20	1 347 712	77/78 = 2.10 77/81 = 3.23
1979	1 289 248	104.40	1 375 923	78/79 = 2.00
1980	1 373 962	111.30	1 462 312	79/80 = 6.20 77/79 = 2.13
1981	1 408 957	114.10	1 498 021	80/81 = 2.40 79/81 = 4.34
				Nb.pays 0 30
				% pays 0.00 22.50
				% POP 0.00 7.40

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 34/ 36 \*En population (base 1979): 97.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	3 058 669	100.00	3 154 060	
1978	3 111 293	101.70	3 210 125	77/78 = 1.70 77/81 = 1.22
1979	3 161 628	103.30	3 262 459	78/79 = 1.60
1980	3 183 102	104.00	3 284 076	79/80 = .60 77/79 = 1.70
1981	3 210 954	104.90	3 312 088	80/81 = .80 79/81 = .75
				Nb.pays 0 2
				% pays 0.00 5.50
				% POP 0.00 2.90

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 137/ 169 \*En population (base 1979): 93.70% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
	1977=100		Pour donnees estimees	NA ND
1977	4 292 782	100.00	4 473 043	
1978	4 372 763	101.80	4 557 837	77/78 = 1.80 77/81 = 1.83
1979	4 450 876	103.60	4 638 382	78/79 = 1.70
1980	4 557 064	106.10	4 746 389	79/80 = 2.30 77/79 = 1.83
1981	4 619 911	107.60	4 810 110	80/81 = 1.30 79/81 = 1.83
				Nb.pays 0 32
				% pays 0.00 18.90
				% POP 0.00 6.20

BI/UPU/BI: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RÉSULTATS PAR RÉGION OU PAR GROUPE DE PAYS

## TABLEAU VI

RUB: 2.3 (BUREAUX DE POSTE SEDENTAIRES)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 34/ 43 \*En population (base 1979): 90.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	8 294	100.00	9 334	
1978	8 755	105.50	9 824	
1979	9 128	110.00	10 219	
1980	9 513	114.60	10 640	
1981	10 038	121.00	11 213	
			77/78 = 5.20 77/81 = 4.69	Nb.pays 0 0
			78/79 = 4.00	% pays 0.00 20.90
			79/80 = 4.10 77/79 = 4.63	% Pop 0.00 9.70
			80/81 = 5.30 79/81 = 4.74	

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 25/ 33 \*En population (base 1979): 85.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	27 895	100.00	35 048	
1978	27 781	99.50	34 790	
1979	27 797	99.60	34 788	
1980	28 015	100.40	35 071	
1981	28 026	100.40	35 004	
			77/78 = -.80 77/81 = -.03	Nb.pays 0 8
			78/79 = -.10	% pays 0.00 24.20
			79/80 = .80 77/79 = -.37	% Pop 0.00 14.70
			80/81 = -.20 79/81 = .30	

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 22/ 30 \*En population (base 1979): 93.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	205 824	100.00	215 727	
1978	210 371	102.20	220 333	
1979	216 375	105.10	226 435	
1980	223 859	108.70	234 320	
1981	226 465	110.00	237 023	
			77/78 = 2.10 77/81 = 2.38	Nb.pays 0 8
			78/79 = 2.70	% pays 0.00 26.60
			79/80 = 3.40 77/79 = 2.45	% Pop 0.00 6.10
			80/81 = 1.10 79/81 = 2.31	

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	30 006	100.00	30 743	
1978	31 106	103.60	31 870	
1979	31 586	105.20	32 362	
1980	32 299	108.00	33 226	
1981	33 989	113.20	34 824	
			77/78 = 3.60 77/81 = 3.16	Nb.pays 0 1
			78/79 = 1.50	% pays 0.00 12.50
			79/80 = 2.60 77/79 = 2.59	% Pop 0.00 2.30
			80/81 = 4.80 79/81 = 3.73	

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	11 307	100.00	11 458	
1978	11 734	103.70	11 893	
1979	12 237	108.20	12 404	
1980	12 753	112.70	12 930	
1981	13 134	116.10	13 319	
			77/78 = 3.70 77/81 = 3.83	Nb.pays 0 1
			78/79 = 4.20	% pays 0.00 5.20
			79/80 = 4.20 77/79 = 4.04	% Pop 0.00 2.00
			80/81 = 3.00 79/81 = 3.62	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	186 735	100.00	186 921	
1978	185 179	99.10	185 364	
1979	184 191	98.60	184 375	
1980	183 297	98.10	183 480	
1981	182 446	97.70	182 628	
			77/78 = -.90 77/81 = -.58	Nb.pays 0 0
			78/79 = -.60	% pays 0.00 0.00
			79/80 = -.50 77/79 = -.68	% Pop 0.00 0.00
			80/81 = -.50 79/81 = -.47	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	125 519	100.00	125 519	
1978	126 008	100.30	126 008	
1979	126 344	100.60	126 344	
1980	126 427	100.70	126 427	
1981	126 539	100.80	126 539	
			77/78 = .30 77/81 = .20	Nb.pays 0 0
			78/79 = .20	% pays 0.00 0.00
			79/80 = .30 77/79 = .32	% Pop 0.00 0.00
			80/81 = .50 79/81 = .07	

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 106/133 \*En population (base 1979): 92.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	283 326	100.00	302 312	
1978	289 747	102.20	308 712	
1979	297 123	104.80	316 211	
1980	306 569	108.20	326 189	
1981	311 652	109.90	331 385	
			77/78 = 2.10 77/81 = 2.32	Nb.pays 0 27
			78/79 = 2.40	% pays 0.00 20.30
			79/80 = 3.10 77/79 = 2.27	% Pop 0.00 7.10
			80/81 = 1.50 79/81 = 2.37	

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 36/ 36 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	312 254	100.00	312 440	
1978	311 187	99.60	311 372	
1979	310 535	99.40	310 719	
1980	309 724	99.10	309 907	
1981	308 985	98.90	309 167	
			77/78 = -.40 77/81 = -.26	Nb.pays 0 0
			78/79 = -.30	% pays 0.00 0.00
			79/80 = -.30 77/79 = -.27	% Pop 0.00 0.00
			80/81 = -.30 79/81 = -.25	

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 142/169 \*En population (base 1979): 94.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	595 580	100.00	614 753	
1978	600 934	100.80	620 084	
1979	607 658	102.00	626 930	
1980	616 293	103.40	636 096	
1981	620 637	104.20	640 552	
			77/78 = .80 77/81 = 1.03	Nb.pays 0 27
			78/79 = 1.10	% pays 0.00 15.90
			79/80 = 1.40 77/79 = .98	% Pop 0.00 5.30
			80/81 = .70 79/81 = 1.08	

Rub. 2.4.1 (BUREAUX DE POSTE AUTOMOBILES ROUTIERS, FLUVIAUX...)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 35/ 43 \*En population (base 1979): 93.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	84	100.00	77/78 = 14.20 77/81 = 5.48	
1978	96	114.20	78/79 = 5.20	Nb.pays 22 8
1979	101	120.20	79/80 = -9.00 77/79 = 9.65	% pays 51.10 18.60
1980	93	109.50	80/81 = 13.00 79/81 = 1.47	% POP 52.60 6.90
1981	104	123.80		

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 26/ 33 \*En population (base 1979): 86.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	77	100.00	77/78 = 1.20 77/81 = 27.26	
1978	78	101.20	78/79 = -2.60	Nb.pays 22 7
1979	76	98.70	79/80 = 100.00 77/79 = -6.5	% pays 66.60 21.20
1980	152	197.40	80/81 = 32.80 79/81 = 63.03	% POP 32.40 13.10
1981	202	262.30		

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 22/ 30 \*En population (base 1979): 64.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	595	100.00	77/78 = 26.30 77/81 = 5.95	
1978	752	126.30	78/79 = 8.90	Nb.pays 15 8
1979	819	137.60	79/80 = 9.00 77/79 = 17.32	% pays 50.00 26.60
1980	893	150.00	80/81 = -16.10 79/81 = -4.30	% POP 50.10 35.30
1981	750	126.00		

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	6	100.00	77/78 = 77/81 =	
1978	6	100.00	78/79 = -33.40	Nb.pays 5 1
1979	4	66.60	79/80 = 50.00 77/79 = -18.35	% pays 62.50 12.50
1980	4	66.60	80/81 = 50.00 79/81 = 22.47	% POP 80.20 2.30
1981	6	100.00		

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	41	100.00	77/78 = -4.90 77/81 = -2.53	
1978	39	95.10	78/79 = -2.60	Nb.pays 12 1
1979	38	92.60	79/80 = -5.30 77/79 = -3.72	% pays 63.10 5.20
1980	36	87.80	80/81 = 2.70 79/81 = -1.32	% POP 66.40 2.00
1981	37	90.20		

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 27/ 28 \*En population (base 1979): 92.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	277	100.00	77/78 = 9.00 77/81 = -7.3	
1978	302	109.00	78/79 = 9.20	Nb.pays 15 1
1979	302	109.00	79/80 = -1.40 77/79 = 4.41	% pays 53.50 3.50
1980	298	107.50	80/81 = -9.80 79/81 = -5.62	% POP 55.40 7.50
1981	269	97.10		

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 077	100.00	77/78 = 7.60 77/81 = 9.13	
1978	1 159	107.60	78/79 = 13.40	Nb.pays 5 0
1979	1 315	122.00	79/80 = 9.20 77/79 = 10.49	% pays 62.50 0.00
1980	1 437	133.40	80/81 = 6.30 79/81 = 7.79	% POP 10.30 0.00
1981	1 528	141.80		

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 108/133 \*En population (base 1979): 72.50% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	803	100.00	77/78 = 20.90 77/81 = 8.16	
1978	971	120.90	78/79 = 6.90	Nb.pays 76 25
1979	1 038	129.20	79/80 = 13.30 77/79 = 13.69	% pays 57.10 18.70
1980	1 177	146.50	80/81 = -6.70 79/81 = 2.89	% POP 50.20 27.40
1981	1 095	136.80		

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 35/ 36 \*En population (base 1979): 94.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 354	100.00	77/78 = 7.90 77/81 = 7.33	
1978	1 461	107.90	78/79 = 10.60	Nb.pays 20 1
1979	1 617	119.40	79/80 = 7.20 77/79 = 9.28	% pays 55.50 2.70
1980	1 735	128.10	80/81 = 3.50 79/81 = 5.41	% POP 41.00 5.10
1981	1 797	132.70		

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 143/169 \*En population (base 1979): 78.10% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	2 157	100.00	77/78 = 12.70 77/81 = 7.64	
1978	2 432	112.70	78/79 = 9.10	Nb.pays 96 26
1979	2 655	123.00	79/80 = 9.60 77/79 = 10.94	% pays 56.80 15.30
1980	2 912	135.00	80/81 = -6.0 79/81 = 4.44	% POP 47.90 21.80
1981	2 896	134.20		



Rub.: 2.4.2 (FACTEURS RURAUX FOURNISSANT PRESTATIONS ANALOGUES A CELLES D'UN BUR. SEDENTAIRE)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 35/ 43 \*En population (base 1979): 93.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	313	100.00		
1978	332	106.00	77/78 = 6.00	77/81 = 1.63
1979	332	106.00	78/79 =	Nb.pays 33 8
1980	334	106.70	79/80 = .60	77/79 = 2.99
1981	334	106.70	80/81 =	% pays 76.70 18.60
				% POP 89.80 6.90

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 26/ 33 \*En population (base 1979): 86.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	5 832	100.00		
1978	5 836	100.00	77/78 =	77/81 = .10
1979	5 853	100.30	78/79 = .20	Nb.pays 24 7
1980	5 856	100.40	79/80 =	77/79 = .17
1981	5 856	100.40	80/81 =	% pays 72.70 21.20
				% POP 64.90 13.10

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 22/ 30 \*En population (base 1979): 64.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	201	100.00		
1978	270	134.30	77/78 = 34.30	77/81 = 31.11
1979	325	161.60	78/79 = 20.30	Nb.pays 21 8
1980	395	196.50	79/80 = 21.50	77/79 = 27.15
1981	594	295.50	80/81 = 50.30	79/81 = 35.19
				% pays 70.00 26.60
				% POP 58.20 35.30

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	6 846	100.00		
1978	6 895	100.70	77/78 = .70	77/81 = -1.52
1979	6 043	88.20	78/79 = -12.40	Nb.pays 4 1
1980	5 418	79.10	79/80 = -10.40	77/79 = -6.04
1981	6 439	94.00	80/81 = 18.80	79/81 = 3.22
				% pays 50.00 12.50
				% POP 40.50 2.30

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	2 187	100.00		
1978	2 552	116.60	77/78 = 16.60	77/81 = 4.75
1979	2 584	118.10	78/79 = 1.20	Nb.pays 14 1
1980	2 699	123.40	79/80 = 4.40	77/79 = 8.69
1981	2 634	120.40	80/81 = -2.50	79/81 = .96
				% pays 73.60 5.20
				% POP 63.00 2.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	35 998	100.00		
1978	36 016	100.00	77/78 =	77/81 = .32
1979	36 102	100.20	78/79 = .20	Nb.pays 17 0
1980	36 329	100.90	79/80 = .60	77/79 = .14
1981	36 466	101.30	80/81 = .30	79/81 = .50
				% pays 60.70 0.00
				% POP 75.70 0.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 5/ 8 \*En population (base 1979): 24.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	21 406	100.00		
1978	21 597	100.80	77/78 = .80	77/81 = .63
1979	22 032	102.90	78/79 = 2.00	Nb.pays 2 3
1980	22 003	102.70	79/80 = -.20	77/79 = 1.45
1981	21 954	102.50	80/81 = -.30	79/81 = -.17
				% pays 25.00 37.50
				% POP 7.80 75.10

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 108/133 \*En population (base 1979): 72.50% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	15 379	100.00		
1978	15 885	103.20	77/78 = 3.20	77/81 = .76
1979	15 137	98.40	78/79 = -4.80	Nb.pays 96 25
1980	14 702	95.50	79/80 = -2.90	77/79 = -.79
1981	15 857	103.10	80/81 = 7.80	79/81 = 2.35
				% pays 72.10 18.70
				% POP 61.70 27.40

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 33/ 36 \*En population (base 1979): 75.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	57 404	100.00		
1978	57 613	100.30	77/78 = .30	77/81 = .43
1979	58 134	101.20	78/79 = .90	Nb.pays 19 3
1980	58 332	101.60	79/80 = .30	77/79 = .63
1981	58 420	101.70	80/81 = .10	79/81 = .24
				% pays 52.70 8.30
				% POP 54.00 24.00

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 141/169 \*En population (base 1979): 73.40% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	72 783	100.00		
1978	73 498	100.90	77/78 = .90	77/81 = .50
1979	73 271	100.60	78/79 = -.40	Nb.pays 115 28
1980	73 034	100.30	79/80 = -.40	77/79 = .33
1981	74 277	102.00	80/81 = 1.70	79/81 = .68
				% pays 68.00 16.50
				% POP 59.70 26.50

Rub.: 2.8.1 (BOÎTES AUX LETTRES)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 32/ 43 \*En population (base 1979): 86.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	9 520	100.00	77/81 = 4.64	
1978	10 727	112.60	77/78 = 12.40	Nb.pays 0 11
1979	10 858	114.00	78/79 = 1.00	
1980	10 896	114.40	79/80 = 1.30	% pays 0.00 25.50
1981	11 529	121.10	80/81 = 5.10	% POP 0.00 13.00

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 \*En population (base 1979): 83.10% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	57 113	100.00	77/81 = .98	
1978	64 867	113.50	77/78 = 11.10	Nb.pays 0 10
1979	66 976	117.20	78/79 = 1.30	
1980	66 363	116.10	79/80 = -1.50	% pays 0.00 30.30
1981	60 232	105.40	80/81 = -7.30	% POP 0.00 16.80

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 22/ 30 \*En population (base 1979): 93.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	521 693	100.00	77/81 = 10.26	
1978	611 846	117.20	77/78 = 16.70	Nb.pays 0 8
1979	695 786	133.30	78/79 = 13.10	
1980	759 871	145.60	79/80 = 8.90	% pays 0.00 26.60
1981	778 951	149.30	80/81 = 2.70	% POP 0.00 6.10

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	125 437	100.00	77/81 = 2.65	
1978	127 046	101.20	77/78 = 1.20	Nb.pays 0 1
1979	137 063	109.20	78/79 = 7.80	
1980	137 168	109.30	79/80 = 4.53	% pays 0.00 12.50
1981	139 294	111.00	80/81 = 1.50	% POP 0.00 2.30

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	13 322	100.00	77/81 = 5.78	
1978	14 053	105.40	77/78 = 5.50	Nb.pays 0 1
1979	14 790	111.00	78/79 = 5.20	
1980	15 316	114.90	79/80 = 3.50	% pays 0.00 5.20
1981	16 675	125.10	80/81 = 8.80	% POP 0.00 2.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 27/ 28 \*En population (base 1979): 70.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	833 423	100.00	77/81 = 1.41	
1978	842 141	101.00	77/78 = 1.00	Nb.pays 0 1
1979	853 359	102.30	78/79 = 1.30	
1980	865 179	103.80	79/80 = 1.30	% pays 0.00 3.50
1981	881 580	105.70	80/81 = 1.80	% POP 0.00 29.90

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	840 866	100.00	77/81 = -0.09	
1978	845 599	100.50	77/78 = .50	Nb.pays 0 0
1979	846 462	100.60	78/79 = -1.10	
1980	844 297	100.40	79/80 = -1.30	% pays 0.00 0.00
1981	837 618	99.60	80/81 = -1.80	% POP 0.00 0.00

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 102/133 \*En population (base 1979): 92.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	727 085	100.00	77/81 = 8.16	
1978	828 539	113.90	77/78 = 13.30	Nb.pays 0 31
1979	925 473	127.20	78/79 = 11.00	
1980	989 614	136.10	79/80 = 6.70	% pays 0.00 23.30
1981	1 006 681	138.40	80/81 = 1.90	% POP 0.00 7.60

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 35/ 36 \*En population (base 1979): 79.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 674 289	100.00	77/81 = .79	
1978	1 687 740	100.80	77/78 = .80	Nb.pays 0 1
1979	1 699 821	101.50	78/79 = .80	
1980	1 709 476	102.10	79/80 = .70	% pays 0.00 2.70
1981	1 719 198	102.60	80/81 = .80	% POP 0.00 20.30

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 137/169 \*En population (base 1979): 89.10% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	2 401 374	100.00	77/81 = 2.99	
1978	2 516 279	104.70	77/78 = 4.30	Nb.pays 0 32
1979	2 625 294	109.30	78/79 = 3.80	
1980	2 699 090	112.30	79/80 = 2.60	% pays 0.00 18.90
1981	2 725 879	113.50	80/81 = 1.10	% POP 0.00 10.80

Rub.: 2.8.2 (BOITES POSTALES)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 30/ 43 *En population (base 1979): 85.60%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	628 919	100.00							
1978	710 946	113.00	77/78 = 13.00	77/81 = 11.03					
1979	824 541	131.10	78/79 = 15.90		Nb.pays	0	13		
1980	885 005	140.70	79/80 = 7.30	77/79 = 14.50	% pays	0.00	30.20		
1981	956 069	152.00	80/81 = 8.00	79/81 = 7.68	% POP	0.00	14.30		

## REGION AMERIQUE LATINE

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 24/ 33 *En population (base 1979): 84.60%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	726 659	100.00							
1978	799 951	110.00	77/78 = 10.00	77/81 = 4.98					
1979	830 320	114.20	78/79 = 3.70		Nb.pays	0	9		
1980	917 242	126.20	79/80 = 10.40	77/79 = 6.89	% pays	0.00	27.20		
1981	882 836	121.40	80/81 = -3.80	79/81 = 3.11	% POP	0.00	15.30		

## REGION ASIE PACIFIQUE

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 20/ 30 *En population (base 1979): 52.00%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	196 764	100.00							
1978	217 447	110.50	77/78 = 10.50	77/81 = 5.73					
1979	229 389	116.50	78/79 = 5.40		Nb.pays	0	10		
1980	238 974	121.40	79/80 = 4.10	77/79 = 7.97	% pays	0.00	33.30		
1981	245 936	124.90	80/81 = 2.90	79/81 = 3.54	% POP	0.00	47.90		

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 6/ 8 *En population (base 1979): 77.70%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	129 625	100.00							
1978	136 498	105.30	77/78 = 5.30	77/81 = 7.78					
1979	147 366	113.80	78/79 = 8.10		Nb.pays	0	2		
1980	157 237	121.30	79/80 = 6.50	77/79 = 6.69	% pays	0.00	25.00		
1981	174 973	134.90	80/81 = 11.20	79/81 = 8.89	% POP	0.00	22.20		

## REGION PAYS ARABES

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 *En population (base 1979): 97.90%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	295 457	100.00							
1978	324 143	109.70	77/78 = 9.70	77/81 = 14.57					
1979	397 653	134.50	78/79 = 22.60		Nb.pays	0	1		
1980	445 630	150.80	79/80 = 12.00	77/79 = 16.01	% pays	0.00	5.20		
1981	509 112	172.30	80/81 = 14.20	79/81 = 13.14	% POP	0.00	2.00		

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 *En population (base 1979): 99.90%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	14 397 255	100.00							
1978	15 885 015	105.40	77/78 = 5.40	77/81 = 4.69					
1979	15 950 902	110.70	78/79 = 5.00		Nb.pays	0	0		
1980	16 435 138	114.10	79/80 = 3.00	77/79 = 5.25	% pays	0.00	0.00		
1981	17 295 667	120.10	80/81 = 5.20	79/81 = 4.13	% POP	0.00	0.00		

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 5/ 8 *En population (base 1979): 24.80%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	236 019	100.00							
1978	237 114	100.40	77/78 = .40	77/81 = 1.02					
1979	240 087	101.70	78/79 = 1.20		Nb.pays	0	3		
1980	243 444	103.10	79/80 = 1.30	77/79 = .85	% pays	0.00	37.50		
1981	245 850	104.10	80/81 = .90	79/81 = 1.19	% POP	0.00	75.10		

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 98/133 *En population (base 1979): 61.80%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	1 977 424	100.00							
1978	2 188 985	110.60	77/78 = 10.60	77/81 = 8.78					
1979	2 429 469	122.80	78/79 = 10.90		Nb.pays	0	35		
1980	2 644 088	133.70	79/80 = 8.80	77/79 = 10.84	% pays	0.00	26.30		
1981	2 768 926	140.00	80/81 = 4.70	79/81 = 6.75	% POP	0.00	38.10		

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 33/ 36 *En population (base 1979): 75.90%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	14 633 274	100.00							
1978	15 422 129	105.30	77/78 = 5.30	77/81 = 4.63					
1979	16 190 989	110.60	78/79 = 4.90		Nb.pays	0	3		
1980	16 678 582	113.90	79/80 = 3.00	77/79 = 5.18	% pays	0.00	8.30		
1981	17 541 517	119.80	80/81 = 5.10	79/81 = 4.08	% POP	0.00	24.00		

## TOTAL MONDIE

Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 131/169 *En population (base 1979): 65.40%=====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE					
	1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND					
1977	16 610 698	100.00							
1978	17 611 114	106.00	77/78 = 6.00	77/81 = 5.15					
1979	18 620 458	112.00	78/79 = 5.70		Nb.pays	0	38		
1980	19 322 670	116.30	79/80 = 3.70	77/79 = 5.87	% pays	0.00	22.40		
1981	20 310 443	122.20	80/81 = 5.10	79/81 = 4.43	% POP	0.00	34.50		

Rub.1 2.8.3 (VEHICULES A MOTEUR)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 33/ 43 \*En population (base 1979): 88.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 969	100.00	77/78 = 1.40	Nb.pays 0 10
1978	1 998	101.40	78/79 = 1.30	
1979	2 062	104.70	79/80 = 7.40	% pays 0.00 23.20
1980	2 216	112.50	80/81 = -2.50	% POP 0.00 11.60
1981	2 162	109.80	77/81 = 2.36	
			78/79 = 2.33	
			79/81 = 2.39	

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 \*En population (base 1979): 84.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	9 127	100.00	77/78 = 5.00	Nb.pays 0 10
1978	9 592	105.00	78/79 = 2.70	
1979	9 594	105.10	79/80 = 2.70	% pays 0.00 30.30
1980	9 862	108.00	80/81 = 6.60	% POP 0.00 15.90
1981	10 520	115.20	77/81 = 3.61	
			78/79 = 2.52	
			79/81 = 4.71	

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 22/ 30 \*En population (base 1979): 93.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	43 320	100.00	77/78 = 17.80	Nb.pays 0 8
1978	51 069	117.80	78/79 = 7.50	
1979	54 934	126.80	79/80 = -4.90	% pays 0.00 26.60
1980	52 251	120.60	80/81 = -1.30	% POP 0.00 6.10
1981	51 603	119.10	77/81 = 4.47	
			78/79 = 12.60	
			79/81 = -3.08	

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 6/ 8 \*En population (base 1979): 77.70% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	9 219	100.00	77/78 = 1.80	Nb.pays 0 2
1978	9 387	101.80	78/79 = 4.30	
1979	9 785	106.10	79/80 = -7.80	% pays 0.00 25.00
1980	9 039	97.90	80/81 = 7.30	% POP 0.00 22.20
1981	9 695	105.10	77/81 = 1.26	
			78/79 = 3.02	
			79/81 = -4.46	

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	2 630	100.00	77/78 = 9.60	Nb.pays 0 1
1978	2 885	109.60	78/79 = 10.00	
1979	3 175	120.70	79/80 = 17.20	% pays 0.00 5.20
1980	3 722	141.50	80/81 = 2.70	% POP 0.00 2.00
1981	3 826	145.40	77/81 = 9.82	
			78/79 = 9.87	
			79/81 = 9.77	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	351 040	100.00	77/78 = 1.30	Nb.pays 0 0
1978	355 768	101.50	78/79 = 1.30	
1979	360 458	102.60	79/80 = 1.50	% pays 0.00 0.00
1980	367 505	104.60	80/81 = 1.70	% POP 0.00 0.00
1981	370 145	105.40	77/81 = 1.33	
			78/79 = 1.33	
			79/81 = 1.33	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 6/ 8 \*En population (base 1979): 90.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	50 584	100.00	77/78 = 1.90	Nb.pays 0 2
1978	51 565	101.90	78/79 = 4.00	
1979	53 650	106.00	79/80 = -1.80	% pays 0.00 25.00
1980	52 716	104.20	80/81 = 1.10	% POP 0.00 9.10
1981	53 345	105.40	77/81 = 1.33	
			78/79 = 2.98	
			79/81 = -1.28	

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 102/133 \*En population (base 1979): 91.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	66 265	100.00	77/78 = 13.00	Nb.pays 0 31
1978	74 931	113.00	78/79 = 6.10	
1979	79 550	120.00	79/80 = -3.20	% pays 0.00 23.30
1980	77 080	116.30	80/81 = .90	% POP 0.00 8.10
1981	77 806	117.40	77/81 = 4.09	
			78/79 = 9.56	
			79/81 = -1.10	

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 34/ 36 \*En population (base 1979): 97.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	401 624	100.00	77/78 = 1.40	Nb.pays 0 2
1978	407 353	101.40	78/79 = 1.60	
1979	414 108	103.10	79/80 = 1.40	% pays 0.00 5.50
1980	420 221	104.60	80/81 = .70	% POP 0.00 2.90
1981	423 490	105.40	77/81 = 1.33	
			78/79 = 1.54	
			79/81 = 1.12	

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 136/169 \*En population (base 1979): 93.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	467 889	100.00	77/78 = 3.00	Nb.pays 0 33
1978	482 284	103.00	78/79 = 2.30	
1979	493 658	105.50	79/80 = .70	% pays 0.00 19.50
1980	497 301	106.20	80/81 = .80	% POP 0.00 6.70
1981	501 296	107.10	77/81 = 1.73	
			78/79 = 2.71	
			79/81 = .77	

RUB: EQUIPEMENTS POUR TRI AUTOMATIQUE

\*NP\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 42/ 43 \*En population (base 1979): 98.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977		100.00	77/78 = 77/81 =	Nb.pays 0 1
1978			78/79 = 77/79 =	% pays 0.00 2.30
1979			79/80 = 79/81 =	% POP 0.00 1.70
1980				
1981	1			

REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 31/ 33 \*En population (base 1979): 88.50% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	22	100.00	77/78 = 36.30 77/81 = 19.59	Nb.pays 0 2
1978	30	136.30	78/79 = 33.30 77/79 = 34.83	% pays 0.00 6.00
1979	40	181.80	79/80 = 2.50 79/81 = 6.06	% POP 0.00 11.40
1980	41	186.30		
1981	45	204.50		

REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 27/ 30 \*En population (base 1979): 94.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	99	100.00	77/78 = 21.20 77/81 = 7.25	Nb.pays 0 3
1978	120	121.20	78/79 = 12.50 77/79 = 16.77	% pays 0.00 10.00
1979	135	136.30	79/80 = 10.30 79/81 = -1.49	% POP 0.00 5.00
1980	149	150.50		
1981	131	132.30		

REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	9	100.00	77/78 = 55.50 77/81 = 22.09	Nb.pays 0 0
1978	14	155.50	78/79 = 28.50 77/79 = 41.42	% pays 0.00 0.00
1979	18	200.00	79/80 = -5.60 79/81 = 5.40	% POP 0.00 0.00
1980	17	188.80		
1981	20	222.20		

REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	22	100.00	77/78 = 77/81 = 4.26	Nb.pays 0 1
1978	22	100.00	78/79 = 4.50 77/79 = 2.24	% pays 0.00 5.20
1979	23	104.50	79/80 = 2.24 79/81 = 6.32	% POP 0.00 2.00
1980	23	104.50		
1981	26	118.10		

\*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	3 054	100.00	77/78 = 5.20 77/81 = 5.47	Nb.pays 0 0
1978	3 213	105.20	78/79 = 7.00 77/79 = 6.13	% pays 0.00 0.00
1979	3 440	112.60	79/80 = 3.00 79/81 = 4.81	% POP 0.00 0.00
1980	3 546	116.10		
1981	3 779	123.70		

\*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 95.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	312	100.00	77/78 = 6.70 77/81 = 5.73	Nb.pays 0 1
1978	333	106.70	78/79 = 4.20 77/79 = 5.45	% pays 0.00 12.50
1979	347	111.20	79/80 = 6.60 79/81 = 6.01	% POP 0.00 4.30
1980	370	118.50		
1981	390	125.00		

TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus):126/133 \*En population (base 1979): 94.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	152	100.00	77/78 = 22.30 77/81 = 10.05	Nb.pays 0 7
1978	186	122.30	78/79 = 16.10 77/79 = 19.20	% pays 0.00 5.20
1979	216	142.10	79/80 = 6.40 79/81 = 1.60	% POP 0.00 5.10
1980	230	151.30		
1981	223	146.70		

TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 35/ 36 \*En population (base 1979): 98.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	3 366	100.00	77/78 = 5.30 77/81 = 5.49	Nb.pays 0 1
1978	3 546	105.30	78/79 = 6.70 77/79 = 6.06	% pays 0.00 2.70
1979	3 787	112.50	79/80 = 3.40 79/81 = 4.92	% POP 0.00 1.30
1980	3 916	116.30		
1981	4 169	123.80		

TOTAL MONDE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus):161/169 \*En population (base 1979): 95.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	3 518	100.00	77/78 = 6.00 77/81 = 5.70	Nb.pays 0 8
1978	3 732	106.00	78/79 = 7.20 77/79 = 6.67	% pays 0.00 4.70
1979	4 003	113.70	79/80 = 3.50 79/81 = 4.74	% POP 0.00 4.10
1980	4 146	117.80		
1981	4 392	124.80		

RUE: 2.9.4 (MACHINES A OBLITERER)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

REGION AFRIQUE									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 35/ 43 *En population (base 1979): 91.60% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	300	100.00	77/78 =	-4.0	77/81 =	-1.71	Nb.pays	0	8
1978	299	99.60	78/79 =	-6.0			% pays	0.00	18.60
1979	301	100.30	79/80 =	-6.40	77/79 =	-1.16	% Pop	0.00	8.30
1980	282	94.00	80/81 =	-1.80	79/81 =	-3.55			
1981	280	93.30							
REGION AMERIQUE LATINE									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 *En population (base 1979): 49.90% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	534	100.00	77/78 =	9.70	77/81 =	3.50	Nb.pays	0	10
1978	586	109.70	78/79 =	-2.0			% pays	0.00	30.30
1979	586	109.70	79/80 =	4.00	77/79 =	4.75	% Pop	0.00	50.00
1980	610	114.20	80/81 =	4.0	79/81 =	2.27			
1981	613	114.70							
REGION ASIE PACIFIQUE									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 21/ 30 *En population (base 1979): 52.00% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	861	100.00	77/78 =	2.60	77/81 =	2.43	Nb.pays	0	9
1978	884	102.60	78/79 =	1.50			% pays	0.00	30.00
1979	898	104.20	79/80 =	1.80	77/79 =	2.12	% Pop	0.00	47.90
1980	915	106.20	80/81 =	3.60	79/81 =	2.74			
1981	948	110.10							
REGION EUROPE MEDITERRANEE									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 6/ 8 *En population (base 1979): 77.70% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	1 036	100.00	77/78 =	3.90	77/81 =	3.80	Nb.pays	0	2
1978	1 077	103.90	78/79 =	-2.0			% pays	0.00	25.00
1979	1 075	103.70	79/80 =	2.60	77/79 =	1.86	% Pop	0.00	20.20
1980	1 103	106.40	80/81 =	9.00	79/81 =	5.78			
1981	1 203	116.10							
REGION PAYS ARABES									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 *En population (base 1979): 97.90% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	651	100.00	77/78 =	3.30	77/81 =	3.53	Nb.pays	0	1
1978	673	103.30	78/79 =	9.00			% pays	0.00	5.20
1979	734	112.70	79/80 =	3.80	77/79 =	6.18	% Pop	0.00	2.00
1980	762	117.00	80/81 =	-1.90	79/81 =	1.94			
1981	748	114.90							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 27/ 28 *En population (base 1979): 99.40% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	22 138	100.00	77/78 =	2.80	77/81 =	3.48	Nb.pays	0	1
1978	25 760	102.80	78/79 =	2.70			% pays	0.00	3.50
1979	23 383	105.60	79/80 =	4.20	77/79 =	2.77	% Pop	0.00	0.50
1980	24 387	110.10	80/81 =	4.10	79/81 =	4.20			
1981	25 389	114.60							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 *En population (base 1979): 95.60% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	12 181	100.00	77/78 =	5.10	77/81 =	1.02	Nb.pays	0	1
1978	12 814	105.10	78/79 =	1.80			% pays	0.00	12.50
1979	13 054	107.10	79/80 =	-3.00	77/79 =	-3.52	% Pop	0.00	4.30
1980	12 675	104.00	80/81 =		79/81 =				
1981	12 686	104.10							
TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 103/133 *En population (base 1979): 58.70% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	3 382	100.00	77/78 =	4.00	77/81 =	2.90	Nb.pays	0	30
1978	3 519	104.00	78/79 =	2.10			% pays	0.00	22.50
1979	3 594	106.20	79/80 =	2.10	77/79 =	3.08	% Pop	0.00	41.20
1980	3 672	108.50	80/81 =	3.20	79/81 =	2.71			
1981	3 792	112.10							
TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 34/ 36 *En population (base 1979): 98.20% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	34 319	100.00	77/78 =	3.60	77/81 =	2.63	Nb.pays	0	2
1978	35 574	103.60	78/79 =	2.40			% pays	0.00	5.50
1979	36 437	106.10	79/80 =	1.70	77/79 =	3.03	% Pop	0.00	1.70
1980	37 062	107.90	80/81 =	2.70	79/81 =	2.22			
1981	38 075	110.90							
TOTAL M O N D E									
==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 137/169 *En population (base 1979): 68.60% =====									
ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour donnees cumulees		NA		ND		
1977	37 701	100.00	77/78 =	3.60	77/81 =	2.65	Nb.pays	0	32
1978	39 093	103.60	78/79 =	2.30			% pays	0.00	18.90
1979	40 031	106.10	79/80 =	1.70	77/79 =	3.04	% Pop	0.00	31.30
1980	40 734	108.00	80/81 =	2.70	79/81 =	2.26			
1981	41 867	111.00							

BI/UPU/BI: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RESULTATS PAR REGION OU PAR GROUPE DE PAYS

TABLEAU XIV

RUE: LC SERVICE INTERIEUR (MILLIONS)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 29/ 43 \*En population (base 1979): 86.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 259.900	100.00	1 386	
1978	1 575.250	101.20	1 405	
1979	1 549.540	99.90	1 387	
1980	1 599.030	103.10	1 436	
1981	1 581.090	109.60	1 532	
			77/78 = 1.30 77/81 = 2.52	Nb.pays 0 14
			78/79 = -1.30 78/81 = 3.40	% pays 0.00 31.50
			79/80 = 3.40 79/81 = 5.06	% POP 0.00 13.90
			80/81 = 6.60	

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 \*En population (base 1979): 84.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	3 720.920	100.00	3 084	
1978	3 080.500	113.20	3 451	
1979	3 664.840	134.60	4 044	
1980	3 885.750	142.00	4 287	
1981	3 916.570	143.90	4 321	
			77/78 = 11.80 77/81 = 8.79	Nb.pays 0 10
			78/79 = 17.10 78/81 = 17.10	% pays 0.00 30.30
			79/80 = 6.00 79/81 = 14.51	% POP 0.00 15.30
			80/81 = 1.70 80/81 = 3.36	

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 20/ 30 \*En population (base 1979): 93.70% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	10 633.040	100.00	11 377	
1978	11 005.280	103.50	11 785	
1979	11 506.840	108.30	12 319	
1980	11 706.870	112.00	12 787	
1981	13 009.760	122.40	13 925	
			77/78 = 3.50 77/81 = 5.18	Nb.pays 0 10
			78/79 = 4.50 78/81 = 6.50	% pays 0.00 33.30
			79/80 = 3.80 79/81 = 4.05	% POP 0.00 6.20
			80/81 = 8.90 80/81 = 6.32	

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	3 077.380	100.00	2 128	
1978	3 149.700	103.40	2 202	
1979	3 320.430	111.60	2 377	
1980	3 374.810	113.30	2 433	
1981	3 395.850	115.30	2 454	
			77/78 = 3.40 77/81 = 3.63	Nb.pays 0 1
			78/79 = 7.90 78/81 = 7.90	% pays 0.00 12.50
			79/80 = 2.30 79/81 = 1.61	% POP 0.00 1.20
			80/81 = 1.80 80/81 = 1.80	

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 17/ 19 \*En population (base 1979): 97.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	698.220	100.00	715	
1978	734.780	105.20	752	
1979	788.780	112.90	807	
1980	843.860	120.80	864	
1981	882.370	126.30	903	
			77/78 = 5.20 77/81 = 6.02	Nb.pays 0 2
			78/79 = 7.30 78/81 = 7.30	% pays 0.00 10.50
			79/80 = 7.00 79/81 = 6.25	% POP 0.00 2.10
			80/81 = 4.50 80/81 = 4.50	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	107 675.257	100.00	107 783	
1978	112 658.437	104.60	112 811	
1979	114 657.437	108.30	116 814	
1980	120 207.947	111.60	120 728	
1981	121 710.651	113.00	121 832	
			77/78 = 4.60 77/81 = 3.11	Nb.pays 0 0
			78/79 = 3.50 78/81 = 3.50	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 3.00 79/81 = 4.10	% POP 0.00 0.00
			80/81 = 1.20 80/81 = 2.12	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	11 855.040	100.00	11 865	
1978	11 833.550	99.80	11 843	
1979	11 831.710	99.70	11 831	
1980	12 014.650	101.20	12 014	
1981	12 074.610	101.70	12 074	
			77/78 = -1.20 77/81 = .43	Nb.pays 0 0
			78/79 = -1.10 78/81 = -1.10	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 1.50 79/81 = -1.14	% POP 0.00 0.00
			80/81 = .40 80/81 = 1.02	

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 96/133 \*En population (base 1979): 92.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	17 379.460	100.00	18 692	
1978	18 345.510	104.90	19 597	
1979	19 540.430	112.40	20 936	
1980	20 290.320	116.70	21 807	
1981	21 535.640	124.20	23 137	
			77/78 = 4.80 77/81 = 5.47	Nb.pays 0 37
			78/79 = 6.80 78/81 = 6.80	% pays 0.00 27.80
			79/80 = 4.10 79/81 = 5.83	% POP 0.00 7.60
			80/81 = 6.00 80/81 = 5.12	

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 36/ 36 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	119 540.297	100.00	119 648	
1978	124 541.967	104.10	124 654	
1979	128 529.147	107.50	128 645	
1980	132 529.597	110.60	132 342	
1981	133 785.261	111.90	133 607	
			77/78 = 4.10 77/81 = 2.85	Nb.pays 0 0
			78/79 = 3.20 78/81 = 3.20	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 2.80 79/81 = 3.69	% POP 0.00 0.00
			80/81 = 1.10 80/81 = 2.02	

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus):132/169 \*En population (base 1979): 94.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	136 919.757	100.00	138 340	
1978	142 787.477	104.20	144 252	
1979	148 069.577	108.10	149 582	
1980	151 512.917	111.30	154 150	
1981	155 370.901	113.40	157 045	
			77/78 = 4.20 77/81 = 3.22	Nb.pays 0 37
			78/79 = 3.60 78/81 = 3.60	% pays 0.00 21.80
			79/80 = 3.00 79/81 = 3.98	% POP 0.00 5.70
			80/81 = 1.80 80/81 = 2.46	

RUB: AO SERVICE INTERIEUR (MILLIONS)

\*NP\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 29/ 43 \*En population (base 1979): 86.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	278.965	100.00	304	
1978	289.250	96.10	289	
1979	285.440	91.40	274	
1980	248.969	89.20	266	
1981	244.169	87.50	258	
			77/78 = -4.80 77/81 = -3.96	Nb.pays 0 14
			78/79 = -5.20	% pays 0.00 32.50
			79/80 = -3.10 77/79 = -4.94	% POP 0.00 13.50
			80/81 = -2.90 79/81 = -2.97	

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 \*En population (base 1979): 84.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	756.640	100.00	848	
1978	766.530	101.30	853	
1979	955.970	126.30	1 035	
1980	1 319.800	174.40	1 397	
1981	1 494.160	197.40	1 577	
			77/78 = .40 77/81 = 16.76	Nb.pays 0 10
			78/79 = 21.40	% pays 0.00 30.30
			79/80 = 34.90 77/79 = 10.46	% POP 0.00 15.30
			80/81 = 12.80 79/81 = 23.43	

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 20/ 30 \*En population (base 1979): 93.70% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	17 584.136	100.00	17 724	
1978	18 410.676	104.70	18 574	
1979	19 375.626	110.30	19 578	
1980	20 468.836	116.40	20 652	
1981	21 448.236	121.90	21 631	
			77/78 = 4.70 77/81 = 5.10	Nb.pays 0 10
			78/79 = 5.40	% pays 0.00 33.30
			79/80 = 5.40 77/79 = 5.10	% POP 0.00 6.20
			80/81 = 4.70 79/81 = 5.11	

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	2 184.580	100.00	2 238	
1978	2 115.770	101.40	2 270	
1979	2 255.520	103.20	2 310	
1980	2 281.370	104.40	2 337	
1981	2 320.270	106.20	2 377	
			77/78 = 1.40 77/81 = 1.51	Nb.pays 0 1
			78/79 = 1.70	% pays 0.00 12.50
			79/80 = 1.10 77/79 = 1.61	% POP 0.00 2.30
			80/81 = 1.70 79/81 = 1.42	

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 17/ 19 \*En population (base 1979): 97.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	70.430	100.00	72	
1978	70.580	100.20	72	
1979	76.990	109.30	78	
1980	82.470	117.00	84	
1981	86.250	122.40	88	
			77/78 = .20 77/81 = 5.26	Nb.pays 0 2
			78/79 = 9.20	% pays 0.00 10.50
			79/80 = 7.20 77/79 = 4.62	% POP 0.00 2.10
			80/81 = 4.60 79/81 = 5.90	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	64 538.250	100.00	64 602	
1978	68 325.300	105.80	68 393	
1979	70 894.142	109.80	70 965	
1980	75 592.263	117.10	75 667	
1981	78 251.029	121.20	78 329	
			77/78 = 5.80 77/81 = 4.93	Nb.pays 0 0
			78/79 = 3.70	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 6.60 77/79 = 4.80	% POP 0.00 0.00
			80/81 = 3.50 79/81 = 5.06	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	50 005.800	100.00	50 005	
1978	50 157.610	100.30	50 157	
1979	51 817.870	103.60	51 817	
1980	51 825.440	103.60	51 825	
1981	53 583.010	107.10	53 583	
			77/78 = .30 77/81 = 1.74	Nb.pays 0 0
			78/79 = 3.30	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 1.79 77/79 = 1.79	% POP 0.00 0.00
			80/81 = 3.30 79/81 = 1.68	

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 96/133 \*En population (base 1979): 92.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	20 874.741	100.00	21 188	
1978	21 731.806	104.10	22 059	
1979	22 539.346	109.80	23 279	
1980	24 401.445	116.80	24 738	
1981	25 593.085	122.60	25 934	
			77/78 = 4.10 77/81 = 5.18	Nb.pays 0 37
			78/79 = 5.50	% pays 0.00 27.80
			79/80 = 6.20 77/79 = 4.81	% POP 0.00 7.60
			80/81 = 4.80 79/81 = 5.54	

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 36/ 36 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	114 544.050	100.00	114 608	
1978	118 482.910	103.40	118 551	
1979	122 712.012	107.10	122 782	
1980	127 417.703	111.20	127 493	
1981	131 834.039	115.00	131 912	
			77/78 = 3.40 77/81 = 3.57	Nb.pays 0 0
			78/79 = 3.50	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 3.80 77/79 = 3.50	% POP 0.00 0.00
			80/81 = 3.40 79/81 = 3.65	

## TOTAL MONDIE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 132/169 \*En population (base 1979): 94.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees estimees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	135 418.791	100.00	135 796	
1978	140 214.716	103.50	140 610	
1979	145 651.358	107.50	146 062	
1980	151 819.148	112.10	152 231	
1981	157 427.124	116.20	157 846	
			77/78 = 3.50 77/81 = 3.83	Nb.pays 0 37
			78/79 = 3.80	% pays 0.00 21.80
			79/80 = 4.20 77/79 = 3.71	% POP 0.00 5.70
			80/81 = 3.60 79/81 = 3.95	



Rub. 6.2.1 (ENVOIS RECOMMANDES ADMIS DANS LE SERVICE INTERIEUR (MILLIONS))

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 26/ 43 \*En population (base 1979): 72.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	34.555	100.00		77/81 = .65	
1978	35.195	101.80		77/78 = 1.80	Nb.pays 0 17
1979	33.625	97.30		78/79 = -4.50	
1980	34.565	100.00		79/80 = 2.70	% pays 0.00 39.50
1981	35.475	102.60		80/81 = 2.60	% POP 0.00 27.70

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 20/ 33 \*En population (base 1979): 82.40% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	224.270	100.00		77/81 = 1.39	
1978	224.970	100.30		77/78 = .30	Nb.pays 0 13
1979	224.090	99.90		78/79 = -.40	
1980	237.300	105.80		79/80 = 5.80	% pays 0.00 39.30
1981	237.030	105.60		80/81 = -2.20	% POP 0.00 17.50

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 19/ 30 \*En population (base 1979): 51.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	327.590	100.00		77/81 = 6.85	
1978	358.810	109.50		77/78 = 9.50	Nb.pays 0 11
1979	385.760	117.70		78/79 = 7.50	
1980	403.610	123.20		79/80 = 4.60	% pays 0.00 36.60
1981	427.070	130.30		80/81 = 5.80	% POP 0.00 48.00

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	297.120	100.00		77/81 = 2.76	
1978	306.500	103.10		77/78 = 3.10	Nb.pays 0 1
1979	321.220	108.10		78/79 = 4.80	
1980	328.960	110.70		79/80 = 2.40	% pays 0.00 12.50
1981	331.320	111.50		80/81 = .70	% POP 0.00 2.30

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 16/ 19 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	72.930	100.00		77/81 = 4.71	
1978	75.800	103.90		77/78 = 3.90	Nb.pays 0 3
1979	82.170	112.60		78/79 = 8.40	
1980	85.990	117.90		79/80 = 4.60	% pays 0.00 15.70
1981	87.700	120.20		80/81 = 1.90	% POP 0.00 2.30

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	1 178.330	100.00		77/81 = 2.10	
1978	1 168.266	99.10		77/78 = -.90	Nb.pays 0 0
1979	1 224.830	103.90		78/79 = 4.80	
1980	1 272.450	107.90		79/80 = 3.80	% pays 0.00 0.00
1981	1 280.602	108.60		80/81 = .60	% POP 0.00 0.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.40% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	659.800	100.00		77/81 = -1.72	
1978	642.010	97.30		77/78 = -2.70	Nb.pays 0 1
1979	632.220	95.80		78/79 = -1.60	
1980	623.050	94.40		79/80 = -1.50	% pays 0.00 12.50
1981	615.520	93.20		80/81 = -1.30	% POP 0.00 2.50

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 88/133 \*En population (base 1979): 60.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	956.465	100.00		77/81 = 3.99	
1978	1 001.275	104.60		77/78 = 4.60	Nb.pays 0 45
1979	1 046.865	109.40		78/79 = 4.50	
1980	1 090.425	114.00		79/80 = 4.10	% pays 0.00 33.80
1981	1 118.595	116.90		80/81 = 2.50	% POP 0.00 39.00

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 35/ 36 \*En population (base 1979): 99.10% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	1 838.130	100.00		77/81 = .77	
1978	1 810.276	98.40		77/78 = -1.60	Nb.pays 0 1
1979	1 857.050	101.00		78/79 = 2.50	
1980	1 895.500	103.10		79/80 = 2.00	% pays 0.00 2.70
1981	1 896.122	103.10		80/81 = .00	% POP 0.00 0.60

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 123/169 \*En population (base 1979): 70.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE
		1977=100		Pour donnees cumulees	NA ND
1977	2 794.595	100.00		77/81 = 1.91	
1978	2 811.551	100.60		77/78 = .60	Nb.pays 0 46
1979	2 903.915	103.90		78/79 = 3.20	
1980	2 985.925	106.80		79/80 = 2.80	% pays 0.00 27.20
1981	3 014.717	107.80		80/81 = .90	% POP 0.00 29.30

Rub.: 6.1.1 (ENVOIS ADMIS EN FRANCHISE POSTALE DANS LE SERVICE INTERIEUR (MILLIONS))

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 19/ 43 \*En population (base 1979): 25.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	14.180	100.00	77/81 = 4.29	Nb.pays 0 24
1978	15.173	107.00	78/79 = 2.10	% pays 0.00 55.80
1979	15.495	109.20	79/80 = .90	% POP 0.00 74.10
1980	15.635	110.20	80/81 = 7.30	
1981	16.780	118.30		

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 19/ 33 \*En population (base 1979): 73.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	56.861	100.00	77/81 = 2.31	Nb.pays 0 14
1978	59.741	105.00	78/79 = .40	% pays 0.00 42.40
1979	60.031	105.50	79/80 = -8.90	% POP 0.00 26.00
1980	54.691	96.10	80/81 = 13.90	
1981	62.301	109.50		

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 17/ 30 \*En population (base 1979): 22.70% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	229.020	100.00	77/81 = 6.26	Nb.pays 0 13
1978	242.120	105.70	78/79 = .60	% pays 0.00 43.30
1979	243.730	106.40	79/80 = 7.50	% POP 0.00 77.20
1980	262.200	114.40	80/81 = 11.30	
1981	291.980	127.40		

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 6/ 8 \*En population (base 1979): 77.70% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	101.340	100.00	77/81 = -18.78	Nb.pays 0 2
1978	100.540	99.20	78/79 = 4.00	% pays 0.00 25.00
1979	104.570	103.10	79/80 = -50.80	% POP 0.00 22.20
1980	51.480	50.70	80/81 = -14.40	
1981	44.080	43.40		

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 15/ 19 \*En population (base 1979): 97.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	115.290	100.00	77/81 = .44	Nb.pays 0 4
1978	112.000	97.10	78/79 = 3.20	% pays 0.00 21.00
1979	115.660	100.30	79/80 = -1.00	% POP 0.00 2.90
1980	114.550	99.30	80/81 = 2.40	
1981	117.370	101.80		

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 24/ 28 \*En population (base 1979): 90.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	4 178.040	100.00	77/81 = 3.35	Nb.pays 0 4
1978	4 365.890	104.40	78/79 = 1.70	% pays 0.00 14.20
1979	4 440.288	106.20	79/80 = 1.60	% POP 0.00 9.20
1980	4 511.490	107.90	80/81 = 5.60	
1981	4 766.979	114.00		

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 95.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 198.140	100.00	77/81 = -.87	Nb.pays 0 1
1978	1 187.010	99.00	78/79 = -.60	% pays 0.00 12.50
1979	1 180.100	98.40	79/80 = -1.00	% POP 0.00 4.30
1980	1 168.690	97.50	80/81 = -1.10	
1981	1 156.930	96.50		

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 76/133 \*En population (base 1979): 33.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	516.691	100.00	77/81 = .75	Nb.pays 0 57
1978	529.571	102.40	78/79 = 1.80	% pays 0.00 42.80
1979	539.486	104.40	79/80 = -7.60	% POP 0.00 66.00
1980	498.536	96.40	80/81 = 6.80	
1981	532.511	103.00		

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 31/ 36 \*En population (base 1979): 92.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	5 376.180	100.00	77/81 = 2.45	Nb.pays 0 5
1978	5 552.900	103.20	78/79 = 1.20	% pays 0.00 13.80
1979	5 620.388	104.50	79/80 = 1.00	% POP 0.00 7.70
1980	5 680.180	106.00	80/81 = 4.20	
1981	5 923.909	110.10		

## TOTAL M O N D E

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 107/169 \*En population (base 1979): 48.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	5 892.871	100.00	77/81 = 2.30	Nb.pays 0 62
1978	6 082.474	103.20	78/79 = 1.20	% pays 0.00 36.60
1979	6 159.874	104.50	79/80 = .30	% POP 0.00 51.30
1980	6 178.716	104.80	80/81 = 4.40	
1981	6 456.420	109.50		

Rub.: LC SERVICE INTERNATIONAL EXPÉDITION (MILLIONS) \*\*ATTENTION: A votre demande certains pays ont été sautés\*\*

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITÉ INSUFFISANTE OU CAS SPÉCIAUX, AUCUNE DONNÉE ESTIMÉE N'EST INDICUÉE

#### RÉGION AFRIQUE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 29/ 43 *En population (base 1979): 86.00%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	228.780	100.00	266	77/78 = 5.60	77/81 = 4.31		Nb.pays	0	14
1978	241.270	105.40	281	78/79 = -1.80			% pays	0.00	32.50
1979	237.770	103.90	276	79/80 = 7.60	77/79 = 1.86		% POP	0.00	13.90
1980	255.540	111.60	297	80/81 = 6.00	79/81 = 6.83				
1981	270.690	118.30	315						

#### RÉGION AMÉRIQUE LATINE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 24/ 33 *En population (base 1979): 84.60%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	282.410	100.00	334	77/78 = 5.60	77/81 = 9.26		Nb.pays	0	9
1978	298.360	105.60	353	78/79 = 13.30			% pays	0.00	27.20
1979	338.810	119.90	400	79/80 = 11.70	77/79 = 9.43		% POP	0.00	15.30
1980	378.260	133.90	447	80/81 = 6.40	79/81 = 9.08				
1981	402.930	142.60	476						

#### RÉGION ASIE PACIFIQUE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 19/ 30 *En population (base 1979): 93.70%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	419.120	100.00	447	77/78 = 10.70	77/81 = 10.35		Nb.pays	0	11
1978	464.050	110.70	495	78/79 = 8.80			% pays	0.00	36.60
1979	504.670	120.40	539	79/80 = 11.60	77/79 = 9.80		% POP	0.00	6.20
1980	563.660	134.40	602	80/81 = 10.10	79/81 = 10.90				
1981	621.570	148.30	663						

#### RÉGION EUROPE MÉDITERRANÉE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 7/ 8 *En population (base 1979): 97.60%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	263.210	100.00	270	77/78 = 2.20	77/81 = 3.34		Nb.pays	0	1
1978	269.480	102.30	276	78/79 = 2.50			% pays	0.00	12.50
1979	276.090	104.80	283	79/80 = 5.30	77/79 = 2.37		% POP	0.00	2.30
1980	291.230	110.60	298	80/81 = 3.30	79/81 = 4.32				
1981	300.730	114.20	308						

#### RÉGION PAYS ARABES

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 18/ 19 *En population (base 1979): 97.90%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	329.720	100.00	337	77/78 = 5.60	77/81 = 9.97		Nb.pays	0	1
1978	348.570	105.70	356	78/79 = 12.60			% pays	0.00	5.20
1979	392.620	119.00	401	79/80 = 13.90	77/79 = 9.08		% POP	0.00	2.00
1980	447.270	135.60	457	80/81 = 7.80	79/81 = 10.87				
1981	482.460	146.30	493						

#### \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 28/ 28 *En population (base 1979): 99.90%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	3 906.870	100.00	3 911	77/78 = 1.50	77/81 = .02		Nb.pays	0	0
1978	3 966.755	101.50	3 971	78/79 = 1.50			% pays	0.00	0.00
1979	4 030.418	103.10	4 034	79/80 = -6.0	77/79 = 1.56		% POP	0.00	0.00
1980	4 008.552	102.60	4 013	80/81 = -2.50	79/81 = -1.48				
1981	3 911.082	100.10	3 915						

#### \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 5/ 5 *En population (base 1979): 100.00%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	446.720	100.00	447	77/78 = -5.40	77/81 = -4.94		Nb.pays	0	0
1978	422.580	94.50	423	78/79 = -7.10			% pays	0.00	0.00
1979	392.810	87.90	393	79/80 = -4.40	77/79 = -6.23		% POP	0.00	0.00
1980	375.630	84.00	376	80/81 = -3.00	79/81 = -3.62				
1981	364.810	81.60	365						

#### TOTAL DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 97/133 *En population (base 1979): 92.30%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	1 523.240	100.00	1 654	77/78 = 6.40	77/81 = 8.05		Nb.pays	0	36
1978	1 621.730	106.40	1 761	78/79 = 7.80			% pays	0.00	27.00
1979	1 749.960	114.80	1 899	79/80 = 10.60	77/79 = 7.15		% POP	0.00	7.60
1980	1 935.960	127.00	2 101	80/81 = 7.30	79/81 = 8.97				
1981	2 078.380	136.40	2 255						

#### TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISÉS y compris territoires

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 33/ 33 *En population (base 1979): 99.90%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	4 353.590	100.00	4 358	77/78 = .80	77/81 = -1.45		Nb.pays	0	0
1978	4 389.335	100.80	4 394	78/79 = .70			% pays	0.00	0.00
1979	4 423.228	101.50	4 427	79/80 = -1.90	77/79 = -1.78		% POP	0.00	0.00
1980	4 384.182	100.70	4 389	80/81 = -2.50	79/81 = -1.67				
1981	4 275.892	98.20	4 280						

#### TOTAL MONDE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 130/166 *En population (base 1979): 93.90%=====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
		1977=100		Pour données estimées	NA	ND			
1977	5 876.830	100.00	6 012	77/78 = 2.30	77/81 = 2.10		Nb.pays	0	36
1978	6 011.065	102.20	6 155	78/79 = 2.70			% pays	0.00	21.60
1979	6 173.188	105.00	6 326	79/80 = 2.50	77/79 = 2.57		% POP	0.00	6.00
1980	6 320.142	107.50	6 490	80/81 = .60	79/81 = 1.63				
1981	6 354.272	108.10	6 535						

\*\*ATTENTION: A votre demande certains pays ont été sautés \*\*

Rub. 1: AO SERVICE INTERNATIONAL EXPÉDITION (MILLIONS)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITÉ INSUFFISANTE OU CAS SPÉCIAUX, AUCUNE DONNÉE ESTIMÉE N'EST INDICUÉE

## REGION AFRIQUE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 29/ 43 \*En population (base 1979): 86.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	40.690	100.00	47	
1978	44.248	108.70	51	
1979	40.495	99.50	47	
1980	40.180	98.70	47	
1981	37.970	93.30	44	
			77/78 = 8.50 77/81 = -1.63	Nb.pays 0 14
			78/79 = -7.90 79/80 = 1.40 77/79 = 6.06	% pays 0.00 32.50
			80/81 = -6.40 79/81 = -3.24	% POP 0.00 13.90

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 24/ 33 \*En population (base 1979): 84.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	47.740	100.00	56	
1978	52.850	110.70	62	
1979	51.130	111.20	63	
1980	53.320	111.60	63	
1981	54.760	114.70	65	
			77/78 = 10.70 77/81 = 3.79	Nb.pays 0 9
			78/79 = 1.60 79/80 = 3.10 77/79 = 6.06	% pays 0.00 27.20
			80/81 = 3.10 79/81 = 1.57	% POP 0.00 15.30

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 19/ 30 \*En population (base 1979): 93.70% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	115.733	100.00	124	
1978	122.733	106.00	131	
1979	127.833	110.40	136	
1980	129.673	112.00	138	
1981	136.733	118.10	146	
			77/78 = 5.60 77/81 = 4.16	Nb.pays 0 11
			78/79 = 3.80 79/80 = 1.40 77/79 = 4.72	% pays 0.00 36.60
			80/81 = 5.70 79/81 = 3.61	% POP 0.00 6.20

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	89.540	100.00	92	
1978	92.210	102.90	94	
1979	94.450	105.40	97	
1980	90.510	101.00	93	
1981	92.580	103.30	95	
			77/78 = 2.10 77/81 = .80	Nb.pays 0 1
			78/79 = 3.10 79/80 = -4.20 77/79 = 2.68	% pays 0.00 12.50
			80/81 = 2.10 79/81 = -1.03	% POP 0.00 2.30

## REGION PAYS ARABES

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	28.180	100.00	29	
1978	30.890	109.60	32	
1979	35.340	125.40	36	
1980	40.560	143.90	41	
1981	43.430	154.10	44	
			77/78 = 10.30 77/81 = 10.98	Nb.pays 0 1
			78/79 = 12.50 79/80 = 13.80 77/79 = 11.41	% pays 0.00 5.20
			80/81 = 7.30 79/81 = 10.55	% POP 0.00 2.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 315.791	100.00	1 317	
1978	1 348.416	102.40	1 350	
1979	1 367.498	103.90	1 369	
1980	1 350.119	102.60	1 351	
1981	1 307.276	99.30	1 309	
			77/78 = 2.50 77/81 = -1.15	Nb.pays 0 0
			78/79 = 1.40 79/80 = -1.40 77/79 = 1.95	% pays 0.00 0.00
			80/81 = -3.20 79/81 = -2.21	% POP 0.00 0.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 5/ 5 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	167.900	100.00	168	
1978	139.810	83.20	140	
1979	128.160	76.30	128	
1980	119.170	70.90	119	
1981	118.170	70.30	118	
			77/78 = -16.70 77/81 = -8.45	Nb.pays 0 0
			78/79 = -8.60 79/80 = -7.10 77/79 = -12.71	% pays 0.00 0.00
			80/81 = -9.90 79/81 = -3.98	% POP 0.00 0.00

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 97/133 \*En population (base 1979): 92.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	321.883	100.00	348	
1978	342.931	106.50	370	
1979	351.248	109.10	379	
1980	354.243	110.00	382	
1981	365.473	113.50	394	
			77/78 = 6.30 77/81 = 3.15	Nb.pays 0 36
			78/79 = 2.40 79/80 = .70 77/79 = 4.35	% pays 0.00 27.00
			80/81 = 3.10 79/81 = 1.95	% POP 0.00 7.60

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 33/ 33 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 483.691	100.00	1 485	
1978	1 488.226	100.30	1 490	
1979	1 495.658	100.80	1 497	
1980	1 469.289	99.00	1 470	
1981	1 425.446	96.00	1 427	
			77/78 = .30 77/81 = -.99	Nb.pays 0 0
			78/79 = .40 79/80 = -1.90 77/79 = -.40	% pays 0.00 0.00
			80/81 = -3.00 79/81 = -2.36	% POP 0.00 0.00

## TOTAL M O N D E

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 130/166 \*En population (base 1979): 93.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 805.574	100.00	1 833	
1978	1 831.157	101.40	1 860	
1979	1 846.906	102.20	1 876	
1980	1 823.532	100.90	1 852	
1981	1 790.919	99.10	1 821	
			77/78 = 1.40 77/81 = -.16	Nb.pays 0 36
			78/79 = .80 79/80 = -1.30 77/79 = 1.16	% pays 0.00 21.60
			80/81 = -1.70 79/81 = -1.47	% POP 0.00 6.00

BI/UPU/81: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RÉSULTATS PAR RÉGION OU PAR GROUPE DE PAYS

TABLEAU XX

RUE: LC SERVICE INTERNATIONAL-RECEPTION (MILLIONS)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 29/ 43 \*En population (base 1979): 86.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	320.040	100.00		
1978	315.230	98.40	77/78 = -1.60	Nb.pays 0 14
1979	312.520	99.20	78/79 = 1.70	
1980	352.890	110.20	79/80 = 11.10	% pays 0.00 32.50
1981	365.450	114.10	80/81 = 3.50	% POP 0.00 13.90

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 \*En population (base 1979): 49.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	360.610	100.00		
1978	380.440	105.40	77/78 = 5.40	Nb.pays 0 10
1979	387.230	107.30	78/79 = 1.70	
1980	414.700	114.90	79/80 = 7.00	% pays 0.00 30.30
1981	448.410	124.30	80/81 = 8.10	% POP 0.00 50.00

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 17/ 30 \*En population (base 1979): 48.50% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	469.970	100.00		
1978	500.460	106.40	77/78 = 6.40	Nb.pays 0 13
1979	515.940	109.70	78/79 = 3.00	
1980	573.930	122.10	79/80 = 11.20	% pays 0.00 43.30
1981	614.600	130.70	80/81 = 7.00	% POP 0.00 51.40

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	236.230	100.00		
1978	231.830	97.30	77/78 = -2.70	Nb.pays 0 1
1979	224.360	94.10	78/79 = -3.30	
1980	224.570	94.20	79/80 = -2.95	% pays 0.00 12.50
1981	209.400	87.80	80/81 = -6.80	% POP 0.00 2.30

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	380.380	100.00		
1978	439.000	115.40	77/78 = 15.40	Nb.pays 0 1
1979	475.920	125.10	78/79 = 8.40	
1980	526.490	138.40	79/80 = 10.60	% pays 0.00 5.20
1981	565.910	148.70	80/81 = 7.40	% POP 0.00 2.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 26/ 28 \*En population (base 1979): 70.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	295.840	100.00		
1978	419.070	103.70	77/78 = 3.70	Nb.pays 0 2
1979	498.816	108.00	78/79 = 2.20	
1980	340.990	101.30	79/80 = -4.50	% pays 0.00 7.10
1981	410.855	103.40	80/81 = 2.00	% POP 0.00 20.90

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 3/ 8 \*En population (base 1979): 17.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	215.140	100.00		
1978	209.630	97.40	77/78 = -2.60	Nb.pays 0 5
1979	197.780	91.90	78/79 = -5.70	
1980	184.090	85.50	79/80 = -7.00	% pays 0.00 62.50
1981	170.650	79.30	80/81 = -7.40	% POP 0.00 82.00

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 94/133 \*En population (base 1979): 56.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 769.230	100.00		
1978	1 866.960	105.50	77/78 = 5.50	Nb.pays 0 39
1979	1 920.970	108.50	78/79 = 2.80	
1980	2 092.580	118.20	79/80 = 8.90	% pays 0.00 29.30
1981	2 203.770	124.50	80/81 = 5.30	% POP 0.00 43.60

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 29/ 36 \*En population (base 1979): 53.40% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	510.780	100.00		
1978	628.700	103.30	77/78 = 3.30	Nb.pays 0 7
1979	694.594	105.20	78/79 = 1.80	
1980	525.080	100.40	79/80 = -4.60	% pays 0.00 19.40
1981	581.505	102.00	80/81 = 1.60	% POP 0.00 46.50

## TOTAL MONDE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 123/169 \*En population (base 1979): 55.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	5 280.210	100.00		
1978	5 495.660	104.00	77/78 = 4.00	Nb.pays 0 46
1979	5 615.566	106.30	78/79 = 2.10	
1980	5 617.660	106.30	79/80 = 0.00	% pays 0.00 27.20
1981	5 785.275	109.50	80/81 = 2.90	% POP 0.00 44.30

PI/UPU/B1: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RÉSULTATS PAR RÉGION OU PAR GROUPE DE PAYS

TABLEAU XXI

RUB: AO SERVICE INTERNATIONAL-RECEPTION (MILLIONS)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITE INSUFFISANTE OU CAS SPECIAUX, AUCUNE DONNEE ESTIMEE N'EST INDIQUEE

## REGION AFRIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 29/ 43 \*En population (base 1979): 86.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	150.640	100.00		
1978	143.050	94.90	77/78 = -5.10	
1979	142.640	94.60	78/79 = -0.30	
1980	138.720	92.00	79/80 = -2.80	
1981	135.680	90.00	80/81 = -2.20	
			77/81 = -2.58	
				Nb.pays 0 14
				% pays 0.00 32.50
				% POP 0.00 13.90

## REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 \*En population (base 1979): 49.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	85.600	100.00		
1978	91.680	107.10	77/78 = 7.10	
1979	95.820	111.90	78/79 = 4.50	
1980	93.720	109.40	79/80 = -2.20	
1981	102.180	120.50	80/81 = 10.00	
			77/81 = 4.78	
				Nb.pays 0 10
				% pays 0.00 30.30
				% POP 0.00 50.00

## REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 17/ 30 \*En population (base 1979): 48.50% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	149.190	100.00		
1978	154.170	103.30	77/78 = 3.30	
1979	162.620	109.00	78/79 = 5.40	
1980	161.690	108.30	79/80 = -0.60	
1981	201.050	134.70	80/81 = 24.30	
			77/81 = 7.74	
				Nb.pays 0 12
				% pays 0.00 43.30
				% POP 0.00 51.40

## REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	88.870	100.00		
1978	85.980	96.70	77/78 = -3.30	
1979	87.200	98.10	78/79 = 1.40	
1980	84.140	94.60	79/80 = -3.60	
1981	81.640	91.80	80/81 = -3.00	
			77/81 = -2.10	
				Nb.pays 0 1
				% pays 0.00 12.50
				% POP 0.00 2.30

## REGION PAYS ARABES

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	108.150	100.00		
1978	113.120	104.50	77/78 = 4.50	
1979	117.600	107.90	78/79 = 2.60	
1980	132.840	122.80	79/80 = 12.60	
1981	138.680	128.20	80/81 = 4.30	
			77/81 = 6.41	
				Nb.pays 0 1
				% pays 0.00 5.20
				% POP 0.00 2.00

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 26/ 28 \*En population (base 1979): 70.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	950.044	100.00		
1978	997.234	103.80	77/78 = 3.80	
1979	1 014.036	105.60	78/79 = 1.60	
1980	1 014.871	105.70	79/80 = 0.10	
1981	987.218	102.80	80/81 = -2.80	
			77/81 = 1.70	
				Nb.pays 0 2
				% pays 0.00 7.10
				% POP 0.00 29.90

## \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 4/ 8 \*En population (base 1979): 20.40% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	315.780	100.00		
1978	314.010	99.40	77/78 = -0.60	
1979	309.350	97.90	78/79 = -1.50	
1980	317.830	103.80	79/80 = 5.90	
1981	313.410	99.20	80/81 = -4.40	
			77/81 = -1.18	
				Nb.pays 0 4
				% pays 0.00 50.00
				% POP 0.00 79.50

## TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 94/133 \*En population (base 1979): 56.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	585.450	100.00		
1978	585.010	100.90	77/78 = 0.90	
1979	615.900	105.70	78/79 = 4.70	
1980	611.110	104.90	79/80 = -0.80	
1981	660.230	113.30	80/81 = 8.00	
			77/81 = 3.18	
				Nb.pays 0 39
				% pays 0.00 29.30
				% POP 0.00 43.60

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 30/ 36 \*En population (base 1979): 54.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 275.824	100.00		
1978	1 311.244	102.70	77/78 = 2.70	
1979	1 323.386	103.70	78/79 = 0.90	
1980	1 345.701	105.20	79/80 = 1.40	
1981	1 300.628	101.90	80/81 = -3.20	
			77/81 = 1.48	
				Nb.pays 0 6
				% pays 0.00 16.60
				% POP 0.00 45.70

## TOTAL MONDE

==== Representativite: En nombre de pays (retenus/Lus): 124/169 \*En population (base 1979): 55.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 858.274	100.00		
1978	1 899.254	102.20	77/78 = 2.20	
1979	1 939.286	104.30	78/79 = 2.10	
1980	1 953.811	105.10	79/80 = 0.70	
1981	1 960.858	105.50	80/81 = 0.30	
			77/81 = 1.35	
				Nb.pays 0 45
				% pays 0.00 26.60
				% POP 0.00 44.10

BI/UPU/E1: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RÉSULTATS PAR RÉGION OU PAR GROUPE DE PAYS

TABLEAU XXII

RUE: COLIS ORDINAIRES ET AVEC VALEUR DÉCLARÉE DU SERVICE INTÉRIEUR (MILLIERS)

\*NP\* EN CAS DE REPRÉSENTATIVITÉ INSUFFISANTE OU CAS SPÉCIAUX, AUCUNE DONNÉE ESTIMÉE N'EST INDICUÉE

## RÉGION AFRIQUE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 31/ 43 \*En population (base 1979): 87.50% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 725.540	100.00	1 569	
1978	1 831.060	106.10	1 099	
1979	1 802.110	104.40	2 066	
1980	1 794.730	104.00	2 056	
1981	1 902.349	110.20	2 186	
			77/78 = 6.60 77/81 = 2.64	Nb.pays 0 12
			78/79 = -1.60 77/79 = 2.44	% pays 0.00 27.90
			79/80 = -1.50 79/81 = 2.64	% POP 0.00 12.40
			80/81 = 6.20	

## RÉGION AMÉRIQUE LATINE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 23/ 33 \*En population (base 1979): 84.60% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	9 941.887	100.00	12 377	
1978	11 992.530	120.60	17 378	
1979	14 413.380	144.90	16 806	
1980	16 511.570	166.00	18 970	
1981	15 716.427	158.00	18 212	
			77/78 = 17.10 77/81 = 10.36	Nb.pays 0 10
			78/79 = 16.80 77/79 = 17.00	% pays 0.00 30.30
			79/80 = 12.80 79/81 = 4.10	% POP 0.00 15.30
			80/81 = -4.00	

## RÉGION ASIE-PACIFIQUE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 20/ 30 \*En population (base 1979): 92.20% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	167 948.050	100.00	173 566	
1978	169 254.020	100.70	176 603	
1979	175 440.670	104.40	183 457	
1980	184 352.830	109.70	191 753	
1981	206 919.630	123.20	215 244	
			77/78 = 1.50 77/81 = 5.46	Nb.pays 0 10
			78/79 = 3.80 77/79 = 2.69	% pays 0.00 33.30
			79/80 = 4.50 79/81 = 8.31	% POP 0.00 7.70
			80/81 = 12.20	

## RÉGION EUROPE MÉDITERRANÉE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	32 078.100	100.00	32 866	
1978	32 233.470	100.40	33 026	
1979	30 871.680	96.20	31 630	
1980	34 175.580	106.50	35 015	
1981	33 657.680	104.90	34 485	
			77/78 = 1.40 77/81 = 1.20	Nb.pays 0 1
			78/79 = -4.30 77/79 = -1.89	% pays 0.00 12.50
			79/80 = 10.70 79/81 = 4.41	% POP 0.00 2.30
			80/81 = -1.60	

## RÉGION PAYS ARABES

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 15/ 19 \*En population (base 1979): 93.80% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	482 560	100.00	500	
1978	482 750	100.00	499	
1979	516 140	106.90	535	
1980	563 038	116.60	581	
1981	502 300	104.00	520	
			77/78 = -1.10 77/81 = 1.01	Nb.pays 0 4
			78/79 = 7.00 77/79 = 3.43	% pays 0.00 21.00
			79/80 = 8.60 79/81 = -1.35	% POP 0.00 6.10
			80/81 = -10.50	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 28/ 28 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 566 063.450	100.00	1 567 631	
1978	1 507 405.970	96.00	1 508 918	
1979	1 499 777.160	95.70	1 501 278	
1980	1 511 752.345	96.50	1 513 265	
1981	1 511 795.975	96.50	1 513 309	
			77/78 = -3.80 77/81 = -0.87	Nb.pays 0 0
			78/79 = -1.60 77/79 = -2.14	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 1.70 79/81 = -1.39	% POP 0.00 0.00
			80/81 = -10.50	

## \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 8/ 8 \*En population (base 1979): 100.00% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	323 024.000	100.00	323 024	
1978	327 922.000	101.60	327 927	
1979	342 544.000	106.00	342 544	
1980	347 123.000	107.40	347 123	
1981	344 324.000	106.50	344 324	
			77/78 = 4.60 77/81 = 1.60	Nb.pays 0 0
			78/79 = 1.30 77/79 = 2.97	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 1.30 79/81 = 1.25	% POP 0.00 0.00
			80/81 = -1.90	

## TOTAL DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 96/133 \*En population (base 1979): 91.10% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	212 176.137	100.00	221 580	
1978	215 793.830	101.70	226 607	
1979	233 044.280	105.10	234 496	
1980	237 357.748	111.80	248 378	
1981	258 698.386	121.90	270 649	
			77/78 = 2.20 77/81 = 5.11	Nb.pays 0 37
			78/79 = 3.40 77/79 = 2.87	% pays 0.00 27.80
			79/80 = 5.90 79/81 = 7.43	% POP 0.00 8.80
			80/81 = 8.90	

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISÉS y compris territoires

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 36/ 36 \*En population (base 1979): 99.90% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1 889 087.450	100.00	1 890 655	
1978	1 845 336.970	97.60	1 846 845	
1979	1 842 321.160	97.50	1 843 822	
1980	1 858 875.345	98.40	1 860 388	
1981	1 856 119.975	98.20	1 857 633	
			77/78 = -2.40 77/81 = -0.44	Nb.pays 0 0
			78/79 = -1.20 77/79 = -1.24	% pays 0.00 0.00
			79/80 = 1.80 79/81 = 1.37	% POP 0.00 0.00
			80/81 = -1.20	

## TOTAL MONDE

==== Représentativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 132/169 \*En population (base 1979): 93.40% =====

ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données estimées	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	2 101 263.587	100.00	2 112 235	
1978	2 061 130.800	98.00	2 073 452	
1979	2 065 365.440	98.20	2 078 319	
1980	2 096 273.093	99.70	2 108 766	
1981	2 114 818.361	100.60	2 128 283	
			77/78 = -1.90 77/81 = 1.18	Nb.pays 0 37
			78/79 = 1.20 77/79 = -1.80	% pays 0.00 21.80
			79/80 = 1.40 79/81 = 1.19	% POP 0.00 6.50
			80/81 = 1.90	

RUB: COLIS ORDINAIRES ET AVEC VALEUR DECLARÉE DU SERVICE INTERNATIONAL-EXPÉDITION (MILLIERS)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITÉ INSUFFISANTE OU CAS SPÉCIAUX, AUCUNE DONNÉE ESTIMÉE N'EST INDICUÉE

## RÉGION AFRIQUE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 31/ 43 *En population (base 1979): 87.50% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	577.150	100.00							
1978	575.350	100.20	77/78 =	9.20	77/81 =	1.99	Nb.pays	0	12
1979	581.950	100.70	78/79 =	-2.30			% pays	0.00	27.90
1980	581.300	100.70	79/80 =	-1.10	77/79 =	3.33	% POP	0.00	12.40
1981	570.550	100.20	80/81 =	1.40	79/81 =	.67			

## RÉGION AMÉRIQUE LATINE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 23/ 33 *En population (base 1979): 81.80% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	301.870	100.00							
1978	311.340	103.10	77/78 =	3.10	77/81 =	7.27	Nb.pays	0	10
1979	313.650	103.90	78/79 =	7.10			% pays	0.00	30.30
1980	379.440	125.60	79/80 =	13.70	77/79 =	5.12	% POP	0.00	18.10
1981	349.303	115.40	80/81 =	5.30	79/81 =	9.47			

## RÉGION ASIE PACIFIQUE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 19/ 30 *En population (base 1979): 92.20% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	564.320	100.00							
1978	574.040	101.60	77/78 =	3.60	77/81 =	5.04	Nb.pays	0	11
1979	570.390	101.30	78/79 =	-2.30			% pays	0.00	36.60
1980	535.350	94.90	79/80 =	-9.30	77/79 =	-6.65	% POP	0.00	7.70
1981	534.350	94.70	80/81 =	9.90	79/81 =	9.63			

## RÉGION EUROPE MÉDITERRANÉE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 7/ 8 *En population (base 1979): 97.60% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	599.100	100.00							
1978	578.850	96.60	77/78 =	-3.40	77/81 =	-0.05	Nb.pays	0	1
1979	558.130	93.20	78/79 =	-4.00			% pays	0.00	12.50
1980	597.550	99.70	79/80 =	7.40	77/79 =	-3.65	% POP	0.00	2.30
1981	597.900	99.70	80/81 =		79/81 =	3.68			

## RÉGION PAYS ARABES

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 18/ 19 *En population (base 1979): 97.90% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	821.650	100.00							
1978	868.280	105.60	77/78 =	5.60	77/81 =	2.56	Nb.pays	0	1
1979	877.600	105.80	78/79 =	1.00			% pays	0.00	5.20
1980	853.339	102.50	79/80 =	-2.60	77/79 =	3.34	% POP	0.00	2.00
1981	909.120	110.60	80/81 =	2.90	79/81 =	1.77			

## \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 28/ 28 *En population (base 1979): 99.90% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	45 817.491	100.00							
1978	45 022.770	96.20	77/78 =	-1.80	77/81 =	.34	Nb.pays	0	0
1979	43 680.300	95.70	78/79 =	-2.60			% pays	0.00	0.00
1980	44 326.960	96.70	79/80 =	1.00	77/79 =	-2.13	% POP	0.00	0.00
1981	46 459.905	101.40	80/81 =	4.80	79/81 =	2.89			

## \*\* PAYS INDUSTRIALISÉS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 5/ 8 *En population (base 1979): 24.80% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	7 422.500	100.00							
1978	7 074.000	95.40	77/78 =	-5.60	77/81 =	-1.62	Nb.pays	0	3
1979	6 493.400	87.40	78/79 =	-7.50			% pays	0.00	37.50
1980	6 586.500	88.70	79/80 =	1.40	77/79 =	-6.46	% POP	0.00	75.10
1981	6 950.600	93.60	80/81 =	5.40	79/81 =	3.46			

## TOTAL DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 98/133 *En population (base 1979): 91.00% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	5 234.180	100.00							
1978	5 428.380	103.70	77/78 =	3.70	77/81 =	3.95	Nb.pays	0	35
1979	5 354.180	102.20	78/79 =	-1.40			% pays	0.00	26.30
1980	5 728.779	109.40	79/80 =	6.90	77/79 =	1.13	% POP	0.00	8.90
1981	6 111.733	116.70	80/81 =	6.60	79/81 =	6.84			

## TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISÉS y compris territoires

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 33/ 36 *En population (base 1979): 75.90% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	53 239.991	100.00							
1978	52 036.770	97.70	77/78 =	-2.30	77/81 =	.07	Nb.pays	0	3
1979	50 373.700	94.60	78/79 =	-3.20			% pays	0.00	8.30
1980	50 915.480	95.60	79/80 =	1.00	77/79 =	-2.73	% POP	0.00	24.00
1981	53 410.505	100.30	80/81 =	4.90	79/81 =	2.97			

## TOTAL MONDIAL

Representativité: En nombre de pays (retenus/lus): 131/169 *En population (base 1979): 87.20% =====									
ANNÉE	DONNÉES CUMULÉES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE				
	1977=100		Pour données cumulees		NA		ND		
1977	58 474.171	100.00							
1978	57 465.150	98.30	77/78 =	-1.80	77/81 =	.44	Nb.pays	0	38
1979	55 727.880	95.30	78/79 =	-3.10			% pays	0.00	22.40
1980	56 643.739	96.80	79/80 =	1.60	77/79 =	-2.37	% POP	0.00	12.70
1981	59 522.238	101.70	80/81 =	5.00	79/81 =	3.34			



BI/UPU/BI: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RÉSULTATS PAR RÉGION OU PAR GROUPE DE PAYS

TABLEAU XXIV

RUB: COLIS ORDINAIRES ET AVEC VALEUR DÉCLARÉE DU SERVICE INTERNATIONAL-RECEPTION (MILLIERS)

\*NB\* EN CAS DE REPRESENTATIVITÉ INSUFFISANTE OU CAS SPÉCIAUX, AUCUNE DONNÉE ESTIMÉE N'EST INDICUÉE

#### REGION AFRIQUE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 31/ 43 \*En population (base 1979): 87.50% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	144.440	100.00		
1978	184.930	106.50	77/78 = 6.50	Nb.pays 0 12
1979	381.380	157.60	78/79 = 47.90	
1980	649.540	170.10	79/80 = 7.90	% pays 0.00 27.90
1981	802.148	177.30	80/81 = 4.10	% Pop 0.00 12.40

#### REGION AMERIQUE LATINE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 22/ 33 \*En population (base 1979): 81.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1236.800	100.00		
1978	1301.600	105.20	77/78 = 5.20	Nb.pays 0 11
1979	1354.180	109.40	78/79 = 4.00	
1980	1411.100	114.20	79/80 = 4.20	% pays 0.00 37.30
1981	1330.629	107.50	80/81 = -5.80	% Pop 0.00 15.10

#### REGION ASIE PACIFIQUE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 30 \*En population (base 1979): 50.30% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	3039.380	100.00		
1978	3330.300	109.50	77/78 = 9.50	Nb.pays 0 12
1979	3473.700	114.20	78/79 = 4.30	
1980	367.500	110.70	79/80 = -3.10	% pays 0.00 40.00
1981	577.200	117.60	80/81 = 6.20	% Pop 0.00 49.60

#### REGION EUROPE MEDITERRANEE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 7/ 8 \*En population (base 1979): 97.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1602.500	100.00		
1978	1431.900	89.30	77/78 = -10.70	Nb.pays 0 1
1979	1361.200	84.90	78/79 = -5.00	
1980	1444.100	90.10	79/80 = 6.00	% pays 0.00 12.50
1981	1568.900	97.90	80/81 = 8.60	% Pop 0.00 2.30

#### REGION PAYS ARABES

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 18/ 19 \*En population (base 1979): 97.90% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	1781.600	100.00		
1978	1914.800	107.40	77/78 = 7.40	Nb.pays 0 1
1979	1857.650	104.20	78/79 = -3.00	
1980	1843.155	103.40	79/80 = -1.80	% pays 0.00 5.20
1981	1833.050	102.80	80/81 = -1.60	% Pop 0.00 2.00

#### \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 26/ 28 \*En population (base 1979): 70.00% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	33290.550	100.00		
1978	35001.460	105.10	77/78 = 5.10	Nb.pays 0 2
1979	32575.310	97.80	78/79 = -7.00	
1980	33049.520	99.20	79/80 = 1.40	% pays 0.00 7.10
1981	33226.030	99.80	80/81 = 1.50	% Pop 0.00 29.90

#### \*\* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 5/ 8 \*En population (base 1979): 24.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	23983.300	100.00		
1978	23979.300	99.90	77/78 = -1.10	Nb.pays 0 3
1979	25434.200	106.00	78/79 = 5.00	
1980	26718.700	114.40	79/80 = 5.00	% pays 0.00 37.50
1981	26572.300	110.70	80/81 = -1.60	% Pop 0.00 75.10

#### TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 96/133 \*En population (base 1979): 61.20% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	9804.420	100.00		
1978	10263.530	104.60	77/78 = 4.60	Nb.pays 0 37
1979	11428.110	116.50	78/79 = 11.30	
1980	11715.395	119.40	79/80 = 2.50	% pays 0.00 27.80
1981	12111.927	123.50	80/81 = 3.30	% Pop 0.00 38.70

#### TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus): 31/ 36 \*En population (base 1979): 55.60% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	57273.850	100.00		
1978	58980.760	102.90	77/78 = 2.90	Nb.pays 0 5
1979	58011.510	101.20	78/79 = -1.70	
1980	59768.220	104.30	79/80 = 3.00	% pays 0.00 13.80
1981	59798.330	104.40	80/81 = 1.52	% Pop 0.00 44.30

#### TOTAL M O N D E

==== Representativité: En nombre de pays (retenus/Lus):127/169 \*En population (base 1979): 59.80% =====

ANNEE	DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour données cumulees	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND
1977	67078.270	100.00		
1978	69244.290	103.20	77/78 = 3.20	Nb.pays 0 42
1979	69439.620	103.50	78/79 = 2.20	
1980	71483.615	106.50	79/80 = 2.90	% pays 0.00 24.80
1981	71910.257	107.20	80/81 = 1.50	% Pop 0.00 40.10

Rub.: 9.1.1.1 (NOMBRE DE MANDATS DE POSTE EMIS DANS LE SERVICE INTERIEUR (MILLIERS))

REGION AFRIQUE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	26/ 43 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		80.80%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	16	731.384	100.00		77/81 = -9.59		Nb.pays	5	17
1978	17	079.653	102.00	77/78 = 2.08					
1979	14	122.865	84.40	78/79 = -17.32			% pays	11.60	39.50
1980	11	073.733	66.10	79/80 = -21.60	77/79 = -8.12		% PoP	12.70	19.10
1981	11	175.913	66.70	80/81 = .92	79/81 = -11.04				
REGION AMERIQUE LATINE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	21/ 33 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		63.30%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	6	244.622	100.00		77/81 = 2.81		Nb.pays	12	12
1978	6	242.522	99.90	77/78 = -.04					
1979	6	734.202	107.80	78/79 = 7.87			% pays	36.30	36.30
1980	6	751.727	108.10	79/80 = .26	77/79 = 3.84		% PoP	15.20	36.60
1981	6	979.098	111.70	80/81 = 3.36	79/81 = 1.80				
REGION ASIE PACIFIQUE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	22/ 30 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		93.80%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	249	846.000	100.00		77/81 = 6.15		Nb.pays	5	8
1978	264	263.700	105.70	77/78 = 5.77					
1979	279	411.927	111.80	78/79 = 5.73			% pays	16.60	26.60
1980	295	758.600	118.30	79/80 = 3.85	77/79 = 5.75		% PoP	2.50	6.10
1981	317	266.464	126.90	80/81 = 7.27	79/81 = 6.55				
REGION EUROPE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	6/ 8 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		77.70%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	38	648.700	100.00		77/81 = 9.80		Nb.pays	0	2
1978	42	152.600	109.00	77/78 = 9.06					
1979	48	884.500	126.40	78/79 = 15.97			% pays	0.00	25.00
1980	52	740.300	136.40	79/80 = 7.88	77/79 = 12.46		% PoP	0.00	22.20
1981	56	181.900	145.30	80/81 = 6.52	79/81 = 7.20				
REGION PAYS ARABES									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	18/ 19 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		97.90%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	21	262.496	100.00		77/81 = 3.49		Nb.pays	4	1
1978	22	880.891	107.60	77/78 = 7.61					
1979	26	474.930	105.70	78/79 = -1.78			% pays	21.00	5.20
1980	25	124.657	118.10	79/80 = 11.78	77/79 = 2.81		% PoP	1.30	2.00
1981	24	397.111	114.70	80/81 = -2.90	79/81 = 4.18				
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	28/ 38 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		100.00%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	703	467.130	100.00		77/81 = -6.67		Nb.pays	0	0
1978	669	860.900	95.20	77/78 = -4.78					
1979	623	966.800	88.60	78/79 = -6.86			% pays	0.00	0.00
1980	580	469.915	82.50	79/80 = -6.98	77/79 = -5.82		% PoP	0.00	0.00
1981	533	648.014	75.80	80/81 = -8.07	79/81 = -7.52				
* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	5/ 8 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		87.30%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	956	342.000	100.00		77/81 = 1.12		Nb.pays	0	3
1978	975	352.000	101.90	77/78 = 1.98					
1979	984	319.000	102.90	78/79 = .71			% pays	0.00	37.50
1980	991	880.000	103.70	79/80 = .76	77/79 = 1.45		% PoP	0.00	12.60
1981	1 000	032.000	104.50	80/81 = .82	79/81 = .79				
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	93/ 133 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		88.90%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	332	733.202	100.00		77/81 = 5.74		Nb.pays	26	40
1978	352	619.366	105.90	77/78 = 5.97					
1979	371	628.424	111.60	78/79 = 5.39			% pays	19.50	30.00
1980	391	449.017	117.60	79/80 = 5.33	77/79 = 5.68		% PoP	4.70	11.00
1981	416	000.486	125.00	80/81 = 6.27	79/81 = 5.80				
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	33/ 36 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		95.90%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	1 659	809.130	100.00		77/81 = -1.95		Nb.pays	0	3
1978	1 645	214.900	99.10	77/78 = -.88					
1979	1 608	285.800	96.80	78/79 = -2.25			% pays	0.00	8.30
1980	1 572	349.915	94.70	79/80 = -2.24	77/79 = -1.56		% PoP	0.00	4.00
1981	1 533	680.014	92.40	80/81 = -2.46	79/81 = -2.34				
* TOTAL MONDE *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	126/ 169 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		90.60%)	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND		
1977	1 992	542.332	100.00		77/81 = -.54		Nb.pays	26	43
1978	1 997	834.266	100.20	77/78 = .26					
1979	1 979	914.224	99.30	78/79 = -.90			% pays	15.30	25.40
1980	1 963	798.932	98.50	79/80 = -1.82	77/79 = -.31		% PoP	3.50	9.30
1981	1 949	680.500	97.80	80/81 = -1.72	79/81 = -1.76				

Rub.: 9.1.1.2 (MONTANT DES MANDATS EMIS DANS LE SERVICE INTERIEUR (MILLIONS F-OR))

REGION AFRIQUE									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	25/ 43 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		77.60%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	1 808.101	100.00		77/78 = 7.07	77/81 = 5.60	Nb.pays	5	18	
1978	1 935.962	107.00		78/79 = 9.62		% pays	11.60	41.80	
1979	2 122.372	117.30		79/80 = 7.91	77/79 = 8.34	% POP	12.70	22.30	
1980	2 290.326	126.60		80/81 = -1.80	79/81 = 2.94				
1981	2 249.233	124.30							
REGION AMERIQUE LATINE									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	21/ 33 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		63.30%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	440.602	100.00		77/78 = 26.12	77/81 = 24.07	Nb.pays	12	12	
1978	555.730	126.10		78/79 = 50.45		% pays	36.30	36.30	
1979	836.127	189.70		79/80 = 42.22	77/79 = 37.75	% POP	15.20	36.60	
1980	1 189.152	269.80		80/81 = -12.21	79/81 = 11.74				
1981	1 044.075	236.90							
REGION ASIE PACIFIQUE									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	20/ 30 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		51.40%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	6 645.060	100.00		77/78 = 14.05	77/81 = 5.75	Nb.pays	5	10	
1978	7 579.160	114.00		78/79 = 13.35		% pays	16.60	33.30	
1979	8 591.273	129.20		79/80 = -9.87	77/79 = 13.70	% POP	2.50	48.50	
1980	7 744.000	116.50		80/81 = 7.32	79/81 = -1.64				
1981	8 311.093	125.00							
REGION EUROPE									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	6/ 8 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		77.70%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	5 557.278	100.00		77/78 = 10.40	77/81 = 13.73	Nb.pays	0	2	
1978	6 135.769	110.40		78/79 = 14.35		% pays	0.00	25.00	
1979	7 016.729	126.20		79/80 = 18.77	77/79 = 12.36	% POP	0.00	22.20	
1980	8 333.910	149.90		80/81 = 11.56	79/81 = 15.11				
1981	9 297.750	167.30							
REGION PAYS ARABES									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	18/ 19 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		97.90%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	20 045.112	100.00		77/78 = 20.26	77/81 = 20.50	Nb.pays	4	1	
1978	24 106.851	120.20		78/79 = 19.11		% pays	21.00	5.20	
1979	28 715.981	143.20		79/80 = 24.13	77/79 = 19.68	% POP	1.30	2.00	
1980	35 645.631	177.80		80/81 = 18.59	79/81 = 21.32				
1981	42 272.315	210.80							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	27/ 28 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		91.70%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	338 222.585	100.00		77/78 = 16.58	77/81 = 9.38	Nb.pays	0	1	
1978	394 323.803	116.50		78/79 = 8.80		% pays	0.00	3.50	
1979	429 040.051	126.80		79/80 = 7.61	77/79 = 12.62	% POP	0.00	8.10	
1980	461 705.241	136.50		80/81 = 4.87	79/81 = 6.23				
1981	484 226.163	143.10							
* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	5/ 8 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		83.00%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	493 545.000	100.00		77/78 = 4.78	77/81 = 4.24	Nb.pays	0	3	
1978	517 162.930	104.70		78/79 = 5.50		% pays	0.00	37.50	
1979	545 628.890	110.50		79/80 = 8.89	77/79 = 5.14	% POP	0.00	16.90	
1980	594 184.330	120.30		80/81 = -1.91	79/81 = 3.35				
1981	582 880.768	118.10							
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	90/133 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		58.30%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	34 496.153	100.00		77/78 = 16.86	77/81 = 16.33	Nb.pays	26	43	
1978	40 313.472	116.80		78/79 = 17.28		% pays	19.50	32.30	
1979	47 282.482	137.00		79/80 = 16.75	77/79 = 17.07	% POP	4.70	41.60	
1980	55 203.019	160.00		80/81 = 14.44	79/81 = 15.59				
1981	63 174.466	183.10							
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	32/ 36 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		88.90%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	831 767.585	100.00		77/78 = 9.58	77/81 = 6.42	Nb.pays	0	4	
1978	911 486.733	109.50		78/79 = 6.93		% pays	0.00	11.10	
1979	974 668.941	117.10		79/80 = 8.33	77/79 = 8.24	% POP	0.00	10.90	
1980	1 055 889.571	126.90		80/81 = 1.06	79/81 = 4.63				
1981	1 067 106.931	128.20							
* T O T A L M O N D E *****									
ANNEE	Representativite: A)En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100		ESTIMATIONS	122/169 B)En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees		66.10%) NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE NA ND			
1977	866 263.738	100.00		77/78 = 9.87	77/81 = 6.87	Nb.pays	26	47	
1978	951 800.205	109.80		78/79 = 7.37		% pays	15.30	27.80	
1979	1 021 951.423	117.90		79/80 = 8.72	77/79 = 8.61	% POP	3.50	33.80	
1980	1 111 092.590	128.20		80/81 = 1.72	79/81 = 5.16				
1981	1 130 281.397	130.40							

Rub.: 9.4 (NOMBRE DE COMPTES DE CHEQUES POSTAUX)

REGION AFRIQUE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		33/ 43 B) En population (base 1979)		64.70%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977	184 638	100.00							
1978	189 590	102.60							
1979	198 364	107.40							
1980	206 783	111.90							
1981	209 542	113.40							
			77/78 =	2.68	77/81 =	3.21	Nb.pays	22	10
			78/79 =	4.62			% pays	51.10	23.20
			79/80 =	4.24	77/79 =	3.65	% POP	43.20	35.20
			80/81 =	1.33	79/81 =	2.77			
REGION AMERIQUE LATINE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		33/ 33 B) En population (base 1979)		100.00%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977		100.00							
1978									
1979									
1980									
1981									
			77/78 =	-100.00	77/81 =		Nb.pays	33	0
			78/79 =	-100.00			% pays	100.00	0.00
			79/80 =	-100.00	77/79 =		% POP	100.00	0.00
			80/81 =	-100.00	79/81 =				
REGION ASIE PACIFIQUE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		27/ 30 B) En population (base 1979)		96.90%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977	50 330	100.00							
1978	50 800	100.90							
1979	57 200	113.60							
1980	158 600	315.10							
1981	280 400	557.10							
			77/78 =	.93	77/81 =	53.63	Nb.pays	25	3
			78/79 =	12.59			% pays	83.30	10.00
			79/80 =	177.27	77/79 =	6.60	% POP	88.90	3.00
			80/81 =	76.79	79/81 =	121.40			
REGION EUROPE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		7/ 8 B) En population (base 1979)		60.20%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977		100.00							
1978									
1979									
1980									
1981									
			77/78 =	-100.00	77/81 =		Nb.pays	7	1
			78/79 =	-100.00			% pays	87.50	12.50
			79/80 =	-100.00	77/79 =		% POP	60.00	39.70
			80/81 =	-100.00	79/81 =				
REGION PAYS ARABES									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		18/ 19 B) En population (base 1979)		73.00%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977	979 800	100.00							
1978	1 153 500	117.70							
1979	1 301 630	132.80							
1980	1 444 100	147.30							
1981	1 621 100	165.40							
			77/78 =	17.72	77/81 =	13.41	Nb.pays	15	1
			78/79 =	12.84			% pays	78.90	5.20
			79/80 =	10.94	77/79 =	15.25	% POP	44.20	26.90
			80/81 =	12.25	79/81 =	11.59			
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		28/ 28 B) En population (base 1979)		100.00%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977	20 176 400	100.00							
1978	21 141 900	104.70							
1979	22 164 411	109.80							
1980	23 923 967	113.10							
1981	23 497 483	116.40							
			77/78 =	4.78	77/81 =	3.88	Nb.pays	7	0
			78/79 =	4.83			% pays	25.00	0.00
			79/80 =	2.97	77/79 =	4.81	% POP	39.60	0.00
			80/81 =	2.95	79/81 =	2.96			
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		7/ 8 B) En population (base 1979)		89.90%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977	198 300	100.00							
1978	199 400	100.50							
1979	198 900	100.30							
1980	197 000	99.30							
1981	189 000	95.30							
			77/78 =	-.55	77/81 =	-1.19	Nb.pays	6	1
			78/79 =	-.24			% pays	75.00	12.50
			79/80 =	-.96	77/79 =	-.15	% POP	65.10	10.00
			80/81 =	-4.07	79/81 =	-2.52			
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		118/133 B) En population (base 1979)		91.70%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977	1 214 768	100.00							
1978	1 393 890	114.70							
1979	1 557 194	128.10							
1980	1 809 483	148.90							
1981	2 111 042	173.70							
			77/78 =	14.74	77/81 =	14.81	Nb.pays	102	15
			78/79 =	11.71			% pays	76.60	11.20
			79/80 =	16.20	77/79 =	13.22	% POP	82.60	8.20
			80/81 =	16.66	79/81 =	16.43			
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		35/ 36 B) En population (base 1979)		96.70%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977	20 374 700	100.00							
1978	21 341 300	104.70							
1979	22 363 311	109.70							
1980	23 020 967	112.90							
1981	23 686 483	116.20							
			77/78 =	4.74	77/81 =	3.83	Nb.pays	13	1
			78/79 =	4.78			% pays	36.10	2.70
			79/80 =	2.94	77/79 =	4.76	% POP	54.20	3.20
			80/81 =	2.89	79/81 =	2.91			
* TOTAL MONDE *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		153/169 B) En population (base 1979)		93.00%		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE		
	DONNEES CUMULEES et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		Pour donnees cumulees		NA	ND	
1977	21 589 468	100.00							
1978	22 735 190	105.30							
1979	23 920 505	110.70							
1980	24 830 450	115.00							
1981	25 797 525	119.40							
			77/78 =	5.30	77/81 =	4.55	Nb.pays	115	16
			78/79 =	5.21			% pays	66.00	9.40
			79/80 =	3.80	77/79 =	5.26	% POP	75.40	6.90
			80/81 =	3.89	79/81 =	3.84			

Rub.: 9.5 (MONTANT DES AVOIRS DÉPOSÉS SUR LES COMPTES DE CHEQUES POSTAUX (MILLIONS F-OR))

REGION AFRIQUE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	31/ 43 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	60.30%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	565.873	100.00							
1978	650.724	114.90	77/78 = 14.99	77/81 = 15.55				Nb.pays	22
1979	734.385	129.70	78/79 = 12.85						12
1980	875.983	154.80	79/80 = 19.28	77/79 = 13.92				% pays	51.10
1981	1 008.910	178.20	80/81 = 15.17	79/81 = 17.20				% POP	27.90
									39.60
REGION AMERIQUE LATINE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	33/ 33 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	100.00%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977		100.00		77/81 =				Nb.pays	33
1978			77/78 = -100.00						0
1979			78/79 = -100.00					% pays	100.00
1980			79/80 = -100.00	77/79 =				% POP	0.00
1981			80/81 = -100.00	79/81 =					0.00
REGION ASIE PACIFIQUE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	27/ 30 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	96.90%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	107.363	100.00		77/81 = 48.94				Nb.pays	25
1978	134.360	125.10	77/78 = 25.14						3
1979	257.900	240.20	78/79 = 91.94					% pays	83.30
1980	419.230	390.40	79/80 = 62.55	77/79 = 54.98				% POP	10.00
1981	528.450	492.20	80/81 = 26.05	79/81 = 43.14					3.00
REGION EUROPE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	7/ 8 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	50.20%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977		100.00		77/81 =				Nb.pays	7
1978			77/78 = -100.00						1
1979			78/79 = -100.00					% pays	87.50
1980			79/80 = -100.00	77/79 =				% POP	12.50
1981			80/81 = -100.00	79/81 =					39.70
REGION PAYS ARABES									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	18/ 19 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	73.00%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	8 666.000	100.00		77/81 = 27.79				Nb.pays	15
1978	9 570.800	111.50	77/78 = 11.59						1 *
1979	10 900.820	126.00	78/79 = 12.92					% pays	78.90
1980	13 169.265	151.90	79/80 = 20.59	77/79 = 12.25				% POP	5.20
1981	23 117.010	266.70	80/81 = 75.53	79/81 = 45.49					26.90
* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	27/ 28 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	100.00%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	134 771.260	100.00		77/81 = 10.93				Nb.pays	7
1978	162 206.650	120.30	77/78 = 20.25						1
1979	189 312.320	140.40	78/79 = 15.71					% pays	25.00
1980	204 319.264	151.60	79/80 = 7.92	77/79 = 18.51				% POP	3.50
1981	204 140.685	151.40	80/81 = -1.09	79/81 = 3.84					0.00
* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	7/ 8 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	89.90%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	1 437.000	100.00		77/81 = 7.57				Nb.pays	6
1978	1 358.020	106.70	77/78 = 5.74						1
1979	1 382.070	119.00	78/79 = 11.51					% pays	75.00
1980	1 941.580	134.60	79/80 = 3.95	77/79 = 9.10				% POP	12.50
1981	2 004.580	135.90	80/81 = 3.24	79/81 = 6.05					10.00
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	116/133 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	91.30%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	9 339.336	100.00		77/81 = 27.46				Nb.pays	100
1978	10 455.884	111.90	77/78 = 11.95						17
1979	11 912.905	127.50	78/79 = 13.93					% pays	76.60
1980	14 484.478	154.80	79/80 = 21.41	77/79 = 12.94				% POP	12.70
1981	24 654.370	266.90	80/81 = 70.44	79/81 = 43.85					8.60
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	34/ 36 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	96.70%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	136 268.260	100.00		77/81 = 10.90				Nb.pays	10
1978	163 804.670	120.30	77/78 = 20.20						2
1979	191 094.390	140.40	78/79 = 16.85					% pays	36.10
1980	206 260.844	151.60	79/80 = 7.93	77/79 = 18.42				% POP	5.50
1981	206 145.265	151.20	80/81 = -1.06	79/81 = 3.86					3.20
* T O T A L M O N D E *****									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	150/169 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	92.70%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	145 607.496	100.00		77/81 = 12.20				Nb.pays	115
1978	172 580.554	119.60	77/78 = 19.67						19
1979	203 007.595	139.40	78/79 = 16.79					% pays	66.30
1980	220 725.323	151.50	79/80 = 8.72	77/79 = 18.07				% POP	11.20
1981	230 799.635	158.50	80/81 = 4.56	79/81 = 5.62					7.10

\* Vatican

Rub.: 9.6.1.1 (NOMBRE DE COMPTES DE CAISSE D'EPARGNE)

REGION AFRIQUE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		86.30%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	3 580 900	100.00		77/78 = 9.27	77/81 = 12.52	Nb.pays	16	12	
1978	3 912 967	109.20		78/79 = 16.37					
1979	4 553 544	127.10		79/80 = 17.21	77/79 = 12.76	% pays	37.20	27.90	
1980	5 337 221	149.00		80/81 = 7.57	79/81 = 12.28	% POP	35.50	13.60	
1981	5 741 273	160.30							
REGION AMERIQUE LATINE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		99.70%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	204 903	100.00		77/78 = .29	77/81 = .33	Nb.pays	29	1	
1978	205 500	100.20		78/79 = .67					
1979	205 514	100.20		79/80 = .34	77/79 = .14	% pays	87.80	3.00	
1980	206 900	100.90		80/81 = .34	79/81 = .51	% POP	99.30	0.20	
1981	207 624	101.30							
REGION ASIE PACIFIQUE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		98.50%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	53 114 400	100.00		77/78 = -4.9	77/81 = 5.54	Nb.pays	22	3	
1978	52 858 800	99.50		78/79 = -6.04					
1979	49 671 000	93.50		79/80 = 4.57	77/79 = -3.29	% pays	73.30	10.00	
1980	51 941 300	97.70		80/81 = 26.87	79/81 = 15.18	% POP	55.20	1.40	
1981	65 902 310	124.00							
REGION EUROPE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		99.70%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	4 389 725	100.00		77/78 = 3.01	77/81 = 3.09	Nb.pays	6	0	
1978	4 521 913	103.00		78/79 = 3.06					
1979	4 660 311	106.10		79/80 = 3.16	77/79 = 3.03	% pays	75.00	0.00	
1980	4 807 772	109.50		80/81 = 3.14	79/81 = 3.15	% POP	71.10	0.00	
1981	4 959 048	112.90							
REGION PAYS ARABES									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		100.00%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	4 742 052	100.00		77/78 = 6.66	77/81 = 5.46	Nb.pays	11	0	
1978	5 057 885	106.60		78/79 = 5.66					
1979	5 344 244	112.60		79/80 = 5.72	77/79 = 6.15	% pays	57.80	0.00	
1980	5 649 956	119.10		80/81 = 3.83	79/81 = 4.77	% POP	20.80	0.00	
1981	5 866 614	123.70							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		99.40%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	176 550 722	100.00		77/78 = -7.2	77/81 = .41	Nb.pays	10	1	
1978	175 285 500	99.20		78/79 = .75					
1979	176 616 170	100.00		79/80 = 1.10	77/79 = .01	% pays	35.70	3.50	
1980	178 571 410	101.10		80/81 = .51	79/81 = .81	% POP	37.70	0.50	
1981	179 496 500	101.60							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		87.30%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	2 509 000	100.00		77/78 = -0.8	77/81 = -1.23	Nb.pays	5	2	
1978	2 507 000	99.90		78/79 = -1.20					
1979	2 502 000	99.70		79/80 = -1.36	77/79 = -1.14	% pays	62.50	25.00	
1980	2 493 000	99.30		80/81 = -1.29	79/81 = -1.32	% POP	82.50	12.60	
1981	2 486 000	99.00							
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		97.60%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	66 031 980	100.00		77/78 = .79	77/81 = 5.78	Nb.pays	84	16	
1978	66 557 065	100.70		78/79 = -3.19					
1979	64 434 613	97.50		79/80 = 5.44	77/79 = -1.21	% pays	63.10	12.00	
1980	67 943 149	102.80		80/81 = 21.68	79/81 = 13.27	% POP	57.00	2.30	
1981	82 676 869	125.20							
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		95.50%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	179 059 722	100.00		77/78 = -7.1	77/81 = .40	Nb.pays	15	3	
1978	177 792 500	99.20		78/79 = .74					
1979	179 118 170	100.00		79/80 = 1.08	77/79 = .01	% pays	41.60	8.30	
1980	181 064 410	101.10		80/81 = .50	79/81 = .79	% POP	52.00	4.30	
1981	181 982 600	101.60							
* T O T A L M O N D E *****									
ANNEE	Représentativité: A) En nombre de pays (retenus/Lus):		ESTIMATIONS	B) En population (base 1979)		97.10%			
	DONNEES CUMULEES et INDICES			CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
	1977=100			Pour donnees cumulees		NA ND			
1977	245 091 702	100.00		77/78 = -3.1	77/81 = 1.93	Nb.pays	99	19	
1978	244 349 565	99.60		78/79 = -3.3					
1979	243 552 783	99.30		79/80 = 2.23	77/79 = -3.1	% pays	58.50	11.20	
1980	249 007 559	101.50		80/81 = 6.28	79/81 = 4.24	% POP	55.70	2.80	
1981	264 659 469	107.90							

Rub.: 9.6.1.2 (MONTANT DES AVOIRS DEPOSES SUR LES COMPTES DE CAISSE D'EPARGNE (MILLIONS F-OR)

REGION AFRIQUE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	31/ 43 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	86.30%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	1	161.042	100.00			77/81 = 11.18			
1978	1	265.816	109.00			78/79 = 9.02		Nb.pays	16 12
1979	1	337.229	115.10			78/79 = 5.64		% pays	37.20 27.90
1980	1	561.984	134.50			79/80 = 16.80	77/79 = 7.31	% POP	35.50 13.60
1981	1	774.575	152.80			80/81 = 13.61	79/81 = 15.19		
REGION AMERIQUE LATINE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	31/ 33 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	99.40%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977		26.844	100.00			77/81 = 4.25			
1978		26.940	100.30			77/78 = .35		Nb.pays	29 2
1979		28.619	106.60			78/79 = 6.23		% pays	37.80 6.00
1980		30.101	112.10			79/80 = 5.17	77/79 = 3.25	% POP	99.30 0.50
1981		31.709	118.10			80/81 = 5.34	79/81 = 5.26		
REGION ASIE PACIFIQUE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	27/ 30 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	98.50%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	16	665.752	100.00			77/81 = 3.68			
1978	17	811.770	106.80			77/78 = 6.87		Nb.pays	22 3
1979	18	914.959	113.40			78/79 = 6.19		% pays	73.30 10.00
1980	19	302.330	115.80			79/80 = 2.04	77/79 = 6.53	% POP	55.20 1.40
1981	19	264.480	115.50			80/81 = -2.20	79/81 = .91		
REGION EUROPE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	8/ 8 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	99.70%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	1	745.900	100.00			77/81 = 1.74			
1978	1	769.880	101.30			77/78 = 1.37		Nb.pays	6 0
1979	1	794.300	102.70			78/79 = 1.37		% pays	75.00 0.00
1980	1	831.400	104.80			79/80 = 2.06	77/79 = 1.37	% POP	71.10 0.00
1981	1	870.630	107.10			80/81 = 2.14	79/81 = 2.10		
REGION PAYS ARABES									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	19/ 19 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	100.00%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	7	190.297	100.00			77/81 = 30.41			
1978	7	004.314	156.80			77/78 = 56.86		Nb.pays	11 0
1979	6	484.142	203.20			78/79 = 29.57		% pays	57.80 0.00
1980	7	551.595	236.70			79/80 = 16.46	77/79 = 42.56	% POP	20.80 0.00
1981	9	227.764	289.20			80/81 = 22.19	79/81 = 19.29		
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	26/ 28 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	98.10%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	179	397.137	100.00			77/81 = 12.18			
1978	202	023.150	112.60			77/78 = 12.67		Nb.pays	10 2
1979	231	554.781	129.10			78/79 = 14.61		% pays	35.70 7.10
1980	250	721.140	139.80			79/80 = 8.27	77/79 = 13.64	% POP	37.70 1.80
1981	284	005.454	158.30			80/81 = 13.27	79/81 = 10.74		
* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	6/ 8 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	87.30%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	3	975.000	100.00			77/81 = 3.18			
1978	4	195.400	105.50			77/78 = 5.54		Nb.pays	5 2
1979	4	329.830	109.60			78/79 = 3.91		% pays	62.50 25.00
1980	4	453.840	112.00			79/80 = 2.16	77/79 = 4.72	% POP	82.50 12.50
1981	4	505.890	113.30			80/81 = 1.16	79/81 = 1.66		
***** TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	116/133 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	97.50%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	33	789.835	100.00			77/81 = 8.99			
1978	35	878.720	113.50			77/78 = 13.55		Nb.pays	84 17
1979	38	959.249	125.30			78/79 = 10.35		% pays	63.10 12.70
1980	30	277.410	132.80			79/80 = 6.01	77/79 = 11.94	% POP	57.30 2.40
1981	32	169.158	141.10			80/81 = 6.24	79/81 = 6.13		
***** TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	32/ 36 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	94.60%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	183	273.337	100.00			77/81 = 12.01			
1978	206	218.550	112.50			77/78 = 12.52		Nb.pays	15 4
1979	235	914.411	128.70			78/79 = 14.20		% pays	51.60 11.10
1980	255	174.980	139.20			79/80 = 8.16	77/79 = 13.45	% POP	52.00 5.20
1981	288	511.344	157.40			80/81 = 13.06	79/81 = 10.58		
***** TOTAL MONDE *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus):	Donnees cumulees et indices 1977=100	ESTIMATIONS	148/169 B) En population (base 1979)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)	Pour donnees cumulees	96.80%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	
1977	206	062.072	100.00			77/81 = 11.69			
1978	232	097.270	113.60			77/78 = 12.63		Nb.pays	99 21
1979	264	473.660	128.30			78/79 = 13.94		% pays	58.50 10.40
1980	285	453.990	138.50			79/80 = 7.93	77/79 = 12.29	% POP	55.70 5.10
1981	320	660.502	155.60			80/81 = 12.34	79/81 = 10.11		

Rub.: J.1.1 (RECETTES POSTALES (MILLIONS F-OR))

REGION AFRIQUE									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 13/ 43 B) En population (base 1979) 29,60%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	171.907	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	30
1978	178.630	103.90		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	69.70
1979	172.176	100.10		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	70.30
1980	196.081	114.00		80/81 =					
1981	231.096	134.40							
REGION AMERIQUE LATINE									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 10/ 33 B) En population (base 1979) 14,30%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	78.359	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	23
1978	102.210	130.40		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	69.60
1979	127.170	162.30		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	85.60
1980	136.457	174.20		80/81 =					
1981	149.725	191.10							
REGION ASIE PACIFIQUE									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 14/ 30 B) En population (base 1979) 20,10%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	483.003	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	16
1978	528.999	109.10		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	53.30
1979	590.906	122.00		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	79.80
1980	747.019	154.60		80/81 =					
1981	886.598	183.50							
REGION EUROPE									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 6/ 8 B) En population (base 1979) 77,50%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	690.040	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	2
1978	762.980	110.50		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	25.00
1979	822.881	119.30		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	22.20
1980	968.330	140.30		80/81 =					
1981	1 039.212	150.60							
REGION PAYS ARABES									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 12/ 19 B) En population (base 1979) 81,20%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	394.936	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	7
1978	450.519	113.90		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	36.80
1979	496.549	125.70		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	18.70
1980	551.084	139.50		80/81 =					
1981	624.103	158.00							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE y compris territoires									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 27/ 28 B) En population (base 1979) 100,00%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	86 678.880	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	1*
1978	96 609.420	111.40		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	3.50
1979	109 494.415	125.30		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	0.00
1980	122 828.032	141.70		80/81 =					
1981	134 055.702	154.60							
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 4/ 8 B) En population (base 1979) 78,20%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	7 062.443	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	4
1978	7 614.790	107.50		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	50.00
1979	7 945.590	112.10		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	21.70
1980	8 738.971	123.70		80/81 =					
1981	8 866.250	125.10							
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 55/133 B) En population (base 1979) 25,20%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	1 816.215	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	78
1978	2 021.038	111.10		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	58.60
1979	2 209.682	121.50		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	74.70
1980	2 398.971	132.60		80/81 =					
1981	2 920.734	161.10							
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 31/ 36 B) En population (base 1979) 92,90%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	93 762.328	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	5
1978	104 224.210	111.10		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	13.80
1979	117 440.075	125.20		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	6.90
1980	131 216.752	139.90		80/81 =					
1981	142 891.952	152.30							
* T O T A L M O N D E *****									
Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): 86/169 B) En population (base 1979) 42,30%									
ANNEE	DONNEES CUMULEES	et INDICES	ESTIMATIONS	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%)		NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE			
		1977=100		Pour donnees cumulees		NA	ND		
1977	95 580.543	100.00		77/78 =	77/81 =		Nb.pays	0	83
1978	106 245.248	111.10		78/79 =	78/81 =		% pays	0.00	49.10
1979	119 549.757	125.10		79/80 =	79/81 =		% POP	0.00	57.60
1980	133 815.723	140.00		80/81 =					
1981	145 822.686	152.50							

\*Vatican



BI/UPU/B1: RAPPORT SUR LA SITUATION DES SERVICES POSTAUX  
RESULTATS PAR REGION OU PAR GROUPE DE PAYS

## TABLEAU XXXII

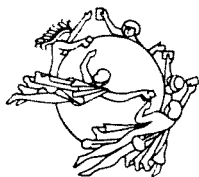
Rub.: J.2.1 (DEPENSES DE PERSONNEL (MILLIONS F-OR))

REGION AFRIQUE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	15/ 43 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	43.40%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	154.629	100.00							
1978	167.826	108.50	77/78 = 8.53	77/81 = 13.08	Nb.pays	0	28		
1979	190.544	123.20	78/79 = 13.53		% pays	0.00	65.10		
1980	223.490	144.50	79/80 = 17.29	77/79 = 11.00	% POP	0.00	56.50		
1981	252.894	163.50	80/81 = 13.15	79/81 = 15.20					
REGION AMERIQUE LATINE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	9/ 33 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	11.20%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	78.360	100.00		77/81 = 8.60	Nb.pays	0	24		
1978	72.768	92.80	77/78 = -7.14		% pays	0.00	72.70		
1979	89.343	114.00	78/79 = 22.77	77/79 = 6.77	% POP	0.00	88.70		
1980	91.640	116.90	79/80 = 2.57	79/81 = 10.47					
1981	109.035	139.10	80/81 = 18.98						
REGION ASIE PACIFIQUE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	15/ 30 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	49.30%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	1 089.301	100.00		77/81 = 12.01	Nb.pays	0	15		
1978	1 224.493	112.40	77/78 = 12.41		% pays	0.00	50.00		
1979	1 397.785	128.30	78/79 = 14.15	77/79 = 13.27	% POP	0.00	50.60		
1980	1 529.565	140.40	79/80 = 9.42	79/81 = 10.77					
1981	1 715.116	157.40	80/81 = 12.13						
REGION EUROPE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	6/ 8 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	77.50%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	810.340	100.00		77/81 = 8.83	Nb.pays	0	2		
1978	937.250	115.60	77/78 = 15.66		% pays	0.00	25.00		
1979	1 026.940	126.70	78/79 = 9.56	77/79 = 12.57	% POP	0.00	22.20		
1980	1 104.230	136.20	79/80 = 7.52	79/81 = 5.22					
1981	1 137.080	140.30	80/81 = 2.97						
REGION PAYS ARABES									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	14/ 19 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	88.70%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	476.877	100.00		77/81 = 18.58	Nb.pays	0	5		
1978	591.356	124.00	77/78 = 24.00		% pays	0.00	26.30		
1979	676.158	141.70	78/79 = 14.34	77/79 = 19.07	% POP	0.00	11.20		
1980	760.365	159.40	79/80 = 12.45	79/81 = 18.09					
1981	942.958	197.70	80/81 = 24.01 *						
** PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ y compris territoires									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	27/ 28 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	100.00%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	78 536.043	100.00		77/81 = 10.53	Nb.pays	0	1 **		
1978	85 930.091	109.40	77/78 = 9.41		% pays	0.00	3.50		
1979	96 773.893	123.20	78/79 = 12.61	77/79 = 11.00	% POP	0.00	0.00		
1980	106 476.631	135.50	79/80 = 10.02	79/81 = 10.06					
1981	117 228.161	149.20	80/81 = 10.09						
* PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	4/ 8 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	78.20%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	6 388.736	100.00		77/81 = 2.46	Nb.pays	0	4		
1978	6 688.790	104.50	77/78 = 4.69		% pays	0.00	50.00		
1979	6 976.960	109.20	78/79 = 4.30	77/79 = 4.50	% POP	0.00	21.70		
1980	6 994.120	109.40	79/80 = .24	79/81 = .46					
1981	7 041.490	110.20	80/81 = .67						
* TOTAL DES PAYS EN DEVELOPPEMENT *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	59/103 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	47.40%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	2 509.507	100.00		77/81 = 12.34	Nb.pays	0	74		
1978	2 993.693	114.70	77/78 = 14.72		% pays	0.00	55.60		
1979	3 380.770	129.50	78/79 = 12.92	77/79 = 13.82	% POP	0.00	52.50		
1980	3 709.290	142.10	79/80 = 9.71	79/81 = 10.88					
1981	4 157.083	159.30	80/81 = 12.07						
* TOTAL DES PAYS INDUSTRIALISES y compris territoires *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	31/ 36 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	93.00%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	84 924.779	100.00		77/81 = 9.98	Nb.pays	0	5		
1978	92 618.881	109.00	77/78 = 9.05		% pays	0.00	13.80		
1979	103 750.853	122.10	78/79 = 12.01	77/79 = 10.52	% POP	0.00	6.90		
1980	113 470.751	133.60	79/80 = 9.36	79/81 = 9.44					
1981	124 269.651	146.30	80/81 = 9.51						
* TOTAL MONDE *****									
ANNEE	Representativite: A) En nombre de pays (retenus/Lus): DONNEES CUMULEES et INDICES 1977=100	ESTIMATIONS	90/169 B) En population (base 1979) CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE (%) Pour donnees cumulees	58.90%	NON APPLICABLE/NON DISPONIBLE	NA	ND		
1977	87 534.286	100.00		77/81 = 10.05	Nb.pays	0	79		
1978	95 812.574	109.20	77/78 = 9.22		% pays	0.00	46.70		
1979	107 131.823	122.30	78/79 = 12.04	77/79 = 10.62	% POP	0.00	41.00		
1980	117 180.041	133.80	79/80 = 9.37	79/81 = 9.48					
1981	128 426.734	146.70	80/81 = 9.59						

\*Influence de l'Egypte

\*\*Vatican





UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 26

Distribution de la documentation du Congrès

Communication du Secrétaire général

La distribution des propositions et documents soumis au Congrès de Hamburg a eu lieu en sept expéditions, la première étant datée du 6 octobre 1983, la dernière du 11 mai 1984.

Les textes qui n'auront pas pu être compris dans les expéditions susmentionnées seront distribués dans les cases des délégués au Centre de Congrès de Hamburg (CCH).

A l'instar de ce qui a été fait au Congrès de Rio de Janeiro 1979, les cahiers de propositions ne contiennent aucun texte de base (textes des Actes du Congrès précédent). Pour les comparaisons entre les textes des Actes de Rio de Janeiro et ceux des propositions, il conviendra donc de consulter les Actes annotés du Congrès de Rio de Janeiro ou tout autre texte de base. De ce fait, les délégués qui participeront au Congrès de Hamburg sont priés de se munir de ces Actes annotés ou d'autres textes de base des Actes de Rio de Janeiro. Le nombre d'exemplaires de ces Actes que le Service de documentation du Congrès pourra mettre à la disposition des participants sera très limité.

Par ailleurs, comme le nombre d'exemplaires des propositions et documents du Congrès de Hamburg, que le Service de documentation pourra fournir au siège du Congrès sera également assez restreint, les participants au Congrès sont également priés de prendre avec eux les jeux qui leur ont été fournis directement par les expéditions précitées, ainsi que les classeurs correspondants.

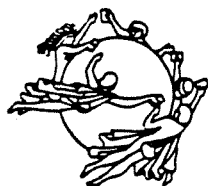
A la fin du Congrès de Hamburg, les Actes issus de celui-ci ne seront expédiés de Hamburg qu'aux pays non représentés ou qui n'auront pas participé aux séances de la dernière semaine. Les délégués sont donc priés de prendre avec eux ou d'expédier de Hamburg le nombre de jeux des nouveaux Actes qui leur seront nécessaires en attendant la parution officielle des Décisions du Congrès environ un an après le Congrès.

Berne, le 4 mai 1984

Le Secrétaire général,

M.I. SOBHI





UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès — Doc 29

Distribution limitée  
Chefs de délégation

### Langues de délibération pendant le Congrès

1. Conformément aux articles 107, paragraphe 9, du Règlement général et 13 du Règlement intérieur des Congrès, les délibérations du Congrès et de ses Commissions (sauf celles de la Commission 10) seront interprétées dans les quatre langues admises: français, anglais, espagnol, russe.
2. En outre, l'interprétation sera effectuée dans les langues allemande, arabe, chinoise et portugaise, cela conformément aux articles 107, paragraphes 10 et 11, du Règlement général et 13 du Règlement intérieur des Congrès.
3. Les deux salles de conférence disposeront de l'interprétation simultanée dans les huit langues énumérées ci-dessus.
4. Pour me permettre de répartir les frais d'interprétation et de renseigner les congressistes, je vous saurai gré de bien vouloir me faire savoir, *pour le 29 juin au plus tard*, la langue dans laquelle les membres de votre délégation s'exprimeront pendant les délibérations du Congrès et des Commissions.
5. A cette fin, vous voudrez bien compléter la formule ci-jointe et la renvoyer dûment signée au Secrétariat du Congrès (bureau 6.10).

Hamburg, le 18 juin 1984

Le Secrétaire général,  
M.I. SOBHI



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 29/Add 1

Langues de délibération pendant le Congrès

Le Secrétariat rappelle à toutes les délégations qui ne l'ont pas encore fait de bien vouloir sans tarder lui retourner (bureau 6.10 ou 6.7), dûment remplie, la formule jointe au Congrès - Doc 29 (distribution limitée) - reproduite ci-dessous - relative aux langues de délibération utilisées par elles pendant le Congrès. Au besoin, la réponse peut être donnée au moyen de la formule ci-dessus.

Hamburg, le 2 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

LANGUE DE DÉLIBÉRATION

Pays

La délégation du pays susindiqué utilisera lors des délibérations du Congrès de Hamburg et de ses Commissions la langue

- |                                    |                                   |                                    |                                     |
|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> française | <input type="checkbox"/> anglaise | <input type="checkbox"/> espagnole | <input type="checkbox"/> russe      |
| <input type="checkbox"/> allemande | <input type="checkbox"/> arabe    | <input type="checkbox"/> chinoise  | <input type="checkbox"/> portugaise |

Les frais d'interprétation en résultant seront pris en charge conformément aux dispositions de l'article 107 paragraphe 12, du Règlement général.

Le Chef de la délégation	Signature
--------------------------------	-----------



UNIVERSAL POSTAL UNION  
19th Congress  
Hamburg 1984

Congress - Doc 29/Add 1  
Translation from French

Languages of discussion at Congress

The Secretariat reminds all delegations that have not yet done so to return to it without delay (office 6.10 or 6.7), duly completed, the form attached to Congress - Doc 29 (restricted distribution) - reproduced below - relating to the languages of discussion used by them at Congress. If need be, the reply can be given on the form below.

Hamburg, 2 July 1984



UNIVERSAL POSTAL UNION  
XIXth Congress  
Hamburg 1984

LANGUAGE TO BE USED  
AT MEETINGS

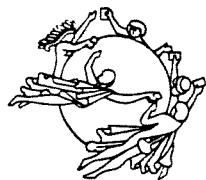
Country \_\_\_\_\_

For discussions at the meetings of the Hamburg Congress and its Committees, the delegation of the country indicated above will use

- |                                 |                                  |                                  |                                     |
|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> French | <input type="checkbox"/> English | <input type="checkbox"/> Spanish | <input type="checkbox"/> Russian    |
| <input type="checkbox"/> German | <input type="checkbox"/> Arabic  | <input type="checkbox"/> Chinese | <input type="checkbox"/> Portuguese |

The resulting interpretation costs will be taken over according to the rules in article 107, paragraph 12, of the General Regulations.

Head of delegation	Signature
--------------------------	-----------



Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports

Communication du Secrétariat du Congrès

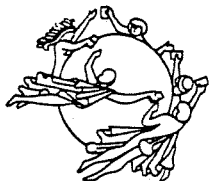
1. Conformément à l'article 24 du Règlement intérieur des Congrès et comme suite à l'adoption de la proposition 011, il a été décidé que des procès-verbaux seront établis pour les séances plénières ainsi que pour les Commissions 3 (Affaires générales) et 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération). Pour les autres Commissions, en revanche, il sera établi des rapports.
2. Les procès-verbaux et les rapports sont distribués aux délégués sous forme d'épreuves.
3. Conformément à l'article 24, § 4, du Règlement intérieur des Congrès, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations. Celles-ci doivent être communiquées au Secrétaire de la séance qu'elles concernent, puis soumises par ce dernier au Président de la séance.
4. Passé le délai précité, une communication portant la même cote que le procès-verbal ou le rapport en question est publiée soit pour indiquer aux délégués les modifications qui doivent être apportées au procès-verbal ou au rapport (corrigendum), soit pour signaler que celui-ci doit être considéré comme définitif après son approbation (additif).
5. Le procès-verbal ou le rapport est ensuite soumis à l'approbation de l'assemblée plénière ou de la Commission intéressée (article 24, § 5, du Règlement intérieur).
6. Les procès-verbaux et les rapports approuvés ne font pas l'objet d'un nouveau tirage. Ils sont publiés sous leur forme définitive dans les Documents du Congrès.
7. Les procès-verbaux ou rapports des dernières séances qui n'auront pas pu être soumis à l'approbation de l'organe intéressé seront approuvés par les Présidents respectifs. Pour la mise au point définitive de ces procès-verbaux ou rapports, le Bureau international tiendra compte des observations éventuelles que les délégués lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux ou rapports (article 24, § 5, du Règlement intérieur).

Hamburg, le 19 juin 1984

Le Secrétaire général,

M.I. SOBHI





Liste des propositions d'ordre rédactionnel

Note du Bureau international

Vu l'article 119, § 2, du Règlement général et l'article 16, § 1, du Règlement intérieur des Congrès, le Bureau international a établi la présente liste qui comprend les trois catégories suivantes :

- a) les propositions d'ordre rédactionnel dont le numéro est suivi de la lettre R (qui ont été désignées comme telles par leur auteur). Celles-ci sont attribuées directement à la Commission de rédaction parce que, de l'avis du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature;
- b) les propositions qui ont été considérées comme étant d'ordre rédactionnel par leur auteur et dont le numéro est suivi de la lettre R, mais qui devraient être attribuées aux Commissions concernées parce que, de l'avis du Bureau international, il y a un doute sur leur nature rédactionnelle;
- c) les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R (qui ne sont pas considérées comme étant d'ordre rédactionnel par leur auteur), mais qui, de l'avis du Bureau international, sont d'ordre rédactionnel. Elles devraient être attribuées aux Commissions respectives.

Il incombe aux différentes Commissions d'examiner si elles peuvent se rallier à l'attribution des propositions envisagées sous les lettres b) et c) ci-après.

a) Propositions R attribuées directement à la Commission de rédaction

Numéro	Auteur	Acte et article
1031.1.R	Chine (Rép. pop.)	Constitution, article 31, titre et § 1
6002.2.R	France	Mandats, Arrangement, article 2, § 3
6039.1.R	France	Mandats, Arrangement, article 39, § 1
7041.1.R	France	Chèques, Arrangement, article 41, § 2
7043.1.R	France	Chèques, Arrangement, article 43, § 1
7552.1.R	France	Chèques, Règlement, article 152, § 2
7553.1.R	France	Chèques, Règlement, article 153, §§ 2 et 3
7554.1.R	France	Chèques, Règlement, article 154, § 2

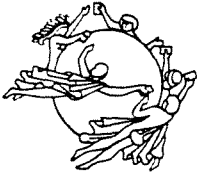
b) Propositions R à attribuer aux Commissions respectives parce que, de l'avis du Bureau international, il y a un doute sur leur nature rédactionnelle

1507.4.R	Chine (Rép. pop.)	Règlement général, article 107, § 1
----------	-------------------	-------------------------------------

c) Propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R mais qui, de l'avis du Bureau international, sont d'ordre rédactionnel (à attribuer aux Commissions respectives)

Numéro	Auteur	Acte et article
3574.6	Chili	Convention, Règlement, article 174, § 7

Berne, le 6 juin 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 53

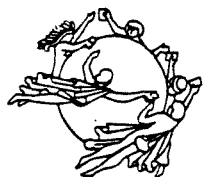
Discours et interventions préparés à l'avance par écrit

Communication du Secrétariat du Congrès

1. Afin de faciliter la reproduction correcte dans les procès-verbaux du Congrès, ainsi que d'assurer l'interprétation simultanée optimale des discours et interventions préparés à l'avance par écrit par les délégués, il est important que les textes existants puissent être mis à la disposition des rapporteurs, et surtout des interprètes, avant la séance où seront prononcées les allocutions respectives.
2. Il est donc vivement recommandé aux délégués de bien vouloir remettre, au Secrétariat du Congrès (bureau 6.7), dans toute la mesure possible et suffisamment tôt avant les séances respectives, une copie des textes ainsi préparés. Ces documents seront communiqués au Chef-rapporteur et au Chef-interprète et traités avec toute la discrétion désirée.

Hamburg, le 18 juin 1984

Le Secrétaire général,  
M.I. SOBHI



Composition du Secrétariat du XIXe Congrès

Communication du Secrétaire général

En ma qualité de Secrétaire général du Congrès, je vous informe que les différentes fonctions du Secrétariat du Congrès sont assumées par les fonctionnaires suivants:

				<u>Bureau</u>
<u>Secrétaire général</u>	M.	Sobhi	Directeur général	6.2
<u>Secrétaire général adjoint</u>	M.	Cicéron	Vice-Directeur général a.i.	6.5
<u>Cabinet du SG et Secrétariat du Bureau du Congrès</u>	MM.	Cacciatore	Conseiller supérieur	6.9
		Voeffray	Conseiller adjoint	6.9
	Mlle	Robert	Secrétaire du Secrétaire général	6.3

Coordonnateurs pour séances  
plénières et Commissions de  
leur compétence

Commissions 1, 3, 10	M.	Baghdadi	Sous-Directeur général	6.1
Commissions 4, 5, 6, 7, 8	M.	Gharbi	Sous-Directeur général	6.6
GT formules	M.	Bäckström	Sous-Directeur général a.i.	6.10

Séances plénières

Secrétaires	MM.	Klossek	Conseiller supérieur	5.22
		Chaubert	Conseiller supérieur	1.302
Secrétaires adjoints	MM.	Voeffray	Conseiller adjoint	6.9
		Paris	Conseiller adjoint	5.5
		Ranaivoson	Conseiller adjoint	1.302

Commissions du Congrès

C 1 (Vérification des pouvoirs)

Secrétaire	M.	Cacciatore	Conseiller supérieur	6.9
Secrétaires adjoints	Mlles	Chandrasiri	Premier Secrétaire	9.1
		Barabás	Premier Secrétaire	9.1

BureauC 2 (Finances)

Secrétaire	M.	Beney	Conseiller	1.411
Secrétaire adjoint	M.	Tallon	Conseiller adjoint	1.411

C 3 (Affaires générales)

Secrétaire	M.	Chaubert	Conseiller supérieur	1.302
Co-Secrétaire (pour les questions de personnel)	M.	Klossek	Conseiller supérieur	5.22
Secrétaire adjoint	M.	Ranaivoson	Conseiller adjoint	1.302

C 4 (Poste aux lettres - Réglementation)

Secrétaire	M.	Paillard	Conseiller a.i.	1.404
Secrétaire adjoint	M.	Schauer	Premier Secrétaire	1.404
Adjoints	MM.	Liu van Camp	Premier Secrétaire (Belgique)	1.404 1.308

C 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)

Secrétaire	M.	Muñoz	Conseiller supérieur	1.405
Secrétaire adjoint	M.	Pinheiro	Conseiller adjoint	1.405
Adjoint	M.	Kossignon	Deuxième Secrétaire	1.405
Assistant	M.	Dohogne		1.405

C 6 (Poste aérienne)

Secrétaire	Mlle	Milne	Conseiller	1.414
Secrétaire adjoint	M.	Samawi	Conseiller adjoint	1.414

C 7 (Colis postaux)

Secrétaire	M.	Noma	Conseiller supérieur	1.410
Secrétaire adjoint	M.	Fall	Conseiller adjoint	1.410
Adjoint	M.	Brix	Deuxième Secrétaire	1.410

C 8 (Services financiers postaux)

Secrétaire	Mlle	Milne	Conseiller	1.414
Secrétaire adjoint	M.	Gueorguievski	Premier Secrétaire	1.407

BureauC 9 (Coopération technique)

Secrétaires	MM.	Ramirez Mazou	Conseiller supérieur Conseiller	1.415 1.415
Secrétaire adjoint	M.	Sebakunzi	Premier Secrétaire	1.415

C 10 (Rédaction)

Secrétaire	M.	Nlend	Conseiller supérieur	4.18
Secrétaire adjoint	M.	Devecchi	Conseiller adjoint	4.18
Adjoints	MM.	Der Hovsépian Ouadahi	Premier Secrétaire Premier Secrétaire	4.18 4.18
Assistante	Mlle	Carrera		4.18

Groupe de travail des formules

Secrétaires	MM.	Rubens Aguilar	Conseiller Conseiller adjoint	4.15 4.15
Secrétaire adjoint	M.	Haider	Premier Secrétaire	4.15
Assistant	M.	Miserez		5.4

<u>Chef rapporteur</u>	M.	Guenot	Conseiller	1.303
------------------------	----	--------	------------	-------

<u>Rapporteurs</u>	M.	van der Weg	Premier Secrétaire	1.306
	Mme	Tomić	Premier Secrétaire	1.305
	M.	Goudet	Premier Secrétaire	1.304
	Mlle	Meretta	Premier Secrétaire	1.305
	MM.	Gentizon	Premier Secrétaire	1.304
		Kozlov	Premier Secrétaire	1.306
		Recht	(Belgique)	1.308
		van Camp	(Belgique)	1.308
	Mlle	Filippini	(France)	1.307
	MM.	Fournier	(France)	1.307
		Montandon	(Suisse)	1.307

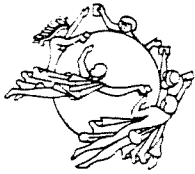
Chef des services administratifs et généraux

	M.	Larabi	Conseiller a.i.	1.311
Chef adjoint	M.	Paris	Conseiller adjoint	5.5
Personnel	MM.	Kigaraba Somayajulu	Deuxième Secrétaire Premier Secrétaire	1.310 1.310
Caisse	MM.	Pillonel Pilloud		1.309 1.309

				<u>Bureau</u>
Agents de liaison avec les ST	MM.	Léger Navarro	Conseiller adjoint Conseiller adjoint	5.8 5.8
Coordonnateur de la reproduction des documents	M.	Karvonen	Deuxième Secrétaire	5.9
Assistant au coordonnateur de la reproduction des documents	M.	Bezençon		5.9
Imprimerie	MM.	Vonlanthen Möschberger Schläfli		5.6 5.31 5.31
<u>Documentation et expédition</u>				
Chef	M.	Doomun	Premier Secrétaire	4.21
Adjoints	MM.	Spicher Guerdat Sapin Leuenberger		4.21 5.5 4.21 4.21

Hamburg, le 18 juin 1984

Le Secrétaire général,  
M.I. SOBHI



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 59

Communication de la Mauritanie concernant différentes propositions

La délégation de la République islamique de Mauritanie fait savoir qu'il y a lieu de la considérer comme coauteur des propositions suivantes:

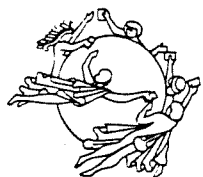
- Résolution 025
- Résolution 026
- Résolution 027
- Résolution 028
- Proposition 1507.7
- Proposition 1508.3
- Proposition 1525.4

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Chef de la délégation  
de la Mauritanie,  
(signé) LOUT OULD SIDI MOHAMED

22.6.84





Calendrier des séances du jeudi 28 juin au vendredi 6 juillet 1984

Jeudi, 28 juin

9 h 30

Salle 1	Séance plénière
Salle 2	Commission 8 (Services financiers postaux)

15 heures

Salle 1	Séance plénière
Salle 2	Commission 7 (Colis postaux)

Vendredi, 29 juin

9 h 30

Salle 1	Commission 3 (Affaires générales)
Salle 2	Commission 6 (Poste aérienne)

15 heures

Salle 1	Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)
Salle 2	Commission 9 (Coopération technique)

Lundi, 2 juillet

9 h 30

Salle 1	Commission 3 (Affaires générales)
Salle 2	Commission 7 (Colis postaux)

15 heures

Salle 1	Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)
Salle 2	Commission 9 (Coopération technique)

Mardi, 3 juillet

9 h 30

Salle 1	Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)
Salle 2	Commission 9 (Coopération technique)

15 heures

Salle 1	Commission 3 (Affaires générales)
Salle 2	Commission 8 (Services financiers postaux)

Mercredi, 4 juillet9 h 30

Salle 1	Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)
Salle 2	Commission 7 (Colis postaux)

15 heures

Salle 1	Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)
Salle 2	Commission 6 (Poste aérienne)

10 minutes après  
la séance précitée

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Jeudi, 5 juillet9 h 30

Salle 1	Commission 3 (Affaires générales)
Salle 2	Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

15 heures

Salle 1	Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)
Salle 2	Commission 8 (Services financiers postaux)

Vendredi, 6 juillet9 h 30

Salle 1	Séance plénière
---------	-----------------

15 heures

Salle 1	Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)
Salle 2	Commission 7 (Colis postaux)



Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes adoptés par  
le Congrès de Hamburg 1984

Résolution C 1

Commissions du Congrès

Le Congrès,

vu

l'article 9 du Règlement intérieur des Congrès concernant le nombre des Commissions du Congrès et leurs attributions,

vu

l'article 11, paragraphe 1, dudit Règlement intérieur, en vertu duquel les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci,

vu

le paragraphe 2 de l'article 11 précité, stipulant entre autres que les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont, de droit, membres de la ou des Commissions chargées de la revision de ces Arrangements,

tenant compte

de la décision du Conseil exécutif visant à la suppression de la Commission 3 (CCEP) et à la scission de la Commission de la poste aux lettres en deux Commissions, dont l'une (Commission 4) s'occuperait de l'aspect réglementaire de la poste aux lettres et l'autre (Commission 5) de la tarification et de la rémunération interadministrations avec leurs problèmes connexes (statistiques, comptabilité, formules, etc.),

tenant compte

des mesures concrètes déjà prises par le Bureau international en application de cette étude,

*décide*

de constituer les dix Commissions suivantes dans la composition et avec les attributions indiquées en regard de chacune d'elles:

<i>Commissions</i>	<i>Composition</i>	<i>Attributions</i>
1 Vérification des pouvoirs	Onze Pays-membres	Examiner si les pouvoirs des délégués sont libellés en bonne et due forme et quelle en est la portée
2 Finances	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des comptes des années écoulées depuis le Congrès précédent. Evaluation du montant maximal des dépenses de l'Union à soumettre au Congrès pour la période correspondant à la durée d'application des Actes de ce Congrès et, dans ce cadre, examen de toute autre question pouvant avoir une incidence sur les finances de l'Union
3 Affaires générales	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des questions générales que le Congrès attribue à cette Commission et — sous réserve des propositions à traiter par les Commissions 2 et 9 — examen des propositions relatives à la Constitution et au Règlement général
4 Poste aux lettres (réglementation)*	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des propositions relatives à l'aspect réglementaire de la poste aux lettres (voie de surface)
5 Poste aux lettres (tarification et rémunération)*	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des propositions relatives à des questions de tarification et de rémunération interadministrations avec leurs problèmes connexes (statistiques, comptabilité, formules, etc.)
6 Poste aérienne	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des propositions relatives à la troisième partie de la Convention et du Règlement d'exécution de celle-ci ainsi qu'aux articles XVIII, XX, XXI, et XXV du Protocole final de l'Arrangement

\* La clé de répartition des propositions entre les Commissions 4 et 5 est la suivante (Actes du Congrès de Rio de Janeiro 1979) :

	<i>Commission 4</i> Poste aux lettres — Réglementation	<i>Commission 5</i> Poste aux lettres — Tarification et rémunération
Convention, articles	1 à 6, 9 à 18, 20 à 23, 27 à 29, 31, 36, 37, 39, 41, 43, 45, 46, 50 à 59, 85 et 86	7, 8, 19, 24 à 26, 30, 32 à 35, 38, 40, 42, 44, 47 à 49, 60 à 66
Conv., Prot. final, art.	I, II, V à VIII, XI à XIII	III, IV, IX, X, XIV à XVII, XIX, XXII à XXIV
Conv., Régl., art.	101 à 103, 105 à 116, 118 à 134, 137, 149 à 169, 186 à 194 et 220	104, 117, 135, 136, 138 à 148, 170 à 185
Conv., Régl., Formules	C 1, C 2, C 4, C 10 à C 14, C 18, C 18bis, C 22 à C 28, C 29 à C 31, VD 1 à VD 4	C 3/CP 4, C 5 à C 9bis, C 15 à C 17bis, C 19 à C 21bis, C 28bis, C 32, AV 3bis, AV 5bis, AV 12

<i>Commissions</i>	<i>Composition</i>	<i>Attributions</i>
7 Colis postaux	Pays-membres parties à l'Arrangement concernant les colis postaux	Examen des propositions relatives à l'Arrangement concernant les colis postaux et au Règlement d'exécution de celui-ci
8 Services financiers postaux	Pays-membres parties aux Arrangements concernant les services financiers postaux	Examen des propositions relatives aux Arrangements concernant les services financiers postaux (mandats de poste, chèques postaux, remboursements, recouvrements, service international de l'épargne et abonnements)
9 Coopération technique	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des propositions de modification des Actes relatives à la coopération technique ainsi que de toutes autres questions concernant cet important domaine
10 Rédaction	Douze Pays-membres dont certains délégués possèdent la langue française	Examen des propositions d'ordre rédactionnel ainsi qu'examen, du point de vue rédactionnel, de toutes les modifications apportées aux Actes et de tous les projets de décisions qui seront soumis à l'approbation du Congrès

Hamburg, le 19 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Proposition 010, 2e séance plénière)

#### Décision C 2

#### Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions

Le Congrès

#### charge

le Conseil exécutif d'étudier les propositions 1719.1 et 1721.2.

Hamburg, le 20 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Propositions 1719.1 et 1721.2, 4e séance plénière)

Résolution C 3

Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions de certaines Commissions du Congrès

Le Congrès,

vu

l'article 24, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès,

étant donné

les expériences très positives faites lors des Congrès précédents en remplaçant les procès-verbaux de la plupart des Commissions par des rapports,

estimant

qu'il serait souhaitable de maintenir cette pratique pour le Congrès de Hamburg 1984, et même de l'étendre à la Commission chargée de la réglementation de la poste aux lettres (voie de surface), afin de réaliser des économies et de faciliter le travail des délégués et celui du Secrétariat,

*décide*

que les Commissions 1, 2, 4, 6, 7, 8 et 9 établiront des rapports en lieu et place des procès-verbaux.

Hamburg, le 21 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Proposition 011, 5e séance plénière)

Décision C 4

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979-1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979-1984.

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Congrès - Doc 1, 8e séance plénière)

Décision C 5Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979-1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979-1984.

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Congrès - Doc 2, 8e séance plénière)

Décision C 6Approbation du Rapport du Directeur général 1980-1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport du Directeur général 1980-1984.

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Congrès - Doc 3, 8e séance plénière)

Résolution C 7

Exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU

Le Congrès,

vu

la résolution C 2 du Congrès de Lausanne 1974 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud du XVIIe Congrès de l'UPU et de tous les autres Congrès ou réunions de l'Union postale universelle,

vu

la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU,

vu

la circulaire 200 du 29 juin 1981 du Bureau international annonçant l'adhésion de la République d'Afrique du Sud à l'UPU en application de l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution de l'Union,

considérant

que ledit pays continue d'appliquer sa politique odieuse d'apartheid contrairement à la volonté unanime de toutes les Nations libres,

*réaffirme*

sa condamnation sans réserve de l'odieuse politique pratiquée par le gouvernement raciste et minoritaire de la République d'Afrique du Sud,

*réaffirme*

la validité de la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

*confirme*

que la République d'Afrique du Sud est exclue de l'Union jusqu'à la prise d'une décision contraire par un Congrès ultérieur de l'UPU,

*décide*

que la République d'Afrique du Sud ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'Organisation des Nations Unies pour obtenir sa réadmission à l'Union tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid.

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Proposition 024, 8e séance plénière)



## Décision C 8

### Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales

Le Congrès

#### décide

- d'approuver le rapport du Directeur général concernant les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationale;
- d'inviter le Directeur général du Bureau international à:
  - a) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans ledit rapport;
  - b) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres;
  - c) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

Hamburg, le 28 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Congrès - Doc 5 et Add 1, 13e séance plénière)

## Décision C 9

### Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Le Congrès

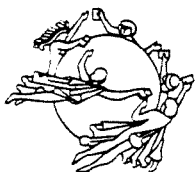
#### décide

de prendre acte des conclusions du rapport du Directeur général du Bureau international concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées, admettant ainsi que l'UPU doit continuer à contribuer, selon la politique suivie ces dernières années, à résoudre le problème de la décolonisation, dans les limites de ses compétences.

Hamburg, le 28 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Congrès - Doc 15, 13e séance plénière)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 75/Corr 1

Texte corrigé de la Décision C 6:

Décision C 6

| Approbation du Rapport du Directeur général du Bureau international 1980-1984

Le Congrès

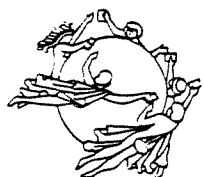
décide

| d'approuver le Rapport du Directeur général du Bureau international 1980-1984.

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Congrès - Doc 3, 8e séance plénière)



Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes adoptés par le Congrès de Hamburg 1984

Recommandation C 29

Participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales

Le Congrès,

vu

le rôle du Conseil consultatif des études postales dans le cadre des organes permanents de l'Union,

vu

l'importance des études entreprises au sein de cet organe en faveur de l'amélioration des services postaux,

considérant

l'attention accrue accordée par le CCEP aux études intéressant les pays en développement,

notant

avec intérêt, d'une part, les progrès réalisés en matière de participation des pays en développement aux travaux du CCEP – en particulier depuis la recommandation C 81 du Congrès de Lausanne 1974 – et, d'autre part, le profit qui en a été tiré dans le sens de la réalisation des objectifs de l'Union,

constatant

que des possibilités existent pour une amélioration des résultats obtenus,

*recommande*

aux Administrations postales des pays en développement de renforcer leur participation aux travaux du CCEP:

- en apportant une contribution régulière aux études entreprises (réponse aux questionnaires, fourniture de renseignements, présentation d'exposés aux colloques, etc.),
- en assumant, dans la mesure où cela est possible, le rôle de rapporteur ou d'animateur des études,

*charge*

le Bureau international, selon les moyens disponibles, d'accorder aux Administrations qui en feraient la demande l'aide nécessaire pour la mise au point des mesures d'organisation de nature à leur permettre de participer plus efficacement aux travaux des organes de l'Union.

Hamburg, le 28 juin 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN

(Proposition 06, 14e séance plénière)

Résolution C 30Contrôle de qualité

Le Congrès,

rappelant

les délibérations du Congrès de Rio de Janeiro 1979 sur l'avenir de la poste, et en particulier les préoccupations exprimées quant à la situation apparemment précaire de l'activité postale face aux progrès technologiques des entreprises rivales dans le domaine des communications et aussi face à la concurrence exercée directement par des sociétés privées fournissant des services postaux parallèles,

constatant

qu'au cours des délibérations en Congrès, un certain nombre d'Administrations ont exprimé l'avis qu'il fallait veiller au maintien et à l'amélioration des normes de service de façon à rehausser le renom de la poste en tant que moyen de communication viable et fiable,

constatant en outre

qu'il s'est dégagé des études conduites par le CCEP sur l'avenir des services postaux dans le cadre du programme de travail 1979-1984 une idée force selon laquelle le bon fonctionnement du service postal, avec des normes répondant à l'attente de la clientèle, doit être au premier rang des préoccupations de toutes les Administrations postales, face à l'avenir de leurs activités,

considérant

l'étude effectuée par le CCEP dans le cadre de son programme de travail 1979-1984, sur les systèmes de contrôle de la qualité des opérations de ramassage du courrier, de guichet, de tri et de distribution, étude qui a eu pour objet de déterminer la nature des moyens utilisés par les Administrations pour contrôler l'exécution des travaux,

constatant

qu'il ressort des conclusions d'ordre général de l'étude que si des Administrations ont mis au point des systèmes efficaces de contrôle de la qualité aux différentes étapes de l'exploitation postale, l'absence alarmante de contrôles efficaces de qualité a cependant aussi été relevée,

étant informé

de l'avis exprimé par le CCEP, selon lequel les Administrations ont un urgent besoin de revoir leurs politiques de contrôle de la qualité,

considérant

que l'efficacité de l'exploitation postale dépend notamment de l'exécution précise des fonctions de base par le personnel postal et que dans leurs efforts visant à atteindre la qualité de service requise les Administrations postales ont pour tâche vitale de recourir à des moyens efficaces de contrôles pour maintenir, améliorer et mesurer le rendement,

*prie instamment*

les Administrations postales:

- a) de prendre conscience du lien étroit qui existe entre un contrôle efficace de la qualité et la viabilité de l'activité postale à tous les niveaux de l'exploitation, cela permettant notamment de satisfaire les besoins de la clientèle;
- b) de s'interroger sur l'efficacité de leurs différents systèmes (ou mesures) de contrôle de la qualité et sur leur capacité à donner des résultats satisfaisants; le cas échéant, de prendre les dispositions propres à renforcer et à améliorer ces systèmes (ou mesures) avec le souci d'assurer à la poste une position plus forte sur le marché des communications.

Hamburg, le 28 juin 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN

(Proposition 012, 14e séance plénière)

## Résolution C 31

### Programme de travail du CCEP pour la période 1984-1989

Le Congrès,

vu

l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général relatif aux attributions du Conseil consultatif des études postales,

vu

la consultation des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes, effectuée en vertu de l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général,

constatant

le nombre important d'études terminées, traitant des domaines les plus divers et déjà publiées ou en voie de l'être, dans la Collection d'études postales,

considérant

le désir exprimé par les membres du Conseil consultatif des études postales de limiter le nombre des études à effectuer de telle sorte que la charge de travail corresponde aux moyens dont dispose le CCEP, gage d'une conduite efficace des études,

conscient

de la nécessité d'une intégration harmonieuse des études du CCEP dans le programme d'activités de l'Union dans son ensemble,

estimant

que la capacité d'action du Conseil consultatif devrait être réservée en priorité aux secteurs d'activité considérés comme les plus importants par les Administrations postales,

fait sien

le programme de travail du Conseil consultatif des études postales qui figure aux annexes 1 et 2, tout en laissant à cet organe une certaine liberté d'appréciation quant aux études à entreprendre,

*décide*

de laisser au Conseil consultatif le soin:

- a) d'orienter ses travaux de la manière qui lui semblera la plus opportune;
- b) de décider des études permanentes à reprendre;
- c) de veiller à ce que les résultats obtenus au terme de certaines études puissent être largement utilisés sur le terrain en faveur des pays les plus défavorisés;
- d) d'apporter s'il le faut à certaines études les correctifs nécessaires afin de répondre à des buts bien précis et d'obtenir la plus grande efficacité;
- e) d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

Hamburg, le 28 juin 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN

(Proposition 014, 14e séance plénière)

Sujets d'étude présentés par les Pays-membres de l'Union et le Bureau international et retenus par le CCEP dans le cadre d'un programme de travail minimal

#### Champ d'étude A: Gestion

##### *1. La productivité dans les services postaux*

Origine: Etats-Unis d'Amérique

**Motifs.** — Malgré les pronostics parfois pessimistes de l'avenir des services postaux, le volume du courrier n'en augmente en général pas moins. Afin de pouvoir écouler ce trafic accru sans augmentation proportionnelle des ressources à engager, des moyens d'augmenter la productivité des installations postales doivent être trouvés. Les gains de productivité permettront aux Administrations de faire partiellement face à l'augmentation du trafic et, partant, de réduire à un minimum les cas de relèvements tarifaires nécessaires et de maximaliser le service rendu au public.

##### *2. Financement des activités postales*

Origine: Etats-Unis d'Amérique

**Motifs.** — L'objectif, qui vaut pour la plupart des Administrations, est de maintenir l'intégrité de la poste en se fondant, en matière de finances et d'exploitation, sur des principes rationnels.

A cet effet, les Administrations tentent actuellement d'équilibrer leurs recettes et leurs dépenses totales. Les politiques en matière d'investissement à long terme et les pratiques opérationnelles modernes doivent faire en sorte qu'à l'avenir les services postaux fonctionnent dans des conditions de célérité, de fiabilité et d'économie. Le financement du service postal est très étroitement lié à la productivité, ce qui implique la fixation de tarifs permettant de couvrir les frais, une bonne gestion de la trésorerie et des investissements avisés.

*Autre sujet proposé entrant dans le cadre de cette étude*

*Egypte*

*Les bases de la détermination du prix de revient des services postaux intérieurs et extérieurs*

##### *3. Financement des projets postaux dans les pays en développement*

Origine: Sénégal

**Motifs.** — Ainsi qu'il ressort des rapports de mission de consultants engagés au titre de la coopération technique, cette question revêt une réelle importance pratique pour le développement de la poste dans les pays en développement. Une étude complète à ce sujet permettrait sans doute à ces pays de mieux prendre conscience des possibilités qui existent dans ce domaine.

L'étude non achevée "519 — Fonds du développement postal universel" du programme 1979—1984 pourrait être intégrée dans la nouvelle étude.

#### 4. Etude du principe et de l'étendue de la responsabilité des Administrations en ce qui concerne les envois postaux du service intérieur

Origine: Japon

**Motifs.** — A l'exception de quelques-unes, les Administrations postales ne se tiennent pas pour responsables en cas de perte, de vol ou d'avarie d'envois postaux ordinaires. Dans notre pays, le principe est désormais contesté et des opinions se sont fortement exprimées en faveur de l'application du principe de responsabilité aux envois postaux ordinaires, singulièrement aux colis postaux ordinaires.

Il serait utile de recueillir des informations sur le principe, les modalités de fonctionnement, la théorie, etc., de l'indemnité et d'étudier également les principes et la mesure dans laquelle la responsabilité répond aux exigences des usagers. Ces données serviraient de guide pour les Administrations postales soucieuses de connaître les procédures à appliquer en matière d'indemnité. En outre, on devrait étudier le principe et l'étendue de la responsabilité, d'une part, en cas de perte, de vol ou d'avarie d'envois recommandés ou avec valeur déclarée, et, d'autre part, en cas de retard subi par tous les envois postaux ou certains objets postaux déterminés.

#### 5. Presse et trafic postal

- relations avec les éditeurs des journaux et périodiques
- place de la presse dans le trafic postal
- traitement des journaux et périodiques dans l'exploitation postale (dépôt, acheminement, distribution)
- résultats financiers (tarifs pratiqués, bénéfices ou déficits/comblement des déficits)

Origine: France et Bureau international

**Motifs.** — A l'origine, la France avait proposé le sujet suivant:

"Les problèmes posés par les envois de la presse (régimes intérieur et international)

- traitement des envois
- niveau tarifaire et taux de couverture des charges d'exploitation
- conséquences sur l'équilibre financier de la poste"

motivé de la manière suivante:

Dans certains pays tels que la France, la presse bénéficie pour ses envois de tarifs préférentiels qui sont loin de couvrir le coût réel du service rendu.

Il en résulte une cause de déficit importante pour le budget de la poste.

L'étude proposée aurait pour objet de recenser les différentes situations existantes selon les pays en ce qui concerne:

- le type d'acheminement retenu;
- la détermination du niveau tarifaire;
- la compensation, s'il y a lieu, du déficit par l'Etat;
- les problèmes éventuels qui en résultent pour l'Administration postale;
- les solutions proposées pour améliorer la situation.

Le CCEP a décidé d'intégrer dans cette proposition une autre du Bureau international concernant les "relations avec la presse" en la reformulant comme indiqué ci-dessus.

#### 6. Statut juridique des Administrations postales (administration publique, entreprise de droit public...) — Avantages, désavantages de divers types de statut et problèmes liés au passage d'un système à l'autre

Origine: Corée (Rép.)

**Motifs.** — Les structures organiques des directions générales et régionales ainsi que des bureaux de poste varient d'un pays à un autre. La question concernant le type de système organique (par exemple: société publique, administration publique indépendante ou faisant partie intégrante d'un ministère, etc.) à adopter se pose souvent lorsqu'un gouvernement procède à une réforme organique. Le CCEP de l'UPU se trouve peut-être dans une position idéale pour entreprendre une étude devant déboucher sur un document détaillé exposant de façon analytique la pratique en cours dans tous les pays développés, y compris les avantages et inconvénients de chaque type d'organisation et les problèmes liés au passage d'un système à l'autre. Des renseignements de cette nature seraient d'une grande aide aux Administrations postales des pays en développement.

## *7. La collaboration entre les Administrations postales et les collectivités locales de base pour la desserte postale*

Origine: Bureau international

**Motifs.** — Selon le principe et l'obligation de service public, la poste doit être présente partout pour assurer une desserte dans tous les lieux habités et où se déroule une activité humaine. Or, dans les pays en développement, la poste n'a pas toujours les moyens de répondre à cet impératif. C'est pourquoi la poste a besoin de collaborer avec les collectivités locales de base pour obtenir d'elles soit des locaux et des moyens de transport, soit d'autres facilités de nature à permettre d'effectuer la desserte postale. Cela est d'autant plus important dans les pays en développement qui devraient utiliser toutes les possibilités de collaboration ainsi que les moyens juridiques de réalisation pour suppléer à la faiblesse des ressources des services postaux. C'est ce que se propose d'atteindre l'étude dont le sujet est ci-dessus mentionné à travers les expériences des Administrations postales et les constatations faites à la suite des missions d'experts.

## *8. Contrôle de la gestion locale par la fixation d'objectifs et/ou l'établissement de budgets*

Origine: Suède

**Motifs.** — Les activités postales peuvent être régies par des lois, des règlements et des manuels, mais si l'Administration veut pouvoir fonctionner sur la base de principes commerciaux, il y a lieu de choisir d'autres moyens qui donneraient aux chefs d'établissements une plus grande liberté d'action (et plus de responsabilités).

Dans une organisation où les responsabilités et la prise de décisions ont été déléguées, les organes de gestion contrôlent l'exploitation et le développement des services au moyen d'une politique et d'objectifs prédéterminés. Cela veut dire, entre autres choses, que la direction doit s'assurer d'une manière ou d'une autre que l'entreprise se développe en conformité avec sa politique et sa stratégie générales ainsi qu'avec les plans d'application à court terme. Chaque organisation, dont l'activité est dirigée vers certains objectifs, nécessitera par conséquent un "feed-back" continu des résultats obtenus. Dans le cas d'une Administration postale, cela voudra dire la récolte d'informations concernant les ventes et la production, l'utilisation des ressources, la productivité et le niveau de qualité des services, ainsi que de différentes sortes de données clefs.

Dans l'Administration postale suédoise, l'application de ce système comprend, à l'heure actuelle, un processus de planification et de budgétisation au cours duquel les responsables de différents niveaux administratifs discutent des objectifs à fixer. Un système budgétaire, qui aide le responsable de la gestion des opérations à atteindre les objectifs de résultats et de productivité, a également été introduit. Différentes données clefs constituent une partie importante de ce système de surveillance économique. De gros efforts ont été faits pour coordonner le processus de planification dans les domaines de la commercialisation et de l'exploitation, ainsi qu'en matière de gestion du personnel, avec le processus de budgétisation, afin de faire du budget un instrument capable d'aider la direction à s'assurer que les objectifs fixés sont atteints. Le système de contrôle économique comprend deux éléments très importants. L'un est la formulation des objectifs dans le cadre du processus de planification et de budgétisation, l'autre le suivi continu des opérations, y compris les décisions visant à corriger des déviations indésirables. Afin de réaliser le contrôle au moyen des plans et des budgets établis, il est indispensable que l'exécution de ces plans fasse l'objet d'un suivi attentif et que des mesures appropriées soient prises si l'on découvre que les plans originaux n'étaient pas satisfaisants. Dans l'Administration postale suédoise, nous essayons d'atteindre cet objectif au moyen de rapports quotidiens.

Le contrôle économique peut être rendu plus efficace si l'on introduit un système de suivi continu et de planification "roulante". Cela peut se faire en premier lieu par la mise au point de modèles locaux destinés à éveiller chez les intéressés une conscience plus poussée des effets économiques de différentes décisions. Ainsi, l'objectif du suivi et de la planification "roulante" est d'avoir une maîtrise ferme du développement de l'entreprise, mais aussi d'augmenter les possibilités d'atteindre les objectifs fixés.

La délégation des responsabilités et des compétences, dans notre Administration, signifie que les différents niveaux administratifs peuvent eux-mêmes choisir, dans une large mesure, les solutions et tirer profit des systèmes centraux de la manière qui correspond le mieux aux besoins locaux. Cela est valable également pour le système de contrôle économique puisqu'il est essentiel que l'Administration de chaque circonscription postale puisse choisir le modèle de budgétisation qui lui convient le mieux. Le chef de la circonscription postale aura donc une responsabilité déterminante quand il s'agira de déterminer la structure et le degré de détails que le système de sa circonscription devra comporter.



## *9. Utilisation des statistiques de base pour la gestion des services postaux dans les pays en développement*

Origine: Bureau international

**Motifs.** — Les statistiques sont par définition un outil d'information et de gestion. Les applications qui permettent aux Administrations de gérer convenablement et efficacement et aux décideurs d'orienter (selon les données recueillies) la politique d'une entreprise sont nombreuses et variées (effectifs, utilisation du personnel et des moyens, prévision, planification, etc.).

Il s'agit, dans le cadre de cette étude, de déterminer pourquoi et comment utiliser les statistiques pour la gestion et la planification sur la base des expériences des Administrations postales, notamment à l'heure de la gestion informatisée.

*Autre sujet proposé entrant dans le cadre de cette étude*

*Pakistan*

*Etablissement d'un système informatique normalisé pour la gestion postale dans les pays en développement*

**Motifs.** — A l'heure actuelle, il n'y a pas de point central de rassemblement des données. Le manque de moyens nécessaires pour assurer le bon rassemblement et la bonne coordination des données a entravé le développement et les efforts des services postaux dans les pays du tiers monde. L'absence de données et de statistiques bien présentées, authentiques et immédiatement disponibles a été une des raisons qui se sont opposées à la conduite de travaux de recherche et d'études connexes sur les divers aspects des services postaux dans les pays en développement.

## **Champ d'étude B: Organisation postale**

### *10. Organisation du service des guichets — Contrôle des opérations et de la qualité des prestations fournies à la clientèle*

Origine: Pays-Bas et Portugal

*Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

*a) Pays-Bas*

*Surveillance professionnelle de la qualité dans l'entreprise des guichets*

**Motifs.** — Comme c'est le cas dans certains autres pays, l'Administration des Pays-Bas a créé un service séparé des guichets, justifié par l'importance accrue de ce service.

Jusqu'ici, le contrôle de la qualité du service des guichets sur le plan international n'a fait partie que d'études d'une portée plus large menées par le CCEP.

D'une part, ces études ont principalement eu trait à l'ensemble des opérations consécutives au transport postal (ramassage, guichets, tri et distribution), à savoir aux modes opératoires strictement postaux.

D'autre part, elles se sont limitées plus ou moins à une description du contrôle de la qualité.

Or, ces dernières années, l'entreprise des guichets des postes néerlandaises s'est de plus en plus vue confrontée à des développements qui ont entraîné une modification profonde dans les orientations de celle-ci.

Outre les modes opératoires strictement postaux, d'autres aspects de travail aux guichets ont une influence primordiale sur la notion de qualité du service éprouvé par le client.

Si jusqu'aux années soixante-dix l'entreprise des guichets a pu être considérée comme un "système de transit" assez passif pour les services financiers et postaux, le milieu de cette décennie a vu cette situation changer profondément.

Les services financiers postaux ont élargi leur assortiment pour évoluer vers un établissement bancaire et les services des transports postaux ont opté pour une approche plus commerciale de leur clientèle. En outre, les usagers désirant offrir leurs services ou produits par l'intermédiaire des guichets postaux ont fait leur apparition.

Les usagers exigeant d'une façon bien plus nette qu'auparavant que leurs souhaits dans le domaine de la qualité se voient effectivement réalisés dans les prestations du service des guichets, l'entreprise des guichets a dû garantir une présentation adéquate à la clientèle des produits qui lui étaient confiés.

Dans le domaine des prestations de service, le rôle que joue la surveillance de la qualité est devenu de plus en plus important et ce n'est pas sans raison que la surveillance de la qualité bénéficie, en tant qu'instrument professionnel, d'un intérêt croissant.

L'Administration néerlandaise propose d'insérer dans le programme de travail pour la période 1984—1989 une étude séparée, consacrée spécialement à la surveillance professionnelle de la qualité dans l'entreprise des guichets.

#### *b) Portugal*

#### *Organisation du service au guichet. Polyvalence et spécification des opérations*

**Motifs.** — L'étude a pour but de:

- 1° simplifier et rationaliser les procédures administratives dans les bureaux de poste de façon à:
  - diminuer les temps d'exécution;
  - augmenter la productivité;
  - réduire les coûts;
- 2° améliorer la qualité et la productivité du service au guichet, en donnant aux responsables de la gestion un guide d'action leur permettant de:
  - diminuer le temps d'attente au guichet;
  - distribuer plus rationnellement les tâches à effectuer;
- 3° revoir la classification des bureaux de poste par catégories, améliorer leur gestion interne et leur fonctionnement afin de leur permettre de répondre aux besoins des usagers;
- 4° étudier un système pour simplifier la prévision à moyen et long terme du trafic et des effectifs des bureaux de poste;
- 5° étudier un système permettant la détermination du nombre de positions de guichet selon les nécessités des localités, à moyen et long terme;
- 6° définir les critères et la conception d'un système informatisé.

#### *11. Organisation des services des relations publiques et d'action commerciale dans les pays en développement*

Origine: Bureau international

**Motifs.** — Les Administrations postales, notamment celles des pays développés, qui ont très vite perçu l'importance de faire connaître leurs services, les produits et prestations qu'elles assurent ainsi que la nécessité de connaître leurs clients et ce qu'ils attendent de la poste, n'ont pas hésité à créer des "services des relations publiques et d'action commerciale". Les pays en développement éprouvent le même besoin mais n'ont pas les moyens de le réaliser dans de bonnes conditions, faute des ressources humaines et techniques. Aussi est-il proposé d'effectuer une étude sur ce sujet pour permettre un échange d'expériences dans ce domaine et connaître les besoins réels des Administrations postales des pays en développement en matière d'organisation et de fonctionnement de services de cette nature.

#### **Champ d'étude C: Exploitation postale**

#### *12. Philatélie — Emission et organisation de la vente de timbres-poste — Produits philatéliques*

Origine: Papouasie — Nouvelle-Guinée et Sénégal

*Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

#### *a) Papouasie — Nouvelle-Guinée*

*Opérations philatéliques*

*b) Sénégal*

*Participation des Administrations postales à la vente de timbres-poste et autres articles philatéliques d'autres pays. Etudes des aspects législatifs, réglementaires, tarifaires et opérationnels. Type de contrat ou convention à signer entre les Administrations concernées sur le plan bilatéral ou multilatéral*

*13. Automatisation et informatisation des opérations de guichet et des fonctions de gestion connexes dans les bureaux de poste*

Origine: Argentine, Corée (Rép.), France, Grande-Bretagne, Portugal et URSS

*Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

*a) Argentine*

*Utilisation d'ensembles de machines à affranchir et à recommander et/ou de distributeurs de tickets reliés à un centre de comptabilité et de contrôle, en liaison avec des balances indiquant le montant de l'affranchissement (y compris éventuellement des envois en nombre)*

**Motifs.** — L'étude aurait pour but d'étudier la possibilité d'installer au guichet une machine polyvalente reliée à l'ordinateur central, avec capacité de codage.

Comme on envisage de l'utiliser, tant pour les envois ordinaires que pour les envois inscrits, cet élément d'équipement devrait logiquement être connecté à des balances de calcul de l'affranchissement.

On disposerait ainsi au guichet d'une machine qui constituerait le point de départ du processus de tri de tout type d'envoi. Elle engendrerait, par l'intermédiaire de l'ordinateur, toutes les données d'exploitation et de contrôle nécessaires, y compris les listes devant accompagner les correspondances échangées entre centres, jusqu'à leur destination finale. Une étude portant sur ces questions pourrait servir de guide aux Administrations lorsque des changements sont à décider.

*b) Corée (Rép.)*

*Utilisation d'ordinateurs pour les travaux de guichet, d'acheminement du courrier et l'établissement des documents afférents aux dépêches internationales*

**Motifs.** — L'ordinateur tend à être utilisé très largement dans la quasi-totalité des domaines de la vie moderne. Divers aspects du travail postal peuvent, grâce à lui, être sensiblement améliorés. Il semble avoir déjà pris une place importante dans le travail postal des pays développés et la poste des pays en développement ne peut pas ne pas tenir compte de cette nouvelle tendance. L'automatisation des travaux des bureaux de poste se traduira par une amélioration notable de la productivité et de la qualité du service.

Dans cette optique, il serait opportun que le CCEP conduise une étude sur cette question et fournisse aux pays en développement une analyse et des informations faciles à comprendre sur l'utilisation des ordinateurs dans les services postaux.

*c) France*

*Automatisation et informatisation des fonctions de production et de gestion dans les bureaux*

**Motifs.** — L'apparition de la micro-informatique dans les bureaux de poste présente un double intérêt. D'abord, en permettant l'automatisation et l'informatisation des travaux de guichet longs et répétitifs, elle libère le guichetier de ses tâches les moins intéressantes et le rend plus disponible à l'égard des usagers.

En plus de cette fonction de production, la micro-informatique peut être aussi utilisée pour la gestion, tant au guichet (tenue des états journaliers et de la sous-caisse) que pour l'ensemble du bureau (tenue des statistiques, gestion de la trésorerie, etc.).

Elle peut aussi être appliquée à l'automatisation de la comptabilité et par exemple être utilisée pour améliorer la gestion de la trésorerie.

Tandis que l'informatique lourde des gros ordinateurs implique une centralisation de la gestion, la micro-informatique est tout à fait adaptée à la gestion décentralisée des bureaux de poste et constitue en cela un phénomène nouveau, riche de promesses.

L'enquête proposée aurait pour objet de faire le point des réalisations actuelles, des types d'appareils utilisés et des services qu'ils rendent ainsi que des perspectives de développement de ces techniques.

#### *d) Grande-Bretagne*

##### *Les progrès en matière d'automatisation des guichets*

**Motifs.** — L'étude 518 "Mécanisation des guichets et de la comptabilité dans les bureaux de poste des pays en développement. Tenue des comptes courants postaux et de la comptabilité des centres de chèques postaux de moyenne importance" qui figure sur le programme de travail actuel du CCEP a déjà abouti à un rapport en ce qui concerne la première phase de l'étude.

Le rapport a été diffusé le 21 janvier 1983 par le Bureau international. A la session 1980 du CCEP, il a été signalé la possibilité, après le rapport initial, de la poursuite de l'étude sous la forme d'un examen de l'expérience acquise dans ce domaine par les pays développés.

Notre Administration appuie entièrement l'idée d'entamer la deuxième phase de cette étude dans le cadre du programme de travail pour la période 1984-1989. En effet, au cours des dernières années, un certain nombre de pays ont réalisé dans ce secteur des progrès considérables. D'autres pays, comme le nôtre, se livrent à de premières expériences et il serait utile d'échanger des informations sur un sujet dont l'importance ne cesse de croître à une époque où il faut augmenter la productivité et élargir la gamme des prestations de guichet.

#### *e) Portugal*

##### *Automatisation/mécanisation des opérations du service au guichet (pesées, calcul des taxes, opération d'affranchissement et de recouvrement)*

**Motifs.** — Cette proposition vise à étudier les possibilités d'une mécanisation et automatisation de certaines opérations effectuées dans les bureaux de poste, notamment de l'utilisation des systèmes informatisés.

#### *f) URSS*

##### *Mécanisation des opérations postales et de caisse aux guichets*

#### *14. L'étude du service "Express" des envois de la poste aux lettres et de l'avenir de ce service dans les Pays-membres de l'UPU*

Origine: Tchécoslovaquie

**Motifs.** — A l'heure actuelle, le service "Express" ne concerne que la livraison/distribution par exprès des envois postaux après leur arrivée au bureau de distribution.

Le délai du transport des envois du moment du dépôt jusqu'à la remise au destinataire est quand même influencé d'une manière fondamentale par les méthodes de dépôt, par le traitement après le dépôt, par les moyens ainsi que par l'organisation du transport, etc. Il arrive relativement fréquemment que la remise des envois par exprès ait perdu son sens initial souhaité par l'expéditeur quelquefois mal renseigné sur le principe de ce service.

Il serait souhaitable de connaître la situation actuelle et les positions des Administrations postales de l'Union sur ce sujet ainsi que leurs intentions concernant l'avenir de ce service. On peut prendre en considération sans doute les services nouveaux tels que Téléfax, Bureau fax, Courrier international accéléré, etc.

On pourrait éventuellement proposer, sur la base des résultats de l'étude, les modifications du service "Express" ou sa suppression.

### 15. Problèmes de magasinage, d'entreposage de colis avant et après les opérations de tri

Origine: Pologne (Rép. pop.)

**Motifs.** — Le tri mécanique de colis exige des moyens techniques pour niveler les différences qui existent entre l'afflux des colis vers le centre de tri et le rendement des installations de tri, et d'entreposage des colis déjà triés jusqu'au moment de leur expédition.

De nombreuses Administrations à technique postale bien avancée utilisent différents moyens techniques qui paraissent convenir le mieux à leurs conditions d'exploitation. Les Administrations, qui ne viennent que de s'engager sur la voie de la mécanisation du tri, rencontrent des difficultés concernant le choix des solutions optimales et, très souvent, retiennent les solutions déjà expérimentées.

Il est proposé de grouper, sous forme d'une brève étude, les expériences déjà acquises par les Administrations avancées dans la technique postale. L'étude devrait définir les principes fondamentaux de construction des moyens d'entreposage des colis avant et après le tri, les principes de leur choix en fonction des méthodes et des moyens d'alimentation et d'expédition des colis dans le centre de tri — en vrac, dans les sacs, dans les réceptacles, en chariots ou en transporteurs — les principes généraux pour déterminer leur capacité, surtout dans le cas des installations de stockage avant le tri. L'étude devrait également offrir la possibilité d'évaluer et de comparer approximativement le coût de différents moyens d'entreposage.

Nous sommes d'avis que l'étude ne devrait pas revêtir un caractère technique, traitée comme une base directe à l'intention des constructeurs d'équipements postaux; par contre, elle devrait constituer une base préparatoire pour les services postaux afin d'évaluer les possibilités et le choix des méthodes d'entreposage de colis aux centres mécanisés de tri, construits récemment ou modernisés, où un tel choix est d'habitude encore plus difficile à faire en raison de l'insuffisance des locaux.

Il est à penser qu'une telle étude présenterait de l'intérêt pour les Administrations qui jusqu'à présent n'ont aucune expérience en la matière et ont l'intention de développer chez elles la mécanisation postale. Elle serait également utile aux Administrations qui utilisent déjà les équipements d'entreposage. Dans ce deuxième cas, l'étude permettrait de mettre de l'ordre et de systématiser les informations et les expériences déjà acquises.

### 16. Etude sur le contenu, la présentation, la mise à jour, etc., du "Fichier de l'équipement postal"

Origine: CCEP

**Motifs.** — Lors de sa session de 1982, le Conseil consultatif des études postales a été saisi d'une proposition, faite par le Bureau international, suggérant au CCEP de se prononcer sur le Fichier de l'équipement postal, ceci dans le cadre de l'étude sur les publications de l'Union entreprise par le Conseil exécutif à la demande du Congrès de Rio de Janeiro (résolution C 50).

Après un échange de vues sur cette proposition, le CCEP 1982 a chargé le Bureau international d'effectuer une consultation des Administrations membres du CE et du CCEP sur l'utilité du Fichier de l'équipement postal. La consultation a démontré que:

- le Fichier de l'équipement postal est assez largement utilisé (64% des pays ayant répondu au questionnaire);
- la majorité des Administrations ayant participé à la consultation (56%) souhaitent le maintien de cette publication.

En même temps, lors de la consultation, un nombre appréciable d'Administrations ont formulé diverses propositions de modification concernant la présentation et la mise à jour du fichier.

Compte tenu de ces constatations, le CCEP 1983 a décidé:

- le maintien de la publication du Fichier de l'équipement postal;
- l'inscription au projet de programme de travail du CCEP 1984—1989 d'une étude sur le contenu, la présentation, la mise à jour, etc., du Fichier de l'équipement postal.

### 17. Le courrier accéléré international (suivi de ce qui se passe non seulement dans le domaine du courrier accéléré, mais également dans d'autres sphères telles que le courrier électronique)

Origine: Kuwait et Maroc

*Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

*a) Kuwait*

*Courrier "El Mumtaz" (courrier accéléré)*

**Motifs.** — Cette proposition vise à étudier ce nouveau service qui porte sur le monopole postal dans ce domaine, la revision de la réglementation et des lois qui régissent ledit service ainsi que les problèmes et les obstacles qui ont entravé son fonctionnement au cours de ces dernières années.

*b) Maroc*

*Le courrier accéléré international*

**Champ d'étude D: Poste internationale**

*18. Moyens de nature à améliorer la qualité de l'acheminement international*

Origine: France

**Motifs.** — Depuis une dizaine d'années, on a pu constater un peu partout une dégradation de la qualité de l'acheminement des envois postaux (irrégularité dans les délais, moins grande rapidité que par le passé, etc.). L'étude aurait pour but, à partir du constat de cette dégradation, de rechercher les points faibles de l'organisation qui en sont la cause et les moyens de nature à rétablir une meilleure qualité de service (diversification des acheminements de surface ou aériens et des tarifs correspondants, par exemple).

*Autres sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

*a) Nouvelle-Zélande*

*Etude sur le contrôle du service de la poste aérienne*

**Motifs.** — A l'heure actuelle, il n'existe pas de système permettant de contrôler de façon satisfaisante, opportune ou utile la qualité du transport du courrier aérien international. Il semble qu'un tel contrôle soit nécessaire eu égard aux problèmes qui se posent au cours du transport (transbordement non effectué comme prévu entre compagnies aériennes, Administrations intermédiaires n'exécutant pas les opérations de réacheminement demandées, etc.). Ces problèmes contribuent dans une mesure non négligeable à la dégradation des services et au mécontentement de la clientèle. En général, les Administrations d'origine ne sont informées de ces incidents que de façon fortuite (par exemple à la suite d'une réclamation d'un usager, d'une remarque d'ordre général de la part de l'Administration de destination ou d'une des compagnies aériennes participant au transport). Si cela débouche souvent sur une analyse en profondeur par les deux parties en cause du transport des dépêches aériennes permettant d'identifier toutes imperfections du système, les résultats parviennent toujours trop tard pour être d'une quelconque utilité pratique (à moins qu'il ne s'agisse d'un défaut constant) et, en tout état de cause, les données recueillies ne se rapportent qu'à un bref laps de temps.

Les compagnies aériennes exploitent un système informatisé très élaboré capable de fournir des données — actuelles ou du passé — sur les prises en charge/déplacements/transferts/arrivées de chaque expédition de marchandises. Aussi est-il jugé opportun d'étudier la faisabilité d'un système qui permettrait de lier le transport aérien à un tel système, ainsi que toutes autres solutions susceptibles de se présenter (par exemple, fourniture d'un exemplaire supplémentaire du bordereau AV 7 qui accompagnerait les dépêches et serait promptement retourné à l'Administration de destination).

Une gestion efficace du Service international de la poste aérienne (et, partant, la protection efficace des intérêts des usagers) tourne autour de l'existence de mesures de contrôle rationnelles pouvant être utilisées par les Administrations. Un contrôle permanent et efficace des délais de transmission est indispensable si l'on veut que les normes de qualité soient maintenues à un niveau optimal, les Administrations postales ne pouvant plus se permettre d'attendre que les fautes de service deviennent un problème pour que des mesures correctives soient prises. La partie "transport" représente pour le courrier aérien international un domaine d'exploitation inconnu et dans une grande mesure inexploré en fait de contrôle de la qualité.

*b) Pakistan*

*Contrôle de l'acheminement et la transmission, au plan international, des dépêches-avion dans le dessein de supprimer les goulots d'étranglement qui entraînent des retards de transmission excessifs*

**Motifs.** — Il est déconcertant qu'à l'heure actuelle les délais de transmission d'envois-avion d'un pays à un autre varient notablement. Par exemple, très fréquemment, la durée de transmission d'un pays A à un pays B diffère de celle qui est enregistrée dans l'autre sens. De même, pour une distance analogue parcourue en empruntant diverses routes aériennes, la transmission peut être sensiblement différente. Ces écarts importants sont le résultat de l'absence de directives, de normes et de conventions précises régissant et réglementant les heures et durées limites. A la suite du développement rapide du trafic aéropostal international, il est de plus en plus important de procéder à une étude et à une analyse complètes des éléments déterminant la durée de transmission des envois postaux et de mettre au point un système efficace de suppression des retards et des délais de rétention injustifiés aux différentes étapes de la transmission du courrier.

*c) Suède*

*Organisation du travail (Etude des modes opératoires) dans les services postaux*

*d) Suède*

*Organisation du travail (Etude des méthodes d'exploitation rationnelle)*

**Motifs.** — Un point pose un problème aux Administrations postales, celui du maintien d'une bonne qualité de service. En régime international, les Administrations postales reçoivent un nombre important de réclamations sur des lenteurs de transmission d'envois postaux. Il semblerait qu'au cours des dernières années les délais de traitement des envois se soient allongés. En tant qu'organe technique de l'UPU, le CCEP devrait être chargé de se pencher sur cette question.

A cet égard, nous voudrions signaler que même dans de nombreux pays où l'exécution du travail courant se fait dans de bonnes conditions, le service pourrait encore être plus efficace si les Administrations pouvaient bénéficier des idées et orientations nouvelles découlant de l'expérience acquise par d'autres pays. Nous songeons aux études comme l'étude B 3 "Organisation du travail (étude des modes opératoires) dans les services postaux" et l'étude B 4 "Organisation du travail (étude des méthodes d'exploitation rationnelle)". Une telle mise à jour de certaines études publiées pourrait contribuer à renforcer la fiabilité des services postaux. Dans la compétition avec d'autres moyens de communication, le travail postal de tous les jours est ce qui compte pour la grande majorité des Administrations postales.

*19. Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7*

Origine: Etats-Unis d'Amérique

**Motifs.** — L'étude vise à examiner la possibilité d'établir les bordereaux AV 7 à l'aide d'un ordinateur avant le départ de l'avion. En plus de l'établissement des bordereaux par ordinateur, il serait intéressant d'étudier les moyens de les transmettre rapidement, par exemple par télécopie, entre Administrations postales. Quoiqu'une étude de ce genre puisse conduire à devoir étudier d'autres problèmes, tels que celui de la validité légale d'un message fac-similé, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pense qu'elle serait utile pour de nombreux membres de l'UPU, maintenant et à l'avenir.

*20. Développement d'un/des système(s) pour l'enregistrement informatisé des envois recommandés et des colis postaux du service international*

Origine: Argentine, Grande-Bretagne et Japon

*Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

*a) Argentine*

*Impression du numéro de recommandation des correspondances devant être traitées par des systèmes automatiques informatisés*

**Motifs.** — Ce sujet se réfère essentiellement à un besoin concret, celui d'améliorer le traitement des envois inscrits. Le but est de pouvoir traiter les correspondances de ce type de la même façon que le courrier ordinaire, mais séparément de celui-ci, avec en outre la possibilité d'appliquer une même numérotation, codifiable, d'enregistrement.

*b) Grande-Bretagne*

*Le service international des colis postaux: le développement du système de recherche*

**Motifs.** — Un élément important restreint le développement du service international des colis postaux; il s'agit de l'absence d'un système efficace permettant de retrouver rapidement trace d'un colis. Les sociétés commerciales recourant au service postal pour l'exportation de leurs produits se plaignent fréquemment du fait qu'une fois un colis déposé il est pratiquement impossible de retrouver avec précision l'endroit où il se trouve et que, dans le cas où il y a eu retard de distribution pour une raison quelconque, il est difficile d'en déceler les raisons. Les exportateurs font valoir que les compagnies aériennes ou les affréteurs (qui sont en concurrence directe avec la poste) sont habituellement en mesure de fournir en quelques jours ce genre d'informations, alors que pour les services postaux cela peut prendre des mois.

Un système efficace de localisation des envois rendrait le service international des colis postaux plus attrayant pour la clientèle commerciale, d'où l'utilité d'une étude de cette question si l'on veut mettre au point un tel système.

*c) Japon*

*Etude de l'institution d'un système de codes à barres dans les services des recommandés et des colis postaux en régime international*

**Motifs.** — A l'heure actuelle, certaines Administrations envisagent de traiter automatiquement les recommandés au moyen d'un système de codes à barres. Dans le service intérieur, nous avons déjà institué un tel système qui établit automatiquement des listes spéciales, imprime des données comme le nombre d'envois, etc., et fournit rapidement des éléments d'information lors de réclamations provenant d'autres bureaux de poste ou de clients.

**Champ d'étude E: Articles d'argent (Services financiers postaux)**

*21. Les services financiers postaux et les nouveaux systèmes électroniques de paiement*

Origine: Belgique et Suède



## *Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

### *a) Belgique*

#### *Les services financiers postaux face au développement de l'argent électronique*

**Motifs.** — Pour définir la notion d'argent électronique, il convient de rappeler les formes traditionnelles de mouvement de fonds:

- la circulation fiduciaire, à savoir le transfert d'une personne à l'autre d'espèces sous forme de pièces de monnaie et de billets de banque;
- la circulation scripturale, à savoir le remplacement des espèces par une opération comptable entre comptes courants d'un ou de plusieurs organismes financiers. L'instrument de paiement est le chèque ou le virement; l'utilisation de ces documents entraîne une inscription au débit du compte de l'émetteur et une inscription au crédit du compte du bénéficiaire.

L'argent électronique quant à lui se distingue de ces formes traditionnelles de paiement par le fait que ne sont utilisés ni des espèces, ni des instruments de paiement en papier, mais uniquement des impulsions électriques émanant d'un donneur d'ordre qui au préalable s'est identifié.

En Belgique, trois systèmes de mouvement électronique de fonds ont vu le jour quasi en même temps:

- le système Bancontact qui comprend une vingtaine d'organismes financiers;
- le système Mister Cash qui a été créé par quelques autres organismes financiers;
- le système Postomat qui est une initiative de la Régie des postes belges.

Ces trois systèmes comptent ensemble environ 1 000 000 d'utilisateurs, ce qui démontre à souhait l'engouement de la clientèle pour ce mode de mouvement de fonds.

Les trois réseaux précités ont comme mission essentielle la délivrance d'argent liquide au guichet automatique en billets de banque de 1000 FB.

Toutefois, deux d'entre eux offrent d'autres services et assurent d'autres fonctions comme:

- le transfert d'informations (par exemple, demande de la situation du compte, commande de formules de virement ou de chèques);
- le transfert par guichet automatique (par exemple, transfert sur un carnet de dépôt à partir d'un compte à vue);
- le paiement par un terminal point de vente (par exemple, stations d'essence);
- le versement d'argent liquide, soit sur un compte à vue, soit sur un carnet de dépôt.

En Belgique, comme dans d'autres pays, l'argent électronique acquiert progressivement droit de cité, non seulement entre les organismes financiers mais aussi entre lesdits organismes et leurs clients.

Cette forme de mouvement de fonds est appelée à occuper une place de plus en plus grande dans les opérations financières.

### *b) Suède*

#### *Futurs systèmes de paiement*

**Motifs.** — Il semble que les diverses modalités de transfert de sommes d'argent entre le payeur et le bénéficiaire soient de la plus haute importance, car il s'agit de savoir ce que sera à l'avenir la concurrence entre les banques et les Administrations postales. L'émergence d'une société sans mouvement d'espèces est une des notions qui avait été prédite et il est important que les Administrations postales en connaissent le développement et les conséquences et puissent relever le défi qu'elle pose en fournissant par exemple des services de chèques et virements et des moyens électroniques de paiement donnant satisfaction à la clientèle.

Champ d'étude F: Personnel

## *22. Adaptation des Administrations postales aux nouveaux besoins sociaux du personnel*

Origine: Etats-Unis d'Amérique, Canada et Espagne

## *Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

### *a) Etats-Unis d'Amérique -*

#### *La gestion des ressources humaines*

**Motifs.** — L'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique emploie 670 000 personnes qui représentent un vaste potentiel d'idées et d'énergie dont dépend le succès de notre action future. Notre objectif est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour donner aux agents postaux des perspectives de carrière, des conditions de travail et des rémunérations comparables à celles qui existent en dehors de la poste.

### *b) Canada*

#### *La qualité de la vie au travail*

**Motifs.** — Le terme "Qualité de la vie au travail" se réfère, de façon concrète, à des programmes visant à augmenter l'efficacité d'une organisation par le biais d'une participation plus large de ses employés au processus de prise de décisions, ainsi que par une restructuration des tâches. Un nombre croissant d'entreprises en Amérique du Nord ont recours à cet outil, et cela s'applique certainement à d'autres régions.

Pour sa part, notre Administration a mis en oeuvre deux projets pilotes s'inspirant des principes du concept de "La qualité de la vie au travail". Le premier rejoint trente-cinq employés oeuvrant au sein du service de l'informatique au siège social à Ottawa; le deuxième touche quarante-deux employés d'un service administratif au sein d'un grand établissement postal de Toronto (Ontario). Les deux projets impliquent notamment des "Comités sur les lieux" (*on-site Committees*) réunissant des gestionnaires et des représentants syndicaux locaux, ainsi que des employés du service en cause. Les Comités ont pour but de se pencher sur des questions ayant un caractère d'intérêt commun. Par ailleurs, lorsque des questions doivent être soumises à un palier supérieur, le Comité visé élabore un plan commun définissant la suite à donner.

Les objectifs globaux des deux projets pilotes en question ont déjà été atteints. Ils étaient les suivants:

- augmenter l'efficacité du groupe visé;
- améliorer l'ambiance de travail en son sein;
- améliorer les relations patronales/syndicales.

Nous envisageons donc d'adopter cette approche sur une plus grande échelle.

Les constatations suivantes nous poussent à suggérer au CCEP de mener une étude axée sur "La qualité de la vie au travail":

- a) les principes de base de ce concept peuvent être adaptés à divers types d'organisations, qu'il s'agisse d'Entreprises d'Etat ou d'Administrations publiques, et qu'elles oeuvrent dans des pays industrialisés ou en voie de développement. A notre avis, aucune Administration postale ne peut échapper au besoin d'adopter des mesures en vue d'harmoniser les rapports humains en milieu de travail;
- b) à ce que nous sachions, aucune étude n'a encore été entreprise au sein du CCEP faisant état de cette importante question. Nous pensons donc qu'il serait utile de faire le point sur tous les aspects touchant à "La qualité de la vie au travail", à la lumière des expériences vécues dans les autres pays par les Administrations postales et d'autres organismes;
- c) le CCEP a, il est bien vrai, abordé des questions connexes à ce thème. Il s'agit notamment des études 4/306 "Problèmes de personnel et organisation du travail dans les établissements postaux", 461 "Structure d'un plan de développement des ressources humaines dans une Administration postale" et 460 "Rendement du personnel sous la théorie des stimulants et contributions". Néanmoins, la question même de "La qualité de la vie au travail" n'a pas encore été approfondie.

Compte tenu de ce qui précède, nous croyons que toute Administration postale pourrait retirer des bénéfices des conclusions d'une telle étude, qui seraient susceptibles de contribuer notamment:

- a) à définir l'état des travaux entrepris sur le sujet, ainsi que dans des domaines connexes, au sein des Administrations postales ou d'autres organismes;
- b) à diffuser les conclusions se dégageant des expériences acquises dans ce domaine;
- c) à faire connaître les initiatives que les Administrations postales envisagent de prendre à ce titre.

### *c) Espagne*

#### *L'action sociale des Administrations postales. Adaptation des Administrations aux nouveaux besoins sociaux du personnel*

**Motifs.** — L'évolution de la société industrielle a ouvert un vaste domaine de nouveaux besoins et exigences auxquels les Administrations sont appelées à faire face: —

C'est pourquoi, il serait souhaitable de conduire une étude qui permettrait d'apprécier les divers moyens et modalités pour répondre à ces besoins et exigences, ainsi que la politique des Administrations sur ce point.

### *23. Structures de l'information du personnel et communication dans les Administrations postales*

Origine: Argentine et Espagne

#### *Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

##### *a) Argentine*

#### *Etude sur la communication dans les Administrations postales*

**Motifs.** — L'idée générale à la base de ce dernier sujet est de poser le phénomène de la communication en tant qu'outil déterminant des relations humaines et comme conséquence de la formation et du maintien de groupes humains de travail. Comme cela est notoire, la majeure partie des journées de travail, singulièrement à partir de certains niveaux hiérarchiques, sont utilisées pour parler, donner et recevoir des informations, pour se réunir avec des collègues afin de discuter de plans, pour lire et écrire des rapports et des directives, de sorte que l'habileté dans l'exercice de la fonction de communication s'est désormais transformée en un élément indispensable à la bonne marche des Administrations.

L'objectif que cette étude se propose est d'aider les Administrations à:

- mettre en oeuvre une politique d'information du personnel;
- fixer les objectifs et les moyens d'application de cette politique;
- canaliser vers des publics divers (à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise) des informations idoines opportunes et actualisées sur l'Administration postale et sur tout changement de nature à avoir une incidence pour elle ou pour son personnel;
- disposer d'un programme qui assurerait, au minimum, la bonne utilisation des moyens (causeries et discussions), écrits (revues de l'Administration, circulaires, bulletins, etc.);
- connaître et évaluer la communication bidirectionnelle et ses résultats (moyens de rétroaction).

##### *b) Espagne*

#### *Les structures de l'information dans l'entreprise postale*

**Motifs.** — La Direction du service postal doit mettre en place et maintenir ouvertes les voies d'informations verticales et horizontales qui rendraient l'entreprise plus transparente et feraient connaître au personnel la politique générale et l'y intéresserait.

Sujets d'étude présentés par les Pays-membres de l'Union et le Bureau international et retenus par le CCEP dans le cadre d'un programme de travail de réserve

#### Champ d'étude A: Gestion

##### 1. *Publicité en faveur des prestations postales*

Origine: Tchécoslovaquie

**Motifs.** — L'étude pourrait avoir pour but l'analyse des tendances principales et les méthodes utilisées par les Administrations postales dans le domaine de la publicité en faveur des différents services postaux offerts au public, par exemple:

- les informations concernant la publicité en général;
- les actions spécifiques/l'indication des codes postaux sur les envois postaux, la popularisation des services nouveaux, etc.;
- les méthodes utilisées/publicité directe des PTT, publicité faite par l'intermédiaire des petites annonces dans la presse, TV, etc.

Les résultats de cette analyse pourraient contenir éventuellement les recommandations quant à la façon optimale ainsi que les voies les plus efficaces de l'activité dans ce domaine.

##### 2. *Services nouveaux offerts à la clientèle*

Origine: Etats-Unis d'Amérique, Maroc et Pologne (Rép. pop.)

*Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

###### a) *Etats-Unis d'Amérique*

**Motifs.** — Pour la poste de notre pays, il est hautement prioritaire d'accroître le chiffre d'affaires en développant les produits et services existants et en en créant de nouveaux. Cela exigera des efforts dans un grand nombre de domaines. Il nous faudra évoluer afin de pouvoir continuellement répondre aux exigences de la clientèle. Il nous faudra déterminer et mieux connaître les niveaux de services acceptables pour toutes les catégories de courrier. Il nous faudra également intensifier nos efforts pour obtenir et analyser les données sur les marchés et sur les usagers.

###### b) *Maroc*

*Les services nouveaux de la poste*

###### c) *Pologne (Rép. pop.)*

*Types, portée et formes des prestations offertes par la poste au profit de certaines institutions (sociétés d'assurances, caisses d'épargne, etc.)*

## Champ d'étude B: Organisation postale

### *3. Eléments à prendre en compte et méthodes à appliquer pour déterminer le niveau de qualité des services à fournir au public ainsi que la forme à donner à ces services*

Origine: Tchécoslovaquie

**Motifs.** — Il s'agit d'une étude permanente (310). Néanmoins, vu que c'est un sujet dont l'importance est toujours plus évidente et que les données qui ont été fournies dernièrement couvrent la période de 1965 à 1970 — ou à 1975 respectivement —, il semble que l'actualisation de ces données, les prévisions faites jusqu'en 1990 et l'approfondissement de l'étude en ce qui concerne les services nouveaux seraient d'une grande utilité pour les Administrations postales et représenteraient pour la plupart d'entre elles des informations intéressantes.

*Autre sujet proposé entrant dans le cadre de cette étude*

*Pologne (Rép. pop.)*

*Méthodologie de fixation des indices de qualité de travail des bureaux de poste*

### *4. Circuits de distribution — Détermination des paramètres — Fixation des charges de travail des agents distributeurs*

Origine: Portugal

**Motifs.** — L'étude a pour but l'amélioration de l'utilisation des agents distributeurs, sans préjudice de la "qualité de service".

### *5. Statistique des sacs postaux vides*

Origine: Bureau international

**Motifs.** — Les Administrations postales les plus vigilantes ne sont pas à l'abri des difficultés ou problèmes que posent la récupération des sacs vides, leur renvoi, leur dénombrement et les pertes qui en résultent. Certes, des textes de portée internationale existent à côté de pratiques isolées propres à chaque Administration. Cet arsenal est jugé insuffisant ou inadapté.

L'étude préconisée se donne pour but, d'une part, de compléter les informations recueillies dans le cadre de l'étude 303 effectuée par le CCEP (plaquette 100 de la Collection d'études postales) et, d'autre part, de faire un diagnostic des problèmes qui se posent, notamment dans les pays en développement, de recenser les solutions mises en oeuvre ou à proposer pour aider les Administrations postales à mettre de l'ordre dans ce qui peut être considéré comme un matériel de base de la poste.

## Champ d'étude C: Exploitation postale

### *6. Gestion informatisée du transport du courrier*

Origine: Hongrie (Rép. pop.) et URSS

*Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

*a) Hongrie (Rép. pop.)*

*Planification et gestion opérationnelle du transport dans les grandes villes par ordinateur*

**Motifs.** — L'étude de ce sujet est justifiée par le fait que l'organisation et la gestion opérationnelle du transport postal des grandes villes constituent presque partout des questions critiques par suite des difficultés ressenties dans la circulation, d'où la nécessité de prévoir l'utilisation d'ordinateurs dans ce domaine.

Les tâches liées au transport postal étant différentes, du point de vue des fonctions d'objectif, de celles du transport général, les systèmes informatiques élaborés pour l'organisation de ces dernières ne peuvent être directement utilisés par les Administrations postales. Pour toutes ces raisons, il serait souhaitable d'entamer une étude à ce sujet au sein du CCEP.

*b) URSS*

*Système automatisé de la gestion expéditive du transport du courrier postal et de la presse pour les grands réseaux postaux*

*7. Comptabilité entre les systèmes de détection des timbres-poste et les systèmes de lecture du code dans le tri automatique du courrier*

Origine: Argentine

**Motifs.** — Il est jugé nécessaire de conduire une étude visant à créer une comptabilité entre les divers systèmes utilisés pour la détection des timbres-poste (couleur, phosphorescence, fluorescence) et les systèmes de lecture du code sur les machines à trier automatiques, cela pour éviter les rejets dus à des interférences avec les timbres-poste qui restent dans le champ de lecture des machines en question.

On faciliterait ainsi la mécanisation du tri du courrier international d'entrée, avec un rendement opérationnel identique à celui qui est obtenu pour le courrier du service intérieur.

L'étude pourrait constituer une importante contribution à la fixation de normes internationales à observer par les fabricants du matériel nécessaire.

*8. Lecture optique au tri des correspondances*

Origine: Portugal

**Motifs.** — L'étude a pour but:

- 1° de diminuer l'élément humain dans le tri effectué aux grands centres d'acheminement des correspondances (lecture optique du code postal);
- 2° de diminuer l'élément humain dans le tri pour la distribution des correspondances destinées aux grands centres (lecture optique des données de distribution, avec la création implicite d'un code interne de distribution pour les grands centres).

L'ensemble des envois à trier devra être défini selon les paramètres suivants:

- adresses écrites seulement à la machine;
- probablement seuls les envois parvenant d'entreprises bien déterminées.

Le modèle de fonctionnement devra tenir compte des conditions suivantes:

- possibilité de lecture optique dans la machine à trier;
- souplesse de fonctionnement avec lecture optique simultanée ou non, avec indexation;
- tri au départ, acheminement réalisé à l'origine et distribution à destination.

*9. Méthodes, résultats et analyse financière de l'utilisation de sachets en polyéthylène pour enliasser les correspondances à leur sortie des machines à trier automatiques*

Origine: Argentine

**Motifs.** — La majorité des machines à trier de l'espèce comportent dans leur schéma un sous-système d'enliassage au moyen d'enveloppes en polyéthylène qui remplacerait l'enliassage avec ficelle et scellé.

Les avantages de cette méthode dépassent le cadre du tri automatique, étant donné qu'ils tendent à faciliter également la tâche de distribution finale du courrier. La qualité du service s'en trouve sensiblement améliorée, car, en supprimant l'enlissage, on évite les risques d'avarie des envois qui, étant sous enveloppe, sont à l'abri du contact de l'eau et de la poussière lors des dernières manipulations.

Aussi, serait-il particulièrement approprié d'adopter ce système dans toutes les salles de tri. Compte tenu des diverses possibilités offertes par les fabricants spécialisés dans ce genre d'articles, notamment:

- emballages préfabriqués et soudure autonome;
- machine à souder la matière plastique sortant d'une bobine;
- machine à souder avec déroulement de la matière plastique en double (deux bobines), etc.,

il y a lieu de conduire une étude dont les conclusions pourraient servir d'instrument de décision en vue de l'adoption, dans chaque cas, du système adéquat.

#### *10. Utilisation de récipients polyvalents pouvant être manutentionnés sur des chaînes automatiques et transportés d'un point à un autre avec ou sans possibilité de dispositifs d'acheminement*

Origine: Argentine

**Motifs.** — L'utilisation de récipients ou bacs pour le transport intérieur des correspondances entre la quasi-totalité des postes de tri automatique est devenue pratiquement universelle. En raison de leur usage intensif, ces récipients, généralement fabriqués en matière plastique synthétique, en viennent à constituer un produit fongible. Si l'on ajoute à cela qu'ils servent aussi de conteneurs pour les correspondances (déjà traitées) entre les divers centres postaux et l'intérieur des bureaux, ils doivent, à l'évidence, être utilisés en très grandes quantités. D'où la nécessité de réunir le plus grand nombre possible de données et de conclusions sur leur emploi, leur conception, leurs composants et leurs accessoires si l'on veut disposer d'un bon instrument de décision au moment où un choix doit être fait.

#### *11. Méthodes optimales de numérotage des boîtes postales particulières pour les besoins du tri mécanique et automatique*

Origine: Kuwait

#### *12. Formation postale*

Origine: Espagne

*Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude*

##### *a) Espagne*

*Analyse des tâches, fondement des moyens de formation au poste de travail*

**Motifs.** — L'étude susvisée prétend établir la base scientifique de l'analyse en vue de l'élaboration des manuels de formation. On considère en effet que la connaissance et la définition des conditions à remplir pour occuper les postes de travail postal en fait d'aptitudes, de connaissances et de capacités permettent de préparer, en matière d'instruction et de formation du personnel, des programmes adaptés aux tâches, ou aux groupes homogènes de tâches, déployées dans les services postaux, de formuler des plans de formation concrets et d'appliquer les méthodes didactiques les plus efficaces.

Par formation postale, on doit entendre formation professionnelle, autrement dit la formation en vue d'exercer un emploi dans les meilleures conditions possible. Pour cela, il y a lieu de connaître les contenus desdits postes, c'est-à-dire les tâches à exécuter. Celles-ci se décomposent en opérations qu'il faut connaître et mettre en ordre dans le temps; pour réaliser ces opérations, il faut que des moyens, des objectifs et des conditions physiques et mentales soient requis. La connaissance rigoureuse de tous ces éléments doit servir de fondement aux manuels d'enseignement utilisés pour la formation des fonctionnaires postaux.

## b) Espagne

*La formation commerciale des agents de l'exploitation postale*

**Motifs.** — La poste traditionnelle possédait un sens élevé de la notion du service à rendre à la collectivité qui s'alliait à un esprit de fonctionnaire renforcé par la sécurité de l'emploi. Une telle situation permettait aux agents d'adopter jusqu'à un certain point une attitude olympienne vis-à-vis de l'utilisateur. En général, on ignorait si les prestations répondaient aux besoins d'un public sociologiquement changeant.

L'activité commerciale de l'Administration a non seulement pour but de faire connaître nos services aux usagers, mais également de déceler ce que ces derniers attendent de la poste afin de pouvoir répondre à leurs besoins et à leurs désirs.

Toutefois, dans le cadre de cette nouvelle activité de la poste, un agent spécialisé, le promoteur commercial, ne suffit pas. Il faut aussi que toute l'entreprise postale adopte des attitudes conformes à la nouvelle mentalité, de telle façon que le public, dès son premier contact avec le service, perçoive que tous ceux qui font partie du monde postal sont disposés à répondre à ses besoins.

A cet effet, la direction postale doit en permanence utiliser des canaux d'information avec ses fonctionnaires et recourir à toutes les ressources dont elle dispose (octroi de stimulants, organisation de cours de formation commerciale, etc.) pour que ceux-ci puissent s'identifier à la nouvelle politique de l'entreprise.

Il s'agit fondamentalement d'un changement des attitudes et, à cette tâche, les psychologues, les sociologues et les spécialistes en matière d'information doivent collaborer avec la direction.

L'étude doit poser les questions ci-après et y répondre:

- comment rendre les agents d'exploitation de la poste conscients de l'importance de l'action commerciale?
- comment parvenir à ce que leurs attitudes correspondent à une telle politique?
- quels aspects de l'exploitation y a-t-il lieu de modifier pour qu'il y ait cohérence entre l'action commerciale et le fonctionnement des services?
- quels domaines doivent être réformés en priorité?
- dans quels secteurs le changement sera-t-il perçu le plus rapidement?
- quels indices indiqueront le rapport entre les mesures entreprises dans ce sens et la rentabilité de nos services?



Résolution C 32Journée mondiale de la poste

Le Congrès,

vu

le rôle joué par l'information dans l'effort entrepris pour convaincre les gouvernements et le public de l'importance de la poste,

tenant compte

- a) de la résolution C 11 du Congrès de Tokyo 1969 par laquelle il a été recommandé de célébrer le 9 octobre de chaque année (anniversaire de la création de l'Union) comme Journée de l'UPU;
- b) de la contribution que les Administrations postales des Pays-membres devraient apporter à la réalisation des activités d'information de l'Union en mettant à sa disposition leurs propres moyens d'information,

estimant

- a) que la dénomination "Journée de l'UPU" pourrait ne pas avoir l'impact voulu sur les autorités et le public visés par la campagne d'information en faveur de la poste;
- b) qu'une dénomination de cette Journée qui contiendrait le mot "poste" aurait un pouvoir de sensibilisation accru,

décide

- a) de changer la dénomination "Journée de l'UPU" en "Journée mondiale de la poste";
- b) de consacrer le 9 octobre de chaque année comme "Journée mondiale de la poste",

invite

les Pays-membres de l'Union à célébrer cette journée et à la mettre à profit (ainsi que la Semaine internationale de la lettre écrite dans laquelle se situe le 9 octobre), pour mieux faire connaître aux autorités et au public, d'une part, les buts poursuivis par l'Union postale universelle et son oeuvre et, d'autre part, le rôle primordial de la poste dans le processus de développement économique, social et culturel, ainsi que les divers services mis à la disposition du public par les Administrations postales,

charge

le Conseil exécutif de choisir chaque année, sur proposition du Directeur général du Bureau international, le thème de la Journée mondiale de la poste,

charge

le Bureau international de l'UPU:

- a) de communiquer aux Administrations postales des Pays-membres le thème choisi par le Conseil exécutif;

- b) de prendre les initiatives nécessaires en vue d'organiser cette Journée sur le plan mondial, en mettant notamment en relief le rôle de l'UPU;
- c) de coordonner les actions à mener par les Administrations postales à l'occasion de la célébration de la Journée en question.

Hamburg, le 28 juin 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Proposition 019, 14e séance plénière)

Résolution C 33

Publication d'un ou de plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art

Le Congrès,

considérant

l'influence de la poste dans la littérature mondiale, dans la poésie et les beaux-arts,

estimant

que cette influence peut être un facteur de promotion des services postaux dans la société actuelle ainsi qu'un moyen de mieux faire connaître au personnel l'image de la poste dans les arts et qu'en conséquence elle devrait être encouragée par les Administrations postales,

charge

le Conseil exécutif d'examiner la possibilité de faire éditer un ou plusieurs livres sur ce thème.

Hamburg, le 6 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Proposition 023, 15e séance plénière)

Résolution C 34Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux

Le Congrès,

conscient du fait

- que le service postal n'existe que pour servir sa clientèle,
- que le but principal de toute Administration postale est donc de fournir au client un service à la fois efficace et économique,

reconnaissant

la nécessité pour les Administrations postales de maintenir des contacts étroits avec les organismes qui représentent les intérêts des clients,

estimant

- qu'il existe plusieurs possibilités de dialogue entre les Administrations et les clients au niveau national, mais que de telles occasions sont très rares sur le plan international,
- que des contacts sur le plan international devraient profiter tant aux Administrations qu'aux organismes qui représentent la clientèle des services postaux,

*charge*

le Conseil exécutif d'étudier les possibilités juridiques et pratiques de contacts entre les organismes internationaux représentant les clients des services postaux et l'Union postale universelle, et sur la base du résultat de cette étude:

- de rechercher les meilleurs moyens d'établir de tels contacts,
- de désigner les organismes internationaux pouvant être considérés comme les plus représentatifs des intérêts des clients importants du service postal,
- de prendre contact avec ces organismes afin de constituer un forum où des discussions d'intérêt mutuel pour les deux parties puissent se tenir.

Hamburg, le 6 juillet 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN

(Proposition 020, 15e séance plénière)

Résolution C 35Réédition de certaines publications de l'Union

Le Congrès,

ayant adopté

un nouveau système de statistique du trafic international de la poste aux lettres, en vue du calcul des frais de transit et des frais terminaux,

étant donné

les expériences très positives résultant de l'utilisation de certaines publications que le Bureau international a éditées dans l'intérêt des Pays-membres de l'UPU,

conscient

de la nécessité de continuer à aider les Administrations postales à améliorer la gestion, l'organisation et le fonctionnement de leurs services postaux, en particulier pour qu'ils s'adaptent aux dispositions nouvelles des Actes de l'UPU,

charge

le Bureau international d'actualiser et de rééditer:

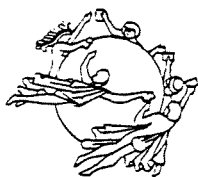
- le Guide opérationnel sur la préparation de la statistique et sur les formalités relatives aux comptes des frais de transit et des frais terminaux;
- le Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international et
- le Guide opérationnel du service international des colis postaux.

Hamburg, le 6 juillet 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN

(Proposition 04, 15e séance plénière)



Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes <sup>adoptées par le</sup> soumis au Congrès de Hamburg 1984

Résolution C 83

La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux

Le Congrès,

ayant pris connaissance  
des travaux décrits dans le Congrès - Doc 13 concernant la zone adresse de la  
formule-cadre pour les documents commerciaux,

estimant  
qu'il importe de veiller à ce que soient pris en considération, dans le projet  
de norme internationale en cours d'élaboration à ce sujet par l'Organisation  
internationale de normalisation (ISO), les impératifs de l'exploitation postale  
de l'ensemble des Pays-membres de l'Union,

conscient  
de la nécessité d'adapter la réglementation aux besoins des échanges, et aux  
préoccupations de la clientèle, une telle adaptation constituant un des moyens  
les plus sûrs d'assurer la promotion du trafic,

prenant note  
de la position adoptée par l'ISO qui, en vue de faciliter la solution des  
problèmes posés, a décidé de retarder d'une année la publication de la norme  
concernée,

charge

le Conseil consultatif des études postales:

- a) de poursuivre en priorité l'étude de la question, en relation avec l'ISO,  
en vue de mettre au point des solutions acceptables de part et d'autre;
- b) de communiquer aux Administrations postales, le cas échéant après consul-  
tation du Conseil exécutif s'il s'agit des questions relevant de la  
compétence de celui-ci, les dispositions qui auront fait l'objet d'un  
accord avec l'ISO en vue de l'application immédiate de ces dispositions;
- c) de soumettre au prochain Congrès un rapport sur ses travaux ainsi que les  
propositions éventuelles de modification des Actes découlant des dispo-  
sitions appliquées.

Hamburg, le 13 juillet 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN

(Proposition 013, 16e séance plénière)

Décision C 84

Mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984

Le Congrès

décide

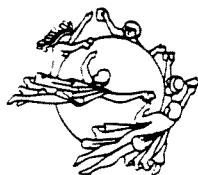
de fixer la date d'entrée en vigueur des Actes du XIXe Congrès au  
1er janvier 1986.

Hamburg, le 13 juillet 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN

(Congrès - Doc 94, 16e séance plénière)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 75/Add 3

Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes, <sup>adoptées par le</sup> ~~soumises au~~  
Congrès de Hamburg 1984

Résolution C 87

Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au  
Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Le Congrès,

vu

que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales sont  
chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, la continuité des travaux de  
l'UPU entre deux Congrès,

considérant

que la durée du mandat de ces organes correspond à la période qui sépare deux  
Congrès successifs,

constatant

qu'un délai sépare la clôture du Congrès et l'entrée en vigueur des Actes qu'il  
adopte,

tenant compte

du fait que chaque Congrès arrête une nouvelle composition et de nouvelles attri-  
butions pour le Conseil exécutif et pour le Conseil consultatif des études  
postales,

estimant

que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales doivent  
fonctionner sans aucun retard et se réunir avant la clôture du Congrès,

décide

de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives au Conseil exécutif  
et au Conseil consultatif des études postales.

Hamburg, le 24 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

(Proposition 033 - 18e séance plénière)

Décision C 88

Approbation du rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Le Congrès

approuve

le rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs) et

charge

le Conseil exécutif d'étudier les procédures relatives au dépôt des pouvoirs des délégués et leurs conséquences (article 3 du Règlement intérieur des Congrès).

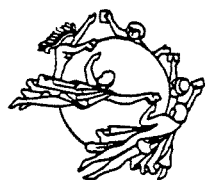
Hamburg, le 24 juillet 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN

(Congrès/C 1 - Rapp 1, 18e séance plénière)





Calendrier des séances du lundi 9 juillet au mercredi 18 juillet 1984

Lundi, 9 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 7 (Colis postaux)

15 h

Salle 1

Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Salle 2

Commission 9 (Coopération technique)

Mardi, 10 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et  
rémunération)

Salle 2

Commission 2 (Finances)

15 h

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 6 (Poste aérienne)

Mercredi, 11 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 7 (Colis postaux)

15 h

Salle 1

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et  
rémunération)

Salle 2

Commission 9 (Coopération technique)

Jeudi, 12 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Salle 2

Commission 2 (Finances)

2

15 h

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 6 (Poste aérienne)

Vendredi, 13 juillet

9 h 30

Salle 1

Séance plénière

15 h

Salle 1

Séance plénière

Lundi, 16 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Salle 2

Commission 2 (Finances)

15 h

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)

Mardi, 17 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)

Salle 2

Commission 2 (Finances)

15 h

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Mercredi, 18 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Réunion constitutive CCEP

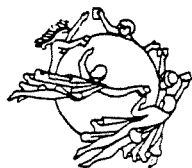
15 h

Salle 1

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)

Salle 2

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 78/Corr 1

Calendrier des séances du lundi 9 juillet au mercredi 18 juillet 1984

Lors de sa réunion de ce matin, 11 juillet 1984, le Bureau du Congrès a décidé d'apporter la modification suivante au calendrier des séances du jeudi 12 juillet 1984:

Jeudi, 12 juillet

9 h 30

Salle 1	Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)
Salle 2	Commission 9 (Coopération technique)

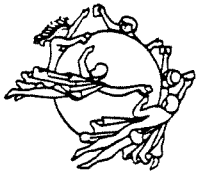
15 h

Salle 1	Commission 3 (Affaires générales)
Salle 2	Commission 6 (Poste aérienne)

Vendredi, 13 juillet, les deux séances plénières prévues restent fixées à 9 h 30 et 15 h dans la salle 1.

Quant au calendrier du lundi 16 juillet au mercredi 18 juillet, il subira quelques modifications qui seront communiquées en temps utile.

Le Secrétariat du  
Bureau du Congrès



Calendrier des séances du mardi 17 juillet et du mercredi 18 juillet 1984  
=====

Le calendrier des séances des 17 et 18 juillet 1984 a été fixé comme suit, sous réserve de légères modifications éventuelles qui pourraient être envisagées pour le mercredi 18 juillet selon l'évolution des travaux et qui seraient communiquées ultérieurement:

Mardi, 17 juillet

9 h 30

Salle 1            Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)  
Salle 2            Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

15 h

Salle 1            Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)  
Salle 2            Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Mercredi, 18 juillet

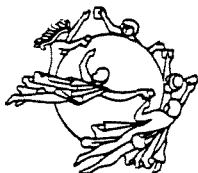
9 h 30

Salle 1            Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)  
Salle 2            Commission 7 (Colis postaux), puis Commission 6 (Poste aérienne)

15 h

Bureau 4.19      Commission 10 (Rédaction)  
Salle 2            Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Le Secrétariat du  
Bureau du Congrès



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 81/Rev 1

Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes soumises au  
Congrès de Hamburg 1984

Note du Secrétariat de la Commission 10

La Commission 10 soumet à l'approbation du Congrès les projets de résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes, adoptées par les différentes Commissions.

Les textes de ces résolutions et décisions ont été mis au point par la Commission de rédaction.

Hamburg, le 5 juillet 1984

Résolution C 10Examen des Arrangements concernant les services financiers (y compris l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques)

Le Congrès,

prenant acte

des résultats de l'étude effectuée par le Conseil exécutif conformément à la résolution C 12 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 concernant les moyens propres à introduire les services financiers postaux, notamment le service des mandats de poste, dans tous les pays de l'Union,

constatant

que certaines Administrations préfèrent, pour des raisons de flexibilité, assurer les services sur la base d'accords bilatéraux plutôt que d'adhérer aux Arrangements de l'UPU,

soucieux

d'encourager le plus grand nombre possible d'Administrations à exécuter les services financiers viables sur la base des Arrangements en question,

conscient

que les dispositions des Arrangements ne tiennent pas toujours compte de l'évolution des différents services sur la plan pratique et des besoins du public,

notant par ailleurs

que les Arrangements concernant les recouvrements, le service international de l'épargne et les abonnements aux journaux et écrits périodiques ne sont exécutés que par un nombre très limité d'Administrations et que certaines dispositions d'autres Arrangements concernant les services financiers postaux (telles celles relatives au service des bons postaux de voyage) ne sont plus d'actualité,

charge

le Conseil exécutif:

1° de procéder à:

- a) une étude sur l'utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- b) une revision quant au fond des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;

2° de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent.

(Proposition 6000.3, Commission 8, 2e séance)

Résolution C 11

Introduction par l'UPU et le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) de l'indication de service télégraphique "POSTFIN" pour les télégrammes des services financiers

Le Congrès,

ayant adopté  
la proposition 7518.3 concernant l'introduction par l'UPU et le CCITT de l'indication de service télégraphique "POSTFIN" pour les virements télégraphiques,

supposant que  
le CCITT de l'UIT prendra des mesures analogues lors de sa réunion d'octobre 1984,

*décide*

d'incorporer cette modification dans les Actes définitifs du Congrès de Hamburg sous réserve que l'UIT en fasse autant lors de sa prochaine réunion,

*recommande*

aux Administrations postales de libeller les télégrammes-virements comme il est indiqué dans la proposition 7518.3 dès la mise en application de la réglementation révisée du CCITT si celle-ci intervient à une date autre que celle fixée pour l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Hamburg,

*charge*

la CE de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposent si le CCITT de l'UIT prend une décision différente de l'UPU,

*charge*

le Bureau international d'assurer la coordination nécessaire avec le Secrétariat du CCITT afin d'informer les Administrations postales dans les meilleurs délais de l'adoption définitive de ces textes et de la date de leur mise à exécution par le CCITT.

(Proposition 7500.3, Commission 8, 2e séance)

Résolution C 12

Introduction par l'UPU et le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) de l'indication de service télégraphique "POSTFIN" pour les télégrammes des services financiers

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 6530.4 et 6543.3 concernant l'introduction par l'UPU et le CCITT de l'indication de service télégraphique "POSTFIN" pour les mandats télégraphiques,

supposant que

le CCITT de l'UIT prendra des mesures analogues lors de sa réunion d'octobre 1984,

*décide*

d'incorporer cette modification dans les Actes définitifs du Congrès de Hamburg sous réserve que l'UIT en fasse autant lors de sa prochaine réunion,

*recommande*

aux Administrations postales de libeller les mandats télégraphiques comme il est indiqué dans les propositions 6530.4 et 6543.3 dès la mise en application de la réglementation révisée du CCITT si celle-ci intervient à une date autre que celle fixée pour l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Hamburg,

*charge*

le CE de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposent si le CCITT de l'UIT prend une décision différente de l'UPU,

*charge*

le Bureau international d'assurer la coordination nécessaire avec le Secrétariat du CCITT afin d'informer les Administrations postales dans les meilleurs délais de l'adoption définitive de ces textes et de la date de leur mise à exécution par le CCITT.

(Proposition 6500.2, Commission 8, 2e séance)



### Recommandation C 13

#### Développement des services financiers postaux, en particulier du service des mandats de poste internationaux

Le Congrès,

se référant

à la résolution C 12 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui charge le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à définir les moyens propres à introduire ou à développer les services financiers postaux, en particulier le service des mandats de poste, dans tous les pays de l'Union,

tenant compte

des résultats de l'étude effectuée à ce sujet,

considérant

que les raisons qui empêchent les Administrations d'introduire ou de développer les services financiers postaux sont dues pour la plupart à des difficultés d'ordre juridique, économique ou institutionnel propres à chaque pays,

constatant

qu'un grand nombre d'Administrations sont parvenues à surmonter ces difficultés en adaptant leurs services aux exigences des autorités juridiques ou financières,

persuadé

que les Administrations éprouvant encore des difficultés du même genre pour instaurer les services financiers peuvent s'inspirer de méthodes et d'initiatives similaires,

conscient

que le développement des services financiers postaux peut apporter une contribution importante au développement économique des pays,

*recommande*

- 1° aux Administrations qui n'ont pas encore introduit des services financiers postaux sur le plan international de faire les démarches nécessaires auprès des autorités nationales compétentes en vue de les convaincre de la nécessité et de l'utilité de permettre le transfert des fonds par l'intermédiaire de la poste,
- 2° aux Administrations exécutant le service des mandats de poste sur le plan national seulement d'accepter de payer les mandats de poste émis dans d'autres pays aux bénéficiaires se trouvant dans leur pays,
- 3° à toutes les Administrations de prendre les mesures appropriées pour promouvoir le service des mandats de poste sur le plan international par tous les moyens disponibles en améliorant la qualité de ces prestations et en accélérant le règlement des comptes interadministrations.

(Proposition 6000.1, Commission 8, 2e séance)

Résolution C 14Principe et méthode de calcul des frais du transport aérien intérieur

Le Congrès,

ayant connaissance

de l'étude effectuée par le Conseil exécutif à la suite des résolutions C 31 et C 39 adoptées au Congrès de Rio de Janeiro 1979,

notant

que d'après les résultats de ladite étude les pays consultés étaient en principe favorables, dans leur majorité, à la suppression du droit de percevoir des frais de transport aérien intérieur,

considérant

que les arguments avancés en faveur des résolutions C 31 et C 39 demeurent valables,

tenant compte du fait

que, dans certaines Administrations, le coût du transport aérien s'est, au cours des dernières années, sensiblement rapproché de celui du transport de surface,

charge

le Conseil exécutif:

- a) de poursuivre l'étude de la question des frais de transport aérien intérieur afin de déterminer si le maintien du droit de percevoir ces frais est toujours justifié;
- b) s'il estime qu'un tel maintien se justifie, d'étudier à nouveau les méthodes de calcul à appliquer, dans le but d'instituer un système permettant à l'Administration de destination de couvrir les coûts réels afférents à ce transport, et à l'Administration d'origine de vérifier efficacement les bases de calcul des frais réclamés.

(Proposition 4000.8, Commission 6, 2e séance)

## Résolution C 15

### Spécimens scientifiques de matières dangereuses

Le Congrès,

considérant

- a) que l'article 36 de la Convention interdit l'entrée dans le service postal international de toutes les substances dangereuses ou potentiellement dangereuses (autres que les matières biologiques périssables et les matières radioactives);
- b) que la réglementation actuelle ne fait pas de distinction entre les expéditions en grandes quantités et les expéditions en petites quantités de ces substances;
- c) que les matières biologiques périssables (y compris les agents étiologiques) et les matières radioactives sont actuellement admises dans les dépêches internationales, aux termes des dispositions de l'article 21 de la Convention, sans effets néfastes sur la santé et la sécurité publiques,

reconnaissant

que les récentes améliorations apportées aux méthodes d'emballage et d'expédition ont établi les bases d'une transmission, dans des conditions de sécurité, de spécimens de matières dangereuses,

tenant compte

de l'adoption prévue d'une réglementation technique de l'Organisation de l'aviation civile internationale qui permettra l'expédition en très petite quantité de certains types de substances dangereuses dans des conditions rigoureusement contrôlées,

étant donné

que les besoins scientifiques et commerciaux légitimes des organismes de recherche, des institutions publiques et des entreprises commerciales montrent la nécessité de modifier la Convention de façon à permettre l'entrée, dans les dépêches internationales, d'envois contenant une "petite quantité" de matières dangereuses,

### charge

le Conseil exécutif:

- d'étudier la possibilité de permettre l'expédition d'envois contenant une "petite quantité" de certaines matières dangereuses;
- de formuler le cas échéant en matière de préparation des envois (emballage, étiquetage, etc.) et de transport les prescriptions qui devraient être appliquées pour l'expédition de tels objets;
- de faire auprès des représentants de l'Organisation de l'aviation civile internationale les démarches nécessaires pour obtenir des informations sur ses projets de modification de sa réglementation concernant les matières dangereuses;

- de diffuser ses conclusions à tous les Pays-membres après achèvement de son étude; et
- de formuler le cas échéant des propositions visant à modifier les Actes de l'Union conformément aux conclusions de son étude.

(Propositions 2000.1 et 2000.16, Commission 6, 3e séance)

#### Voeu C 16

#### Expédition par la poste des substances infectieuses

Le Congrès,

estimant

que les mesures élaborées conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Association internationale du transport aérien (IATA), telles qu'elles figurent à l'article 119 du Règlement d'exécution de la Convention et dans la recommandation C 68 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, permettent l'échange sans risque, entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus, des envois contenant des substances infectieuses,

vu

que la voie postale est particulièrement indiquée pour la transmission de telles substances (rapidité, étendue du réseau postal et prix peu élevé par rapport à celui des autres modes de transport),

constatant cependant

que le nombre d'Administrations postales qui participent au transport des substances infectieuses est très restreint,

étant donné

que l'OMS a fait savoir que l'échange international des spécimens diagnostiques est de ce fait entravé,

persuadé

que, pour des raisons humanitaires, la poste a la mission de participer au transport des substances infectieuses, d'après les normes fixées d'entente avec l'OMS et l'IATA,

*exprime le voeu*

que les Administrations postales qui ne participent pas encore à l'échange des substances infectieuses examinent la possibilité de le faire et qu'elles répondent favorablement à toute demande dans ce sens émanant des autorités de santé publique de leur pays.

(Proposition 2000.12, Commission 6, 3e séance)

## Résolution C 17

### Application anticipée des dispositions concernant le marquage extérieur des envois contenant des matières radioactives

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 2521.1 concernant le marquage extérieur par l'expéditeur des envois contenant des matières radioactives,

étant donné

que le Règlement révisé de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour le transport sans danger des matières radioactives comportera des dispositions identiques,

considérant

que le Règlement révisé de l'AIEA peut être publié avant l'entrée en vigueur de ses propres Actes, vraisemblablement en octobre 1984,

estimant indispensable

que les nouvelles dispositions en matière de marquage extérieur des envois contenant des matières radioactives soient appliquées simultanément par les deux organisations,

*recommande*

aux Administrations postales qui participent à l'échange des matières radioactives de prendre les mesures qui s'imposent pour que les nouvelles dispositions soient appliquées dès la mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA,

*charge*

le Bureau international d'informer les Administrations dans les meilleurs délais de la date précise de mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA.

(Proposition 2000.13, Commission 6, 3e séance)

## Résolution C 18

### Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du Congrès — Doc 16 qui résume les travaux réalisés en exécution de la résolution C 73 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 en rapport avec l'utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier,

exprimant sa satisfaction

pour les progrès réalisés depuis le Congrès de Rio de Janeiro notamment en ce qui concerne l'introduction et le développement des services du type "priorité réduite" (courrier de surface transporté par voie aérienne),

entérinant

l'orientation adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro à l'égard de la maximalisation, à savoir qu'il appartient à chaque Administration (ou groupe d'Administrations dans le cas d'un programme régional) de décider de la

meilleure utilisation de la voie aérienne pour le transport du courrier, compte tenu de ses circonstances particulières (situation géographique, capacité des avions en partance, configuration de son trafic postal, besoins des usagers, élément "coût", etc.),

estimant

que les documents déjà publiés sur la maximalisation, notamment les "Définitions et principes pour l'exécution des services tendant à la maximalisation", constituent une bonne base pour la mise sur pied de tels systèmes,

*charge*

le Conseil exécutif:

- 1° de continuer d'obtenir des Administrations ayant institué un service tendant à la maximalisation des données sur leurs expériences en vue de la diffusion de ces données à l'ensemble des Administrations;
- 2° d'actualiser, d'entente avec l'Association du transport aérien international (IATA), s'il y a lieu, les "Définitions et principes pour l'exécution des services tendant à la maximalisation";
- 3° de prendre, le cas échéant, en collaboration avec l'IATA, toute autre mesure qui pourrait s'avérer utile pour faciliter l'utilisation accrue de la voie aérienne pour le transport du courrier;
- 4° de soumettre au prochain Congrès un rapport sur les mesures prises et sur les recommandations à formuler concernant l'orientation future à donner à la maximalisation.

(Proposition 4000.5, Commission 6, 3e séance)

#### Résolution C 19

#### Application anticipée des dispositions concernant le marquage extérieur des colis contenant des matières radioactives

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 5505.1 concernant le marquage extérieur par l'expéditeur des colis contenant des matières radioactives,

étant donné

que le Règlement révisé de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour le transport sans danger des matières radioactives comportera des dispositions identiques,

considérant

que le Règlement révisé de l'AIEA peut être publié avant l'entrée en vigueur de ses propres Actes, vraisemblablement en octobre 1984,

estimant indispensable

que les nouvelles dispositions en matière de marquage extérieur des envois contenant des matières radioactives soient appliquées simultanément par les deux organisations,

*recommande*

aux Administrations postales qui participent à l'échange des matières radioactives de prendre les mesures qui s'imposent pour que les nouvelles dispositions soient appliquées dès la mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA,

*charge*

le Bureau international d'informer les Administrations dans les meilleurs délais de la date précise de la mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA.

(Proposition 5000.4, Commission 6, 3e séance)

Recommandation C 20Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

notant

que l'utilisation d'emballages vendus par les Administrations postales va en se développant,

constatant toutefois

que les utilisateurs de tels emballages ont tendance à négliger l'emballage intérieur,

invite

les Administrations postales à informer les usagers ayant recours aux emballages vendus par les services postaux, de la nécessité:

- d'une part, d'utiliser, en outre, un emballage intérieur approprié;
- d'autre part, de veiller à une fermeture convenable de l'emballage extérieur;

afin que le traitement et le transport des envois concernés puissent être assurés dans de bonnes conditions.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3e séance)

Décision C 21Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 5000.5 relative aux emballages utilisés pour le transport des envois postaux,

constatant toutefois

que lesdits emballages ne sont pas normalisés,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Administrations postales.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3e séance)

Résolution C 22Revision des quotes-parts territoriales et maritimes

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude découlant de la recommandation C 25 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

étant donné

- que les taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ont été établis de manière que les quotes-parts permettent aux Administrations de couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée tout en veillant à ce que le service des colis postaux reste compétitif;
- que les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes ont été fixées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la "méthode comparative poste aux lettres - colis postaux" décrite dans le Congrès - Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452);
- que les quotes-parts maritimes ont été établies comme celles du Congrès de Rio de Janeiro, compte tenu d'une majoration de 10 % - et non pas d'un abattement de 10 % comme c'était le cas pour les quotes-parts de Tokyo - par rapport aux frais de transit maritime en raison du fait qu'à poids égal une dépêche de colis postaux occupe, selon les constatations faites, un volume d'environ 50 % supérieur à celui d'une dépêche de la poste aux lettres,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 46 de l'Arrangement concernant les colis postaux;
- 2° de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 47 et 49 dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres;
- 3° de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

(Proposition 5000.3, Commission 7, 5e séance)



## Recommandation C 23

### Assistance technique en matière de règlements internationaux

Le Congrès,

considérant

la résolution C 45 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 chargeant le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur l'élaboration de moyens efficaces susceptibles d'accélérer le paiement des comptes pour les diverses prestations postales du régime international, de présenter les résultats de cette étude au Congrès et de saisir celui-ci d'une proposition dans ce sens,

constatant

qu'il existe effectivement certaines Administrations postales pour lesquelles des retards dans les règlements ont été observés, ceux-ci paraissant en partie imputables à une méconnaissance de la réglementation et à une inadaptation des services chargés des règlements internationaux,

estimant

qu'une assistance technique dans ce domaine peut apporter des améliorations très sensibles,

notant

que des initiatives ont déjà été prises par l'UPU pour aider les Administrations qui le souhaitent à améliorer l'organisation et le fonctionnement de leurs services des règlements internationaux, mais qu'il est nécessaire d'accroître cette assistance par la mise en oeuvre d'une action spécifique dans le domaine considéré,

### recommande

1° aux Administrations postales qui en ressentiraient la nécessité:

- a) de prendre l'exacte mesure des déficiences qui peuvent exister au sein de leurs services des règlements internationaux;
- b) de prendre en compte, dans les projets de coopération soumis aux organismes internationaux, les besoins de formation dont la satisfaction pourrait améliorer leurs services des règlements;
- c) de demander aux Administrations postales disposant de services des règlements expérimentés, dans le cadre de l'aide bilatérale, toutes informations et aides techniques susceptibles d'améliorer l'organisation du service, la connaissance et la mise en oeuvre de la réglementation concernant les règlements internationaux;

2° à toutes les Administrations postales qui le peuvent de communiquer en temps utile au Bureau international le nom de fonctionnaires qualifiés disponibles pour des missions d'experts et de consultants et également d'accueillir favorablement toute demande d'aide bilatérale dans le domaine concerné,

### charge

le Bureau international:

1° de poursuivre les efforts déjà entrepris, d'élaborer et de mettre en oeuvre une action spécifique d'assistance technique sous forme de missions de

consultants, d'actions de formation et de diffusion de documentation dans le domaine des règlements internationaux, grâce aux ressources existantes ou à de nouvelles ressources;

- 2° de programmer dès 1985 une action prioritaire d'information sur les problèmes des règlements internationaux après avoir réalisé une enquête destinée à identifier les besoins en la matière et les possibilités des Administrations à apporter leur concours à cette action;
- 3° d'intervenir auprès de certains pays techniquement avancés en la matière afin d'obtenir un concours accru de leur part en faveur des pays qui solliciteraient un appui technique en ce qui concerne l'organisation des services des règlements internationaux;
- 4° de faciliter les contacts entre Administrations en vue de l'aide bilatérale et, à cet effet, de recueillir et de diffuser dans le domaine des règlements internationaux toutes les informations concernant les Administrations en mesure d'apporter une aide technique.

(Proposition 3500.1, Commission 9, 1re séance)

#### Décision C 24

#### Caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules MP 1bis et MP 12bis, déposés auprès du Bureau international

Le Congrès,

considérant

que l'article 104, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste prévoit le dépôt au Bureau international des caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules des mandats MP 1bis et MP 12bis,

soucieux

que ces formules soient établies et utilisées de façon aussi uniforme que possible pour permettre un traitement mécanisé et automatisé par les pays émetteurs et destinataires,

*charge*

l'Administration de Suède, en tant que pays auteur des propositions concernant l'introduction des nouvelles formules MP 1bis et MP 12bis, de déposer au Bureau international les caractéristiques et renseignements précités,

*prie*

les pays participant à l'émission de ces formules de désigner entre eux un porte-parole qui sera autorisé à déposer au Bureau international toute modification aux caractéristiques et renseignements ainsi déposés,

*autorise*

le Bureau international à communiquer ces caractéristiques et renseignements aux Administrations qui lui en font demande,

*charge*

le Conseil exécutif de suivre l'évolution du service des mandats de poste et de proposer au prochain Congrès, à la lumière des expériences acquises, toute modification utile à la procédure susvisée.

(Proposition 6500.1, Commission 8, 3e séance)

## Résolution C 25

### Service du courrier accéléré international (CAI)

Le Congrès,

conscient

- 1° de la nécessité de développer et de promouvoir d'extrême urgence les services de courrier accéléré exploités par les Administrations postales;
- 2° du nombre toujours plus important d'Administrations postales assurant ce service tant dans le cadre national qu'international;
- 3° des avantages résultant de l'exécution de ce service et de son renforcement face à la concurrence exercée par certaines entreprises spécialisées dans le transport et la remise de documents et de la petite messagerie;
- 4° de la nécessité d'un maximum de souplesse et d'esprit d'innovation pour exécuter cette tâche;
- 5° de l'importance d'une définition des principes de base devant régir ce service,

notant avec satisfaction:

- 1° le désir de nombreux pays de traiter ces questions et d'en tenir compte dans le cadre de l'UPU;
- 2° le fait que le Conseil exécutif a élaboré un accord type contenu dans le "Guide à l'usage des pays désirant participer à un service CAI"; et
- 3° le fait que le CCEP a inclus ce sujet dans son programme de travail pour 1984-1989,

tenant compte

des travaux déjà réalisés sur le CAI lors des différentes conférences et notamment de la Conférence de Washington en septembre 1983,

### charge

le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre de toute urgence les actions nécessaires au développement technique, économique et pratique de ce service en vue de son application rapide par le plus grand nombre possible d'Administrations postales;
- b) de mettre l'accent sur les progrès en ce domaine dans le rapport qu'il présente à chaque session du CE, afin que ce dernier puisse suivre de près le développement du service CAI;
- c) de recommander, le cas échéant, aux Administrations postales des actions communes visant à introduire ou développer le service afin de contrecarrer les effets de la concurrence exercée au niveau international par les entreprises privées;
- d) de présenter éventuellement au prochain Congrès des propositions visant à inclure dans les Actes de l'Union les principes de base du courrier accéléré international.

(Proposition 2000.19, Commission 4, 2e séance)

Résolution C 26Monopole postal

Le Congrès,

vu

les résultats de l'étude découlant de la résolution C 78 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 par laquelle le CCEP a été chargé d'étudier la situation du monopole postal dans les pays de l'Union ainsi que les moyens de lutte contre la concurrence en matière de transport de documents par les entreprises privées,

considérant

que le service postal est basé notamment sur l'efficacité et la fiabilité des services rendus, d'une part, et sur les possibilités financières des Administrations postales, d'autre part,

soulignant

que la poste, en tant que service universel, est tenue d'offrir d'une façon égale à tous les usagers la possibilité de communiquer dans les mêmes conditions en acquittant notamment le même tarif postal quelle que soit la zone d'habitation, urbaine ou rurale,

persuadé

que cette mission de service public ne serait pas prise en compte par un ensemble de réseaux privés dont l'exploitation, fondée essentiellement sur la rentabilité, privilégierait les flux importants de trafic,

considérant

les efforts et les investissements très importants consentis par les Pays-membres de l'Union pour entretenir, améliorer et développer une infrastructure postale desservant tous les citoyens et, partant, encourager le développement économique, social et culturel,

conscient

qu'il n'appartient pas à l'UPU d'élaborer une législation protectrice en ce domaine, le monopole postal n'ayant pas une définition commune à tous les pays et étant essentiellement une question juridique de compétence nationale;

considérant cependant

les graves conséquences qui découleraient, pour les services postaux et en fin de compte pour les réseaux nationaux et internationaux de communications postales, de l'abandon du monopole postal ou de son affaiblissement,

*appelle*

les gouvernements des Pays-membres de l'Union:

- a) à maintenir le monopole postal afin que tous leurs citoyens aient un égal accès à un service postal universel;
- b) à définir clairement les envois qui entrent dans le cadre du monopole postal; et
- c) le cas échéant, à charger les autorités douanières et d'autres autorités nationales d'aider les autorités postales à faire respecter le monopole postal.

(Proposition 2000.8, Commission 4, 2e séance)

## Recommandation C 27

### Choix des sujets de timbres-poste

Le Congrès,

ayant pris connaissance

des délibérations du Conseil exécutif au sujet de l'émission par certaines Administrations de timbres-poste considérés comme offensants par d'autres Administrations,

se référant

à l'article 9 de la Convention postale universelle selon lequel "seules les Administrations postales émettent les timbres-poste destinés à l'affranchissement",

rappelant

le vœu C 14 du Congrès d'Ottawa 1957 et les recommandations C 85 et C 93 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, relatifs au choix des sujets des timbres-poste,

considérant

l'affirmation solennelle de la raison d'être de l'Union et des buts qu'elle poursuit, énoncés dans le Préambule et l'article premier de la Constitution ainsi que dans l'article premier de la Convention,

conscient

de la nécessité pour les Administrations postales d'éviter toute initiative de nature à perturber l'exécution du service postal international,

considérant

les résolutions des Nations Unies relatives à la compréhension entre les hommes et à l'instauration d'une paix durable dans le monde,

*recommande*

aux Administrations postales, lors du choix des sujets de leurs émissions de timbres-poste:

- de tout mettre en oeuvre pour éviter des thèmes ou des dessins ayant un caractère offensant pour une personnalité ou un pays;
- de choisir des sujets susceptibles de contribuer à la diffusion de la culture, au resserrement des liens d'amitié entre les peuples, à l'instauration et au maintien de la paix dans le monde.

(Proposition 2000.14, Commission 4, 2e séance)

## Décision C 28

### Dispositions concernant l'émission et le paiement des postchèques

Le Congrès,

charge

le Conseil exécutif d'inclure les propositions d'ordre rédactionnel 7041.1 R, 7043.1 R, 7552.1 R, 7553.1 R, 7554.1 R dans l'étude portant sur la revision des Arrangements concernant les services financiers postaux (décision C 10).

(Propositions 7041.1 R, 7043.1 R, 7552.1 R, 7553.1 R, 7554.1 R, Commission 10, 7e séance)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 81/Rev 1/Add 1

Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes soumises au  
Congrès de Hamburg 1984

Recommandation C 36

Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau  
international

Le Congrès,

ayant pris acte  
du résultat de l'étude entreprise au sujet des arriérés de contribution en exécution de la résolution C 89 du Congrès  
de Rio de Janeiro 1979,

tenant compte  
de ce que certains Pays-membres rencontrent de sérieuses difficultés à régler leurs arriérés de contribution envers  
l'UPU par les moyens habituels,

vu  
le rôle d'office de compensation conféré au Bureau international pour la liquidation des comptes de toute nature  
(Règlement général, article 113, paragraphe 5; Règlement de la Convention, article 101, paragraphe 3),

vu  
l'établissement par le Bureau international du Décompte général annuel des  
frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface,

*invite instamment*

les Pays-membres qui éprouvent des difficultés majeures à régler leurs arriérés de contribution envers l'Union  
postale universelle à recourir au système de compensation du Bureau international utilisé pour les frais de transit  
et les frais terminaux par voie de surface, en cédant à l'Union le solde créditeur auquel ils auraient droit d'après  
le Décompte général établi à ce sujet par le Bureau international,

*prie*

les Pays-membres tiers qui sont inscrits comme débiteurs des Pays-membres en question dans le Décompte  
général des frais de transit et des frais terminaux à consentir à une telle procédure de compensation et à verser  
dans les meilleurs délais les sommes convenues au Bureau international.

(Proposition 09, Commission 3, 7e séance)

Résolution C 37Financement des activités d'assistance technique de l'UPU

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'assistance technique de l'UPU,

rappelant

le principe suivant lequel le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU,

préoccupé

par les conséquences pour la poste, dans les pays en développement, des difficultés financières persistantes du PNUD,

relevant

avec satisfaction les efforts consentis par cet organisme, malgré sa situation financière, pour la réalisation des projets d'assistance technique dans le secteur postal,

notant

l'insuffisance des ressources complémentaires dont dispose l'UPU pour couvrir des besoins non satisfaits au titre du PNUD, malgré les efforts de certains pays,

*décide*

- 1° d'appeler de façon encore plus insistante l'attention du PNUD sur la nécessité d'améliorer les possibilités de financement des activités menées par l'UPU sur une base nationale ou multinationale en faveur du développement postal;
- 2° de lancer un pressant appel aux pays en vue de l'accroissement sensible des ressources complémentaires nécessaires pour l'assistance technique;
- 3° d'augmenter de 40 pour cent les crédits budgétaires affectés à l'assistance technique, en vue de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979,

*recommande*

- 1° à tous les pays:
  - a) de participer sur une base pluriannuelle à l'alimentation du Fonds spécial UPU par des contributions volontaires dont le montant devrait représenter un pourcentage significatif de leur contribution aux dépenses de l'Union ou du budget de leur Administration postale;
  - b) de continuer à prendre en principe à leur charge le salaire des consultants qu'ils fournissent à l'UPU pendant la durée de missions de ceux-ci;
- 2° aux pays développés ou riches en particulier:
  - a) de fournir des efforts supplémentaires pour accorder, sur le plan bilatéral ou multilatéral, une assistance technique en nature ou des moyens de financement répondant aux besoins prioritaires signalés par l'UPU;
  - b) d'entreprendre des démarches auprès des autorités gouvernementales respectives en vue d'augmenter les crédits alloués pour la coopération technique, afin de mettre à la disposition de leurs Administrations des fonds pour aider les services postaux des pays en développement soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU;
- 3° aux pays en développement:
  - a) d'intensifier leurs actions d'information publique en vue de sensibiliser les autorités nationales et le public à l'importance des services postaux et d'insister auprès des autorités nationales afin qu'une priorité suffisante soit accordée au développement postal lors de la répartition des ressources nationales et de l'aide extérieure;

- b) de prendre à leur charge, quand ils le peuvent, certaines dépenses afférentes à l'assistance technique fournie par l'UPU (frais de voyage ou de séjour des consultants ou des boursiers);
- c) d'accueillir des cours, des cycles d'étude ou des stages individuels organisés par l'UPU et de fournir suivant leurs possibilités les apports en nature aptes à faciliter l'exécution des activités de formation dont il s'agit,

*charge*

le Directeur général du Bureau international:

- 1° de multiplier ses interventions auprès des autorités nationales et des autorités du PNUD pour faciliter l'aboutissement des demandes présentées par les Administrations postales;
- 2° de soutenir les actions d'information publique entreprises à cet effet par les Administrations des pays en développement;
- 3° de poursuivre ses efforts avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes en vue de la recherche de moyens de financement complémentaires, notamment auprès des pays développés ou riches, de la Banque mondiale et des institutions financières sous-régionales et régionales;
- 4° de prendre, avec l'accord du CE et suivant des modalités économiques, des mesures permettant d'assurer une présence accrue de l'UPU sur le terrain.

(Proposition 016, Commission 9, 4e séance)

Résolution C 38

Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique

Le Congrès,

vu

les rapports présentés par le Conseil exécutif sur l'assistance technique au sein de l'UPU (Congrès – Doc 18.1),

soulignant

l'urgence pour les pays en développement d'entreprendre ou d'intensifier des efforts propres à améliorer la situation de leurs services postaux souvent gravement affectés par les effets de la crise mondiale,

conscient

de la nécessité pour l'UPU de continuer à fournir à ces pays une aide complémentaire et d'intensifier ses actions d'assistance technique dans des domaines prioritaires en faveur, en tout premier lieu, des pays qui en ont le plus besoin et qui sont disposés à en tirer pleinement parti,

soucieux,

d'assurer à cette assistance technique une efficacité aussi grande que possible grâce notamment à des mesures spéciales arrêtées en accord avec les pays bénéficiaires,

convaincu

de l'opportunité d'insérer l'aide de l'UPU dans le cadre général de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et dans le cadre particulier de plans ou de programmes nationaux ou régionaux,



*décide*

- 1° d'établir comme suit les groupes de pays bénéficiaires:
  - les pays les moins avancés: première priorité;
  - les pays défavorisés au sens de l'ONU mais non classés dans la catégorie des pays les moins avancés: deuxième priorité;
  - les autres pays en développement: troisième priorité;
- 2° de reconnaître comme prioritaires les actions visant à:
  - rationaliser la gestion;
  - améliorer la qualité du service;
  - former et spécialiser des cadres moyens et supérieurs;
  - instaurer de façon générale des services financiers postaux;
  - développer des activités d'information publique,

*charge*

le Conseil exécutif:

- 1° d'intensifier dans la mesure du possible les actions de l'assistance technique de l'UPU sur la base des priorités ainsi définies en ce qui concerne les pays bénéficiaires et les actions à entreprendre;
- 2° de programmer les actions d'assistance technique de l'UPU et de les intégrer dans des programmes de développement cohérents élaborés et mis en oeuvre par les Administrations bénéficiaires;
- 3° d'appliquer les principes d'action suivants:
  - inciter les pays bénéficiaires à conjuguer et à coordonner l'ensemble des efforts d'origine interne et externe visant au développement de leurs services;
  - élaborer pour les pays les moins avancés un programme spécial dont pourraient bénéficier dans certains cas d'autres pays défavorisés;
  - promouvoir la coopération entre pays en développement en entreprenant des actions dans ce sens et en appuyant les efforts correspondants des pays;
  - prendre des mesures visant à accroître la présence de l'UPU sur le terrain en vue d'améliorer l'efficacité des actions menées et d'appuyer les interventions du Bureau international et des Administrations auprès des autorités locales et des Représentants Résidents, avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes;
  - dans ce cadre, assurer une décentralisation aussi poussée que possible des activités d'assistance technique de l'UPU, qui devrait permettre une plus large participation des pays bénéficiaires;
  - systématiser les actions d'évaluation et de suivi destinées à assurer la bonne exécution des actions programmées et la consolidation des résultats obtenus;
  - renforcer les relations entre les activités d'assistance technique et les études du CCEP dont les résultats devraient être utilisés de façon plus poussée;
  - resserrer en matière d'assistance technique ses relations avec les Unions restreintes sur la base de la résolution CE 6 adoptée par le Conseil exécutif à sa session de 1983 et sur la base des principes et des procédures appliquées par le PNUD;
  - développer ses relations avec les Commissions économiques de l'ONU tout en veillant au respect des responsabilités constitutionnelles de l'UPU en matière de développement postal,

*charge*

le Directeur général du Bureau international de poursuivre ses efforts en vue de développer les activités d'assistance technique, dans le cadre des priorités et des principes arrêtés par le Congrès et suivant les directives données par le Conseil exécutif, en les intégrant aussi largement que possible dans le cadre du PNUD.

(Proposition 030, Commission 9, 4e séance)

## Résolution C 39

### Choix de la classe de contribution

Le Congrès,

vu

la modification apportée à l'article 125, § 1, du Règlement général,

estimant

qu'il est opportun de permettre aux Pays-membres concernés et rangés actuellement dans la classe à une unité de contribution d'opter pour la classe à une demi-unité dans le cadre du régime financier issu du Congrès de Hambourg,

### décide

d'autoriser ceux de ces pays qui en éprouvent la nécessité à choisir cette classe à la condition de notifier ce choix au Bureau international avant le 31 décembre 1984.

(Proposition 032, Commission 3, 7e séance)

## Voeu C 40

### Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)

Le Congrès,

vu

les résultats de l'étude entreprise par le Conseil exécutif en concertation avec le Conseil de coopération douanière (CCD), résultats qui sont résumés dans le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979-1984 (Congrès - Doc 1), d'une part, et la résolution C 49 autorisant le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de la poursuite de l'étude des problèmes communs, d'autre part,

constatant

- que, le Comité de contact CCD/UPU et le Conseil exécutif ont considéré nécessaire, entre autres choses, de mieux faire connaître l'existence de l'Annexe F.4 à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention dite de Kyoto) dont l'application permettrait de faciliter le traitement douanier des envois postaux, et
- que, par cette annexe, le CCD, une fois de plus, a voulu contribuer à faciliter l'écoulement du trafic postal,

notant

que l'Annexe F.4 à la Convention de Kyoto n'a été ratifiée que par 11 pays sur les 95 membres du Conseil de coopération douanière,

tenant compte

de la suggestion du Comité de contact CCD/UPU,

émet le voeu

que les Administrations postales interviennent auprès des autorités chargées des questions douanières dans leur pays, afin que lesdites autorités effectuent les démarches en vue d'accélérer la ratification de l'Annexe F.4 à la Convention de Kyoto.

(Proposition 2000.11, Commission 4, 5e séance)

#### Décision C 41

##### Principes et méthode pour le calcul des barèmes des frais de transit

Le Congrès,

considérant

les principes établis par la Commission technique du transit (CTT) et entérinés par le Congrès de Bruxelles 1952 pour régir la détermination des frais de transit, à savoir:

- 1° institution d'un taux unique pour les deux catégories LC et AO étant donné que, du point de vue de la rétribution du transit, le courrier postal est considéré comme une marchandise sui generis sans égard à sa composition LC et AO;
- 2° fixation de la rétribution du transit sur la base du prix de revient du courrier en transit;
- 3° décomposition du prix de revient en deux éléments: les "frais de transport" et les "frais postaux",

conscient

des changements intervenus dans le trafic maritime au cours des dernières décennies, ainsi que de l'évolution permanente de nombreuses marchandises pouvant être assimilées au courrier,

tenant compte

des résultats de l'étude du Conseil exécutif découlant de la résolution C 28 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

*décide*

- 1° que l'élément "frais de transport" du prix de revient du transit est déterminé sur la base de la moyenne mondiale pondérée des prix effectivement payés pour le transport du courrier, en appliquant à la longueur médiane de chaque échelon des barèmes le prix moyen mondial pondéré correspondant à cette longueur médiane; cette moyenne mondiale pondérée est calculée selon la méthode mathématique dite "des moindres carrés";
- 2° que l'élément "frais postaux" du prix de revient du transit est calculé sur la base de la moyenne arithmétique pondérée des frais postaux encourus par les Administrations du chef des opérations purement postales effectuées pour le courrier en transit;

- 3° que les éléments entrant en considération pour les composantes "frais de transit" et "frais postaux" sont fournis par les Administrations de transit. Ces éléments sont les suivants:

*a) Frais de transport*

**Transit territorial**

- Parcours territoriaux les plus importants, au point de vue du volume du transit postal, utilisés pour le transport des dépêches en transit avec indication de la distance en kilomètres pour chaque parcours.
- Poids annuel, pour chaque parcours, du courrier soumis aux frais de transit territorial.
- Prix effectivement payés pour le transport en grande vitesse de 1000 kg de courrier postal (prix pour les expéditions partielles et par wagons ou camions complets de 5000 kg, 10 000 kg et plus de 10 000 kg) sur chacun des parcours considérés.

**Transit maritime**

- Parcours maritimes les plus importants, au point de vue du volume du transit postal, utilisés pour le transport des dépêches en transit avec indication de la distance en milles marins pour chaque parcours.
- Poids annuel, pour chaque parcours, du courrier soumis aux frais de transit maritime.
- Prix effectivement payés sur chaque parcours considéré pour le transport du courrier; ce prix est à indiquer en fonction de l'unité de base du tarif maritime utilisée: par 1000 kg, par tonne anglaise (2240 lbs), par m<sup>3</sup>, par shipping ton (40 pieds cubes), etc., avec indication, si l'unité de base est le volume, du poids moyen de courrier postal compris dans cette unité, de façon à pouvoir déterminer le prix de transport de 1000 kg.

*b) Frais postaux*

- Dépenses pour les frais généraux d'ordre administratif, c'est-à-dire celles occasionnées globalement à l'Administration de transit (personnel, locaux, matériel, etc.) par les opérations afférentes au transit territorial et maritime;

ainsi que:

- pour le transit territorial, les dépenses accessoires par tonne de courrier en transit nécessitées par les opérations d'échange et de contrôle, de chargement et de transbordement aux gares d'embranchement et de sortie, etc.;
- pour le transit maritime, les dépenses accessoires par tonne de courrier en transit supportées par l'Administration de transit et nécessitées par la prise en charge, l'embarquement et le débarquement du courrier empruntant la voie maritime,

charge

le Conseil exécutif d'actualiser, à une date aussi rapprochée que possible de chaque Congrès et selon la méthode indiquée ci-dessus, les barèmes des frais de transit à fixer dans la Convention.

(Proposition 3000.1, Commission 5, 4e séance)

Résolution C 42Etude sur les frais terminaux

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du Congrès - Doc 10 concernant les travaux effectués par le Conseil exécutif sur les frais terminaux,

tenant compte

des opinions exprimées à ce sujet à la Commission 5 (Convention - Tarification et rémunération) et des décisions prises,

constatant

qu'il convient de tenir compte dans la mesure du possible:

- a) des coûts de traitement du courrier international notamment en ce qui concerne le déséquilibre des échanges entre les Administrations d'origine et de destination;
- b) des conséquences de l'utilisation du DTS comme unité de compte intermédiaire pour les règlements;
- c) d'autres facteurs utiles dans la recherche de la formule la plus juste possible,

charge

le Conseil exécutif:

- de continuer à examiner la question des frais terminaux en vue de trouver une solution équitable aux problèmes résultant des déséquilibres de trafic entre les Administrations d'origine et de destination;
- de présenter au prochain Congrès, si nécessaire, ses recommandations concernant les adaptations à apporter aux taux de frais terminaux actuels, y compris les propositions de modification des Actes qui s'imposent.

(Proposition 3000.7, Commission 4, 5e séance)

Recommandation C 43Correspondances-avion en transit à découvert: nombre de tarifs moyens par groupe de pays de destination

Le Congrès,

ayant pris connaissance

de l'étude effectuée par le Conseil exécutif en application de la résolution C 33 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 y compris le résultat de la consultation des Administrations réalisée par lettre-circulaire No 3410.12(C)975 du 15 août 1980,

constatant

que la majorité des Administrations participant à cette consultation sont d'avis que la réduction du nombre de tarifs moyens par groupe de pays de destination prévus à l'article 80, paragraphe 1, de la Convention de Rio de Janeiro (et ne pouvant dépasser 10) est de nature à simplifier le décompte des frais de transport aérien et les opérations d'expédition relatives aux correspondances-avion en transit à découvert,

notant

que certaines Administrations intermédiaires ont déjà réduit le nombre de tarifs moyens,

*recommande*

aux Administrations intermédiaires qui ne l'ont pas encore fait d'examiner la possibilité de diminuer le nombre de tarifs par groupe de pays de destination à l'occasion de la prochaine édition de la Liste générale des services aéropostaux (Liste AV 1).

(Proposition 4000.2, Commission 6, 5e séance)

#### Recommandation C 44

#### Accélération du courrier aérien en transit à découvert

Le Congrès,

rappelant

la recommandation C 70 et le vœu C 71 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

considérant

que l'acheminement du courrier aérien à découvert subit des retards excessifs qui peuvent être évités si les pays de transit donnent une description fidèle de leurs moyens d'acheminement,

tenant compte

de ce que les échanges à découvert constituent un pourcentage important du trafic postal aérien et qu'ils sont pour de nombreux pays en développement le seul moyen d'expédier du courrier-avion vers la plupart des destinations,

*recommande*

- 1° que les Administrations de transit n'assurent le réacheminement du courrier à découvert que si elles confectionnent des dépêches closes directes pour les pays de destination;
- 2° que les Administrations postales s'efforcent de réduire à un minimum le nombre des transmissions à découvert;
- 3° que l'annonce de ces facilités de transit dans la Liste générale des services aéropostaux (Liste AV 1) soit réaliste et corresponde aux départs des moyens de transport existants.

(Proposition 4000.4, Commission 6, 5e séance)

Résolution C 45

Taux de base du transport aérien du courrier

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du Congrès — Doc 17 concernant les travaux effectués par le Conseil exécutif sur le taux de base du transport aérien du courrier,

constatant

que les études comparatives réalisées en rapport avec les tarifs et les recettes d'exploitation du fret aérien ont fourni des points de repère très utiles,

*charge*

le Conseil exécutif:

- de continuer à suivre avec l'OACI et l'IATA sur un plan général la question du taux de base de transport aérien du courrier en appelant son attention sur le rapport entre les tarifs du fret aérien effectivement payés et la rémunération du transport aérien du courrier;
- de présenter au prochain Congrès, le cas échéant, ses recommandations concernant les adaptations à apporter au taux de base actuel, y compris les propositions de modification des Actes qui s'imposent.

(Proposition 4000.6, Commission 6, 5e séance)

Décision C 46

Non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes

Le Congrès,

décide

de confier au Conseil exécutif l'étude des propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1.

(Propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1, Commission 3, 6e séance)

Décision C 47Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle

Le Congrès,

vu

l'article 108, § 1, du Règlement général,

élit

- au poste de Directeur général du Bureau international M. Adwaldo Cardoso Botto de Barros (Brésil);
- au poste de Vice-Directeur général du Bureau international M. Félix Cicéron (France).

La présente décision prend effet au 1er janvier 1985.

(Congrès - Doc 24 et 68/Rev, 15e séance plénière, Congrès/C 10 - PV 11)

Recommandation C 48Acceptation des avis de non-livraison

Le Congrès,

considérant

l'intérêt primordial pour un expéditeur d'être informé le plus rapidement possible de la non-livraison de son colis au destinataire,

estimant

que les Administrations doivent tout mettre en oeuvre pour assurer la livraison des colis qui leur sont confiés en vue d'éviter le renvoi à l'expéditeur,

tenant compte

des frais engendrés par le renvoi des colis à l'expéditeur,

recommande

aux Administrations de l'Union d'accepter les avis de non-livraison.

(Proposition 5000.2, Commission 7, 7e séance)



Résolution C 49

Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/  
Union postale universelle)

Le Congrès,

vu

le résultat positif des travaux effectués par le Comité de contact CCD/UPU,

estimant

que les efforts visant à accélérer et à simplifier le traitement douanier des envois postaux doivent être poursuivis,

tenant compte

des questions dont l'étude ultérieure a d'ores et déjà été suggérée,

considérant

que la collaboration qui s'est instaurée depuis 1965 entre l'UPU et le CCD sert les intérêts bien compris de chacune des deux organisations,

*autorise*

le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs.

(Proposition 2000.10, Commission 4, 5e séance)

Résolution C 50

Revision des frais de transit

Le Congrès,

ayant adopté

les nouveaux barèmes de frais de transit proposés par le Conseil exécutif en conclusion de l'étude découlant de la résolution C 28 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

conscient

de l'évolution continue des éléments servant de base au calcul de ces barèmes (prix du transport, frais postaux et poids du courrier en transit),

*charge*

le Conseil exécutif:

- 1° de recalculer, à une date aussi rapprochée que possible du prochain Congrès et selon la méthode employée pour leur établissement, les barèmes de frais de transit fixés à l'article 61 de la Convention;
- 2° de réexaminer la méthodologie en vigueur, en particulier en ce qui concerne les échelons de distances pour les adapter aux réalités des parcours territoriaux et maritimes qu'empruntent les dépêches en transit;
- 3° de rechercher les moyens d'éliminer les distorsions contenues dans les données entrant en ligne de compte pour les calcul des barèmes.

(Proposition 3061.2/Rev 1, Commission 5, 4e séance)

Résolution C 51Caractéristiques techniques des formules des postchèques et de la carte de garantie postchèque déposées auprès du Bureau international

Le Congrès,

considérant

que les articles 149, paragraphe 2, et 150 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux prévoient le dépôt au Bureau international des caractéristiques techniques des formules des postchèques (VP 14) et de la carte de garantie postchèque (VP 15),

soucieux

que ces deux documents soient établis de façon aussi uniforme que possible tout en reconnaissant qu'ils doivent comporter certains éléments propres à l'Administration d'émission, tels que le sigle de l'Administration en question,

*fait sienne*

la décision CE 5/1981 du Conseil exécutif d'adopter, à titre provisoire, les caractéristiques techniques des formules des postchèques et de la carte de garantie postchèque telles qu'elles sont utilisées par certaines Administrations européennes et déposées au Bureau international en 1980 au sens des dispositions précitées,

*prie*

les pays participant à l'émission des postchèques et de la carte de garantie postchèque de désigner un porte-parole qui sera autorisé à déposer au Bureau international toute modification aux caractéristiques techniques précitées,

*autorise*

le Bureau international à communiquer ces caractéristiques aux Administrations qui lui en font la demande,

*charge*

le Conseil exécutif de suivre l'évolution du service des postchèques et de proposer au prochain Congrès, à la lumière des expériences acquises, toute modification utile à la procédure susvisée.

(Proposition 7500.2, Commission 8, 4e séance)

Résolution C 52Contre-valeur en DTS des montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU

Le Congrès,

vu

l'évolution monétaire internationale,

considérant

que les Droits de tirage spéciaux sont déjà largement utilisés par la plupart des Administrations postales,

vu

la nécessité de prévoir des dispositions unifiées concernant l'utilisation de cette unité de compte du Fonds monétaire international (FMI),

*décide*

que les montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU seront désormais complétés par leur contre-valeur en DTS calculée conformément au taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 fr-or, suivant les modalités prévues dans la circulaire du Bureau international 219 du 1er septembre 1980.

(Proposition 05/Rev 1, Commission 3, 5e séance)

### Résolution C 53

#### Durée du Congrès

Le Congrès,

considérant

que la durée moyenne de six semaines des derniers Congrès représente, pour des hauts fonctionnaires, beaucoup de temps passé en dehors de leur Administration, en particulier lorsqu'à cela s'ajoute, pour nombre d'entre eux, le temps nécessaire pour venir de pays éloignés,

considérant

la charge financière importante qu'une conférence d'une telle longueur impose non seulement au pays hôte mais aussi à chaque délégation et, en fait, à l'ensemble de l'Union,

tenant compte

de l'étude conduite par le Conseil exécutif sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès,

reconnaissant

les gains de temps qui résulteront de certaines des modifications et procédures déjà adoptées à la suite des recommandations découlant de l'étude susvisée,

*charge*

le Conseil exécutif d'examiner d'urgence de quelle façon le Congrès de 1989 pourrait être organisé pour que sa durée soit ramenée à cinq semaines au plus, en prenant en considération:

- a) l'expérience acquise par l'Administration de la Rép. féd. d'Allemagne en tant qu'hôte du Congrès de Hamburg;
- b) la nécessité pour le pays hôte du Congrès de 1989 de connaître les recommandations du Conseil exécutif suffisamment à l'avance pour que toutes les dispositions d'ordre pratiques soient prises.

(Proposition 08, Commission 3, 5e séance)

## Résolution C 54

### Modification de la présentation de la Liste des objets interdits

Le Congrès,

considérant

l'importance primordiale des renseignements contenus dans la Liste des objets interdits, notamment en matière de colis postaux,

considérant

qu'une modification de la présentation de ce document serait de nature à faciliter dans une large mesure la tâche des services d'exécution chargés de renseigner les usagers,

*charge*

le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à modifier la présentation de la Liste des objets interdits afin d'en rendre plus aisée la consultation.

(Proposition 2000.3, Commission 3, 4e séance)

## Voeu C 55

### Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes

Le Congrès,

ayant constaté

- que le transport illicite de stupéfiants et de matières psychotropes se fait de plus en plus par la voie postale;
- que, lors d'opérations effectuées sur réquisition de la douane, la présence d'envois contenant des stupéfiants et des matières psychotropes a été décelée dans des dépêches closes grâce à la mise en oeuvre de nouvelles techniques (chiens appartenant à la douane, rayons X, etc.),

vu

l'article premier de la Constitution de l'Union et l'article premier de la Convention postale universelle qui consacrent la liberté de transit pour les envois postaux acheminés en transit par dépêches closes ou à découvert comme l'un des principes essentiels et fondamentaux de l'Union postale universelle,

vu

l'article 36 de la Convention postale universelle traitant des interdictions,

considérant

- que les Administrations postales sont conscientes de l'importance à accorder à la lutte contre le trafic de stupéfiants et de matières psychotropes;
- que les Administrations postales se doivent d'agir dans le cadre des dispositions prévues dans les Actes de l'Union postale universelle et dans leur législation nationale,

*invite*

les Administrations postales à:

- 1° — coopérer à la lutte contre le trafic des stupéfiants et des matières psychotropes chaque fois qu'elles en sont légalement requises par leurs autorités nationales chargées de cette lutte;
- s'attacher au respect des principes fondamentaux de la poste internationale et notamment à la liberté de transit (article premier de la Constitution et de la Convention);
- 2° prendre toutes dispositions avec les autorités compétentes de leur pays afin qu'il ne soit pas procédé à l'ouverture des sacs de dépêches en transit dont elles soupçonnent qu'ils renferment des envois contenant des stupéfiants, mais à en aviser:
  - a) par les voies les plus rapides, à la demande de leurs autorités douanières, l'Administration de destination afin que les sacs litigieux soient facilement repérés à l'arrivée;
  - b) par bulletin de vérification, l'Administration d'origine de la dépêche.

(Proposition 2500.4, Commission 4, 4e séance)

## Résolution C 56

### Etude concernant la réglementation postale internationale

Le Congrès,

constatant

le développement de nouveaux services offerts par un nombre croissant d'Administrations postales, en plus des services prévus et réglementés par les Actes de l'Union,

conscient

qu'après le nécessaire stade expérimental, une harmonisation des procédures de fonctionnement de chaque nouveau service devient indispensable,

considérant

que ces nouveaux services, plus encore que les services postaux traditionnels, doivent pouvoir s'adapter très rapidement aux besoins changeants de la clientèle,

estimant

que cette évolution, gage de la vitalité de la poste, ne doit pas être entravée par une codification rigide des règles de fonctionnement des services,

considérant d'autre part

la lourde tâche que représente la mise à jour des Actes de l'Union, dont seul le Congrès a actuellement le pouvoir, et les délais importants qui en résultent pour la moindre modification,

estimant

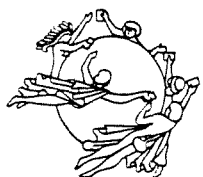
que les difficultés rencontrées jusqu'à présent pour remédier à cette situation peuvent trouver leur source dans la conception des Actes techniques de l'Union tels qu'ils sont actuellement rédigés,

*charge*

le Conseil exécutif d'étudier une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, notamment celle qui doit être élaborée pour la mise en oeuvre des nouveaux services, afin:

- de faciliter son application souple par les Administrations postales,
- de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, en particulier lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux,
- d'éviter le recours systématique au Congrès pour cette modification.

(Propositions 031, 1022.2, 1502.10 et 1529.92, Commission 3, 5e séance)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 81/Rev 1/Add 1/Corr 1

Modification apportée à la résolution C 54

A la dernière ligne, lire: (Proposition 2000.3, Commission 4, 4e séance).



Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes,  
soumises au Congrès de Hamburg 1984

Résolution C 57

Approbation des comptes de l'Union des années 1979 à 1983

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès - Doc 4);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès - Doc 103),

approuve

les comptes de l'Union postale universelle des années 1979 à 1983.

(Congrès - Doc 4/Annexe 6, Commission 2, 1re séance)

Résolution C 58

Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès - Doc 4),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

*exprime*

- 1° sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il apporte à l'Union dans le domaine des finances en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 2° l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.

(Congrès - Doc 4/Annexe 5, Commission 2, 1re séance)

20.7.84

Décision C 59

Tarification des envois mixtes

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif l'étude de la proposition 3019.7.

(Proposition 3019.7, Commission 5, 6e séance)

Décision C 60

Tarification des envois selon le principe  
du courrier prioritaire et non prioritaire

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif l'étude de la proposition 3019.10.

(Proposition 3019.10, Commission 5, 6e séance)

Décision C 61

Réipients utilisés pour le transport du courrier  
(sacs, bacs, modules intraconteneurs, etc.).

Le Congrès

charge

le Conseil consultatif des études postales d'effectuer l'étude des propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1 ainsi que 4597.5, 4601.2 et 4612.1 et, à l'issue de ses travaux, de formuler éventuellement des propositions au Congrès.

(Propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1, Commission 4, 7e séance et propositions 4597.5, 4601.2 et 4612.1, Commission 6, 6e séance)



## Résolution C 62

### Tarification et conditions d'admission de la poste aux lettres

Le Congrès,

vu

- que certains pays ont déjà modifié profondément la classification des envois de la poste aux lettres de leur régime intérieur, en passant de la classification basée sur le contenu des envois à une autre basée essentiellement sur les intérêts des clients (critères priorité/non-priorité) ou encore sur les intérêts de l'exploitation postale (envois isolés/en vrac);
- que certaines modifications ont déjà été introduites dans la structure tarifaire de la Convention mais que le principe maintenu reste toujours basé sur le contenu;
- que le développement des techniques modernes d'impression et d'autres types de reproduction ont rendu impossible l'application des dispositions concernant les conditions d'admission des imprimés, ce qui constitue une source d'ennuis et de contestations aussi bien pour la clientèle que pour les employés postaux,

tenant compte

des nouvelles exigences du marché, notamment la concurrence des moyens électroniques de communication, ce qui exige des Administrations postales de gros efforts pour rendre un service vraiment prioritaire basé sur un système de tarification simple et clair,

considérant

la tendance à utiliser de plus en plus la voie aérienne pour l'acheminement des envois postaux,

estimant

qu'il s'avère opportun d'examiner à nouveau, sans préjudice du résultat des études antérieures, les possibilités d'introduire un système de tarification basé sur les notions de priorité/non-priorité,

#### charge

le Conseil exécutif, éventuellement en collaboration avec le Conseil consultatif des études postales:

- d'examiner les possibilités de passer du système de tarification basé sur le contenu des envois de la poste aux lettres à un autre basé sur les notions de priorité/non-priorité ou, éventuellement, sur d'autres critères;
- d'examiner aussi, comme alternative, la possibilité d'admettre un tel système (ou d'autres systèmes) pendant une période transitoire parallèlement au système traditionnel);
- d'élaborer, le cas échéant, des propositions à soumettre au prochain Congrès.

(Proposition 3000.3, Commission 5, 6e séance)

Décision C 63Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe

Le Congrès,

vu

l'article 107, paragraphes 1 et 6, du Règlement général,

tenant compte

du besoin réel de la reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe,

décide

que le montant des frais à supporter par l'Union pour la reproduction des documents dans ces langues ne devra pas dépasser 150 000 francs suisses par année et par groupe linguistique.

(Proposition 021/Rev 1, Commission 3, 8e séance)

Décision C 64Définition des termes "documentation", "document" et "publication"

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif de faire une étude de portée purement rédactionnelle en vue de définir les termes "documentation", "document" et "publication" utilisés dans les Actes et de présenter au prochain Congrès les propositions d'harmonisation des Actes compte tenu des définitions retenues.

(Commission 3, 8e séance)

## Résolution C 65

### Etude sur les envois recommandés et avec valeur déclarée du service international et sur l'institution d'un service international simplifié des envois recommandés

Le Congrès,

notant

- le coût élevé de fourniture des services des envois recommandés et avec valeur déclarée; et
- les insuffisances de l'actuel service des envois recommandés qui ne permettent pas de répondre aux besoins, en constante évolution, de la clientèle,

conscient

- des degrés variables de la sécurité fournie selon les Administrations, singulièrement dans le service des envois recommandés;
- de l'utilisation sans cesse croissante du service international des envois recommandés dans le simple dessein d'obtenir la preuve du dépôt et de la distribution pour les envois de faible valeur; et
- des possibilités de marché rentable qui s'offrent à des services des envois recommandés et avec valeur déclarée restructurés englobant un service pour les envois de faible valeur,

### charge

le Conseil consultatif des études postales d'entreprendre une étude des services internationaux des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée visant:

- à l'élaboration d'une méthode uniforme de traitement pour chaque catégorie;
- à l'assouplissement des règles de sécurité pour les envois n'ayant guère, sinon aucune valeur intrinsèque, tout en reconnaissant la nécessité d'une preuve du dépôt et de la distribution;
- à l'examen du montant de l'indemnité à verser;
- à l'examen d'une méthode simplifiée de traitement et de règlement plus rapide des réclamations;
- au recours à des services à la fois ultrarapides et sûrs; et
- à la facilitation de l'accès au service des lettres avec valeur déclarée.

(Proposition 2000.20, Commission 4, 7e séance)

Résolution C 66Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

Le Congrès,

vu  
le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA),

considérant  
la résolution 36/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies (17 décembre 1981), par laquelle a été adopté le "Nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés",

rappelant  
la résolution C 87 du Congrès de Lausanne 1974 ainsi que la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

reconnaissant  
l'importance du rôle des services postaux dans le développement des PMA et les graves insuffisances de la poste dans la plupart de ces pays,

tenant  
compte de la nécessité de renforcer les services postaux dans les PMA,

invite

les pays les moins avancés

à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et à tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie dans le secteur postal,

*charge*

le Conseil exécutif:

- de prendre les mesures voulues afin que l'Union puisse apporter une aide plus substantielle au développement des services postaux des PMA;
- de consacrer aux pays de cette catégorie une part aussi importante que possible des ressources de l'UPU;
- de suivre de façon continue l'évolution de la situation générale de la poste dans les PMA et de présenter à ce sujet un rapport au prochain Congrès,

*charge*

le Directeur général du Bureau international:

- de continuer à accorder une attention prioritaire plus marquée aux besoins postaux des Administrations des PMA, compte tenu de la résolution 030;
- de proposer au Conseil exécutif un programme d'activités fondé sur les secteurs prioritaires et les besoins spécifiques des pays considérés;
- d'aider les pays de cette catégorie à préparer et à présenter aux réunions des tables rondes des projets postaux pouvant susciter l'intérêt des donateurs et des bailleurs de fonds;
- de continuer à intervenir auprès du PNUD et des autres organismes de financement pour faire aboutir les demandes d'aide en vue de la réalisation des projets postaux en faveur des PMA.

(Proposition 018, Commission 9, 6e séance)

## Résolution C 67

### Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de la coopération technique entre pays en développement (CTPD),

conscient

de l'intérêt que présente l'application aussi large que possible du concept de la CTPD dans l'esprit de la Conférence des Nations Unies de Buenos Aires (1978),

notant

avec satisfaction les progrès déjà enregistrés en cette matière,

convaincu

de la nécessité pour les pays en développement de mobiliser davantage leurs ressources en vue de s'aider mutuellement dans le domaine postal,

considérant

le rôle assigné par la Conférence de Buenos Aires aux organisations internationales en matière de CTPD,

#### invite

- les Administrations des pays en développement et les Unions restreintes à intensifier leurs efforts au titre de la CTPD et à surmonter les obstacles notamment d'ordre psychologique qui pourraient se présenter à ce sujet;
- les Administrations des pays en développement bénéficiaires des activités au titre de la CTPD à fournir des apports pour compléter l'aide que pourraient accorder à cet effet les pays donateurs ou l'UPU;
- les Administrations des pays bénéficiaires et des pays donateurs à établir entre elles des relations directes pour la réalisation des projets au titre de la CTPD et à en informer le Bureau international;
- les Administrations des pays développés à soutenir les efforts déployés dans ce domaine, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU,

#### charge

le Conseil exécutif

de prendre toutes initiatives propres à favoriser le renforcement de la CTPD,

#### charge

le Directeur général du Bureau international:

- d'étendre l'action entreprise pour aider les Administrations intéressées à développer la coopération entre elles, si possible en collaboration avec les Unions restreintes;
- d'évaluer périodiquement les progrès réalisés à cet égard et d'en rendre compte au Conseil exécutif.

(Proposition 017, Commission 9, 6e séance)

Recommandation C 68Méthode pour enliasser les envois normalisés

Le Congrès,

conscient

du besoin d'assurer le traitement efficace des envois normalisés au moyen d'équipements mécanisés et automatisés,

vu

la disposition de l'article 155, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention, qui prescrit d'enliasser les envois ordinaires d'après leurs formats (envois normalisés et autres envois),

ayant pris connaissance

du fait que les envois normalisés dont les dimensions se rapprochent des limites maximales sont souvent insérés dans les mêmes liasses que ceux dont les dimensions se rapprochent des limites minimales,

considérant

que le fait d'enliasser les envois normalisés de cette façon a souvent pour résultat de détériorer les bords de ces envois,

soucieux

que ces envois demeurent aptes au traitement mécanique ou automatique et qu'ils ne causent aucun blocage des équipements,

*recommande*

aux Administrations postales de réunir, dans la mesure du possible, les envois normalisés de dimensions semblables dans les mêmes liasses.

(Proposition 2500.1, Commission 4, 7e séance)

Résolution C 69Confection des dépêches

Le Congrès,

conscient

de l'importance du point de vue physiologique, qu'à l'occasion des opérations manuelles de chargement ou de déchargement, la manipulation des sacs utilisés pour le transport des dépêches soit aussi facile que possible,

constatant

qu'il arrive souvent que la façon dont les sacs sont fermés occasionne un déplacement du contenu,

soucieux

de protéger dans toute la mesure possible le personnel postal contre tout risque de lésions provenant de l'instabilité de tels sacs,

recommande

aux Administrations de prescrire que les sacs soient fermés aussi près que possible du contenu de manière à assurer à celui-ci un maximum de stabilité.

(Proposition 2500.2, Commission 4, 7e séance)

### Résolution C 70

#### Transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes

Le Congrès,

vu

les dispositions de l'article 74, § 4, de la Convention selon lesquelles "lorsque l'Administration du pays d'origine le désire, ses dépêches sont transbordées directement, à l'aéroport de transit, entre deux compagnies aériennes différentes, sous réserve que les compagnies aériennes intéressées acceptent d'assurer le transbordement et que l'Administration du pays de transit en soit préalablement informée",

rappelant

que cette règle, instituée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, a supprimé l'obligation de recueillir l'accord préalable de l'Administration intermédiaire, afin de faciliter le transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes,

rappelant

en outre que ledit Congrès a approuvé à cet effet la "formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes" convenue entre le Conseil exécutif et l'IATA,

constatant

que ces dispositions sont assez souvent perdues de vue et que notamment, faute d'être clairement informées par les Administrations expéditrices sur leurs intentions, les Administrations des pays intermédiaires ne savent pas toujours si elles doivent ou non intervenir pour les dépêches en transit, ce qui provoque des retards d'acheminement et des contestations avec les agents des compagnies, ainsi que des difficultés en cas de réclamation ultérieure,

notant

que l'absence dans la "formule d'application pratique" de dispositions régissant le traitement des dépêches normalement destinées à faire l'objet d'un transbordement direct, mais dont le bordereau de livraison AV 7 manque, donne lieu à des

réclamations coûteuses et retarde le règlement des comptes lorsque les dépêches-avion ne sont pas remises à l'Administration postale à l'aéroport de transbordement, mais sont acheminées par une compagnie aérienne par le premier vol partant à destination,

#### charge

le Bureau international:

- a) de terminer l'étude entreprise par le Conseil exécutif en 1984 concernant la création d'un bordereau de livraison AV 7 de remplacement;
  - en mettant ce bordereau au point, en consultation avec l'IATA, et compte tenu des observations reçues des Pays-membres du Conseil exécutif en réponse à la lettre-circulaire du Bureau international 3410.14(C)1400 du 18 avril 1984;
  - en élaborant les principes directeurs de son utilisation;
- b) de soumettre le bordereau de remplacement proposé et le projet de principes directeurs au Conseil exécutif, à sa première session et de communiquer ceux-ci aux Administrations postales dès leur approbation par le Conseil exécutif;
- c) d'insérer dans la "formule d'application pratique", à publier dans les Actes annotés, les principes directeurs d'utilisation du bordereau AV 7 de remplacement,

#### demande

aux Administrations:

- de veiller au respect de la "formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes", en particulier en ce qui concerne l'information préalable des Administrations des pays intermédiaires lors de l'établissement des liaisons avec transbordement direct des dépêches entre deux compagnies différentes (lettre B, chiffres 4° et 8°, de la formule);
- de s'assurer que les compagnies aériennes de départ (premiers transporteurs) prennent bien toutes les dispositions prévues à la "formule d'application" pour procéder normalement au transbordement direct avec les compagnies effectuant les parcours suivants (deuxièmes et éventuellement troisièmes transporteurs), sans l'intervention des Administrations des pays intermédiaires, y compris dans le cas où les compagnies opèrent sur des aéroports ou aéroports différents);
- d'admettre, pour les besoins comptables, le "bordereau AV 7 de remplacement" après son approbation par le CE.

(Propositions 4000.3 et 4000.11, Commission 6, 6e séance)



Recommandation C 71Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne

Le Congrès,

constatant

que les retards apportés au règlement des comptes relatifs à la poste aérienne continuent à présenter de sérieux inconvénients pour la plupart des compagnies aériennes,

estimant

que l'inclusion des comptes relatifs à la poste aérienne dans des comptes généraux réglés par voie de compensation comportant des créances de diverses natures peut contribuer à ralentir le versement des sommes dues aux compagnies,

recommande

aux Administrations qui désirent régler les comptes relatifs à la poste aérienne par compensation de les inclure de préférence dans un compte général courrier-avion AV 11,

rappelle

aux Administrations la recommandation C 72 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui les invite à verser sans retard à leur compagnie aérienne nationale les sommes qui lui reviennent dès le règlement par les Administrations débitrices, éventuellement par voie de compensation, des comptes y relatifs.

(Proposition 4000.1, Commission 6, 6e séance)

Décision C 72Interprétation de l'article 3, lettre b)

Le Congrès

décide

que les termes "bureaux de poste établis par les Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union" figurant à l'article 3, lettre b), de la Constitution désignent désormais les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires sans maître, en indivision ou internationalisés par la communauté internationale.

(Proposition 1003.1, Commission 3, 10e séance)

Résolution C 73Réserves aux Actes de l'Union

Le Congrès,

soucieux

de veiller à ce que les services postaux internationaux soient, dans la mesure du possible, assurés dans l'ensemble des Pays-membres, selon les règles et conditions uniformes prévues par les Actes de l'Union,

reconnaissant

le droit inaliénable des Pays-membres de formuler des réserves auxdits Actes dans le cadre des dispositions en vigueur, pour tenir compte de leurs particularités nationales ou d'autres considérations,

convaincu

que la minimisation du nombre des réserves servirait l'intérêt de l'ensemble des Pays-membres de l'Union,

prie

les Pays-membres de l'Union de ne recourir à la possibilité de formuler des réserves aux Actes qu'en cas de nécessité absolue,

charge

le Bureau international d'inviter les Pays-membres, avant chaque Congrès, à reconsidérer leurs réserves figurant aux Protocoles finals des Actes de l'Union.

(Proposition 01, Commission 3, 10e séance)

Résolution C 74

Publication d'une récapitulation sommaire des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU, ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès

Le Congrès,

vu

le nombre important de décisions adoptées par chaque Congrès et qui doivent ensuite être insérées dans la législation ou la réglementation postale de tous les Pays-membres de l'Union,

notant

que ce travail constitue une lourde charge, notamment pour les Administrations postales des pays en développement,

estimant

qu'il est hautement souhaitable de mettre à la disposition des Administrations un moyen susceptible de faciliter ce travail,

charge

le Bureau international de publier une récapitulation sommaire des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU, ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès.

(Proposition 02, Commission 3, 10e séance)

Décision C 75

Annotation sur les formules C 18 et C 18bis permettant de les compléter en cas de besoin

Le Congrès,

vu

que certaines Administrations ont recours au poids réel pour la détermination des frais terminaux du courrier de surface,

tenant compte

de l'existence de taux distincts des frais terminaux pour les envois LC/AO, d'une part, et les sacs M, d'autre part,

estimant

qu'il serait possible de faciliter la tâche des Administrations intéressées à connaître le poids des sacs de chaque dépêche, en prévoyant des colonnes pour l'indication du poids brut des sacs LC/AO et des sacs M,

charge

le Bureau international d'insérer dans le Code annoté, en ce qui concerne les formules C 18 et C 18bis, une annotation semblable à la note 3 relative à la formule AV 7 qui autoriserait les Administrations à compléter lesdites formules, le cas échéant, par des colonnes supplémentaires destinées à l'indication du poids brut des sacs LC/AO et des sacs M.

(Proposition 2900.2, Commission 5, 7e séance)

Voeu C 76Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification

Le Congrès

invite

les Administrations postales des Pays-membres à rappeler à leurs services que, selon les dispositions de l'article 165 du Règlement de la Convention, les irrégularités constatées doivent être signalées immédiatement au moyen d'un bulletin de vérification transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau concerné, dès vérification complète de la dépêche.

(Proposition 2500.3, Commission 4, 10e séance)

Voeu C 77Réceptacles autres que les sacs utilisés pour le transport du courrier

Le Congrès,

considérant

qu'un certain nombre d'Administrations jugent prématuré d'adopter les propositions des Etats-Unis d'Amérique, à savoir la proposition 2555.1 et celles qui en sont la conséquence visant à la mise en service de réceptacles autres que les sacs postaux pour l'échange international des dépêches, autrement qu'en vertu d'accords particuliers,

reconnaissant

que des réceptacles autres que les sacs postaux offrent de grandes perspectives d'avenir, singulièrement pour les Administrations qui envisagent ou assurent déjà le traitement mécanisé ou automatisé du courrier,

conscient

du fait qu'un certain nombre d'Administrations utilisent déjà à l'heure actuelle de tels réceptacles dans leur service intérieur,

prie instamment

les Administrations:

- d'étudier favorablement l'utilisation, à titre expérimental, de réceptacles autres que les sacs postaux, pour l'échange de dépêches internationales;
- de faire rapport du résultat de ces expériences au CCEP dans le cadre de l'étude qui lui a été confiée à ce sujet.

(Proposition 2000.21, Commission 4, 10e séance)

Voeu C 78Confection et utilisation des formules du service international

Le Congrès,

constatant

que le papier utilisé pour la confection des formules du service international n'est pas toujours de qualité acceptable, ce qui rend difficile la lecture des inscriptions et complique toutes les opérations,

considérant

que la confection des formules en papier de bonne qualité facilite les opérations postales et contribue à éviter des erreurs,

invite

toutes les Administrations postales, conformément au voeu C 8 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, à faire confectionner, en papier de bonne qualité, les formules du service international.

(Proposition 2900.1, Commission 4, 10e séance)

Résolution C 79Etude en vue de l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles taxes de base des envois de la poste aux lettres qui ont été majorées de 50 % par rapport aux taxes fixées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979,

constatant

que des ajustements d'ampleur analogue sont intervenus lors des derniers Congrès de l'Union,

persuadé

que ces variations prouvent à l'évidence que fréquemment les taxes de base de la Convention perdent de leur actualité, ce qui a amené les Congrès successifs à élargir les marges de majoration facultatives desdites taxes,

conscient

de la nécessité d'adopter un système tarifaire prenant principalement en considération le coût réel du service pour déterminer les taxes de base, sans préjudice d'autres facteurs influant sur ces dernières, y compris le développement d'autres systèmes de communications et des entreprises concurrentes,

considérant

les effets du DTS pour la détermination du niveau des taxes,

reconnaissant

qu'il convient d'examiner la possibilité de trouver un système permettant de conserver aux taxes leur valeur réelle dans l'intervalle entre deux Congrès,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'étudier si les dispositions de l'article 19, concernant la fixation des taxes d'affranchissement pour les envois de la poste aux lettres, sont appropriées, en tenant compte du coût réel du service, facteur fondamental, ainsi que d'autres éléments, comme l'évolution des besoins des clients, l'influence des facteurs externes sur le trafic postal, les effets du DTS et tous autres éléments considérés comme pertinents;
- 2° d'étudier la possibilité de prévoir un système dont l'application permettrait aux taxes de garder leur valeur réelle dans l'intervalle entre deux Congrès;
- 3° de formuler, pour le prochain Congrès, des propositions appropriées.

(Proposition 3000.5/Rev 2, Commission 5, 10e séance)

#### Résolution C 80

#### Mise en oeuvre des décisions prises par le Congrès de Hambourg en matière de statistique des frais de transit et des frais terminaux

Le Congrès,

tenant compte

des décisions prises concernant:

- le système statistique des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface;
- les paiements provisoires à effectuer par les pays débiteurs en matière de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface,

décide

ce qui suit:

- 1° Les résultats de la statistique triennale prévue pour le mois de mai 1985 selon la Convention de Rio de Janeiro et son Règlement d'exécution serviront de base pour l'établissement et le règlement des comptes des années 1984 et 1985.
- 2° Les poids annuels ressortant de cette statistique seront utilisés pour les paiements provisoires relatifs à l'année 1986. A cette fin, les nouveaux taux adoptés seront appliqués aux poids ainsi retenus pour établir, tant les frais de transit que les frais terminaux.

- 3° Le nouveau système statistique adopté par le Congrès de Hambourg sera mis en application au 1er janvier 1986 et la statistique d'un mois, destinée à la détermination du poids moyen des sacs, se déroulera en octobre 1986.
- 4° Dès que les comptes définitifs de 1986, établis selon le nouveau système statistique auront été acceptés ou considérés comme tels, interviendra la régularisation des paiements provisoires déjà effectués.

(Proposition 3500.3, Commission 5; 10e séance)

#### Décision C 81

##### Formules des Arrangements concernant les services financiers postaux

Le Congrès,

ayant adopté

la résolution C 10 relative à l'examen des Arrangements concernant les services financiers postaux,

#### charge

le Conseil exécutif, dans le cadre de cet examen, d'harmoniser la terminologie utilisée dans la contexture des formules prévues dans les Arrangements concernant les services financiers postaux.

(Proposition 6000.2, Groupe de travail des formules de la Commission 10, 4e séance)

#### Résolution C 82

##### Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances par la voie aérienne

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 4076.1/Rev 1 et 4077.1 qui instituent comme règle la réexpédition des lettres-avion et des cartes postales-avion par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface),

soucieux

de généraliser autant que possible l'utilisation de la voie aérienne pour la réexpédition et le retour à l'origine des correspondances,

constatant

que les dispositions en la matière (notamment l'article 76 de la Convention) ne reflètent pas les pratiques actuellement suivies par les Administrations,

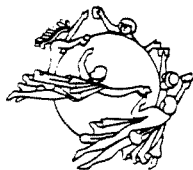
charge

le Conseil exécutif:

- de revoir les conditions dans lesquelles les envois peuvent être réexpédiés ou renvoyés à l'origine par la voie aérienne;
- d'actualiser et simplifier les dispositions y relatives;
- de présenter au prochain Congrès les propositions qui découleront de cette étude.

(Propositions 4076.1/Rev 1 et 4077.1, Commission 6, 6e séance)





UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 81/Rev 1/Add 3/Rev 1

Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes, soumises au  
Congrès de Hamburg 1984

Décision C 85

Annotation sur les formules C 18 et C 18bis permettant de les compléter en cas  
de besoin

Le Congrès,

vu

que certaines Administrations ont recours au poids réel pour la détermination  
des frais terminaux du courrier de surface,

tenant compte

de l'existence de taux distincts des frais terminaux pour les envois LC/AO, d'une  
part, et les sacs M, d'autre part,

estimant

qu'il serait possible de faciliter la tâche des Administrations intéressées à  
connaître le poids des sacs de chaque dépêche, en prévoyant des colonnes pour  
l'indication du poids brut des sacs LC/AO et des sacs M,

charge

le Bureau international d'insérer dans le Code annoté, en ce qui concerne les  
formules C 18 et C 18bis, une annotation semblable à la note 3 relative à la  
formule AV 7 qui autoriserait les Administrations à compléter lesdites formules,  
le cas échéant, par des colonnes supplémentaires destinées à l'indication du  
poids brut des sacs LC/AO et des sacs M.

(Proposition 2900.2, Groupe de travail des formules de la Commission 10, 6e séance)

Décision C 86Renvoi à l'origine des colis non livrés

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 5029.2, 5009.5, 5014.5, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1, 5902.1, 5902.2, 5909.1,

considérant

l'intérêt qu'ont les Administrations à tirer profit des nouvelles dispositions dans les meilleurs délais possible,

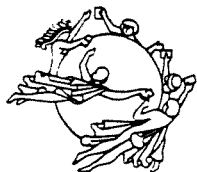
tenant compte cependant

des réserves formulées par certaines Administrations,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'effectuer une étude sur l'ensemble des dispositions visées dans les propositions précitées et de présenter au prochain Congrès un rapport sur les conséquences de l'application pratique des dispositions dont il s'agit.

(Proposition 5029.2, Commission 7, 2e séance)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

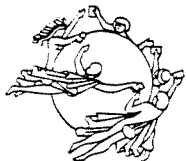
Congrès - Doc 84

Avis aux membres des Commissions 3 et 6

En vue d'utiliser le dispositif électronique pour un vote secret, la Commission (Poste aérienne) se réunira le 10 juillet 1984, à 14 h 45 dans la salle 1. Après le vote, la Commission 6 poursuivra ses travaux dans la salle 2.

Les travaux de la Commission 3 (Affaires générales) commenceront donc avec un léger retard dans la salle 1.

Hamburg, le 6 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 93

Communication du Secrétariat

Langues des délibérations choisies pour l'interprétation simultanée  
pendant le Congrès

A la suite de la communication adressée à MM. les Chefs de délégation le 18 juin 1984 (Congrès - Doc 29 et Add 1) concernant la langue dont se servirait leur délégation au cours des délibérations du Congrès et de ses Commissions, les réponses qui ressortent de la liste ci-jointe ont été reçues. Si aucune déclaration en la matière n'a été faite par une délégation, celle-ci a été rangée d'office dans la catégorie estimée convenable. Dans ce cas le nom du pays est suivi d'un astérisque.

Hamburg, le 10 juillet 1984

Langues de délibérations pendant le Congrès

Pays	Langues choisies							
	Français	Anglais	Espagnol	Russe	Allemand	Arabe	Chinois	Portug.
République démocratique d'Afghanistan					x			
République populaire socialiste d'Albanie	x							
République algérienne démocratique et populaire	x							
République fédérale d'Allemagne					x			
Etats-Unis d'Amérique		x						
République populaire d'Angola								x
Royaume de l'Arabie saoudite						x		
République argentine			x					
Australie		x						
République d'Autriche					x			
Commonwealth des Bahamas		x						
Etat de Bahrain						x		
République populaire du Bangladesh		x						
Barbade		x						
Belgique	x							
Belize		x						
République populaire du Bénin	x							
Royaume de Bhoutan		x						
République socialiste soviétique de Biélorussie				x				
République socialiste de l'Union de Birmanie		x						
République de Bolivie			x					
République du Botswana		x						
République fédérative du Brésil								x
République populaire de Bulgarie				x				

Pays	Langues choisies							
	Français	Anglais	Espagnol	Russe	Allemand	Arabe	Chinois	Portug.
République du Burundi	x							
République du Cameroun	x							
Canada	x	x						
République du Cap-Vert*								x
République centrafricaine	x							
Chili			x					
République populaire de Chine							x	
République de Chypre		x						
République de Colombie			x					
République fédérale islamique des Comores	x							
République populaire du Congo	x							
République de Corée		x						
République de Costa-Rica			x					
République de Côte d'Ivoire	x							
République de Cuba			x					
Royaume de Danemark		x						
République de Djibouti	x							
République dominicaine			x					
Commonwealth de la Dominique		x						
République arabe d'Egypte						x		
Emirats arabes unis						x		
République de l'Equateur			x					
Espagne			x					
Ethiopie		x						
République de Finlande		x						
République française	x							
République gabonaise	x							
Ghana	x							
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man		x						

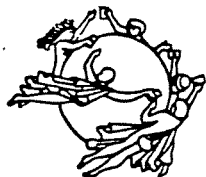
Pays	Langues choisies							
	Français	Anglais	Espagnol	Russe	Allemand	Arabe	Chinois	Portug.
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		x						
Grèce	x	x						
République du Guatemala			x					
République de Guinée	x							
République de Guinée-Bissau *								x
République de Guinée équatoriale			x					
Guyane		x						
République d'Haïti	x							
République de Haute-Volta	x							
République du Honduras			x					
République populaire hongroise				x				
Inde		x						
République d'Indonésie		x						
République islamique d'Iran		x						
République d'Iraq						x		
Irlande		x						
République d'Islande		x						
Israël		x						
Italie	x							
Japon		x						
Royaume hachémite de Jordanie						x		
République de Kenya		x						
Kuwait						x		

Pays	Langues choisies							
	Français	Anglais	Espagnol	Russe	Allemand	Arabe	Chinois	Portug.
Royaume du Lesotho		x						
République libanaise						x		
République de Libéria		x						
Principauté de Liechtenstein	x							
Luxembourg	x							
République démocratique de Madagascar	x							
Malaisie		x						
Malawi		x						
République des Maldives*		x						
République du Mali	x							
Royaume du Maroc	x					x		
République islamique de Mauritanie	x							
Etats-Unis du Mexique			x					
Principauté de Monaco	x							
République populaire de Mongolie				x				
République populaire du Mozambique *								x
République de Nauru		x						
Népal		x						
République du Niger	x							
République fédérale de Nigéria		x						
Norvège		x						
Nouvelle-Zélande		x						
Sultanat d'Oman						x		
Pakistan		x						
République de Panama			x					
Papouasie - Nouvelle-Guinée		x						
République de Paraguay			x					



Pays	Langues choisies							
	Français	Anglais	Espagnol	Russe	Allemand	Arabe	Chinois	Portug.
Pays-Bas	x							
Antilles néerlandaises		x						
République du Pérou			x					
République des Philippines		x						
République populaire de Pologne				x				
Portugal								x
Etat de Qatar						x		
République démocratique allemande					x			
République populaire démocratique de Corée		x						
République socialiste de Roumanie	x							
République rwandaise	x							
Sainte-Lucie		x						
République de Saint-Marin		x						
Saint-Vincent-et-Grenadines		x						
Iles Salomon		x						
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe *								x
République du Sénégal	x							
République des Seychelles		x						
Singapour		x						
République démocratique du Soudan						x		
République socialiste démocratique de Sri Lanka		x						
Suède		x						
Confédération suisse	x							
République du Suriname *		x						
Royaume du Swaziland		x						
République arabe syrienne						x		
République unie de Tanzanie		x						
République du Tchad	x							

Pays	Langues choisies							
	Français	Anglais	Espagnol	Russe	Allemand	Arabe	Chinois	Portug.
République socialiste tchécoslovaque				x				
Thaïlande	x	x						
République togolaise	x							
Royaume des Tonga		x						
République de Trinité-et-Tobago		x						
Tunisie						x		
Turquie	x							
République socialiste soviétique d'Ukraine				x				
Union des républiques socialistes soviétiques				x				
République orientale de l'Uruguay			x					
République de Vanuatu		x						
Etat de la cité du Vatican	x							
République de Vénézuéla			x					
République socialiste du Viet Nam		x						
République arabe du Yémen						x		
République démocratique populaire du Yémen						x		
République socialiste fédérative de Yougoslavie	x							
République du Zaïre	x							
République de Zambie		x						
Zimbabwe		x						

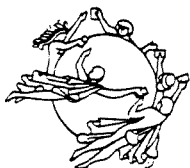


UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 93/Corr 1

Langues de délibération choisies pour l'interprétation simultanée pendant  
le Congrès

Dans l'annexe, page 2, biffer pour le Ghana la croix dans la colonne  
"Français" et en ajouter une dans la colonne "Anglais".



Calendrier des séances

du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984

Lundi, 23 juillet

9 h 30

Salle 1 séance plénière

15 h

Salle 1 séance plénière, puis CE (séance constitutive)

Mardi, 24 juillet

9 h 30

Salle 1 séance plénière

15 h

Salle 1 séance plénière, puis CCEP (séance constitutive et de travail)

Mercredi, 25 juillet

9 h 30

Salle 1 séance plénière

15 h

Salle 1 séance plénière

Jeudi, 26 juillet

9 h 30

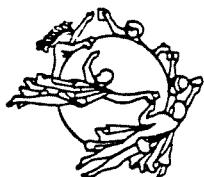
Salle 1 séance plénière

15 h

Salle 1 séance plénière  
séance de clôture du Congrès

Hamburg, le 18 juillet 1984

18.7.84



Communication du Secrétariat

Signature des Actes

La cérémonie de signature des Actes aura lieu vendredi, 27 juillet 1984, à partir de 9 heures, dans la salle no 8 au 1er étage du Centre du Congrès.

Afin de faciliter le déroulement de cette cérémonie, Messieurs les Plénipotentiaires sont priés de bien vouloir:

1<sup>o</sup> venir signer les Actes aux heures suivantes, dans la mesure du possible:

- |                           |                      |
|---------------------------|----------------------|
| - de Saint-Marin à Zambie | de 9 h 00 à 10 h 15  |
| - de Zambie à Comores     | de 10 h 15 à 11 h 30 |
| - de Comores à Japon      | de 11 h 30 à 12 h 45 |
| - de Japon à Rwanda       | de 12 h 45 à 14 h 00 |

2<sup>o</sup> décliner leur identité en présentant une pièce officielle au personnel du Secrétariat qui sera désigné à cet effet ou le badge du Congrès;

3<sup>o</sup> s'assurer qu'ils ont signé tous les Actes auxquels leur Pays entend être partie.

Il est rappelé à toutes fins utiles qu'aucune réserve ni aucune déclaration ne peuvent être apposées sur les feuilles de signature. Par contre, les délégations ont la faculté de remettre au Secrétariat des déclarations éventuelles qui seront comprises dans la "Liste des déclarations" publiée dans le tome III des Documents définitifs du Congrès de Hamburg de 1984.

Hamburg, le 23 juillet 1984

Note. - Pour faciliter la tâche des délégations qui se trouvent dans des circonstances particulières, il est admis que les Plénipotentiaires habilités à signer les Actes peuvent exceptionnellement procéder à la signature des Actes à partir de mercredi 25 juillet 1984, également dans la salle n° 8.

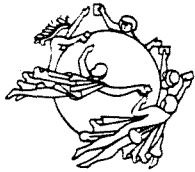
C o n g r è s - D o c

qui ont été remplacés par une édition révisée

=====







UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 37

Commission 3

COMMISSION 3 (AFFAIRES GENERALES)

Ordre du jour

	<u>Numéro du Congrès - Doc ou des propositions</u>
1. Ouverture de la séance par le Président de la Commission	-
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès - Doc 37
3. Propositions renvoyées à la Commission de rédaction	1031.1 R, 1507.4 R
4. Propositions qui, de l'avis du Président de la Commission, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission	-
5. Election du Directeur général et du Vice- Directeur général du Bureau international	1508.1, 1508.3, 025, 1508.4 029, 03, 1508.2, 07
6. Adhésion ou admission à l'Union Sortie de l'Union. Procédure	1011.1, 1011.2, 1011.3 1012.1
7. Monnaie type	1007.1/Rev 1, 1007.2, 05
8. Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès	
a) Mesures envisageables à court terme	Congrès - Doc 6, chapitre II 1702.1, 1720.1, 1720.2
b) Mesures envisageables à long terme	Congrès - Doc 6, chapitre III 1502.5, 1502.9, 1705.1, 1707.1, 1709.1 1724.1, 1706.1, 1706.2, 1519.1, 1519.2, 1519.3, 1519.4, 08
9. Compétence législative du CE	1022.1, 1502.1, 1519.91
10. Réglementation internationale des nouveaux services	022
11. Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP	Congrès - Doc 7 1502.6

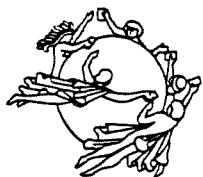


Numéro du Congrès - Doc  
ou des propositions

12. Composition, fonctionnement et réunions du CE et du CCEP	1502.3, 1502.7, 1502.2/Rev 1, 1502.8, 1504.1
13. Répartition des dépenses de l'Union	1021.1, 1525.2, 1525.1, 1525.3, 1502.4, 1525.4
14. Problème des arriérés à l'UPU	Congrès - Doc 8 09, 1526.91, 1526.92, 1526.1
15. Congrès extraordinaires, Conférences administratives, Commissions spéciales	1016.1, 1019.1, 1013.1, 1501.1, 1506.1
16. Autorité de surveillance	Congrès - Doc 1, chiffre 8 1020.1, 1509.1
17. Préambule de la Constitution	1000.1
18. Ressort de l'Union	1003.1, 1003.2/Rev 1, 1003.3, 1023.1
19. Langues utilisées pour la publication des documents	021/Rev 1, 1507.1
20. Langues utilisées pour les délibérations	1507.2, 1507.6, 1507.7, 1507.3, 1507.5
21. Réserves aux Actes de l'Union	01
22. Récapitulation des décisions principales du Congrès	02
23. Divers	

Hamburg, le 19 juin 1984

Le Président,  
J. ASCANDONI



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 37/Rev 1

Commission 3

COMMISSION 3 (AFFAIRES GENERALES)

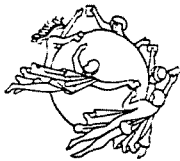
Ordre du jour

	<u>Numéro du Congrès - Doc ou des propositions</u>
1. Ouverture de la séance par le Président de la Commission	-
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès - Doc 37
3. Propositions renvoyées à la Commission de rédaction	1031.1 R, 1507.4 R
4. Propositions qui, de l'avis du Président de la Commission, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission	-
5. Election du Directeur général et du Vice- Directeur général du Bureau international	1508.1, 1508.3, 1508.5, 025 1508.2, 1508.6, 07
6. Adhésion ou admission à l'Union Sortie de l'Union. Procédure	1011.1, 1011.2, 1011.3 1012.1
7. Monnaie type	1007.1/Rev 1, 1007.2, 05
8. Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès	
a) Mesures envisageables à court terme	Congrès - Doc 6, chapitre II 1702.1, 1720.1, 1720.2
b) Mesures envisageables à long terme	Congrès - Doc 6, chapitre III 1502.5, 1502.9, 1705.1, 1707.1, 1709.1 1724.1, 1706.1, 1706.2, 1519.1, 1519.2, 1519.3, 1519.4, 08
9. Compétence législative du CE	1022.1, 1502.1, 1519.91
10. Réglementation internationale des nouveaux services	022
11. Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP	Congrès - Doc 7 1502.6

	<u>Numéro du Congrès - Doc ou des propositions</u>
12. Composition, fonctionnement et réunions du CE et du CCEP	1502.3, 1502.7, 1502.2/Rev 1, 1502.8, 1504.1
13. Répartition des dépenses de l'Union	1021.1, 1525.2, 1525.1, 1525.3, 1502.4, 1525.4
14. Problème des arriérés à l'UPU	Congrès - Doc 8 09, 1526.91, 1526.92, 1526.1
15. Congrès extraordinaires, Conférences administratives, Commissions spéciales	1016.1, 1019.1, 1013.1, 1501.1, 1506.1
16. Autorité de surveillance	Congrès - Doc 1, chiffre 8 1020.1, 1509.1
17. Préambule de la Constitution	1000.1
18. Ressort de l'Union	1003.1, 1003.2/Rev 1, 1003.3, 1023.1
19. Langues utilisées pour la publication des documents	021/Rev 1, 1507.1
20. Langues utilisées pour les délibérations	1507.2, 1507.6, 1507.7, 1507.3, 1507.5
21. Réserves aux Actes de l'Union	01
22. Récapitulation des décisions principales du Congrès	02
23. Divers	

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président,  
J. ASCANDONI



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 37/Rev 2

Commission 3

COMMISSION 3 (AFFAIRES GENERALES)

Ordre du jour

Numéro du Congrès - Doc  
ou des propositions

- |  |   |
|--|---|
| 1. Ouverture de la séance par le Président de la Commission  | -   |
| 2. Adoption de l'ordre du jour   | Congrès - Doc 37/Rev 2  |
| 3. Propositions renvoyées à la Commission de rédaction   | 1031.1 R  |
| 4. Propositions qui, de l'avis du Président de la Commission, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission     | -   |
| 5. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international  | 1508.1, 1508.3, 1508.5, 025<br>1508.2, 1508.6, 07   |
| 6. Adhésion ou admission à l'Union<br>Sortie de l'Union. Procédure   | 1011.1, 1011.2, 1011.3<br>1012.1  |
| 7. Monnaie type  | 1007.1/Rev 1, 1007.2, 05  |
| 8. Compétence législative du CE  | 1022.1, 1022.2, 1502.1,<br>1502.10, 1519.91, 1519.92  |
| 9. Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès  |   |
| a) Mesures envisageables à court terme   | Congrès - Doc 6, chapitre II<br>1702.1,<br>1720.1, 1720.2   |
| b) Mesures envisageables à long terme  | Congrès - Doc 6, chapitre III<br>1502.5, 1502.9, 1705.1, 1707 1,<br>1709.1<br>1724.1,<br>1706.1, 1706.2,<br>1519.1, 1519.2, 1519.3, 1519.4,<br>08 |
| 10. Réglementation internationale des nouveaux services  | 022   |
| 11. Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP | Congrès - Doc 7<br>1502.6   |

	<u>Numéro du Congrès - Doc</u> <u>ou des propositions</u>
12. Composition, fonctionnement et réunions du CE et du CCEP	1502.3, 1502.7, 1502.2/Rev 1, 1502.8, 1504.1
13. Répartition des dépenses de l'Union	1021/Rev 1, 1525.2 1525.1, 1525.3, 1502.4, 1525.4
14. Problème des arriérés à l'UPU	Congrès - Doc 8 et Add 1 09, 1526.91, 1526.92, 1526.1
15. Congrès extraordinaires, Conférences administratives, Commissions spéciales	1016.1, 1019.1, 1013.1, 1501.1, 1506.1
16. Autorité de surveillance	Congrès - Doc 1, chiffre 8 1020.1, 1509.1
17. Préambule de la Constitution	1000.1
18. Ressort de l'Union	1003.1, 1003.2/Rev 1, 1003.3, 1023.1
19. Langues utilisées pour la publication des documents	021/Rev 1, 1507.1, 1507.4R
20. Langues utilisées pour les délibérations	1507.2, 1507.6, 1507.7, 1507.3, 1507.5
21. Réserves aux Actes de l'Union	01
22. Récapitulation des décisions principales du Congrès	02
23. Divers	

Hamburg, le 26 juin 1984

Le Président,  
J. ASCANDONI



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 38

Commission 4

COMMISSION 4 (CONVENTION - REGLEMENTATION)

Ordre du jour (première partie)

	<u>N° du document ou de la proposition</u>
1. Ouverture de la séance par le Président	-
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès - Doc 38
3. Propositions renvoyées à d'autres Commissions	
a) Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)	2501.1, 2501.2, 2501.3, 2501.4, 2503.1, 2503.2, 2503.3, 2503.4, 2564.4, 2900.2, 2918.91
b) Commission 6 (Poste aérienne)	2000.1, 2000.12, 2000.13, 2000.16, 2021.1, 2054.1, 2502.1, 2511.1, 2518.1, 2521.1
4. Propositions d'ordre général	2000.4, 2000.5, 2000.8, 2000.15,
5. Liberté de transit Conv., art. 1, § 4	2001.1
6. Suspension temporaire et reprise de services Conv., art. 4, § 1 "      "      , § 2bis	2004.2 2004.1
7. Consultation entre Administrations Conv., art. 6bis Conv., art. 6bis, d'ordre général	2006.91 2000.9
8. Timbres-poste Conv., art. 9, §§ 1 et 2 "      "      , d'ordre général	2009.1 2000.14
9. Formules Conv., art. 10, § 2	2010.1
10. Cartes d'identité postales Conv., art. 11, § 4	2011.1.

N° du document ou  
de la proposition

11.	Envois normalisés		
	Conv., art. 20, § 1, lettre a),		
	chiffres 2° et 3°	2020.1, 2020.2, 2020.3	
	Conv., Règl., art. 123, § 3	2523.3	
	" , art. 20, d'ordre général	2000.2	
12.	Envois admis à tort		
	Conv., art. 22, § 1	2022.1	
13.	Modalités d'affranchissement		
	Conv., art. 28, § 1, lettre abis)	2028.2	
	" " , § 1, lettre d)	2028.1	
	" , Règl., art. 113	2513.2	
	" " " 115	2515.1	
	" " " 119	2519.1	
	" " " 120	2520.1	
	" " " 121	2521.2	
	" " " 122	2522.2	
	" " " 125	2525.1	
	" " " 126	2526.1	
	" " " 130	2530.1	
	" " " 131	2531.1	
	" " " 134	2534.1	
	" " " 137	2537.1	
	" " " 188	2588.1	
	" " " 189	2589.1	
	Propositions corrélatives		(3517.1, 3535.1, 3536.1, 3538.1, 3539.1, 3540.1, 3543.2, 4568.1, 4572.1, 4595.1, 4596.1)
14.	Coupons-réponse internationaux		
	Conv., art. 31, § 2	2031.2	
	" " , § 3	2031.1	
15.	Interdictions		
	Conv., art. 36, titre	2036.1	(3035.1)
	" " , d'ordre général	2000.3	
	" , Règl., d'ordre général	2500.4	
	" " , art. 130	2530.2	
	" , art. 36, § 3	2036.2	
	" " , § 4bis	2036.3	
	" " , § 7	2036.4, 2036.5, 2036.6	
16.	Contrôle douanier		
	Conv., art. 37	2037.1	
	" " , d'ordre général	2000.10, 2000.11	

		<u>N° du document ou de la proposition</u>	
17.	Admission des envois recommandés Conv., art. 43, d'ordre général	2000.7, 2000.17	
18.	Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur Conv., art. 46, § 2	2046.1	
19.	Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés Conv., art. 50, § 2 " " , § 4 " " , § 4bis	2050.2 2050.4 2050.1, 2050.3	
20.	Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée Conv., art. 51, § 5bis " " , § 6	2051.1 2051.2	
21.	Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés Conv., art. 52, §§ 1 et 2 " " , § 2, chiffre 1°, lettre cbis) Conv., Règl., art. 65 " , formule 34	2052.1 2052.2 2565.91 2934.91	(3042.1)
22.	Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Envois recommandés Conv., art. 55, § 2bis	2055.1, 2055.2	
23.	Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée Conv., art. 56, § 3 " , art. 56bis	2056.1 2056.91	
24.	Paieement de l'indemnité Conv., art. 57, §§ 2, 3 et 4	2057.1, 2057.2	
25.	Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution Conv., art. 85, §§ 1 et 1bis	2085.1	(1022.1, 1502.1)



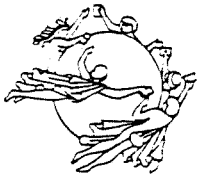
N° du document ou  
de la proposition

Protocole final

- |     |  |                |
|-----|--|----------------|
| 26. | Appartenance des envois postaux<br>Conv., Protocole final, art. I, § 1                                 | 2301.1         |
| 27. | Dérogation aux dimensions des envois<br>sous enveloppe<br>Conv., Protocole final, art. V,<br>§§ 1 et 2 | 2305.1, 2305.2 |

Hamburg, le 20 juin 1984

Le Président,  
N. LANDEIRA



COMMISSION 4 (CONVENTION - REGLEMENTATION)

Ordre du jour (première partie)

	<u>N° du document ou de la proposition</u>
1. Ouverture de la séance par le Président	-
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès - Doc 38/Rev 1
3. Propositions renvoyées à d'autres Commissions	
a) Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)	2501.1, 2501.2, 2501.3, 2501.4, 2503.1, 2503.2, 2503.3, 2503.4, 2564.4, 2900.2, 2918.91
b) Commission 6 (Poste aérienne)	2000.1, 2000.12, 2000.13, 2000.16, 2021.1, 2054.1, 2502.1, 2511.1, 2518.1, 2521.1
4. Propositions d'ordre général	2000.4, 2000.5, 2000.8, 2000.15, 2000.18
5. Liberté de transit Conv., art. 1, § 4	2001.1
6. Suspension temporaire et reprise de services Conv., art. 4, § 1 "      "      , § 2bis	2004.2 2004.1
7. Consultation entre Administrations Conv., art. 6bis Conv., art. 6bis, d'ordre général	2006.91 2000.9
8. Timbres-poste Conv., art. 9, §§ 1 et 2 "      "      , d'ordre général	2009.1 2000.14
9. Formules Conv., art. 10, § 2	2010.1
10. Cartes d'identité postales Conv., art. 11, § 4	2011.1

N° du document ou  
de la proposition

11.	Envois admis à tort Conv., art. 22, § 1	2022.1	
12.	Modalités d'affranchissement Conv., art. 28, § 1, lettre abis)	2028.2	
	" " , § 1, lettre d)	2028.1	
	" , Règl., art. 113	2513.2	
	" " " 115	2515.1	
	" " " 119	2519.1	
	" " " 120	2520.1	
	" " " 121	2521.2	
	" " " 122	2522.2	
	" " " 125	2525.1	
	" " " 126	2526.1	
	" " " 130	2530.1	
	" " " 131	2531.1	
	" " " 134	2534.1	
	" " " 137	2537.1	
	" " " 188	2588.1	
	" " " 189	2589.1	
	Propositions corrélatives		(3517.1, 3535.1, 3536.1, 3538.1, 3539.1, 3540.1, 3543.2, 4568.1, 4572.1, 4595.1, 4596.1)
13.	Coupons-réponse internationaux Conv., art. 31, § 2	2031.2	
	" " , § 3	2031.1	
14.	Interdictions Conv., art. 36, titre	2036.1	(3035.1)
	" " , d'ordre général	2000.3	
	" , Règl., d'ordre général	2500.4	
	" " , art. 130	2530.2	
	" , art. 36, § 3	2036.2	
	" " , § 4bis	2036.3	
	" " , § 7	2036.4, 2036.5, 2036.6	
15.	Contrôle douanier Conv., art. 37	2037.1	
	" " , d'ordre général	2000.10, 2000.11	

		<u>N° du document ou de la proposition</u>	
16.	Admission des envois recommandés Conv., art. 43, d'ordre général	2000.7, 2000.17	
17.	Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur Conv., art. 46, § 2	2046.1	
18.	Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés Conv., art. 50, § 2 " " , § 4 " " , § 4bis	2050.2 2050.4 2050.1, 2050.3	
19.	Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée Conv., art. 51, § 5bis " " , § 6	2051.1 2051.2	
20.	Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés Conv., art. 52, §§ 1 et 2 " " , § 2, chiffre 1°, lettre cbis)	2052.1 2052.2	(3042.1)
21.	Conv., Règl., art. 65 " , formule 34	2565.91 2934.91	
22.	Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Envois recommandés Conv., art. 55, § 2bis	2055.1, 2055.2	
23.	Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée Conv., art. 56, § 3 " , art. 56bis	2056.1 2056.91	
24.	Paieement de l'indemnité Conv., art. 57, §§ 2, 3 et 4	2057.1, 2057.2	
	Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution Conv., art. 85, §§ 1 et 1bis	2085.1	(1022.1, 1502.1)

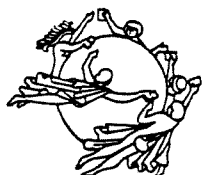
N° du document ou  
de la proposition

Protocole final

- |     |  |                           |
|-----|--|---------------------------|
| 25. | Mise à jour du Protocole<br>final de la Convention   | Congrès - Doc 21 et Add 1 |
| 26. | Appartenance des envois postaux<br>Conv., Protocole final, art. I, § 1                                 | 2301.1                    |
| 27. | Dérogation aux dimensions des envois<br>sous enveloppe<br>Conv., Protocole final, art. V,<br>§§ 1 et 2 | 2305.1, 2305.2            |

Hamburg, le 21 juin 1984

Le Président,  
N. LANDEIRA



COMMISSION 4 (CONVENTION - REGLEMENTATION)

Ordre du jour (deuxième partie)

	<u>N° du document ou de la proposition</u>	
1. Cartes d'identité postales Conv., Règl., art. 106, § 4	2506.1	
2. Délai de conservation des documents Conv., Règl., art. 107, § 1	2507.1	(5550.1)
" " , d'ordre général	2000.6	
3. Communications et renseignements à transmettre au Bureau international Conv., Règl., art. 109, § 1	2509.1	(3019.4)
4. Publications Conv., Règl., art. 111, § 2, lettre k)	2511.2	
" " " , § 2, lettre l)		
(nouveau)	2511.3	
5. Adresse. Conditionnement Conv., Règl., art. 113, § 1	2513.1	
6. Envois soumis au contrôle douanier Conv., Règl., art. 116, § 1	2516.2	
" " " , § 3bis	2516.1	
" " , art. 161	2561.3	
" , formule C 1	2901.1	
7. Conditionnement. Vérification du contenu Conv., Règl., art. 122, § 1	2522.1	
" " " , § 3	2522.3	
" " " , § 3bis	2522.4	(3019.10)
" " , art. 30bis	2530.91	
" " , art. 55, § 1bis	2555.4	
8. Envois sous enveloppe à panneau Conv., Règl., art. 123, § 1, lettres e) et f)	2523.2	
Conv., Règl., art. 123, §§ 1, 2 et 3bis	2523.1	

	<u>N° du document ou de la proposition</u>
9. Cartes postales Conv., Règl., art. 125, § 5	2525.2, 2525.3
10. Imprimés. Annotations et annexes autorisées Conv., Règl., art. 127, § 5, lettre a)	2527.1, 2527.2
11. Cécogrammes Conv., Règl., art. 129, §§ 1 et 2	2529.1
12. Petits paquets Conv., Règl., art. 130, § 3bis	2530.3
13. Envois recommandés Conv., Règl., art. 131, § 8bis " " " , § 10	2531.2, 2531.5 2531.3, 2531.4
14. Echange en dépêches closes Conv., Règl., art. 151, § 1 " " " , § 4	2551.1/Rev 1, 2551.3, 2551.2
15. Voies et modes de transmission des lettres avec valeur déclarée Conv., Règl., art. 153, § 5	2553.1
16. Transit à découvert Conv., Règl., art. 154, § 3	2554.1, 2554.2, 2554.3
17. Confection des dépêches Conv., Règl., art. 155, § 1 " " " , §§ 3, 4, 6, 7 et 9 Conv., Règl., art. 164, § 5 " " , art. 168, §§ 1, 2, 6 et 7 Conv., Règl., d'ordre général	2555.2 2555.1, 2555.3 2564.2 2568.1 2500.1, 2500.2
18. Transmission des envois exprès et des correspondances-avion comprises dans des dépêches de surface Conv., Règl., art. 160, § 4 " " , art. 163 " , formule C 12	2560.1 2563.2 2912.1, 2912.2
19. Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire Conv., Règl., art. 161	2561.1, 2561.2, 2561.4

	<u>N° du document ou de la proposition</u>	
20. Etiquetage des dépêches Conv., Règl., art. 162, § 6	2562.1	(4598.1)
21. Acheminement des dépêches et éta- blissement des bulletins d'essais Conv., Règl., art. 163, § 3	2563.3	
" " " , § 3bis	2563.1	
" , formule C 27	2927.1, 2927.2	
22. Remise des dépêches Conv., Règl., art. 164, § 4	2564.3	
" " " , § 5	2564.1	
" " " , § 6	2564.5	(4000.7)
23. Vérification des dépêches et utili- sation du bulletin de vérification Conv., Règl., art. 165, § 4	2565.3	
" " " , § 9	2565.1	
" " " , § 10, lettre b)	2565.2	
" " " , § 7bis	2565.4	
" " , d'ordre général	2500.3	
24. Renvoi des sacs vides Conv., Règl., art. 168, § 7bis	2568.2	
25. Caractéristiques des timbres-poste Conv., Règl., art. 187, § 4	2587.1	
26. Caractéristiques des empreintes des machines à affranchir Conv., Règl., art. 188, §§ 1 et 3	2588.2	
27. Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres Conv., Règl., art. 193, titre et texte	2593.1	
Conv., formule C 31/CP 22	2931.91	
" , Règl., art. 193, § 3	2593.2	
28. Confection et utilisation des formules dans le service international Conv., Règl., formules, d'ordre général	2900.1	
29. Conv., Règl., formule C 2/CP 3	2902.1	
30. Conv., Règl., formule C 4	2904.1	



	<u>N° du document ou de la proposition</u>	
31. Conv., Règl., formule C 14	2914.1	
32. Conv., Règl., formule C 18	2918.1	
33. Conv., Règl., formule C 28	2928.1	(4908.1)
34. Conv., Règl., formule C 31	2931.1	
35. Conv., Règl., formule C 33/CP 10	2933.91	(3543.3, 5535.2)

Hamburg, le 20 juin 1984

Le Président,  
N. LANDEIRA



COMMISSION 4 (CONVENTION - REGLEMENTATION)

Ordre du jour (deuxième partie)

	<u>N° du document ou</u> <u>de la proposition</u>	
1. Cartes d'identité postales Conv., Règl., art. 106, § 4	2506.1	
2. Délai de conservation des documents Conv., Règl., art. 107, § 1	2507.1	(5550.1)
" " , d'ordre général	2000.6	
3. Communications et renseignements à transmettre au Bureau international Conv., Règl., art. 109, § 1	2509.1	(3019.4)
4. Publications Conv., Règl., art. 111, § 2, lettre k)	2511.2	
" " " , § 2, lettre l)		
(nouveau)	2511.3	
5. Adresse. Conditionnement Conv., Règl., art. 113, § 1	2513.1	
6. Envois soumis au contrôle douanier Conv., Règl., art. 116, § 1	2516.2	
" " " , § 3bis	2516.1	
" " , art. 161	2561.3	
" , formule C 1	2901.1	
7. Conditionnement. Vérification du contenu Conv., Règl., art. 122, § 1	2522.1	
" " " , § 3	2522.3	
" " " , § 3bis	2522.4	(3019.10)
" " , art. 30bis	2530.91	
" " , art. 55, § 1bis	2555.4	
8. Envois sous enveloppe à panneau Conv., Règl., art. 123, §§ 1, 2 et 3bis	2523.1	
Conv., Règl., art. 123, § 1, lettres e) et f)	2523.2	
Conv., art. 20, § 1, lettre a), chiffres 1°, 2e et 3e	2020.1, 2020.2, 2020.3	
Conv., Règl., art. 123, § 3	2523.3	
Conv., art. 20, d'ordre général	2000.2	

	<u>N° du document ou de la proposition</u>
9. Cartes postales Conv., Règl., art. 125, § 5	2525.2, 2525.3
10. Imprimés. Annotations et annexes autorisées Conv., Règl., art. 127, § 5, lettre a)	2527.1, 2527.2
11. Cécogrammes Conv., Règl., art. 129, §§ 1 et 2	2529.1
12. Petits paquets Conv., Règl., art. 130, § 3bis	2530.3
13. Envois recommandés Conv., Règl., art. 131, § 8bis " " " , § 10	2531.2, 2531.5 2531.3, 2531.4
14. Echange en dépêches closes Conv., Règl., art. 151, § 1 " " " , § 4	2551.1/Rev 1, 2551.3, 2551.2
15. Voies et modes de transmission des lettres avec valeur déclarée Conv., Règl., art. 153, § 5	2553.1
16. Transit à découvert Conv., Règl., art. 154, § 3	2554.1, 2554.2, 2554.3
17. Confection des dépêches Conv., Règl., art. 155, § 1 " " " , §§ 3, 4, 6, 7 et 9 Conv., Règl., art. 164, § 5 " " , art. 168, §§ 1, 2, 6 et 7 Conv., Règl., d'ordre général	2555.2 2555.1, 2555.3 2564.2 2568.1 2500.1, 2500.2
18. Transmission des envois exprès et des correspondances-avion comprises dans des dépêches de surface Conv., Règl., art. 160, § 4 " " , art. 163 " , formule C 12	2560.1 2563.2 2912.1, 2912.2
19. Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire Conv., Règl., art. 161	2561.1, 2561.2, 2561.4

	<u>N° du document ou</u> <u>de la proposition</u>	
20. Etiquetage des dépêches Conv., Règl., art. 162, § 6	2562.1	(4598.1)
21. Acheminement des dépêches et éta- blissement des bulletins d'essais Conv., Règl., art. 163, § 3	2563.3	
" " " , § 3bis	2563.1	
" , formule C 27	2927.1, 2927.2	
22. Remise des dépêches Conv., Règl., art. 164, § 4	2564.3	
" " " , § 5	2564.1	
" " " , § 6	2564.5	(4000.7)
23. Vérification des dépêches et utili- sation du bulletin de vérification Conv., Règl., art. 165, § 4	2565.3	
" " " , § 9	2565.1	
" " " , § 10, lettre b)	2565.2	
" " " , § 7bis	2565.4	
" " , d'ordre général	2500.3	
24. Renvoi des sacs vides Conv., Règl., art. 168, § 7bis	2568.2	
25. Caractéristiques des timbres-poste Conv., Règl., art. 187, § 4	2587.1	
26. Caractéristiques des empreintes des machines à affranchir Conv., Règl., art. 188, §§ 1 et 3	2588.2	
27. Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres Conv., Règl., art. 193, titre et texte	2593.1	
Conv., formule C 31/CP 22	2931.91	
" , Règl., art. 193, § 3	2593.2	
28. Confection et utilisation des formules dans le service international Conv., Règl., formules, d'ordre général	2900.1	
29. Conv., Règl., formule C 2/CP 3	2902.1	
30. Conv., Règl., formule C 4	2904.1	

	<u>N° du document ou</u> <u>de la proposition</u>	
31. Conv., Règl., formule C 14	2914.1	
32. Conv., Règl., formule C 18bis	2918.1	
33. Conv., Règl., formule C 28	2928.1	(4908.1)
34. Conv., Règl., formule C 31	2931.1	
35. Conv., Règl., formule C 33/CP 10	2933.91	(3543.3, 5535.2)

Hamburg, le 21 juin 1984

Le Président,  
N. LANDEIRA



Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour (première partie)

Numéro du document  
ou de la proposition

---

1. Ouverture de la séance par le Président

2. Adoption de l'ordre du jour

Congrès - Doc 39 et Add 1

3. Propositions renvoyées à d'autres  
Commissions:

a) Commission 4:

3032.1, 3032.2, 3033.1, 3309.1,  
3035.1, 3042.1, 3042.2, 3042.3,  
3049.1, 3517.1, 3535.1, 3535.2,  
3535.3, 3535.4, 3535.5/Rev 1,  
3536.1, 3536.2, 3536.3, 3538.1,  
3539.1, 3540.1, 3543.1, 3543.2,  
3543.3, 3547.1, 3547.2, 3547.3,  
3547.4, 3547.5, 3909.1, 3902.2,  
3909.3, 3909.4, 3909.5, 3909.6,  
3932.1

b) Commission 9:

3500.1

c) Commission 10:

3574.6

4. Monnaie type. Equivalents

Convention, article 8, paragraphe 1

3008.1

Convention, article 8, paragraphes 1 et 2

3008.2

5. Taxes d'affranchissement et limites de poids  
et de dimensions. Conditions générales

Convention, article 19

- Mémoire sur la circulation interna-  
tionale du matériel éducatif, scienti-  
fique ou culturel

Congrès - Doc 20

- Taxes de base des envois de la poste aux  
lettres

Congrès - Doc 19 et Corr 1

Convention, article 19, paragraphe 1

3019.11, 3019.12, 3019.13

Convention, article 19. Propositions  
d'ordre général

3000.2, 3000.5/Rev 1, 3000.6

	Numéro du document ou de la proposition
Convention, article 19, paragraphe 1	3019.8
Convention, article 19, paragraphe 8	3019.1, 3019.4, 3019.2 et 3019.6, 3019.3
Convention, article 19, paragraphe 7	3019.5
Convention, article 19, paragraphe 10	3019.7
Convention, Protocole final, article IIIbis	3303.91
Convention, article 19. Nouvelle classification du courrier	3019.9, 3019.10, 3000.3
6. Taxes spéciales	
Convention, article 24, paragraphe 1, lettre f) Taxe de remise d'un petit paquet dépassant 500 g	3024.1
Convention, article 25. Taxe de dépôt en dernière limite d'heure, etc.	3025.1
Convention, Protocole final, article III	3303.1
7. Frais de transit	
Convention, article 61	
a) Nouveaux barèmes de frais de transit	Congrès - Doc 9
- barèmes calculés sur la base des prix des 15 marchandises	3061.3
- barèmes calculés sur la base des prix de transport effectivement payés	3061.4
- barèmes calculés sur la base des prix de transport effectivement payés et majorés d'un coefficient d'évolution	3061.5
b) Proposition d'ordre général	3061.2/Rev 1
Proposition d'ordre général	3000.1
c) Convention, article 61, paragraphes 1, 2, 4, 6 et 7	3061.1
Convention, article 61bis	3061.91
Convention, article 65bis	3065.91
Convention, article 65ter	3065.92
8. Frais terminaux	
Convention, article 62	Congrès - Doc 10 et Corr 1
Convention, article 62, paragraphe 2	3062.4, 3062.7, 3062.1, 3062.2, 3062.3
Convention, article 62. Proposition d'ordre général	3000.4

Numéro du document  
ou de la proposition

---

9. Exemption des frais de transit et des frais terminaux
- Convention, article 63 3063.1, 3063.2, 3063.3
- Convention, article 35, paragraphes 8bis, 8ter 3035.2
10. Décompte des frais de transit et des frais terminaux
- a) Convention, article 65, sauf le paragraphe 4
- Détermination du poids
- 1° Etude sur le système actuel de statistique
- Congrès - Doc 11
- option concernant le système a) 3065.5/Rev 1, 3579.5, 3579.2/Rev 1, 3579.7
- option concernant le système C 1) 3065.6
- 2° Poids réel
- poids réel obligatoire pour toutes les Administrations 3065.3
- poids réel obligatoire sur demande unilatérale 3065.2/Rev 1, 3065.7
- b) Solde annuel à exonérer
- Convention, article 65, paragraphe 4 3065.1 et 3065.5/Rev 1, 3065.6, 3583.1
- c) Décompte général 3065.4 et 3570.1
- d) Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre
- Convention, article 66, paragraphe 4 3066.1/Rev 1, 3066.2/Rev 1
- Convention - Règlement, article 175 3575.1/Rev 1, 3575.2/Rev 1
- e) Modification de l'article 61, paragraphe 7 3061.6 ou 3061.7
- f) Modification de l'article 62, paragraphe 4 3062.5 ou 3062.6

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président,  
D. PERIER





UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 39/Rev 1

Commission 5

Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour (première partie)

Numéro du document  
ou de la proposition

1. Ouverture de la séance par le Président

2. Adoption de l'ordre du jour

Congrès - Doc 39 et Add 1

3. Propositions renvoyées à d'autres  
Commissions:

a) Commission 4:

3032.1, 3032.2, 3033.1, 3035.1,  
3042.1, 3042.2, 3042.3, 3049.3,  
3309.1, 3517.1, 3535.1, 3535.2,  
3535.3, 3535.4, 3535.5/Rev 1,  
3536.1, 3536.2, 3536.3, 3538.1,  
3539.1, 3540.1, 3543.1, 3543.2,  
3543.3, 3547.1, 3547.2, 3547.3,  
3547.4, 3547.5, 3909.1, 3902.2,  
3909.3, 3909.4, 3909.5, 3909.6,  
3932.1

b) Commission 9:

3500.1

c) Commission 10:

3574.6

4. Monnaie type. Equivalents

Convention, article 8, paragraphe 1

3008.1

Convention, article 8, paragraphes 1 et 2

3008.2

5. Taxes d'affranchissement et limites de poids  
et de dimensions. Conditions générales

Convention, article 19

- Mémoire sur la circulation interna-  
tionale du matériel éducatif, scienti-  
fique ou culturel

Congrès - Doc 20

- Taxes de base des envois de la poste aux  
lettres

Congrès - Doc 19 et Corr 1

Convention, article 19, paragraphe 1

3019.11, 3019.12, 3019.13

Convention, article 19. Propositions  
d'ordre général

3000.2, 3000.5/Rev 1, 3000.6

	Numéro du document ou de la proposition
Convention, article 19, paragraphe 1	3019.8
Convention, article 19, paragraphe 8	3019.1, 3019.4, 3019.2 et 3019.6, 3019.3
Convention, article 19, paragraphe 7	3019.5
Convention, article 19, paragraphe 10	3019.7
Convention, Protocole final, article IIIbis	3303.91
Convention, article 19. Nouvelle classification du courrier	3019.9, 3019.10, 3000.3
6. Taxes spéciales	
Convention, article 24, paragraphe 1, lettre f) Taxe de remise d'un petit paquet dépassant 500 g	3024.1
Convention, article 25. Taxe de dépôt en dernière limite d'heure, etc.	3025.1
Convention, Protocole final, article III	3303.1
7. Frais de transit	
Convention, article 61	
a) Nouveaux barèmes de frais de transit	Congrès - Doc 9
- barèmes calculés sur la base des prix des 15 marchandises	3061.3
- barèmes calculés sur la base des prix de transport effectivement payés	3061.4
- barèmes calculés sur la base des prix de transport effectivement payés et majorés d'un coefficient d'évolution	3061.5
b) Proposition d'ordre général	3061.2/Rev 1
Proposition d'ordre général	3000.1
c) Convention, article 61, paragraphes 1, 2, 4, 6 et 7	3061.1
Convention, article 61bis	3061.91
Convention, article 65bis	3065.91
Convention, article 65ter	3065.92
8. Frais terminaux	
Convention, article 62	Congrès - Doc 10 et Corr 1
Convention, article 62, paragraphe 2	3062.4, 3062.7, 3062.1, 3062.2, 3062.3
Convention, article 62. Proposition d'ordre général	3000.4

Numéro du document  
ou de la proposition

---

9. Exemption des frais de transit et des frais terminaux
- Convention, article 63 3063.1, 3063.2, 3063.3
- Convention, article 35, paragraphes 8bis, 8ter 3035.2
10. Décompte des frais de transit et des frais terminaux
- a) Convention, article 65, sauf le paragraphe 4
- Détermination du poids
- 1° Etude sur le système actuel de statistique
- option concernant le système a) | Congrès - Doc 11  
3065.5/Rev 1, 3065.9, 3579.5,  
3579.2/Rev 1, 3579.7
- option concernant le système C 1) | 3065.6, 3065.8
- 2° Poids réel
- poids réel obligatoire pour toutes les Administrations 3065.3
- poids réel obligatoire sur demande unilatérale 3065.2/Rev 1, 3065.7
- b) Solde annuel à exonérer
- Convention, article 65, paragraphe 4 3065.1 et 3065.5/Rev 1, 3065.6, 3583.1
- c) Décompte général | 3065.4
- d) Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre
- Convention, article 66, paragraphe 4 3066.1/Rev 1, 3066.2/Rev 1
- Convention - Règlement, article 175 3575.1/Rev 1, 3575.2/Rev 1
- e) Modification de l'article 61, paragraphe 7 3061.6 ou 3061.7
- f) Modification de l'article 62, paragraphe 4 3062.5 ou 3062.6

Hamburg, le 27 juin 1984

Le Président,  
D. PERIER



Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour (deuxième partie)

Numéro du document ou  
de la proposition

- |      |  |  |
|------|--|--|
| 1.   | Adoption de l'ordre du jour  | Congrès - Doc 39/Add 2   |
| 2.   | Propositions devenues sans objet ou retirées   |  |
| 2.1  | Pour mémoire, toutes les propositions du CE<br>prévues dans le système a)  | Congrès - Doc 11<br>Conclusions § 42 - 2°  |
| 2.2  | Sans objet   | 3574.94/Rev 1, 3585.3,<br>3915.93, 3915.94, 3915.95,<br>2564.4 et 2918.91                                |
| 2.3. | Propositions retirées  | 3584.1, 3585.1   |
| 3.   | Propositions à admettre sans débat   | 3501.2, 3912.2, 3569.93,<br>3569.97/Rev 1, 3917.5,<br>3577.93, 3578.6, 3578.97/<br>Rev 1, 3920.4, 3921.4 |
| 4.   | Etablissement et liquidation des comptes<br>Conv., Règl., art. 101, § 2  | 2501.1, 2501.2, 2501.3,<br>2501.4  |
| 5.   | Règles de paiement<br>Conv., Règl., art. 103, § 8<br>Conv., Règl., art. 103, § 9<br>Conv., Règl., art. 103, § 10 | 2503.1<br>2503.3, 2503.4<br>2503.2   |
| 6.   | Décompte général annuel -<br>Intervention du Bureau international<br>Règl., art. 181 et 182                      | 3581.4, 3581.9 et 3582.2<br>3581.6/Rev 1, 3581.11<br>et 3581.8<br>3581.2 et 3581.7<br>3581.1<br>3582.1   |

Numéro du document ou  
de la proposition

Opérations permanentes

- |     |  |  |
|-----|--|--|
| 7.  | Confection des dépêches  |  |
| 7.1 | Feuille d'avis<br>Conv., Règl., art. 156, §§ 1 et 2  | 3556.2, 3573.2   |
| 7.2 | Étiquetage des dépêches<br>art. 162, §§ 4bis et 5  | 3562.2, 2900.2, 3572.2   |
| 8.  | Dénombrement du courrier surface et avion  | 3569.94/Rev 2, 3912.91   |
| 8.1 | Relevé de sacs des dépêches de surface<br>art. 169bis  | 3912.92  |
| 8.2 | Relevé de poids des dépêches-avion<br>Conv., Règl., art. 169ter  | 3569.95/Rev 1, 3957.1,<br>3953.3, 3953.2, 3953.1,<br>3955.3, 3955.2, 3955.1,<br>3578.1, 3578.2, 3578.7 |
| 8.3 | Transmission et acceptation des relevés de<br>sacs des dépêches de surface et des états<br>de poids des dépêches-avion<br>Conv., Règl., art. 169quater | 3569.96, 3578.3, 3578.4  |

Opérations statistiques du courrier de surface

- |     |   |   |
|-----|---|---|
| 9.  | Confection des dépêches   |   |
| 9.1 | Période, durée et application de la statistique<br>Conv., Règl., art. 170   | 3570.5/Rev 2, 3570.1,<br>3570.7, 3915.2/Rev 1,<br>3573.1, 3570.3, 3570.2<br>et 3581.3 |
| 9.2 | Confection et étiquetage des dépêches closes<br>art. 172  | 3572.4/Rev 1, 3928.2,<br>3572.1, 3572.5, 3928.1,<br>3928.4                            |
| 9.3 | Feuille d'avis spéciale<br>art. 173   | 3573.4/Rev 2  |
| 9.4 | Vérification des dépêches closes et établis-<br>sement, transmission et acceptation des relevés<br>statistiques<br>art. 174 | 3574.8/Rev 2, 3574.2  |
| 10. | Etablissement des relevés statistiques des<br>poids des sacs reçus<br>art. 174bis   | 3574.93/Rev 2<br>3915.91/Rev 1<br>3915.92/Rev 1                                       |
| 11. | Bulletin de transit pour les dépêches de<br>courrier de surface<br>art. 176   | 3576.2/Rev 1  |

Numéro du document ou  
de la proposition

- |     |   |   |
|-----|---|---|
| 12. | Etablissement du relevé annuel du poids des<br>dépêches en transit<br>art. 177bis | 3577.91/Rev 1, 3917.4,<br>3917.1, 3574.4, 3574.3,<br>3574.9, 3574.5, 3574.1,<br>3574.10 |
| 13. | Dépêches-avion en transit par voie de surface<br>art. 171 et 174quater            | 3574.95 et 3571.2   |
| 14. | Adresse spéciale pour la transmission des<br>formules<br>art. 177 et 180bis       | 3577.2 et 3580.92   |

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et  
de frais terminaux

- |      |   |  |
|------|---|--|
| 15.  | Frais de transit et frais terminaux du<br>courrier de surface<br>art. 179   | 3579.6/Rev 1, 3579.10,<br>3920.3/Rev 1, 3921.3,<br>3579.1, 3579.3, 3579.8        |
| 16.  | Régularisation des différences de poids accep-<br>tées après l'établissement des comptes parti-<br>culiers<br>art. 179bis | 3579.91  |
| 17.  | Frais terminaux avion   |  |
| 17.1 | art. 180  | 3580.4/Rev 1, 3962.3/Rev 1,<br>3962.2, 3962.1, 3580.1,<br>3580.5, 3580.2, 3580.6 |
| 17.2 | art. 183  | 3583.3, 3583.4   |
| 18.  | Revision des comptes de frais de transit et<br>de frais terminaux du courrier de surface<br>art. 184                      | 3584.3   |



Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour (deuxième partie)

Numéro du document ou  
de la proposition

- |     |  |  |
|-----|--|--|
| 1.  | Adoption de l'ordre du jour  | Congrès - Doc 39/Add 2/Rev 1   |
| 2.  | Propositions devenues sans objet ou retirées   |  |
| 2.1 | Pour mémoire, toutes les propositions du CE prévues dans le système a)   | Congrès - Doc 11<br>Conclusions § 42 - 2°  |
| 2.2 | Sans objet   | 3574.1, 3574.4, 3574.94/<br>Rev 1, 3585.3, 3915.93,<br>3915.94, 3915.95, 2564.4<br>et 2918.91            |
| 2.3 | Propositions retirées  | 3584.1, 3585.1, 3570.1,<br>3574.9, 3574.10, 3578.7,<br>3579.8, 3580.5, 3581.7,<br>3581.8                 |
| 3.  | Propositions à admettre sans débat   | 3501.2, 3912.2, 3569.93,<br>3569.97/Rev 1, 3917.5,<br>3577.93, 3578.6, 3578.97/<br>Rev 1, 3920.4, 3921.4 |
| 4.  | Etablissement et liquidation des comptes<br>Conv., Règl., art. 101, § 2  | 2501.1, 2501.2, 2501.3,<br>2501.4  |
| 5.  | Règles de paiement<br>Conv., Règl., art. 103, § 8<br>Conv., Règl., art. 103, § 9<br>Conv., Règl., art. 103, § 10 | 2503.1<br>2503.3, 2503.4<br>2503.2   |
| 6.  | Décompte général annuel -<br>Intervention du Bureau international<br>Règl., art. 181 et 182                      | 3581.4 et 3581.12, 3581.9<br>et 3582.2<br>  3581.6/Rev 1, 3581.11<br>  3581.2<br>  3581.1<br>  3582.1    |

Numéro du document ou  
de la proposition

Opérations permanentes

7.	Confection des dépêches	
7.1	Feuille d'avis Conv., Règl., art. 156, §§ 1 et 2	3556.2, 3573.2
7.2	Etiquetage des dépêches art. 162, §§ 4bis et 5	3562.2, 2900.2, 3572.2
8.	Dénombrement du courrier surface et avion	
8.1	Relevé de sacs des dépêches de surface art. 169bis	3569.94/Rev 2, 3912.91/Rev 1 3912.92/Rev 1
8.2	Relevé de poids des dépêches-avion Conv., Règl., art. 169ter	3569.95/Rev 1, 3957.1/Rev 1, 3953.3/Rev 1, 3953.2, 3953.1, 3955.3/Rev 1, 3955.2, 3955.1, 3578.1, 3578.2
8.3	Transmission et acceptation des relevés de sacs des dépêches de surface et des états de poids des dépêches-avion Conv., Règl., art. 169quater	3569.96 et 3569.98, 3578.3, 3578.4

Opérations statistiques du courrier de surface

9.	Confection des dépêches	
9.1	Période, durée et application de la statistique Conv., Règl., art. 170	3570.5/Rev 2, 3570.7/Rev 1, 3915.2/Rev 1, 3573.1, 3570.3, 3570.2 et 3581.3
9.2	Confection et étiquetage des dépêches closes art. 172	3572.4/Rev 1, 3928.2, 3572.1, 3572.5, 3928.1, 3928.4
9.3	Feuille d'avis spéciale art. 173	3573.4/Rev 2 et 3573.5
9.4	Vérification des dépêches closes et établis- sement, transmission et acceptation des relevés statistiques art. 174	3574.8/Rev 2, 3574.2
10.	Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus art. 174bis	3574.93/Rev 2 et 3574.96 3915.91/Rev 1 3915.92/Rev 1
11.	Bulletin de transit pour les dépêches de courrier de surface art. 176	3576.2/Rev 1

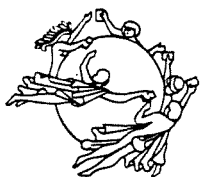


Numéro du document ou  
de la proposition

- |   |   |
|---|---|
| 12. Etablissement du relevé annuel du poids des<br>dépêches en transit<br>art. 177bis                                     | 3577.91/Rev 1 et 3577.94,<br>3917.4/Rev 1, 3917.1,<br>3574.3, 3574.5                  |
| 13. Dépêches-avion en transit par voie de surface<br>art. 171 et 174quater  | 3574.95 et 3571.2   |
| 14. Adresse spéciale pour la transmission des<br>formules<br>art. 177 et 180bis   | 3577.2 et 3580.92/Rev 1   |
| <u>Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et<br/>de frais terminaux</u>               |   |
| 15. Frais de transit et frais terminaux du<br>courrier de surface<br>art. 179   | 3579.6/Rev 2 et 3579.11,<br>3579.10, 3920.3/Rev 1,<br>3921.3/Rev 1, 3579.1,<br>3579.3 |
| 16. Régularisation des différences de poids<br>acceptées après l'établissement des<br>comptes particuliers<br>art. 179bis | 3579.91   |
| 17. Frais terminaux avion   |   |
| 17.1 art. 180   | 3580.4/Rev 1, 3962.3/Rev 1,<br>3962.2, 3962.1, 3580.1,<br>3580.2, 3580.6              |
| 17.2 art. 183   | 3583.3, 3583.4  |
| 18. Revision des comptes de frais de transit et<br>de frais terminaux du courrier de surface<br>art. 184                  | 3584.3/Rev 1  |
| 19. Divers et imprévus  |   |

Hamburg, le 10 juillet 1984

Le Président,  
D. PERIER



Commission 6 (Poste aérienne)

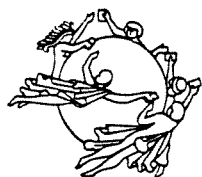
Ordre du jour

	Numéro du Congrès - Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président	-
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès - Doc 40
3. Propositions diverses ayant trait à la Convention	
Art. 74	4074.1, 4000.3
Art. 75	4075.1
Art. 76	4076.1
Art. 77	4077.1, 4077.2
Art. 79	4079.1
Art. 82	4082.1
Art. 83	4083.1
4. Propositions diverses ayant trait au Règlement d'exécution de la Convention et aux formules	
Art. 196	4596.2
Art. 197	4597.3, 4597.4
Art. 198	4598.1, 4598.2
Art. 209	4609.1
Formule AV 10	4910.1
5. Taux de base de transport aérien du courrier	Congrès - Doc 17
Proposition d'ordre général	4000.6
6. Transport aérien intérieur	
Proposition d'ordre général	4000.8
7. Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	Congrès - Doc 16
Propositions d'ordre général	4000.5, 4000.7, 4000.9
Art. 197 (Convention, Règlement)	4597.1, 4597.2
Formule AV 8	4908.91

8. Correspondances-avion en transit à découvert	
Propositions d'ordre général	4000.2, 4000.4
Art. 80 (Convention)	4080.1, 4080.2
Art. 208	4608.1
Art. 209	4609.3
Art. 210 } (Convention, Règlement)	4610.1, 4610.2, 4610.3
Art. 211 }	4611.1
Art. 215 }	4615.2, 4615.3
	4617.2, 4617.3
Art. 217	4617.8
Formule AV 2	4902.1
Formule AV 4	4904.1, 4904.2
9. Règlement des comptes de poste aérienne	
Proposition d'ordre général	4000.1
Art. 216 } (Convention, Règlement)	4616.1, 4616.2
Art. 217 }	4617.1, 4617.6
	4617.7, 4617.9
Formule AV 11	4911.1
10. Bordereau de livraison AV 7	
Art. 200 }	4600.1, 4600.2
Art. 201 } (Convention, Règlement)	4601.1, 4601.3, 4601.4
Art. 202 }	4602.1
Formule AV 7	4907.1, 4907.2
11. Diverses propositions liées aux décisions prises par d'autres Commissions	
Art. 68 }	4068.1
Art. 72 } (Convention)	4072.1
Art. 195 }	4595.1
Art. 196 }	4596.1
Art. 197 }	4597.5
Art. 201 }	4601.2
Art. 208 } (Convention, Règlement)	4608.2
Art. 209 }	4609.2
Art. 212 }	4612.1, 4612.2
Art. 215 }	4615.1
Art. 216 }	4616.3
Art. 217 }	4617.4, 4617.5 (4617.7, 4617.9 en partie)
Formule AV 8	4908.2
12. Divers et imprévu	
	-

Hamburg, le 18 juin 1984

Le Président,  
P.J. SMITH



COMMISSION 7 (COLIS POSTAUX)

Ordre du jour

N° du document ou  
de la proposition

- |  |  |
|--|--|
| 1. Ouverture de la séance par le Président   | -                                      |
| 2. Adoption de l'ordre du jour   | Congrès - Doc 41                       |
| 3. Liste des Pays-membres de la Commission 7 et mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux | Congrès - Doc 23 et Add 1, 22 et Add 1 |
| 4. Propositions renvoyées à la Commission 6 (Poste aérienne)   | 5000.4, 5041.1, 5505.1, 5505.3         |

Arrangement

- |   |  |
|---|--|
| 5. Catégories de colis<br>art.4, § 2, lettre g) | 5004.3, 5017.1, 5040.2,<br>5056.1, 5510.3, 5518.3  |
| " , § 2, lettre ebis)                           | 5004.1, 5505.2, 5518.2,<br>5519.1, 5510.1  |
| " , § 3, lettre a)                              | 5004.4 (4000.7)  |
| " , §§ 4 et 5                                   | 5004.2, 5004.5   |
| 6. Taxes principales<br>art. 7, § 2             | 5007.2   |
| " , § 3 (nouveau)                               | 5007.1   |
| 7. Colis exprès<br>art. 9, § 1                  | 5009.1, 5009.4, 5011.1,<br>5012.1, 5014.3, 5014.4,<br>5306.2/Rev 1   |
| " , § 2   | 5009.2, 5009.3, 5014.1,<br>5014.2, 5029.1, 5031.1,<br>5306.1   |
| " , § 2   | 5009.5, 5029.2, 5014.5,<br>5015.1, 5021.2, 5025.1,<br>5033.1, 5034.1, 5035.1,<br>5037.1, 5039.1, 5040.1,<br>5042.1, 5533.1, 5534.1,<br>5535.1, 5543.1, 5902.1,<br>5902.2, 5909.1 |

	<u>N° du document ou de la proposition</u>	
8. Taxes supplémentaires art. 13, lettre abis)	5013.1, 5014.6	
9. Tarif art. 14, lettre a), colonne 2	5014.7, 5014.8	
10. Conditions d'acceptation art. 18, proposition d'ordre général	5000.1	
11. Traitement des colis acceptés à tort art. 21, § 2	5021.1	
" , § 5	5021.3	(2036.5)
12. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt art. 22, § 4	5022.1	
13. Colis avec valeur déclarée art. 23, § 1, lettre a), chiffre 1°	5023.1	
14. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse art. 31, § 5	5031.2	
15. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption pro- chaines sont à craindre art. 36, titre et texte	5036.1	
16. Réclamations art. 38, § 2	5038.2	
art. 38, §§ 2bis et 2ter	5038.1	(3042.1)
17. Principe et étendue de la responsa- bilité des Administrations postales art. 39, § 3, lettre a)	5039.3	
" , §§ 3, lettre b), et 4	5039.2	
" , § 5bis	5039.4	(2051.1)
" , § 7	5039.5	
18. Non-responsabilité des Administrations postales art. 40, § 2, lettre c)	5040.3	
19. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales art. 42, § 3	5042.2	
" , §§ 3 et 3bis	5042.3, 5042.91	
20. Paiement de l'indemnité art. 43, §§ 2 et 4	5043.1	(2057.2)

N° du document ou  
de la proposition

- |   |  |                                |
|---|--|--------------------------------|
| 21. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée<br>art. 46<br><br>Proposition d'ordre général  | 5046.1, 5048.1,<br>5054.1, 5058.2,<br>5301.1, 5304.1.<br>5305.1<br>5000.3  |                                |
| 22. Quote-part territoriale de transit<br>art. 47<br><br>" , § 4bis   | 5047.1/Rev 1, 5047.2,<br>5047.3<br>5047.4, 5921.1                          |                                |
| 23. Réduction ou majoration de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée<br>art. 48, § 2  | 5048.2   |                                |
| 24. Quote-part maritime<br>art. 49, § 2   | 5049.1, 5049.2,<br>5049.3  |                                |
| 25. Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement<br>art. 51   | 5051.1   |                                |
| 26. Attribution des quotes-parts.<br>Principe général<br>art. 55, §§ 2 et 3   | 5055.1, 5055.2   |                                |
| 27. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution<br>art. 58, §§ 1 et 1bis   | 5058.1   | (1022.1 et 1502.1)<br>(2085.1) |
| <u>Protocole final</u>  |  |                                |
| 28. Quotes-parts territoriales exceptionnelles<br>art. I, tableau 1 (Quotes-parts d'arrivée exceptionnelles)<br><br>art. I, tableau 2 (Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles) | 5301.2, 5301.4,<br>5301.5, 5301.7,<br>5301.8, 5301.9<br><br>5301.3, 5301.6 |                                |
| 29. Distance moyenne pondérée de transport de colis en transit<br>art. II   | 5302.1   |                                |

N° du document ou  
de la proposition

Règlement d'exécution

- |   |   |                                     |
|---|---|-------------------------------------|
| 30. Renseignements à fournir par les Administrations<br>art. 101, lettre b), chiffre 10°<br>(nouveau) | 5501.1, 5519.91,<br>5506.1, 5518.1,<br>5520.1, 5905.91<br>5905.92 |                                     |
| 31. Formalités à remplir par l'expéditeur<br>art. 106, §§ 2 à 4<br>" , § 7bis                         | 5506.2<br>5506.3  |                                     |
| 32. Formalités à remplir par le bureau d'origine<br>art. 107, § 1<br>" , § 2                          | 5507.1, 5508.1,<br>5907.1, 5908.2<br>5507.2                       |                                     |
| 33. Autres catégories de colis<br>art. 110, § 10, lettre b)   | 5510.2, 5510.4  |                                     |
| 34. Acheminement et dédouanement des colis-avion<br>art. 114, § 2                                     | 5514.1  |                                     |
| 35. Colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.)<br>art. 115bis                            | 5515.91   | (4000.7)                            |
| 36. Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20<br>art. 119                          | 5519.2  |                                     |
| 37. Transmission en dépêches closes<br>art. 120, § 1, lettre a)<br>" , § 4<br>" , § 8                 | 5520.3/Rev 1,<br>5924.91/Rev 1<br>5520.4, 5520.5<br>5520.2        | (4000.7, 4597.1,<br>4597.2, 4908.1) |
| 38. Remise des dépêches<br>art. 122, § 5  | 5522.1  | (4000.7)                            |
| 39. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange<br>art. 123<br>art. 123bis                    | 5523.1, 5913.1<br>5523.91, 5523.92                                |                                     |

	<u>N° du document ou de la proposition</u>	
40. Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé art. 126, §§ 2 et 3	5526.1, 5526.2, 5526.3	
41. Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés art. 130	5530.1	
42. Avis de non-livraison art. 133, d'ordre général	5000.2	
43. Renvoi des colis à l'origine art. 135, § 1	5535.2	(3543.3)
44. Traitement des réclamations art. 140, §§ 2 et 3	5540.1	
45. Règlement des cas de réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés art. 141bis	5541.91	
46. Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition art. 143, § 2	5543.2	
47. Etablissement des comptes art. 146, §§ 4 et 7	5546.2, 5546.3, 5546.5	
" , § 5	5546.4, 5546.6	(3574.5)
" , § 9	5546.1	(2931.91)
48. Règlement des comptes art. 148, § 2	5548.1, 5548.2, 5548.3	(3574.5)
49. Délai de conservation des documents art. 150, § 1	5550.1	(2507.1)

#### Formules

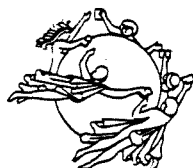
50. Formule CP 2bis	5902.3
51. Formule CP 8	5908.1



	<u>N° du document ou de la proposition</u>	
52. Formule CP 9	5909.2	
53. Formule CP 11	5911.1, 5920.1, 5911.2, 5920.2	
54. Formule CP 14	5914.1	(2052.1, 2565.4, 2565.91, 2534.91)
55. Formule CP 15	5915.1	
56. Formule CP 15bis	5915.2	
57. Formule CP 22	5922.1	(2931.91)

Hamburg, le 19 juin 1984

Le Président,  
M. RAJASINGHAM



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 41/Rev 1

Commission 7

COMMISSION 7 (COLIS POSTAUX)

Ordre du jour

N° du document ou  
de la proposition

- |  |  |
|--|--|
| 1. Ouverture de la séance par le Président   | -                                      |
| 2. Adoption de l'ordre du jour   | Congrès - Doc 41                       |
| 3. Liste des Pays-membres de la Commission 7 et mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux | Congrès - Doc 23 et Add 1, 22 et Add 1 |
| 4. Propositions renvoyées à la Commission 6 (Poste aérienne)   | 5000.4, 5041.1, 5505.1, 5505.3         |

Arrangement

- |                        |  |
|------------------------|--|
| 5. Catégories de colis |  |
| art. 4, § 2, lettre g) | 5004.3, 5017.1, 5040.2, 5056.1, 5510.3, 5518.3   |
| " , § 2, lettre ebis)  | 5004.1, 5505.2, 5518.2, 5519.1, 5510.1   |
| " , § 3, lettre a)     | 5004.4 (4000.7)  |
| " , §§ 4 et 5          | 5004.2, 5004.5   |
| 6. Taxes principales   |  |
| art. 7, § 2            | 5007.2   |
| " , § 3 (nouveau)      | 5007.1   |
| 7. Colis express       |  |
| art. 9, § 1            | 5009.1, 5009.4, 5011.1, 5012.1, 5014.3, 5014.4, 5306.2/Rev 1   |
| " , § 2                | 5009.2, 5009.3, 5014.1, 5014.2, 5029.1, 5031.1, 5306.1   |
| " , § 2                | 5009.5, 5029.2, 5014.5, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1, 5902.1, 5902.2, 5909.1 |

N° du document ou  
de la proposition

8. Taxes supplémentaires art. 13, lettre abis)	5013.1, 5014.6	
9. Tarif art. 14, lettre a), colonne 2	5014.7, 5014.8	
10. Conditions d'acceptation art. 18, proposition d'ordre général	5000.1, 5000.5	
11. Traitement des colis acceptés à tort art. 21, § 2	5021.1	
" , § 5	5021.3	(2036.5)
12. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt art. 22, § 4	5022.1	
13. Colis avec valeur déclarée art. 23, § 1, lettre a), chiffre 1°	5023.1	
14. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse art. 31, § 5	5031.2	
15. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption pro- chaines sont à craindre art. 36, titre et texte	5036.1	
16. Réclamations art. 38, § 2	5038.2	
" , §§ 2bis et 2ter	5038.1	(3042.1)
17. Principe et étendue de la responsa- bilité des Administrations postales art. 39, § 3, lettre a)	5039.3	
" , §§ 3, lettre b), et 4	5039.2	
" , § 5bis	5039.4	(2051.1)
" , § 7	5039.5/Rev 1	
18. Non-responsabilité des Administrations postales art. 40, § 2, lettre c)	5040.3	
19. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales art. 42, § 3	5042.2	
" , §§ 3 et 3bis	5042.3, 5042.91	
20. Paiement de l'indemnité art. 43, §§ 2 et 4	5043.1	(2057.2)

	<u>N° du document ou de la proposition</u>	
21. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée art. 46	5046.1, 5048.1, 5054.1, 5058.2, 5301.1, 5304.1. 5305.1 5000.3	
Proposition d'ordre général		
22. Quote-part territoriale de transit art. 47	5047.1/Rev 1, 5047.2, 5047.3	
" , § 4bis	5047.4, 5921.1	
23. Réduction ou majoration de la quote- part territoriale de départ et d'arrivée art. 48, § 2	5048.2	
24. Quote-part maritime art. 49, § 2	5049.1, 5049.2, 5049.3	
25. Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications impré- visibles d'acheminement art. 51	5051.1	
26. Attribution des quotes-parts. Principe général art. 55, §§ 2 et 3	5055.1, 5055.2	
27. Conditions d'approbation des propo- sitions concernant le présent Arran- gement et son Règlement d'exécution art. 58, §§ 1 et 1bis	5058.1	(1022.1 et 1502.1) (2085.1)
<u>Protocole final</u>		
28. Quotes-parts territoriales exceptionnelles art. I, tableau 1 (Quotes-parts d'arrivée exceptionnelles)	5301.2, 5301.4, 5301.5, 5301.7, 5301.8, 5301.9, 5301.10, 5301.11, 5301.13, 5301.15, 5301.16, 5301.18	
art. I, tableau 2 (Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles)	5301.3, 5301.6, 5301.9, 5301.12/Rev 1, 5301.14, 5301.17	

N° du document ou  
de la proposition

29. Distance moyenne pondérée de transport de colis en transit art. II

5302.1

30. Quotes-parts maritimes art. III

5303.1, 5303.2, 5303.3, 5303.4,  
5303.5, 5303.6

31. Tarifs spéciaux art. V

5305.2

Règlement d'exécution

32. Renseignements à fournir par les Administrations art. 101, lettre b), chiffre 10° (nouveau)

5501.1, 5519.91,  
5506.1, 5518.1,  
5520.1, 5905.91, 5905.93  
5905.92, 5905.94

33. Formalités à remplir par l'expéditeur art. 106, §§ 2 à 4  
" , § 7bis

5506.2  
5506.3

34. Formalités à remplir par le bureau d'origine art. 107, § 1  
" , § 2

5507.1, 5508.1,  
5907.1, 5908.2  
5507.2

35. Autres catégories de colis art. 110, § 10, lettre b)

5510.2, 5510.4

36. Acheminement et dédouanement des colis-avion art. 114, § 2

5514.1

37. Colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) art. 115bis

5515.91 (4000.7)

38. Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20 art. 119

5519.2

39. Transmission en dépêches closes art. 120, § 1, lettre a)

5520.3/Rev 1, (4000.7, 4597.1,  
5924.91/Rev 1 4597.2, 4908.91)  
5520.4, 5520.5  
5520.2

- " , § 4  
" , § 8

40. Remise des dépêches art. 122, § 5

5522.1 (4000.7)

	<u>N° du document ou de la proposition</u>	
41. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange art. 123 art. 123bis	5523.1, 5913.1 5523.91, 5523.92	
42. Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé art. 126, §§ 2 et 3	5526.1, 5526.2, 5526.3	
43. Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés art. 130	5530.1	
44. Avis de non-livraison art. 133, d'ordre général	5000.2	
45. Renvoi des colis à l'origine art. 135, § 1	5535.2	(3543.3)
46. Traitement des réclamations art. 140, §§ 2 et 3	5540.1	
47. Règlement des cas de réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés art. 141bis	5541.91	
48. Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition art. 143, § 2	5543.2	
49. Etablissement des comptes art. 146, §§ 4 et 7	5546.2, 5546.3, 5546.5	
" , § 5	5546.4, 5546.6	(3574.5)
" , § 9	5546.1	(2931.91)
50. Règlement des comptes art. 148, § 2	5548.1, 5548.2, 5548.3	(3574.5)
51. Délai de conservation des documents art. 150, § 1	5550.1	(2507.1)

#### Formules

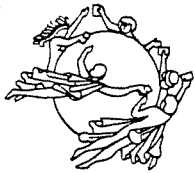
52. Formule CP 2bis	5902.3
53. Formule CP 8	5908.1

N° du document ou  
de la proposition

54. Formule CP 9	5909.2	
55. Formule CP 11	5911.1, 5920.1, 5911.2, 5920.2	
56. Formule CP 14	5914.1	(2052.1, 2565.4, 2565.91, 2934.91)
57. Formule CP 15	5915.1	
58. Formule CP 15bis	5915.2	
59. Formule CP 22	5922.1	(2931.91)
60. Divers et imprévu	-	

Hamburg, le 27 juin 1984

Le Président,  
M. RAJASINGHAM



Commission 7 (Colis postaux)

Propositions restant à examiner

N° du document ou de  
la proposition

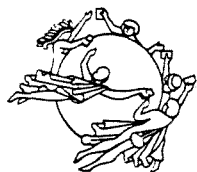
A. Protocole final

- |   |   |
|---|---|
| 1. Quotes-parts territoriales d'arrivée<br>exceptionnelles<br>art. Obis | 5300.91, 5300.92, 5300.93<br>5300.94, 5300.95, 5300.96, 5300.97,<br>5300.98, 5300.99, 5300.100, 5300.101,<br>5300.102, 5300.103, 5300.104, 5300.105,<br>5300.106, 5300.107, 5300.108, 5300.109,<br>5300.110, 5300.111, 5300.112, 5300.113,<br>5300.114, 5300.115, 5300.116, 5300.117,<br>5300.118 |
| 2. Quotes-parts territoriales de transit<br>art. I                      | 5301.20, 5301.21, 5301.22, 5301.23,<br>5301.24, 5301.25, 5301.26, 5301.27,<br>5301.28, 5301.29, 5301.30, 5301.31,<br>5301.32  |
| 3. Quotes-parts maritimes<br>art. III                                   | 5303.8, 5303.9, 5303.10, 5303.11<br>5303.12, 5303.13, 5303.14, 5303.15  |
| 4. Etablissement des quotes-parts<br>moyennes<br>art. IIIbis            | 5303.91   |
| 5. Quotes-parts supplémentaires<br>art. IV                              | 5304.3, 5304.4  |
| 6. Interdiction<br>art. VIIbis  | 5307.91   |
| 7. Dédommagement<br>art. IX   | 5309.1, 5309.2, 5309.3, 5309.4,<br>5309.5   |
| 8. Avis de réception<br>art. Xbis                                       | 5310.91   |



B. Proposition dont l'examen a été différé

- 5058.1 (Prop. 1022.1, 1502.1 renvoyées au CE pour étude; C 3, 3e séance)
- 5521.3 (Prop. 2036.5 sans objet; prop. 2036.6 adoptée à la place, C 4, 5e séance)
- 5521.4 (Amendement à la proposition 5521.3)
- 5038.1 (Prop. 3042.1 retirée, C 4, 5e séance)
- 5039.4 (Prop. 2051.1 rejetée, C 4, 6e séance)
- 5043.1 (Prop. 2057.2 retirée, C 4, 7e séance)
- 5535.2 (Prop. 3543.3 adoptée, C 4, 3e séance)
- 5546.1 (Prop. 2931.91)
- 5546.4 (Prop. 3574.5 retirée par son auteur)
- 5546.6 (Prop. 3574.5 retirée par son auteur)
- 5548.2 (Prop. 3574.5 retirée par son auteur)
- 5550.1 (Prop. 2507.1 adoptée, Com. 4, 7e séance)
- 5922.1 (Prop. 2931.91)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 43

Commission 9

Commission 9 (Coopération technique)

Ordre du jour provisoire

Numéro du Congrès - Doc  
ou des propositions

- |   |   |
|---|---|
| 1. Ouverture par le Président de la Commission  |   |
| 2. Approbation de l'ordre du jour   | Congrès - Doc 43  |
| 3. Propositions qui, de l'avis du Président de la Commission, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission                      | -   |
| 4. Questions et propositions à examiner par le Congrès en matière de coopération technique soumises par le Conseil exécutif                       | Congrès - Doc 18  |
| 5. L'assistance technique de l'UPU:<br>I - Politique<br>II - Bilan et évaluation<br>III - Perspectives et programmes d'action<br>IV - Conclusions | Congrès - Doc 18.1 et Add 1<br>Propositions 015 et 027<br>Propositions 016 et 028 |
| 6. La coopération technique entre pays en développement (CTPD)  | Congrès - Doc 18.2<br>Proposition 017   |
| 7. L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)   | Congrès - Doc 18.3<br>Proposition 018   |
| 8. L'action de formation postale au sein de l'UPU   | Congrès - Doc 18.4  |
| 9. L'avenir de l'assistance technique de l'UPU  | Congrès - Doc 18.5  |
| 10. Divers  | -   |

Hamburg, le 20 juin 1984

Le Président,  
M. AOUJIL

21.6.1984



Liste des Congrès - Doc  
=====

(Etat au 15 juin 1984)

- 1 Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979-1984
- 2 Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979-1984
- 3 Rapport du Directeur général 1980-1984
- 4 Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union
- 5 Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales
- 5/Add 1 Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix
- 6 Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès
- 7 Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP
- 8 Problème des arriérés à l'UPU
- 9 Nouveaux barèmes de frais de transit
- 10 Frais terminaux
- 11 Etude sur le système actuel de statistique
- 12 Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977-1981
- 13 La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux
- 14 L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979-1984
- 15 Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées
- 16 Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier
- 17 Taux de base de transport aérien du courrier
- 18 Questions et propositions à examiner par le Congrès en matière de coopération technique

- 18.1 L'assistance technique de l'UPU - Rapport du Conseil exécutif  
18.1/Add 1 Formation en matière de gestion - Rapport du Secrétaire général
- 18.2 La coopération technique entre pays en développement (CTPD)
- 18.3 L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)
- 18.4 L'action de formation postale au sein de l'UPU
- 18.5 L'avenir de l'assistance technique de l'UPU
- 19 Taxes de base des envois de la poste aux lettres  
19/Corr 1
- 20 Mémoire sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel, présenté par l'UNESCO
- 21 Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle  
21/Add 1
- 22 Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux  
22/Add 1
- 23 Liste des Pays-membres de la Commission 7  
23/Add 1
- 24 Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
- 25 Changements de classes de contribution
- 26 Distribution de la documentation du Congrès
- 27 Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre
- 28 Informations relatives au fonctionnement des services de traduction et à la fourniture, au Congrès, de la documentation en différentes langues
- 29 Langues de délibération pendant le Congrès
- 30 Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports
- 31 Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle
- 32 Liste des organisations invitées au XIXe Congrès
- 33 Invitation pour le XXe Congrès postal universel
- 34 Ordre du jour de la première séance plénière
- 35 Ordre du jour de la deuxième séance plénière et suivantes
- 36 Ordre du jour de la Commission 2
- 37 Ordre du jour de la Commission 3
- 38 Ordre du jour de la Commission 4
- 39 Ordre du jour de la Commission 5

- 40           Ordre du jour de la Commission 6
- 41           Ordre du jour de la Commission 7
- 42           Ordre du jour de la Commission 8
- 43           Ordre du jour de la Commission 9
- 44           Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès - Doc
- 45           Liste des Pays-membres de la Commission 8
- 46           Demande de participation au Congrès présentée par l'Association  
             du transport aérien international (IATA)
- 47           Demande de participation au Congrès présentée par l'Organisation  
             internationale de normalisation (ISO)
- 48           Liste des propositions d'ordre rédactionnel
- 49           Répartition des Pays-membres de l'Union dans les cinq groupes  
             géographiques, en vue de l'élection des membres du Conseil exécutif
- 50           Liste des Congrès - Doc



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 50/Rev 1

Liste des Congrès - Doc  
=====

(Etat au 2 juillet 1984)

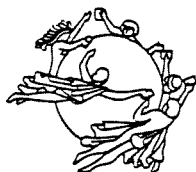
- 1 Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979-1984
- 2 Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979-1984
- 3 Rapport du Directeur général 1980-1984
- 4 Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union
- 5 Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales
- 5/Add 1 Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix
- 6 Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès
- 7 Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP
- 8 Problème des arriérés à l'UPU
- 8/Add 1
- 9 Nouveaux barèmes de frais de transit
- 10 Frais terminaux
- 10/Corr 1
- 9 Nouveaux barèmes de frais de transit
- 10 Frais terminaux
- 11 Etude sur le système actuel de statistique
- 12 Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977-1981
- 13 La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux
- 14 L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979-1984
- 15 Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées
- 16 Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier
- 17 Taux de base de transport aérien du courrier

- 18 Questions et propositions à examiner par le Congrès en matière de coopération technique
- 18.1 L'assistance technique de l'UPU - Rapport du Conseil exécutif  
18.1/Add 1 Formation en matière de gestion - Rapport du Secrétaire général
- 18.2 La coopération technique entre pays en développement (CTPD)
- 18.3 L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)
- 18.4 L'action de formation postale au sein de l'UPU
- 18.5 L'avenir de l'assistance technique de l'UPU
- 19 Taxes de base des envois de la poste aux lettres  
19/Corr 1
- 20 Mémoire sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel, présenté par l'UNESCO
- 21 Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle  
21/Add 1
- 22 Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux  
22/Add 1
- 23 Liste des Pays-membres de la Commission 7  
23/Add 1
- 24 Election du Directeur général et du Vice-Directeur général  
24/Annexe 3/  
Corr 1
- 25 Changements de classes de contribution
- 26 Distribution de la documentation du Congrès
- 27 Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre
- 28 Informations relatives au fonctionnement des services de traduction et à la fourniture, au Congrès, de la documentation en différentes langues
- 29 Langues de délibération pendant le Congrès
- 29/Add 1 Langues de délibération pendant le Congrès
- 30 Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports
- 31 Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle
- 32 Liste des organisations invitées au XIXe Congrès
- 33 Invitation pour le XXe Congrès postal universel
- 34 Ordre du jour de la première séance plénière
- 35 Ordre du jour de la deuxième séance plénière et suivantes
- 36 Ordre du jour de la Commission 2

- 37/Rev 3      Ordre du jour de la Commission 3
- 38/Rev 2      Ordre du jour de la Commission 4 (première partie)
- 38/Add 1/  
Rev 2      Ordre du jour de la Commission 4 (deuxième partie)
- 39/Rev 1      Ordre du jour de la Commission 5 (première partie)
- 39/Add 1/  
Rev 1      Ordre du jour de la Commission 5
- 40/Rev 1      Ordre du jour de la Commission 6
- 41/Rev 1      Ordre du jour de la Commission 7
- 42            Ordre du jour de la Commission 8
- 43/Rev 1      Ordre du jour de la Commission 9
- 44            Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès - Doc
- 45            Liste des Pays-membres de la Commission 8
- 46            Demande de participation au Congrès présentée par l'Association  
du transport aérien international (IATA)
- 47            Demande de participation au Congrès présentée par l'Organisation  
internationale de normalisation (ISO)
- 48            Liste des propositions d'ordre rédactionnel
- 49            Répartition des Pays-membres de l'Union dans les cinq groupes  
géographiques, en vue de l'élection des membres du Conseil exécutif
- 50/Rev 1      Liste des Congrès - Doc
- 51            Demande de Brunei
- 52            Déclaration de l'Internationale du personnel des postes,  
télégraphes et téléphones (IPTT)
- 53            Discours et interventions préparés à l'avance par écrit  
- Communication du Secrétariat du Congrès
- 54            Débat général au XIXe Congrès
- 54/Annexe 8/  
Add 1      Débat général au XIXe Congrès  
- Contribution de l'URSS au thème n° 4
- 54/Annexe 8/  
Add 2      Débat général au XIXe Congrès  
- Contribution des Etats-Unis d'Amérique au thème n° 4
- 55            Composition du Secrétariat du XIXe Congrès
- 56            Communication de la délégation du Botswana
- 57            Communication de la délégation du Soudan au sujet de la  
proposition 029
- 58            Communication des délégations de l'Egypte et du Soudan  
- Retrait de la proposition 03



- 59 Communication de la Mauritanie concernant différentes propositions
- 60 Déclaration de la délégation de la République populaire de Chine  
au sujet de la question de Hong-Kong
- 61 Communication de la délégation de Madagascar  
- Retrait des propositions 1012.1 et 1011.1
- 62 Communication de la délégation du Nigéria  
- Retrait de la proposition 1011.2
- 63 Demande de participation au Congrès présentée par la Fédération  
63/Add 1 internationale de la presse périodique (FIPP)
- 64 Communication de la délégation de Cuba
- 65 Ordre du jour des séances plénières du 28 juin 1984
- 66 Note pour les membres de la Commission 8 (Services financiers  
postaux)
- 67 Demande de l'Union postale arabe
- 68/Rev Election du Directeur général du Bureau international  
- Communication de la délégation de l'Espagne
- 69 Communication de l'Organisation des Nations Unies
- 70 Calendrier des séances du jeudi 28 juin au vendredi 6 juillet 1984
- 71 Déclaration de la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et  
d'Irlande du Nord au sujet de la question de Hong-Kong
- 72 Note de la délégation d'Israël
- 73 Présentation des candidatures aux sièges du Conseil exécutif (CE)
- 74 Présentation des candidatures aux sièges du Conseil consultatif  
des études postales (CCEP)
- 75 Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes  
adoptés par le Congrès de Hambourg 1984
- 76 Demande de la délégation de l'Arabie saoudite



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 50/Rev 2

Liste des Congrès - Doc

(Etat au 24 juillet 1984)

- 1 Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979-1984
- 2 Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif  
des études postales 1979-1984
- 3 Rapport du Directeur général 1980-1984
- 4 Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union  
4/Add 1 Limite des dépenses du prochain Congrès (XXe Congrès)
- 5 Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres  
organisations internationales
- 5/Add 1 Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix
- 6 Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès
- 7 Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil  
exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP
- 8 Problème des arriérés à l'UPU  
8/Add 1
- 9 Nouveaux barèmes de frais de transit
- 10 Frais terminaux  
10/Corr 1
- 11 Etude sur le système actuel de statistique
- 12 Rapport quinquennal sur le développement des services  
postaux 1977-1981
- 13 La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux
- 14 L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées  
au cours de la période 1979-1984
- 15 Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux  
pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées
- 16 Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport  
du courrier
- 17 Taux de base de transport aérien du courrier

- 18 Questions et propositions à examiner par le Congrès en matière de coopération technique
- 18.1 L'assistance technique de l'UPU - Rapport du Conseil exécutif
- 18.1/Add 1 Formation en matière de gestion - Rapport du Secrétaire général
- 18.2 La coopération technique entre pays en développement (CTPD)
- 18.3 L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)
- 18.4 L'action de formation postale au sein de l'UPU
- 18.5 L'avenir de l'assistance technique de l'UPU
- 19 Taxes de base des envois de la poste aux lettres
- 19/Corr 1
- 20 Mémoire sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel, présenté par l'UNESCO
- 21 Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle
- 21/Add 1
- 22 Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux
- 22/Add 1
- 23 Liste des Pays-membres de la Commission 7
- 23/Add 1
- 24 Election du Directeur général et du Vice-Directeur général
- 24/Annexe 3/  
Corr 1.
- 25 Changements de classes de contribution
- 26 Distribution de la documentation du Congrès
- 27 Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre
- 28 Informations relatives au fonctionnement des services de traduction et à la fourniture, au Congrès, de la documentation en différentes langues
- 29 Langues de délibération pendant le Congrès
- 29/Add 1
- 30 Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports
- 31 Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle
- 32 Liste des organisations invitées au XIXe Congrès
- 33 Invitation pour le XXe Congrès postal universel
- 34 Ordre du jour de la première séance plénière
- 35 Ordre du jour de la deuxième séance plénière et suivantes
- 36 Ordre du jour de la Commission 2

- 37/Rev 3      Ordre du jour de la Commission 3
- 38/Rev 2      Ordre du jour de la Commission 4 (première partie)  
38/Add 1/  
Rev 3      Ordre du jour de la Commission 4 (deuxième partie)
- 39/Rev 2      Ordre du jour de la Commission 5 (première partie)  
39/Add 1/  
Rev 1      Ordre du jour de la Commission 5  
39/Add 2/  
Rev 2      Ordre du jour de la Commission 5 (deuxième partie)
- 40/Rev 1      Ordre du jour de la Commission 6
- 41/Rev 2      Ordre du jour de la Commission 7  
41/Rev 2/  
Add 1/Rev 1
- 42            Ordre du jour de la Commission 8
- 43/Rev 1      Ordre du jour de la Commission 9
- 44            Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès - Doc
- 45            Liste des Pays-membres de la Commission 8
- 46            Demande de participation au Congrès présentée par l'Association  
du transport aérien international (IATA)
- 47            Demande de participation au Congrès présentée par l'Organisation  
internationale de normalisation (ISO)
- 48            Liste des propositions d'ordre rédactionnel
- 49            Répartition des Pays-membres de l'Union dans les cinq groupes  
géographiques, en vue de l'élection des membres du Conseil exécutif
- 50/Rev 2      Liste des Congrès - Doc
- 51            Demande de Brunei
- 52            Déclaration de l'Internationale du personnel des postes,  
télégraphes et téléphones (IPTT)
- 53            Discours et interventions préparés à l'avance par écrit  
- Communication du Secrétariat du Congrès
- 54            Débat général au XIXe Congrès  
54/Annexe 8/  
Add 1      Débat général au XIXe Congrès  
- Contribution de l'URSS au thème n° 4  
54/Annexe 8/  
Add 2      Débat général au XIXe Congrès  
- Contribution des Etats-Unis d'Amérique au thème n° 4
- 55            Composition du Secrétariat du XIXe Congrès
- 56            Communication de la délégation du Botswana
- 57            Communication de la délégation du Soudan au sujet de la  
proposition 029

- 58 Communication des délégations de l'Egypte et du Soudan  
- Retrait de la proposition 03
- 59 Communication de la Mauritanie concernant différentes propositions
- 60 Déclaration de la délégation de la République populaire de Chine  
au sujet de la question de Hong-Kong
- 61 Communication de la délégation de Madagascar  
- Retrait des propositions 1012.1 et 1011.1
- 62 Communication de la délégation du Nigéria  
- Retrait de la proposition 1011.2
- 63 Demande de participation au Congrès présentée par la Fédération  
63/Add 1 internationale de la presse périodique (FIPP)
- 64 Communication de la délégation de Cuba
- 65 Ordre du jour des séances plénières du 28 juin 1984
- 66 Note pour les membres de la Commission 8 (Services financiers  
postaux)
- 67 Demande de l'Union postale arabe
- 68/Rev Election du Directeur général du Bureau international  
- Communication de la délégation de l'Espagne
- 69 Communication de l'Organisation des Nations Unies
- 70 Calendrier des séances du jeudi 28 juin au vendredi 6 juillet 1984
- 71 Déclaration de la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et  
d'Irlande du Nord au sujet de la question de Hong-Kong
- 72 Note de la délégation d'Israël
- 73 Présentation des candidatures aux sièges du Conseil exécutif (CE)
- 74 Présentation des candidatures aux sièges du Conseil consultatif  
des études postales (CCEP)
- 75 Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes  
75/Corr 1 adoptés par le Congrès de Hamburg 1984  
75/Add 1  
75/Add 2
- 76 Demande de la délégation de l'Arabie saoudite
- 77 Demande de la délégation de la Jordanie
- 78 Calendrier des séances du lundi 9 juillet au mercredi 18 juillet 1984  
78/Corr 1  
78/Corr 2 Calendrier des séances du mardi 17 juillet et du mercredi  
18 juillet 1984
- 79 Ordre du jour de la séance plénière du 6 juillet 1984

- 80 Communication de la délégation d'Israël
- 81/Rev 1 Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes  
81/Rev 1/ soumises au Congrès de Hamburg 1984  
Add 1  
81/Rev 1/  
Add 1/Corr 1  
81/Rev 1/  
Add 2  
81/Rev 1/  
Add 3
- 82 Demande de la délégation de l'URSS
- 83 Déclaration du Secrétaire général de l'Union panafricaine des postes
- 84 Avis aux membres des Commissions 3 et 6
- 85 Travaux de la Commission 3
- 86 Travaux de la Commission 3
- 87 Appel en séance plénière
- 88/Rev 1 Ordre du jour des séances plénières du 13 juillet 1984
- 89 Attribution des études au CE et au CCEP
- 90 Candidatures pour l'élection des membres du Conseil consultatif  
des études postales (CCEP)
- 91 Candidatures pour l'élection des membres du Conseil exécutif (CE)
- 92 Déclaration de la délégation des Etats-Unis d'Amérique
- 93 Langues des délibérations choisies pour l'interprétation simultanée  
93/Corr 1 pendant le Congrès
- 94 Mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984
- 95 Incidences financières des propositions soumises au Congrès
- 96 Liste des Pays-membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif  
des études postales élus par le Congrès de Hamburg 1984
- 97 Appel en séance plénière  
- Interdictions
- 98 Ordre du jour des séances plénières du lundi 23 juillet au jeudi  
26 juillet 1984
- 98/Rev 1 Ordre du jour des séances plénières du mardi 24 juillet au jeudi  
26 juillet 1984
- 99 Déclaration des délégations de l'URSS, de l'Ukraine et de la  
Biélorussie

- 100 Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de  
Hamburg 1984  
- Déclaration de l'Argentine
- 100/Add 1 - Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- 100/Add 2 - Déclaration de la République fédérale d'Allemagne
- 100/Add 3 - Déclaration du Canada
- 100/Add 4 - Déclaration de l'Autriche
- 100/Add 5 - Déclaration de la délégation des Etats-Unis d'Amérique
- 101 Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans  
l'intégration des réseaux postaux nationaux
- 102 Calendrier des séances du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984
- 103 Rapport final de la Commission 2 (Finances)
- 104 Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)
- 105 Appel en séance plénière  
- Indemnités prévues pour les envois recommandés
- 106 Communication du Secrétariat  
- Signature des Actes
- 107 Appel en séance plénière  
- Numérotation des étiquettes des sacs-avion
- 108/Rev 1 Réserves non examinées pendant les séances de la Commission 4
- 109 Séance de clôture  
- Ordre du jour
- 110 Conséquences de l'approbation de l'appel introduit en séance  
plénière par la délégation de Cuba (Congrès - Doc 97)
- 110/Add 1 Conséquences de l'approbation de l'appel introduit en séance  
plénière (Congrès - Doc 107)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 68

Election du Directeur général du Bureau international

Communication de la délégation de l'Espagne

La délégation de l'Espagne nous prie de publier la communication suivante:

"Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément aux instructions reçues, le Gouvernement espagnol a décidé de retirer la candidature de M. Jaime Ascandoni, Dr en droit, au poste de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle.

Ce retrait se fait en faveur du candidat de la Grèce à ce poste, M. Tsimas.

Je vous saurais infiniment gré de faire diffuser la présente communication à toutes les délégations du Congrès.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Chef de la délégation  
espagnole:

L.G. CEREZO  
Conseiller d'ambassade"





UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 81

Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes soumises au  
Congrès de Hamburg 1984

Note du Secrétariat de la Commission 10

La Commission 10 soumet à l'approbation du Congrès les projets de résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes, adoptées par les différentes Commissions.

Les textes de ces résolutions et décisions ont été mis au point par la Commission de rédaction.

Hamburg, le 5 juillet 1984

Résolution C 10Examen des Arrangements concernant les services financiers (y compris l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques)

Le Congrès,

prenant acte

des résultats de l'étude effectuée par le Conseil exécutif conformément à la résolution C 12 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 concernant les moyens propres à introduire les services financiers postaux, notamment le service des mandats de poste, dans tous les pays de l'Union,

constatant

que certaines Administrations préfèrent, pour des raisons de flexibilité, assurer les services sur la base d'accords bilatéraux plutôt que d'adhérer aux Arrangements de l'UPU,

soucieux

d'encourager le plus grand nombre possible d'Administrations à exécuter les services financiers viables sur la base des Arrangements en question,

conscient

que les dispositions des Arrangements ne tiennent pas toujours compte de l'évolution des différents services sur la plan pratique et des besoins du public,

notant par ailleurs

que les Arrangements concernant les recouvrements, le service international de l'épargne et les abonnements aux journaux et écrits périodiques ne sont exécutés que par un nombre très limité d'Administrations et que certaines dispositions d'autres Arrangements concernant les services financiers postaux (telles celles relatives au service des bons postaux de voyage) ne sont plus d'actualité,

charge

le Conseil exécutif:

1° de procéder à:

- a) une étude sur l'utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- b) une revision quant au fond des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;

2° de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent.

(Proposition 6000.3, Commission 8, 2e séance)

Résolution C 11

Introduction par l'UPU et le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) de l'indication de service télégraphique "POSTFIN" pour les télégrammes des services financiers

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 7518.3 concernant l'introduction par l'UPU et le CCITT de l'indication de service télégraphique "POSTFIN" pour les virements télégraphiques,

supposant que

le CCITT de l'UIT prendra des mesures analogues lors de sa réunion d'octobre 1984,

*décide*

d'incorporer cette modification dans les Actes définitifs du Congrès de Hamburg sous réserve que l'UIT en fasse autant lors de sa prochaine réunion,

*recommande*

aux Administrations postales de libeller les télégrammes-virements comme il est indiqué dans la proposition 7518.3 dès la mise en application de la réglementation révisée du CCITT si celle-ci intervient à une date autre que celle fixée pour l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Hamburg,

*charge*

la CE de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposent si le CCITT de l'UIT prend une décision différente de l'UPU,

*charge*

le Bureau international d'assurer la coordination nécessaire avec le Secrétariat du CCITT afin d'informer les Administrations postales dans les meilleurs délais de l'adoption définitive de ces textes et de la date de leur mise à exécution par le CCITT.

(Proposition 7500.3, Commission 8, 2e séance)

Résolution C 12

Introduction par l'UPU et le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) de l'indication de service télégraphique "POSTFIN" pour les télégrammes des services financiers

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 6530.4 et 6543.3 concernant l'introduction par l'UPU et le CCITT de l'indication de service télégraphique "POSTFIN" pour les mandats télégraphiques,

supposant que

le CCITT de l'UIT prendra des mesures analogues lors de sa réunion d'octobre 1984,

*décide*

d'incorporer cette modification dans les Actes définitifs du Congrès de Hamburg sous réserve que l'UIT en fasse autant lors de sa prochaine réunion,

*recommande*

aux Administrations postales de libeller les mandats télégraphiques comme il est indiqué dans les propositions 6530.4 et 6543.3 dès la mise en application de la réglementation révisée du CCITT si celle-ci intervient à une date autre que celle fixée pour l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Hamburg,

*charge*

le CE de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposent si le CCITT de l'UIT prend une décision différente de l'UPU,

*charge*

le Bureau international d'assurer la coordination nécessaire avec le Secrétariat du CCITT afin d'informer les Administrations postales dans les meilleurs délais de l'adoption définitive de ces textes et de la date de leur mise à exécution par le CCITT.

(Proposition 6500.2, Commission 8, 2e séance)

### Recommandation C 13

#### Développement des services financiers postaux, en particulier du service des mandats de poste internationaux

Le Congrès,

se référant

à la résolution C 12 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui charge le Conseil exécutif d'entreprendre une étude visant à définir les moyens propres à introduire ou à développer les services financiers postaux, en particulier le service des mandats de poste, dans tous les pays de l'Union,

tenant compte

des résultats de l'étude effectuée à ce sujet,

considérant

que les raisons qui empêchent les Administrations d'introduire ou de développer les services financiers postaux sont dues pour la plupart à des difficultés d'ordre juridique, économique ou institutionnel propres à chaque pays,

constatant

qu'un grand nombre d'Administrations sont parvenues à surmonter ces difficultés en adaptant leurs services aux exigences des autorités juridiques ou financières,

persuadé

que les Administrations éprouvant encore des difficultés du même genre pour instaurer les services financiers peuvent s'inspirer de méthodes et d'initiatives similaires,

conscient

que le développement des services financiers postaux peut apporter une contribution importante au développement économique des pays,

*recommande*

- 1° aux Administrations qui n'ont pas encore introduit des services financiers postaux sur le plan international de faire les démarches nécessaires auprès des autorités nationales compétentes en vue de les convaincre de la nécessité et de l'utilité de permettre le transfert des fonds par l'intermédiaire de la poste,
- 2° aux Administrations exécutant le service des mandats de poste sur le plan national seulement d'accepter de payer les mandats de poste émis dans d'autres pays aux bénéficiaires se trouvant dans leur pays,
- 3° à toutes les Administrations de prendre les mesures appropriées pour promouvoir le service des mandats de poste sur le plan international par tous les moyens disponibles en améliorant la qualité de ces prestations et en accélérant le règlement des comptes interadministrations.

(Proposition 6000.1, Commission 8, 2e séance)

Résolution C 14Principe et méthode de calcul des frais du transport aérien intérieur

Le Congrès,

ayant connaissance

de l'étude effectuée par le Conseil exécutif à la suite des résolutions C 31 et C 39 adoptées au Congrès de Rio de Janeiro 1979,

notant

que d'après les résultats de ladite étude les pays consultés étaient en principe favorables, dans leur majorité, à la suppression du droit de percevoir des frais de transport aérien intérieur,

considérant

que les arguments avancés en faveur des résolutions C 31 et C 39 demeurent valables,

tenant compte du fait

que, dans certaines Administrations, le coût du transport aérien s'est, au cours des dernières années, sensiblement rapproché de celui du transport de surface,

charge

le Conseil exécutif:

- a) de poursuivre l'étude de la question des frais de transport aérien intérieur afin de déterminer si le maintien du droit de percevoir ces frais est toujours justifié;
- b) s'il estime qu'un tel maintien se justifie, d'étudier à nouveau les méthodes de calcul à appliquer, dans le but d'instituer un système permettant à l'Administration de destination de couvrir les coûts réels afférents à ce transport, et à l'Administration d'origine de vérifier efficacement les bases de calcul des frais réclamés.

(Proposition 4000.8, Commission 6, 2e séance)

## Résolution C 15

### Spécimens scientifiques de matières dangereuses

Le Congrès,

considérant

- a) que l'article 36 de la Convention interdit l'entrée dans le service postal international de toutes les substances dangereuses ou potentiellement dangereuses (autres que les matières biologiques périssables et les matières radioactives);
- b) que la réglementation actuelle ne fait pas de distinction entre les expéditions en grandes quantités et les expéditions en petites quantités de ces substances;
- c) que les matières biologiques périssables (y compris les agents étiologiques) et les matières radioactives sont actuellement admises dans les dépêches internationales, aux termes des dispositions de l'article 21 de la Convention, sans effets néfastes sur la santé et la sécurité publiques,

reconnaissant

que les récentes améliorations apportées aux méthodes d'emballage et d'expédition ont établi les bases d'une transmission, dans des conditions de sécurité, de spécimens de matières dangereuses,

tenant compte

de l'adoption prévue d'une réglementation technique de l'Organisation de l'aviation civile internationale qui permettra l'expédition en très petite quantité de certains types de substances dangereuses dans des conditions rigoureusement contrôlées,

étant donné

que les besoins scientifiques et commerciaux légitimes des organismes de recherche, des institutions publiques et des entreprises commerciales montrent la nécessité de modifier la Convention de façon à permettre l'entrée, dans les dépêches internationales, d'envois contenant une "petite quantité" de matières dangereuses,

### charge

le Conseil exécutif:

- d'étudier la possibilité de permettre l'expédition d'envois contenant une "petite quantité" de certaines matières dangereuses;
- de formuler le cas échéant en matière de préparation des envois (emballage, étiquetage, etc.) et de transport les prescriptions qui devraient être appliquées pour l'expédition de tels objets;
- de faire auprès des représentants de l'Organisation de l'aviation civile internationale les démarches nécessaires pour obtenir des informations sur ses projets de modification de sa réglementation concernant les matières dangereuses;

- de diffuser ses conclusions à tous les Pays-membres après achèvement de son étude; et
- de formuler le cas échéant des propositions visant à modifier les Actes de l'Union conformément aux conclusions de son étude.

(Propositions 2000.1 et 2000.16, Commission 6, 3e séance)

#### Voeu C 16

#### Expédition par la poste des substances infectieuses

Le Congrès,

estimant

que les mesures élaborées conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Association internationale du transport aérien (IATA), telles qu'elles figurent à l'article 119 du Règlement d'exécution de la Convention et dans la recommandation C 68 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, permettent l'échange sans risque, entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus, des envois contenant des substances infectieuses,

vu

que la voie postale est particulièrement indiquée pour la transmission de telles substances (rapidité, étendue du réseau postal et prix peu élevé par rapport à celui des autres modes de transport),

constatant cependant

que le nombre d'Administrations postales qui participent au transport des substances infectieuses est très restreint,

étant donné

que l'OMS a fait savoir que l'échange international des spécimens diagnostiques est de ce fait entravé,

persuadé

que, pour des raisons humanitaires, la poste a la mission de participer au transport des substances infectieuses, d'après les normes fixées d'entente avec l'OMS et l'IATA,

*exprime le voeu*

que les Administrations postales qui ne participent pas encore à l'échange des substances infectieuses examinent la possibilité de le faire et qu'elles répondent favorablement à toute demande dans ce sens émanant des autorités de santé publique de leur pays.

(Proposition 2000.12, Commission 6, 3e séance)



## Résolution C 17

### Application anticipée des dispositions concernant le marquage extérieur des envois contenant des matières radioactives

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 2521.1 concernant le marquage extérieur par l'expéditeur des envois contenant des matières radioactives,

étant donné

que le Règlement révisé de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour le transport sans danger des matières radioactives comportera des dispositions identiques,

considérant

que le Règlement révisé de l'AIEA peut être publié avant l'entrée en vigueur de ses propres Actes, vraisemblablement en octobre 1984,

estimant indispensable

que les nouvelles dispositions en matière de marquage extérieur des envois contenant des matières radioactives soient appliquées simultanément par les deux organisations,

*recommande*

aux Administrations postales qui participent à l'échange des matières radioactives de prendre les mesures qui s'imposent pour que les nouvelles dispositions soient appliquées dès la mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA,

*charge*

le Bureau international d'informer les Administrations dans les meilleurs délais de la date précise de mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA.

(Proposition 2000.13, Commission 6, 3e séance)

## Résolution C 18

### Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du Congrès — Doc 16 qui résume les travaux réalisés en exécution de la résolution C 73 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 en rapport avec l'utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier,

exprimant sa satisfaction

pour les progrès réalisés depuis le Congrès de Rio de Janeiro notamment en ce qui concerne l'introduction et le développement des services du type "priorité réduite" (courrier de surface transporté par voie aérienne),

entérinant

l'orientation adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro à l'égard de la maximalisation, à savoir qu'il appartient à chaque Administration (ou groupe d'Administrations dans le cas d'un programme régional) de décider de la

meilleure utilisation de la voie aérienne pour le transport du courrier, compte tenu de ses circonstances particulières (situation géographique, capacité des avions en partance, configuration de son trafic postal, besoins des usagers, élément "coût", etc.),

estimant

que les documents déjà publiés sur la maximalisation, notamment les "Définitions et principes pour l'exécution des services tendant à la maximalisation", constituent une bonne base pour la mise sur pied de tels systèmes,

*charge*

le Conseil exécutif:

- 1° de continuer d'obtenir des Administrations ayant institué un service tendant à la maximalisation des données sur leurs expériences en vue de la diffusion de ces données à l'ensemble des Administrations;
- 2° d'actualiser, d'entente avec l'Association du transport aérien international (IATA), s'il y a lieu, les "Définitions et principes pour l'exécution des services tendant à la maximalisation";
- 3° de prendre, le cas échéant, en collaboration avec l'IATA, toute autre mesure qui pourrait s'avérer utile pour faciliter l'utilisation accrue de la voie aérienne pour le transport du courrier;
- 4° de soumettre au prochain Congrès un rapport sur les mesures prises et sur les recommandations à formuler concernant l'orientation future à donner à la maximalisation.

(Proposition 4000.5, Commission 6, 3e séance)

#### Résolution C 19

#### Application anticipée des dispositions concernant le marquage extérieur des colis contenant des matières radioactives

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 5505.1 concernant le marquage extérieur par l'expéditeur des colis contenant des matières radioactives,

étant donné

que le Règlement révisé de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour le transport sans danger des matières radioactives comportera des dispositions identiques,

considérant

que le Règlement révisé de l'AIEA peut être publié avant l'entrée en vigueur de ses propres Actes, vraisemblablement en octobre 1984,

estimant indispensable

que les nouvelles dispositions en matière de marquage extérieur des envois contenant des matières radioactives soient appliquées simultanément par les deux organisations,

*recommande*

aux Administrations postales qui participent à l'échange des matières radioactives de prendre les mesures qui s'imposent pour que les nouvelles dispositions soient appliquées dès la mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA,

*charge*

le Bureau international d'informer les Administrations dans les meilleurs délais de la date précise de la mise en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA.

(Proposition 5000.4, Commission 6, 3e séance)

Recommandation C 20Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

notant

que l'utilisation d'emballages vendus par les Administrations postales va en se développant,

constatant toutefois

que les utilisateurs de tels emballages ont tendance à négliger l'emballage intérieur,

invite

les Administrations postales à informer les usagers ayant recours aux emballages vendus par les services postaux, de la nécessité:

- d'une part, d'utiliser, en outre, un emballage intérieur approprié;
  - d'autre part, de veiller à une fermeture convenable de l'emballage extérieur;
- afin que le traitement et le transport des envois concernés puissent être assurés dans de bonnes conditions.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3e séance)

Décision C 21Emballages utilisés pour le transport des envois postaux

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 5000.5 relative aux emballages utilisés pour le transport des envois postaux,

constatant toutefois

que lesdits emballages ne sont pas normalisés,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'examiner avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la possibilité de fixer des normes concernant les emballages vendus par les Administrations postales.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3e séance)

Résolution C 22Examen des Arrangements concernant les services financiers (y compris  
l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques)

Le Congrès,

prenant acte

des résultats de l'étude effectuée par le Conseil exécutif conformément à la résolution C 12 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 concernant les moyens propres à introduire les services financiers postaux, notamment le service des mandats de poste, dans tous les pays de l'Union,

constatant

que certaines Administrations préfèrent, pour des raisons de flexibilité, assurer les services sur la base d'accords bilatéraux plutôt que d'adhérer aux Arrangements de l'UPU,

soucieux

d'encourager le plus grand nombre possible d'Administrations à exécuter les services financiers viables sur la base des Arrangements en question,

conscient

que les dispositions des Arrangements ne tiennent pas toujours compte de l'évolution des différents services sur le plan pratique et des besoins du public,

notant par ailleurs

que les Arrangements concernant les recouvrements, le service international de l'épargne et les abonnements aux journaux et écrits périodiques ne sont exécutés que par un nombre très limité d'Administrations et que certaines dispositions d'autres Arrangements concernant les services financiers postaux (telles celles relatives au service des bons postaux de voyage) ne sont plus d'actualité,

charge

le Conseil exécutif:

1° de procéder à:

- a) une étude sur l'utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;
- b) une révision quant au fond des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;

2° de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent.

(Proposition 6000.3, Commission 8, 2e séance)

## Recommandation C 23

### Assistance technique en matière de règlements internationaux

Le Congrès,

considérant

la résolution C 45 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 chargeant le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur l'élaboration de moyens efficaces susceptibles d'accélérer le paiement des comptes pour les diverses prestations postales du régime international, de présenter les résultats de cette étude au Congrès et de saisir celui-ci d'une proposition dans ce sens,

constatant

qu'il existe effectivement certaines Administrations postales pour lesquelles des retards dans les règlements ont été observés, ceux-ci paraissant en partie imputables à une méconnaissance de la réglementation et à une inadaptation des services chargés des règlements internationaux,

estimant

qu'une assistance technique dans ce domaine peut apporter des améliorations très sensibles,

notant

que des initiatives ont déjà été prises par l'UPU pour aider les Administrations qui le souhaitent à améliorer l'organisation et le fonctionnement de leurs services des règlements internationaux, mais qu'il est nécessaire d'accroître cette assistance par la mise en oeuvre d'une action spécifique dans le domaine considéré,

#### recommande

1° aux Administrations postales qui en ressentiraient la nécessité:

- a) de prendre l'exacte mesure des déficiences qui peuvent exister au sein de leurs services des règlements internationaux;
- b) de prendre en compte, dans les projets de coopération soumis aux organismes internationaux, les besoins de formation dont la satisfaction pourrait améliorer leurs services des règlements;
- c) de demander aux Administrations postales disposant de services des règlements expérimentés, dans le cadre de l'aide bilatérale, toutes informations et aides techniques susceptibles d'améliorer l'organisation du service, la connaissance et la mise en oeuvre de la réglementation concernant les règlements internationaux;

2° à toutes les Administrations postales qui le peuvent de communiquer en temps utile au Bureau international le nom de fonctionnaires qualifiés disponibles pour des missions d'experts et de consultants et également d'accueillir favorablement toute demande d'aide bilatérale dans le domaine concerné,

#### charge

le Bureau international:

1° de poursuivre les efforts déjà entrepris, d'élaborer et de mettre en oeuvre une action spécifique d'assistance technique sous forme de missions de

consultants, d'actions de formation et de diffusion de documentation dans le domaine des règlements internationaux, grâce aux ressources existantes ou à de nouvelles ressources;

- 2° de programmer dès 1985 une action prioritaire d'information sur les problèmes des règlements internationaux après avoir réalisé une enquête destinée à identifier les besoins en la matière et les possibilités des Administrations à apporter leur concours à cette action;
- 3° d'intervenir auprès de certains pays techniquement avancés en la matière afin d'obtenir un concours accru de leur part en faveur des pays qui solliciteraient un appui technique en ce qui concerne l'organisation des services des règlements internationaux;
- 4° de faciliter les contacts entre Administrations en vue de l'aide bilatérale et, à cet effet, de recueillir et de diffuser dans le domaine des règlements internationaux toutes les informations concernant les Administrations en mesure d'apporter une aide technique.

(Proposition 3500.1, Commission 9, 1re séance)

#### Décision C 24

#### Caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules MP 1bis et MP 12bis, déposés auprès du Bureau international

Le Congrès,

considérant

que l'article 104, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste prévoit le dépôt au Bureau international des caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules des mandats MP 1bis et MP 12bis,

soucieux

que ces formules soient établies et utilisées de façon aussi uniforme que possible pour permettre un traitement mécanisé et automatisé par les pays émetteurs et destinataires,

*charge*

l'Administration de Suède, en tant que pays auteur des propositions concernant l'introduction des nouvelles formules MP 1bis et MP 12bis, de déposer au Bureau international les caractéristiques et renseignements précités,

*prie*

les pays participant à l'émission de ces formules de désigner entre eux un porte-parole qui sera autorisé à déposer au Bureau international toute modification aux caractéristiques et renseignements ainsi déposés,

*autorise*

le Bureau international à communiquer ces caractéristiques et renseignements aux Administrations qui lui en font demande,

*charge*

le Conseil exécutif de suivre l'évolution du service des mandats de poste et de proposer au prochain Congrès, à la lumière des expériences acquises, toute modification utile à la procédure susvisée.

(Proposition 6500.1, Commission 8, 3e séance)

## Résolution C 25

### Service du courrier aérien international (CAI)

Le Congrès,

conscient

- 1° de la nécessité de développer et de promouvoir d'extrême urgence les services de courrier accéléré exploités par les Administrations postales;
- 2° du nombre toujours plus important d'Administrations postales assurant ce service tant dans le cadre national qu'international;
- 3° des avantages résultant de l'exécution de ce service et de son renforcement face à la concurrence exercée par certaines entreprises spécialisées dans le transport et la remise de documents et de la petite messagerie;
- 4° de la nécessité d'un maximum de souplesse et d'esprit d'innovation pour exécuter cette tâche;
- 5° de l'importance d'une définition des principes de base devant régir ce service,

notant avec satisfaction:

- 1° le désir de nombreux pays de traiter ces questions et d'en tenir compte dans le cadre de l'UPU;
- 2° le fait que le Conseil exécutif a élaboré un accord type contenu dans le "Guide à l'usage des pays désirant participer à un service CAI"; et
- 3° le fait que le CCEP a inclus ce sujet dans son programme de travail pour 1984-1989,

tenant compte

des travaux déjà réalisés sur le CAI lors des différentes conférences et notamment de la Conférence de Washington en septembre 1983,

### charge

le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre de toute urgence les actions nécessaires au développement technique, économique et pratique de ce service en vue de son application rapide par le plus grand nombre possible d'Administrations postales;
- b) de mettre l'accent sur les progrès en ce domaine dans le rapport qu'il présente à chaque session du CE, afin que ce dernier puisse suivre de près le développement du service CAI;
- c) de recommander, le cas échéant, aux Administrations postales des actions communes visant à introduire ou développer le service afin de contrecarrer les effets de la concurrence exercée au niveau international par les entreprises privées;
- d) de présenter éventuellement au prochain Congrès des propositions visant à inclure dans les Actes de l'Union les principes de base du courrier accéléré international.

(Proposition 2000.19, Commission 4, 2e séance)

Résolution C 26Monopole postal

Le Congrès,

vu

les résultats de l'étude découlant de la résolution C 78 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 par laquelle le CCEP a été chargé d'étudier la situation du monopole postal dans les pays de l'Union ainsi que les moyens de lutte contre la concurrence en matière de transport de documents par les entreprises privées,

considérant

que le service postal est basé notamment sur l'efficacité et la fiabilité des services rendus, d'une part, et sur les possibilités financières des Administrations postales, d'autre part,

soulignant

que la poste, en tant que service universel, est tenue d'offrir d'une façon égale à tous les usagers la possibilité de communiquer dans les mêmes conditions en acquittant notamment le même tarif postal quelle que soit la zone d'habitation, urbaine ou rurale,

persuadé

que cette mission de service public ne serait pas prise en compte par un ensemble de réseaux privés dont l'exploitation, fondée essentiellement sur la rentabilité, privilégierait les flux importants de trafic,

considérant

les efforts et les investissements très importants consentis par les Pays-membres de l'Union pour entretenir, améliorer et développer une infrastructure postale desservant tous les citoyens et, partant, encourager le développement économique, social et culturel,

conscient

qu'il n'appartient pas à l'UPU d'élaborer une législation protectrice en ce domaine, le monopole postal n'ayant pas une définition commune à tous les pays et étant essentiellement une question juridique de compétence nationale,

considérant cependant

les graves conséquences qui découleraient, pour les services postaux et en fin de compte pour les réseaux nationaux et internationaux de communications postales, de l'abandon du monopole postal ou de son affaiblissement,

*appelle*

les gouvernements des Pays-membres de l'Union:

- a) à maintenir le monopole postal afin que tous leurs citoyens aient un égal accès à un service postal universel;
- b) à définir clairement les envois qui entrent dans le cadre du monopole postal; et
- c) le cas échéant, à charger les autorités douanières et d'autres autorités nationales d'aider les autorités postales à faire respecter le monopole postal.

(Proposition 2000.8, Commission 4, 2e séance)



## Recommandation C 27

### Choix des sujets de timbres-poste

Le Congrès,

ayant pris connaissance  
des délibérations du Conseil exécutif au sujet de l'émission par certaines Administrations de timbres-poste considérés comme offensants par d'autres Administrations,

se référant

à l'article 9 de la Convention postale universelle selon lequel "seules les Administrations postales émettent les timbres-poste destinés à l'affranchissement",

rappelant

le voeu C 14 du Congrès d'Ottawa 1957 et les recommandations C 85 et C 93 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, relatifs au choix des sujets des timbres-poste,

considérant

l'affirmation solennelle de la raison d'être de l'Union et des buts qu'elle poursuit, énoncés dans le Préambule et l'article premier de la Constitution ainsi que dans l'article premier de la Convention,

conscient

de la nécessité pour les Administrations postales d'éviter toute initiative de nature à perturber l'exécution du service postal international,

considérant

les résolutions des Nations Unies relatives à la compréhension entre les hommes et à l'instauration d'une paix durable dans le monde,

*recommande*

aux Administrations postales, lors du choix des sujets de leurs émissions de timbres-poste:

- de tout mettre en oeuvre pour éviter des thèmes ou des dessins ayant un caractère offensant pour une personnalité ou un pays;
- de choisir des sujets susceptibles de contribuer à la diffusion de la culture, au resserrement des liens d'amitié entre les peuples, à l'instauration et au maintien de la paix dans le monde.

(Proposition 2000.14, Commission 4, 2e séance)

## Décision C 28

### Dispositions concernant l'émission et le paiement des postchèques

Le Congrès,

charge

le Conseil exécutif d'inclure les propositions d'ordre rédactionnel 7041.1 R, 7043.1 R, 7552.1 R, 7553.1 R, 7554.1 R dans l'étude portant sur la révision des Arrangements concernant les services financiers postaux (décision C 10).

(Propositions 7041.1 R, 7043.1 R, 7552.1 R, 7553.1 R, 7554.1 R, Commission 10, 7e séance)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 81/Rev 1/Add 3

Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes,  
soumises au Congrès de Hamburg 1984

Décision C 85

Annotation relative aux formules C 18 et C 18bis

Le Congrès,

vu

que certaines Administrations ont recours au poids réel des dépêches de surface échangées pour la détermination des frais terminaux,

tenant compte

qu'à présent les taux des frais terminaux sont différents pour les envois LC/AO et les sacs M,

considérant

que les formules C 18 et C 18bis peuvent faciliter la tâche des Administrations intéressées à connaître le poids des sacs de chaque dépêche, en incorporant deux nouvelles colonnes pour accueillir le poids brut des sacs de LC/AO et M,

charge

le Bureau international de prévoir dans le Code annoté en ce qui concerne les formules C 18 et C 18bis une annotation semblable à la note 3 relative à la formule AV 7 qui autoriserait les Administrations à compléter lesdites formules, le cas échéant, par l'adjonction de colonnes supplémentaires destinées à l'indication du poids brut des différentes sortes de sacs assujetties à un taux différent quant à l'application des frais terminaux.

(Proposition 2900.2, Groupe de travail des formules de la Commission 10, 6e séance)

Décision C 86Renvoi à l'origine des colis non livrés

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 5029.2, 5009.5, 5014.5, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1, 5902.1, 5902.2, 5909.1,

considérant

l'intérêt qu'ont les Administrations à tirer profit des nouvelles dispositions dans les meilleurs délais possible,

tenant compte cependant

des réserves formulées par certaines Administrations,

charge

le Conseil consultatif des études postales d'effectuer une étude sur l'ensemble des dispositions visées dans les propositions précitées et de présenter au prochain Congrès un rapport sur les conséquences de l'application pratique des dispositions dont il s'agit.

(Proposition 5029.2, Commission 7, 2e séance)



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 88

Ordre du jour des séances plénières du 13 juillet 1984

Numéros des Congrès - Doc  
ou des propositions

- |  |  |
|--|--|
| 1. Communications  |  |
| 2. Adoption de l'ordre du jour   | Congrès - Doc 88   |
| 3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières   |  |
| 4. Election des membres du CE  | Congrès - Doc 49<br>Congrès - Doc 73<br>Congrès - Doc 91 |
| 5. Election des membres du CCEP  | Congrès - Doc 74<br>Congrès - Doc 90                     |
| 6. Attribution des études au CE et au CCEP   | Congrès - Doc 89   |
| 7. La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux  | 013<br>Congrès - Doc 13                                  |
| 8. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes                              | Congrès - Doc 75<br>Congrès - Doc 81/Rev 1               |
| 9. Appel (Proposition 3062.2, Frais terminaux, article 62, § 2, lettre b), de la Convention)                   | Congrès - Doc 87   |
| 10. Prestation de serment par les nouveaux Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international |  |
| 11. Invitation pour le XXe Congrès postal universel  | Congrès - Doc 33   |
| 12. Divers   |  |

Hamburg, le 11 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN



Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des  
réseaux postaux nationaux

Le Congrès,

vu

- le débat général ayant eu lieu les 26 et 27 juin 1984 sur les mutations de la poste;
- l'évolution du marché des communications ainsi que la nécessité d'améliorer la qualité et la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- le rôle que l'UPU peut assumer en vue de résoudre les problèmes communs,

étant donné

- que les Pays-membres de l'Union forment un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres;
- que l'UPU a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale;
- que l'UPU joue un rôle important en matière d'assistance technique postale et en tant que facteur du développement économique, social et culturel,

considérant

- la concurrence croissante notamment dans les secteurs postaux non protégés par le monopole postal;
- la nécessité de mieux adapter les prestations postales à l'évolution des besoins de la clientèle, compte tenu des possibilités offertes par les nouvelles technologies surtout en matière de télécommunications;
- la nécessité d'approfondir les relations entre la poste et sa clientèle en vue de conserver ou de gagner sa confiance et d'améliorer l'image de marque de la poste;
- l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et la nécessité de mieux les intégrer en vue de rendre plus efficaces, plus rapides et plus fiables les acheminements et les échanges postaux au plan mondial,

conscient

des avantages et des possibilités résultant:

- d'un marché potentiel étendu pour la poste, marché qui pourrait encore être élargi par des mesures de modernisation et de rationalisation, par l'usage de nouvelles technologies surtout dans le domaine des télécommunications, par l'introduction de nouveaux services (p. ex., courrier accéléré international) ainsi que par l'amélioration de la qualité des services postaux traditionnels;
- de l'existence d'un vaste réseau de bureaux de poste et de bureaux d'échange couvrant pratiquement le monde entier;
- des liens très proches existant souvent entre la poste et les télécommunications;
- du fait qu'un certain nombre d'Administrations postales exécutent aussi des services financiers et bancaires,

désire

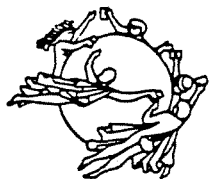
que l'UPU aide à renforcer le service postal international dans son ensemble et à améliorer en particulier la qualité et la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux en prenant notamment les mesures suivantes:

- recueillir des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale, analyser en permanence la situation, établir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial et contenant des recommandations visant à améliorer la situation;
- renforcer la solidarité et la coopération entre toutes les Administrations postales, favoriser la concertation de leurs mesures et concentrer l'information sur la qualité et la régularité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- intervenir, en cas de nécessité, auprès des Administrations postales, d'autres instances nationales et des entreprises de transport en vue d'améliorer la situation;
- prendre, le cas échéant, les points faibles découverts dans le réseau postal comme base à une assistance technique concertée;
- en assouplissant les structures de l'UPU, participer à une campagne de sensibilisation des gouvernements et des usagers à la nécessité de faire de la poste l'entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique, et montrer l'intérêt majeur de donner, aux services postaux, les moyens structurels et financiers nécessaires à leur transformation;
- en élargissant son champ d'activité, participer également à la mise en place des services nouveaux et adapter rapidement ses recommandations entre deux Congrès grâce au travail annuel de ses organes (CE et CCEP);
- se rapprocher d'un certain nombre d'autres organisations ou organismes internationaux, renforcer en particulier la collaboration avec l'UIT dans le domaine des nouvelles techniques de transmission électronique de messages;
- introduire plus de souplesse dans la réglementation postale internationale, en vue de faciliter l'adaptation rapide des services postaux aux nouveaux besoins et l'introduction de nouveaux services,

charge

le Conseil exécutif (CE) et le Conseil consultatif des études postales (CCEP) de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures pratiques appropriées pour atteindre les buts susmentionnés, de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus et de lui soumettre, le cas échéant, des propositions visant à assouplir, dans la mesure nécessaire, la réglementation postale internationale.

Hamburg, le       juillet 1984



Commission 4 (Poste aux lettres - Réglementation)

Protocole final de la Convention

Réserves non examinées pendant les séances de la Commission 4

Propositions: 2301.2, 2302.1/Rev 2, 2306.1/Rev 5, 2309.1, 2310.91/Rev 3,  
à examiner 2311.1/Rev 1, 2312.1, 2312.91, 2313.2, 2326.91/Rev 2.

Hamburg, le 23 juillet 1984

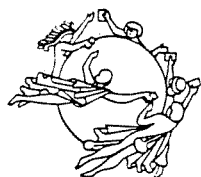


D o c u m e n t s   d u   B u r e a u   d u   C o n g r è s

=====







UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 1

(Distribution restreinte)

Composition du Bureau du Congrès

Président du Congrès

- Chef du Cabinet du Président

M. W. Florian (Allemagne, Rép. féd. d')

M. F. Koller (idem)

Vice-Présidences du Congrès

Argentine (M. E.T. Nieto)

Chine, Rép. pop. (M. Y. Liu)

Ethiopie (M. G. Gebre Wold)

URSS (M. E. Manakine)

Présidences des Commissions

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Côte d'Ivoire (Rép.) (M. J.-B. Kouamelan)

Commission 2 (Finances)

Amérique (Etats-Unis) (M. W.E. Duka)

Commission 3 (Affaires générales)

Espagne (M. J. Ascandoni)

Commission 4 (Poste aux lettres - Réglementation)

Brésil (M. N. Lopes Landeira)

Commission 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération)

France (M. D. Perier)

Commission 6 (Poste aérienne)

Australie (M. P.J. Smith)

Commission 7 (Colis postaux)

Malaisie (M. M. Rajasingham)

Commission 8 (Services financiers)

Yougoslavie (Mme O. Ilić)

Commission 9 (Coopération technique)

Maroc (M. M. Aoujil)

Commission 10 (Rédaction)

Belgique (M. A. Bruggeman)

25.6.84

Assistent aux réunions du Bureau:

MM.

Secrétaire général du Congrès

M.I. Sobhi (Bureau international UPU)

Secrétaire général adjoint du  
Congrès

F. Cicéron (idem)

Sous-Directeurs généraux

A.K. Baghdadi (idem)

El M. Gharbi (idem)

S. Bäckström, Sous-Directeur général a.i.  
(idem)

Secrétaire du Bureau du Congrès

F. Cacciatore (idem)

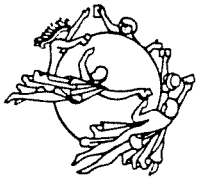
Secrétaire adjoint du Bureau du  
Congrès

R. Voeffray (idem)

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 2/Rev 1

(Distribution restreinte)

Première séance

Mercredi 27 juin 1984, à 8 h 30, salle 1

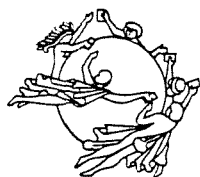
Ordre du jour provisoire

1. Communications du Président du Congrès
2. Désignation du Secrétaire et du Secrétaire adjoint du Bureau
3. Fonctionnement du Bureau
4. Ordre du jour des séances plénières du 28 juin 1984 (Congrès - Doc 65)
5. Calendrier provisoire des séances du 28 juin au 6 juillet 1984 (Pièce 3)
6. Modalités à suivre par les orateurs prononçant un discours de caractère général
7. Prochaine réunion du Bureau
8. Divers

Hamburg, le 26 juin 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 3

(Distribution restreinte)

Calendrier provisoire des séances du jeudi 28 juin au vendredi 6 juillet 1984

Jeudi, 28 juin

9 h 30

Salle 1	Séance plénière
Salle 2	Commission 8 (Services financiers postaux)

15 heures

Salle 1	Séance plénière
Salle 2	Commission 7 (Colis postaux)

Vendredi, 29 juin

9 h 30

Salle 1	Commission 3 (Affaires générales)
Salle 2	Commission 6 (Poste aérienne)

15 heures

Salle 1	Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)
Salle 2	Commission 9 (Coopération technique)

Lundi, 2 juillet

9 h 30

Salle 1	Commission 3 (Affaires générales)
Salle 2	Commission 7 (Colis postaux)

15 heures

Salle 1	Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)
Salle 2	Commission 9 (Coopération technique)

Mardi, 3 juillet

9 h 30

Salle 1	Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)
Salle 2	Commission 9 (Coopération technique)

15 heures

Salle 1                      Commission 3 (Affaires générales)  
Salle 2                      Commission 8 (Services financiers postaux)

Mercredi, 4 juillet9 h 30

Salle 1                      Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)  
Salle 2                      Commission 7 (Colis postaux)

15 heures

Salle 1                      Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)  
Salle 2                      Commission 6 (Poste aérienne)

10 minutes après  
la séance précitée      Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Jeudi, 5 juillet9 h 30

Salle 1                      Commission 3 (Affaires générales)  
Salle 2                      Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

15 heures

Salle 1                      Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)  
Salle 2                      Commission 8 (Services financiers postaux)

Vendredi, 6 juillet9 h 30

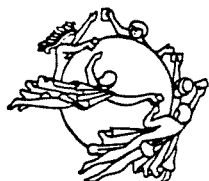
Salle 1                      Séance plénière  
Salle 2                      Commission 9 (Coopération technique)

15 heures

Salle 1                      Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)  
Salle 2                      Commission 7 (Colis postaux)

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président du Congrès,  
  
W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 4

(Distribution restreinte)

Deuxième séance

Mercredi 4 juillet 1984, à 8 h 30, salle 1

Ordre du jour provisoire

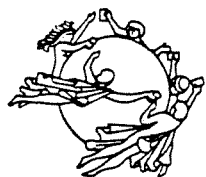
1. Communications du Président du Congrès
2. Approbation du procès-verbal de la première séance  
(Bureau du Congrès - PV 1)
3. Calendrier provisoire des séances du lundi 9 juillet au  
mercredi 18 juillet 1984 (Pièce 5)
4. Ordre du jour de la séance plénière du 6 juillet 1984 (Pièce 6)
5. Attribution des études au CE et au CCEP (article 25bis du Règlement  
intérieur des Congrès) (Pièce 7)
6. Prochaine réunion du Bureau
7. Divers

Hamburg, le 2 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN

2.7.84





UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 5

(Distribution restreinte)

Calendrier provisoire des séances

du lundi 9 juillet au mercredi 18 juillet 1984

Lundi, 9 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 7 (Colis postaux)

15 h

Salle 1

Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Salle 2

Commission 9 (Coopération technique)

Mardi, 10 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et  
rémunération)

Salle 2

Commission 2 (Finances)

15 h

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 6 (Poste aérienne)

Mercredi, 11 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 7 (Colis postaux)

15 h

Salle 1

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et  
rémunération)

Salle 2

Commission 9 (Coopération technique)

Jeudi, 12 juillet9 h 30

Salle 1

Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Salle 2

Commission 2 (Finances)

15 h

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 6 (Poste aérienne)

Vendredi, 13 juillet9 h 30

Salle 1

Séance plénière

15 h

Salle 1

Séance plénière

Lundi, 16 juillet9 h 30

Salle 1

Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Salle 2

Commission 2 (Finances)

15 h

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)

Mardi, 17 juillet9 h 30

Salle 1

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et rémunération)

Salle 2

Commission 2 (Finances)

15 h

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Commission 4 (Poste aux lettres, Réglementation)

Mercredi, 18 juillet

9 h 30

Salle 1

Commission 3 (Affaires générales)

Salle 2

Réunion constitutive CCEP

15 h

Salle 1

Commission 5 (Poste aux lettres, Tarification et  
rémunération)

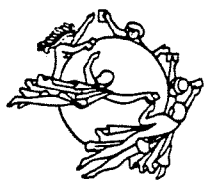
Salle 2

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Hamburg, le 2 juillet 1984

Le Président du Congrès,

W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 6

(Distribution restreinte)

Ordre du jour de la séance plénière du 6 juillet 1984

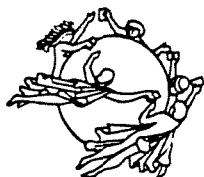
Numéros des Congrès - Doc  
ou des propositions

- |   |  |
|---|--|
| 1. Communications   |  |
| 2. Adoption de l'ordre du jour  | Congrès - Doc ..                         |
| 3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières  |  |
| 4. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international   | Congrès - Doc 24<br>Congrès - Doc 68/Rev |
| 5. Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux  | 020                                      |
| 6. Demande de participation au Congrès présentée par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)                                  | Congrès - Doc 63 et Add 1                |
| 7. L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979-1984   | Congrès - Doc 14                         |
| 8. Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977-1981  | Congrès - Doc 12                         |
| 9. Réédition des  |  |
| - Guide opérationnel sur la préparation de la statistique et sur les formalités relatives aux comptes des frais de transit et des frais terminaux | } 04                                     |
| - Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international et  |  |
| - Guide opérationnel du service international des colis postaux   |  |

- |   |                  |
|---|------------------|
| 10. Publication d'un ou de plusieurs livres traitant<br>de l'influence de la poste dans l'art | 023              |
| 11. Changements de classes de contribution  | Congrès - Doc 25 |
| 12. Invitation pour le XXe Congrès postal universel   | Congrès - Doc 33 |
| 13. Divers  |                  |

Hamburg, le 2 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 7

(Distribution restreinte)

Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études  
postales

En vertu du nouvel article 25bis du Règlement intérieur des Congrès (proposition 1725.91 adoptée par le Congrès), le Congrès attribue, sur recommandation de son Bureau, les études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, en tenant compte de la composition et des compétences respectives de ces deux organes.

Les propositions concernant les études en question, qui sont classées dans les cahiers 1, 2a, 3a, 4, 5 et 6, sont répertoriées à l'annexe 1 de la présente pièce. Le Bureau du Congrès est invité à se prononcer sur l'attribution de ces études.

Hamburg, le 30 juin 1984

Le Secrétaire général,

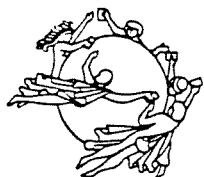
M.I. SOBHI

Proposition	Objet de l'étude	Commission	Organe indiqué par le Secrétariat de la Commission intéressée
08	Durée du Congrès	C 3	CE
020	Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	C 3	CE
022	Etude concernant la réglementation postale internationale	C 3	CE
1719.1	Quorum	C 3	CE
1721.2	Conditions d'approbation des propositions	C 3	CE
2000.1	Spécimens scientifiques de matières dangereuses	C 6	CE
2000.4	Courrier accéléré international	C 4	CE
2000.15	Courrier accéléré international	C 4	CCEP
2000.18	Courrier accéléré international - étude technique, économique et pratique - mise en place des inclusion dans les Actes	C 4	CCEP CE
2000.3	Modification de la présentation de la liste des objets interdits	C 4	CE
2000.5	Système international de codification comme supplément aux systèmes nationaux et codification pour le tri des envois postaux	C 4	CCEP
2000.6	Réclamations et délai de garde des documents	C 4	CCEP
2000.7	Etude sur l'institution d'un service international simplifié des recommandés	C 4	CCEP
2000.17	Etude sur les envois recommandés et avec valeur déclarée du service international	C 4	CE ou CCEP
3000.1	Principes et méthode pour le calcul des barèmes de frais de transit	C 5	CE
3000.2 3000.5/Rev 1 3000.6	} Etude en vue de l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres	C 5	CE

3000.3	Tarification et conditions d'admission de la poste aux lettres	C 5	CE
3000.4	Principes pour le calcul des taux des frais terminaux	C 5	CE
3061.2/Rev 1	Revision des frais de transit	C 5	CE
4000.3	Transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes	C 6	1)
4000.5	Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	C 6	CE
4000.6 } 4000.10 }	Taux de base du transport aérien du courrier	C 6	CE
4000.8	Principe et méthode de calcul des frais du transport aérien intérieur	C 6	CE
5000.3	Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	C 7	CE
5029.2 et propositions corrélatives adoptées par la Commission 7 à sa 2e séance	Renvoi à l'origine des colis non livrés	C 7	CCEP
6000.2 } 6000.3 }	Revision quant au fond des Arrangements concernant les services financiers	C 8	CE

<sup>1)</sup> La proposition 4000.3 pourrait éventuellement donner lieu à une étude par le CE





UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 8

(Distribution restreinte)

Troisième séance

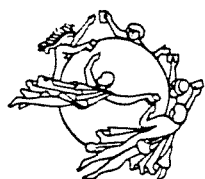
Mercredi 11 juillet 1984, à 8 h 30, salle 1

Ordre du jour provisoire

1. Communications du Président du Congrès
2. Approbation du procès-verbal de la deuxième séance  
(Bureau du Congrès - PV 2)
3. Modifications à apporter au calendrier des séances du 16 au  
18 juillet 1984 et calendrier provisoire des séances du  
lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984 (Pièce 9)
4. Ordre du jour des séances plénières du vendredi 13 juillet  
1984 (Pièce 10)
5. Prochaine réunion du Bureau du Congrès
6. Divers

Hamburg, le 10 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 9

(Distribution restreinte)

Calendrier provisoire des séances

du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984

Lundi, 23 juillet

9 h 30

Salle 1 séance plénière

15 h

Salle 1 séance plénière, puis CE (séance constitutive)

Mardi, 24 juillet

9 h 30

Salle 1 séance plénière

15 h

Salle 1 séance plénière, puis CCEP

Mercredi, 25 juillet

9 h 30

Salle 1 séance plénière

15 h

Salle 1 séance plénière

Jeudi, 26 juillet

9 h 30

Salle 1 séance plénière

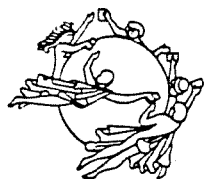
15 h

Salle 1 séance plénière  
séance de clôture du Congrès

La signature des Actes aura lieu vendredi 27 juillet 1984.

Hamburg, le 10 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 10

(Distribution restreinte)

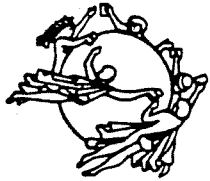
Ordre du jour des séances plénières du 13 juillet 1984  
=====

Numéros des Congrès - Doc  
ou des propositions

- |  |  |
|--|--|
| 1. Communications  |  |
| 2. Adoption de l'ordre du jour   | Congrès - Doc 88   |
| 3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières   |  |
| 4. Election des membres du CE  | Congrès - Doc 49<br>Congrès - Doc 73<br>Congrès - Doc .. |
| 5. Election des membres du CCEP  | Congrès - Doc 74<br>Congrès - Doc ..                     |
| 6. Attribution des études au CE et au CCEP   | Congrès - Doc 89   |
| 7. La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux  | 013<br>Congrès - Doc 13                                  |
| 8. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes                              | Congrès - Doc 75<br>Congrès - Doc 81/Rev 1               |
| 9. Appel (Proposition 3062.2, Frais terminaux, article 62, § 2, lettre b), de la Convention)                   | Congrès - Doc 87   |
| 10. Prestation de serment par les nouveaux Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international |  |
| 11. Invitation pour le XXe Congrès postal universel  | Congrès - Doc 33   |
| 12. Divers   |  |

Hamburg, le 11 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - Pièce 11

---

(Distribution restreinte)

Quatrième séance

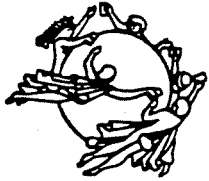
Mercredi 18 juillet 1984, à 8 h 30, salle 1

Ordre du jour provisoire

1. Communications du Président
2. Approbation du procès-verbal de la troisième séance  
(Bureau du Congrès - PV 3)
3. Modifications apportées au calendrier des séances des  
17 et 18 juillet 1984 (Congrès - Doc 78/Corr 2) et com-  
plément à apporter au calendrier des séances du 23 au  
26 juillet 1984 (Pièce 9)
4. Ordre du jour des séances plénières du lundi 23 juillet  
au jeudi 26 juillet 1984 (Pièce 12)
5. Divers

Hamburg, le 17 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN



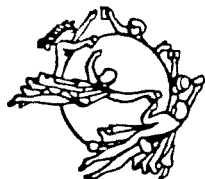
Ordre du jour des séances plénières du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984

Numéros des Congrès - Doc  
ou des propositions

- |  |                      |
|--|----------------------|
| 1. Communications  |                      |
| 2. Adoption de l'ordre du jour   | Congrès - Doc 98     |
| 3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières   |                      |
| 4. Approbation du rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)                                       | Congrès/C 1 - Rapp 1 |
| 5. Attribution des études au CE et au CCEP   | Congrès - Doc 89     |
| 6. Approbation du rapport final de la Commission 2 (Finances)  | Congrès - Doc ..     |
| 7. Approbation du rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)                                     | Congrès - Doc ..     |
| 8. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes                              | Congrès - Doc ..     |
| 9. Appel (Proposition 2036.2, Interdictions, article 36, § 3, de la Convention)                                | Congrès - Doc 97     |
| 10. Approbation des projets d'Actes et des réserves non examinées en séances de Commissions                    |                      |
| 11. Prestation de serment par les nouveaux Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international |                      |
| 12. Invitation pour le XXe Congrès postal universel  | Congrès - Doc 33     |
| 13. Divers   |                      |

Hamburg, le 17 juillet 1984

Le Président du Congrès,  
W. FLORIAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

PROJET

Congrès - Doc

Ordre du jour des séances plénières de mercredi 25 juillet 1984

Numéros des Congrès - Doc  
ou des propositions

- |  |                            |
|--|----------------------------|
| 1. Communications  |                            |
| 2. Adoption de l'ordre du jour   | Congrès - Doc              |
| 3. Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux               | Congrès - Doc 101/Rev 1    |
| 4. Approbation des projets d'Actes   |                            |
| - Réserves non insérées dans le Protocole final de la Convention postale universelle                                 | Congrès - Doc 108/Rev 1    |
| - Conséquences de l'approbation de l'appel introduit en séance plénière par la délégation de Cuba (Congrès - Doc 97) | Congrès - Doc 110 et Add 1 |
| 5. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes                                    | Congrès - Doc 81/Rev 1/Add |
| 6. Prestation de serment par les nouveaux Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international        |                            |
| 7. Invitation pour le XXe Congrès postal universel   | Congrès - Doc 33           |
| 8. Divers  |                            |

Hamburg, le 24 juillet 1984

Le Président du Congrès



Procès-verbal du Bureau du Congrès

Première séance

Mercredi 27 juin 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit,  
Secrétaire d'Etat, Président

La séance est ouverte à 8 h 30.

Communications  
du Président

Point 1 de  
l'ordre du  
jour

Le PRESIDENT souhaite la bienvenue à cette première séance du Bureau du Congrès, qui se réunit en vertu de l'article 8 du Règlement intérieur des Congrès.

L'ordre du jour suivant (Pièce 2/Rev 1) est approuvé:

1. Communications du Président du Congrès
2. Désignation du Secrétaire et du Secrétaire adjoint du Bureau
3. Fonctionnement du Bureau
4. Ordre du jour des séances plénières du 28 juin 1984 (Congrès - Doc 65)
5. Calendrier provisoire des séances du 28 juin au 6 juillet 1984 (Pièce 3)
6. Modalités à suivre par les orateurs prononçant un discours de caractère général
7. Prochaine réunion du Bureau
8. Divers

Désignation du  
Secrétaire et  
du Secrétaire  
adjoint du  
Bureau

Point 2 de  
l'ordre du  
jour

Sur proposition du PRESIDENT, MM. Cacciatore et Voefray, Conseiller supérieur et Conseiller adjoint du Bureau international, sont désignés Secrétaire et Secrétaire adjoint du Bureau.

Fonctionnement  
du Bureau

Point 3 de  
l'ordre du  
jour

Les tâches et le fonctionnement du Bureau sont précisés à l'article 8 du Règlement intérieur des Congrès. Le PRESIDENT rappelle qu'à la cinquième séance plénière le Congrès a adopté la proposition 1725.91 qui crée un

nouvel article 25 bis du Règlement intérieur des Congrès, en vertu duquel le Congrès attribue, sur recommandation de son Bureau, les études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, en tenant compte de la composition et des compétences respectives de ces deux organes. Le Bureau aura donc à traiter de cette question lors d'une prochaine séance.

Ordre du jour  
des séances plé-  
nières du  
28 juin 1984

Le PRESIDENT soumet à l'approbation du Bureau le projet d'ordre du jour des séances plénières du 28 juin 1984 (Congrès - Doc 65).

Point 4 de  
l'ordre du  
jour

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 9 (Coopération technique) fait remarquer que les points 11 et 12 devraient être intervertis, étant donné que le Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977-1981 (Congrès - Doc 12) est un complément de l'étude du CCEP sur l'avenir des services postaux (Congrès - Doc 14).

Il est décidé que les deux points 11 et 12 seront présentés et examinés simultanément en séance plénière.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 4 (Poste aux lettres - Réglementation) estime que la proposition 2000.14 (Choix des sujets de timbres-poste) ne devrait pas être traitée en séance plénière mais par la Commission 4, comme c'est le cas pour la proposition 2009.1 à l'article 9 de la Convention (Timbres-poste).

Le SECRETAIRE GENERAL précise que les deux propositions sont de nature différente. La proposition 2000.14 a un caractère général et a son origine dans une décision prise à l'unanimité par le Conseil exécutif à sa dernière session. On en trouve la justification au chapitre VII du Congrès - Doc 5 consacré aux relations avec l'ONU et d'autres organisations internationales. Il est donc logique de la traiter en séance plénière, dans le cadre de l'examen du Congrès - Doc 5. En revanche, la proposition 2009.1 a un caractère plus technique; elle modifie un article de la Convention et a été attribuée à la Commission 4. Le Secrétaire général est d'avis que l'adoption de la proposition 2000.14 en séance plénière va contribuer à faciliter la tâche de la Commission 4.

L'URSS, VICE-PRESIDENT DU CONGRES, demande si les points de l'ordre du jour des séances plénières du 28 juin 1984 n'auraient pas dû être groupés dans



un autre ordre et selon des critères différents pour en faciliter l'examen.

Compte tenu du peu de temps disponible avant la séance plénière pour réexaminer l'ordre des points, il est décidé de distribuer l'ordre du jour (Congrès - Doc 65) sous la forme soumise au Bureau. Si des difficultés devaient se présenter au cours des débats, il en sera tenu compte lors de l'établissement du prochain projet d'ordre du jour.

Calendrier provisoire des séances du 28 juin au 6 juillet 1984

Le PRESIDENT soumet le projet de calendrier des séances du 28 juin au 6 juillet 1984 qui fait l'objet de la pièce 3. Les élections du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international sont prévues pour la séance plénière du vendredi 6 juillet.

Point 5 de l'ordre du jour

La question de la présence des candidats dans la salle sera, si besoin est, examinée le moment venu, mais rien ne semble s'y opposer.

A la suite d'une suggestion présentée par l'URSS, VICE-PRESIDENT DU CONGRES, il est décidé de supprimer la séance de la Commission 9 (Coopération technique) le vendredi 6 juillet 1984 à 9 h 30, afin d'éviter la simultanéité avec la séance plénière de la même matinée où se dérouleront les élections du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 9 (Coopération technique) attire l'attention sur la nécessité éventuelle, le moment venu, de fixer à une autre date la séance supprimée de sa Commission.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 5 (Poste aux lettres - Tarification et rémunération) fait état de la difficulté qu'il y aura éventuellement à liquider pendant le nombre de séances prévues toutes les tâches confiées à sa Commission.

Le SECRETAIRE GENERAL attire l'attention sur le fait qu'il serait fort souhaitable que les différentes Commissions terminent leurs travaux dans les limites du nombre de séances prévues.

Modalités à suivre par les orateurs prononçant un discours de caractère général

Au cours de chacune des premières séances plénières du présent Congrès, des Ministres ont fait part de leur désir de s'adresser au Congrès, avant de quitter Hamburg, dans un discours où ils ont évoqué des questions de caractère général et exprimé le message amical de leur gouvernement.

Point 6 de l'ordre du jour

Le Président du Congrès leur a donné cette possibilité, tout en les invitant.

en vertu du Règlement intérieur des Congrès, à ne pas s'exprimer trop longuement pour ne pas porter préjudice à l'examen des questions prévues à l'ordre du jour.

Le Bureau approuve cette procédure et décide de continuer à l'appliquer lors des prochaines séances plénières.

Prochaine réunion du Bureau

Point 7 de l'ordre du jour

La prochaine séance du Bureau est prévue pour mercredi 4 juillet 1984 à 8 h 30.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 10 (Rédaction) rappelle que sa Commission siège tous les matins à 8 heures et propose de fixer la séance du Bureau à 14 heures.

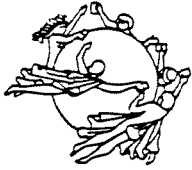
Le PRESIDENT examinera cette question avec le SECRETAIRE GENERAL, à la lumière de tous les impératifs et communiquera assez tôt aux intéressés la date et l'heure de la prochaine séance.

La séance est levée à 9 h 30.

Pour le Bureau du Congrès:

Le Président,  
W. FLORIAN

Le Secrétaire  
F. CACCIATORE



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - PV 2

Distribution restreinte

Procès-verbal du Bureau du Congrès

Deuxième séance

Mercredi 4 juillet 1984

Présidence de M. F. KOLLER, Dr en droit,  
Chef du Cabinet du Président du Congrès

La séance est ouverte à 8 h 30.

Communications  
du Président

Point 1 de  
l'ordre du jour

Le PRESIDENT informe le Bureau qu'en vertu de l'article 7 du Règlement intérieur des Congrès il remplace à cette séance le Président du Congrès qui a dû s'absenter pour des raisons impérieuses.

L'ordre du jour suivant (Pièce 4) est approuvé:

1. Communications du Président du Congrès
2. Approbation du procès-verbal de la première séance (Bureau du Congrès - PV 1)
3. Calendrier provisoire des séances du lundi 9 juillet au mercredi 18 juillet 1984 (Pièce 5)
4. Ordre du jour de la séance plénière du 6 juillet 1984 (Pièce 6)
5. Attribution des études au CE et au CCEP (article 25bis du Règlement intérieur des Congrès) (Pièce 7)
6. Prochaine réunion du Bureau
7. Divers

Approbation du  
procès-verbal  
de la première  
séance

Point 2 de  
l'ordre du jour

Le procès-verbal de la première séance (PV 1) est approuvé sans modification.

Calendrier provisoire des séances du lundi 9 juillet au mercredi 18 juillet 1984  
Point 3 de l'ordre du jour

Le PRESIDENT présente le projet de calendrier des séances du 9 au 18 juillet 1984 et invite les Présidents des Commissions à faire tout leur possible pour que les questions de leur ressort soient traitées au cours des séances prévues au calendrier.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 9 (Coopération technique) rappelle qu'une séance de sa Commission ayant été supprimée le 6 juillet 1984 il sera peut-être nécessaire de trouver une solution pour y remédier et disposer ainsi du temps nécessaire pour terminer les travaux de cette Commission.

Le PRESIDENT suggère de prévoir, si cela se révèle nécessaire le moment venu, soit une séance de nuit soit une séance le samedi matin 14 juillet.

Pour éviter les inconvénients d'une séance de nuit ou du samedi, le PRESIDENT DE LA COMMISSION 9 (Coopération technique) envisage de prolonger éventuellement d'une heure les séances des 9 et 11 juillet.

Quelle que soit la solution choisie, le SECRETAIRE GENERAL s'entendra au préalable avec la chef-interprète.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 10 (Rédaction) suggère d'intervertir, le 18 juillet, veille du départ en excursion de quatre jours, la séance de la Commission 5 et la réunion constitutive du CCEP, afin que les propositions de la Commission 5 parviennent plus tôt à la Commission de rédaction.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 7 (Colis postaux) invite instamment les Présidents des Commissions intéressées à traiter en priorité les propositions qui ont des incidences sur des propositions soumises à la Commission 7, compte tenu du fait que la dernière séance de cette Commission se tiendra le 11 juillet.

Le calendrier des séances du 9 au 18 juillet 1984 est adopté sous la forme présentée dans la Pièce 5, sous réserve de le modifier au besoin ultérieurement, pour prendre en considération les observations formulées ci-avant.

Ordre du jour de la séance plénière du 6 juillet  
Point 4 de l'ordre du jour

Le PRESIDENT présente le projet d'ordre du jour de la séance plénière du 6 juillet 1984 (Pièce 6). Cet ordre du jour étant chargé, il pense que certains points pourront être traités au cours de la procédure d'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international, pendant les intervalles consacrés au dépouillement du scrutin. Les points de l'ordre du jour qui ne pourront pas être traités le 6 juillet seront renvoyés aux séances plénières du 13 juillet.

Compte tenu de ces remarques, le projet d'ordre du jour est adopté sous la forme présentée dans la Pièce 6.

Attribution des études au CE et au CCEP      Le PRESIDENT soumet au Bureau la Pièce 7 par laquelle il est invité - en vertu du nouvel article 25bis du Règlement intérieur des Congrès - à se prononcer sur l'attribution des études au CE et au CCEP.

Point 5 de l'ordre du jour      Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 10 (Rédaction) rappelle que par la décision C 2 intitulée "Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions", la Commission 3 (Affaires générales) a groupé les deux propositions 1719.1 et 1721.2 et décidé de charger le Conseil exécutif de les examiner dans le cadre d'une seule étude.

Après avis du SECRETAIRE GENERAL, l'étude de la proposition 2000.17 est confiée au CCEP.

Compte tenu de ces amendements, la liste qui fait l'objet de la Pièce 7/Annexe 1 est approuvée, sous réserve des autres études à confier au CE ou au CCEP que les Commissions pourraient soumettre au Bureau du Congrès.

Prochaine réunion du Bureau      La prochaine séance du Bureau est fixée au mercredi 11 juillet 1984 à 8 h 30.

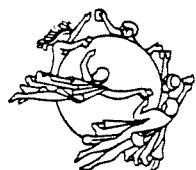
Point 6 de l'ordre du jour

La séance est levée à 9 heures.

Pour le Bureau du Congrès:

Le Président,  
F. KOLLER

Le Secrétaire,  
F. CACCIATORE



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Bureau du Congrès - PV 3

Distribution restreinte

Procès-verbal du Bureau du Congrès

Troisième séance

Mercredi 11 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 8 h 30.

Communications  
du Président

Le PRESIDENT soumet au Bureau du Congrès l'ordre du jour suivant (Pièce 8), qui est approuvé.

Point 1 de  
l'ordre du jour

1. Communications du Président du Congrès
2. Approbation du procès-verbal de la deuxième séance (Bureau du Congrès - PV 2)
3. Modifications à apporter au calendrier des séances du 12 au 18 juillet 1984 et calendrier provisoire des séances du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984 (Pièce 9)
4. Ordre du jour des séances plénières du vendredi 13 juillet 1984 (Pièce 10)
5. Prochaine réunion du Bureau du Congrès
6. Divers

Approbation du  
procès-verbal de  
la deuxième  
séance

Le procès-verbal de la deuxième séance (PV 2) est approuvé sans modification.

Point 2 de  
l'ordre du jour

Modifications à  
apporter au ca-  
lendrier des  
séances du 12 au  
18 juillet 1984  
et calendrier  
provisoire des  
séances du lundi  
23 juillet au  
jeudi 26 juillet  
1984

Après des interventions de plusieurs Présidents de Commissions, le calendrier des séances du 12 au 18 juillet 1984 est modifié comme suit:

Le jeudi 12 juillet, la séance de la Commission 2 à 9 h 30 est supprimée et remplacée par une séance de la Commission 9.

Le mercredi 18 juillet, les séances de la Commission 5 prévue à 15 heures et la réunion constitutive du CCEP prévue à 9 h 30 sont interverties.

En outre, quelques autres modifications sont envisagées:

La Commission 3 peut renoncer à sa séance du 18 juillet et probablement

Point 3 de  
l'ordre du jour

aussi à celle du 17 juillet.

La Commission 7 aura besoin d'une demi-séance supplémentaire pour traiter de 8 propositions pour lesquelles il y a lieu d'attendre les décisions de la Commission 4 au sujet de propositions analogues.

Les Commissions 4 et 5 auront éventuellement besoin d'une séance supplémentaire, bien que des efforts seront faits pour terminer les travaux dans les délais prévus.

Le Secrétariat du Congrès établira pour la période du 12 au 18 juillet un calendrier amendé, compte tenu des demandes formulées et de l'évolution des travaux ces prochains jours.

Puis le calendrier des séances du 23 au 26 juillet (Pièce 9) est approuvé.

Ordre du jour  
des séances  
plénières du  
vendredi 13 juillet 1984

Point 4 de  
l'ordre du jour

Le PRESIDENT précise que pendant les opérations de dépouillement relatives aux élections des membres du CE et du CCEP qui prennent beaucoup de temps, d'autres points de l'ordre du jour seront traités.

Par ailleurs, pour faciliter et accélérer ces opérations en ce qui concerne le CE, il a été prévu que des bulletins séparés et de couleurs différentes seront utilisés pour les cinq zones géographiques.

En outre, si pour l'une ou l'autre des cinq zones un accord devait intervenir en ce sens que le nombre de candidatures correspondrait au nombre de sièges à pourvoir, les candidats de ces groupes seraient élus tacitement.

Le projet d'ordre du jour est adopté sous la forme présentée dans la Pièce 10.

Prochaine réunion  
du Bureau du  
Congrès

La prochaine séance du Bureau est fixée au mercredi 18 juillet 1984 à 8 h 30.

Point 5 de  
l'ordre du jour

Divers

Point 6 de  
l'ordre du jour

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION 10 (Rédaction) attire l'attention sur le fait que par suite de l'adoption de la proposition 05/Rev 1 de la Chine (Rép. pop.) toutes les dispositions des Actes de l'UPU où figurent des montants en francs et centimes-or ainsi que les formules intéressées devront être complétées par leur contre-valeur en DTS conformément au taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 fr-or. Etant donné le travail important et minutieux que cette adaptation exige et le court laps de temps disponible, le Président de la Commission 10 aimerait obtenir l'autorisation du Bureau de renoncer pour l'instant à modifier chaque disposition concernée et, en lieu et place, de joindre à chaque Acte un tableau global de conversion. Le Bureau international pourrait faire les modifications nécessaires après le Congrès.

Le Bureau approuve cette demande.

En outre, pour permettre à la Commission 10 d'élaborer les tableaux en question, un fonctionnaire sera accordé comme renfort pendant quelques jours au secrétariat de cette Commission.

La séance est levée à 9 heures.

Pour le Bureau du Congrès:

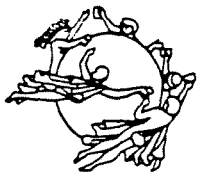
Le Président,

Le Secrétaire,

W. FLORIAN

F. CACCIATORE





UNION POSTALE UNIVERSELLE

XIXe Congrès

Hamburg 1984

Bureau du Congrès - PV 4

Distribution restreinte

Procès-verbal du Bureau du Congrès

Quatrième séance

Mercredi 18 juillet 1984

Présidence de M. W. FLORIAN, Dr en droit, Président

La séance est ouverte à 8 h 30.

Communications  
du Président

Le PRESIDENT soumet au Bureau du Congrès l'ordre du jour suivant (Pièce 11), qui est approuvé.

Point 1 de  
l'ordre du jour

1. Communications du Président
2. Approbation du procès-verbal de la troisième séance (Bureau du Congrès - PV 3)
3. Modifications apportées au calendrier des séances des 17 et 18 juillet 1984 (Congrès - Doc 78/Corr 2) et complément à apporter au calendrier des séances du 23 au 26 juillet 1984 (Pièce 9)
4. Ordre du jour des séances plénières du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984 (Pièce 12)
5. Divers

Approbation du  
procès-verbal de  
la troisième  
séance

Le procès-verbal de la troisième séance (PV 3) est approuvé sans modification.

Point 2 de  
l'ordre du jour

Modifications  
apportées au  
calendrier des  
séances des 17  
et 18 juillet 1984

Le Bureau prend acte des modifications qui ont dû être apportées au calendrier des séances des 17 et 18 juillet 1984 (Congrès - Doc 78/Corr 2) pour tenir compte de l'évolution des travaux et en accord avec les Présidents des Commissions intéressées.

Point 3 de  
l'ordre du jour

Complément à  
apporter au  
calendrier des  
séances du 23 au  
26 juillet 1984

Le calendrier des séances du 23 au 26 juillet 1984 est adopté tel qu'il est présenté dans la Pièce 9, sous réserve de préciser que la réunion du CCEP fixée au mardi 24 juillet après la séance plénière de l'après-midi sera une séance constitutive et de travail.

Point 3 de  
l'ordre du jour  
(suite)

Sur demande du PRESIDENT DE LA COMMISSION 4 (Poste aux lettres, Réglementation) qui souhaite savoir qu'est-ce qu'on entend par séances constitutives du CE et du CCEP, le PRESIDENT communique les principaux points prévus aux ordres du jour y relatifs et précise qu'il conviendra pour les deux organes de déterminer le nombre des Commissions et leurs attributions respectives. Quant à la répartition des études proprement dites entre les pays, elle pourra intervenir ultérieurement.

Ordre du jour  
des séances  
plénières du  
lundi 23 juillet  
au jeudi 26  
juillet 1984  
Point 4 de  
l'ordre du jour

Le PRESIDENT rappelle qu'à l'occasion du débat général qui s'est déroulé en plénière les 26 et 27 juin, il a été décidé de diffuser un résumé qui devrait porter le titre de "Déclaration de Hamburg". Ce document sera soumis à l'approbation du Congrès.

Le projet d'ordre du jour figurant à la pièce 12, dans lequel sera encore inclus le point relatif à la déclaration précitée, est adopté.

Divers  
Point 5 de  
l'ordre du jour

Le PRESIDENT pense que cette séance sera la dernière du Congrès. Il fait part de sa satisfaction au sujet du déroulement des travaux du Congrès et des Commissions et exprime ses remerciements aux membres du Bureau pour leur collaboration. Il remercie également le Secrétaire général et ses collaborateurs.

La séance est levée à 9 heures.

Pour le Bureau du Congrès:

Le Président,  
W. FLORIAN

Le Secrétaire,  
F. CACCIATORE

P i è c e s   d e   l a   C o m m i s s i o n   1

=====







UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 1

Page 1

COMMISSION 1 (VERIFICATION DES POUVOIRS)

Vendredi 22 juin 1984, à 15 heures

(Salle 2)

Ordre du jour

1. Ouverture de la séance par le Président
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Exposé du Président sur le déroulement et la portée des travaux de la Commission
4. Examen des pouvoirs
5. Divers

Hamburg, le 19 juin 1984

Le Président de la Commission,  
J.B. KOUAMELAN



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 1

Pièce 2

COMMISSION 1 (VERIFICATION DES POUVOIRS)

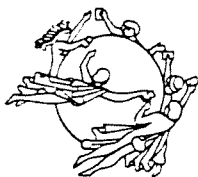
Première liste des pouvoirs soumis pour examen à la Commission 1

Note du Secrétariat de la Commission

1)  
Ce document énumère les pouvoirs déposés à ce jour auprès du Secrétariat de la Commission 1. Il est soumis à cette Commission pour examen.

Hamburg, le 21 juin 1984

1) — Voir la liste annexée à la pièce 4 : pays sans astérisque  
dans la marge



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 1

Pièce 3

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

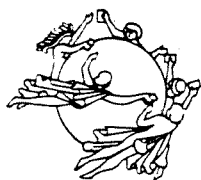
Note du Secrétariat de la Commission

La deuxième séance de la Commission 1 aura lieu dans la salle 2, mercredi 4 juillet 1984, l'après-midi (10 minutes après la séance de la Commission 6).

La liste des pouvoirs à examiner lors de ladite séance sera remise sur place aux membres de la Commission. 1)

Hamburg, le 2 juillet 1984

1) — voir la liste annexée à la pièce 4: pays avec un astérisque  
dans la marge



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 1

Pièce 4

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Note du Secrétariat de la Commission

La troisième séance de la Commission 1 aura lieu dans la salle 2, mercredi 18 juillet 1984, à 15 h 00.

/ La liste des pouvoirs à examiner lors de ladite séance est ci-jointe. 1)

Hamburg, le 16 juillet 1984

1) — pays avec deux astérisque dans la marge



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
** République démocratique d'Afghanistan			MM. ZAZAI K. DASIR A.	Ministre des affaires étrangères	Pas de pouvoirs de signature
République populaire socialiste d'Albanie			MM. DERSHA H. KATUNDI M. MUÇA A.	Ministre des affaires étrangères	Pas de pouvoirs de signature
* République algérienne démocratique et populaire	MM. BESSAÏH B. FERGANI Y. GADOUCHE M. MALOUM M. BERRAIRA M. BARKATI L. YOUNSIOUI A. MEKKAOUÏ O. BENMILOUKA M. SAOUDI S. KERMAD M. HAMMOUCHE C. TINJAOUÏ T. LOUANCHI M. SLAOUTCHI A.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République fédérale d'Allemagne	MM. SCHWARZ-SCHILLING C. FLORIAN W. SCHÖLL F.	3)	MM. KOLLER F. JANSSEN R. HILGERS H.J. WEISSER K.-J. SPERL G.-F. LEINUNG H.-F. ENGELKE H. BENDER W. SOLDA K. JOBGES R. FRIES H. HASLOWER K. OESTERHELT J. GIESDER M. HILGER R.- W. BRAUN B. BERG A.	- Chef de l'Etat - Ministre des affaires étrangères	
Etats-Unis d'Amérique	MM. BOLGER W.F. FINCH J. BOND S.R. BIGLIN F.X. DUKA W.E. FOWLER III S. Mme HARRISON I. MM. JELLISON J.V. LEAVEY T.E. McCAFFREY E.J. NORTON D.C. ORLANDO J.E. REGAN M.J. SHEINBAUM G. VANDERNOOT P.G.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République populaire d'Angola	MM. TAVARES RIBEIRO L. DE CASTRO GUIMARÃES J.J. PINTO E.R.	2)	MM. TEIXEIRA C.F. DA CUNHA M.H. DE FARIA V.M.	Ministre des affaires étrangères	
Royaume de l'Arabie saoudite	MM. KAYAL A.D. BANAJAH S.H. SAMOUN A.M. KARKADANE M.S. KAHTANI S.A. ZAMZAMI N.A. - H.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République argentine	MM. ORTIZ I.E. NIETO E.T. BRUNO I.I. GARGANTINI A.J.	3)	MM. BEREAU J. EGUREN C. HERRERA H.A.	Ministre des affaires étrangères	
Australie	MM. ELTRINGHAM D.H. BRADY J.L. SMITH P.J. McKEOWN K.J.S. Mme MORRIS E.M.	2)	M. CRIMMINS C.P. Mlle JONES E. M. SMITH P.M.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République d'Autriche	MM. UBLEIS H. NACHTNEBEL E. MITTERMAIER F.	3)	MM. BROSC W. SEIFERT W. WOLF V. KROTTENMULLER G. TOIFL R. Mme KITTLER A.	Chef de l'Etat	
Commonwealth des Bahamas	MM. BETHEL PM. SAUNDERS J.V.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Etat de Bahrain	M. MATTAR A.E.	3)	M. DALLAL F.A.	Ministre des affaires étrangères	
* République populaire du Bangladesh	MM. AHMED F. AHMAD M.	3)		Ministre des affaires étrangères	
* Barbade	MM. BARROW N.A. WEEKES L.B.	signature "ad référendum"	MM. GILL C.E. BENJAMIN G. Mme HAYNES A.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Belgique	MM. VAN USSEL M. MASSART A. MANISE J.	3)	MM. DE CROO H. Mme D'HONDT-YAN OPDENBOSCH P. Mlle SIMOENS A. MM. BONNIJNS H. WINDELS G. BRUGGEMAN A. DEBRAEKELEER D. LEFEBURE K. LOKKER C. REYNIERS J.	-Chef de l'Etat -Ministre des affaires étrangères	
Belize	M. GEORGE A.A.) Mlle SMITH S.J. } *)	3)		Ministre des affaires étrangères	*) délégués de la Grande-Bretagne

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République populaire du Bénin	MM. BOURAIMA T. HOUNDADJO C.S. AIDOMONHAN C.F. DANSOU B. Mme ALINDE J.	- 2) pour : Constitution et Règlement général  - Signature définitive pour: Autres Actes		Ministre des affaires étrangères	
* Royaume de Bhoutan	MM. PENJOR S. KATWAL D.N.*)	Signature définitive	M. TENZIN J.	Ministre des affaires étrangères	*) Suppléant de M. PENJOR, Chef de la délégation
République socialiste soviétique de Biélorussie	MM. ULASSIK V. VYTCHEGJANINE E.N.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>  1	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer  2	Portée de la signature des plénipotentiaires  3	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement  4	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs  5	Observations  6
* République socialiste de l'Union de Birmanie	MM. LIN THAIN MOUNG MAUNG MAUNG LIN KYAW SOE	2)		Ministre des affaires étrangères	
** République de Bolivie	M. CARRASCO MARIN M.	3)		Ministre des affaires étrangères	
* République du Botswana	MM. BLACKBEARD C.W. LEKAUKAU C.M. BUTALE P.N. LEJOWA B.	3)		-Chef de l'Etat -Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>  1	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer  2	Portée de la signature des plénipotentiaires  3	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement  4	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs  5	Observations  6
* République fédérative du Brésil	MM. CORRÊA DE MATTOS H. BOTTO DE BARROS A.C. SOUZA CUNHA A.	signature "ad référéndum"	MM. CÉSAR DE ARAÚJO ITUASSU A. BALTHAZAR PORTELLA O.E. CARVALHO DE BARROS D. LOPES LANDEIRA N. CARNEIRO CILENTO M.F.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République populaire de Bulgarie	MM. VANTCHEV P. MARINOV I. GOTCHEV G. PETKOV S. GANTCHEV G. ATANASSOV P.	3)		Ministre des affaires étrangères	
** République du Burundi	M. NTAWIGAYA B.	2)		Ministre des affaires étrangères	
* République du Cameroun	M. MBELLA MBAPPE R.	2)	MM. ENOCH KWAYEB NKOLO FANGA J.-B.	Chef de l'Etat	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* Canada	MM. WARREN R.M. CLERMONT G.C. HALPIN J.G. BULLOCK D.G.	2)	MM. HARRY K.J. FALLU A.	Ministre des affaires étrangères	
* République du Cap-Vert			Mme SAGNÁ M. M. ALMEIDA H. Mme BRITO E.	Ministre des affaires étrangères	Pas de pouvoirs de signature

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'OPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République centrafricaine	MM. GAIKOUA S. NZENGOU E. BAO B.	3)		Ministre des affaires étrangères	
Chili	MM. DELANO BARRIOS P. HERRERA CARGILL J.	3)	M. VICUÑA ZEBALLOS C.E.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République populaire de Chine	MM. WEN M. LIU Y. WANG K.	3)	MM. PENG M. CONG Y. LIU H. Mmes TANG G. HU S. SHI X.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République de Chypre	M. SPATHARIS K.	2)	M. PIRISHIS A.	Ministre des affaires étrangères	
* République de Colombie *)			MM. URREA D.M. ALVARADO CARRENO L.M. SILVA VASQUEZ E. MALAÇON LONDONO F. Mme GORI V.		*) Délégation de la Colombie a annoncé l'envoi des pouvoirs de signature ultérieurement

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République fédérale islamique des Comores	MM. MBAE A. HASSANE A.S. SOULAIMANE L.	3)		Chef du Gouvernement	
* République populaire du Congo	MM. ABIBI D. DJEMBO TATY A. OMBAKA-EKORI V.R. MOUMBOU L. DEFOUNDoux C. BALOUNDA B. Mme MABIALA L.	3)		Chef de l'Etat	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République de Corée	MM. OH M. et/ou SHIN Y.S.	Signature "ad référéndum"	MM. KIM S.E. KWON Y.S. KIM Y.W. HA C.H. CHUNG Y.H. LEEM J.T. SHIN M.H. SUH Y.K. YU K.T.	Ministre des affaires étrangères	
République de Costa Rica	M. CASTRO CHAVES R.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République de Côte d'Ivoire	MM. BARRY BATTESTI A. ESSIENNE D. KOUAMELAN J.B. DIARRA H. ABI A.E.	2)		Ministre des affaires étrangères	
République de Cuba	M. PEÑA SUÁREZ M. Mme SEGRERA ARANDA O.C.	3)	MM. MARTY VALDES F. BENITEZ MORÉ A. ESPRONCEDA VEGA R. Mme CURI BARAKAT G.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* Royaume de Danemark	MM. WÜRTZEN H. ANDERSEN B.M. MYRVIC H. NIELSEN L. HANSEN M.T. NORDBO B. CHRISTENSEN G.T.	- 2) pour: Constitution et son Proto- cole addi- tionnel - signature définitive pour: Autres Actes		Ministre des affaires étrangères	
** République de Djibouti			M. OBSIE E.	Ministre des affaires étrangères	Pas de pouvoirs de signature
* République dominicaine	M. GROUSSETT L.G.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* Commonwealth de la Dominique	M. SHILLINGFORD R.A.C.	3)		Chef du Gouvernement	
République arabe d'Egypte	M. SOKKAR H.A.A.	2)	MM. SALEM I.F. FOUAD C. AHMED K.A.H. Mme ABDEL MESSIH S.A.S.	Ministre des affaires étrangères	
République de El Salvador					

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* Emirats arabes unis	MM. BU-HASSAN A.S. AL SHARHAN M.S. BALHAJ Y.M.	3)		Ministre des affaires étrangères	
** République de l'Equateur	M. STACEY MORENO D.	2)		Ministre des affaires étrangères	
Espagne	MM. ENTRENA G. SOLER R. RIVERO A. VIDAL L. GONZALEZ L. ASCANDONI J. GARCIA CEREZO L.F. CIQUE A. DE LA ROSA D. DE FRUTOS J. SALAFRANCA J.I. COLLADO J.-L.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* Ethiopie socialiste	MM. WOLDE G.G. RETA L.A. KIDANE T. TESFAY K.B.	3)		Ministre des affaires étrangères	
Fidji					
* Finlande	MM. TARJANNE P. SAVIAHO A.	2)	MM. NIKKILA J. ALLARDT J. WALLENIUS M. LÄHDESMÄKI E. Mme LUOSTARINEN P.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>  1	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer  2	Portée de la signature des plénipotentiaires  3	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement  4	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs  5	Observations  6
République française	MM. MIGONE F. PERIER D. GUYADER M. MOUZIN J. BRENTA J.	3)	MM. MEXANDEAU L. HERITIER B. DAUCET J. PROFIT A. GARRIGUE-GUYONNAUD P. GENET R. DARDELET P. Mme BATIFOL M. MM. MEYNIE G. MICHAUDET J. DELMAS G. MATHIEU G. LE VERT L. BILLARD M. VIRGILE L. ROBERT J. DAYAN E.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République gabonaise	MM. MYBOTO Z. SOUAH T. ROMBOGOUERA GOUZELE G. BIYOGHE BI NDONG F. NGUEMA ALLOGO A. MACKONGO C. IVORA-MANONZO V. MIHINDOU J. MBOULOU MVE M.	2)		Chef de l'Etat	
République de Gambie					

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République du Ghana	M. BENTIL A.O.	2)		Ministre des affaires étrangères	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	MM. KINGSBURY L.H. GEORGE A.A. FOOT D.G. Mlle SMITH S.J. M. DIBBEN M.A.C.	2)	MM. WOOD M.C. FERGUSON I.C. KING P.K. BIGGS N.W. CHISNALL S.J. ROBERTS P.J. ORBELL M.D. ARDLEY H.G. LANGFORD R.J. LI S.K. WEBB H.A. PHILLIPS G. Mme DOWLING G. MM. HONE G.H. DEARING R.E. COCKBURN W. CAWTHORNE T.B.	Ministre des affaires étrangères	* fonctionnaires attachés

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>  1	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer  2	Portée de la signature des plénipotentiaires  3	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement  4	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs  5	Observations  6
Territoires d'outre-mer dont les relations inter- nationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. GEORGE A.A. Mlle SMITH S.J.	2)		Ministre des affaires étrangères	
* Grèce	MM. TSIMAS C. DELIYANNIS D. MATHIOUDAKIS M. XENELLIS E. Mme MYTILINEOU M. M. POTAMIANOS S.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Grenade					
* République du Guatemala	MM. LANGE FUMAGALLI E.J. ANZUETO D.N. MUÑOZ GARCIA M.A. MUÑOZ ORDÓÑEZ C.R.	signature "ad référen- dum"		-Chef de l'Etat -Ministre des affaires étrangères	
* République de Guinée	MM. KOUYATE A. CONDE S. BALDE M.F.	3)		Chef de l'Etat	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
** République de Guinée-Bissau			MM. JUNQUEIRO R.M.G.B. MARTINS J.M.L.O. MENDES V.D.S. REINO F. COSTA M.H. MATOS E.P.C. GOUVEIA J.P. ROCHA V.H.F. REIS A.M. ANDRADE S.S. MARTINS E.A.M.H. ] *)	Ministère des affaires étrangères	*) Délégation du Portugal Pas de pouvoirs de signature
** République de Guinée équatoriale			M. ONDO MITOGO P.	Chef de l'Etat	Pas de pouvoirs de signature
* Guyane	MM. GREEN H. DORIS G. NOBLE E.	3)		Chef de l'Etat	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République d'Haïti	MM. FERAILLEUR C. MERORES H. JEAN BAPTISTE J.E.			Ministre des affaires étrangères	
* République de Haute-Volta	MM. GUIBO C. BONCOUNGOU R.	2)		Ministre des affaires étrangères	
* République du Honduras	MM. HANDAL HANDAL C. CABALLERO LOPEZ D. SOLANO DAVILA N.	signature "ad référen- dum"		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République populaire hongroise	M. TÓTH I. Mme JUHARI I. ou M. OLÁH L. } *)	2)	MM. MOLNÁR C. SZIKSZAY F. SZÁVA I.	Ministre des affaires étrangères	*) Un des deux est autorisé à signer les Actes, en cas d'empêchement de M. TÓTH
Inde	MM. MURTHY K.R. DEY R.N.	3)	MM. GADGIL V.N. KORA K.T. TALUKDAR N.C. DEVARAJAN V. DEO P. GOPINATH P.K.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République d'Indonésie	MM. ABDULRACHMAN S. SOEPAAT D.	3)	MM. MUSTAFA A. ISKANDARDINATA SURACHMAN HAQ A. NOTOPRAJITNO M.S.	Ministre des affaires étrangères	
* République islamique d'Iran	M. SOTODEH-MANESH H.	3)	MM. NABAVI S.R. SAFAVI HOMAMI M. VAEZI JOSAIE H. MOHAMMED JAFARI M. YAZDANI H. RAHIMIAN H. HAJI-TEHRANI M. SHAFIE B. MOSTASHARI S.A.-A. ] *)	Ministre des affaires étrangères	*) fonctionnaires attachés

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République d'Iraq	MM. RADHWAN G.A. AL-SALMAN N.S. *)	3)	MM. WAFIQ A.M. ABDULRAZZAK R.H. HAMOUD H.J.	Ministre des affaires étrangères	*) en l'absence de M. RADHWAN G.A.
Irlande	MM. WARREN P.A. HINDS D.R. MORAIN S.O. COADY M. Mme BARRINGTON A. Mlle NI EAINAIN D. MM. HARPER M. FARRELLY C.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République d'Islande	MM. SKÚLASON J. KRISTJÁNSSON B. JÚLIUSSON R.	2)		Ministre des affaires étrangères	
Israël	MM. LACHMAN E. ELIAV P. DOWEK E. EYLON E. ZEMEL I. ISSACHAROFF J.	2)		Chef du gouvernement et Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>  1	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer  2	Portée de la signature des plénipotentiaires  3	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement  4	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs  5	Observations  6
* Italie			MM. MONACO U. MAZZEI A. BUFARDECI L. VESCHI E. GRAZIOSI G. CONTURSI M. LEGROTTAGLIE D. DE FRANCHIS A. GIANNETTI V. PANGALLO U. CUTILLO A. RAGUSA L. CIRIACONO P. PERGAMI R.	Ministre des affaires étrangères	Pas de pouvoirs de signature

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>  1	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer  2	Portée de la signature des plénipotentiaires  3	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement  4	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs  5	Observations  6
Japon	M. MIYAZAKI H.	3)	MM. NAGAOKA S. KAJITANI Y. IGUCHI Y. OZAWA T. EGUCHI H. Mme AOKI E. MM. FUJINO T. NAKAMURA K. Mme NAKAYAMA T. MM. SOMA M. FUJIOKA T. SENOO H.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Kuwait	M. AL-MAZIDI I.M.	3)	MM. EID A.M.Y. AL-HAQQAN S.A. KHALIFA M.M.	Ministre des affaires étrangères	
République démocratique populaire lao					
* Royaume du Lesotho	M. PHOOFOLO M.P.	3)	MM. MAPHATHE K.T. TEKATEKA R.M. DE SILVA M.P. Mme RALEBESE H.L.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République libanaise	MM. TABBARA O.A. ABOU JAOUDE G.	2)		Ministre des affaires étrangères	
République de Libéria	MM. TOWEH S.G. KPAMU-SIE T. Mlle TOMAH C.G. M. PAYNE N.D. Mlles WISSEH E. EKAH I.	2)		Ministre des affaires étrangères	
Principauté de Liechtenstein	MM. BINZ H.-W. NOBEL G. CAPREZ O.**) BURN E.**) DUCOMMUN L.-P. HAENGGI U. CORDEY M. ROTHLISBERGER F. Mlle NUETZI G.	2)  *)		Chef de l'Etat	*) Délégation de la Confédération suisse **) Suppléants de MM. BINZ et NOBEL Chefs de la délégation

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Luxembourg	MM. HEINEN J. DONDELINGER C. VALENTIN A. KIHN P. WAGNER S. HOFFMANN J.	2)		- Chef de l'Etat - Ministre des affaires étrangères	
République démocratique de Madagascar	MM. RAKOTOVAO A. RATOVONDRAHONA P. RAVELOMANANTSOA- RATSIMIAH R.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Malaisie	MM. LEO MOGGIE anak IROK D. RAJASINGHAM M. *)	2)	MM. HAJA ALAWDIN S.M. WONG SR CHIN NELSON LIAP KUDU	Ministre des affaires étrangères	*) Suppléant de M. LEO MOGGIE anak IROK D., Chef de la délégation
* Malawi	MM. HARA S.C. MAYAYA A.L. MBEKEANI J.A. KADZUWA P.E. KAVALO F.A. LUNDU W.N. MSISKA L.S. *)	2)		Chef de l'Etat	*) membre alternatif de la délégation
République des Maldives					

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République du Mali	Mme GAKOU F.N. MM. KEBE L. FAU J. YATTARA A.	3)		Ministre des affaires étrangères	
Malte					
* Royaume du Maroc	MM. LAENSER M. WAKRIM M. AOUJIL M. AIT HSIKO A. OUGMENSSOR O. OUHADDOU A.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Maurice					
* République islamique de Mauritanie	MM. LOUT OULD SIDI MOHAMED DIENG OUSMANE MOHAMED OULD AHMED	3)		Ministre des affaires étrangères	
Etats-Unis du Mexique	MM. JIMÉNEZ ESPRIU J. OLAVARRIA MORENO R. JUÁREZ VÁZQUEZ G.	Signature "ad référen- dum"	MM. GARRIDO MUÑOZ C.J. ORTIZ Y ORTIZ R. ARRIAGA GARCIA A.	-Chef de l'Etat -Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Principauté de Monaco					
République populaire de Mongolie	MM. NOROVJAV I. NATSAGDORJ L. Mme ERDENETSETSEG S.	3)		Ministre des affaires étrangères	
** République populaire du Mozambique			MM. ABIBI D. DJEMBO-TATY A. OMBAKA-EKORI V.R. MOUMBOU L. DEFOUNDUX C. BALOUNDA B. Mme MABIALA L.		*) Délégation de la Rép. pop. du Congo Pas de pouvoirs de signature

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République de Nauru	M. WESTON M.W.L.	2)		Ministre des affaires étrangères	
* Népal	MM. SATYAL J.L. SRIVASTAVA S.	3)		Ministre des affaires étrangères	
République du Nicaragua					

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République du Niger	M. SALADU BARMOU	Avec faculté de substitution et sous réserve d'approbation	MM. DANDARE NAMEOUA ALI BOUKAR ALOU SIDI AHMED	Ministre des affaires étrangères	
* République fédérale de Nigéria	MM. OMONIJO P.B. IKE T.N.	3)	MM. ABDULLAHI A. ANOPUECHI A.A. NWANZE V.C.O.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Norvège	MM. BRU R.R. HISDAL I.J. STRØMSNES K. AARAK T. JOHNSEN A. HAGEN S.V.	2)		Ministre des affaires étrangères	
Nouvelle-Zélande	MM. WILLIAMS F.C.W. EVANS J.E.B. LAWLEY M.B. MCNIVEN A. MCLEOD N.A. Mme DOVEY L.M.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Sultanat d'Oman	MM. AL BALUSHI A.S. AL SAID S.G.B.K. AL HARAMI M.M.S.	2)	MM. TAQI M.H. AL KHANJARI B.H.S. AL ZUHR M.M. AL QABTAN T.A. AL MOHAMMED Y.A. AL ARAIMY N.M.S. AL RUWAHY S.S.	Ministre des affaires étrangères	
Ouganda					

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* Pakistan	MM. KHURSHEED M. MALIK G.N.Z. SHAH S.A.H.	2)		- Chef de l'Etat - Ministre des affaires étrangères	
République de Panama	Mme SALAMANCA M. MM. BELL F. PEREIRA D.R.V.	3)		Ministre des affaires étrangères	
Papouasie - Nouvelle-Guinée	MM. EVARA R. WARI K. KAMARA D. MANIKOT S. TAMARUA M. NIBA J. KAMENG P.	signature "ad référen- dum"	MM. IGO S. PAGUN P. } *)	Ministre des affaires étrangères	*) Fonctionnaires attachés

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
** République de Paraguay	Mme RAMÍREZ SÁNCHEZ M.C.	2)		Ministre des affaires étrangères	
* Pays-Bas	MM. WIT C. VAN OMMEREN A.W.*) KRIJGER J.B.*)	2)	MM. BAUWENS L.J.M. PIJNENBURG J.A.A. BETHE J.G. BRONGERS J.D. RÖVEKAMP P.F.L. DE JONGE C.L.F. VAN DE WEERT L.	Ministre des affaires étrangères	*) en l'absence de M. WIT
* Antilles néerlandaises	M. HERNANDEZ G.T.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République du Pérou	M. MELGAR SAAVEDRA J.	3)	MM. MONTALVÁN VERA S. DAVILA PESSAGNO J.C.	Ministre des affaires étrangères	Pas de pouvoirs de signature
République des Philippines			MM. GAMBALAN P.P. LAVINA N.D. INTIA I.V. TEJADA F.C.	Ministre des affaires étrangères	
République populaire de Pologne	MM. MAJEWSKI W. GURGUL W. DEMSKI K.	3)	MM. SINIAKIEWICZ A. KOPER M. RABCEWICZ H. KALICKI G. Mme HAJDUK J.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Portugal	MM. JUNQUEIRO R.M.G.B. MARTINS J.M.L.O. MENDES V.D.S. MATOS E.P.C. REIS A.M.	} 2) signature "ad referendum"	MM. REINO F. COSTA M.H. GOUVEIA J.P. ROCHA V.H.F. ANDRADE S.S. MARTINS E.A.M.H.	Ministre des affaires étrangères	
* Etat de Qatar	MM. AL-MOHDADI M.S. MOBARAK M.A.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République démocratique allemande	MM. SCHULZE R. SCHUNKE H. *)	3)	MM. PAUBEL W. SCHUMANN E. LOOS M. SCHRAMM K.-H. HEILMANN E.	Ministre des affaires étrangères	*) en l'absence de M. SCHULZE R.
* République populaire démocratique de Corée	M. KIM R.H.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République de Saint-Marin	MM. PASOLINI G. CAPICCHIONI L. GIACOMINI P. THOMAS D. HERDEN C.-H.	2)		Ministre des affaires étrangères	
* Saint-Vincent-et-Grenadines	M. THOMAS C.C.			Ministre des affaires étrangères	
Iles Salomon	MM. OLEA B.L. SIMISTER L.J.*) SIVE S.*)	2)		Ministre des affaires étrangères	*) en l'absence de M. OLEA
** République démocratique de Sao Tomé-et-Principe			CORREA DE MATTOS H. BOTTO DE BARROS A.C. SOUZA CUNHA A. CESAR DE ARAUJO ITUASSU A. BALTHAZAR PORTELLA O.E. CARVALHO DE BARROS D. LOPES LANDEIRA N. CARNEIRO CILENTO M.F.	Ministre des affaires étrangères	*) Délégation de la Rép. féd. du Brésil Pas de pouvoirs de signature

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République du Sénégal	MM. KA D. SY E.H.M. GUEYE A. DIENG M. DIA A.A. FALL S.	2)		Chef de l'Etat	
République des Seychelles					
République de Sierra Leone					
Singapour	MM. WONG L.H. LIM K.Y. CHEE K.T. CHUA C.H.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République démocratique de Somalie					
* République démocratique du Soudan	MM. BESHIR H.I. MOHAMED G.B.	2)		Ministre des affaires étrangères	
* République socialiste démocratique de Sri Lanka	M. HAPUDENIYA A.P.	2)	M. PERERA H.L.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Suède	MM. ZACHRISSON B. ZILLÉN T. KLEVBORN B. SANDRÉN P.O. ALLARD N.U. JONSSON K.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Royaume du Swaziland	MM. SHONGWE S. SIKHONDZE J.S. JELE W.M. MASEKO P.M.	2)		Chef du Gouvernement	
République arabe syrienne	MM. KURDI R. DALLOUL M. KIKI K. SARADAR A. KADIRI S. SHAMI M.	3)		Ministre des affaires étrangères	
* République unie de Tanzanie			MM. ITATIRO G.A.M. MSAMBICHAKA J.A. MAEDA J.W.J. CHENGULA F.M.	Ministre des affaires étrangères	Pas de pouvoirs de signature

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
* République du Tchad	M. HALATA A.	2)	MM. RODOUMTA B. SAKER A.M. KHAYAR H.	Chef de l'Etat	
République socialiste tchécoslovaque	M. CHALUPA V.	- sous réserve de ratification pour: Constitution - sous réserve de l'approbation pour: - Règlement général de l'UPU - Convention - Arrangement CP - Arrangement mandats et bons de voyage - Arrangement envois contre remboursement	MM. LAŠKA I. ŠMERÁK V. KULVEIT R.	- Chef de l'Etat - Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Thaïlande	M. CHANTRANGKURN M.	2)	MM. SUNDARAVEJ S. THONGMA C. SAOVAROS A. YUPHO K. PRAMUDWINAI D. SUDDHINOND D. REOPANICHKUL S. PHAOVIBUL S.	Ministre des affaires étrangères	
* République togolaise	MM. AMEGBOH G. AITHNARD D. DABLAKE A.P. BADABO M.P. AHYEE A.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Royaume des Tonga					
République de Trinité-et-Tobago	Mlle ALCANTARA J. (9 au 28.7.84)	3)	MM. ABDULAH F. (18.6 au 2.7.84) PEMBERTON R. (2 au 28.7.84)	Ministre des affaires étrangères	
Tunisie	MM. BALMA M. AMARA M. ABDELJAOUAD Y.	2)	MM. KHOUAJA B. KETARI M. LARBI F.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Turquie	MM. BILGI S. BAYRAM M.* ) EKINCI N.* )	3)	MM. POLAT D. AKKUS N. ÖZTÜRK A. ORTAKAYA A.	Ministre des affaires étrangères	*) en l'absence de M. BILGI
Tuvalu					
République socialiste soviétique d'Ukraine	MM. BOIARTCHOUK V.F. SLIPTCHENKO A.S.	2)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
Union des républiques socialistes soviétiques	M. MANAKINE E.A.	2)	MM. MOTINE E.A. KOZLOVSKII I.F. LOBANOV V.S. MOROZOV V.M. SOKOLOV N.A. VASSILIEV L.B. KOULAGINE K.V. CHATALOV K.V. }*)	Ministre des affaires étrangères	*) Experts de la délégation
* République orientale de l'Uruguay	M. VIÑA DUPOUY D.	3)	M. IBARROLA CORRAL O.	Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République de Vanuatu			M. ISHMAEL T.		Pas de pouvoirs de signature
Etat de la cité du Vatican	MM. CORDISCHI A. ANDREANI P.G. PENTRELLA S.	2)		Ministre des affaires étrangères	
République de Vénézuéla					

1) Dénomination utilisée dans la liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République socialiste du Viet Nam	M. TRUONG V.T.	3)		Ministre des affaires étrangères	
* République arabe du Yémen	MM. ZAYED M.A. EL ARCHI A.Y.	3)		Ministre des affaires étrangères	
* République démocratique populaire du Yémen	M. QA'ID A.H.			Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
République socialiste fédérative de Yougoslavie	MM. ČAGOROVIĆ V. VUKOSAVLJEVIĆ R. *)	2)	MM. IVIĆ B. DRLJEVIĆ V. BERIĆ J. Mme ILIĆ O.	Ministre des affaires étrangères	*) en l'absence de M. CAGOROVIC
* République du Zaïre	MM. MABOLIA INENGO T.B. MBELO OKOMA E.N. TSHISUMPA N. MASHALA K.	2)		Chef de l'Etat	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

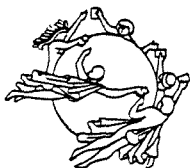
3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

Pays-membres <sup>1)</sup>  1	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer  2	Portée de la signature des plénipotentiaires  3	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement  4	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs  5	Observations  6
République de Zambie					
* Zimbabwe	MM. SHAMUYARIRA N. SILCOX A.R. MAXWELL D.J. MADZIMBAMUTO D.N. SHEPHERD G.W.	3)		Chef du Gouvernement	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 1

Pièce 4/Add 1

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

A. Modifications à apporter à la liste des pouvoirs figurant à la pièce 4:

/ 1. Ajouter les pays suivants ayant déposé après le 13 juillet 1984 des pouvoirs en bonne et due forme (Annexe 1):

- Suriname
- Zambie
- Vénézuéla

/ 2. Les pouvoirs des pays suivants ont été complétés de manière à comporter le droit de signer les Actes (Annexe 2):

- Afghanistan
- Colombie
- Djibouti

B. Situation relative aux Pays-membres dont les pouvoirs ne sont pas mentionnés dans la liste contenue dans la pièce 4:

1. Pays ayant annoncé leur non-participation aux travaux du XIXe Congrès:

- El Salvador
- Fidji
- Grenade
- Jamaïque
- Kampuchea dém.
- Lao (Rép. dém. pop.)
- Malte
- Nicaragua
- Sierra Leone

2. Pays pour lesquels aucune information n'est parvenue:

- Gambie
- Jamahiriya arabe libyenne
- Maurice
- Ouganda
- Tuvalu

3. Pays dont les délégués participent aux travaux du XIXe Congrès, mais pour lesquels seulement un télex a été reçu, annonçant l'envoi de pleins pouvoirs:

- Rwanda

4. Pays dont les délégués participent ou ont participé aux travaux du XIXe Congrès, mais pour lesquels aucune documentation n'a été reçue ou présentée:

- Maldives
- Monaco
- Seychelles
- Tonga
- Somalie (uniquement télex adressé à l'Ambassade de la Somalie à Bonn)

Note. - Comme il est connu, deux rappels ont été remis les 27 juin et 10 juillet 1984 aux délégations des Pays-membres n'ayant pas présenté leurs pouvoirs afin de régulariser leur situation.

Pays-membres <sup>1)</sup>	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer	Portée de la signature des plénipotentiaires	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs	Observations
1	2	3	4	5	6
(page 59) République du Suriname	M. LEDE E.G.	2)		Ministre des affaires étrangères	
(page 69) République de Zambie			MM. CHUULA F. KAWESHA L.E. MWAPE R.J. Mme JERE B.H.	Ministre des affaires étrangères	Pas de pouvoirs de signature
République de Vénézuéla	M. LOPEZ BRUZUAL R.	Signature "ad referendum"		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement Intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.



Pays-membres <sup>1)</sup>  1	Noms des plénipotentiaires autorisés à signer  2	Portée de la signature des plénipotentiaires  3	Noms des délégués autorisés à délibérer et à voter seulement  4	Autorités dont émanent les pleins pouvoirs  5	Observations  6
(page 1) République démocratique d'Afghanistan	M. ZAZAI K.	3)	M. BASIR A.	Ministre des affaires étrangères	
(page 15) République de Colombie	MM. MORA URREA D. ALVARADO CARRENO L.M.	3)	MM. SILVA VASQUEZ E. MALAGÓN LONDOÑO F. Mme GORI V.	Ministre des affaires étrangères	
(page 19) République de Djibouti	M. OBSIE E.	3)		Ministre des affaires étrangères	

1) Dénomination utilisée dans la Liste des Pays-membres de l'UPU (état au 1er juin 1984) (Congrès - Doc 31).

2) Les pouvoirs précisent que la signature est soumise à ratification ou à approbation.

3) Les pouvoirs ne comportent aucune précision quant à la portée de la signature. En vertu de l'article 3, § 1, du Règlement Intérieur, cette signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation.

P i è c e s   d e   l a   C o m m i s s i o n   10

=====





Méthode de travail de la Commission

Aux termes de l'article 16, § 7, du Règlement intérieur des Congrès, "Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés".

Des instructions ont été données aux Secrétariats du Congrès et des Commissions afin qu'ils observent strictement cette prescription de manière que la Commission de rédaction reçoive le résultat des travaux au plus tard le lendemain de chaque séance considérée.

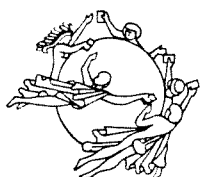
Sur la base des renseignements qui lui parviennent des Commissions, le Secrétariat de la Commission de rédaction établit des "Pièces" qui servent de base aux discussions de la Commission 10 et qui ne sont distribuées qu'aux membres de celle-ci.

Chaque membre de la Commission dispose, dans la salle de réunion, d'un cahier spécial pour le classement des "Pièces" précitées auxquelles sont joints tous les documents (propositions, résolutions, etc.) décrits sur les Pièces et qui doivent permettre aux membres d'accomplir leur tâche. A l'issue de chaque séance, ce cahier spécial doit rester dans la salle de réunion à la place occupée par chaque délégué, afin que le Secrétariat puisse préparer les séances suivantes. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire que les membres de la Commission apportent leurs cahiers de propositions personnels pour assister aux séances de la Commission.

Les "Pièces" seront en principe examinées dans l'ordre de leur numérotage. Etant donné que les textes de base ne sont pas reproduits dans les propositions en regard de l'article modifié, les membres de la Commission devront, pour l'examen des textes qui leur seront soumis, utiliser les fascicules 1 à 4 du Code annoté. Ces fascicules seront mis à leur disposition dans la salle de réunion de la Commission.

Les procès-verbaux de la Commission de rédaction porteront la cote "Congrès/C 10 - PV ..". Ils reproduiront sous une forme succincte les décisions arrêtées par la Commission.

Hamburg, le 19 juin 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE

XIXe Congrès

Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 2

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

010, 011, 1703.1, 1715.1, 1716.1, 1716.2,  
1716.3, 1717.1, 1718.1/Rev 2, 1721.1, 1725.91,  
5004.3, 5004.5, 5007.2, 5017.1, 5040.2,  
5056.1, 5510.3, 5518.3

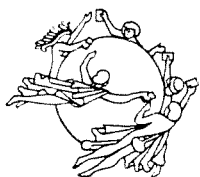
Proposition adoptée mais  
dont la mise au point est  
confiée à la Commission 10

1720.3

Propositions dont l'examen  
est différé

1719.1 et 1721.2

Hamburg, le 21 juin 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE

XIXe Congrès

Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 3

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

4075.1, 4076.1\*, 4077.1\*, 4077.2\*, 4079.1,  
4082.1, 4596.2, 4598.2, 4609.1, 6530.1,  
6530.2, 6543.1, 6901.1, 6901.3\*\*, 6903.1,  
6904.1, 6912.3, 6913.1, 6913.3, 6914.1,  
6916.1, 6916.3, 7518.1, 7518.2, 8903.2,  
8904.2, 8906.2, 9807.2, 8908.2, 8909.2,  
8910.2

/ - dont la mise au point est  
confiée à la Commission 10

\* Pour attention particulière

\*\* Voir annexe 1

Hamburg, le 22 juin 1984

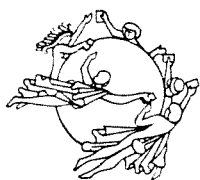
## Commission I

Annexe I  
à la Communication I

En approuvant la proposition 6901.3 (Pays-Bas) et les propositions corrélatives, la Commission a décidé de ~~confier~~ laisser à la Commission II le soin de modifier conformément les formules AP 5, AP 5 bis, AP 6 et AP 6 bis de l'Arrangement ~~Il s'agit, donc,~~ concernant les ~~de~~ abonnements aux journaux et écrits périodiques.

(au recto des formules annexes)  
Il s'agit, donc, de compléter la rubrique "Montant en toutes lettres et en caractères latins" comme suit: \_\_\_\_\_

"Montant et unité monétaire en toutes lettres et en caractères latins". \_\_\_\_\_



Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

024, 4000.8, 4617.6, 5009.1, 5009.2, 5009.3,  
5009.4, 5009.5, 5011.1, 5012.1, 5013.1,  
5014.1, 5014.2, 5014.3, 5014.4, 5014.5,  
5014.6, 5014.8, 5015.1, 5021.2, 5025.1,  
5029.1, 5029.2, 5031.1, 5033.1, 5034.1,  
5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1,  
5306.1, 5306.2/Rev 1, 5533.1, 5534.1,  
5535.1, 5543.1  
  
5902.1, 5902.2, 5909.1

Décisions adoptées  
par le Congrès

"Décision

Approbation du Rapport sur l'ensemble de  
l'activité du Conseil exécutif 1979-1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de  
l'activité du Conseil exécutif 1979-1984."

"Décision

Approbation du Rapport sur l'ensemble de  
l'activité du Conseil consultatif des études  
postales 1979-1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de  
l'activité du Conseil consultatif des études  
postales 1979-1984."



"Décision

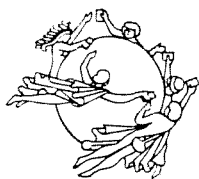
Approbation du Rapport du Directeur général  
1980-1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport du Directeur général  
1980-1984."

Hamburg, le 26 juin 1984



Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

6000.1, 6000.3, 6002.1, 6004.1, 6004.2,  
6006.2, 6009.1, 6009.2, 6011.1, 6013.1,  
6028.2, 6029.1, 6501.1, 6506.1, 6510.1,  
6515.1, 6525.1, 6528.91, 6534.1, 6546.3,  
6912.2, 7042.91\*, 8017.1

Propositions adoptées  
avec modifications

6028.3: adoptée sous réserve de supprimer,  
à la deuxième ligne du paragraphe 1, le mot  
"maximale".

6500.2: adoptée sous réserve de remplacer le  
mot "FINPOST" par "POSTFIN" dans le titre et  
dans le premier considérant de la résolution.

6530.3: voir le Congrès - Doc 66 ci-joint.

6530.4: adoptée sous réserve des modifications  
suivantes:

- premier tiret du paragraphe 1: remplacer  
"FINPOST" par "POSTFIN";
- deuxième tiret: biffer "numéro postal  
d'émission et"
- dans la partie "Texte", premier tiret:  
ajouter, après "MANDAT" ", suivi du numéro  
postal d'émission".

6543.2: adoptée sous réserve d'ajouter, à la  
deuxième ligne, ... et d'avis d'émission  
"conforme au modèle MP 3 ci-annexé"

6543.3: adoptée avec les mêmes modifications  
que la proposition 6530.4.

7500.3: adoptée sous réserve de remplacer le  
mot "FINPOST" par "POSTFIN" dans le titre et  
dans le premier considérant de la résolution.

---

\* Voir la proposition 7041.1 R

7518.3: adoptée sous réserve de libeller le texte comme suit:

...

La partie "Adresse" contient:

- POSTFIN (précédé, s'il y a lieu, d'autres indications de service télégraphiques);
- /.../ l'indication de service postale AVIS INSCRIPTION, s'il y a lieu;
- nom du bureau de chèques destinataire;

La partie "Texte" contient:

- VIREMENT, suivi du numéro postal d'émission; (le reste sans changement).

#### Décisions adoptées par le Congrès

#### "Décision

#### Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations inter- nationales

Le Congrès

décide

- d'approuver le Rapport du Direction général concernant les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales;
- d'inviter le Directeur général du Bureau international à:
  - a) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans ledit Rapport;
  - b) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres;
  - c) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

(Congrès - Doc 5 et Add 1, 13e séance plénière)"

#### "Décision

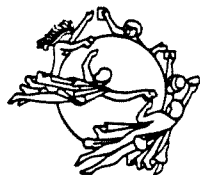
#### Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Le Congrès

décide

de prendre acte des conclusions du Rapport du Directeur général du Bureau international concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées, admettant ainsi que l'UPU doit continuer à contribuer, selon la politique suivie ces dernières années, à résoudre le problème de la décolonisation, dans les limites de ses compétences.

(Congrès - Doc 15, 13e séance plénière)"



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 66

Commission 8

Note pour les membres de la Commission 8 (Services financiers postaux)

N'ayant pu terminer à sa première séance l'examen de la proposition 6530.3, la Commission a prié le Bureau international d'établir, pour sa prochaine séance, le texte des §§ 2 à 7 de l'article 130 du Règlement d'exécution des mandats incorporant les décisions déjà prises. Le texte ci-après a été élaboré en conséquence. Il tient compte aussi du remaniement des §§ 3 à 7 qui a été proposé.

Article 130

Etablissement des mandats télégraphiques

2. Le nom du bénéficiaire est transformé en un groupe mixte composé de chiffres, de signes et de lettres. Cette transformation se fait de la manière suivante:

- a) le chiffre 1) est utilisé pour identifier le groupe;
- b) toutes les parties du nom du bénéficiaire sont séparées par une barre de fraction, suivant l'exemple ci-après: la mention "M. Jean de Biasé" se transforme en "1) MONSIEUR/JEAN/DE/BIASE".

~~(Note. -- Le § 2 de la proposition 6530.3 tendant à inclure des exemples des noms féminins est encore à examiner.)~~

3. Le nom patronymique d'un bénéficiaire /.../, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé d'un des mots "Monsieur", "Madame" ou "Mademoiselle", à moins que cette indication... (le reste sans changement) (§ 6 actuel).

4. (§ 3 actuel.)

~~(Note. -- Il convient d'examiner le § 3 de la proposition 6530.3.)~~

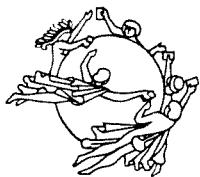
5. (§ 4 actuel sans changement.)

6. (§ 7 actuel sans changement.)

7. (§ 5 actuel, modifié par la proposition 6530.2.)

Hamburg, le 25 juin 1984

Le Président,  
O. ILIĆ



Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

06, 012, 014, 019, 2000.1 (amendée par la proposition 2000.16), 2000.12, 2000.13, 2511.1, 2518.1, 2521.1, 4000.5, 4598.1, 5000.4, 5023.1, 5039.3, 5505.1, 5505.3

Propositions adoptées  
avec modification

5000.5: adoptée sous réserve de supprimer le mot "normalisés" dans le titre de la recommandation et à la première ligne du texte.

5039.2: adoptée sous réserve de modifier les montants indiqués comme suit:

90 au lieu de 120

135 au lieu de 180

180 au lieu de 240

225 au lieu de 300;

- § 4, remplacer, à la deuxième ligne, "300" par "225".

5039.5/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer, à la fin du § 7, les mots "de taxes payées, à l'exception de la taxe d'assurance" par "de toutes les taxes payées".

Décision adoptée par la  
Commission 7

"Décision

Emballages utilisés pour le transport des colis  
postaux

Le Congrès,

ayant adopté

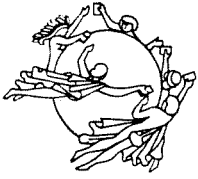
la proposition 5000.5 relative aux emballages utilisés pour le transport des colis postaux,

constatant toutefois

que lesdits emballages ne sont pas standardisés, charge

le Conseil exécutif d'examiner avec l'ISO la possibilité de fixer des normes aux emballages vendus actuellement par les Administrations postales pour le transport des colis postaux.

(Proposition 5000.5, Commission 7, 3e séance)"



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 7

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

3500.1, 5042.2, 5048.2

Proposition adoptée  
avec modification

5046.1<sup>\*)</sup> : adoptée sous réserve de compléter  
comme suit la phrase figurant sous lettre b)  
du paragraphe 1 :

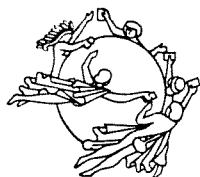
"b) de réduire à leur gré leurs quotes-parts  
territoriales d'arrivée ou de les majorer  
jusqu'à concurrence de leurs prix de revient,  
à condition qu'elles ne dépassent pas  
leurs quotes-parts territoriales de départ."

Proposition transférée 3574.6  
à la Commission 10

Hamburg, le 2 juillet 1984

---

\*) A la suite d'un amendement visant à supprimer la référence au DTS,  
la Commission 7 a préféré maintenir provisoirement cette référence  
en attendant la décision de la Commission 3 au sujet de l'article 7  
de la Constitution.



Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

1702.1, 1709.1<sup>\*)</sup>, 1720.1, 1724.1, 2000.8,  
2000.14, 2000.19, 2004.1, 2009.1, 2010.1,  
6500.1, 6504.1, 6505.2, 6507.1, 6507.91,  
6511.2, 6511.3, 6522.1, 6528.1, 6546.1, 6546.2,  
6546.4, 6549.1

6901.2, 6901.91, 6912.1, 6912.91, 6913.2,  
6914.2, 6916.2

//

Propositions adoptées  
avec modifications

1502.5 et 1502.9: adoptées sous réserve des  
modifications reproduites en annexes.

2004.2: adoptée sous réserve des modifications  
suivantes:

- compléter la première phrase par les termes  
"en indiquant, si possible, la durée  
probable de la suspension de services."
- supprimer la dernière phrase "Le cas échéant  
... suspension de services."

6505.1<sup>\*\*) :</sup> adoptée sous réserve des modifications  
suivantes:

- 2e ligne du paragraphe 2, remplacer le mot  
"globalement" par "littéralement"
- dernière ligne du paragraphe 4, ajouter les  
mots "pouvant la remplacer" après "indicatif  
chiffré".

6511.1<sup>\*\*) :</sup> adoptée sous réserve de supprimer les  
mots "ou d'indicatif chiffré remplaçant la  
signature" dans le texte figurant sous lettre e)  
du paragraphe 1.

6901.4 et 6912.4 (concernent le Groupe de travail  
des formules): adoptées avec les modifications que  
le Secrétariat de la Commission 10 communiquera  
directement au Secrétariat du Groupe de travail  
des formules.

---

\*) La Commission 10 est chargée d'examiner la possibilité d'insérer l'article 11  
actuel du Règlement intérieur des COngrès à la place de l'article 9 supprimé.

\*\*) Dont la mise au point est confiée à la Commission 10.

## Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

## CONSEIL EXÉCUTIF

1502.5

Paragraphe 6, lettre g). La modifier comme suit et ajouter les nouvelles lettres jbis) à jquater):

- g) prendre les contacts utiles avec l'Organisation des Nations Unies, les conseils et les commissions de cette organisation ainsi qu'avec les institutions spécialisées et autres organismes internationaux pour les études et la préparation des rapports à soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres; envoyer, le cas échéant, des représentants de l'Union pour participer en son nom aux séances de ces organismes internationaux; désigner, en temps utile, les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires; en temps utile
- ~~jbis) déterminer, lors de la dernière session qui précède le Congrès, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;~~
- ~~jter) désigner, lors de la session précitée, le Président et les Vice-Présidents du Congrès, les Présidents et Vice-Présidents des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres, ainsi que les membres des Commissions restreintes du Congrès;~~
- jquater) décider s'il y a lieu ou non de remplacer les procès-verbaux des séances d'une Commission du Congrès par des rapports.

**Motifs.** — Transférer au CE certaines compétences réservées jusqu'ici aux séances plénières du Congrès afin de clarifier avant l'ouverture du Congrès certaines situations et responsabilités et assurer ainsi une préparation optimale du Congrès. Ces différents transferts appellent les commentaires suivants.

*ad g):* La modification proposée vise à transférer au CE la compétence d'inviter au Congrès les organisations non gouvernementales qui jusqu'ici devaient attendre le début du Congrès pour savoir si elles seraient invitées à participer et selon quelles modalités. L'adoption de cette modification entraînerait celle de l'article 5, paragraphes 2 et 5, du Règlement intérieur des Congrès (voir proposition 1705.1).

*ad jbis):* Le transfert au CE de la compétence de désigner les Présidents et Vice-Présidents des Commissions exige que l'on connaisse au préalable le nombre de ces Commissions ainsi que les attributions de chacune d'elles. Il semble dès lors logique de transférer au CE la compétence en la matière qu'a actuellement le Congrès en vertu de l'article 9 du Règlement intérieur des Congrès. L'adoption de cette proposition entraînerait la suppression de cet article 9 (voir proposition 1709.1).

*ad jter):* Le transfert au CE de la compétence de désigner les Présidents et les Vice-Présidents et les membres des Commissions restreintes a pour but de permettre aux Administrations désignées de se préparer à assumer leurs fonctions en temps opportun. Il s'agit d'entériner par d'autres voies la pratique actuelle. Si cette nouvelle disposition était acceptée, il conviendrait de supprimer l'article 7, paragraphes 1 et 2, du Règlement intérieur des Congrès (voir proposition 1707.1).

*ad jquater):* Cette nouvelle disposition a pour objet de transférer au CE la compétence du Congrès de décider s'il convient de faire des procès-verbaux ou des rapports au sein des Commissions. Cela faciliterait la mise sur pied du Secrétariat du Congrès par le Bureau international (voir proposition 1724.1).

Voir Congrès — Doc 6.

Propositions corrélatives: 1705.1, 1707.1, 1709.1, 1724.1, 1706.1.



## Règlement général — Proposition

## Article 102

## Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CHINE (RÉP. POP.)

1502.9

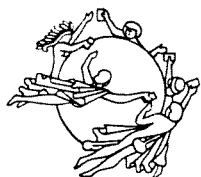
## Amendement à la proposition 1502.5

Paragraphe 6, lettre jter). La modifier comme suit:

jter) désigner en temps utile, sous réserve de l'approbation du Congrès, ~~recommander au Congrès, lors de la session précédente,~~ les Pays-membres susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres, et de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;

**Motifs.** — La désignation, par les Pays-membres réunis en Congrès, des Présidents et Vice-Présidents du Congrès et des Commissions s'inscrit dans le cadre de l'exercice des droits des Pays-membres et constitue un acte solennel. Par conséquent, nous estimons que la compétence de désigner les Présidents et Vice-Présidents du Congrès et des Commissions devrait rester dans les attributions du Congrès, organe suprême de l'Union.

Etant donné le volume des préparatifs que les Présidents et Vice-Présidents des Commissions doivent accomplir, il serait utile de confier au CE le soin de désigner au préalable les candidats aux présidences et vice-présidences des Commissions et de les recommander au Congrès pour approbation formelle.



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

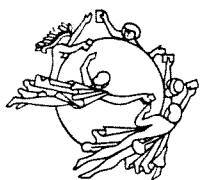
Pièce 9

Propositions d'ordre rédactionnel attribuées directement à la Commission 10

(voir Congrès - Doc 48 sous lettre a))

Numéro	Auteur	Acte et article
1031.1 R	Chine (Rép. pop.)	Constitution, article 31, titre et § 1
6002.2 R	France	Mandats, Arrangement, article 2, § 3
6039.1 R	France	Mandats, Arrangement, article 39, § 1
7041.1 R	France	Chèques, Arrangement, article 41, § 2
7043.1 R	France	Chèques, Arrangement, article 43, § 1
7552.1 R	France	Chèques, Règlement, article 152, § 2
7553.1 R	France	Chèques, Règlement, article 153, §§ 2 et 3
7554.1 R	France	Chèques, Règlement, article 154, § 2

Hamburg, le 4 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

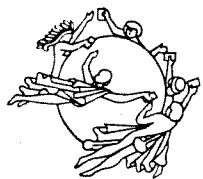
Pièce 10

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

3061.5, 3062.2, 3303.1, 5000.3, 5047.4, 5048.1,  
5054.1, 5058.2, 5301.1, 5301.3, 5301.6, 5301.9,  
5301.12/Rev 1, 5301.14, 5301.17, 5301.19,  
5302.1, 5303.1, 5303.2, 5303.3, 5303.4, 5303.5,  
5303.6, 5303.7, 5304.1, 5304.2, 5305.1, 5305.2,  
5305.3, 5519.91

Hamburg, le 4 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 11

Propositions à examiner

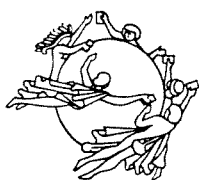
Propositions adoptées  
sans modification

2011.1, 2028.2, 2031.1, 2031.2, 3033.1, 3543.3  
2933.91

Proposition adoptée  
avec modification

2022.1: adoptée sous réserve d'ajouter à la  
dernière ligne après "envoi" les mots  
"de même catégorie et".

Hamburg, le 5 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 12

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

05/Rev 1, 08, 1519.2, 1519.3, 1707.1/Rev 1,  
2000.3, 2500.4, 2530.2

Propositions adoptées  
avec modification

1502.6: adoptée sous réserve de remplacer dans  
le texte figurant sous lettre o), première  
ligne, les mots "peuvent être" par "seront".

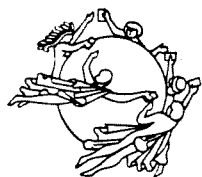
1519.4: adoptée sous réserve de remplacer dans  
le texte figurant sous lettre d), 3e ligne, le  
mot "recevables" par "admises".

2036.2: adoptée sous réserve de compléter le  
texte du paragraphe 3 par les termes suivants:  
"échangés entre l'expéditeur et le destinataire  
ou les personnes résidant avec eux".

Proposition adoptée mais  
dont la mise au point est  
confiée à la Commission 10

031: dispositif à mettre au point. En outre,  
mentionner les propositions 1022.2, 1502.10  
et 1519.92 au bas du texte de la résolution.

Hamburg, le 5 juillet 1984



Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

3000.1, 3061.1, 3061.2/Rev 1, 3061.91, 3065.91,  
3065.92, 7053.1, 7500.2, 7505.2, 7549.1,  
7506.1, 7506.2, 7510.1, 7514.1, 7549.2, 7550.1,  
7552.2, 7560.1, 8005.1, 8503.1, 8511.1, 8512.1  
8903.1, 8904.1, 8906.1, 8907.1, 8908.1, 8909.1,  
8910.1, 11 905.1, 11 905.2, 11 906.1, 11 906.2

Propositions adoptées  
avec modifications

3065.6/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer,  
au paragraphe 4, le chiffre "1000" par "500".

3065.93: adoptée sous réserve de remplacer  
l'expression "Lorsque le pays" par "Lorsque  
l'Administration du pays".

7505.1: adoptée sous réserve de remplacer, à  
la dernière phrase, le mot "de" par "du" entre  
"usuelle" et "nom".

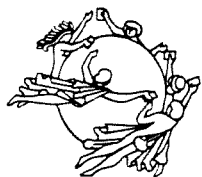
7508.1: adoptée sous réserve de libeller le  
texte de l'article comme suit:

"Les lettres d'envoi, les listes et les avis de  
virement sont réunis et expédiés une fois par  
jour ouvrable éventuellement soumis à la  
recommandation en franchise de port au bureau  
d'échange destinataire par la voie la plus rapide  
(aérienne ou de surface). Les Administrations  
peuvent également convenir d'utiliser les moyens  
électroniques (par exemple télétransmission de  
données)."

7553.2: adoptée sous réserve de remplacer, à la  
première ligne, le mot "d'émission" par  
"d'origine".

7913.1, 7913.2 (concernent le Groupe de travail  
des formules): adoptées avec les modifications que  
le Secrétariat de la Commission 10 communiquera  
directement au Secrétariat du Groupe de travail  
des formules.

Hamburg, le 6 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 14

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

2000.10, 2000.11, 2036.3, 2036.6, 2037.1,  
5047.3, 5049.3, 5501.1, 5506.1, 5506.3,  
5510.4, 5518.1, 5520.1

5905.93, 5905.94, 5921.1/Rev 1

Proposition adoptée  
avec modifications

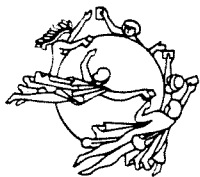
5507.1: adoptée sous réserve des modifications  
suivantes:

- ajouter la lettre abis):

"abis) sur le colis seulement, à côté de la  
suscription, le poids du colis en  
kilogrammes et centaines de grammes,  
toute fraction de centaine de gramme  
étant arrondie à la centaine supérieure;"

- lettre b), chiffre 1°, remplacer "(sans  
changement)" par "l'empreinte du timbre à date"

Hamburg, le 9 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 15

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

04, 020, 023, 5000.2, 5514.1, 5519.2, 5520.4,  
5520.5, 5523.1, 5523.92, 5526.3, 5530.1,  
5540.1, 5541.91, 5546.2

5913.1

/ Décisions adoptées par le  
Congrès

Voir annexes 1 à 4 ci-jointes.

Hamburg, le 9 juillet 1984



Annexe à la communication n° 15  
adressée à la Commission 10

Propositions adoptées avec modifications

Décision C ...

<u>Proposition n°</u>	<u>Nouveau texte adopté</u>
Congrès-Doc 24 Congrès-Doc 68/Rev	<p><u>Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'U-p-u</u></p> <p>Le Congrès,</p> <p>vu l'article 108, paragraphe 1, du Règlement général,</p> <p><u>décide</u> d'élire</p> <p>(M. Adwaldo Cardozo Botto de Barros (Brésil) Directeur général du Bureau international de l'U-p-u et M. Félix Cicéron (France) Vice-Directeur général du Bureau international de l'U-p-u avec effet au 1er janvier 1985.</p> <p>Hamburg, le 6 juillet 1984</p> <p>Le Président du Congrès, W. FLORIAN</p> <p>(Congrès-Doc 24 et 68/Rev, 15<sup>e</sup> séance plénière)</p>

Annexe à la communication n° 15

adressée à la Commission 10

Propositions adoptées avec modifications

<u>Proposition n°</u>	<u>Nouveau texte adopté</u>
Congrès - Doc 14	<p><u>Décision C ..</u></p> <p><u>Approbation du Rapport du</u>  <u>Conseil consultatif des études</u>  <u>postales sur l'Avenir des services</u>  <u>postaux : Synthèse des études</u>  <u>effectuées au cours de la</u>  <u>période 1979 - 1984</u></p> <p><u>Le Congrès</u>  <u>décide</u>  d'approuver le Rapport du CCEP  sur l'Avenir des services postaux:  Synthèse des études effectuées au  cours de la période 1979-1984.</p> <p>Hambourg, le 6 juillet 1984</p> <p>Le Président du Congrès,  W. FLORIAN</p> <p>(Congrès - Doc 14, 15<sup>e</sup> séance  plénière)</p>

Vg

Annexe à la communication n° 15  
adressée à la Commission 10

Propositions adoptées avec modifications

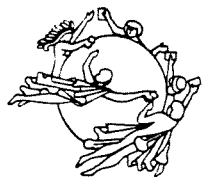
<u>Proposition n°</u>	<u>Nouveau texte adopté</u>
Congrès - Doc 12	<p><u>Décision C...</u></p> <p><u>Approbation du Rapport quinquennal sur le développement des services postaux (1977-1981)</u></p> <p>Le Congrès</p> <p><u>décide</u></p> <p>d'approuver le Rapport quinquennal sur le développement des services postaux (1977-1981).</p> <p>Hambourg, le 6 juillet 1984</p> <p>Le Président du Congrès, W. FLORIAN</p> <p>(Congrès - Doc 12, 15<sup>e</sup> séance plénière)</p>

Vy

Annexe à la communication n° 15  
 adressée à la Commission 10

~~Propositions adoptées avec modifications~~

<u><del>Proposition n°</del></u>	<u><del>Nouveau texte adopté</del></u>
Congrès. Doc 25	<p><u>Décision C...</u></p> <p><u>Changements de classes de contribution</u></p> <p><u>Le Congrès décide</u></p> <p>de prendre acte du Rapport du Secrétaire général sur les changements de classes de contribution.</p> <p>Hambourg, le 6 juillet 1984</p> <p>Le Président du Congrès W. FLORIAN</p> <p>(Congrès. Doc 25, 15<sup>e</sup> séance plénière)</p>



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 16

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

1525.4, 2046.1, 2050.2, 3042.3, 3049.1

Propositions adoptées  
avec modifications

016: adoptée sous réserve des modifications  
signalées par la Commission 9 sur la  
proposition ci-jointe.

030: adoptée sous réserve de remplacer dans le  
troisième considérant (conscient..), à la  
troisième ligne, les termes "semblent disposés"  
par "sont disposés".

2052.1: adoptée sous réserve de supprimer le  
texte figurant sous lettre b).

Décision adoptée par la  
Commission 3

"Décision

Non-participation des membres du CE et du  
CEEP aux sessions de ces organes

Le Congrès,

décide

de confier au Conseil exécutif l'étude des  
propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1.

(Propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1,  
Commission 3, 6e séance)"

Hamburg, le 10 juillet 1984

**CONSEIL EXÉCUTIF****016****Résolution****Financement des activités d'assistance technique de l'UPU**

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'assistance technique de l'UPU,

rappelant

le principe suivant lequel le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU,

préoccupé

par les conséquences pour la poste, dans les pays en développement, des difficultés financières persistantes du PNUD,

relevant

avec satisfaction les efforts consentis par cet organisme, malgré sa situation financière, pour la réalisation des projets d'assistance technique dans le secteur postal,

notant

l'insuffisance des ressources complémentaires dont dispose l'UPU pour couvrir des besoins non satisfaits au titre du PNUD, malgré les efforts de certains pays,

*décide*

- 1° d'appeler de façon encore plus insistante l'attention du PNUD sur la nécessité d'améliorer les possibilités de financement des activités menées par l'UPU sur une base nationale ou multinationale en faveur du développement postal;
- 2° de lancer un pressant appel aux pays en vue de l'accroissement sensible des ressources complémentaires nécessaires pour l'assistance technique;
- 3° d'augmenter de 40 pour cent les crédits budgétaires <sup>affectés à</sup> ~~disponibles pour~~ l'assistance technique, en vue de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979,

*recommande*

- 1° à tous les pays:
  - a) de participer sur une base pluriannuelle à l'alimentation du Fonds spécial UPU par des contributions volontaires dont le montant devrait représenter un pourcentage significatif de leur contribution aux dépenses de l'Union ou du budget de leur Administration postale;
  - b) de continuer à prendre en principe à leur charge le salaire des consultants qu'ils fournissent à l'UPU pendant la durée de missions de ceux-ci;

## 2° aux pays développés ou riches en particulier:

- a) de fournir des efforts supplémentaires pour accorder, sur le plan bilatéral ou multilatéral, une assistance technique en nature ou des moyens de financement répondant aux besoins prioritaires signalés par l'UPU;
- b) d'entreprendre des démarches auprès des autorités gouvernementales respectives en vue d'augmenter les crédits alloués pour la coopération technique, afin de mettre à la disposition de leurs Administrations des fonds pour aider les services postaux des pays en développement soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU;

## 3° aux pays en développement:

- a) d'intensifier leurs actions d'information publique en vue de sensibiliser les autorités nationales et le public à l'importance des services postaux et d'insister auprès des autorités nationales afin qu'une priorité suffisante soit accordée au développement postal lors de la répartition des ressources nationales et de l'aide extérieure;
- b) de prendre à leur charge, quand ils le peuvent, certaines dépenses afférentes à l'assistance technique fournie par l'UPU (frais de voyage ou de séjour des consultants ou des boursiers);
- c) d'accueillir des cours, des cycles d'étude ou des stages individuels organisés par l'UPU et de fournir suivant leurs possibilités les apports en nature aptes à faciliter l'exécution des activités de formation dont il s'agit,

*charge*

le Directeur général du Bureau international:

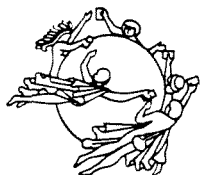
- 1° de multiplier ses interventions auprès des autorités nationales et des autorités du PNUD pour faciliter l'aboutissement des demandes présentées par les Administrations postales;
- 2° de soutenir les actions d'information publique entreprises à cet effet par les Administrations des pays en développement;
- 3° de poursuivre ses efforts en vue de la recherche de moyens de financement complémentaires, notamment auprès des pays développés ou riches, de la Banque mondiale et des institutions financières sous-régionales et régionales;
- 4° de prendre, avec l'accord du CE et suivant des modalités économiques, des mesures permettant d'assurer une présence accrue de l'UPU sur le terrain, ~~grâce notamment à des économies réalisées à cet effet au titre du personnel du siège et à des moyens financiers nouveaux qui devront rester dans une limite raisonnable.~~

Hamburg, le

Le Président du Congrès,

Motifs. — Voir Congrès — Doc 18.1.

\* avec la collaboration, le cas échéant, de Unions <sup>postales</sup> restreintes



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 17

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

3019.8, 3019.11

Proposition adoptée  
avec modifications

3000.7: adoptée sous réserve des modifications suivantes:

- libeller le titre comme suit: "Etude sur les frais terminaux";
- ajouter au deuxième tiret du premier considérant les mots "et des décisions adoptées" après "opinions exprimées";
- remplacer au deuxième tiret du dispositif, première ligne, les mots "le cas échéant" par "si nécessaire".

/ Décisions adoptées  
/ par la Commission 2

Voir annexe 1 (Congrès - Doc 4/Annexe 5) et  
annexe 2 (Congrès - Doc 4/Annexe 6).

Hamburg, le 10 juillet 1984



~~Congrès — Doc 4/Annexe 5 —~~

~~—~~ **Projet de Résolution**

**Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union**

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès — Doc 4),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

*exprime*

- 1° sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il apporte à l'Union dans le domaine des finances en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 2° l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.

Hamburg, le

Le Président du Congrès,

~~Projet de~~ Résolution

**Approbation des comptes de l'Union des années 1979 à 1983**

Le Congrès,

vu

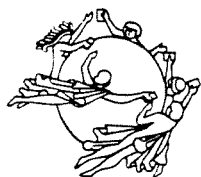
- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès — Doc 4);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès — Doc ...),

*approuve*

les comptes de l'Union postale universelle des années 1979 à 1983.

Hamburg, le

Le Président du Congrès,



Propositions à examiner

/ Propositions adoptées  
sans modification

09, 032, 1502.4, Congrès - Doc 86 (annexe 1),  
4000.2, 4000.6, 4000.9\*, 4080.1, 4083.2,  
4600.1, 4600.2, 4602.1, 4608.1, 4610.3, 4615.2,  
4617.2

4904.1, 4908.91

\* Voir note de la Commission 6 ci-jointe  
(annexe 2).

/

Propositions adoptées  
avec modifications

1525.3: adoptée sous réserve des modifications  
suivantes:

- paragraphe 1: à fusionner avec le texte de  
la proposition 1525.4;
- paragraphe 3: à supprimer.

1707.1/Rev 1: adoptée sous réserve de modifier  
le texte de la proposition comme indiqué  
en annexe 3.

4000.4: adoptée sous réserve de supprimer le  
texte figurant sous chiffre 4° du dispositif.

4000.7: adoptée sous réserve des modifications  
signalées dans la note de la Commission 6  
reproduite en annexe 2.

/

Hamburg, le 11 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 86

Travaux de la Commission 3

Note du Secrétariat

Lors de l'adoption de la proposition ~~1519.4~~ concernant l'article 119, § 1, lettre d), du Règlement général, il est apparu nécessaire de modifier en conséquence l'article 15 du Règlement intérieur des Congrès pour y faire apparaître le fait qu'aucune proposition n'est admise déjà deux mois avant l'ouverture du Congrès.

En conséquence, le Secrétariat propose de modifier le début du paragraphe 3 de l'article 15 du Règlement intérieur de la manière suivante:

C10 → || "Deux mois avant l'ouverture du Congrès ... (le reste sans changement)."

9.7.84

Note pour la Commission 10

La Commission 6 a adopté le projet de réglementation pour le courrier de surface transporté par voie aérienne (courrier S.A.L.) exposé dans la proposition 4000.7, sous réserve:

- a) d'incorporer dans le titre II nouveau de la Convention ("Courrier de surface transporté par voie aérienne (S.A.L.)" le principe de la proposition 4000.9, à savoir la possibilité pour les Administrations qui expédient du courrier S.A.L. de percevoir une surtaxe aérienne réduite. La Commission a laissé le libellé de cette disposition et son emplacement à l'appréciation de la Commission 10. Le texte suivant, établi par le Secrétariat de la Commission 6, n'a pas toutefois soulevé des objections de la part du Mexique:

"Article 84terSurtaxes aériennes réduites

Les Administrations qui expédient du courrier S.A.L. ont la faculté de percevoir des surtaxes de transport aérien inférieures à celles <sup>qu'elles</sup> ~~qui~~ <sup>perçoivent</sup> ~~sont appliquées~~, en vertu de l'article 69, <sup>pour les</sup> ~~aux~~ correspondances-avion.

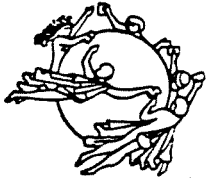
En conséquence de l'introduction d'un article 84<sup>ter</sup> <sup>bis</sup>, on pourrait éventuellement changer le titre de l'article 84<sup>ter</sup> <sup>bis</sup> en "Echange par avion des dépêches-surface;

- b) de compléter le 5<sup>o</sup> bis nouveau de l'article 218, § 1, lettre b), comme suit:

"les indications concernant les services de courrier de surface transporté par voie aérienne (S.A.L.) assurés en vertu de l'article 84bis de la Convention;"

10.07.84

Mn



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Congrès - Doc 85

### Travaux de la Commission 3

#### Note du Secrétariat

La Commission de rédaction nous a fait remarquer qu'il y avait une certaine contradiction entre le texte adopté par la Commission pour l'article 102, § 6, lettre jter), du Règlement général (proposition 1502.5) et le texte de la proposition ~~1707.1/Rev 1~~ relative à l'article 7 du Règlement intérieur.

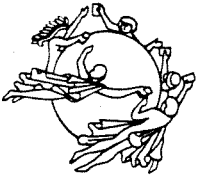
Par l'adoption de la première proposition, le principe de la répartition géographique équitable s'applique dorénavant à l'ensemble des présidences et des vice-présidences du Congrès et des Commissions et non plus simplement aux Vice-Présidents du Congrès, comme cela ressort de l'article 7 du Règlement intérieur.

Pour mettre en concordance le Règlement intérieur avec le Règlement général, il conviendrait de modifier le texte de la proposition 1707.1/Rev 1 déjà adoptée par la Commission dans le sens suivant:

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen le Président du Congrès puis approuve, sur proposition du Conseil exécutif, la désignation des ~~quatre~~ Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique des Pays-membres.

2. (Supprimé.)

3 à 6. (Sans changement.)



Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

021/Rev 1, 1507.1, 1526.1, 5004.4, 5515.91,  
5520.3/Rev 1, 5522.1, 5546.5, 5548.3

5902.3, 5909.2, 5911.2, 5915.1, 5915.2,  
5920.2, 5924.91/Rev 1

Proposition adoptée  
avec modifications

5908.1 (Concerne le Groupe de travail des  
formules): adoptée avec les modifications que  
le Secrétariat de la Commission 10 communiquera  
directement au Secrétariat du Groupe de travail  
des formules.

Décision adoptée par la  
Commission 3

"Décision

Utilisation des termes "documents" et  
"publications" dans les Actes de l'Union

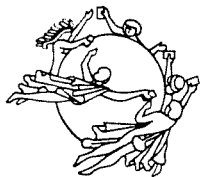
Le Congrès,

charge

le Conseil exécutif de faire une étude de  
portée purement rédactionnelle et linguistique  
sur la distinction qu'il y a lieu de faire  
entre les termes "documents" et "publications"  
et sur leur utilisation dans les Actes de  
l'Union.

(Commission 3, 8e séance)"

Hamburg, le 11 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 20

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

3000.3, 3019.2, 3019.3, 3019.6, 3063.1, 3063.3,  
3303.91

Décisions adoptées par  
la Commission 5

"Décision

Tarifification des envois mixtes

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif l'étude de la  
proposition 3019.7.

(Proposition 3019.7, Commission 5, 6e séance)"

"Décision

Tarifification des envois selon le principe  
du courrier prioritaire et non prioritaire

Le Congrès

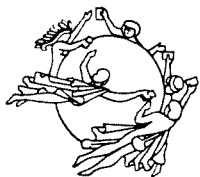
décide

de confier au Conseil exécutif l'étude de la  
proposition 3019.10.

(Proposition 3019.10, Commission 5, 6e séance)"

Hamburg, le 12 juillet 1984





Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

017, 2055.1, 2056.1, 2056.91, 2301.1, 2305.1, 2305.2,  
2500.1, 2500.2, 2506.1, 2507.1, 2511.2, 2511.3,  
2513.1, 2516.1, 2516.2, 2522.1, 2554.2, 2554.3,  
2555.2, 2561.3, 2568.2, 3309.1  
2901.1

Propositions adoptées  
avec modifications

018: adoptée sous réserve des modifications  
suivantes:

- libeller le premier élément du dispositif comme  
suit:

"invite

les pays les moins avancés  
à mobiliser toutes les ressources humaines,  
financières et matérielles disponibles sur  
place et à tirer le meilleur... (le reste sans  
changement)"

- premier tiret du troisième élément du dispositif,  
à la fin du texte remplacer "... résolution 015"  
par "résolution 030";

2000.20: adoptée sous réserve de remplacer le  
texte du dernier tiret du dispositif par le  
suivant: "à la facilitation de l'accès au  
service des lettres avec valeur déclarée".

Décision adoptée par  
la Commission 4

"Décision

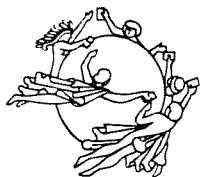
Réceptacles utilisés pour le transport du  
courrier (sacs, bacs, modules intraconteneurs,  
etc.)

Le Congrès

décide

de demander au Conseil consultatif des études  
postales d'effectuer l'étude des propositions  
2555.1, 2564.2 et 2568.1 et, à l'issue de ses  
travaux, de formuler éventuellement des  
propositions au Congrès.

(Propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1,  
Commission 4, 7e séance)"



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 22

Propositions à examiner

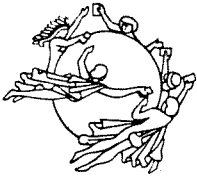
Propositions adoptées  
sans modification

1013.1, 1016.1, 1019.1, 1020.1, 1501.1, 1506.1,  
1509.1, 2502.1, 4000.1, 4000.3, 4000.11/4601.4,  
4601.1, 4601.3, 4608.2, 4609.2, 4612.1, 4616.1,  
4617.1  
4907.2

Propositions transférées  
pour étude par le CCEP

4597.5, 4601.2, 4612.1 (Ces propositions sont renvoyées avec la proposition de base 2555.1 au CCEP pour étude.  
Les propositions 2555.1, 2564.2 et 2568.1, traitées par la Commission 4, ont fait l'objet de la décision reproduite dans le PV 13 de la Commission 10. Cette décision a été complétée par l'indication des propositions citées plus haut et de la séance de la Commission 5.)

Hamburg, le 13 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 23

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

013, 2020.1, 2523.1, 2525.2, 2525.3, 2529.1,  
2531.5 (2531.2), 4612.2, Congrès - Doc 4/  
Annexe 13

Proposition adoptée  
avec modification

2522.3: adoptée sous réserve de remplacer, à la  
quatrième ligne, après "l'article 188" le mot  
"et" par "ou".

Décision adoptée par  
le Congrès

"Décision

Mise à exécution des Actes du Congrès de  
Hamburg 1984

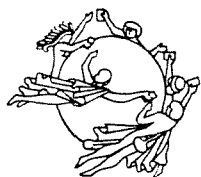
Le Congrès

décide

de fixer la date d'entrée en vigueur des Actes  
du XIXe Congrès au 1er janvier 1986.

(Congrès - Doc 94, 16e séance plénière)"

Hamburg, le 16 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 24

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

01, 1003.1, 1705.1, 2501.1\*, 2501.2\*, 2501.4\*,  
3061.7, 3062.6, 3066.2/Rev 1, 3314.1, 3501.2\*,  
3569.93, 3569.97/Rev 1, 3575.2/Rev 1, 3577.93,  
3578.6, 3578.97/Rev 1, 4596.2  
3912.2, 3917.5, 3920.4, 3921.4

\* Transférée à la Commission 10 pour la rédaction finale.

Propositions adoptées  
avec modifications

02: adoptée sous réserve de libeller le dispositif comme suit:

"charge

le Bureau international de résumer dans un rapport final les amendements et les décisions principales du Congrès... (le reste sans changement)."

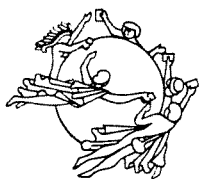
4076.1/Rev 1: adoptée sous réserve de libeller les paragraphes 1 et 2 comme indiqué dans l'annexe ci-jointe.

4077.1 et 4077.2: fusionnées et adoptées sous réserve de supprimer au paragraphe 2 les mots "selon le paragraphe 1 ou".

Hamburg, le 16 juillet 1984

1. Les lettres-avion et les cartes postales-avion adressées à un destinataire ayant changé d'adresse sont réexpédiées sur leur nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Les autres correspondances-avion sont réexpédiées par les moyens de transport normalement utilisés pour la correspondance non surtaxée, sauf dans les cas visés aux paragraphes 2 à 4. A cet effet, l'article 34, paragraphes 1 à 3, est applicable par analogie.

2. Les correspondances autres que les lettres-avion et cartes postales-avion peuvent être réacheminées par la voie aérienne sur demande expresse... (le reste sans changement).



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 25

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

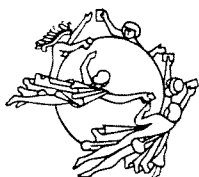
2503.2, 3556.2, 3562.2, 3569.94/Rev 2,  
3569.95/Rev 1

2900.2, 3912.91/Rev 1, 3912.92/Rev 1,  
3955.3/Rev 1, 3957.1/Rev 1

Propositions adoptées  
avec modifications

3953.1 et 3953.3/Rev 1 (concernent le Groupe  
de travail des formules): adoptées avec les  
modifications que le Secrétariat de la  
Commission 10 communiquera directement au  
Secrétariat du Groupe de travail des formules.

Hamburg, le 17 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE

XIXe Congrès

Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 26

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

2531.4, 3535.5/Rev 1\*, 3535.2  
3909.3

Propositions adoptées  
avec modifications

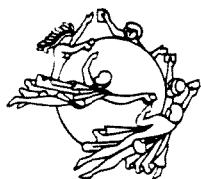
3535.3\*: adoptée sous réserve de libeller le  
paragraphe 4 comme suit:

"4. Le bureau de destination renvoie la  
formule C 5, dûment complétée (en donnant la  
priorité à l'obtention de la signature du  
destinataire chaque fois que cela est possible),  
à l'adresse indiquée par l'expéditeur; ...  
(le reste sans changement)."

3535.4: adoptée sous réserve d'ajouter à la  
dernière ligne du paragraphe 5, après  
destinataire, les mots "(si possible)".

\* La Commission 4 demande que soit harmonisée  
la rédaction des propositions 3535.3  
amendée et 3535.5/Rev 1.

Hamburg, le 17 juillet 1984



Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

2503.4, 2551.2, 2553.1, 2560.1, 3547.2, 3547.5,  
3570.5/Rev 3, 3571.2, 3572.1, 3572.4/Rev 1,  
3573.4/Rev 2, 3574.3\*, 3574.8/Rev 2, 3574.93/Rev 2,  
3574.95, 3576.2/Rev 1, 3577.2, 3580.1,  
3580.4/Rev 1, 3580.92/Rev 1  
  
2912.1, 3915.2/Rev 1, 3915.91/Rev 1, 3915.92/Rev 1,  
3917.4/Rev 1, 3962.3/Rev 1

Propositions adoptées  
avec modifications

3536.3: adoptée sous réserve d'ajouter à la  
dernière ligne, entre virgules, les mots  
", en cas d'impossibilité," après " dernier ou"

3569.96: adoptée sous réserve de remplacer à  
la première ligne du paragraphe 2 les mots  
"les renvoie" par "renvoie un exemplaire"

3574.2: adoptée sous réserve de remplacer à la  
cinquième ligne du paragraphe 1 les mots  
"de la catégorie de" par "du"

3577.91/Rev 1: adoptée sous réserve de remplacer,  
à la première phrase du paragraphe 5, les mots  
"les Administrations de destination n'ont pas  
reçu.." par "les Administrations de transit n'ont  
pas reçu..."

3578.2: adoptée sous réserve d'incorporer la  
modification introduite dans le texte de la  
proposition 3569.96.

3578.3: adoptée uniquement en ce qui concerne  
le "délai maximal de six mois" qui doit être  
incorporé dans la proposition 3569.95/Rev 1.

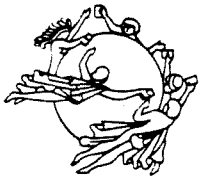
3928.1 et 3928.2 (concernent le Groupe de travail  
des formules): adoptées avec les modifications  
que le Secrétariat de la Commission 10 communiquera  
directement au Secrétariat du Groupe de travail  
des formules.

Hamburg, le 17 juillet 1984

---

\* La Commission 5 signale que le texte souligné doit figurer comme paragraphe 6  
de l'article 177bis (proposition 3577.91/Rev 1).





UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 28

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

2000.21, 2306.1/Rev 2, 2310.91/Rev 1, 2313.1,  
2500.3, 2561.4, 2561.6, 2563.1, 2563.2, 2564.5,  
2565.2, 2565.3, 2587.1, 2588.2

2900.1, 2902.1, 2912.2, 2927.1, 2927.2, 2928.1,  
3909.4, 3909.5

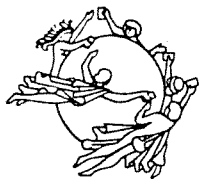
Propositions adoptées  
avec modifications

2564.3: adoptée sous réserve de libeller la  
dernière phrase du paragraphe 4 comme suit:

"Sauf entente spéciale entre les Administrations  
d'expédition et de réception des dépêches  
maritimes, une copie du bordereau C 18 est  
transmise par avion soit au bureau d'échange  
réceptionnaire du port de débarquement,  
soit à son Administration centrale."

2904.1, 2914.1, 3909.6 (concernent le Groupe de  
travail des formules): adoptées avec les modi-  
fications que le Secrétariat de la Commission 10  
communiquera directement au Secrétariat du  
Groupe de travail des formules.

Hamburg, le 18 juillet 1984



Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

3500.3, 3501.2/Rev 1, 3577.91/Rev 2, 3579.1,  
3579.6/Rev 3, 3579.92, 3581.2, 3581.6/Rev 2,  
3581.13, 3582.2, 4610.2\*, 4615.1, 4616.3,  
4617.5

Série des propositions 5303.8 à 5550.1 (cf.  
annexe 1)

3920.3/Rev 2, 3921.3/Rev 2, 3921.5, 3921.6,  
4908.2\*\*, (4908.91\*\*\*)

Note particulière de la Commission 6 concernant  
l'article 217 du Règlement d'exécution de la  
Convention (voir annexe 2)

Décisions autres que celles  
modifiant les Actes

- Formules des Arrangements concernant les  
services financiers postaux (annexe 3)

- Réexpédition et renvoi à l'origine des  
correspondances par voie aérienne (annexe 4)

\* La Commission 6 demande à la Commission 10 de tenir compte dans la rédaction  
de la proposition 4610.2 de la décision de la Commission 5 concernant la date  
de statistique (proposition 3570.5/Rev 2)

\*\* La Commission 6 a fait suivre la proposition 4908.2 de la note rédigée en ces  
termes: "En tenir compte dans la proposition 4908.91 déjà adoptée"

\*\*\* Pour mémoire

Hamburg, le 18 juillet 1984

.....  
5303.8, 5303.9, 5303.10, 5303.11,  
5303.12, 5303.13, 5303.14, 5303.15, .....  
5303.16, 5303.17, 5303.18, 5303.91  
.....

5304.3, 5304.4, 5306.91/Rev2, 5306.92, 5307.91  
5309.1, 5309.2, 5309.3, 5309.4, .....  
5309.5, 5310.91, 5021.4, 5535.2, 5550.1  
.....

Hamburg, le 18 juillet 1984

Communication n° 7

Au Secrétariat de la Commission de rédaction

Suite donnée aux propositions traitées par ~~le Comité~~ la Commission 6 au cours de sa 7<sup>e</sup> séance, le 18 juillet 1984.

I. Propositions adoptées

a) sans modification

4615.1, 4616.3, 4617.5  
4908.2 (tenir compte <sup>de</sup> la proposition  
4908.91 déjà adoptée).

b) avec modification (propositions modifiées en annexe)

c) dont la mise au point est confiée à la Commission 10

*dans la rédaction*  
4610.2 (tenir compte de la décision de la  
Commission 5 concernant la date de statistique

II. Propositions non adoptées

a) rejetées

( Note. - Prière de porter de 25 à 50 francs le seuil d'exonération du solde d'un compte génér AV 11, prévu au § 4 (nouveau) de l'article 217 du Règlement d'exécution de la Convention, selon la décision prise à la 7<sup>e</sup> séance de la Commission Les propositions 4617.1 et 4617.6 ont été déjà adoptées et communiquées à la Commission 10. ) \*

b) retirées

c) devenues sans objet

4617.4, 4617.7, 4617.9

III. Propositions transférées à la Commission de rédactionIV. Décisions autres que celles modifiant les Actes (textes ci-annexés):

1. ....
2. .... \* Je suis disposée à revoir le texte de l'article 217 si cela peut vous rendre service.
3. ....
4. ....

A compléter par la Commission 10

Pièce n° 29

Le Secrétaire,



nd 18.7.84

Décision C

Formules des Arrangements concernant les services financiers postaux

Le Congrès

ayant adopté

la Résolution C 10 relative à l'examen des Arrangements concernant les services financiers postaux

charge

le Conseil exécutif, dans le cadre dudit examen, d'harmoniser la terminologie utilisée dans la contexture des formules prévues dans lesdits Arrangements (Proposition 6000.2; Groupe de travail "Formules" de la Commission 10, 4e séance)

Résolution C ...

Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances par voie aérienne

Le Congrès,

ayant adopté

les propositions 4076.1/Rev et 4077.1 qui instituent comme règle la réexpédition des lettres-avion et des cartes postales avion par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface),

soucieux

de généraliser autant que possible l'utilisation de la voie aérienne pour la réexpédition et le retour à l'origine des correspondances,

constatant

que les dispositions en la matière (notamment l'article 76 de la Convention) ne reflètent pas les pratiques actuellement suivies par les Administrations,

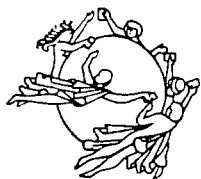
charge

le Conseil exécutif:

- de revoir les conditions dans lesquelles les envois peuvent être réexpédiés ou renvoyés à l'origine par voie aérienne;
- d'actualiser et simplifier les dispositions y relatives;
- de présenter au prochain Congrès les propositions qui découlent de cette étude.

Hamburg, le      juillet 1984

Le Président du Congrès,



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 30

Propositions à examiner

Propositions adoptées  
sans modification

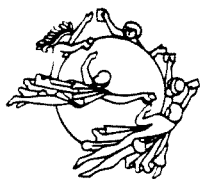
3000.5/Rev 2 (3581.1, 3581.2, 3581.6/Rev 2)  
3581.6/Rev 3, 3582.1

Propositions adoptées  
avec modification

3579.91/Rev 1: adoptée sous réserve de  
supprimer à la première ligne du paragraphe 1  
les mots "à l'arrivée des dépêches".

3579.92: adoptée sous réserve de modifier le  
titre de l'article 179ter comme suit:  
"Paielements provisoires des frais de  
transit et des frais terminaux du courrier  
de surface".

Hamburg, le 18 juillet 1984



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
XIXe Congrès  
Hamburg 1984

Commission 10

Pièce 31

Propositions à examiner

Proposition adoptée  
sans modification

033

Décision adoptée  
par le Congrès

Pouvoirs des délégués (Approbation du rapport  
de la Commission 1 et étude par le CE des  
procédures de dépôt des pouvoirs des  
délégués) (annexe 1)

Hamburg, le 24 juillet 1984



Décision

Approbation du rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

Le Congrès

approuve

le rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs) et

charge

le Conseil exécutif d'étudier les procédures relatives au dépôt des pouvoirs des délégués, notamment les dispositions de l'article 3, paragraphes 1 et 3, du Règlement intérieur des Congrès.

(Congrès/C 1 - Rapp 1, 18e séance plénière)

